



HAL
open science

Le bidonville de “ La place ” : l’intégration en marge des institutions républicaines dans la France contemporaine

Jean-Baptiste Daubeuf

► **To cite this version:**

Jean-Baptiste Daubeuf. Le bidonville de “ La place ” : l’intégration en marge des institutions républicaines dans la France contemporaine. Sociologie. Université de Lorraine, 2018. Français. NNT : 2018LORR0165 . tel-02007204v2

HAL Id: tel-02007204

<https://theses.hal.science/tel-02007204v2>

Submitted on 21 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

Université de Lorraine
U.F.R. Lettres et Sciences Humaines
L'Ecole Doctorale Fernand-Braudel (ED 411)

Thèse pour obtenir le grade de Docteur
Discipline : Sociologie

Le bidonville de « La place » :
*L'intégration en marge des institutions républicaines
dans la France contemporaine*

Présentée et soutenue publiquement par
Jean-Baptiste Daubeuf
le 9 novembre 2018

Directeur de thèse : **Hervé Marchal**

Jury

M. Jean-François LAÉ	Professeur à l'université de Paris 8	Rapporteur
M. Jean-Christophe MARCEL	Professeur à l'université de Bourgogne	Rapporteur
Mme Maryse GAIMARD	Professeure à l'université de Bourgogne	Examinatrice
Mme Claire LÉVY-VROELANT	Professeure à l'université de Paris 8	Examinatrice
M. Jean-Marc STÉBÉ	Professeur à l'université de Lorraine	Examinateur
M. Hervé MARCHAL	Professeur à l'université de Bourgogne	Directeur

Résumé

Le terme de bidonville est réapparu ces dernières années en France dans les discours politiques et médiatiques. Bien qu'utilisé à l'origine pour désigner les lieux d'habitations des populations identifiées comme Roms, ce mot est mobilisé aujourd'hui pour évoquer aussi bien un phénomène lié à la très grande pauvreté que des processus de relégation et d'exclusion. Pourtant, de nombreux travaux en sociologie et en anthropologie ont montré la capacité intégratrice du bidonville, en particulier lorsqu'il facilite la mise en relation des migrants avec leur environnement social. L'objet est donc complexe et une tension interne permanente structure la fonction sociale qu'il joue : il est à la fois piège et à la fois sas.

L'évolution du contexte social, économique et politique des dernières décennies demande donc de réinterroger les connaissances acquises durant la période des années 1960-1970, à un moment où la France avait compté jusqu'à 70 000 habitants au sein des bidonvilles. Alors que les raisons expliquant la présence et le maintien des bidonvilles sur le territoire ont évolué, les formes d'intégration qui y sont associées se sont elles aussi transformées. En effet, le modèle « français d'intégration », très homogène et mécanique, s'appuyait jusqu'à récemment sur l'emploi et une assimilation normative ; toutefois, les nouvelles formes de pauvreté et l'affaiblissement des institutions régulatrices telles que la famille, l'école ou l'État ont conduit à des difficultés croissantes pour accueillir les nouveaux arrivants. C'est alors de plus en plus l'État-providence qui a pris en charge ces mécanismes, mais les défaillances sont multiples et elles expliquent en partie la relégation et la marginalisation de certains individus présents sur le territoire français.

Dès lors, l'objectif de ce travail est de saisir si les bidonvilles jouent toujours un rôle intégrateur, et si cela est le cas, quelles en sont les différentes modalités. Pour répondre à cette question, la thèse s'appuie sur une ethnographie de deux années menée dans le nord-est de la France auprès d'une douzaine de familles vivant dans un bidonville. À partir de l'analyse des problématiques du quotidien, nous décrivons de quelle manière se mène leur accès à la société française et en quoi leurs conditions de vie peuvent constituer des freins ou des facilitateurs dans ce parcours. Il s'agira en outre de comprendre de la façon dont les habitants stabilisent et donnent une cohérence à leurs trajectoires, en particulier face à un monde urbain mouvant, changeant et fragilisant les modalités de construction du sentiment d'appartenance citoyen.

Mots clés : bidonville, intégration, migration, urbain, habitat, race, genre.

Abstract

The term slum has reappeared in recent years in France in political and media discourse. Although originally used to designate the places of residence of populations identified as Roma, this word is now used to refer both to a phenomenon linked to very high poverty and to processes of relegation and exclusion. However, many studies in sociology and anthropology have shown the slum's integrative capacity, particularly when it facilitates the connection of migrants with their social environment. The object is therefore complex and a permanent internal tension structures the social function it plays: it is both a trap and an airlock.

The changes in the social, economic and political context of recent decades therefore require a reinterpretation of the knowledge acquired during the period 1960-1970, at a time when France had counted up to 70.000 inhabitants in the slums. While the reasons for the presence and maintenance of slums in the territory have changed, the forms of integration associated with them have also changed. Indeed, the "French integration" model, which is very homogeneous and mechanical, was until recently based on employment and normative assimilation; however, new forms of poverty and the weakening of regulatory institutions such as the family, school or the State have led to increasing difficulties in welcoming new arrivals. It was then increasingly the welfare state that took charge of these mechanisms, but there are many failures and they partly explain the relegation and marginalization of some individuals present on French territory.

The objective of this work is therefore to understand whether slums still play an integrating role, and if so, what the different modalities are. To answer this question, the thesis is based on a two-year ethnography conducted in northeastern France with a dozen families living in a slum. Based on an analysis of everyday issues, we will describe how their access to French society is managed and how their living conditions can act as obstacles or facilitators in this process. It will also be a question of understanding how the inhabitants stabilize and give coherence to their trajectories, particularly in the face of a changing urban world that is changing and weakening the ways in which the sense of belonging of citizens is constructed.

Keywords: slum, integration, migration, urban, housing, race, gender.

Table des matières

REMERCIEMENTS	15
----------------------	-----------

INTRODUCTION	19
---------------------	-----------

Ce que l'on pensait disparu	19
------------------------------------	-----------

<i>La France et ses étrangers</i>	20
-----------------------------------	----

<i>Du campement au bidonville</i>	21
-----------------------------------	----

<i>Un hors-lieu de la République ?</i>	23
--	----

<i>Penser la pauvreté</i>	27
---------------------------	----

<i>La ville à l'épreuve</i>	29
-----------------------------	----

Saisir le bidonville	31
-----------------------------	-----------

<i>Enquête ethnographique fortuite</i>	31
--	----

<i>Regards d'enquêtés sur le chercheur</i>	33
--	----

<i>Difficultés d'enquête</i>	36
------------------------------	----

<i>Un espace d'enquête situé</i>	38
----------------------------------	----

<i>Le bidonville de « La place »</i>	40
--------------------------------------	----

<i>Autres matériaux de recherche</i>	43
--------------------------------------	----

PARTIE I. NOTIONS

CHAPITRE 1. LES FORMES ÉLÉMENTAIRES DU BIDONVILLE	49
--	-----------

1.1. Une forme urbaine difficile à identifier	49
--	-----------

<i>1.1.1. Étymologie et situations nationales</i>	49
---	----

<i>1.1.2. Caractériser les bidonvilles</i>	54
--	----

1.2. Un symptôme de l'explosion démographique mondiale	61
---	-----------

<i>1.2.1. De la révolution urbaine à la bidonvillisation</i>	61
--	----

<i>1.2.2. Compter les bidonvillois</i>	62
--	----

<i>1.2.3. Recenser : le cas de la France</i>	68
--	----

1.3. La politique du bidonville	72
--	-----------

1.3.1. Informalités urbaines	72
1.3.2. Gouvernance et politique du bidonville	75
1.3.3. En France : des politiques floues et changeantes	77
1.4. L'action (dé)socialisatrice du bidonville ?	80
1.4.1. Exclusion	80
1.4.2. Ségrégation	83
1.4.3. Intégration : entre campement et ghetto	90
1.4.4. La mise à mal de la modernité urbaine	93
Conclusions	96

PARTIE II. LES ÉPREUVES DU BIDONVILLE

CHAPITRE 2. LA MIGRATION : LE VILLAGE À LA VILLE	101
2.1. Territoire d'isolement	104
2.1.1. Les mondes paysans du sud de la Roumanie	104
2.1.2. Un petit village perdu dans les plaines	107
2.1.3. Depuis la fin du régime communiste	109
2.2. Les bouleversements de la réciprocité	115
2.2.1. Nouveaux revenus	115
2.2.2. De l'échange à la mafia	121
2.3. La monétarisation des liens de solidarité	126
2.3.1. Un autre support d'échange	126
2.3.2. Usures et dettes	130
2.4. Dépendances familiales	137
2.4.1. La solidarité par l'alliance	137
2.4.2. Parenté choisie, parenté subie	142
2.5. Du village à la diaspora	147
2.5.1. L'accroissement des migrations	147
2.5.2. Réseaux migratoires	150
2.5.3. Le circuit cloisonné des communications	154
Conclusions	158
CHAPITRE 3. LA VILLE : EN QUÊTE D'INTERSTICES	161
3.1. Migrations urbaines	164
3.1.1. Les premiers pas à l'Ouest	164
3.1.2. La stabilité progressive	168
3.1.3. L'ancrage dans un quartier.	171

3.2. Des revenus fortement territorialisés	177
3.2.1. <i>Le métier de ferrailleur</i>	178
3.2.2. <i>Le marché de la mendicité</i>	184
3.2.3. <i>Un archipel d'opportunités</i>	189
3.3. Des « compétences d'ancrage »	196
3.3.1. <i>S'installer</i>	196
3.3.2. <i>Assurer sa mobilité</i>	202
3.3.3. <i>Accéder à des consommables</i>	208
Conclusions	212
CHAPITRE 4. CHEZ-SOI : LE MONDE PRIVÉ DU BIDONVILLE	215
4.1. Un entre-soi protecteur	217
4.1.1. <i>Se protéger</i>	217
4.1.2. <i>Se soigner</i>	222
4.1.3. <i>Règles et contrôle social</i>	226
4.1.4. <i>Mettre de l'ordre</i>	230
4.2. La reproduction des pratiques alimentaires villageoises	236
4.2.1. <i>La préférence pour les aliments « gustoase »</i>	236
4.2.2. <i>« Manger comme un tsigane »</i>	241
4.3. Un espace à part	243
4.3.1. <i>« Comme au village »</i>	243
4.3.2. <i>Ancrage par le jeu</i>	245
4.3.3. <i>La fête</i>	248
4.3.4. <i>Un autre rapport au temps</i>	251
4.4. Le domestique envahit	252
4.4.1. <i>L'expansion de l'échange généralisé</i>	253
4.4.2. <i>Le foyer à distance du monde</i>	259
Conclusions	263
CHAPITRE 5. LA RACE : LA DISQUALIFICATION ETHNIQUE	267
5.1. Minoritaire parmi les Roumains...	271
5.1.1. <i>Entre tradition et modernité</i>	271
5.1.2. <i>Tsiganéités roumaines</i>	277
5.2. ... marginaux parmi les Français	286
5.2.1. <i>La tradition folkloriste</i>	286
5.2.2. <i>Judiciarisation de la question tsigane</i>	288
5.2.3. <i>La marginalité tsigane des migrants roumains</i>	292
5.3. La fabrique locale de l'ethnicité rom	298

5.3.1. <i>Le misérabilisme</i>	298
5.3.2. <i>Un groupe aux limites floues</i>	299
5.3.3. <i>Des relations tendues aux riverains</i>	301
5.3.4. <i>Les représentants institutionnels de la romanité</i>	303
5.4. Bricolages identitaires	306
5.4.1. <i>La race du quotidien</i>	307
5.4.2. <i>Un petit monde d'ethnicité</i>	311
5.4.3. <i>Porosité des frontières</i>	314
Conclusions	316
CHAPITRE 6. LE GENRE : LES SEXES DANS LE BROUILLARD	319
6.1. Le couple introuvable	321
6.1.1. <i>L'intimité débordée</i>	321
6.1.2. <i>Sexualité sous contrôle</i>	328
6.1.3. <i>Fragilité procréative</i>	332
6.2. Des masculinités qui vacillent	337
6.2.1. <i>Figure patriarcale</i>	337
6.2.2. <i>Les marges de la masculinité</i>	340
6.2.3. <i>Sexualité(s) masculine(s)</i>	348
6.3. Des femmes en repli	356
6.3.1. <i>Discretion maternelle</i>	356
6.3.2. <i>Déssexualisation féminine</i>	360
6.3.3. <i>Résistances féminines</i>	364
Conclusions	369
CONCLUSION GÉNÉRALE	371
Revenir sur les épreuves	371
<i>L'épreuve de la migration</i>	372
<i>L'épreuve de la ville</i>	373
<i>L'épreuve de l'habiter</i>	374
<i>L'épreuve de la race</i>	375
<i>L'épreuve du genre</i>	376
Trois régimes de sens	377
<i>Les traditionalistes</i>	378
<i>Les communautaristes</i>	379
<i>Les singularistes</i>	380
Citoyens des bidonvilles ?	381
<i>La citoyenneté en bidonville ?</i>	382
<i>Des territoires à l'épreuve des bidonvilles</i>	383

Épilogue sur la fin de « La place »	385
BIBLIOGRAPHIE	391
ANNEXE 1 : LA RÉNOVATION DU QUARTIER DU HAUT-DU-LIÈVRE	419
ANNEXE 2 : LETTRE AU PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE	425
ANNEXE 3 : COURRIER DU CONSUL D'ALGÉRIE	429
INDEX DES ILLUSTRATIONS	431

À la mémoire de Beki

Remerciements

Si la sociologie abhorre les fatalités, il en est une qu'elle consent à reconnaître : la recherche oblige à recevoir plus qu'il n'est possible de rendre. Je ne déroge pas à cette règle et les quelques lignes qui suivent ne peuvent malheureusement pas résumer toute la gratitude que je peux éprouver envers ceux qui ont été là pour moi durant les quatre années qui viennent de s'écouler.

Ces dettes se sont souvent forgées dans le long terme. Deux des plus anciennes sont sans aucun doute celles qui me lient à Lise Jarry et Thibaut Besozzi, respectivement anthropologue et sociologue. Tous deux m'ont fait découvrir, à des moments et des endroits différents, des disciplines qui m'apparaissaient alors obscures et ils m'ont permis de donner forme aux interrogations qui m'animaient. Cette thèse leur doit beaucoup, ils ont toute mon amitié.

Évidemment, ce travail ne serait rien sans celui qui l'a guidé et dirigé, Hervé Marchal. Il a été un soutien sans faille. Son énergie, sa sympathie ainsi que l'attention de chaque instant qu'il accorde à l'ensemble de ses étudiants et de ses doctorants font que j'ai du mal à imaginer comment ma recherche de thèse aurait pu se dérouler dans de meilleures conditions. Surtout, il a su tolérer mes oublis de l'étiquette et mes arrangements parfois un peu particuliers avec les codes du monde universitaire. Il m'a aidé à assouvir ma curiosité pour la recherche, pour cela je lui en suis infiniment reconnaissant.

Mes plus chaleureux remerciements vont également à Jean-Marc Stébé qui m'a ouvert les portes du séminaire de sociologie urbaine qu'il anime. Durant toutes ses années, il a écouté et discuté à chaque fois avec attention mes travaux. Ses remarques précises et déterminantes ont marqué en profondeur ce manuscrit. Je suis très heureux de participer aux projets de recherche qu'il mène aujourd'hui.

Surtout, je ne peux oublier l'ensemble de ceux sans qui cette recherche n'aurait pu être possible et qui m'ont permis d'entrer dans leur quotidien. Je pense bien entendu aux familles de « La place ». Je ne peux les citer nommément ici, mais j'ai une pensée pour chacun d'entre eux. J'ai tenté de retranscrire le plus fidèlement possible ce qu'ils ont vécu et les moments que

j'ai partagés avec eux. Qu'ils m'excusent si parfois ma mémoire un peu fragile a pu vaciller, si mon propos est resté trop évasif ou si certaines de mes analyses ont sorti de leur contexte des événements qui auraient mérité d'être détaillés plus en profondeur. Qu'ils sachent simplement que je ferai de mon mieux, autant que je peux, pour être là lorsqu'il le faut dans les années qui viennent.

Je tiens à remercier également tous ceux qui par leur travail et leur gentillesse m'ont aidé à mieux comprendre les ressorts de la vie quotidienne à « La place ». Je pense notamment aux travailleurs sociaux et aux bénévoles de l'association Amitié Tsiganes et de la CIMADE, aux élus et aux personnels techniques de la Mairie de Maxéville, aux chargés de mission de la DDCS de Meurthe-et-Moselle, aux salariés de l'association ARELIA et à tous ceux du plateau du Haut-du-Lièvre m'ayant donné les clés pour saisir la complexité du quartier. Je remercie également le préfet Sylvain Mathieu et Manuel Demougeot de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL). Ils m'ont permis d'accéder à des données précieuses concernant la situation des bidonvilles en France. En outre, notre collaboration a mené à la parution d'un petit ouvrage. J'ai ainsi une pensée chaleureuse pour Marie-Laurence Dubray et Anne-Laure Marseleix des éditions Le cavalier Bleu pour le travail de publication exemplaire qu'elles mènent.

En outre, je souhaite remercier l'ensemble des membres du 2L2S et du département de sociologie de Nancy. Ils m'ont accueilli en tant qu'étudiant, puis comme ATER de 2017 à 2018. Tous ont toujours eu une oreille attentive lorsqu'il s'agissait d'évoquer mes recherches et n'ont jamais été avares en encouragement : Lionel Jacquot, Frédérique Balard, Ingrid Voléry, Jean-Marie Seca, Ali Boulayoune, Marie-Pierre Julien, Laetitia Renard, Virginie Vathelet et Vincent Lhuillier. Ma reconnaissance la plus sincère s'adresse également à Lucie Vannet, Aude Meziani, Karine Ribeiro, Nadège, Magalie, Claude, Julian et tous ceux qui font de l'université un lieu de vie incomparable pour les hommes et les savoirs.

Une pensée affectueuse va également vers mes partenaires de raquette : Bernard Balzani, Jean-Pascal Higelé et Isabelle Flancher. Je remercie tout spécialement Simon Paye pour ses conseils, sa disponibilité, dont j'ai parfois abusé, ainsi que pour avoir toujours pensé à ramener des viennoiseries au bon moment. Géraldine Bois a toute ma gratitude et elle peut être assurée que je garde d'excellents souvenirs de nos discussions concernant nos deux passions communes pour les oiseaux et les sandwiches. Et surtout, Nicolas Castel, frangin dont je suis très fier d'avoir partagé la « piaule » et qui continue de me « tolérer » aujourd'hui. Julien Aimé, Fahimet Seyedmazloum et Pauline Bascou ont également été des partenaires de bureau ainsi que des amis formidables. De plus, Estelle Grandpoirier, Marie-Hélène Wojcik et Peggy Boulanger, de l'IRTS de Lorraine, peuvent être assurées de ma plus profonde gratitude pour

m'avoir mis le pied à l'étrier dans l'enseignement.

Tous les participants des « séminaires off » et les doctorants du 2L2S ont représenté des compagnons de route importants pendant ces quatre années : Alissia, Anaëlle, Aziza, Cécile F., Cécile P., Élodie, Fabien, Mirjana, Gaëtan, Guillaume, Julie, Lauréna, Lucile, Marion, Pablo, Sophie et tous les autres rencontrés au fil des séminaires ou des formations doctorales. De plus, les étudiants à qui j'ai eu la chance d'essayer de transmettre quelques modestes savoirs à l'université de Lorraine, à l'Irts ou ailleurs m'ont apporté le meilleur et m'ont aidé à rendre mon propos plus clair à des moments où il avait tendance à s'embrouiller. Je garde des souvenirs inoubliables de mes années d'enseignement.

Et puis il y a les copains qui ont acceptés mes longs moments d'absences et n'ont jamais désespérés de garder le contact. Je pense tout particulièrement aux « Roumains », Adi, Annabelle, Bérenger, Camille P., Camille G., Charles, Clothilde, Gaspard, Ioana, Marie-Laure, Quentin et Valérie. Ils sont l'inspiration de ce travail, l'étincelle ayant allumé ma passion pour le pays des Carpates et ceux qui m'ont donné l'envie de me lancer à corps perdu dans mes recherches. Les « Nancéiens » ont quant à eux été le rempart contre certains des moments de morosité qu'ont pu provoquer les longs mois d'écriture. Je pense à Kib, Jimé, Juju, Cyrielle ; les colloques du chalet : Thomas, Claire, Pauline, Pierre, Zoé ; les colloques du palmier : Thomas, Émile, Chloé et Aude ; et puis tous les autres... Les membres du RT8.6 de l'AFSbis ne bénéficieront pas outre mesure de « schlagornerie ». Parmi eux, merci tout de même à Julia Legrand et Raphaël Challier, rendez-vous en 2019. Antoine Perrin représente un condensé mêlé de tous les sentiments d'amitié et de reconnaissance que je viens d'évoquer. Il peut être assuré de ma plus profonde fidélité.

Je remercie ma famille pour son soutien, Charlotte, Stéphanie, Joël et Arthur, ainsi que mes grands-parents, Francine et Alain.

Bien entendu, je ne saurais oublier tout ce que je dois à Madeleine. Elle a été plus qu'un soutien moral puisqu'elle a joué un rôle de premier plan dans mon travail d'ethnographie. J'aime imaginer parfois qu'à notre manière nous avons formé un duo comme d'autres l'ont été à Bali, à Neuilly-sur-Seine ou dans les contrées amazoniennes des Aschuars. Rien n'aurait été possible sans elle.

Introduction

« Mais là où l'appareil scientifique (le nôtre) est porté à partager l'illusion des pouvoirs dont il est nécessairement solidaire, c'est-à-dire à supposer les foules transformées par les conquêtes et les victoires d'une production expansionniste, il est toujours bon de se rappeler qu'il ne faut pas prendre les gens pour des idiots ».

(Certeau, 1990, p. 255)¹

Ce que l'on pensait disparu

Que s'est-il passé ? Le 25 janvier 2018, l'Instruction du gouvernement visant à « donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles » a réintroduit dans un texte produit par la plus haute instance de l'exécutif la notion de « bidonville », pourtant disparue depuis les années 1980. L'emploi très officiel de ce terme semble donner la mesure d'un phénomène que l'on pensait relatif à une période dont la page avait été tournée, à contre-courant du sens de l'histoire des villes françaises. À bien y regarder, le « retour des bidonvilles » est une nouvelle étape d'un feuilleton ayant connu depuis la fin des années 2000 de multiples épisodes et rebondissements (controverses politiques et médiatiques ainsi qu'opérations de l'État) et cette instruction fait suite à différents textes et séquences politiques ayant contribué à la construction d'un « problème public français des bidonvilles ». Dès lors de quoi parle-t-on et comment expliquer ce soubresaut dans le mouvement apparemment continu de la modernisation urbaine ?

1. Les dates indiquées pour les références sont celles de l'édition utilisée. En bibliographie, les dates des éditions originales sont indiquées.

La France et ses étrangers

L'apparition du terme de bidonville en France remonte à l'Après-guerre, plus précisément aux décennies 60 et 70. Elle correspond à un moment de l'histoire où les questions de l'habitat insalubre et de l'immigration se lient l'une à l'autre. Avant cette période, durant les deux premières décennies ayant suivi la fin de la guerre, c'est principalement le problème du mal-logement et du sans-abrisme qui occupe l'espace médiatique. L'année 1954 est marquée par l'appel de l'abbé Pierre qui donne un écho sans précédent à ces questions. Toutefois, à partir de 1957, plusieurs articles de presse commencent à faire mention de la présence de bidonvilles sur le territoire français. Le journal *France soir* titre le 29 octobre 1957 qu'« une ceinture de bidonvilles entoure Paris ». La carte accompagnant l'article dépeint une réalité dans laquelle immigration algérienne et installations de fortune insalubres s'associent. Néanmoins, durant quelque temps, ce sujet reste relativement confidentielle, tout du moins jusqu'à la diffusion du reportage de l'émission *Cinq colonnes à la Une* du 4 mars 1960 qui donne une nouvelle portée à la question des bidonvilles. Les images montrent pour la première fois à la télévision une succession de cabanes créant *de facto* un choc visuel au sein des foyers français (Blanc-Chaléard, 2016). C'est véritablement à partir de ce moment que ce sujet devient à proprement parler un problème de société.

Ainsi, dans l'Hexagone, les bidonvilles désignent avant tout des habitations occupées par les migrants du Maghreb, en particulier algériens, issus de la France coloniale. Le terme bidonville est d'ailleurs issu du vocabulaire urbanistique des pays du Sud, qualifiés à ce moment de l'histoire de « pays du tiers monde » (cf : section 1.1.1.1, p.49). Pour Louis Chevalier, c'est d'ailleurs ce qui constitue l'une des particularités de l'immigration nord-africaine : « Derrière les migrations qui viennent encombrer les banlieues marseillaises et parisiennes de leurs lamentables campements apparaissent les bidonvilles algériens et marocains » (Chevalier, 1947, p. 151). C'est pourquoi les bidonvilles rompent avec le sujet de l'insalubrité urbaine jusqu'ici réservé aux populations métropolitaines. Ce qui marque alors les esprits, c'est la multiplication de baraques à côté de ce qui constitue l'emblème de la nouvelle modernité urbaine : les grandes barres et tours d'habitat social notamment construites massivement dans les banlieues françaises. Les images des bidonvilles de Nanterre, Saint-Denis ou Bobigny sont restées les plus représentatives de cette époque. Parallèlement, dans un contexte de décolonisation et de guerre en Algérie, les services de l'État mènent des politiques répressives brutales visant notamment les habitants des bidonvilles algériens (Hervo, 2012 ; Hervo et Charras, 1971). Les fameuses « brigades Z », chargées de réguler les installations de bidonville, sévissent et instaurent un climat de peur et de violence. Elles font en particulier la chasse aux militants du Front de Libération algérien (FLN) et leurs actions préfigurent les événements tragiques qui

auront lieu le 17 octobre 1961 sur le pont de Neuilly-sur-Seine, à Paris, durant lequel entre 30 et 100 Algériens seront massacrés.

Les réponses institutionnelles et politiques tardent néanmoins d'advenir et c'est seulement à partir de 1964 que la première d'entre elles est exposée. C'est Michel Debré, alors député de la Réunion, qui dépose une première proposition de loi en décembre 1963 pour « faciliter [...] l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubre ou irrécupérable communément appelés "bidonvilles" ». Ce texte répond alors à la croissance rapide qu'ont connue les bidonvilles les années précédentes. En effet, le nombre grandissant d'arrivées de travailleurs portugais venus pallier le déficit de main-d'œuvre dans l'Hexagone a porté à plus de 200 le nombre de bidonvilles et à 70 000 le nombre de leurs occupants, dont 40 000 rien qu'à Paris. Pour les défenseurs du projet, c'est la civilisation qui est en jeu. En effet, le motif de loi évoque alors les bidonvilles comme « la honte de nos cités », « la lèpre aux portes de nos villes », « indigne d'un pays civilisé comme la France ».

À la fin des années 1960, on compte jusqu'à 80 000 personnes dans les bidonvilles de France. Le sujet est de plus en plus relayé puisqu'un nombre important d'articles de journaux, de reportages ou de séquences de film y sont consacrés. D'un côté, certains reprochent un laxisme dans la manière dont sont menées les politiques d'immigration et en appellent à une régulation beaucoup plus ferme de l'entrée des étrangers sur le territoire français. De l'autre, un grand nombre de voix s'insurge contre « l'injustice sociale et le sort fait aux travailleurs immigrés qui contribuent à la croissance. On est dans le camp des chrétiens de gauche et des contestataires de Mai 1968 » (Blanc-Chaléard, 2016, p. 51-52).

L'action de l'État prend un nouveau tournant en 1970 suite à la mort le 1^{er} janvier de cinq ouvriers africains dans une maison de marchands de sommeil à Aubervilliers, asphyxiés après le départ d'un incendie. Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre de l'époque, annonce alors publiquement qu'il souhaite, dans les deux années à venir, « en finir avec les bidonvilles ». Le 10 juillet de la même année, la loi Vivien est votée et un plan sur trois ans est mis en place par les services de l'État avec comme objectif la résorption complète des bidonvilles. Les dernières installations sont éradiquées au cours des années 1975-1976, mettant fin à la séquence politique, mais ouvrant la voie à de nouvelles polémiques relatives à la place accordée aux étrangers dans la société française et à la question des « banlieues » (Stébé, 2010).

Du campement au bidonville

Toutefois, à partir du milieu des années 2000, des installations similaires à celles que l'on avait connues trente ans plus tôt réapparaissent. Le retour du mot bidonville ne s'est pas fait

directement puisqu'il est l'aboutissement de changements opérés aussi bien au niveau politique par l'alternance de trois gouvernements successifs, que par la transformation des situations auxquels font référence les notions mobilisées. Aujourd'hui, le champ sémantique dans lequel s'inscrit la notion de bidonville renvoie à des situations extrêmement hétérogènes, c'est-à-dire aussi bien aux campements, installations, cabanes ou « jungles » qu'à des populations comme les migrants intra ou extraeuropéens et des minorités culturelles ou non, tel que les Roms ou les gens du voyage.

L'évolution du champ sémantique désignant le problème public des bidonvilles débute dès la fin des années 2000, c'est alors la notion de campement ainsi que ce qui a été alors appelé « la question rom » qui sont mis au devant de la scène politique et médiatique (Dalibert et Doytcheva, 2014). Dans un contexte gouvernemental où les acteurs de l'exécutif cherchent à réinstaurer la « fermeté de l'État », Nicolas Sarkozy, alors président de la République, et Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, prennent la décision de venir à bout des « campements illégaux ». Les éléments de langage développés par le gouvernement se concentrent sur la délinquance et l'illégalité. Les coupables sont désignés comme nomades, migrants, Tsiganes et Roms roumains (Lévy-Vroelant et Segal, 2003). Dès lors, il s'agit d'évacuer des implantations sauvages, reflétant certes la pauvreté des familles qui y vivent, mais surtout l'illégalité de leur mode de vie et parfois de leur présence en France. Ainsi, pour Nicolas Sarkozy, il faut mettre fin aux comportements de « minorités » se permettant de s'installer de façons illégales, comme bon leur semble, et portant atteinte aux modes de vie de la « majorité ».

Deux ans plus tard, la séquence politique amorcée en 2012 par Manuel Valls identifie plus spécifiquement le problème, alors que parallèlement paraît le 26 août une circulaire relative à « l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites ». Il ne s'agit plus seulement de lutter contre les « campements », mais également de renvoyer dans leur pays les « Roms roumains et bulgares », « inassimilables » et « ayant vocation à retourner dans leur pays »². Les campements illicites deviennent l'expression d'un mode de vie incompatible avec les lois de la République et de la société française. Le problème se décale plus clairement sur le terrain de la culture, il s'agit de réguler la présence en France d'un groupe d'individus dont les manières d'habiter sont censée mener à des dysfonctionnements portant atteinte au mode de vie hexagonal. L'ethnicisation des campements illicites permet ainsi de renvoyer sur le terrain du « choc de civilisation » ce qui aurait au contraire pu apparaître comme un dysfonctionnement des institutions sociales françaises et européennes.

Dernière étape mettant au centre de l'actualité politique les campements et autres installa-

2. On retrouve de l'ancien Premier ministre dans différents médias d'orientations aussi diverses que *Le Figaro*, *Libération*, *France Inter*, *La Croix*, etc.

tions illicites, la résolution temporaire en septembre 2016 du problème posé par la « jungle de Calais », alors considérée comme le plus grand bidonville d'Europe. Tandis que le nombre d'occupants était arrivé à un stade critique, Bernard Cazeneuve, Premier ministre lors des événements, prend la décision de lancer une opération de grande envergure pour « mettre à l'abri » les migrants bloqués à la frontière, dont beaucoup sont dans l'attente d'une solution pour passer du côté britannique. La mobilisation de la notion de campement par le gouvernement déplace alors le curseur pour évoquer un autre type de problèmes, relatifs non plus aux Roms d'Europe de l'Est, mais aux migrants extraeuropéens arrivés en grand nombre suite aux événements survenus au Proche-Orient, en Afrique du Nord ou subsaharienne. L'opération s'inscrit alors dans le domaine de l'humanitaire, de la protection, et non plus dans la démonstration de la fermeté de l'État.

Finalement, le texte de 2018 se pose dans la continuité de cette succession récente d'épisodes. Il ambitionne cette fois-ci de venir à bout, d'ici 2023, des 570 installations présentes sur le territoire français en décembre 2017 et de l'accompagnement des 14 800 personnes y vivant³. Le retour du terme de bidonville démontre ainsi une transformation de la manière dont est appréhendé le problème. Celui-ci n'est plus traité comme étant relatif à des installations temporaires de migrants intégrés à des parcours migratoires déconnectés de toutes formes d'inscriptions territoriales. Au contraire, ce texte renvoie à une réalité endémique : l'existence d'une très grande pauvreté en France.

Un hors-lieu de la République ?

À la frontière entre immigration et pauvreté, les bidonvilles en France interrogent donc la capacité des institutions républicaines à accueillir, à protéger, à accorder une place, et plus généralement un statut, aux étrangers : notamment ceux coincés dans d'importantes conditions d'insalubrité résidentielle. Cette situation est d'autant plus problématique qu'elle a souvent comme conséquence directe la production de discours « culturalisants » trouvant dans l'essence culturelle des habitants des bidonvilles, entendons dans leur identité culturelle, la raison profonde de l'incapacité de l'État à lutter contre cette forme persistante de misère.

En outre, le traitement politique qui a été fait de ce problème public pose les bidonvilles dans un espace en dehors de la République et de la nation ; cela alors que l'histoire de la France des années 1960-1970 l'a prouvé d'autres situations au niveau mondial le montrent

3. Ce texte met toutefois de côté les 98 115 personnes vivant en Outre-mer dans ce que l'INSEE appelle « habitat mou ». L'institut de statistique recense jusqu'à 43,35 % d'habitats fragiles dans le département de Mayotte tandis que l'ONU estimait en 2005 à 10,5 % la part des bidonvilles en Guyane, soit environ 16 000 personnes.

quotidiennement également : beaucoup des occupants de ces habitations sont là pour de bon. Une interrogation subsiste donc, quelles sont les raisons qui concourent à l'existence de bidonvilles en France ? Celles-ci peuvent-elles être mise sur le compte de facteurs extérieurs à l'Hexagone ou sont-elles à trouver dans des spécificités du contexte social français ?

Pour certain auteurs, les bidonvilles sont le résultat de politiques autoritaires et parfois racistes ou xénophobes mises en place par l'État français. Tandis qu'après guerre il aurait s'agit de contrôler les étrangers dont certains représentaient une menace politique liée à la guerre d'Algérie (Blanc-Chaléard, 2016 ; Hervo, 2012 ; Hervo et Charras, 1971), depuis le début des années 2010 ce sont les politiques de refoulement des populations roms roumaines et bulgares ou des migrants extraeuropéens qui seraient à la base de ce type d'habitat (Balibar, 2011 ; Fassin et al., 2014 ; Rancière, 2011). L'ensemble de ces décisions serait ainsi à l'origine de la production d'espaces de relégation excluant ces différentes populations sans leur laisser l'opportunité de s'intégrer à la société française.

Néanmoins, à côté des décisions institutionnelles prises par les plus hautes sphères de l'État jusqu'au sein des conseils communaux, la place accordée aux habitants des bidonvilles se construit également par l'intermédiaire des expériences quotidiennes mettant les populations en contact les unes avec les autres. À partir des rencontres quotidiennes qui les confrontent à la société française, les occupants des bidonvilles créent des liens, intègrent des manières de faire spécifiques à leur espace de vie, apprennent à en maîtriser les codes et les normes. C'est ce qui fait dire à Colette Pétonnet (2012) que les bidonvilles, en plus d'être des espaces d'exclusion et d'enfermement, sont également des sas participant à l'acclimatation des étrangers à la société française. Elle oppose alors d'un côté les formes d'intégration douce spécifiques aux bidonvilles et de l'autre les politiques de relogement systématique dans les grands ensembles qu'elle qualifie « d'entreprises d'assimilation forcée ». Comme on le voit, les phénomènes d'exclusion liés aux bidonvilles ne peuvent être réfléchis sans l'autre versant de ce qui en constitue l'expérience : la fonction de supports d'intégration pour leurs habitants.

Dès lors, le maintien des bidonvilles en France est-il à mettre sur le compte des politiques publiques ou sur une défaillance du système d'intégration français ? La période des années 1970 avait réussi à faire disparaître les bidonvilles grâce à d'importantes politiques de relogement. Toutefois, la capacité de l'État à mener des actions ambitieuses à l'échelle nationale a été restreinte au cours des trente dernières années par les politiques de déconcentration et de décentralisation des services de l'État (Donzelot et Estebe, 1994). Si l'abandon par l'État de son pouvoir unilatéral d'action et de décision peut être relativisé (Epstein, 2013), force est de constater que c'est aujourd'hui aux collectivités et aux représentants locaux de l'État qu'il incombe de mettre en place des procédures de résorption ou d'évacuation.

Parallèlement, Après-guerre le contexte permettant l'intégration des étrangers était loin d'être le même et participait à une entreprise d'assimilation voulue par les pouvoirs publics. Alors que le plein emploi assurait un accès au salariat et à la protection sociale des travailleurs immigrés, que l'école transmettait à leurs enfants les valeurs républicaines et que les politiques d'immigration veillaient à contrôler la place assignée aux étrangers, les quarante dernières années ont vu un affaiblissement de ces mécanismes et leviers d'intégration. En effet, c'est principalement à partir de ces courroies que s'était appuyé, jusqu'à cette période, le modèle français d'assimilation. Leur remise en cause a alors fait apparaître la fragilité de ce système.

En effet, la donne a changé. Face à cette nouvelle situation, c'est de plus en plus à l'État-providence qu'incombe le devoir d'intégrer les citoyens, qu'ils soient Français ou étrangers. C'est en ça que les bidonvilles des années 1960 se différencient de ceux d'aujourd'hui : dans le cas des premiers, l'acculturation partielle des immigrants portugais, espagnols ou algériens s'effectuait par l'intermédiaire des grands piliers du système républicain, traditionnellement porteurs d'intégration ; pour les seconds, l'apparition de la nouvelle pauvreté et la remise en cause croissante des institutions, ce que certains ont qualifié de « désinstitutionnalisation des grandes instances de l'intégration sociale-nationale » (Castel, 1995) et de « déclin de l'institution » (Dubet, 2002), a bouleversé le lien entre la société et les individus qui la composent, et a complexifié le processus d'intégrations en multipliant les mécanismes rentrant en jeu (Schnapper, 2007). Depuis, la manière dont s'agence et se construit la nation dépend de façon croissante du système de distribution et d'assistance assurant le maintien dans la citoyenneté de l'ensemble de la population. Cette situation inédite a entraîné une réorganisation en profondeur des institutions de l'État et du statut accordé au citoyen les plus fragiles. Elle a ainsi engendré de nouvelles formes de stigmatisation associant pauvreté, assistanat, dépendance et incapacité : phénomène que Serge Paugam a qualifié de « disqualification sociale » (2013).

La présence et le maintien des bidonvilles sur le territoire français ne sont donc pas indépendants du fonctionnement de l'État-providence. Néanmoins, au fil des années ce système a, lui aussi, montré ces faiblesses. La complexification des institutions et la défiance d'une partie de la population envers les mécanismes de la protection sociale expliquent en partie la récurrence croissante du non-recours aux droits (Warin, 2008, 2012 ; Warin et Catrice-Lorey, 2016). Il ne s'agit plus ici de situations locales, circonstanciées et résiduelles, mais d'un phénomène massif, touchant l'ensemble du système. Dans le cas des étrangers pauvres, dont la place est la plus fragile, il convient donc de s'interroger sur les ressorts de leur intégration et de leur accession au statut de citoyen. Surtout, la question est de savoir si les recettes ayant conduit à la résorption des bidonvilles dans les années 1970 peuvent toujours fonctionner

alors que le contexte social s'est largement transformé.

Finalement, alors que l'État montre les plus grandes difficultés à mettre en place des politiques de résorption des bidonvilles, n'est-ce pas plutôt la capacité d'intégration de la société française qu'il convient d'interroger ? À ce niveau, les bidonvilles sont-ils des espaces d'exclusion ou permettent-ils encore au contraire une intégration douce de leurs habitants ? Autrement dit, incarnent-ils des lieux en dehors de la république, occupés par des individus à qui la citoyenneté est refusée, ou bien transmettent-ils à leurs habitants, à un rythme ralenti, les outils donnant accès à la vie de la cité, comme ce fut le cas durant l'après-guerre ? Comme je viens de l'évoquer, deux niveaux sont à questionner pour appréhender la réalité des bidonvilles : un niveau institutionnel interrogeant les politiques publiques et les phénomènes de stigmatisation relayés par les acteurs politiques ou médiatiques ; un niveau relatif aux expériences individuelles et collectives permettant de comprendre les liens s'établissant entre les habitants des bidonvilles et la société française. C'est ce dernier niveau que je tenterai d'analyser et documenter dans ce travail de thèse. Ainsi, c'est par « le bas », par l'intermédiaire des expériences vécues, que je souhaiterais mieux comprendre les caractéristiques sociales des bidonvilles et plus généralement que j'essayerai d'observer l'état d'une partie de la société française contemporaine.

Trois questions méritent alors d'être posées et c'est à celles-ci qu'il s'agira de répondre :

Quel rôle jouent les bidonvilles et quelles répercussions ont-ils sur les parcours d'intégration ?

Quelles forces sociales affectent leurs habitants et concourent à les lier à la société française ?

Quelles significations donnent les habitants à leur situation de précarité, en marge des institutions républicaines ?

En outre, ce travail sera l'occasion de mieux comprendre à quelle échelle spatiale et sociale se projettent les occupants des bidonvilles et il s'agira de savoir si la catégorie de nation est toujours pertinente pour penser la situation des migrants pauvres, à une époque où la globalisation tend à porter à l'échelle mondiale les supports d'identification. Ainsi, faut-il voir dans le bidonville une porte d'entrée pour les plus pauvres à un cosmopolitisme tel que le voit Michel Agier dans le cas des campements (Agier, 2013a) ? Il faudra donc comprendre si la force fédératrice de la nation continue d'être adéquate pour penser les situations de marge migratoire ou si, au contraire, c'est aujourd'hui à l'échelle mondiale qu'il est nécessaire de s'élever pour saisir les conditions sociales et d'identification des plus pauvres, et en particulier ceux

confrontés à des « régimes d'urbanité subalternes » (Marchal, 2017).

Penser la pauvreté

Dès lors, les réponses à ces questions apparaissent d'autant plus importantes que la sociologie a souvent été en difficulté lorsqu'il s'agissait de s'interroger sur les plus fragiles et les plus pauvres. En effet, pour le chercheur travaillant sur les questions de la précarité, un risque constant pèse sur lui ; il peut à la fois verser dans le populisme en surévaluant la capacité de détournement et de négociation des plus pauvres, et tomber dans la victimisation en faisant dépendre les individus uniquement des contraintes relatives aux structures sociales. Pour le dire autrement, comment le sociologue peut-il trouver le juste équilibre entre des logiques d'autonomie et d'imposition auxquels sont confrontées ses enquêtes (Grignon et Passeron, 2015) ?

Il serait absurde de dire que les pauvres n'agissent en dehors d'aucun cadre social s'imposant à eux ; pour autant ils ne sont jamais complètement dominés par une « culture de la pauvreté », c'est-à-dire par « un système de rationalisation et d'autodéfense, stable et persistant, transmis de génération en génération à l'intérieur des familles, empêchant la participation à la culture nationale et devenant une sous-culture en soi » (Lewis, 1978, p. 29). Oscar Lewis a cherché à montrer en quoi l'isolement des pauvres participait à créer un monde à part et donc un phénomène d'enfermement les maintenant dans leur condition (Lewis, 1966). Pour lui, la pauvreté n'est pas un « état », mais plutôt une « dynamique » écartant les individus d'une culture globale ou au moins nationale et créant des « sous-cultures » spécifiques, « La culture de la pauvreté est à la fois une adaptation et une réaction des pauvres à leur position marginale dans une société à classes stratifiées, hautement individualistes et capitalistes » (Lewis, 1969, p. 802).

On retrouve cette conception de la pauvreté dans de nombreux travaux sur les bidonvilles. L'une des recherches les plus emblématiques est sûrement celle de Jean Labbens portant sur la condition sous-prolétarienne dans le bidonville de Champigny-sur-Marne. Il y montre en quoi l'isolement du bidonville participe à créer de la désorganisation sociale et par extension une sous-culture spécifique, coupée du reste de la ville (Labbens, 1965). Néanmoins, cette mobilisation de la culture comme facteur explicatif a des racines profondément politiques. Elle permet de rejeter sur les pauvres eux-mêmes, les raisons de leur maintien dans la précarité. En outre, comme le précisent Monique Hervo et Marie-Ange Charras, « au problème de fond, dont la résolution est subordonnée avant tout à la mise en œuvre d'une politique sociale du logement, on trouve plus commode de substituer, par exemple, celui plus élégant et moins gê-

nant de "culture" » (Hervo et Charras, 1971).

De nombreux travaux ont critiqué cette approche de « culture de la pauvreté » (Bayat, 2007). Pour éviter de tomber dans l'écueil d'une sociologie se focalisant uniquement sur le poids des structures et des institutions, en dehors des pratiques de détournement et d'appropriation par les acteurs, il convient de prendre en compte aussi bien les pratiques que les discours des individus. Là encore, on a longtemps considéré que les pauvres étaient soumis aux discours institutionnels et ne disposaient que de très peu de marge de manœuvre pour inventer leur propre langage. C'est pourtant loin d'être le cas (Lepoutre, 2001). Malgré un espace symbolique constitué d'images stigmatisantes cherchant à imposer aux pauvres une image d'eux-mêmes, ceux-ci réutilisent ces symboles pour composer une réalité nouvelle, bricolée, appropriée et « empiétant silencieusement sur l'ordinaire » (Scott, 2009).

La question se pose de savoir comment retranscrire le langage d'individus privés par les structures sociales d'un droit de parole (Blanc, 2009 ; Rosanvallon, 2014). Surtout, comment peut-on représenter les pauvres et les exclus sans imposer une parole sur la leur, renforcer la stigmatisation pesant sur eux et sans révéler les protections qu'ils développent contre le regard extérieur et le pouvoir dominant (Spivak, 1987) ? Sur ce point, la sociologie est très concrètement prise entre son désir de documenter le monde social et celui de produire un discours critique sur les formes d'aliénation que les subalternes connaissent ; d'un côté, démontrer la complexité du monde se cachant derrière les stéréotypes ; de l'autre, dévoiler les structures sociales et la manière dont celles-ci affectent les subjectivités : « La sociologie ou l'anthropologie se situent toujours entre la mise en évidence des effets négatifs et destructeurs de la pauvreté, de l'isolement et/ou du racisme et l'analyse de la créativité active des individus et des groupes sociaux travaillant non pas tant à "résister", mais plus trivialement à assurer leur existence et à lui donner sens » (Lapeyronnie, 2008, p. 31). C'est donc le plus souvent dans une position intermédiaire que les chercheurs s'inscrivent pour échapper à ces deux écueils. L'un des enjeux est alors de montrer en quoi, par leur pratique, « les individus donnent forme à l'oppression que des forces plus larges leur imposent » (Bourgois, 2013, p. 46). Dans cette perspective, l'individu est toujours un acteur même si son existence est encadrée par des contraintes sociales. La compréhension sociologique s'inscrit donc dans un dialogue entre le sens donné par les individus à leurs actions et le sens que les institutions leur donnent. Pour autant, il ne s'agit pas de surévaluer la capacité d'action de celles et ceux soumis plus que les autres aux structures sociales.

La réalité du bidonville représente une tension entre d'un côté les contraintes sociales et matérielles, de l'autre les bricolages permettant d'inscrire un espace d'appartenances faisant fonction de refuge et auquel il est possible de donner sens. Une investigation est donc néces-

saire pour aller forger, à même le terrain, les concepts nécessaires pour comprendre la tension entre individus et structures sociales (Clark, 1966 ; Glaser et Strauss, 1999). L'immersion et l'engagement ethnographiques sont deux bons moyens de rendre compte des logiques sociales effectives (Céfaï, 2010 ; Hannerz, 1983).

La sociologie « du » et « dans » le bidonville, lorsqu'elle s'intéresse aux expériences, ne révèle jamais rien de révolutionnaire, elle cherche plutôt à « comprendre quelque chose de pleinement manifeste » (Wittgenstein, 2014). Son point de vue se constitue de manière partielle, mais en s'appuyant sur une connaissance fine des réalités individuelles que peuvent difficilement revendiquer d'autres approches. En cela, il serait présomptueux d'essayer de proposer un concept du bidonville, puisque s'interroger sur la fabrication du sens donnée par les individus à leurs actions, c'est nécessairement se référer à une époque et une société données. Pour autant le sociologue ne doit pas tomber dans un « piège du localisme », limitant son analyse à des études de cas sans chercher à proposer des montées en généralité (Althabe, 1990 ; Stébé et Marchal, 2010).

Toutes les dimensions du bidonville ne peuvent donc être traitées dans un seul et même travail, je ne dérogerai pas à la règle ici. Seules les dimensions semblant les plus pertinentes ont été étudiées, c'est-à-dire les plus à même de rendre compte des conditions de vie individuelles dans le bidonville. Le choix des éléments étudiés, les discours retenus par le chercheur et la volonté de cohérence dans le propos participent à mettre en scène la vie sur le bidonville dans le but de synthétiser la complexité du réel.

La ville à l'épreuve

Les identités individuelles ne sont pas simplement déterminées par les structures sociales, elles sont forgées, modelées par la confrontation entre les vies individuelles et les formes de dominations subies de manières plus ou moins pesantes et plus ou moins abruptes. De la même façon que le ghetto, le bidonville est « à la fois une réponse collective à une série de contraintes structurelles et de dominations, une façon de résoudre les problèmes de l'isolement, de l'exclusion, du racisme et de la pauvreté, et, en même temps, pour chacun pris personnellement, une épreuve d'intensité variable à surmonter, un problème de milieu à comprendre et à résoudre » (Lapeyronnie, 2008, p. 27). En outre, les individus mobilisent leur « imagination sociologique » pour comprendre les expériences sociales qu'ils vivent et se situer dans des contextes politiques, sociaux et historiques plus généraux (Mills, 2006). Ils ne sont pas seulement animés par une « culture » dictant leurs faits et gestes, leurs comportements vis-vis du monde social. Ainsi, aujourd'hui, « c'est à l'histoire individuelle plus qu'à la

sociologie qu'il faut de plus en plus faire appel pour comprendre le social » (Rosanvallon, 1998, p. 200).

Pour saisir toutes ces dimensions et prendre en compte les vécus et les destins individuels, l'outil théorique principal de ce travail sera la notion « d'épreuve ». Cette dernière nous permettra de mieux comprendre le lien entre les positions sociales des habitants des bidonvilles, les effets de structure et les itinéraires personnels, tout en intégrant à la fois les dimensions synchroniques et diachroniques spécifiques à tous phénomènes sociaux (Martuccelli, 2005). Par le biais des épreuves, l'ambition de ce travail est de mieux comprendre comment les individus du bidonville sont produits, mais également la manière dont ils se produisent eux même : « La notion d'épreuve engage une conception de l'individu comme un acteur qui affronte des problèmes et une représentation de la vie sociale comme constituée d'une pluralité de consistances. [...] Les épreuves, dans leur économie conceptuelle, permettent de cerner l'ensemble des tensions par lesquelles se constitue ce mode historique spécifique d'individuation » (Martuccelli, 2006, p. 11).

Dans la société contemporaine, les épreuves représentent des défis historiquement et socialement produits, que les individus doivent affronter, mais la manière dont ils s'y confrontent dépend de leur position sociale et des ressources auxquelles ils ont accès. En outre, même lorsque les places qu'ils occupent dans la société sont identiques les réponses apportées à ces épreuves sont hétérogènes, les individus peuvent réussir ou échouer lorsqu'ils s'y confrontent et c'est à travers elles que chaque membre de la société peut donner sens à son existence ; « La notion d'épreuve procède de l'articulation entre d'une part, l'examen des façons effectives dont les individus s'en acquittent, que ce soit au travers des discours qu'ils tiennent sur leurs vies ou par l'étude extérieure de leurs parcours de vie (niveau 1) et d'autre part, une représentation savante à distance des faits vécus, mais animée par la scrupuleuse volonté de construire des outils permettant de mettre en relation les phénomènes sociaux et les expériences individuelles (niveau 2) » (Martuccelli, 2006, p. 12). Dès lors, la notion d'épreuve est nécessairement liée à quatre dimensions : 1) une forme singulière de mise en récit, 2) une conception particulière de l'acteur, 3) des modes d'évaluations des individus spécifiques, 4) des enjeux structurels et historiques prenant cours dans une société donnée (Martuccelli, 2010).

En outre, les épreuves sont là pour mieux comprendre la relation pouvant s'effectuer entre les transformations sociales ou historiques et les récits ou vécus individuels. Elles mettent en avant les moments et les événements des vies individuelles qui ont induit des tournants et orienté les biographies. Elles ouvrent la voie à une analyse sociologique des prises de conscience et des réflexivités individuelles, dont il est devenu indispensable à la sociologique contemporaine de tenir compte (Dubar, 2010 ; Dubet, 2016 ; Ehrenberg, 1999 ; Kaufmann,

2007 ; Lahire, 2006 ; Singly, 2000, 2003 ; Touraine, 1992).

Saisir le bidonville

Dans le but de comprendre le bidonville par l'entrée des représentations, des récits, des expériences, mais également des phénomènes structuraux et de positionnement sociaux, le travail de recherche entrepris ci-dessous s'appuie sur plusieurs sources de données, aussi bien qualitatives que quantitatives, relatives à des discours et des pratiques, ainsi qu'à des perspectives disciplinaires diverses telles que l'anthropologie, la géographie, l'histoire et bien entendu la sociologie.

Enquête ethnographique fortuite

Un premier groupe de matériaux, de loin le plus conséquent, constitue le cœur de ce travail de recherche. Il s'agit d'une ethnographie menée entre 2014 et 2018 auprès de familles de nationalité roumaine dans l'agglomération de Nancy. Ce travail a été découpé en deux temps. Un premier temps de recherche de 2014 à 2016 s'est déroulé dans le bidonville de « La place ». De 2016 à 2018, un second travail a suivi le relogement des familles dans des appartements.

Il est important de le préciser dès maintenant : l'accès à ce terrain a été en partie le fruit du hasard. Pour comprendre cela, il faut revenir en septembre 2014 lorsque j'ai débuté ma thèse en sociologie sous la direction de Hervé Marchal. Le choix du sujet n'ayant pas été fixé en amont, la poursuite de mon cursus s'est tout d'abord inscrite dans la continuité de ce qui fut mon travail de mémoire en master 2 : la place du numérique dans les processus de singularisation. Dans une perspective de sociologie urbaine, il s'est très vite imposé à nous qu'interroger la singularisation à la lumière des mobilités et du numérique pouvait constituer un sujet de thèse original. Il restait néanmoins à trouver un terrain d'étude... Parcourant l'inventaire des situations d'enquête possibles, notre choix a fini par s'arrêter sur le cas des groupes sociaux appartenant au statut administratif de gens du voyage. En effet, ce sujet présentait plusieurs intérêts pour nous, il mêlait deux problématiques dont nous partageons l'intérêt, celles de l'identité et de la mobilité.

Une fois ce choix posé, j'ai très vite pris contact avec des acteurs du monde associatif et du travail social proches de ces problématiques. L'association Amitiés tsigane s'imposa comme l'acteur prédominant œuvrant sur cette thématique au niveau de l'agglomération, mais également de la région. Un rendez-vous fut alors fixé pour rencontrer plusieurs représentants de

l'association. Nous nous sommes retrouvés face à une équipe dynamique, composée d'une dizaine de salariés, dont plusieurs travailleurs sociaux. À ceux-ci s'ajoutaient des dizaines de bénévoles, dont un noyau dur d'une dizaine de personnes, retraitées pour la plupart. L'association a alors accepté que j'accompagne ses salariés sur le terrain, auprès des familles auxquelles ils proposent un suivi social et administratif. Deux terrains ont alors été ouverts, un premier à Longwy dans le nord de la Meurthe-et-Moselle auprès d'un groupe d'une centaine de personnes stationnées sur un terrain non viabilisé et un deuxième dans l'agglomération de Nancy, sur l'aire d'accueil de gens du voyage située dans le quartier du Haut-du-Lièvre. Sur ce deuxième terrain, lors de mes premières journées d'enquête, j'ai très rapidement pu rencontrer Renzo, animateur social de la commune de Maxéville et chargé de l'aire d'accueil. Il m'a alors introduit auprès des familles. J'ai pu, à partir de ce moment, réaliser mes premiers entretiens sur l'usage des technologies numériques dans les aires d'accueil. Ce sujet s'est très vite révélé riche en informations puisque l'usage des technologies numériques s'est avéré très différent en fonction des caractéristiques sociales, religieuses et économiques des familles. Un planning de recherche commençait alors à s'amorcer.

Les choses se sont trouvées cependant très vite bouleversées. Lors d'une après-midi de terrain, Renzo m'a proposé de l'accompagner pour rencontrer d'autres familles auprès desquelles il est missionné. En effet, encastré entre la forêt, l'aire d'accueil et la prison ultramoderne récemment inaugurée, une quarantaine de personnes résidaient à ce moment-là sur le quartier du Haut-du-Lièvre à Maxéville. Difficilement visible de l'extérieur pour un passant non averti, les habitations étaient protégées par un grillage recouvert d'une bâche verte se fondant dans la végétation.

La mi-journée approchait lorsque Renzo et moi sommes allés rencontrer les familles. Alors que nous avançons vers le terrain, le nom de Renzo a très rapidement commencé à retentir. Un groupe d'enfants et d'adultes sont apparus de derrière le grillage et se sont avancés au pas rapide vers nous pour accueillir le travailleur social. Très amical avec chacun, Renzo s'est vite retrouvé enseveli sous les demandes à mesure que nous approchions. Alors que nous n'étions pas encore rentrés, un groupe d'une quinzaine de personnes entourait Renzo pour lui poser des questions sur des documents administratifs à remplir ou sur la date de venue de l'association chargée d'apporter de l'essence pour les poêles à pétrole. Néanmoins, parallèlement, toutes ces demandes étaient toujours accompagnées de questions plus personnelles et amicales concernant les enfants du travailleur social, les problèmes qu'il rencontrait avec sa voiture en panne ou encore ses péripéties sentimentales. À mon grand étonnement, Renzo faisait preuve d'une aisance assez déconcertante pour répondre à toutes les sollicitations simultanées, tant et si bien que tous les habitants avaient très vite trouvé une réponse à leur demande.

Passé ce moment, nous avons pu alors franchir le portail d'entrée. À l'intérieur, une grande allée centrale était bordée par une série de cabanes et de caravanes. De chacune d'entre elles sortaient un visage ou une silhouette venus saluer de loin l'arrivée du travailleur social. Après une série d'interpellations portant sur les problèmes du quotidien ou la vie de Renzo, les regards se tournèrent vers moi. Renzo se chargea de me présenter très habilement aux familles et de leur expliquer que je serai sûrement amené à me rendre sur le bidonville régulièrement puisque j'allais être son « stagiaire » pendant les prochains mois. Renzo l'avait décrété, j'étais devenu son « taser », non pas le pistolet à impulsion électrique, mais le prétendant au doctorat qui suivrait son quotidien dans une perspective de recherche en sociologie. Dès ce moment et encore beaucoup par la suite, Renzo a joué un rôle primordial dans mon entrée sur le terrain. C'est en partie grâce à lui que les familles ont accepté ma présence et que j'ai pu trouver progressivement ma place sur le bidonville.

Après ces premières présentations, l'une des familles, les Cîrciu, a insisté pour nous accueillir à manger. J'ai compris par la suite que c'était elle qui accueillait presque systématiquement Renzo ou les autres travailleurs sociaux. Une grosse assiette de « sarmales », plat emblématique de la Roumanie composé d'une farce enroulée dans du chou et cuite dans une grande marmite remplie d'eau, nous a été servie à chacun par Victoria, la cheffe de famille. C'est à ce moment que j'ai alors pu faire la preuve de ma culture culinaire roumaine, principale et presque seul héritage gardé d'une année d'échange universitaire dans ce pays entre 2009 et 2010, ainsi que des quelques rudiments de roumain devenus très hésitants avec le temps. Le contact était noué avec la famille et j'étais réinvité à venir manger chez eux dès le lendemain.

Évoquant le cas de ces familles avec Renzo après notre départ du bidonville, la situation de ces familles m'est apparue très vite passionnante. De retour chez moi, un bref survol de la littérature montrait que celle-ci était à cette époque encore peu fournie, en particulierité en ce qui concerne l'expérience des habitants dans les bidonvilles. La rencontre avec les habitants de « La place » constituait donc une opportunité de participer à ce travail. Ces raisons ont déterminé ce changement de direction majeur de mon sujet de thèse.

À partir de ce moment, je suis alors retourné presque quotidiennement sur le bidonville de « La place », nom donné par les acteurs associatifs et institutionnels à ce bidonville, détournement du terme dérivé de l'allemand de « platz », utilisé en roumain pour désigner les espaces de vie libres et pouvant être occupés.

Regards d'enquêtés sur le chercheur

Durant les premiers jours, je me suis assuré de pouvoir retrouver Renzo sur le bidonville

lorsque je m'y rendais. Être assimilé aux travailleurs sociaux présentait au début quelques désavantages. Tout d'abord, le rôle de secrétaire du bidonville m'a très vite été assigné. Mes compétences se sont cependant révélées rapidement limitées à quelques documents simples. En effet, les dossiers les plus importants comme ceux de demande de Revenu de solidarité active (RSA) ou de statut d'autoentrepreneur, souvent complexe à remplir du fait de la situation administrative des familles, dépassaient largement mes capacités.

Mes premiers moments sur le bidonville sans Renzo sont néanmoins arrivés. Il a alors fallu expliquer ma présence et négocier ma place. Pour certains j'apparaissais comme une menace, capable de renseigner la mairie ou les travailleurs sociaux sur les faits et gestes. Pour d'autres, je représentais une curiosité à laquelle il était possible de faire de mauvais tours, de faire gober des histoires, de faire dire des insultes en tsigane ou simplement de faire passer pour un idiot. Pour d'autres encore, j'incarnais une ressource qu'ils avaient l'opportunité d'exploiter.

Ainsi, ces premiers moments ont parfois constitué une succession de moquerie, de méfiance et de tentatives cherchant à tirer profit de moi. Cela étant dit, très vite ces trois facettes de l'enquêteur sont apparues lassantes, décevantes et inoffensives : les moqueries sont devenues répétitives, les bénéfices qu'il était possible de tirer de moi se sont avérés limités et les informations auxquels j'accédais ne semblaient pas arriver jusqu'aux travailleurs sociaux. En outre, si je me suis rapidement révélé être une ressource peu fructueuse à exploiter, ne sachant ni remplir des documents administratifs complexes, ni négocier avec les institutions, circulant sans voiture et ne disposant que de faibles moyens financiers. Sans financement pour mener ma recherche, ma situation de précarité relative a probablement accéléré mon intégration sur le terrain. Ces conditions de recherche particulières laissent d'ailleurs ouvertes un certain nombre de questions sur la relation d'enquête entre « chercheurs précaires et précaires enquêtés ». Ainsi, à partir d'un certain moment, seuls les individus gravitant autour du bidonville, notamment l'entourage familial proche vivant dans des appartements sur l'agglomération continuaient à avoir pour moi ce type de considération.

Très vite néanmoins, le bidonville s'est avéré être un espace chaleureux dans lequel j'ai été accueilli comme un visiteur privilégié. Ponctuellement, j'y ai passé plusieurs jours d'affilée et une chambre m'était réservée pour dormir à ces occasions. Pour les habitants du bidonville comme pour moi, il s'agissait maintenant de savoir pourquoi je passais des journées entières sur le bidonville. Une partie de la solution est venue une soirée de février 2015 alors que nous regardions la télévision chez les Cîrciu. La famille, comme beaucoup d'autres sur le bidonville disposait du même petit boîtier de télévision numérique terrestre en France (TNT) pour capter des chaînes de télévision françaises sur lequel se trouvait une fente USB. Alors que rien d'intéressant n'était diffusé sur la TNT, j'ai profité de l'occasion pour lire un des films qui était

chargé sur l'une de mes clés numériques. Nous avons ainsi passé avec l'ensemble de la famille la soirée à regarder des films sortis récemment au cinéma. La nouvelle s'est très rapidement repandue et en quelques jours je me retrouvais chaque soir à emporter avec moi des listes de films et de musiques à télécharger sur des clés USB achetées par les habitants. La majorité des habitants à ce moment ne disposait ni d'internet ni d'ordinateur et l'accès à ces films était alors une ressource exceptionnelle.

Ce rôle, malgré l'importance du temps qu'il nécessitait et les demandes insistantes de certains habitants m'a permis de trouver une place particulière au sein du bidonville. En outre, il donnait la possibilité aux habitants autant qu'à moi d'expliquer ma présence sur le bidonville même si la quasi-totalité de mon temps sur place était dédiée à beaucoup d'autres activités.

Dans un second temps, j'ai également été amené à préciser mon statut, quelque peu difficile à saisir pour les habitants. En effet, le doctorat renvoyait pour eux exclusivement à la médecine. La sociologie constituait un domaine aussi obscur que loin de leurs préoccupations.

Au moment de l'enquête, une partie de mes journées étaient dédiée à l'enseignement dans l'Institut régional de travail social (IRTS) à quelques centaines de mètres du bidonville. Les liens entre cet institut et le bidonville étaient nombreux puisque certains des travailleurs sociaux du bidonville y enseignaient également tandis que plusieurs conférences portant sur le sujet des bidonvilles ou des Roms ont conduit des habitants à venir y témoigner. En outre, des ordinateurs avec internet y étaient en accès libre. J'emmenais régulièrement certains garçons de la place pour qu'ils puissent se connecter à « Facebook » ou à « Le Bon Coin »⁴.

Mon lien avec cet institut m'a alors progressivement conduit à être affublé du titre de « professeur ». Parallèlement, ma thèse de sociologie se transforma en rédaction d'un livre de philosophie. Ce statut a probablement participé à me donner une certaine importance au sein du bidonville. En effet, le statut d'intellectuel était valorisé par les habitants convertis à l'évangélisme, allant de pair avec la pratique de la lecture et de l'écriture.

La dernière zone d'ombre me concernant était relative à mon statut matrimonial. N'être ni marié, ni avoir d'enfant à 25 ans représentait une réalité suspecte pour une bonne partie des habitants de « La place ». La venue, à plusieurs reprises, de ma compagne, Madeleine, a éclairé ma situation et a joué un rôle indéniable dans mon intégration. Ses visites sur le bidonville ont à chaque fois permis de mieux me situer et de mieux comprendre ma situation personnelle. Si notre relation paraissait toujours curieuse aux habitants (nous n'étions pas mariés, nous ne vivions pas ensemble et nous n'avions pas d'enfants), elle est néanmoins devenue

4. Sites internet. Respectivement, plate-forme internet de réseau social et site de vente par petites annonces.

moins obscure grâce au lien tissé entre Madeleine et les femmes du bidonville. En outre, Madeleine est à l'origine d'une grande partie de nos discussions avec les femmes. Ceci m'a permis d'accéder plus facilement au monde des femmes, elles-mêmes curieuses, autant que moi, de comparer leur situation conjugale à la mienne.

Difficultés d'enquête

Ainsi, la proximité entre ma vie personnelle et mon terrain a nécessairement influencé ma recherche et inversement, c'est d'ailleurs ce que montrent tous les « travaux d'ethnographie en bas de chez soi » (Coutant, 2018 ; Skeggs, 2015). Cette situation a participé à tisser des liens entre deux mondes habituellement séparés : la venue de personnes de mon entourage sur le terrain ou lors de mes rencontres avec les acteurs institutionnels m'obligeait à une relation franche avec les enquêtés. En outre, il aurait été impossible d'assurer durant une longue durée une posture stratégique de dissimulation. Comme le précise Beverly Skeggs, « les ethnographies "chez soi" reposent sur le dialogue » puisqu'il s'agit de réussir à concilier deux mondes parfois antinomiques (Skeggs, 2015, p. 329). Malgré tout, mon travail n'a pas été dénué de culpabilité dont les raisons sont à trouver dans l'impression de participer à la « commercialisation de la vie des autres » (Willis, 2011a).

Il ne s'agit pas pour autant d'idéaliser une relation d'enquête pure et dénuée d'intérêt. Croire que les gens du bidonville aient pu m'accepter à un moment donné comme l'un des leurs serait oublier le « grillage infranchissable » dont parle Elliot Liebow à propos de sa relation avec les habitants d'un ghetto noir confrontés au stigmaté de la race (Liebow, 2011). Mitchell Duneier considère ainsi naïve l'idée que Loïc Wacquant se fait de sa relation avec ses enquêtés (Wacquant, 2000), pensant qu'une relation égalitaire s'est créée entre eux malgré la barrière de la race grâce à sa nationalité française (Duneier, 2006).

En outre, la mise en récit des données, ultérieure au travail de recherche, doit prendre en compte la singularité de « l'enquêteur » et les particularités de la relation qu'il a tissée avec les « enquêtés ». Néanmoins, le travail de réflexivité atteint quant à lui rapidement ses limites lorsque l'engagement du chercheur dépasse le cadre de la simple observation. Dans le cas d'une observation participante, l'engagement du chercheur varie entre deux pôles, celui de l'observateur et celui du participant. Ainsi, à bien des moments, c'est en tant que participant plus qu'observateur que le chercheur participe à la scène sociale. Ainsi, certaines retranscriptions du journal de bord présentées ici dans le corps du texte ont été profondément marquées par ces moments où, finalement, les informations ressortant des observations ne reflètent que très lointainement la situation concrète. L'utilisation du « je » dans le récit vise justement à

mieux prendre en compte mes engagements et mon positionnement sur le terrain, sans pour autant que l'objectif soit de personnaliser le récit.

Les sentiments de joie, de doute, de blessure ponctuent les souvenirs de l'enquête. Sans pour autant les enchanter, ils ont participé à orienter le récit. La persistance de certains sentiments dans la retranscription, puis dans l'analyse, est néanmoins inévitable dans le processus d'enquête, car ils découlent de la découverte d'un nouvel environnement auquel est extérieur le chercheur (Bizeul, 1999). Ils participent à produire un « choc culturel » recherché et attendu par la démarche ethnographique (Wolcott, 1975).

Cette expérience a été pour moi une réelle expérience personnelle. Ma place au sein des familles a très vite été chargée d'affection. Les relations entre nous ont fini, au bout de quelques mois, par être définies par le vocabulaire servant à désigner la famille. Au-delà de mon statut de « Français », j'ai ainsi été de plus en plus désigné comme un « frère », un « fils », un « neveu », un « cousin » ou un « petit-fils ». L'une des familles en particulier m'a adopté plus que les autres, allant jusqu'à m'octroyer le rôle de fils aîné et à m'attribuer les responsabilités qui y sont associées. J'ai petit à petit été présenté comme tel et, face aux moqueries des autres migrants extérieurs au bidonville comprenant mal ma présence sur place, les habitants du bidonville m'ont toujours défendu. Une chambre m'a également été octroyée. J'y ai séjourné régulièrement, principalement lorsqu'il finissait par se faire trop tard pour rentrer. Plus d'une fois en effet, lorsque je m'apprêtais à enfourcher mon vélo dans la nuit, les habitants ont fait barrage devant le portail de telle manière à ce que je reste sur place, de peur que quelque chose m'arrive sur la route.

Néanmoins, j'ai également été confronté à plusieurs problèmes. Si le bidonville est un lieu chaleureux et accueillant sous bien des aspects, il lui arrive également d'être violent. Il a ainsi parfois été délicat de savoir répondre et s'opposer face aux comportements violents envers les femmes ou les enfants, qu'ils soient désapprouvés ou non par les autres habitants. À ces rares moments apparaît la difficulté de continuer la recherche, même lorsque l'on « n'aime pas ses enquêtes » (Clair, 2016).

Certains problèmes ont également ponctué le recueil des données à proprement parler. Mon principal et presque seul outil pour mener le travail de terrain n'a pu être que le journal de bord rempli *a posteriori* lors de mon retour au bureau à l'université ou à mon domicile. En effet, je n'ai jamais utilisé de dictaphones ou d'appareils photo lors de mes journées de terrain. Le premier aurait été un frein à mon intégration. Si Philippe Bourgois (2013) a réussi à inclure ce mode de recueil des données dans sa relation quotidienne avec ses enquêtés, c'est en partie parce qu'il disposait d'une longue période d'enquête durant laquelle il a pu s'installer avec sa

famille directement sur place et passer ses journées à mener son travail de terrain. L'incertitude pesant sur l'avenir du bidonville m'a fait privilégier l'observation participante sur le recueil des discours. Malgré tout, j'ai cherché au maximum à prendre en note les propos de mes interlocuteurs, ceux présents dans le corps du texte sont le plus souvent des propos retranscrits *a posteriori* ou directement sur mon téléphone portable. Dès lors, si le faire a été privilégié sur le dire, il ne s'agit à aucun moment de favoriser l'un par rapport à l'autre (Austin, 1991).

Parallèlement, l'usage de l'appareil photo est apparu contre-productif sur le terrain. C'est pour cette raison que l'on ne trouve aucun cliché dans le texte. J'ai très vite ressenti une forte crainte de la part des habitants pour les photographies. Ce sentiment a été confirmé lors de la venue d'une équipe d'étudiants de l'école de cinéma de Nancy réalisant un documentaire sur le bidonville. Il s'est avéré pour eux très difficile de saisir des images des habitants. Seuls certains d'entre eux se sont exprimés devant la caméra, le plus souvent pour faire des déclarations dithyrambiques à propos de leur relation avec les représentants de la commune de Maxéville, souvent complètement inverses à ce que j'avais été habitué à entendre...

Étrangement, cette expérience s'opposait frontalement aux récits que m'avaient faits les travailleurs sociaux à propos du tournage d'un précédent film réalisé par un animateur social du quartier. Ils me décrivaient alors l'enthousiasme des familles à participer à ce projet. Toutefois, au moment de mon enquête, les habitants justifiaient leur refus par la crainte que les photographies ou les vidéos soient postées sur Facebook. Cette situation peut bien entendu se comprendre par le fait qu'une demande formulée par des étudiants n'équivaut pas à celle de travailleurs sociaux dont les familles sont dépendantes. En outre, l'inscription massive d'une partie des habitants de Bărbulești, leur village d'origine, sur les réseaux sociaux numériques les a vraisemblablement amenés à reconsidérer leur rapport à l'image.

Un espace d'enquête situé

Comme j'ai tenté de le montrer un peu plus haut, les contraintes auxquelles sont soumis les bidonvillois s'avèrent bien différentes en fonction des caractéristiques géographiques, politiques et sociales de leur environnement d'implantation. Les bidonvilles d'Île-de-France sont confrontés à une pression politique, urbaine et sociale que l'on retrouve très peu dans le reste de l'Hexagone.

À Nancy, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, seulement trois implantations de bidonvilles apparaissent dans les archives. La première mention date du début des années 1960 et émane des services administratifs de Nancy. Il s'agit alors d'habitations de fortune occupées par des individus originaires d'Afrique du Nord. C'est seulement à partir de 1962 que la men-

tion de ce bidonville apparaît de plus en plus couramment. Un premier document signale le 21 juin 1962 la présence de 17 baraquements sur un terrain appartenant à la ville de Nancy. Le 22 novembre 1963, un recensement y dénombre 27 personnes. Puis, le 20 juin 1964, on y compte finalement 40 personnes. Finalement, les habitants de ce bidonville sont relogés peu de temps après par les services préfectoraux.

Toutefois, l'épisode le plus médiatique de l'agglomération nancéienne a été sans conteste celui du bidonville de Jarville. À la fin de l'année 1963, un groupe de travailleurs algériens commence à construire des habitations de fortune dans la banlieue de Nancy. Leur nombre augmente rapidement : tandis qu'ils étaient 65 le 22 septembre 1963, ils passent à 105 le 24 octobre 1963, puis à 170 le 20 juin 1964. La préfecture recense finalement 200 occupants le 8 juillet 1964. La majorité d'entre eux travaille dans les usines de la région et une grande partie est originaire de Ferdjioua dans la province de Constantine.

Au moment de leur installation, un plan d'urbanisme prévoit l'implantation de 800 logements sur ce terrain. La situation est donc très sensible puisque les conducteurs des travaux souhaitent le départ le plus rapidement possible des occupants. François Detrer, alors conseiller général, adjoint au maire de Nancy et directeur de la Société lorraine d'économie mixte d'aménagement urbain à Nancy (Solorem) de Meurthe-et-Moselle, envoie alors une lettre au préfet Jean Gervais pour se plaindre de cette situation.

« Monsieur le préfet, je ne puis attendre le bon vouloir des Tribunaux qui vont d'ailleurs se mettre en vacances. J'ai besoin du terrain immédiatement et pour le libérer je vais me voir dans l'obligation d'utiliser les méthodes employées dans le quartier Saint-Sébastien il y a deux ans.

J'ai failli me faire éventrer à coups de couteau par de pareils indésirables et n'ai jamais eu le secours de la police, mais je suis parvenu à chasser les Nord-Africains qui occupaient sans droit ni titre les immeubles appartenant à la SOLOREM.

Avec ces gens-là, Monsieur le Préfet, la seule solution est la « Force »

Je vais donner aux démolisseurs des instructions pour raser les ruines dans lesquelles s'est agglutinée toute une racaille » (Annexe 3, 425).

Face à cette situation, le consul d'Algérie réagit en signalant le 29 août 1964 au préfet les « conditions de vie inhumaine dans lesquelles vivent des ressortissants algériens nancéiens ». À la fin 1964, l'ensemble des habitants est finalement évacués (Annexe 3, 429).

Un troisième et dernier épisode de bidonville à Nancy découle du maintien d'un îlot d'habitations construit dans l'urgence en 1945. Une série de décisions sont prises à partir du début des années 1970 pour résorber ce bidonville d'une trentaine de familles. Les derniers habitants

sont relogés en 1974.

La réapparition des bidonvilles à la fin des années 2000 à Nancy s'inscrit donc dans la continuité de cette histoire longue, mais finalement peu abondante en événements. Les bidonvilles restent un fait relativement exceptionnel à Nancy et la mémoire humaine de ces épisodes est quasiment inexistante dans les services administratifs.

Le bidonville de « La place »

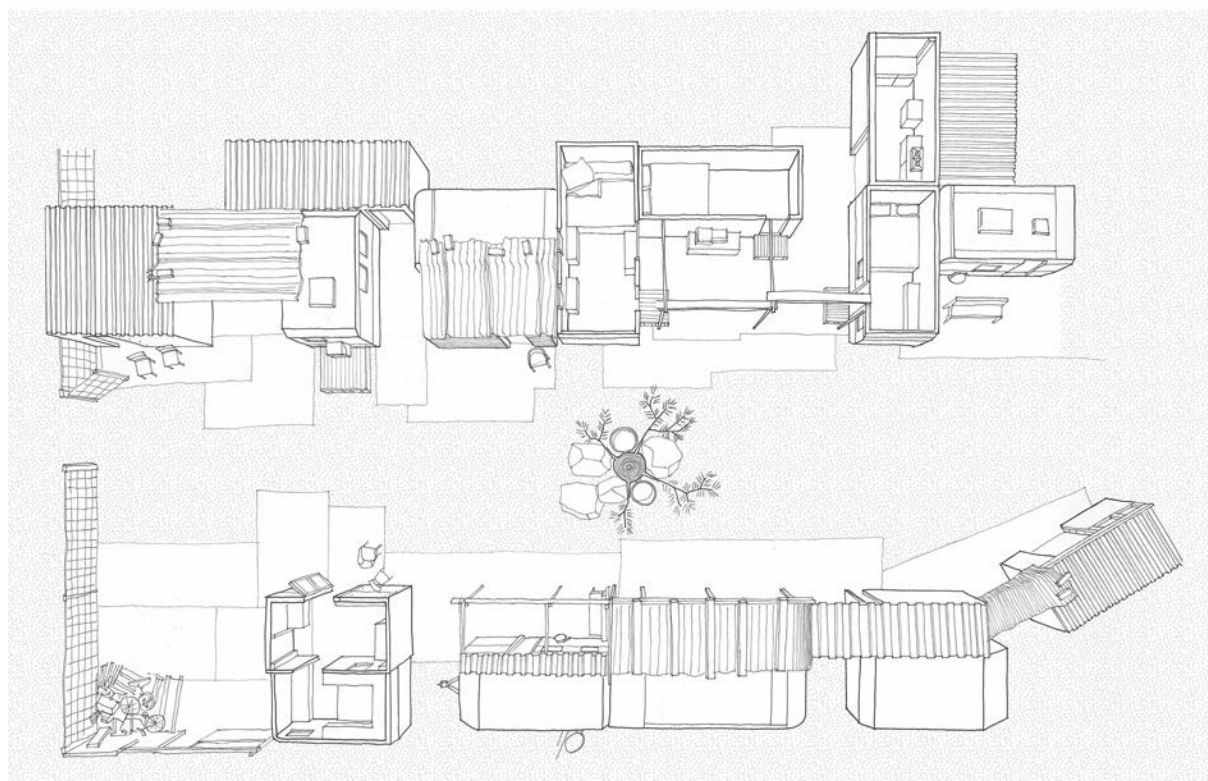


Illustration 1: Plan du bidonville de « La place »

Les habitants étudiés dans ce travail se rassemblent en huit groupes familiaux, chacun redécoupé en unités nucléaires. Ils viennent du même village de Bărbulești, dans le sud de la Roumanie. Au moment où j'arrive au sein du bidonville, les familles sont déjà prises en charge institutionnellement. En effet, depuis 2013, elles ont été déménagées du terrain sur lequel elles se trouvaient pour être réinstallées dans un espace où le sol est stabilisé et plus adapté pour supporter la vie de plusieurs dizaines de personnes. À l'origine, près d'une centaine d'habitants résidaient au sein du bidonville de « La place ». Progressivement, plus de la moitié d'entre eux

est partie.

Entre 2013 et 2016, la municipalité de Maxéville a œuvré pour mettre en place un programme d'accompagnement et de relogement des familles. Après plusieurs années d'incertitude, un accord a été passé avec les services préfectoraux pour financer un programme de réinsertion par le travail. Trois phases se sont succédé pour mener jusqu'à la résorption du bidonville. Une première a débuté en juillet 2016, alors que je menais mon observation depuis environ huit mois, des emplois en Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) ont été mis à la disposition des différents pères de famille. L'accession à un salaire a alors permis aux travailleurs sociaux de démarrer une seconde phase consistant à travailler sur la solvabilité des familles. Cette étape a fait une mise à jour de la situation fiscale, juridique et financière des familles. Elle a consisté également à ouvrir des droits aux habitants et à leur faire accéder à différentes aides sociales. À partir d'août 2016, la situation financière des habitants du bidonville s'est donc progressivement améliorée. La troisième étape a finalement mené au relogement des habitants. Les familles ont quitté progressivement le bidonville jusqu'à sa fermeture en avril 2016. Le suivi social s'est poursuivi une fois le relogement terminé. En mars 2018, alors que les CDDI des pères de famille s'étaient terminés quelques mois auparavant, des contrats similaires ont été proposés aux mères de famille.

Les familles présentes durant mon travail d'observation ont été synthétisées dans l'illustration 2 (p.42). Toutes ne faisaient pas partie du programme de relogement. Les unités familiales 12 et 14 n'étaient pas considérées comme habitants dans le bidonville, ce sont des cellules venues se rattacher à celles déjà présentes.

Durant le développement qui suivra, les habitants du bidonville seront mentionnés directement par leur prénom sans nécessairement que soit précisé leur rattachement familial. Lorsque sera évoqué le cas d'individus en dehors du bidonville, s'ils ont des liens avec les habitants, leur rattachement sera au contraire précisé.

Groupes familiaux	Unités nucléaires	Prénoms	Dates de naissance	Niveaux scolaires
Cîrciu	1	Ion	1964	Classe 9
	Victoria	1971	Classe 4	
	Constantin	1999	Scolarisé	
Cîrciu	2	Mihai	2001	Scolarisé
		Virgil	2008	Scolarisé
		Adi	1991	Classe 6
		Ana	1993	Classe 4
		Silvia	2008	Scolarisé
Cîrciu	3	Elena	2010	Scolarisé
		Maria	2016	
		Remus	1995	Classe 6
Cîrciu	4	Adriana	1996	Classe 8
		Nicu	2015	
Cîrciu	4	Nicolae	1960	Classe 8
		Ilana	1961	Classe 8
Gîngioveanu	5	Gigore	1956	Classe 8
		Camela	1957	Classe 6
Gîngioveanu	6	Viorel	1992	Classe 8
		Daniela	1998	Classe 8
		Claudiu	2014	
Gîngioveanu	7	Ovidiu	1965	Classe 12
		Mariana	1965	Classe 8
Stoian	8	Florin	1967	Classe 4
		Ştefania	1969	Classe 5
	9	Mariana	1991	Classe 8
Stoian	9	Marta	1991	Classe 8
		Emil	1976	Classe 10
		Ioana	1977	Classe 4
		Radu	1998	5ème
		Denisa	2004	Scolarisé
Iliescu	10	Paul	1972	Classe 10
		Christina	1975	Classe 6
		Remus	2007	Scolarisé
		Ana	2009	Scolarisé
Băsescu	12	Sandu	1994	Classe 8
		Tatiana	1995	Classe 8
		Alberto	2009	Non-scolarisé
	13	Cristi	1996	Classe 8
Băsescu	14	Florina	2000	4ème
		Simona	1973	Classe 6
Alecu	15	Vasile	1967	Classe 9
		Irina	1968	Classe 6
		Valentin	2008	Scolarisé

Illustration 2: Familles de « La place »

En outre, rendre compte de la vie sur le bidonville ne permet pas de tout dévoiler. Certaines activités ont été mises en marge du récit, soit parce qu'elles ne présentaient pas un intérêt central pour le propos, soit parce qu'elles pouvaient desservir les habitants. Les noms des acteurs décrits dans ce travail ont été changés. Néanmoins, contrairement à certains travaux, j'ai fait le choix de ne pas anonymiser la ville dans laquelle a été effectué ce travail. En effet, anonymiser Nancy ne m'aurait pas permis de rendre compte de la même manière du tissu social et économique environnant le bidonville et des parcours urbains des habitants. En outre, cet anonymat n'aurait été que superficiel dans la mesure où les bidonvilles étaient au moment de l'enquête peu nombreux dans la région « Grand est ». De plus, le bidonville de Nancy a fait l'objet d'une large médiatisation avant ma venue sur le terrain.

Autres matériaux de recherche

À l'ensemble de ces matériaux déjà abondants, une série d'entretiens est venue compléter les données déjà disponibles. Ces entretiens ont été menés auprès des acteurs du monde social œuvrant sur le dossier du bidonville de Maxéville. Il s'agit aussi bien des travailleurs sociaux, des bénévoles associatifs, les acteurs de l'État et les représentants politiques. Au total, une vingtaine d'entretiens ont été réalisés et couvrent de manière quasi exhaustive les dimensions de l'action sociale sur le bidonville. La réalisation de ces entretiens a été facilitée par ma présence déjà longue sur le terrain. Les dossiers des familles du bidonville m'ont été très rapidement et facilement ouverts. Le caractère exceptionnel de cette situation sur l'agglomération a octroyé une place particulière à ce dossier. Dès lors, les acteurs du monde social se sont avérés très réceptifs à mes sollicitations et à mes questions. Parallèlement, mon expertise du bidonville acquise au fil des mois m'a permis de confronter mon point de vue à celui de mes interlocuteurs.

Rien ne permet d'exclure que les informations échangées avec mes interlocuteurs n'aient pas participé à l'utilisation de mes données contre mon gré. Toutefois, les « usages sociaux de la sociologie » sont restés, dans le cas présent, bien minces, au moins jusqu'à une certaine étape. En effet, alors que mon travail arrivait à son terme, mon investissement auprès de l'État m'a conduit à occuper une place délicate, en porte-à-faux entre les représentants nationaux et locaux de l'État. En effet, le travail mené auprès de la DIHAL, détaillé ci-dessous, a participé à diffuser les modalités d'actions relativement inédite du projet de résorption du bidonville de « La place » et donc de médiatiser à l'intérieur de l'État le travail mené à Maxéville. Cette diffusion de l'information a probablement brusqué le calendrier communicationnel anticipé par les acteurs préfectoraux. Ces derniers m'ont en effet reproché lors d'une réunion publique

d'avoir fait « fuiter l'information ».

Ces différents entretiens permettent ainsi de dresser un tableau assez détaillé de l'ensemble de l'intervention sociale menée auprès des familles depuis leur arrivée sur l'agglomération, un peu avant les années 2000. Ces données m'ont permis de compléter les informations dont je disposais sur le bidonville et en particulier de mieux retracer le parcours des familles originaires de Bărbulești.

Mes recherches m'ont également conduit ici à explorer les archives locales pour retracer l'histoire des bidonvilles sur l'agglomération. Ce travail m'a permis de retracer l'histoire de l'ensemble des implantations de bidonville depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les différentes formes de prise en charge institutionnelle de cette question.

En outre, j'ai pu exploiter quantitativement les recensements des bidonvilles français grâce au concours de la DIHAL. L'analyse des données a donné lieu à une publication portant sur le profil des communes comportant des bidonvilles (Daubeuf et Marchal, 2016). Celle-ci a fait suite à un travail de synthèse sur les bidonvilles publié en 2017 sous la forme d'un ouvrage rédigé conjointement avec Hervé Marchal et Thibaut Besozzi (Daubeuf, Marchal et Besozzi, 2017).

Les données analysées portent sur le recensement des bidonvilles mené par la DIHAL depuis 2013. Deux types d'information sont ressorties de ce travail. D'un côté, des éléments concernant les modalités de recensement, de définition et de production des données sur les bidonvilles dans un pays comme la France (cf : p.71); de l'autre, des éléments relatifs aux évolutions des implantations de bidonvilles dans l'Hexagone.

Un important travail de nettoyage a été mené dans l'optique d'obtenir des matériaux pouvant être croisés avec les profils communaux élaborés par l'INSEE. Le travail d'analyse a porté sur l'élaboration du profil moyen des communes concernées par les bidonvilles (cf illustration 10, p.85). La comparaison entre ces profils et leur environnement urbain a permis de faire ressortir un résultat original, celui démontrant le lien entre expulsions et ségrégation des bidonvilles. Ce résultat est enrichi à la lumière d'un deuxième lot d'informations concernant la stabilité de la distance aux centralités des bidonvilles (cf : illustration 12, p.88).

L'analyse de données jusqu'ici inexplorées s'est doublée d'une exploitation de données en accès libre produites par la Ligue des droits de l'Homme sur le recensement des expulsions. Celles-ci sont venues confirmer les premières analyses fournies par les données de la DIHAL, les poussant même plus loin encore puisqu'elles nous ont permis d'accéder à des informations sur les bidonvilles d'avant 2013 (cf : illustration 11, p.87 ; illustration 13, p.89).

L'ensemble de ces résultats ont principalement été décrits dans le chapitre 1. Ils nous ont aidés à définir un cadrage national dans lequel va se fondre le travail d'enquête auprès des habitants du bidonville de « La place ».

Le développement qui suit s'organisera en six chapitres répartis en deux grandes parties, la première théorique et contextuelle, la seconde analytique. Le premier chapitre reviendra sur le concept de bidonville. Le but sera d'en saisir les différentes dimensions, à la fois architecturales, démographiques, politiques et sociales, mais également de montrer son intérêt heuristique et conceptuel. Alors que le terme de bidonville a largement été utilisé pour stigmatiser les populations les plus précaires de la ville, j'essayerai de comprendre la portée de ce qu'il recouvre et de délimiter le cadre d'une expérience spécifique à ce type de forme urbaine. Ainsi, après avoir fait un retour sur la littérature scientifique traitant de ce sujet, je m'arrêterai sur une définition qui me servira d'appui dans la suite de l'analyse.

Une fois ce cadre théorique posé, je m'attellerai à analyser les différentes dimensions constituant les « épreuves du bidonville ». Le chapitre 2 traitera de la première d'entre elles, celle de la migration. À partir d'un retour sur le contexte migratoire des habitants du bidonville, j'essayerai de saisir les différentes formes de dépendance maintenant le rattachement au village. L'objectif sera ainsi de comprendre en quoi les conditions migratoires influencent le rapport des habitants aux solidarités traditionnelles. Le bidonville, en tant que modalité de cette condition migratoire, constitue ainsi un rouage dans la relation des habitants à l'« ici » et au « là-bas ».

Le chapitre 3 s'arrêtera quant à lui sur la question de l'accès à la ville et l'ancrage à l'espace urbain. Il s'agira de comprendre comment les habitants du bidonville deviennent des citoyens et la façon dont ils font face aux contraintes inhérentes à l'ordre urbain. Je reviendrai ainsi dans ce chapitre sur les parcours en ville des habitants, les ressources qu'ils mobilisent et les capacités qu'ils développent pour se maintenir au sein de l'espace urbain.

Dans le prolongement de ces deux premières épreuves, le chapitre 4 s'intéressera à la manière dont les familles de « La place » s'approprient leur espace d'habitation. Il s'agira alors d'analyser comment les habitants se protègent, se défendent et s'épaulent collectivement afin de préserver un lieu de vie à distance des risques induits par l'urbain. Ainsi, en m'intéressant à la constitution du chez-soi, j'essayerai de montrer comment l'élaboration d'un espace personnalisé d'habitation constitue une première façon de se lier à la société.

L'avant-dernière épreuve renvoie à celle de la race. Comme je l'ai évoqué dans cette introduction, que cela soit durant la période d'après guerre ou lors des dix dernières années, les habitants des bidonvilles ont très souvent été associés à des identités ethniques ou raciales, re-

Introduction

vendiquées ou non par les intéressés. Ce chapitre traitera de la manière dont les habitants de « La place » endossent et négocient le rôle de Roms qui leur est octroyé, puis comment ils se servent de celui-ci pour se bricoler une place dans le quartier.

Le dernier chapitre traitera des relations entre les sexes dans le bidonville. En effet, les modalités d'habitation et la promiscuité qu'induit la vie dans le bidonville participent à la redéfinition des rapports de genres. D'un côté, ils participent à renforcer les significations traditionnelles en maintenant un contrôle collectif sur les identités de genre ; de l'autre ils les redéfinissent par la confrontation à d'autres formes de sexualité, extérieures à celles du bidonville.

Partie I. Notions

Chapitre 1. Les formes élémentaires du bidonville

« L'homme, transplanté en ville, est devenu pour lui-même et pour la société un problème dont la nature et l'ampleur sont sans précédent ».

(Park, 2009, p. 169)

Avant de s'intéresser aux éléments concrets de la réalité sociale, il semble pertinent de revenir au cœur du problème : la notion de bidonville. En effet, celle-ci se prête bien difficilement à la définition. Les sociologues, géographes, urbanistes, anthropologues, politologues ont pourtant cherché depuis le milieu du 20^e siècle à caractériser ce type d'espace urbain. Toutefois, ce travail est rendu d'autant plus difficile que chaque langue et chaque pays s'est doté de termes pour désigner la réalité à laquelle renvoie la notion de bidonville, recouvrant celle-ci complètement ou seulement partiellement.

1.1. Une forme urbaine difficile à identifier

1.1.1. Étymologie et situations nationales

1.1.1.1. Le bidonville : un héritage colonial

En français, le terme « bidonville » apparaît dans le Maghreb des années 1920. C'est plus précisément à Casablanca, dans le campement de Gadoueville, qu'il aurait été forgé pour désigner les baraques construites par les migrants ruraux à partir de planches de bois et de bidons industriels (Depaule, 2006 ; Valladares, 2010). Sa signification s'étend dans les années 1930 pour désigner l'ensemble des cabanes que l'on rencontre dans les aires urbaines d'Afrique du

Nord. En France, c'est le terme de « zone » qui sert à désigner jusqu'à la Seconde Guerre mondiale les habitations de fortune aux marges des grandes agglomérations urbaines occupées majoritairement par des Français ou des Italiens. C'est seulement à partir des années 1950 et l'arrivée massive d'immigrants de la péninsule Ibérique ainsi que du Maghreb que le terme de bidonville a été utilisé pour désigner l'habitat de fortune occupé par ces populations. Dans le cas de la France, la notion de bidonville s'est donc forgée dans un contexte colonial et postcolonial durant lequel la société a cherché à désigner un habitat dont les caractéristiques seraient le reflet de la culture traditionnelle des populations s'y trouvant.

1.1.1.2. Le slum : un négatif de l'urbanisme

En anglais, la notion de slum se rapproche de celle du bidonville. La portée accordée à ce terme est néanmoins plus large et entourée d'un caractère plus flou encore, « Ce que [le slum] signifiait exactement dans la réalité matérielle n'a jamais été très clair. [...] Un tel terme n'a aucune signification stable » (Dyos, 1967). Ainsi « Malgré l'usage très répandu du terme "slum" dans la vaste littérature sur le logement, personne ne s'accorde sur sa définition » (Ford, 1936). En outre, la signification du terme de Slum diffère énormément en fonction des périodes et des zones géographiques.

En Grande-Bretagne, le mot slum entre dans le vocabulaire durant les années 1820 pour désigner les « mauvais quartiers » de Londres (Reeder, 2010). Les caractéristiques attribuées à ce type d'habitat dépendent largement du comportement attribué à ses habitants. Les populations du slum avaient alors la réputation d'être des criminels, des classes dangereuses, des individus impropres au travail, des sous-prolétaires, etc. (Booth, 2012 ; Topalov, 1991). Dans le Londres de l'entre-deux-guerres, l'échelle et les limites attribuées aux slums restent variables, « les slums étant tantôt regardés comme de petits territoires dispersés, tantôt comme des parties entières de la ville » (Yelling, 1992). Ceci s'explique par la préférence des législateurs pour des termes plus techniques, tandis que sur le terrain et à l'université le terme de slum restait privilégié.

Du côté des États-Unis, la notion de slum a été abondamment utilisée dans le langage législatif. Elle y désigne les quartiers pauvres, suroccupés et touchés par les épidémies. Elle connaît un succès médiatique à partir des années 1900, lors de la lutte contre la désorganisation sociale dans les grandes villes du nord-est du pays. La sociologie américaine s'est massivement mobilisée pour saisir la spécificité du slum aussi bien au niveau spatial que social, en termes d'organisation ou de désorganisation, de relégation ou de désorganisation : « Le slum est une aire bien distincte de désintégration et de désorganisation [...] le slum est plus qu'un

phénomène économique. C'est aussi un phénomène sociologique » (Zorbaugh, 1983, p. 128). Le slum est ainsi apparenté à une aire spécifique de la ville, car « Dans la zone de transition entourant la section centrale des affaires, on trouve toujours ce qu'on appelle "slums", une aire de détérioration » (Burgess, 2008, p. 54). Face à la connotation négative de ce terme, les sociologues ont investi ces quartiers pour en montrer la complexité et dépasser les idées reçues largement diffusées à cette époque. À ce niveau, les travaux de William Foot Whyte ou de Gerald Suttles ont fait date. Ils poursuivent l'objectif de réhabiliter les populations du slum et de montrer que celles-ci ne sont pas simplement un amas de groupes sociaux désorganisés (Suttles, 2008 ; Whyte, 2007).

À l'autre bout de la planète, dans les anciennes colonies britanniques, le terme de slum a servi à désigner les phénomènes d'urbanisation massifs des grandes agglomérations, notamment en Inde ou en Afrique de l'Est. Dans ces villes, les slums ont la particularité de disposer d'une économie spécifique, soit parce qu'elle n'est pas tolérée ailleurs, soit parce qu'elle est liée à une main-d'œuvre spécifique et peu onéreuse (Kundu, 1999 ; Saglio-Yatzimirsky, 2002, 2013). Ce sont donc souvent des entités de grande taille qui sont désignées par le terme de slum.

Malgré sa connotation péjorative, la signification étymologique du slum est très marquée par son caractère urbanistique (Reeder, 2010). Cette notion cherche à désigner des zones importantes de peuplement anarchique dans lesquels les populations sont confrontées à un environnement urbain les poussant à mener une vie qualifiée de dégradée.

1.1.1.3. La favela : une forme architecturale identifiable

En portugais, le terme de favelas a rencontré un certain succès, c'est probablement celui se rapprochant le plus de la notion de bidonville. Le mot a beaucoup évolué en une centaine d'années puisque « du registre de la botanique le mot est passé à celui de la toponymie – Morro da Favello, dans l'État de Bahia, puis Morro da Favello, au centre-ville de Rio de Janeiro –, pour devenir un nom commun caractérisant un type d'habitat précaire de Rio de Janeiro, un phénomène propre à l'urbanisation brésilienne, une catégorie de recensement, une catégorie des sciences sociales brésiliennes et finalement une catégorie internationale » (Valladares, 2010).

Le premier quartier qualifié de favela est apparu lorsque des soldats démobilisés après la guerre civile de Canudos ont décidé de s'installer dans le centre de Rio de Janeiro en face du ministère de la guerre pour réclamer la solde que l'État tardait à leur verser. La pérennisation de leur installation attira de nombreuses populations démunies, chassées du centre-ville par

les réformes urbaines du début du 20^e siècle (Valladares, 2006). Le quartier est devenu rapidement représentatif de la pauvreté urbaine. Avec son architecture bien particulière, le terme de favela a progressivement servi à désigner les constructions sur les flancs de collines des villes escarpées de la côte brésilienne. En outre, le mode de vie des favelas a été érigé par les Cariocas comme l'une des sources de la culture populaire noire brésilienne. Dès 1937, ces quartiers sont reconnus administrativement. Le code de la construction désigne les favelas comme la cible principale contre laquelle doivent être développés les programmes d'urbanisation.

Dans les années 1960, les sciences sociales ont joué un rôle important dans la désignation des favelas en tant qu'entité urbaine spécifique. Si certains chercheurs ont mis en garde dès cette période contre le risque de généralisation de cette notion (Leeds, 1969), les travaux se sont multipliés pour tenter de caractériser l'essence de la favela. Pour Licia Vallarès, du fait de la demande sociale et politique à laquelle ils cherchent à répondre, les travaux universitaires ont véhiculé trois « dogmes » ayant participé à la construction de la représentation sociale des favelas (Valladares, 2007): 1) l'affirmation d'une spécificité de la favela ; 2) l'absolue pauvreté des habitants ; 3) l'unicité de la réalité que désigne ce terme.

Dans le cas de la Favela, la morphologie et l'architecture ont été primordiales dans la fondation de la notion (Berenstein-Jacques, 2001 ; Dorel, 2015 ; Drummond, 1993). En effet, les premières désignations législatives se sont effectuées dans l'optique d'un embellissement urbain et d'une éradication de l'urbanisme incontrôlé. En outre, la notion de favela s'oppose fondamentalement à la ville régie par l'urbanisme institutionnel. Elle illustre ainsi une forme de dualisme entre habitats formels et informels.

1.1.1.4. Chabola, *barriada*, *rancho* : des constructions rurales à la périphérie de la ville.

En espagnol, il existe de multiples termes se rapprochant de celui de bidonville. Ainsi, en Uruguay on parle de *villas miserias*, au Chili de *callampas* et de *campamento*, au Venezuela de *ranchos*, au Mexique de *colonias proletarias*, en Espagne de *chabola* et au Pérou de *barriada*. Ces différents termes désignent le plus souvent un type d'habitat pauvre ne représentant pas nécessairement une aire urbaine à proprement parler. Ainsi, ces termes se rapprochent de la notion de bidonville lorsqu'ils désignent des regroupements de ces types de construction au sein d'une aire délimitée telle qu'un quartier. On parle alors plutôt de *barrios chabolas* ou *barrios de ranchos*.

Dans la péninsule ibérique, c'est communément le terme de Chabola qui désigne un type de construction précaire se rapprochant de celui de bidonville. Le mot dérive du basque où il dé-

signe une construction rurale « une masure, un bâti isolé dans la nature, fait de végétaux et non maçonné » (Rodriguez Chumillas, 2010). L'utilisation de ce terme se diffuse à partir des années 1920 pour qualifier les habitations semi-rurales des quartiers périphériques de Bilbao. La notion de *chabola* se forme au moment de la destruction massive de ces constructions, dans le but de laisser place aux nouveaux équipements de la ville en pleine croissance. C'est à cette période que la *chabola* prend une connotation péjorative liée à la pauvreté et à la condition prolétarienne de ses habitants. Dès les années 1950, les *chabolas* ont fait figure d'anomalies urbaines scandaleuses alors que l'Espagne connaît un fort développement économique et urbain. Elles deviennent un lieu de « luttes urbaines » dans un contexte où apparaissent de nouveaux mouvements citoyens (Castells, 1985).

La notion de *barriada* dérive de celle de *barrio*, le quartier. À la différence de cette dernière, elle possède une connotation péjorative lui donnant une portée stigmatisante. L'apparition du terme de *barriada* est concomitante des transformations urbaines qu'ont rencontré les pays d'Amérique du Sud à partir des années 1960. Jusqu'à cette période, les pauvres étaient essentiellement regroupés dans des quartiers *intramuros* qualifiés de « *tugurios* », des taudis. Avec le développement de l'exode urbain, ces quartiers ont très rapidement montré leur incapacité à absorber les nouveaux arrivants. Durant cette période, la population de Lima triple en dix ans. Face à cette situation, des quartiers se développent dans la périphérie de la ville sous le nom « d'invasions » (Martin, 2000). Cette nouvelle forme d'urbanisation a progressivement été reconnue par l'État. Ainsi, la distribution de titres de propriété a eu un double effet. D'un côté, elle a participé à accroître le phénomène en encourageant les nouveaux venus à accaparer un terrain à leur tour. De l'autre, elle a permis l'amélioration globale des conditions de vie des habitants en leur offrant une stabilité légale. Le caractère périphérique de la *barriada* fait d'elle un lieu d'interface entre la ville et ses limites, participant ainsi à la construction des centres urbains et à l'intégration des populations nouvellement arrivées (Ramón Joffre, 2010).

Le terme de *rancho* est quant à lui couramment employé pour désigner les habitations pauvres au Venezuela, c'est-à-dire des constructions d'une seule pièce construites avec des matériaux de récupération ou achetés au marché noir. Le *rancho* est donc avant tout une maison et c'est l'addition de ces maisons précaires qui forme les « *barrios de ranchos* », c'est-à-dire les bidonvilles. Son emploi remonte au processus d'urbanisation qu'a connu l'Amérique du Sud durant les années 1950 (Bolivar, 1987). Parallèlement, le terme de *rancho* fait référence à des habitations rurales. Étymologiquement, il désigne un rassemblement en cercle de petits groupes de gens dont l'installation est collective et provisoire. Au Venezuela, son utilisation s'est accélérée à partir des années 1950-1970 lorsque les vagues d'exode paysannes commencent à construire de nouveaux quartiers à la périphérie de la ville (Péné-Annette et Garcia,

2010). La notion de rancho continue d'entretenir une proximité avec la ruralité. Toutefois, sa connotation est devenue beaucoup plus péjorative avec les années puisqu'elle est maintenant associée aux conditions de précarité des quartiers périphériques des grandes agglomérations sud-américaine (Baby-Collin, 2000).

Ainsi, en espagnol, les termes apparentés à celui de bidonville sont liés à la ruralité et à la limite spatiale entre la ville et la campagne. Ils apparaissent comme des quartiers périphériques, participant à la construction de la ville par ses marges, sans être urbains pour autant.

1.1.2. Caractériser les bidonvilles

Comme le montre ce retour étymologique sur les « mots du bidonville », chaque langue et pays a développé des notions spécifiques pour désigner des phénomènes s'apparentant de près ou de loin à celui du bidonville. Les notions développées tentent ainsi de qualifier par une même notion des réalités diverses et parfois très différentes les unes des autres. Néanmoins, que ce soit en anglais, en français, en espagnol ou en portugais, ces termes font toujours référence à un type d'habitat marginal et stigmatisé. Il convient donc de prendre une double précaution dans l'appréhension des phénomènes que tentent de définir ces notions. Tout d'abord, elles ne décrivent pas une réalité uniforme, mais tentent de conceptualiser des phénomènes hétérogènes en pensant certaines de leurs caractéristiques communes. De plus, du fait du sens péjoratif associé à ces termes, il est nécessaire de prendre garde lors de leur utilisation à ne pas confondre les caractéristiques de l'habitat et les populations s'y trouvant, au risque en effet de reproduire la stigmatisation qui pèse sur ces derniers. En effet « The very word "slum" confuses the physical problem of poor quality housing with the characteristics of the people living there. And, with so many unscrupulous governments in power around the world, the stereotype may be used to justify programs of slum clearance »⁵ (Gilbert, 2007).

Un second problème s'ajoute à celui de la pluralité sémantique des termes désignant un type d'habitat. Les formes multiples que prennent les bidonvilles conduisent les institutions à insister sur certaines caractéristiques opératoires plus que d'autres. Une première direction de travail adoptée par les institutions nationales ou internationales pour caractériser les bidonvilles est celle de la comparaison avec les standards édictés par la loi. La notion de « substandard settlement » est notamment mobilisé « as indicators of urban inequality and socio-spatial

5. « Le mot " bidonville " confond le problème physique d'un logement de mauvaise qualité avec les caractéristiques des gens qui y vivent. Et, avec tant de gouvernements sans scrupules au pouvoir dans le monde, le stéréotype peut être utilisé pour justifier des programmes de démolition des bidonvilles ».

segregation, rather than merely as markers of the lack of development »⁶ (Braathen et al., 2015, p. 13). En effet, les bidonvilles se constituent d'habitations qu'il est possible de dénombrer à partir de leur architecture, de leurs matériaux de construction ou de leur accès aux commodités collectives. En outre, la notion substandard permet de se référer aux textes définissant localement ou nationalement le type de construction acceptable et la manière dont les populations sont encouragées à accéder à ces standards. Le renvoi à la notion « substandard » permet d'éviter les biais causés par l'utilisation du terme de bidonville ou de slum, particulièrement dans les situations où ces termes sont connotés très péjorativement.

Néanmoins, la notion de « substandard settlement » ne saurait se substituer à celle de bidonville. En effet, cette dernière permet de relier au sein d'une même problématique un grand nombre de situations au niveau mondial, dépassant ainsi la simple question des conditions de vie dégradées. L'importance accordée à cette question par les institutions internationales montre justement sa portée sociale et politique.

1.1.2.1. La caractérisation des bidonvilles par les pays du Sud

L'institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) a produit une définition de la favela dans le cadre du recensement de 1991. Ainsi, les favelas correspondent à « a substandard settlement, of at least 51 housing units, with a haphazard layout, on illegally occupied private or public land, and lacking essential services ». À l'occasion du recensement suivant, en 2000, cette définition a été élargie aux quartiers régularisés. La définition du IBGE s'est déplacée de façon à inclure toutes les constructions construites à l'origine sur des terrains occupés illégalement dont le bâti a été réalisé de manière hasardeuse et où les services de base sont absents. Finalement, lors du recensement de 2010, l'IBGE définit la favela comme un quartier occupé illégalement depuis dix ans sur un terrain privé ou public et avec l'une des caractéristiques suivantes : une construction en dessous des standards habituels et/ou la précarité des services publics essentiels.

En Inde, dès 1956 les institutions ont tenté de produire une définition opérationnelle des bidonvilles. Pour définir les bidonvilles, le « slum areas act » prend comme point de référence tous les vieux quartiers délabrés et surpeuplés ou les bâtiments inaptes à être considérés comme des habitations (Sehgal, 2009). Cet acte a été le premier formulé par Delhi, avant que d'autres États indiens du pays n'énoncent les leurs. Néanmoins, cette première caractérisation ne prend pas en compte le statut de l'implantation, tant et si bien que le faisceau de situations

6. « comme indicateurs de l'inégalité urbaine et de la ségrégation socio-spatiale, plutôt que comme de simples marqueurs de l'absence de développement ».

rentrant dans le champ du bidonville est très large.

En 1971, le « Tamil Nadu slum areas act » désigne les bidonvilles par deux critères (Braathen et al., 2015) :

(a) any area [that] is or may be a source of danger to the health, safety or convenience of the public of that area or of its neighborhood, by reason of the area being low-lying, unsanitary, squalid, overcrowded or otherwise ; or

(b) the buildings in any area used or intended to be used for human habitation [that] are (i) in any respect, unfit for human habitation ; or (ii) by reason of dilapidation, overcrowding, faulty arrangement and design of such buildings, narrowness or faulty arrangement of streets, lack of ventilation, light or sanitation facilities, or any combination of these factors, detrimental to safety, health or morals ⁷.

En 2011, dans le cadre du recensement, les autorités définissent les bidonvilles comme des quartiers inaptes à habiter. Plusieurs facteurs entrent maintenant en jeu : « dilapidation, overcrowding, faulty arrangements and design of such buildings, narrowness or faulty arrangements of street, lack of ventilation, light, or sanitation facilities or any combination of these factors which are detrimental to the safety and health »⁸. Trois catégories de bidonville sont alors définies :

« notified slums : all notified areas in a town or city notified as "slum" by State, Union Territory Administration or Local Government under Territory Administration or Local Government under any Act including a "Slum Act" ;

Recognized Slums : All areas recognized as "Slum" by State, Union Territory Administration or Local Government, Housing and Slum Boards, which may have not been formally notified as slums under any Act ;

Identified Slums : A compact area of at least 300 populations or about 60-70 households

7. a) toute zone [qui] est ou peut être une source de danger pour la santé, la sécurité ou la commodité du public de cette zone ou de son voisinage, du fait que la zone est basse, insalubre, sordide, surpeuplée ou autre ; ou

b) les bâtiments dans toutes zones utilisées ou destinées à être utilisées pour l'habitation humaine [qui] sont (i) à tout égard, impropres à l'habitation humaine ; ou (ii) en raison de la vétusté, du surpeuplement, de la disposition et de la conception défectueuses de ces bâtiments, de l'étroitesse ou de la disposition défectueuse des rues, du manque de ventilation, d'éclairage ou d'installations sanitaires, ou de toute combinaison de ces facteurs, préjudiciables à la sécurité, à la santé ou à la moralité.

8. Le délabrement, le surpeuplement, les dispositions et la conception défectueuses de ces bâtiments, l'étroitesse ou la mauvaise disposition des rues, le manque de ventilation, d'éclairage ou d'installations sanitaires ou toute combinaison de ces facteurs qui nuisent à la sécurité et à la santé.

poorly built congested tenements, in unhygienic environment usually with inadequate infrastructure and lacking in proper sanitary and drinking water facilities »⁹.

Au Pérou, les dénominations utilisées par la législation pour caractériser les bidonvilles sont multiples malgré une utilisation assez générale du terme de *barriada*. Depuis 1961, le quatrième article de la « loi organique sur les colonisations marginales et l'augmentation du capital de la société nationale de logement, n°13 517 » considère que les bidonvilles correspondent à un habitat installé sur des propriétés privées ou publiques près de Lima dont les constructions ont été réalisées après une invasion sans titre de propriété et sans permis de bâtir. En outre, ces quartiers ne disposent pas des services de base.

En 1999, un article du décret législatif n°495 établit que les constructions définies par la loi de 1961 sont dénommées « *young towns* ». Elle indique les limites dans lesquelles peuvent être attribués des titres de propriété et des services d'assainissement. En 2004, la loi n°28 391 définit finalement que l'ensemble des termes utilisés pour décrire les formes de constructions illégales de périphérie seront regroupés dans l'expression de « *informal possessions* ».

1.1.2.2. Les définitions des agences internationales

L'Organisation des Nations Unies (ONU), à travers son agence spécialisée pour l'habitat (ONU-Habitat), a accumulé depuis plusieurs décennies de nombreux travaux sur les conditions de précarité dans les grandes villes du globe (ONU-Habitat, 2003). En 2002, elle a établi une nouvelle approche lors d'une réunion en groupe d'expert. Le constat porté par l'agence établit l'existence de cinq grands problèmes freinant le travail de définition du bidonville :

- Les bidonvilles sont trop complexes à définir en fonction d'un seul paramètre.
- Les bidonvilles sont un concept relatif, ce qui est considéré comme un bidonville dans une ville sera considéré comme adéquat dans une autre ville - voire dans le même pays.
- Les variations locales entre les bidonvilles sont trop importantes pour définir des cri-

9. Taudis natifs : toutes les zones urbaines notifiées comme « taudis » par l'État, l'administration de l'Union territoriale ou le gouvernement local soumis à l'administration territoriale ou le gouvernement local soumis à tout acte de loi, y compris une « loi sur les taudis » ;

Des bidonvilles reconnus : Toutes les zones reconnues comme " bidonvilles " par l'État, l'administration de l'Union territoriale ou le gouvernement local, le logement et les conseils des bidonvilles, qui peuvent ne pas avoir été formellement notifiés comme bidonvilles en vertu d'une loi ;

Taudis identifiés : Une zone compacte d'au moins 300 habitants ou d'environ 60 à 70 ménages dans des logements mal construits, dans un environnement insalubre, généralement dépourvu d'infrastructures adéquates et d'installations sanitaires et d'eau potable.

tères universellement applicables.

- Les bidonvilles changent trop vite pour qu'un critère soit valide dans une période de temps raisonnablement long.
- La nature spatiale des bidonvilles signifie que la taille de certaines zones de bidonvilles est vulnérable aux changements de juridiction ou d'agrégation spatiale.

Néanmoins, au vu des différentes caractéristiques recouvrant les termes se rapprochant de celui de « slums », l'agence fait ressortir sept critères fréquemment édictés par les législations nationales définissant les bidonvilles.

- L'absence des services de base : Il s'agit de la mention la plus fréquente dans les définitions proposées du bidonville. Cette caractéristique désigne les difficultés liées à l'absence d'infrastructures sanitaires, électriques, institutionnelles, etc.
- Un habitat non conforme aux normes : cette caractéristique vise aussi bien les constructions réalisées sans permis de construire ni titre de propriété, mais également les constructions avec des matériaux non permanents ou inadaptés aux conditions climatiques.
- Surpopulation : L'ONU considère qu'un espace est surpeuplé lorsque le nombre de mètres carrés par personne est trop faible ou que le nombre d'individus obligés de vivre dans une même pièce est trop important.
- Des conditions de vie malsaines ou dangereuses : Celles-ci résultent de l'absence de services urbains de base participant à la diffusion des maladies et à la dégradation de la santé des habitants.
- Précarité du logement : Autrement dit, l'absence de documents prouvant l'occupation du terrain par ses habitants, insécurisant dès lors leur parcours.
- De la pauvreté et de l'exclusion sociale : Celles-ci ne découlent pas de la vie dans le bidonville à proprement parler, elles en sont néanmoins une des causes. Le bidonville est le reflet des barrières préexistantes entre les populations citadines et il tend à les aggraver.
- Une taille minimale : les définitions du bidonville proposent souvent de déterminer une taille minimale pour le bidonville. Elles veillent à différencier les habitations isolées des zones d'occupation à proprement parler.

À partir de ces différents points, l'ONU-Habitat a proposé une définition opérationnelle du

bidonville, reprenant ainsi les éléments recommandés par ses groupes d'experts. Celle-ci vise à mieux coordonner le travail des acteurs internationaux sur cette question. Cinq critères sont ainsi retenus :

- Absence d'accès à l'eau potable ;
- Absence d'accès aux services sanitaires ;
- Précarité des conditions de logement ;
- Surpeuplement ;
- L'insécurité et une instabilité d'occupation ;

Depuis 2002, les institutions internationales ont continué à travailler sur une définition du bidonville. L'ONU-Habitat a ajouté à ces cinq critères, deux critères supplémentaires, à savoir le caractère onéreux du logement et l'absence de services de base. L'Agence française de développement (AFD), la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement ont elles aussi travaillé à caractériser le bidonville en élargissant parfois la définition aux formes larges de l'habitat informel, aux quartiers précaires ou aux taudis.

L'AFD de son côté préfère s'appuyer sur une typologie croisant différents critères : types de bâti, rapport aux centralités, profils socio-économiques des habitants et statuts fonciers (Deboulet, 2016). Quatre profils se dégagent alors : les quartiers anciens défavorisés de la ville formelle, les quartiers non aménagés par la puissance publique, les quartiers informels en voie de consolidation et les bidonvilles, la forme la plus dégradée de ces quatre profils. Ainsi, l'approche de l'AFD laisse apparaître un continuum entre les différentes formes des quartiers précaires de la ville. Elle permet de penser les processus de dégradation du bâti de certains quartiers et de les différencier de l'amélioration d'autres zones d'habitation. Elle incite alors à penser le bidonville, non pas comme un habitat établi, mais plutôt comme un processus dynamique de « bidonvillisation ».

1.1.2.3. Les définitions en France

En France, la réflexion sur la caractérisation des bidonvilles est apparue dès les années 1960 (Blanc-Chaléard, 2016). En 1964, une typologie produite par les services de l'État différencie trois types d'habitation insalubre :

- 1) Les bidonvilles : groupes hétéroclites de logements précaires, frustes et dépourvus d'équipements, construits avec des matériaux disparates provenant le plus souvent de récupération et qui comptent ou comptaient initialement au moins 50 personnes.

- 2) L'habitat de fortune, « parfois appelé improprement "microbidonvilles" » : habitations insolites et insalubres, groupées ou dispersées, abritant moins de 50 personnes. Cette définition souligne qu'il s'agit de locaux servant à l'habitation non destinée à cet usage, et revêtant les formes les plus diverses (baraquas, carcasses de véhicules, caravanes hors d'état de rouler, abris divers...).
- 3) Les constructions provisoires, il s'agit des bâtiments appartenant à l'État ou à une collectivité, édifiés au lendemain des guerres pour reloger les sinistrés.

Dans les départements d'outre-mer, un texte de loi définit spécifiquement les « quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer ». La loi du 23 juin 2011 « portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer » fait suite au rapport de 2009 remis au gouvernement par Serge Letchimy, député de la Martinique. À ce texte, s'est ajoutée une circulaire du 31 mars 2014 relative à « l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique » qui précise les contours de la politique de résorption de l'habitat insalubre et de résorption de l'habitat spontané dans le cas des Outre-mer. Elle différencie six types d'habitats :

- L'habitat régulier : il désigne les locaux ou installations utilisés aux fins d'habitation édifiés par le propriétaire du terrain ou un titulaire de droits réels.[...] Cet habitat régulier au plan foncier n'est pas pour autant forcément salubre.
- L'habitat informel : au sens de l'article 8 de la loi du 23 juin 2011, il désigne les locaux ou installations à usage d'habitation édifiés sans droit ni titre sur le terrain d'assiette. Selon son état technique ou sanitaire, cet habitat peut être indigne ou non.
- L'habitat précaire : il renvoie à la fois à une notion technique – précarité des matériaux et du mode constructif – et à une notion de précarité sociale. S'il relève souvent de l'habitat informel, il s'en trouve aussi dans des situations foncières régulières. Il désigne les locaux et installations à usage d'habitation, construits sans permis de construire et souvent en autoconstruction.
- Le logement non décent : il désigne un logement donné en location ne satisfaisant pas les conditions et éléments d'équipement et de confort [...]. Cette notion s'applique tout autant à l'habitat informel qu'à l'habitat régulier.
- L'habitat indigne : il désigne « les locaux ou installations utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements, dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, exposent les occupants à des risques manifestes

pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé ». L'habitat indigne peut être régulier ou informel.

- Les quartiers d'habitat spontané : ils désignent, au sens de la présente circulaire, les quartiers ou secteurs d'habitat informel où 60% environ des constructions peuvent être conservées, réhabilitées et améliorées, seuls quelque 40%, au plus, pouvant relever de la démolition, soit en raison de l'insalubrité, soit en raison de leur exposition aux risques naturels ou des nécessités de l'aménagement.

À partir de cette typologie, l'administration différencie des types de logements qui sont dits récupérables ou irrécupérables. Cette approche tend donc à prendre en compte la question du bidonville comme l'une des formes s'intégrant à une question plus large relative au logement indigne et insalubre. Cette tendance s'apparente à celle observée au niveau des institutions internationales.

Julien Damon quant à lui différencie deux approches définitionnelles du bidonville, une approche *stricto sensu* visant à restreindre à des critères précis les spécificités du bidonville, et une approche *lato sensu* abordant la question du bidonville dans une perspective plus large et regroupant d'autres types d'habitats (Damon, 2017). Au vu de la littérature internationale, il semble que ce soit cette seconde approche qui prime aujourd'hui, évitant d'un côté les effets de stigmatisation produits par l'utilisation de la catégorie de bidonville et permettant de l'autre de penser le bidonville dans une perspective processuelle de construction de la ville.

1.2. Un symptôme de l'explosion démographique mondiale

1.2.1. De la révolution urbaine à la bidonvillisation

Les bidonvilles ne sont donc pas un phénomène isolé, ils font partie d'un phénomène plus global de transformation démographique et d'urbanisation mondiale. Selon la banque mondiale, la population urbaine mondiale dépasserait en 2017 les 55 % et les prédictions de l'ONU évoquent le chiffre de 70 % d'urbains en 2050, soit 6,5 milliards d'individus. La population urbaine pourrait ainsi augmenter de 200 000 habitants par jours d'ici le milieu du siècle (Marchal et Stébé, 2014). Parallèlement, les agglomérations mondiales concentrent toujours plus de richesses et elles attirent massivement les populations rurales pauvres, en particulier dans les pays du Sud. Néanmoins, un double phénomène caractérise la tendance mondiale.

D'un côté apparaît une métropolisation accrue faisant d'un petit nombre de villes les nœuds d'un réseau mondial au sein duquel circule la majorité des biens, des personnes et des informations (Ascher, 2000 ; Castells, 1998 ; Gottmann, 1990 ; Lévy, 1996 ; Lussault, 2007, 2013 ; Sassen, 1996 ; Veltz, 2014). De l'autre un processus de bidonvilisation dont les conséquences sont l'apparition de zones urbaines offrant des conditions de vie fortement dégradées, au sein de ces mêmes agglomérations mondialisées où se concentrent les richesses (Davis, 2007).

Plus généralement, la croissance urbaine est le résultat de trois phénomènes concomitant : l'accroissement naturel de la population des villes, d'autant plus fort que les migrations font affluer des populations jeunes ; les migrations des campagnes à la ville ; l'absorption des communes périphériques jusqu'ici considérées comme rurales au sein des grandes agglomérations du fait de l'étalement urbain. Aujourd'hui, c'est le premier de ces trois phénomènes qui participe le plus à l'accroissement naturel dans les pays en développement et à l'étalement urbain dans les pays développés. Ce phénomène montre que l'urbanisation n'est pas simplement un processus de concentration des populations, car il correspond également à une urbanisation des modes de vie.

Parmi les populations qui viennent faire croître les grandes agglomérations urbaines, en particulier dans les pays du Sud, ce sont les pauvres qui alimentent le plus l'accroissement démographique. Ce sont eux qui vivent et développent les quartiers disqualifiés et éloignés des centres. Bernard Granotier voyait dans ce phénomène le risque d'une « explosion urbaine » pouvant conduire à la paupérisation de la population mondiale. Sa préconisation était alors de construire massivement des logements (Granotier, 1980).

1.2.2. Compter les bidonvillois

Face au tableau dépeint par Granotier, l'urgence semble donc de comprendre les phénomènes démographiques participants à produire les bidonvilles. Depuis les années 1990, l'ONU a tenté d'évaluer la population mondiale dans les bidonvilles et d'émettre des estimations quant à l'évolution de ce chiffre. Ce travail est toutefois confronté à de multiples difficultés. Ainsi, l'ONU-Habitat a mis un terme aux estimations sur la longue durée pour se concentrer sur le recensement des bidonvilles au sein de chaque pays. Les tendances au niveau mondial s'avèrent en effet beaucoup trop complexes à anticiper et les chiffres fournis par les institutions internationales se sont souvent avérés très éloignés de la réalité. Plusieurs organisations non gouvernementales ont ainsi avancé la possibilité que la population en bidonville dépasse les 3 milliards d'habitants avant 2050, voire, qu'elle atteigne les 50 % de la population mondiale.

Ainsi en 2005, le nombre d'êtres humains dans les bidonvilles a été évalué par l'ONU à plus d'un milliard. En 2016, l'ONU a publié des chiffres plus optimistes (ONU-Habitat, 2016a, 2016b). Le nombre d'habitants dans les bidonvilles aurait connu un tournant récent et décisif. Après une augmentation régulière sur les dernières décennies, ce chiffre serait en phase de réduction depuis 2012. Alors que la population mondiale résidant en bidonville était de 689 millions en 1990, elle a atteint un summum en 2012 avec 923 millions avant de redescendre à 881 millions d'habitants en 2014. Cette augmentation de 28 % sur deux décennies doit cependant être relativisée. Rapportée au total de la population urbaine, la proportion de bidonvilles a en effet largement décru. La part des résidents en bidonville est passée de 50 % de la population urbaine à 30 % en un peu plus de 15 ans. Cette évolution s'explique par l'augmentation de 35 % à 48 % de la population urbaine durant cette période.

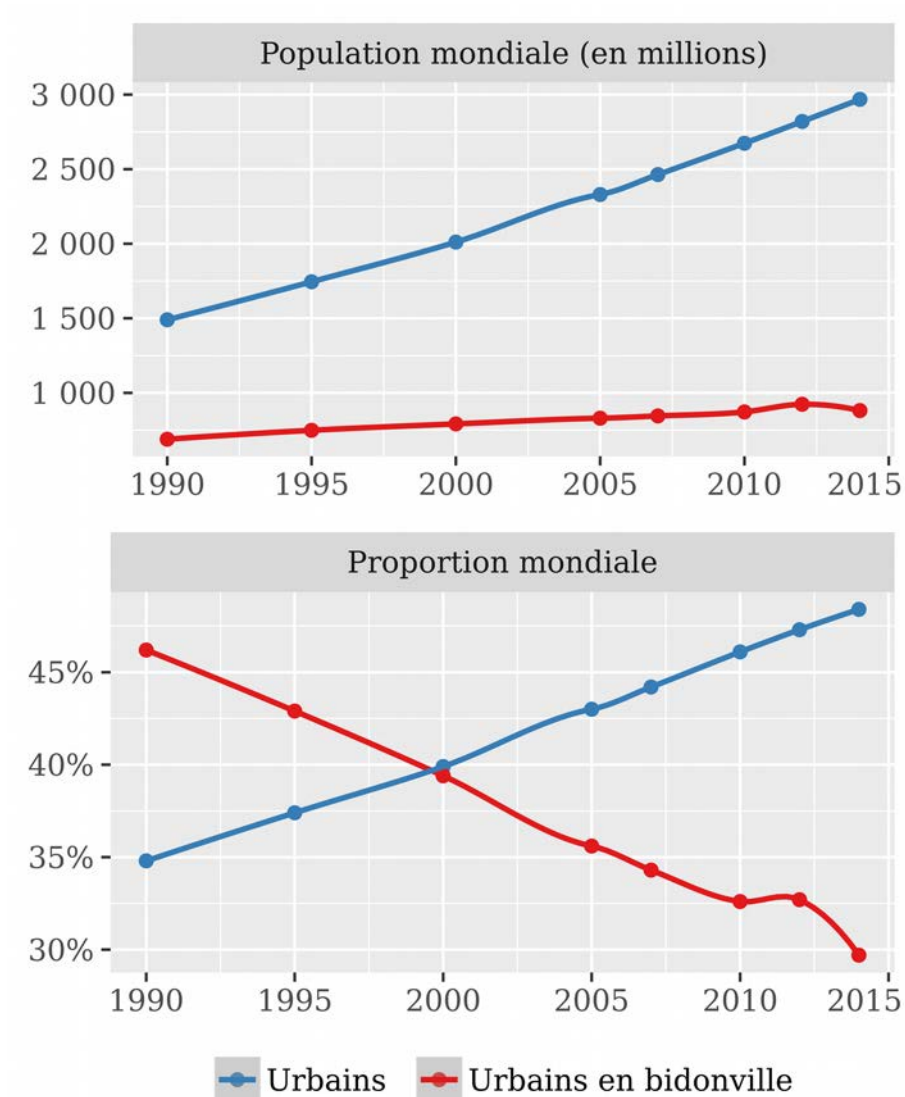


Illustration 3: Urbanisation et bidonvilles dans le monde.
Source : (UN-Habitat, 2018). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

En outre, ces évolutions sont inégalement réparties à l'échelle de la planète. Dans beaucoup de pays, la proportion de bidonvilles dépasse les trois quarts de la population urbaine. C'est principalement le cas dans les pays d'Afrique. En outre, deux profils se dégagent parmi les pays en développement.

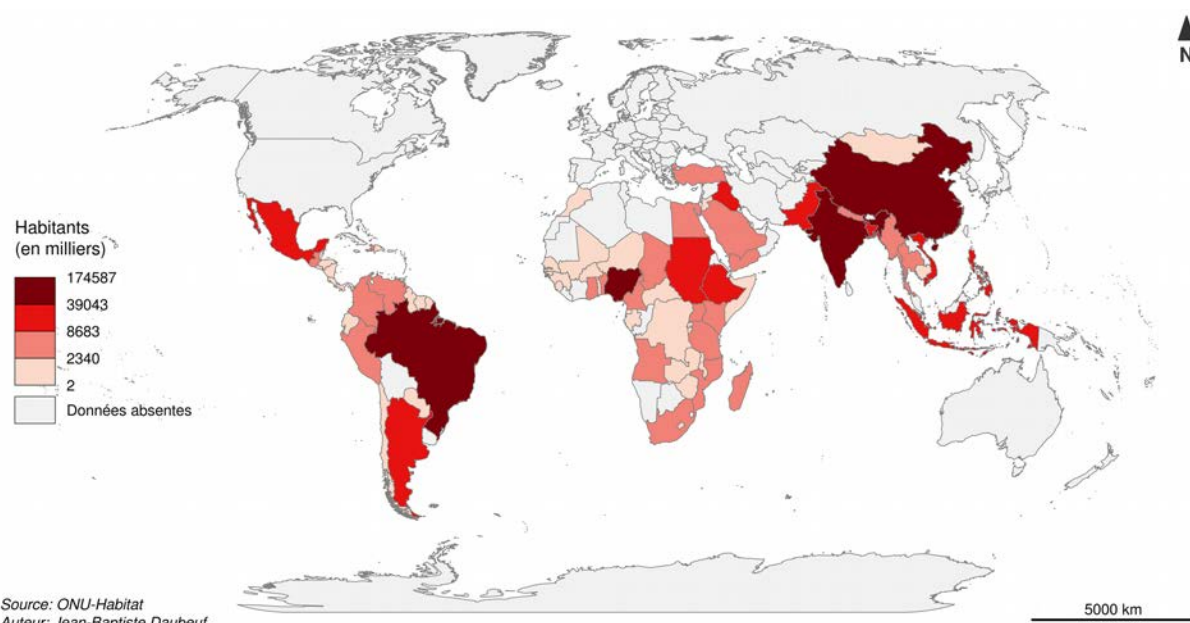


Illustration 4: Nombre d'habitants dans les bidonvilles par pays en 2005.
Source : (UN-Habitat, 2018). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

1) Les pays dont la population numérique dans les bidonvilles est très importante, mais où néanmoins elle représente une proportion de l'espace urbain faible et nettement à la baisse. Parmi ces pays, on compte la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, l'Argentine, le Mexique ou le Nigéria. Ce sont des pays marqués par un fort taux d'urbanisation et parfois par une transition urbaine déjà achevée. Leur indice de développement est élevé, tandis que leurs économies en pleine croissance en font des pays moteurs de l'économie mondiale. Toutefois, ce sont également des pays marqués par une forte inégalité et un indice de Gini¹⁰ dépassant souvent la moyenne internationale. Dans certains de ces pays, le nombre d'habitants dans les bidonvilles est à la baisse grâce aux projets de résorption de grande envergure ou à un dynamisme urbain et des règles d'urbanisation souples permettant une amélioration des conditions de vie par l'action des habitants eux-mêmes.

10. Indice mesurant la distribution des salaires pour en tirer une indication des inégalités sociales.

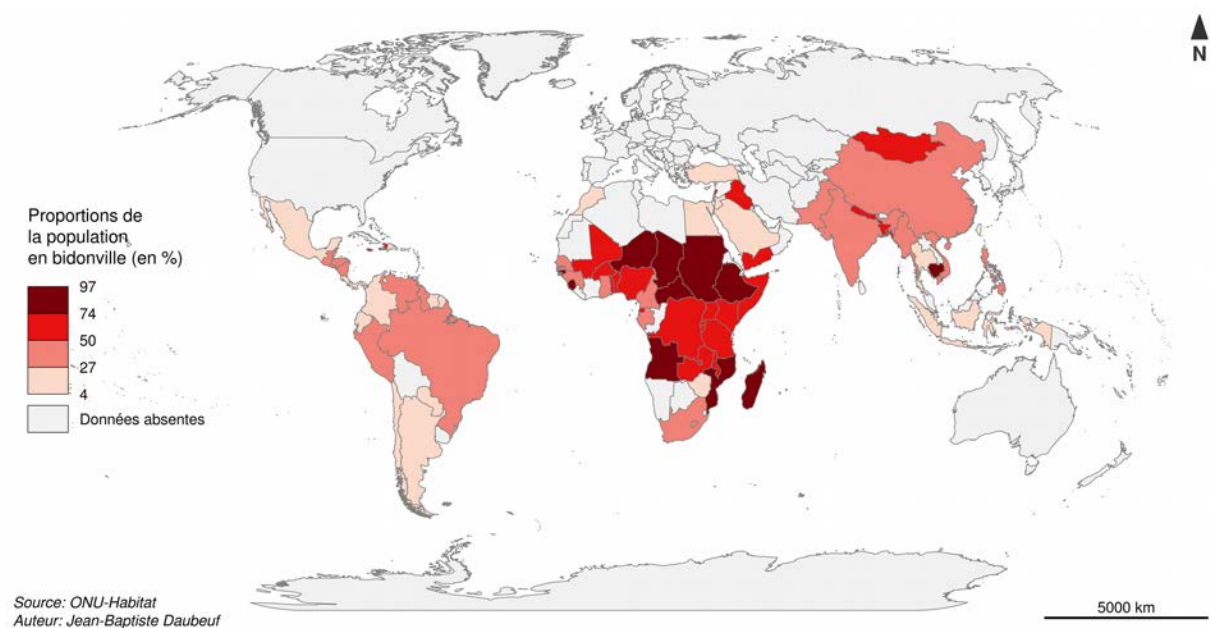


Illustration 5: Proportion d'habitants dans les bidonvilles urbains par pays en 2005.
Source : (UN-Habitat, 2018). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

2) Les pays dont la population numérique en bidonville est faible, mais dans lesquels la proportion de l'espace urbain bidonvilisé est importante et en augmentation. Parmi ces pays, on compte le Zimbabwe, le Mozambique, la Zambie, la République centrafricaine, le Cambodge, Madagascar, le Niger, l'Éthiopie ou le Tchad. Ces pays ont tout juste démarré leur transition urbaine et ils sont encore caractérisés par une population encore largement rurale. Ils sont également marqués par un faible taux de développement et une instabilité politique participant souvent à freiner les programmes de développement d'envergure. À l'intérieur de ce groupe, on trouve également l'Irak dont l'instabilité politique depuis l'invasion américaine de 2003 a conduit à une augmentation de la proportion de bidonvilles, cela malgré un taux de développement humain élevé.

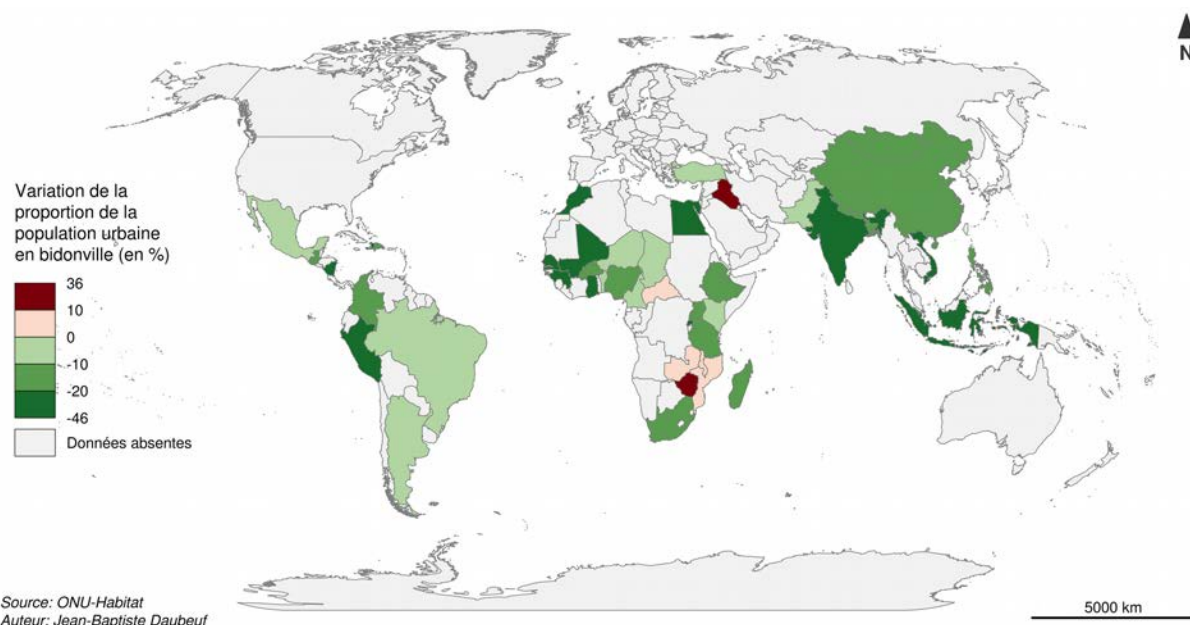


Illustration 6: Variation de la proportion des bidonvilles urbains par pays entre 1990 et 2007.
Source : (UN-Habitat, 2018). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

La réalité du bidonville connaît donc des évolutions multiples en fonction des situations nationales et urbaines. Plusieurs raisons permettent d'expliquer ces différences. Selon l'ONU ce sont les efforts politiques et les programmes internationaux entrepris sous l'égide des partenaires privés, publics et des ONG qui ont conduit à une résorption massive du nombre de bidonvilles dans certains pays. Les dernières conclusions de l'ONU à ce sujet laissent présager une tendance à l'amélioration au niveau mondial. Toutefois, comme le signale Julien Damon (2017), il est nécessaire de rester prudent avec ces chiffres dans la mesure où les estimations nationales dépendent de facteurs souvent peu renseignés par les administrations locales et ils sont donc soumis à caution(Charbit et Gaimard, 2015). De plus, la tendance actuelle de décroissance du nombre de bidonvilles reste fragile dans la mesure où les inégalités ne cessent d'augmenter et laisse donc présager le maintien d'une partie de la population mondiale dans la pauvreté.

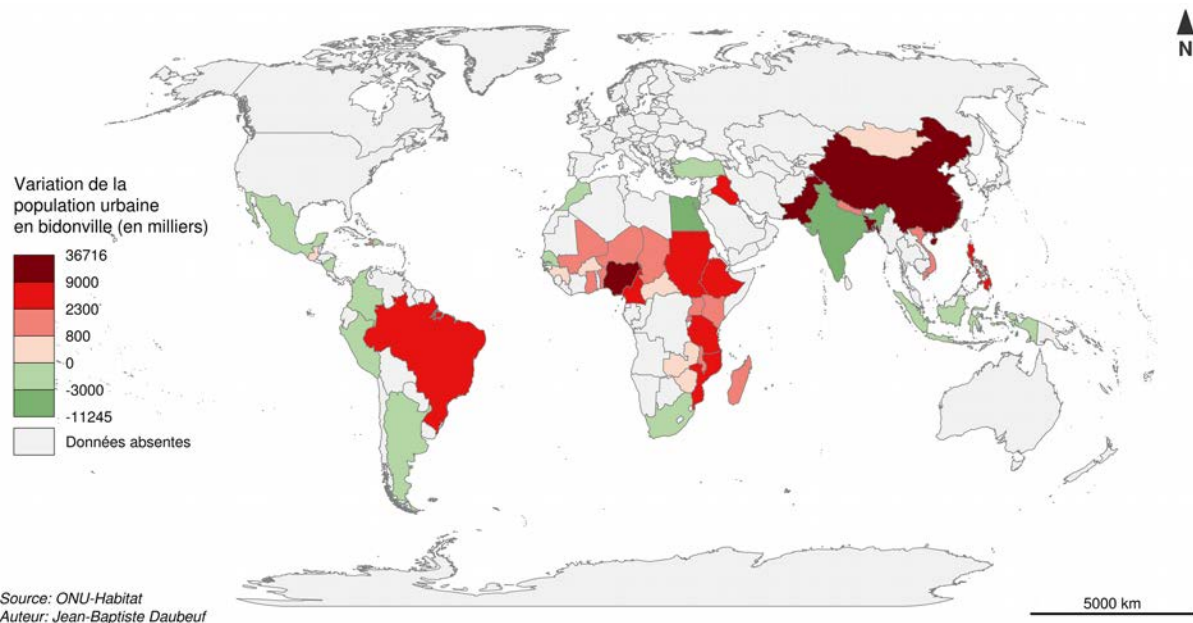


Illustration 7: Variation du nombre d'habitants dans les bidonvilles par pays entre 1990 et 2007.
Source : (UN-Habitat, 2018). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

1.2.3. Recenser : le cas de la France

Malgré la présence de bidonvilles dans plusieurs pays du vieux continent, l'Union européenne ne recense pas les bidonvilles. Ce sont principalement les ONG qui se chargent de réunir les données récoltées au niveau national. C'est le cas par exemple de la Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abris (FEANTSA) qui a développé une typologie intitulée « European Typology on Homelessness and Housing Exclusion ». Les données sont toutefois parcellaires et ne permettent pas de dégager des chiffres clairs sur la question des bidonvilles en Europe.

Contrairement à d'autres pays en Europe, l'État français mène une campagne de recensement bisannuel pour collecter des données sur les bidonvilles. La Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) a été missionnée pour réaliser ce travail en 2012. La méthode de cette administration repose sur la remontée et la centralisation des données collectées par les préfetures à partir d'une grille commune. En 2018, ce recensement en était à sa 10^e édition. Les chiffres ont peu évolué malgré une transformation et une caractérisation plus nette de l'objet recensé (Daubeuf et Marchal, 2016). Alors que dans sa première version, ce recensement évoquait les « campements illicites et leurs occupants », il fait aujourd'hui clairement référence aux bidonvilles. Cette évolution sémantique a participé à la transformation de la manière dont sont appréhendés les bidonvilles puisque ce ne sont plus seulement les installations illicites de populations considérées comme nomades qui sont au cœur du

travail de la DIHAL, mais également maintenant les migrants européens installés de façon pérenne sur le territoire français.

Ainsi, depuis 2015, le recensement de la DIHAL a retiré de son décompte ce que l'institution considère être en dehors de sa mission : les campements de migrants en région parisienne et dans le nord de la France. Si on peut voir ici une volonté de réduire de manière artificielle le nombre officiel d'installations en France, cette décision résulte également d'un besoin de mieux circonscrire le problème dans la continuité de la mission confiée par Jean-Marc Ayrault à la DIHAL en 2012, à un moment où la question se focalisait principalement sur la présence de populations s'identifiant ou identifiées comme Roms.

Entre 2013 et 2017, la DIHAL a élaboré quatre grilles différentes de collecte d'informations pour le recensement (voir Erreur : source de la référence non trouvée p.Erreur : source de la référence non trouvée). L'évolution des variables renseignées reflète la transformation du traitement politique de la question des bidonvilles, mais également la manière dont s'est construit cet instrument de gouvernance (Lascoumes et Le Galès, 2005).

La principale évolution du recensement durant cette période concerne le nombre de questions. Alors que la grille du deuxième recensement comprenait 53 variables, la grille du troisième recensement n'en contenait plus que 49 et à partir du quatrième recensement, seulement 13 questions demandaient à être renseignées. Cette dernière grille est celle ayant été utilisée le plus longtemps, de la quatrième à la septième de recensement, avant d'être légèrement modifiée à l'occasion du huitième recensement dans lequel une nouvelle question est ajoutée. Deux raisons expliquent cette évolution.

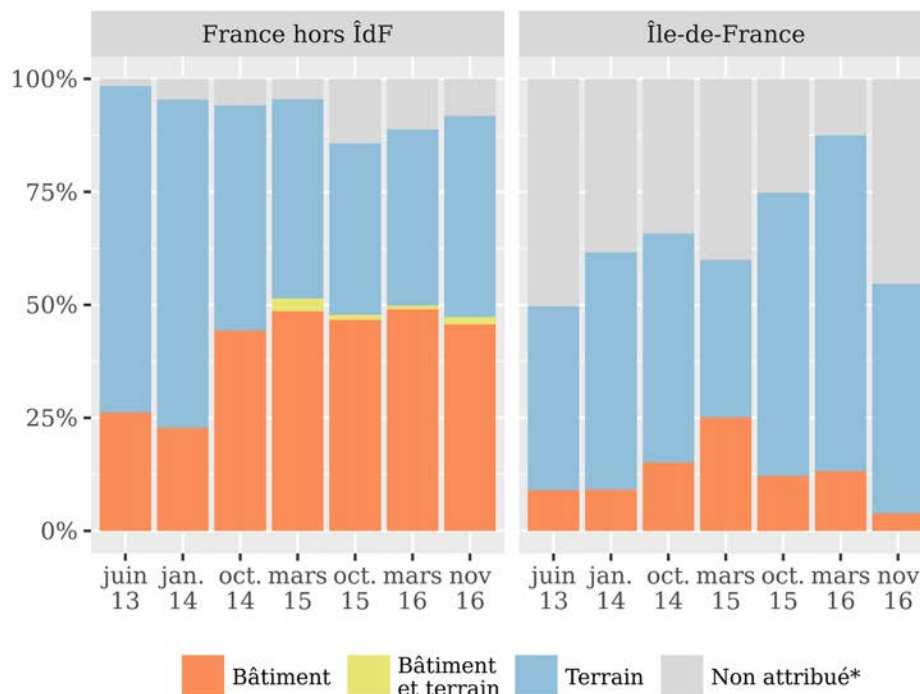
Premièrement, le fonctionnement du recensement dépend du bon vouloir des institutions préfectorales. La remontée des questions nécessite que le travail en amont soit réalisé avec rigueur, choses que les services locaux daignent souvent difficilement faire. Face à ce travail laborieux, un certain nombre de préfetures préfèrent ne pas répondre ou remplir de façon évasive le questionnaire. Face à ce problème, le délégué interministériel a dû à plusieurs reprises rappeler à ses confrères les termes de la circulaire du 26 août 2012 leur demandant de faciliter le travail de la DIHAL. Malgré tout, la réduction du nombre de questions vise à accélérer le processus de collecte des données et donc à alléger la charge de travail des correspondants locaux.

Deuxièmement, ce recentrage sur les caractéristiques générales des installations montre une transformation de l'objectif fixé par le recensement. Alors qu'à l'origine il a été pensé comme un outil de travail dédié à la prise en charge sociale (et peut-être également policière) en renseignant les caractéristiques précises des populations vivant dans les bidonvilles, le re-

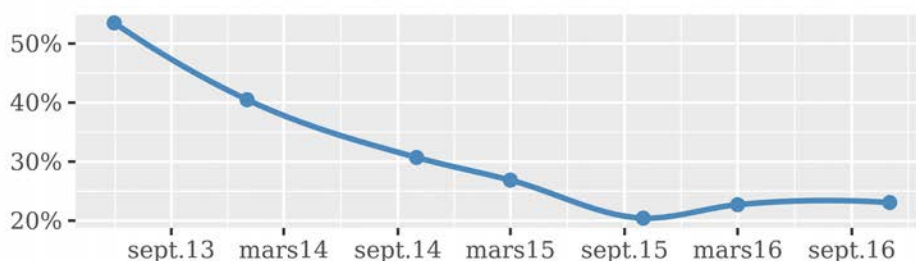
censement est principalement devenu à partir de la quatrième édition un outil de communication permettant à la DIHAL de proposer un État des lieux régulier destiné aussi bien au grand public qu'aux institutions nationales, européennes ou internationales.

En outre, on peut voir qu'à mesure que le travail de recensement avance, la définition du type d'installation mesuré par la DIHAL se transforme et se précise, tout en restant néanmoins assez évasif. La définition du terme d'installation est laissée à discrétion des correspondants locaux, ce qui peut expliquer des variations importantes dans le type de données fourni. Certaines préfectures tendent ainsi à inclure beaucoup plus facilement des installations illégales sur des terrains privés ou des squats. Le profil des différentes installations nous montre ainsi l'évolution des informations fournies par les préfectures ainsi que la diminution du poids de l'agglomération parisienne dans le recensement.

Nature des installations relatives aux bidonvilles, campements et squats entre juin 2013 et novembre 2016



Part de l'Île-de-France dans les effectifs



(*) Données non renseignées par les préfetures

Illustration 8: Évolution des types d'installations recensées par la DIHAL.
Source : (Daubeuf et Marchal, 2016). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Les chiffres disponibles en France correspondent donc plus à une évaluation qu'à des effectifs à proprement parler. En outre, ils nous montrent la manière dont s'est construit le concept de bidonville aussi bien en tant qu'instrument de gouvernance qu'en tant qu'outil de communication. Malgré tout, la stabilité des estimations sur les différentes années laisse percevoir des tendances nous renseignant sur les effectifs de bidonville en France métropolitaine. De plus, il est important de ne pas oublier que ces chiffres ne rendent pas compte de la situa-

tion dans les territoires de la Guyane, de Mayotte, de la Calédonie, de la Polynésie française, etc.

1.3. *La politique du bidonville*

Le bidonville n'est pas seulement le réceptacle de la pauvreté urbaine. Il est également un espace foncièrement politique dans lequel se joue une définition de la ville et de la cité. Il est un lieu où se rencontrent frontalement et brutalement une conception de la ville par le « haut », conçue par les décideurs politiques et les professionnels de l'urbanisme, et une manière de vivre la ville par le « bas » en bricolant et détournant l'espace urbain. Avant toute chose, le bidonville est politique parce qu'il confronte deux manières de faire la ville et fabriquer l'espace : ce que Henry Lefebvre évoque sous les termes d'espace conçu et d'espace vécu (Lefebvre, 2000).

Plus trivialement, les bidonvilles représentent une manne électorale exploitée par les politiciens locaux, bien conscients de l'utilité de ces populations pouvant être aisément convaincues contre quelques avantages matériels (Desai, 1995 ; Rodriguez-Torres, 2014 ; Verma, 2003). Toutefois, cet électorat se révèle souvent volatil parce que la concurrence pour s'attribuer ses faveurs est importante et ses attentes peuvent être parfois beaucoup plus élevées que le reste de la population (Saglio-Yatzimirsky, 2002). En réaction à ce type de comportement clientéliste, de multiples programmes sont apparus ces dernières décennies pour favoriser la démocratie participative (Heller, 2001 ; Lama-Rewal, 2011). Ces programmes ont démontré que dans certaines situations l'appropriation politique du bidonville participait à l'amélioration des conditions d'habitat des populations en leur donnant les moyens et les ressources pour se défendre contre certaines menaces juridiques ou légales. L'urbanisme et les revendications politiques des habitants doivent donc être pensés à travers leur opposition ainsi que dans leur renforcement mutuel.

1.3.1. *Informalités urbaines*

Face au besoin de les prendre en compte dans les politiques d'aménagement, l'urbanisme s'est affronté très tôt aux quartiers délabrés (Desai, 1990). Sous bien des angles, la planification urbanistique et les bidonvilles peuvent apparaître antinomiques. En effet, les bidonvilles peuvent être perçus comme un négatif des règles que tente d'édicter l'urbanisme. La distance à la loi des bidonvilles dépend toutefois des codes en vigueur.

Si dans certaines situations, les bidonvilles contreviennent clairement à la législation du fait des normes technobureaucratiques élevées, dans d'autres cas le statut juridique des bidonvilles est plus flou puisque les normes urbanistiques sont plus basses ou inexistantes, elles se rapprochent alors des caractéristiques du bidonville. Certains acteurs politiques jouent sur le caractère plus ou moins illégal des bidonvilles pour rendre juridiquement acceptable ou inacceptable leur présence (Huchzermeyer, 2014 ; Tribillon, 2015).

Quoi qu'il en soit, les bidonvilles s'inscrivent en dehors du cadre légal de l'aménagement urbain. Ils constituent l'envers de l'urbanisme formel, c'est-à-dire la ville s'élaborant par de la planification et des processus légaux de décision. Les espaces bidonvillisés constituent une zone floue de la ville, parfois reconnus, ils ne sont néanmoins pas pensés par les institutions urbaines, mais recensés et cartographiés a posteriori. Deux grandes conceptions se sont longtemps opposées sur cette question de l'informalité. Deux auteurs en ont été les porte-étendards (Soares Gonçalves, 2016).

Le premier, Hernando de Soto, considère l'informalité comme une réponse à l'incapacité de l'État à satisfaire les besoins et à réguler l'urbanisation (Soto, 2010). Selon lui, l'habitat informel est l'expression d'une volonté entrepreneuriale des populations précaires. Dès lors, il incite les pouvoirs publics à produire un choc économique en formalisant massivement les activités informelles caractérisant ces quartiers. Pour lui, seule la propriété privée serait à même de résoudre la précarité des bidonvilles puisqu'elle entraîne un plus grand respect des pauvres envers la loi. Paulo Rabello de Castro a poursuivi les idées de Hernando de Soto. Il affirme que l'accès à la propriété peut sortir de la pauvreté les habitants de la favela de Cantagalo à Rio de Janeiro en leur faisant accéder à un statut de « précitoyen » (Castro, 2011). Ainsi, la propriété est pour lui un moyen de responsabiliser les pauvres et donc de mettre fin à leur infantilisation. Cette approche de l'informalité et des réponses à y fournir a souvent été considérée comme une conception néolibérale de l'urbain (Delville, 2005 ; Sgard, 2005). En effet, Hernando de Soto défend l'idée d'une réduction de la place de l'État et d'une autorégulation du marché immobilier dont les conséquences produiraient à terme des effets vertueux.

Une deuxième conception insistant sur l'informalité des bidonvilles a été défendue par l'écrivain Mike Davis (Davis, 2007). Il adopte dans son ouvrage une posture critique l'amenant à défendre une vision apocalyptique de l'urbain et à alerter l'opinion publique sur l'urgence majeure que représente la lutte contre l'extension des bidonvilles. Selon lui, les bidonvilles sont l'expression de ce que le capitalisme produit de plus dégénéré. Ils sont à la fois des incubateurs de maladies et des lieux politiquement impitoyables pour les travailleurs les plus fragiles, où l'exploitation humaine croise l'exclusion. Les bidonvilles seraient alors une forme de « marginalité dans la marginalité ». Cette vision a été critiquée par Ananya Roy (Roy,

2009). Elle reproche à Davis de reproduire des stéréotypes sur l'informalité et la pauvreté ainsi que de commettre une erreur flagrante d'analyse en faisant du bidonville l'archétype de l'habitat destiné à l'installation de migrants ruraux pauvres, mis au ban de la société par la désindustrialisation et les politiques néolibérales d'ajustement structurel.

Les conceptions de l'informalité défendues par ces deux auteurs illustrent la diffusion durant les années 1990 d'un discours néolibéral positivement ou négativement reçu dont les caractéristiques seraient d'être global et prédominant, impactant les manières de faire la ville, de la penser et de la gouverner (Harvey, 2011 ; Jessop, 2002). En effet, de nombreux travaux durant cette période ont montré que la gestion technique et managériale de la ville s'est vue remplacer par une gestion entrepreneuriale tournée vers l'économie de marché (Harvey, 1989). La croissance économique est donc devenue pour une large partie des grandes agglomérations mondiales l'un des enjeux principaux, au-dessus du développement social (Kennedy, 2014). Cette vision prédominante du néolibéralisme doit cependant être relativisée dans la mesure où parallèlement à la diffusion d'un dogme néolibéral, la ville a été le lieu de nombreux mouvements sociaux. En effet, la mise en place de l'agenda néolibéral s'est accompagnée d'une décentralisation du pouvoir qui s'est traduite par la préservation des privilèges de l'oligarchie locale dans certains cas, mais également par la diffusion effective de la démocratie dans d'autres (Heller, 2001 ; Heller et Evans, 2010 ; Lama-Rewal, 2011).

Pour mieux comprendre la place qu'occupe l'informalité urbaine, Ananya Roy considère qu'« As a concept, urban informality [...] is a heuristic device that uncovers the ever-shifting urban relationship between the legal and illegal, legitimate and illegitimate, authorized and unauthorized. This relationship is both arbitrary and fickle and yet is the site of considerable state power and violence »¹¹ (Roy, 2011, p. 233). Habitats formels et habitats informels ne s'opposent donc pas directement. Au contraire, ils se rejoignent sur une ligne de tension le long de laquelle l'informalité dépend de critères multiples tel que la qualité du bâti, le statut du terrain, la conformité du plan d'aménagement, etc. Ceci démontre que les manières de construire de l'urbain sont diverses et dépendent des compétences, des ressources ou de l'ingéniosité des populations. Cette conception de la ville démontre également le caractère d'« ordinary city » à part entière des villes du Sud, pourtant souvent perçues comme n'appartenant pas à l'urbain mondialisé (Robinson, 2005). Poussant la réflexion plus loin, Ananya Roy propose le concept de « subaltern urbanism ». Selon elle, l'informalité déployée par les habitants des bidonvilles est une remise en cause de la conception dominante et formaliste de la ville. Ce

11. En tant que concept, l'informalité urbaine (...) est un dispositif heuristique qui révèle la relation urbaine en constante évolution entre le légal et l'illégal, le légitime et l'illégitime, l'autorisé et le non autorisé. Cette relation est à la fois arbitraire et inconstante, pourtant, c'est le lieu d'un pouvoir d'État considérable et violent.

concept souhaite montrer le caractère innovant des espaces d'informalité, à l'opposé de la vision misérabiliste et humanitariste qu'ils peuvent habituellement susciter. Les bidonvilles, comme les autres zones urbaines, sont un script participant à l'invention de la ville et de la citoyenneté (Agier, 1999 ; Holston et Caldeira, 2008). Ils participent pleinement à la construction de l'urbain, malgré les modalités spécifiques auxquelles ils sont confrontés (Bolay, Chénal et Pedrazzini, 2016).

1.3.2. Gouvernance et politique du bidonville

Les interventions urbanistiques portant sur les quartiers informels précaires, souvent réalisées en dehors des normes de planification en vigueur, en particularité dans les très grandes agglomérations, participent à renforcer l'image « d'espace d'exception » associée aux bidonvilles (Roy, 2005). Cette situation illustre de manière flagrante la réalité des grands événements internationaux : leur organisation pousse les agglomérations à mettre en place de grands plans de réaménagement urbain dédié seulement aux quelques semaines de manifestations (Bass, 2009 ; Baviskar, 2011 ; Braathen, Mascarenhas et Sørboe, 2015 ; Pillay, Tomlinson et Bass, 2009 ; Swart et Bob, 2009). L'objectif principal de ces événements reste la promotion des agglomérations au rang de villes de classe mondiale. Dès lors, les bidonvilles n'ont que très peu leur place au sein du tissu urbain.

Les privilèges accordés par les grandes agglomérations aux équipements de classe mondiale se retournent le plus souvent contre les habitants des quartiers précaires. Cette situation compromet leur « droit à la ville », aussi bien dans le sens que lui donnait Henry Lefebvre (2009), c'est-à-dire le droit d'accéder aux centralités politiques, économiques ou culturelles, qu'au sens que lui donne David Harvey, c'est-à-dire le droit de participer à la fabrication de la ville (2015). Ainsi, cet urbanisme gouverné par les grands projets n'est pas sans se confronter à la résistance citoyenne des habitants des quartiers aussi bien que des militants politiques et associatifs défendant leurs droits. Ces mouvements peuvent alors prendre des formes multiples allant de la revendication de l'identité culturelle des implantations à la démarche légaliste pour faire reconnaître la légitimité de demeurer des habitants (Erdi-Lelandais, 2013, 2014 ; Mathieu, 1999 ; Péchu, 1996, 2007).

En tant qu'espaces informels, mais également illégaux, les bidonvilles, les quartiers précaires et les squats (Aguilera, 2012), font l'objet d'une gouvernance spécifique relative aux « illégalismes », c'est-à-dire à « l'ensemble des activités de différenciation de catégorisation, de hiérarchisation et de gestion sociale des conduites définies comme indisciplinées » (Lascombes, 1996). En outre, une différence de traitement marque les conduites de débordement

de la loi, alors que certains groupes sociaux sont réprimés, d'autres ne le sont pas : « La pénalité serait alors une manière de gérer les illégalismes, de dessiner des limites de tolérance, de donner du champ à certains, de faire pression sur d'autres, d'en exclure une partie, d'en rendre utile une autre, de neutraliser ceux-ci, de tirer profit de ceux-là » (Foucault, 1993, p. 277). La gestion de l'informalité par les grandes agglomérations répond donc à des principes de mesure et de tolérance vis-à-vis de la loi, les institutions interprètent et appliquent de manière variable les sanctions prescrites par la loi.

Les réponses politiques concrètes face aux illégalismes varient en fonction de la législation locale concernant l'habitat informel, de l'interprétation de celle-ci, des institutions chargées de s'occuper de cette question et de leur échelle d'action. À partir de ce point, les actions contre les bidonvilles oscillent entre deux ordres allant d'une approche répressive laissant peu de marges aux occupants, à une approche plus intégrée et participative « in situ » (Sutherland et al., 2015).

Dans la majorité des pays du monde, les expulsions et démolitions continuent d'être les principales solutions choisies par les États et les institutions locales. Les conséquences de ces solutions ont été le plus souvent de faire refluer les habitants des bidonvilles vers les marges de la ville (Bhan et Shivanand, 2013 ; Dupont, 2010, 2015 ; Dupont et Vaquier, 2014 ; Leckie, 1994 ; Vitale, 2009). Les politiques d'expulsion s'étalent parfois sur plusieurs années, les quartiers informels se consolident tout en voyant planer sur eux le doute de l'évacuation, celle-ci pouvant survenir à n'importe quel moment, voire ne jamais arriver (Clerc, 2005). Cette tolérance peut découler de stratégies menées par les gouvernements pour spéculer sur le foncier (Smart, 2001), entretenir des réseaux clientélistes (Varley, 1998), maintenir des formes de pression sur certains groupes sociaux (Aguilera, 2017) ou simplement être le résultat de la faillite des gouvernements (Maccaglia, 2009).

Si les expulsions aggravent souvent la situation de pauvreté dans laquelle se trouvent les populations, la méthode d'amélioration des conditions de vie dans le bidonville est quant à elle parsemée de contradictions. Ces modes d'action se basent sur le maintien temporaire des habitants dans des conditions de vie dégradées. La normalisation des bidonvilles se confronte aux normes en vigueur, beaucoup plus élevées que ce à quoi les habitants peuvent prétendre généralement, tout du moins sans un investissement institutionnel (Milbert, 2006). Ainsi, la perspective défendue par Hernando de Soto fait reposer sur les épaules des habitants la charge d'améliorer leurs conditions de vie par eux-mêmes. L'autre possibilité est de confier aux institutions la charge d'agir directement sur le bâti, les services de base ou l'accompagnement des habitants. Cette approche laisse apparaître rapidement des limites puisque les institutions disposent rarement des moyens nécessaires pour agir. En outre, les actions que les institutions

mènent se révèlent souvent contraires à l'intérêt des populations (Payne, Durand-Lasserve et Rakodi, 2009). En effet, elles ne servent parfois que les habitants les plus dotés en ressources et délaissent les autres. Ces derniers sont alors expulsés progressivement et indirectement à mesure que le coût de la vie augmente (Burgess, 2008 ; Desai et Loftus, 2013 ; Gulyani et Talukdar, 2008).

Alors que jusqu'à récemment, la disparition des bidonvilles était un objectif poursuivi par l'ensemble des grandes agglomérations, l'habitat dégradé fait l'objet de plus en plus d'une valorisation touristique et architecturale poussant les gouvernants locaux à maintenir leur présence en les réaménageant (Dupont et Ramanathan, 2007 ; Giraud et Cadavid, 2011 ; Mukhija, 2001, 2003). Dans les pays du Sud, des formes touristiques spécifiques se sont ainsi développées pour aller à la découverte des bidonvilles dont l'image a imprégné l'imaginaire occidental (Frenzel, 2016). Le caractère populaire et folklorique des constructions pousse certaines classes moyennes intellectuelles à investir et à s'approprier ces quartiers, participant ainsi à leur gentrification (Bautès, Saglio-Yatzimirsky et Boissinot, 2011). Ce phénomène mène souvent au départ des populations les plus pauvres. Cet attrait nouveau pour les bidonvilles ne découle pas simplement du faible coût du foncier, mais également de leur caractère culturel spécifique. Il engrange néanmoins une certaine méfiance des habitants par rapport aux motivations des institutions que l'on soupçonne de participer à ces « expulsions silencieuses » (Cadavid, 2011 ; Patel, 1996). Ainsi, la participation communautaire est devenue un enjeu central pour certains acteurs agissant pour la normalisation des bidonvilles (Dupont et al., 2014), autant pour préserver les plus pauvres du phénomène de gentrification que pour maintenir vivant le caractère culturel associé à ce mode de vie et à ce type d'architecture (Benstein-Jacques, 2001 ; Dorel, 2015 ; Drummond, 1993).

1.3.3. En France : des politiques floues et changeantes

En France, approche répressive et approche normalisatrice se retrouvent avec des différences importantes selon les territoires (Aguilera, 2016 ; Cousin et Legros, 2014). En effet, le choix de l'approche adoptée dépend souvent de la situation locale, de la position défendue par les acteurs de l'État, les élus, les collectivités territoriales, les représentants associatifs ou politiques, etc. Ainsi, on observe que certains territoires font un usage beaucoup plus intensif que d'autres des expulsions. C'est particulièrement le cas en l'Île-de-France puisqu'en 2017 cette région regroupe à elle seule 63 % des expulsions pour seulement 38 % des habitants en bidonville, soit 7 125 personnes expulsées. Ces chiffres ont d'ailleurs largement évolué depuis 2012, date du début du recensement mené par la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et l'European

roma rights center (ERRC).

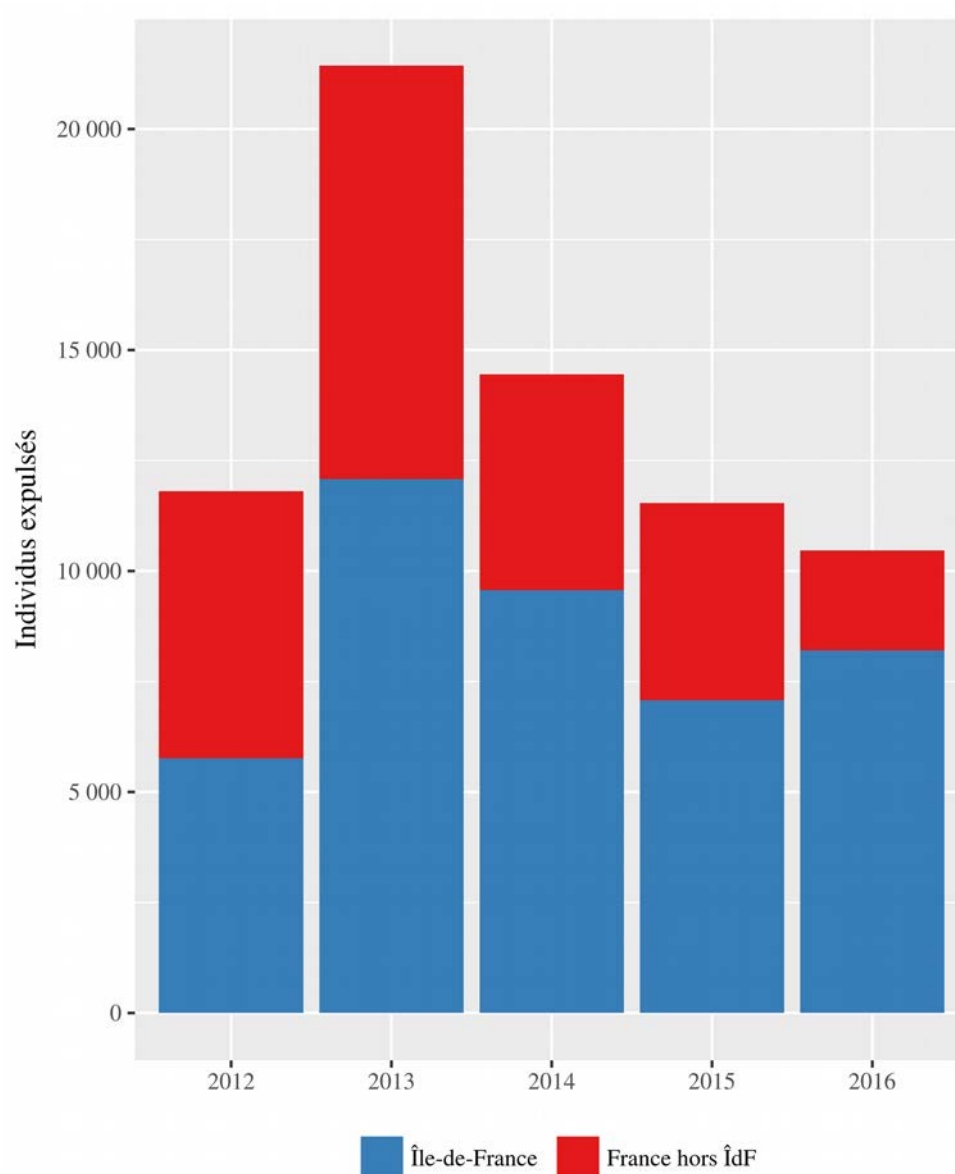


Illustration 9: Expulsions de personnes identifiées comme Roms vivant en squats ou en bidonvilles.

Source : (Ligue des droits de l'Homme, 2018). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Au-delà de la construction d'une politique de gouvernance des bidonvilles spécifique à certaines régions et pas à d'autres, ces chiffres sont également l'expression des sorties médiatiques répétées de certains acteurs politiques au sein des plus hautes instances de l'État. Si d'un côté, la responsabilité revient aux institutions locales de gouverner ces questions (préfectures, communes, départements, régions), notamment depuis la décentralisation, de l'autre, l'État

continue à garder une emprise sur certaines compétences pourtant déléguées, notamment à travers des impulsions politiques exceptionnelles se fondant sur des encouragements insistants à mener des modes de gouvernance spécifiques sans que ceux-ci aient de fondements juridiques ou législatifs (Aust et al., 2014 ; Epstein, 2013). C'est ainsi que Manuel Valls en 2012, alors ministre de l'Intérieur, a encouragé explicitement les préfets à mener des séries d'expulsions sans que celles-ci aient fait l'objet d'une circulaire en faisant la demande. Les réponses apportées aux bidonvilles en France évoluent donc dans une zone de flou au sein de laquelle la gouvernance est discontinuée et prend des formes variables. Thomas Aguilera considère ainsi que l'inaction politique répond à une volonté stratégique des acteurs publics de maintenir les bidonvilles dans un état d'exception (Aguilera, 2017).

Si la circulaire du 26 août 2012 « relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites » rappelle explicitement la nécessité de mener des expulsions lorsque celles-ci ont été décidées, elle mentionne surtout le besoin d'évaluer les situations et de protéger les occupants. Néanmoins, aucun moyen, dispositif et interlocuteur ne sont clairement mentionnés dans ce texte. Ce faible éclairage des réponses à apporter laisse les représentants de l'État et les collectivités locales libres de mener des actions de répression ou d'accompagnement en fonction des situations politiques locales ou des enjeux électoraux. Cette première circulaire de 2012 ne définit donc aucune ligne directrice ni ne fixe d'objectifs quantifiés.

L'instruction du Gouvernement datant du 30 janvier 2018 et visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles revient plus précisément sur les actions devant être menées. Elle fixe un objectif de résorption complet des bidonvilles en France d'ici 2023. En outre, l'instruction « préconise le développement d'actions qui ont fait la preuve de leur efficacité dans certains territoires et se caractérisent par : - la définition et la mise en œuvre d'une stratégie territoriale poursuivant un objectif clairement exprimé de résorption des bidonvilles ; - un partenariat impliquant tous les acteurs concernés à l'échelle d'un territoire pertinent et engageant de manière indispensable les collectivités territoriales ; - une gestion globale, s'inscrivant dans le temps, depuis l'installation du campement jusqu'à sa disparition, et alliant à la fois programmes d'insertion en France, respect des lois de la République et coopération transnationale avec les pays d'origine des populations ». Cette nouvelle étape de l'action publique en France laisse envisager un tournant dans la gestion politique de cette question. Le curseur pourrait alors se déplacer vers une situation où les interventions de normalisation et de régulation sont devenues l'outil principal de la résorption. Cette dernière circulaire laisse toutefois dans le flou la question des moyens financiers à mobiliser, des acteurs chargés de la résorption et des modes d'actions à adopter.

1.4. L'action (dé)socialisatrice du bidonville ?

Comme cela a été mentionné plus haut, la notion de bidonville est chargée de connotations stigmatisantes. Dès lors, l'image que renvoie le bidonville participe à positionner socialement ses habitants. Néanmoins, les mécanismes rentrant en jeu dans la relation entre le bidonville et la société obligent à penser le positionnement subalterne des habitants non pas de manière figée, mais plutôt d'une façon dynamique.

1.4.1. Exclusion

Les bidonvilles appartiennent à une frange de la ville que l'on pourrait aisément qualifier « d'exclue ». À l'instar de la notion de bidonville, celle d'exclusion recouvre également un champ sémantique flou et large à la fois. La définition de l'exclusion est donc foncièrement politique. Fréquemment utilisée aujourd'hui, elle « est en train de subir le sort de la plupart des termes qui ont été consacrés de nos jours par la médiocrité des modes intellectuelles et universitaires : elle est saturée de sens, de non-sens et de contresens ; finalement, on arrive à lui faire dire à peu près n'importe quoi, y compris le dépit de celui qui ne peut obtenir tout ce à quoi il prétend » (Freund, 1998).

Ainsi, le sens donné à la notion d'exclusion dépend de la situation sociale dans laquelle est apparue son utilisation. Au Brésil ou en Inde, elle est mobilisée dans le cadre de débats portant sur l'impact du capitalisme ou sur l'augmentation de la pauvreté (Saglio-Yatzimirsky et Landy, 2014). En effet, les discussions concernant la mise au banc d'une partie de la population ont le plus souvent émergé suite à la décolonisation ou la fin des régimes dictatoriaux, alors qu'une des priorités était le développement démocratique et l'intégration sociale. À partir des années 1990, les débats sur l'exclusion, aussi bien dans les pays du Sud que les pays du Nord se sont tournés vers la place réservée à la protection sociale et à son rôle dans la lutte contre les inégalités (Marcel et Verley, 2011). Cette transformation correspond à un changement dans la nature de l'exclusion, appelée « nouvelle pauvreté en France », lié à la modification des formes sociales de la solidarité. Dans un contexte de mondialisation et d'urbanisation, ces transformations sont vues par certains comme une menace tandis que d'autres y voient au contraire de nouvelles opportunités sociales et économiques (Damon, 2014).

En France, il est intéressant de constater que la notion d'exclusion est directement liée aux bidonvilles. Le travail mené par l'abbé Joseph Wresinski et l'association d'Aide à toute détresse¹² (ATD) a préfiguré les débats sur la définition de cette notion. On ne parle alors pas en-

12. Devenue aujourd'hui l'association Agir Tous pour la Dignité du Quart monde (ATD Quart Monde).

core d'exclusion, mais plutôt de sous-prolétariat. Les recherches menées par le sociologue Jean Labbens aux côtés de Wresinski ont posé les bases de la définition du sous-prolétariat contemporain et plus généralement de l'action de sensibilisation sur l'exclusion menée ultérieurement par l'association. Dans « la condition sous-prolétarienne », le chercheur décrit ainsi les conditions de vie dans les constructions de fortune bâties dans l'urgence après la Seconde Guerre mondiale et encore occupées vingt ans plus tard à Noisy-le-Grand (Labbens, 1965). En préface de l'ouvrage, le fondateur d'ATD considère que « partout où le monde est entré dans l'ère industrielle, les très pauvres réagissent devant la misère par certaines attitudes similaires qui ne favorisent pas leur promotion. Ils donnent ainsi au sous-prolétariat un visage universel. [...] Nous le retrouvons aussi bien dans les "barriadas" de Lima et les "slums" de Calcutta que dans les bidonvilles de la région parisienne » (Wresinski, 1965, p. 11).

À cette époque, la question du travail continu d'être au cœur du débat social. Le rejet du travail dont feraient preuve ces groupes justifie pour Wresinski l'utilisation de la notion de sous-prolétariat. En effet, « le sous-prolétariat est formé d'un noyau de familles françaises venant du monde du travail, dont la plupart ont connu depuis plusieurs générations la misère et l'exclusion sociale, et se sont forgés une façon de vivre et de penser leur permettant de survivre dans les conditions qui sont les leurs » (Wresinski, 1983). Il fait alors directement référence à la définition que Karl Marx donnait de cette notion lorsqu'il évoquait le groupe antirépublicain mobilisé par Napoléon III pour mener un coup d'État contre la Deuxième République et instaurer le Second Empire. Pour le philosophe, l'empereur s'était alors allié avec un « lumpenprolétariat », autrement dit, avec « des roués ruinés n'ayant ni ressources ni origine connues... [...] les rebuts et laissés pour compte de toutes les classes sociales, vagabonds, soldats renvoyés de l'armée, échappés des casernes et des bagnes, escrocs, voleurs à la roulotte, saltimbanques, escamoteurs et pickpockets, joueurs, maquereaux, patrons de bordels, portefaix, écrivassiers, joueurs d'orgue de barbarie, chiffonniers, soulographes sordides, rémouleurs, rétameurs, mendiants, en un mot toute cette masse errante, fluctuante et allant de-ci de-là que les Français appellent "la bohème" » (Marx, 2007). Les habitants des bidonvilles, comme une grande partie de ceux considérés comme marginaux, sont donc renvoyés à une même condition sociale leur faisant endosser l'habit d'une « classe dangereuse », c'est-à-dire d'un groupe surnuméraire résultant de la croissance incontrôlée des aires urbaines (Chevalier, 1994).

C'est le livre de René Lenoir publié en 1974, alors secrétaire d'État à l'action sociale en France, qui a toutefois fait entrer le terme d'exclusion dans le débat public. Selon lui, environ dix pour cent de la population peut être considérée comme exclue, c'est-à-dire aussi bien les handicapés physiques et mentaux que les invalides, les drogués, les délinquants, les margi-

naux, les asociaux, les parents isolés et les autres « inadaptés » (Lenoir, 1989). Cette conception de l'exclusion tend alors à polariser la société, entre d'un côté les « inclus » et de l'autre les « exclus » : « De fait l'exclusion sociale, forgée pour parler d'une frange spécifique du sous-prolétariat des bidonvilles des années 1960 exclue de la société de progrès, et avec dès les débuts conscience des limites du terme, tend à devenir une non-réalité sociologique dans son acception large et désignant des populations toujours plus nombreuses : il existe toujours des liens sociaux qui relient (l'assistance publique et privée, la famille, la sociabilité de la rue, etc.) (Brodiez-Dolino, 2016).

Pour le dire autrement, les habitants des bidonvilles ne sont pas en eux-mêmes des « exclus », mais ils sont plutôt confrontés à des processus d'exclusion participants à les mettre au ban de la société (Goldstein, 2013 ; Hervo et Charras, 1971 ; Saggio-Yatzimirsky, 2002, 2013 ; Scheper-hughes, 1993). C'est pour cette raison qu'il semble plus pertinent de penser l'exclusion comme un spectre plutôt que comme un état figé et stratifié. Les analyses de Georg Simmel sur la pauvreté ont préfiguré cette conception plus dynamique de l'exclusion (2011). Selon lui, les pauvres ne sont pas un groupe en dehors de la société, ils occupent un rôle auquel les assigne la société, « Les pauvres se situent d'une certaine manière à l'extérieur du groupe ; mais ceci n'est rien de plus qu'un mode d'interaction particulier qui les unit à l'ensemble ». Du fait de son caractère arbitraire et de la diversité des situations sociales et politiques auxquelles elle renvoie, l'exclusion doit être observée à la lumière des relations d'interdépendance qu'elle produit. En effet, l'exclusion se comprend beaucoup mieux du point de vue relationnel que de celui substantiel.

Robert Castel (1995) montre ainsi comment s'est construite l'exclusion d'une partie de la population à mesure que se généralisaient le salariat et les droits qui lui sont associés. L'accroissement du chômage à partir des années 1970 en France a été l'élément déclencheur d'une « désaffiliation » accrue d'une frange entière de la société. Serge Paugam quant à lui a décrit comment les institutions sociales participaient à la « disqualification » des groupes sociaux les plus vulnérables, mais également comment les individus négociaient, surmontaient, se soumettaient ou rejetaient leur rôle de pauvre. Ainsi, les habitants du bidonville « négocient la disqualification sociale en recréant un ensemble de normes dans un milieu fortement stigmatisé » (Paugam, 2013, p. 147).

Dans cette perspective, l'exclusion sociale résulte de la faiblesse des moyens dont disposent les pauvres pour négocier leur place au sein de la société et agir sur leur environnement, « social exclusion can [...] be constitutively a part of capability deprivation as well as instrumentally a cause of diverse capability failures »¹³ (Sen, 2000). Dans le cas du bidonville,

13. « l'exclusion sociale peut (...) faire partie intégrante de la privation de capacités et, sur le plan

cette absence de « capacité » participe à l'enfermement des individus dans le dénuement et dans leur rôle de pauvre.

1.4.2. Ségrégation

Dans un second temps, la socialisation des habitants du bidonville dépend de l'espace qui leur est accordé au sein de la société. En effet, l'espace est une production sociale et il est donc potentiellement la source d'inégalités, d'injustices et d'exploitations (Harvey, 2007), « en plus d'être un moyen de production, c'est aussi un moyen de contrôle et donc de domination du pouvoir » (Lefebvre, 2000, p. 26). Il représente un système de relations entre les individus, les institutions et les lieux. Tout en étant déterminé par les sociétés humaines, l'espace détermine le social et agit comme un puissant moteur d'organisation politique. Le capitalisme joue un rôle prépondérant dans l'organisation de l'espace des sociétés contemporaines, que cela soit aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux du Sud (Banerjee-Guha, 1997, 2009 ; Carlos et Oliveira, 2004). Toutefois, chaque société et chaque groupe social répondent et réagissent à ces injonctions spatiales en s'appropriant et en détournant l'espace à leur avantage. Les bidonvilles apparaissent souvent comme le résultat de cette domination par l'espace des populations les plus pauvres. Néanmoins « "slums" are frequently much less 'under-integrated' than is commonly believed, at least regarding the informal employment market ; and city centers do function, in interrelations with urban peripheries »¹⁴ (Saglio-Yatzimirsky et Landy, 2014, p. 8-9). Les bidonvilles se trouvent à la lisière entre le besoin des populations d'accéder aux centres et les effets de relégation produits par la production sociale de l'espace.

La ségrégation désigne ce processus par lequel « social discrimination results in spatial separation » (Dupont et Landy, 2005 ; Gervais-Lambony, 2003). Les causes de la ségrégation sont donc à trouver dans le phénomène de mondialisation et d'éclatement métropolitain (Graham, 2001 ; Soja, 2000). Les transformations contemporaines de l'économie participent ainsi à produire ce que Saskia Sassen nomme la « société duale ». Selon la socioéconomiste, les classes les plus riches auraient fait sécession pour s'enfermer dans un monde clos et hyper mobile dans lequel les autres groupes sociaux ne sont là que pour les servir (2000). Ce processus de fragmentation de l'espace est accentué par l'exclusion des pauvres (Dupont et Ramathan, 2007 ; Durand-Lasserve et Royston, 2002 ; Gervais-Lambony, Landy et Oldfield, 2005). Néanmoins, comme l'ont montré les travaux sur la grande bourgeoisie, l'isolement des riches

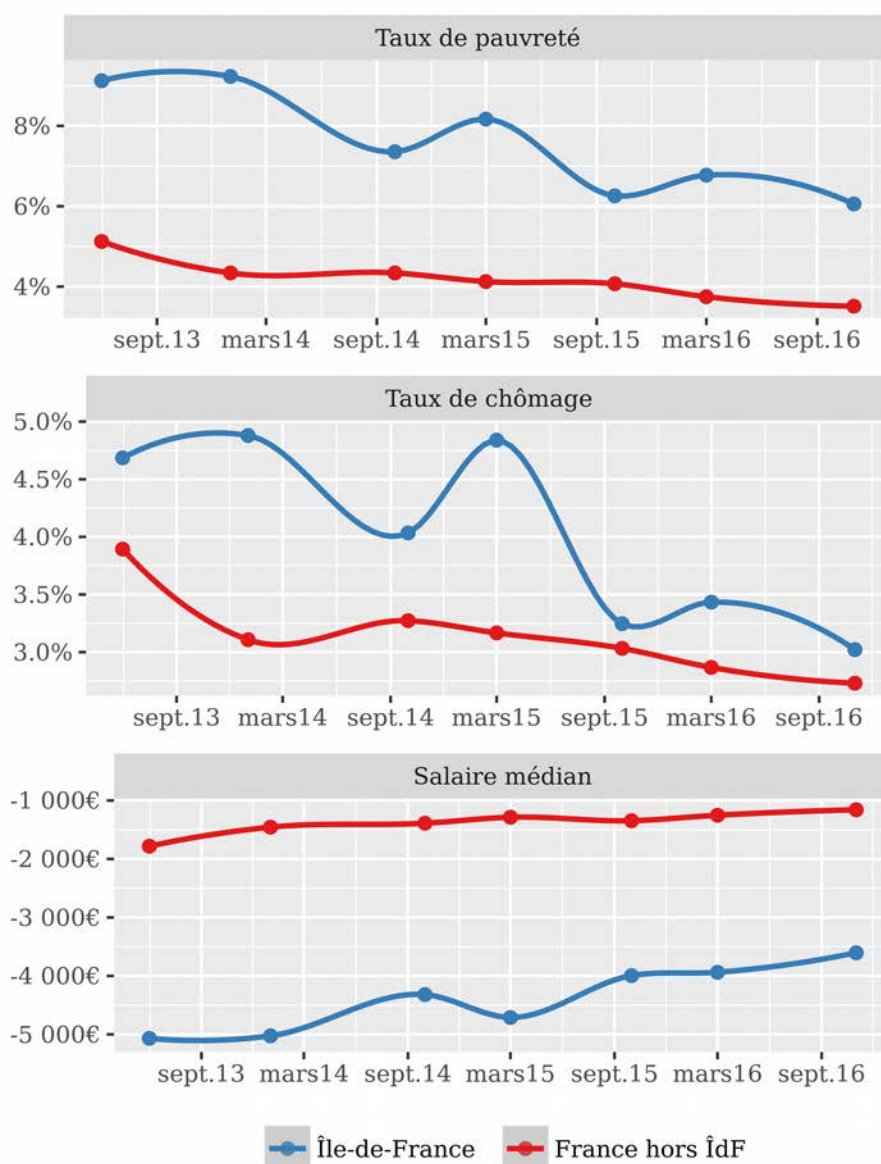
instrumental, être à l'origine de diverses défaillances en matière de capacités ».

14. « Les " bidonvilles " sont souvent beaucoup moins " sous-intégrés " qu'on ne le croit généralement, du moins en ce qui concerne le marché de l'emploi informel ; les centres-villes fonctionnent généralement en interrelation avec les périphéries urbaines ».

et exclusion des pauvres font partie d'une même dynamique (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2015 ; Pinçon-Charlot et Pinçon, 2010). Jacques Donzelot ajoute à celle-ci la périphérisation des classes moyennes, formant ainsi ce qu'il nomme « la ville à trois vitesses » (Donzelot, 2009).

Néanmoins, la fragmentation de l'urbain n'est pas synonyme de ségrégation et ne signifie pas pour autant une désintégration de ce qui fait l'essence de la ville : la diversité et la rencontre de populations hétérogènes. En effet, elle permet également la constitution d'identités collectives vectrices de sens pour les individus (Jaglin, 2005b ; Navez-Bouchanine, 2002). À l'inverse, la proximité spatiale peut favoriser les relations sociales tout en exacerbant les tensions entre les différents groupes sociaux (Grafmeyer, 2000 ; Lehman-Frisch, 2009 ; Marchal et Stébé, 2010a).

L'action (dé)socialisatrice du bidonville ?



Note: Les chiffres présentés ici correspondent à la moyenne pour chaque recensement de l'écart entre l'indice (taux de pauvreté, taux de chômage, salaire médian) des communes sur lesquelles ont été recensées des installations moins la moyenne pondérée du même indice des aires urbaines auxquelles sont rattachées ces communes.

Illustration 10: Profil des communes sur lesquels sont implantés les bidonvilles en France entre juin 2013 et novembre 2016.

Source : (Daubeuf et Marchal, 2016). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

En France, le recensement mené par l'État permet d'identifier le tissu social auquel sont intégrés les bidonvilles. En se basant sur le profil INSEE des communes dans lesquels se trouvent les bidonvilles, il est possible de dresser un tableau des caractéristiques générales des espaces d'implantation des bidonvilles. En outre, en rapportant les différents indicateurs four-

nis à ceux des aires urbaines dans laquelle se trouvent les bidonvilles, il est alors possible de positionner les communes sur une échelle les répartissant en fonction de la moyenne des agglomérations. L'écart entre les indicateurs communaux et les aires urbaines permet ainsi de faire ressortir un écart moyen qui a été représenté sur l'illustration 3 en fonction de chaque recensement et de l'appartenance à l'aire urbaine parisienne ou non.

Si l'on examine les communes dans lesquels se rencontrent les bidonvilles, il apparaît que plusieurs particularités ressortent de leur profil. En effet, elles sont plus pauvres, plus touchées par le chômage et marquées par la présence d'un plus grand nombre d'étrangers (cf illustration 10, p.85). Si l'on observe ces particularités sur l'ensemble du territoire français, cette situation est encore plus nette dans le cas de l'agglomération parisienne. En novembre 2016, lorsqu'on les compare à l'agglomération dans laquelle elles se trouvent, le taux de pauvreté des communes des bidonvilles était en moyenne supérieur de 6 % en Île-de-France et 3,7 % dans les autres régions. Les taux de chômage étaient quant à eux supérieurs respectivement de 3 % et de 2,75 %, et le salaire moyen était inférieur de 3 600 € et 1 100 €. Ces chiffres montrent que les bidonvilles des agglomérations françaises sont implantés très majoritairement dans des zones marquées par la relégation, en marge des communes les plus riches.

En outre, à l'échelle des quatre années du recensement, on observe que le profil des communes avec des bidonvilles a très nettement évolué. En Île-de-France, le taux de pauvreté, le taux de chômage et le salaire moyen sont respectivement passés de +9 % à +6 %, de +4,7 % à +3 %, de -5 000 € à -3 600 €. Parallèlement dans les autres régions de France ces mêmes chiffres sont descendus de +5,1 % à +3,7 %, de +3,9 % à 2,75 %, de -1 800 € à 1 100 €.

Ces chiffres laissent ouvert un certain nombre de pistes explicatives. L'une d'entre elles pourrait être de comparer la transformation du profil socio-économique des communes à l'évolution du nombre d'expulsions (cf illustration 9, p.78). En effet, on voit apparaître une tendance parallèle entre ces deux phénomènes puisqu'on observe que l'atténuation de la relégation est corrélée à la diminution du nombre d'expulsions. La diminution de la répression réduit la pression sur les installations et permet aux nouveaux bidonvilles de se positionner dans des communes moins marquées par la pauvreté. Dit autrement, un nombre plus faible d'expulsions expliquerait un profil des communes moins marqué par la relégation.

L'action (dé)socialisatrice du bidonville ?

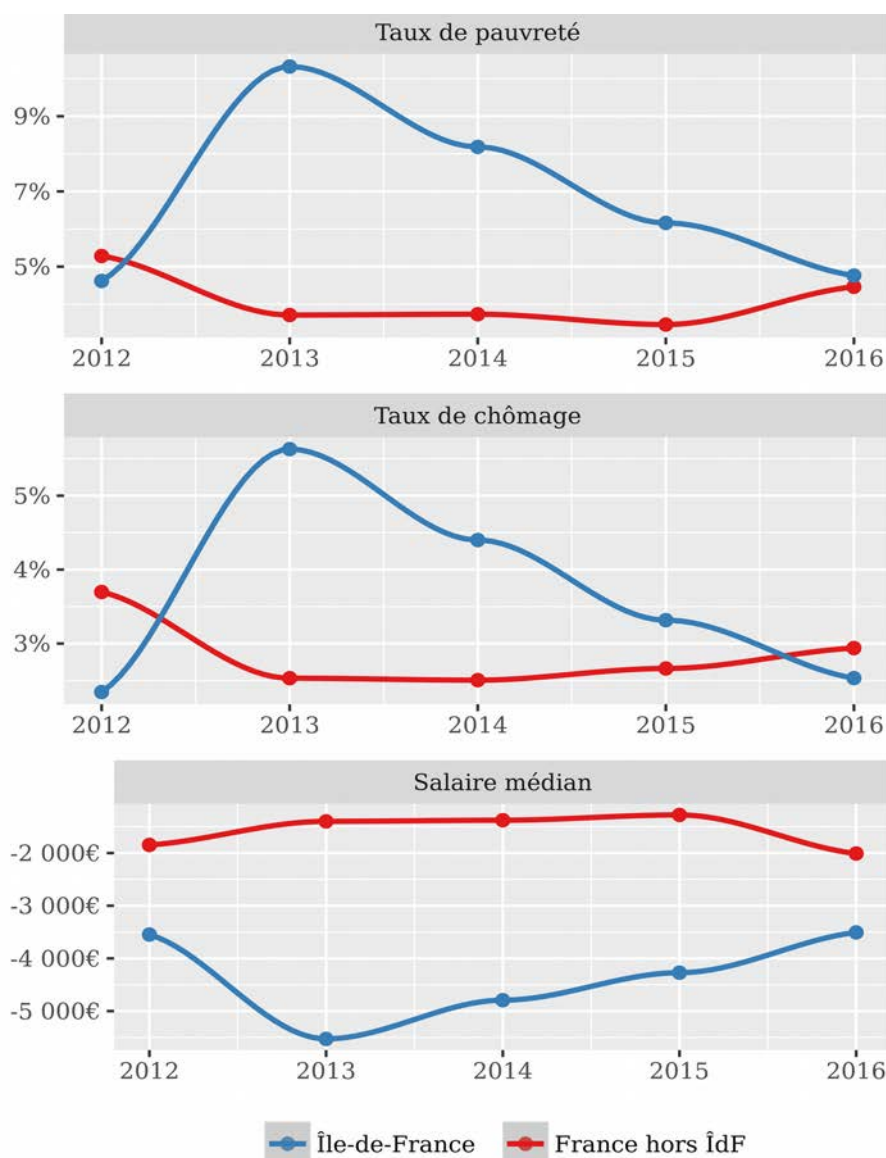


Illustration 11: Profil des communes sur lesquelles ont été menées des expulsions entre 2012 et 2016.

Source : (Daubeuf et Marchal, 2016). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Si l'on calcule cette fois-ci les profils des communes à partir de la base de données, mise à disposition par la Ligue des droits de l'homme, répertoriant les expulsions, on observe des tendances parallèles. Les données permettent en effet de mener une analyse similaire à celle exécutée sur le recensement des installations par la DIHAL en comparant les communes des expulsions et le profil de leur agglomération. Toutefois, la base de données de la LDH a la particularité de débuter au début de l'année 2012, permettant ainsi d'observer les répercussions de l'augmentation des expulsions à partir de 2013 (cf illustration 11, p.87). On peut alors voir que le profil des communes dans lesquelles sont menées les expulsions de l'agglomération pari-

sienne se rapproche de celui des communes sur lesquelles se trouvent les installations. Au contraire, le profil des communes dans lesquelles sont menées les expulsions hors d'Île-de-France s'écarte de celui des communes d'installation. Ceci peut s'expliquer par l'importance des expulsions dans l'agglomération parisienne, donnant des données plus nombreuses et plus représentatives de l'environnement social des bidonvilles.

Ces résultats démontrent que les expulsions en France n'ont pas simplement comme conséquence de maintenir dans l'errance les habitants des bidonvilles. Les expulsions participent également à repousser les installations dans les lieux les plus relégués. Elles produisent de la ségrégation en impactant les lieux dans lesquels les expulsés sont conduits à se réinstaller sans toutefois assigner un lieu à la réinstallation. En effet, leur intensité définit des « zones spatiales » à l'intérieur desquelles les installations peuvent se faire. Plus les expulsions sont intenses, plus les réinstallations s'effectueront dans des territoires relégués.

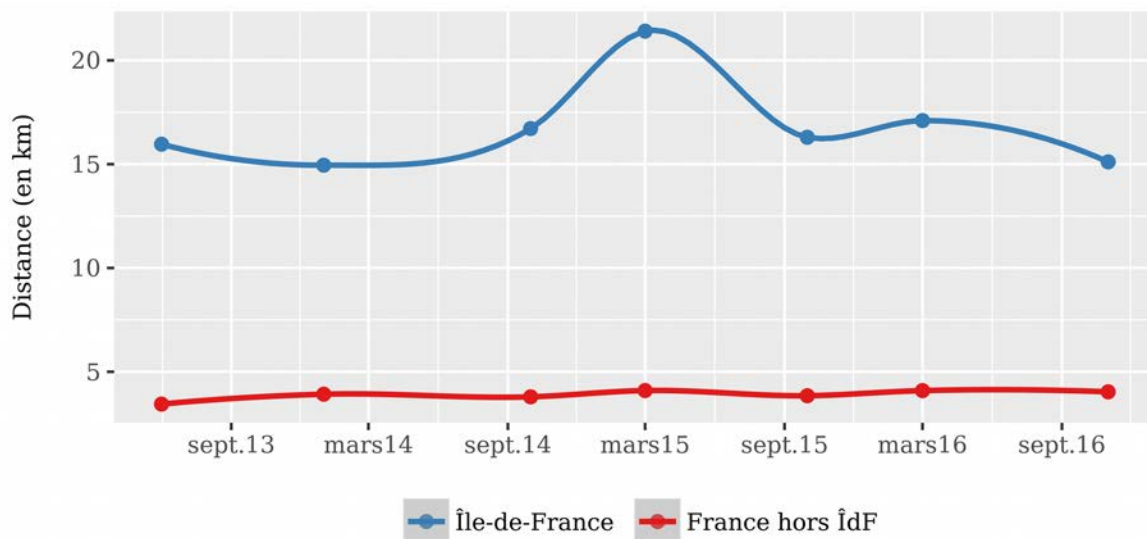


Illustration 12: Distance moyenne entre les communes des bidonvilles et le centre géographique des agglomérations entre juin 2013 et novembre 2016.

Source : (Daubeuf et Marchal, 2016). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Pour autant, la relégation produite par les expulsions n'induit pas une augmentation de la distance entre les bidonvilles et les centres citadins. En effet, l'évolution de la distance à vol d'oiseau entre les bidonvilles et le centre des agglomérations montre plutôt une stabilité dans le temps malgré la réduction de l'intensité des expulsions et de la ségrégation. On vérifie ces observations aussi bien du point de vue des lieux d'installation que de celui des expulsions (cf : illustration 12,p.88 ; illustration 13,p.89).

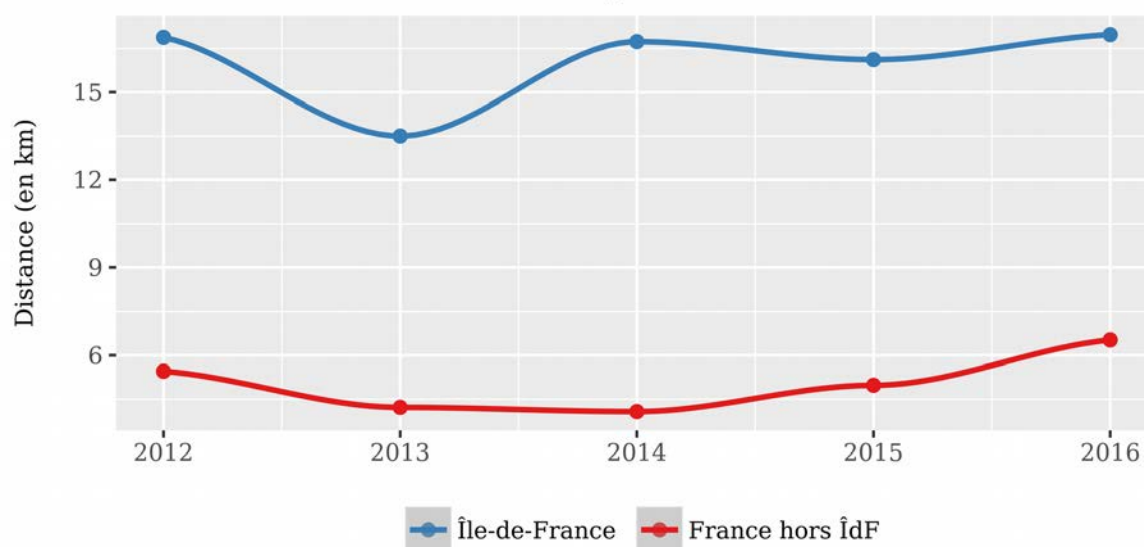


Illustration 13: Distance moyenne entre les communes des expulsions et le centre géographique des agglomérations entre juin 2013 et novembre 2016.

Source : (Daubeuf et Marchal, 2016). Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Ces résultats montrent que l'accès à la centralité est un enjeu primordial pour les habitants des bidonvilles. La distance impacte directement l'accès des habitants des bidonvilles aux ressources sociales et économiques se concentrant dans les centralités. En cela, la distance n'est pas simplement spatiale, elle est également sociale. Alors que les expulsions produisent de la distance sociale, les habitants la compensent en s'installant à proximité des centralités.

Néanmoins, l'accès à la ville ne dépend pas simplement de la proximité spatiale, mais également de leur accès à des moyens de transport. Interrogées au prisme du temps de transport, les données des recensements des installations et des expulsions montrent des résultats analogues à ceux concernant la distance à vol d'oiseau. Dans les villes où les moyens de transport permettent une meilleure accessibilité aux centres, la distance spatiale des bidonvilles n'apparaît pas comme un frein à leur intégration alors que dans le cas inverse elle peut très vite participer à produire une « périphérisation dégénérée » (Dupont, 2007 ; Kundu, Pradhan et Subramanian, 2002, p. 5040). C'est le cas dans les banlieues paupérisées du Brésil où la déficience du système de transports en commun accentue l'exposition des habitants des bidonvilles au chômage, aux emplois précaires ou faiblement rémunérés (Taschner et Bógus, 2001). Cette situation explique pourquoi « slum dwellers prefer cramming into sordid, often dangerous places in order to be close to the center of the city and the job markets » (Saglio-Yatzimirsky et Landy, 2014).

1.4.3. *Intégration : entre campement et ghetto*

Les bidonvilles ne sont pas simplement un signe d'exclusion, ils en sont également un facteur. Ils produisent ce que Pierre Bourdieu nommait un « effet de lieu » (Bourdieu, 2015). Pour le dire autrement, les bidonvilles produisent par eux-mêmes de l'exclusion. Les conditions matérielles d'existence, difficultés d'accès à la médecine, à l'éducation, à une alimentation suffisante, reproduisent la pauvreté d'une génération à l'autre. Le bidonville peut représenter un « piège de pauvreté ». Dans une perspective economiciste, l'enfermement dans la pauvreté découle d'un piège lorsque « la possibilité de faire croître ses revenus ou sa richesse à un rythme très élevé est limitée pour ceux qui ont trop peu à investir, mais augmente de façon considérable pour ceux qui peuvent investir un peu plus. À l'inverse, si le potentiel de croissance rapide est élevé chez les pauvres, et se réduit à mesure que l'on s'enrichit, alors il n'y a pas de piège » (Banerjee et Duflo, 2014).

Abhijit Banerjee et Esther Duflo ont montré que les recherches en économie sur la pauvreté se cristallisent autour de deux positions, l'une considérant qu'il existe des situations dans lesquelles la sortie de la pauvreté est freinée par les contraintes structurelles de l'économie, l'autre défendant l'idée que la sortie de la pauvreté repose sur les individus et leur intégration au marché. Pour schématiser ces deux positions, Banerjee et Duflo proposent deux représentations idéalisées du rapport entre revenus actuels et revenus futurs. La première est en forme de « S » et montre l'existence d'une zone économique à l'intérieur de laquelle l'augmentation du travail investi n'améliore que très peu les revenus. La seconde est en forme de « L » et représente un monde économique dans lequel l'augmentation des profits dépend seulement de la force de travail fournie. Pour les deux économistes, ces points de vue idéalistes se complètent l'un l'autre. Ils préconisent alors l'étude de terrain et l'expérimentation pour mieux comprendre l'existence concrète de pièges de pauvreté.

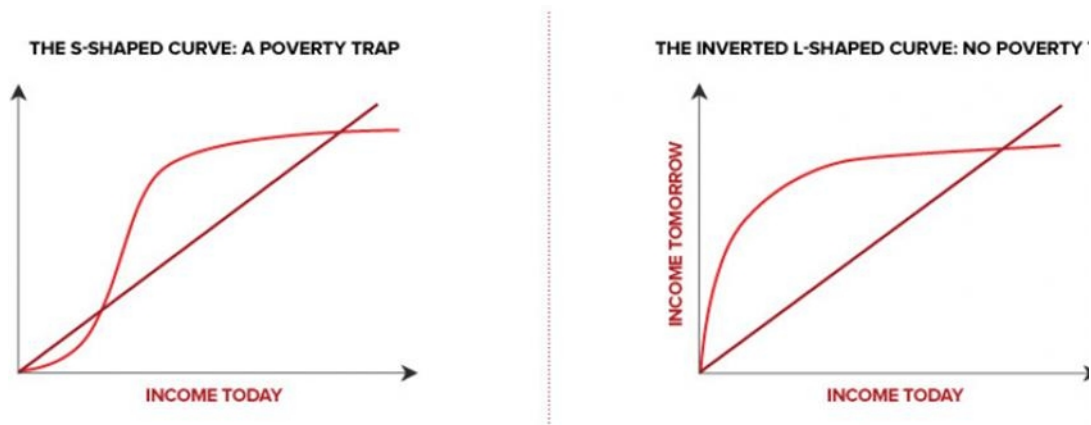


Illustration 14: Représentation schématique de l'économie de la pauvreté d'après Banerjee et Duflo.

Source : (Banerjee et Duflo, 2014). Auteur : Banerjee et Duflo.

La sociologie s'est, elle aussi, posé la question des « pièges de la pauvreté ». Ainsi, les bidonvilles ont souvent été décrits comme une nasse enfermant les pauvres, ou comme un sas permettant de s'intégrer à la ville, « Comme certains quartiers ont une fonction spécifique (de commerce, d'accueil, de spectacle, etc.), le bidonville possède la sienne propre : une fonction de passage transitoire entre deux mondes » (Pétonnet, 2012). Colette Pétonnet assigne au bidonville une fonction se rapprochant de celle affectée au ghetto par l'École de Chicago.

Selon Louis Wirth, le ghetto agit comme une institution conduisant les individus à prendre conscience de leur différence et de ce qui les distingue du reste de la population urbaine. Il en résulte une objectivisation de l'identité, aussi bien de la part des individus que des groupes humains, et une modification de leur positionnement social au sein de la ville. En effet, le ghetto « est le résultat des efforts accomplis par un peuple pour s'ajuster, du moins en apparence, à une population étrangère au milieu de laquelle il s'est établi. Le ghetto peut être considéré, par conséquent, comme une forme d'accommodation entre les groupes différents à travers laquelle l'un de ceux-ci a effectivement été subordonné à l'autre. Il représente au moins un exemple, historiquement vérifiable, des diverses manières possibles d'aborder le problème d'une minorité différente au sein d'une population plus importante. Il constitue, en même temps, une forme de tolérance à travers laquelle un modus vivendi s'établit entre des groupes qui sont en conflit sur des questions fondamentales » (Wirth, 2006, p. 19-20).

À l'intérieur du bidonville, les individus peuvent réinscrire des pratiques communes les protégeant de l'anonymisation urbaine. Néanmoins, le bidonville apporte également son lot de transformations culturelles. Il conduit à la transformation aussi bien de l'organisation sociale que le rapport entretenu par l'individu à la culture. Ainsi, les habitants s'adaptent progressive-

ment à la situation urbaine les entourant.

Cette conception du ghetto et du bidonville en tant que sas a néanmoins essuyé de nombreuses critiques. En effet, « L'erreur de la première école de Chicago consiste ici à faussement "convertir l'histoire en histoire naturelle" et à (mé)prendre la ghettoïsation pour une "manifestation de la nature humaine" virtuellement coextensive à "l'histoire des migrations" alors qu'elle est une forme tout à fait particulière d'urbanisation, torsadée par des rapports de pouvoir asymétriques entre groupements ethnoraciaux : une forme spéciale de violence collective concrétisée dans et par l'espace urbain » (Wacquant, 2005). Les habitants du ghetto ne sont pas simplement des individus en cours d'adaptation à la ville, ils sont également confrontés à des processus extérieurs les obligeant à s'organiser collectivement pour se construire un espace protecteur. Le monde social du ghetto n'est pas juste un microcosme auto-organisé. C'est également un lieu où rentrent en confrontation un monde extérieur fantasmé, regardé de loin par le prisme des médias et de la culture populaire, avec une réalité interne protectrice, mais soumise aux « structures sociales » de la domination. Dans ce sens, le ghetto produit une ambivalence, bien que l'espace social interne puisse être rassurant et protecteur, seul l'extérieur semble réel. La vie interne du ghetto apparaît irréaliste alors que le monde social extérieur est perçu comme porteur de vérité et d'un potentiel existentiel, « Les habitants partagent alors le sentiment de voir leur vie se dérouler sans pouvoir la vivre, sans pouvoir lui donner de contenu en la regardant s'enfuir sans parvenir à la saisir. Le ghetto "empêche de vivre", ne cessent-ils de répéter, comme si la réalité intérieure était vide, la culture dominante extérieure ayant aspiré toutes les significations. Dans cette situation, pour beaucoup d'habitants, l'enjeu est de pouvoir accéder à la réalité en parvenant à faire coïncider un peu mieux "structure" et "culture", rompre le maléfice du ghetto en faisant "l'épreuve de la réalité" » (Lapeyronnie, 2008, p. 21).

En France, les débats ont été intenses pour savoir si les banlieues françaises pouvaient être considérées comme des ghettos (Lapeyronnie, 2008 ; Maurin, 2004 ; Tissot, 2005, 2007 ; Wacquant, 2006, 2011). Les ghettos sont alors considérés comme une forme urbaine, éloignée de ce que l'on rencontre en Europe aujourd'hui, exception faite des quartiers où résident les populations dites roms (Ladányi et Szelényi, 2005), « il est un seul cas sur le vieux continent qui s'apparente aujourd'hui à une dynamique classique de ghettoïsation [...] : les Roms d'Europe de l'Est après l'effondrement des sociétés sous hégémonie soviétique et la "transition" à l'économie de marché » (Wacquant, 2005, p. 24). D'autres auteurs ont quant à eux préféré parler de ghettoïsation pour montrer que le ghetto, plus qu'un espace spécifique était une dynamique propre à des territoires et des temporalités spécifiques (Boucher, 2010 ; Dubet et Lapeyronnie, 1999 ; Marchal et Stébé, 2010b)

Il est possible de voir dans les bidonvilles français la continuité de ce processus de ghettoï-sation. Néanmoins, ce dernier ne décrit que partiellement la réalité du bidonville. Tous les bidonvilles ne sont pas des ghettos. Contrairement au ghetto, le bidonville reste foncièrement lié à la pauvreté. S'il existe des ghettos de riches, il n'existe néanmoins pas de bidonvilles de riches. De plus, bien qu'une domination structurelle pèse sur les habitants du bidonville, celle-ci ne conduit pas pour autant à créer une identité spécifique à ce lieu.

En outre, le bidonville est caractérisé par une mobilité spatiale bien différente de l'ancrage territorial affecté au ghetto. C'est pour cette raison que sous certains aspects, le bidonville se rapproche du campement (Agier, 2013b). Dans de nombreuses situations de guerres ou d'épidémies, les bidonvilles sont pour les populations réfugiées la continuité du campement.

Selon Michel Agier, les campements représentent un « espace autre », « hétérotopiques », « des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables » (Foucault, 1994b). Dis autrement, ce sont des « hors-lieux », c'est-à-dire des lieux localisables, mais en dehors du monde, tout du moins à ses bords. Les campements sont un entre-deux dans lequel se glissent des populations parties de leur lieu d'origine et exclues de leur lieu d'arrivée. C'est pour cette raison que les campements instituent une « épreuve de la frontière », car « l'espace du camp ou de la zone tampon comme "monde vide" en son principe, placé hors de tous les lieux, mais en relation avec eux, est ainsi l'espace réifié de la frontière » (Agier, 2015, p. 140). Ainsi, à mesure que les populations se fixent à l'espace, les campements passent progressivement du statut de « hors-lieu » à celui de « lieu ». Ils deviennent alors des morceaux de territoire urbain participant à l'invention de la ville. Il en découle un processus de construction identitaire. En effet, le campement instaure un « homme-frontière » prenant conscience du monde et de sa condition de sujet à mesure qu'il se heurte à la frontière.

Toutefois, les bidonvilles se distinguent des campements puisqu'ils sont déjà intégrés à la ville. Ils en constituent l'une des parties, un morceau spécifique, mais identifié comme dégénéré et en dehors de la conception moderniste de la ville. Si les habitants des bidonvilles encourrent toujours le risque de retomber dans un interstice social et urbain à la frontière du monde, l'enjeu principal pour eux est de faire reconnaître leur appartenance légitime à la ville. Le bidonville ne lutte en effet pas seulement contre les effets de l'isolement ou de l'éloignement, mais également contre ceux de « l'archaïsation ».

1.4.4. La mise à mal de la modernité urbaine

Les marges urbaines sont ainsi faites : « épreuve de la frontière » du côté du campement, « épreuve de la réalité » du côté du ghetto, le bidonville se situe à l'entre-deux de ces épreuves

tout en disposant de sa propre forme d'épreuve. En effet, le bidonville est une manière de faire de l'urbain s'échappant des formes standards et progressistes de la ville. On retrouve en effet dans les discours politiques et institutionnels l'idée que le bidonville est une dégénérescence de la ville, une anomalie ; il se heurte à un idéal : la ville et la vie moderne.

Georg Simmel a joué un rôle prépondérant dans l'émergence d'une réflexion sur la condition de l'homme moderne, en particulier dans les grandes métropoles (Remy, 2000a). Chez lui, la modernité produit un décalage entre les cadres sociaux et les vies individuelles. Dans les grandes métropoles, les acteurs sont confrontés à des doutes, des états subjectifs ambivalents. Leur comportement et leurs manières d'être ne sont plus régis par des automatismes. Il se produit alors un détachement du « sujet et de l'objet » (Simmel, 1993). La condition moderne se bâtit sur l'expérience du décalage entre la culture subjective et la culture objective. Pour Georg Simmel, l'individu est le résultat de cette séparation ; l'individualisation est le processus qui accentue cette distance (Simmel, 1991).

Néanmoins, c'est l'école de Chicago qui a donné son premier point d'orgue au questionnement sur la modernité et la ville. Ces sociologues différencient deux idéaux-types de société : la société rurale traditionnelle et la société urbaine industrielle. Le but de cette différenciation était, plus que de démontrer une opposition entre ces deux mondes, de mettre en lumière la particularité de la ville moderne, bâtie sur la mobilité spatiale et sociale de ses membres. La ville moderne devient à partir de la révolution industrielle le centre d'impulsion de la vie sociale. Surtout, la ville est un lieu de rencontres entre les groupes humains, ce qui a pour effet de produire du conflit, des oppositions et finalement un brassage social dont le résultat est l'apparition de formes inédites d'organisation sociale.

La modernité correspond donc à une représentation conceptuelle de l'expérience de la fin de la totalité. Si cette épreuve n'est pas spécifique à la modernité, elle prend néanmoins une tournure systématique dans le cas de celle-ci. La période moderne est ainsi traversée par les tensions produites par l'éclatement des conceptions totales du cosmos, de la relation entre l'homme et la nature, des visions enchantées du monde, de la séparation entre la science, la morale et l'art, etc. Face à cette situation, de nombreux projets ont tenté de réinstaurer une totalité, aussi bien par l'invocation d'un Dieu, d'une Nation, d'une foi dans le Progrès ou d'un Totalitarisme.

L'instabilité de la société résulte donc de cette déstabilisation de l'ordre unifié et donne aux individus modernes le sentiment de vivre un perpétuel moment de transition entre deux époques et entre deux mondes : « Les modernes ont toujours l'impression de vivre au milieu d'une nouvelle et interminable phase de transition, où l'Ancien Monde résiste à mourir et où le

nouveau tarde à naître. En fait, pour mieux définir notre époque et, à partir d'elle le passé de la modernité, il faudrait parler d'un monde dans lequel le nouveau est déjà arrivé, mais l'ancien, lui, n'est jamais parti » (Martuccelli, 2017, p. 11).

La modernité n'a pourtant pas cessé de faire l'objet de critiques. C'est particulièrement le cas de l'un de ses items : le progrès. Celui-ci reste encore associé aujourd'hui à la philosophie des Lumières, au développement irrémédiable de la technique et de la science, à la libération des hommes des contraintes imposées par la nature, à une coupure définitive entre le passé et le présent. L'ensemble de ces attributs ont été remis en question, notamment par les crises environnementales, politiques et économiques qui agitent l'époque contemporaine. Malgré tout, la modernité persiste à marquer ardemment l'idéal politique et moral des sociétés actuelles.

Cependant, l'idéal de la modernité n'a cessé de changer et de se transformer. Les sociologues, historiens, géographes et philosophes ont tenté de définir et redéfinir ce qui caractériserait ces nouvelles modernités successives. Hyper-modernité, postmodernité, modernité tardive, modernité liquide, modernité alternative et bien d'autres sont apparues comme autant de propositions essayant de définir les ruptures au sein de la modernité ou les formes de transition animant la société (Bauman, 2013 ; Beck, 2008 ; Giddens, 2004 ; Lasch, 2018). L'ensemble de ces notions ont tenté de mettre le doigt sur les transformations indéniables de la société et la façon dont elle se pense. Une idée récurrente est celle de l'émergence d'une société marquée par une troisième révolution industrielle, urbaine et communicationnelle (Appadurai, 2013 ; Castells, 1999 ; Harvey, 2003 ; Urry, 2007).

Danilo Martuccelli (2017) parle quant à lui « d'inflexion » dans la modernité. La période contemporaine connaît une modernité particulière, non pas en rupture avec celles lui préexistant, mais travaillée et éprouvée par des événements contemporains lui donnant une forme nouvelle : les bouleversements politiques de la fin des années 1980, la reconfiguration des forces politiques mondiales dans les années 1990-2000, l'émergence d'un nouvel ordre mondial multipolarisé plus récemment, etc. La continuité avec le passé est toujours de mise lorsqu'il s'agit d'évoquer la modernité.

Ainsi, une nouvelle expérience de la vie moderne s'est bâtie durant ces dernières décennies et a transformée en profondeur la nature de la vie sociale. Cette dernière est aujourd'hui caractérisée par « l'accentuation d'un fort sentiment de singularité et de participation à une vie en commun » (Martuccelli, 2017, p. 16). Plus précisément, l'expérience de la modernité peut être qualifiée de « condition sociale moderne » désignant l'ensemble des expériences communes et plurielles de la modernité, aussi bien en fonction des époques que des espaces géographiques. Ainsi, la modernité contemporaine « n'oppose plus l'expérience de l'individu et la société, elle

les relie au contraire sans cesse, mais toujours de façon problématique et en accentuant leurs spécificités respectives – les singularités en commun » (Martuccelli, 2017, p. 609-610).

Conclusions

Comme nous venons de le voir, le bidonville est un « répertoire d'épreuves ». Sans prédéterminer les épreuves auxquelles seront confrontés les individus, le nombre virtuel d'épreuves est fermé. Chaque situation puise alors parmi l'ensemble des possibilités d'épreuves qui participeront à fabriquer les conditions de vie des bidonvillois.

En outre, la proposition défendue dans ce travail de thèse est l'idée que, aujourd'hui, la spécificité des bidonvilles réside moins dans leurs caractéristiques matérielles, politiques ou légales, que dans le processus qu'ils portent, la bidonvilisation, une dynamique constituant le pendant négatif de la modernité et produisant une rupture entre la singularité ressentie par l'individu moderne et la vie en commun agitant l'idéal politique contemporain. Pour le dire autrement, en limitant la portée des singularités individuelles, le bidonville exclut de fait ses habitants de la vie commune. Inversement, la mise au banc de la vie commune participe à restreindre les processus de singularisation. Pour ses habitants, le bidonville les met face à une modernité éloignée, contrariée. Cette expérience confronte à une remise en question de la modernité, tandis que parallèlement, de l'extérieur, elle participe à la construction de la figure culturalisée de l'habitant du bidonville, traduit comme un agent misérabilisé ou un acteur inventif détournant les contraintes sociales à son profit.

C'est donc à la lumière de l'expérience de la modernité que la réalité complexe du bidonville peut être saisie. Le parti pris parcourant le développement qui suit est qu'il est nécessaire de saisir les vécus individuels pour comprendre comment, par le bas, les habitants donnent sens et sont éprouvés par le bidonville. La vérité du bidonville se trouve donc en partie dans la signification que les habitants lui donnent, dans la manière dont ils donnent sens à leur situation collective et personnelle, comment ils se servent de leurs conditions matérielles d'existence pour fabriquer malgré tout un espace existentiel. Le bidonville est à la fois une accumulation d'épreuves individuelles, c'est-à-dire « le résultat d'une série de déterminants structurels et institutionnels, se déclinant différemment selon les trajectoires et les places sociales. Les acteurs peuvent, en s'y mesurant, réussir ou échouer » (Martuccelli, 2006a, p. 126), mais également de contraintes structurelles relatives aux déterminants sociaux, ou pour le dire comme Charles Wright Mills, aux « enjeux collectifs des structures sociales » (Mills, 2006). Les expériences individuelles permettent ainsi de saisir les mécanismes sociaux affectant les vies col-

Conclusions

lectives et la manière dont celles-ci se transforment en grands types d'épreuves pouvant être nommées, expliquées, interprétées, puis affrontées selon les ressources culturelles, symboliques, sociales dont dispose chaque individu.

**Partie II. Les
épreuves du
bidonville**

Chapitre 2. La migration : le village à la ville

« Toute organisation primitive possède sans doute un point de rupture, ou du moins un point de non-retour. Et chacune risque de connaître le moment où toute coopération est submergée par l'ampleur du désastre, et où s'installe la chicane. Le geste de secourir s'exerce désormais dans un espace qui va se rétrécissant, jusqu'à ne plus comprendre que la famille restreinte, et on peut même en arriver au point où ces ultimes liens se dissolvent, emportés par la tourmente, laissant à vif le seul intérêt personnel, inhumain – et pourtant combien humain, trop humain.

En outre, ces mêmes forces qui rétrécissent le cercle de la charité dilatent celui de la "réciprocité négative". Les gens qui, en temps normal, se venaient en aide, et qui, dans la première phase du désastre, se sont secourus, ne montrent maintenant qu'indifférence à leurs misères réciproques, trop heureux lorsqu'ils n'accélèrent pas leur déchéance mutuelle par la ruse, la lésine et le vol.

En d'autres termes, c'est tout le schéma sectoriel de la réciprocité qui se trouve gravement altéré, comprimé : le geste de partager ne joue plus que dans la sphère de solidarité la plus proche du centre ; partout ailleurs, c'est chacun pour soi et Dieu pour tous »

(Sahlins, 2017, p. 344-345).

Comme je l'ai précisé en introduction, les bidonvilles ont très généralement été associés en France à l'immigration. Pour certaines populations pauvres, récemment arrivées dans l'Hexagone, ce lieu de vie peut constituer un premier pied à terre alors que les migrants sont souvent particulièrement fragiles face à la question du logement (Barou, 1997 ; Lévy-Vroelant, 2006 ; Lévy-Vroelant et Pasquier, 2014). Le bidonville représente alors parfois un lieu d'intégration (Pétonnet, 2012).

Pour cette raison, il est loin d'être un espace socialement statique. Au contraire, à l'intérieur les recompositions culturelles sont majeures, le bidonville est irrigué par des tensions sociales

et économiques participant à la reconfiguration des pratiques (Saglio-Yatzimirsky, 2002).

Cette situation s'explique par le fait que, d'un côté, les supports culturels collectifs trouvent de nouvelles manières de s'ancrer à l'espace urbain et social, ils sont retravaillés et prennent des formes inédites d'expressions et de significations, souvent plus flexibles et dynamiques (Agier, 2015). De l'autre, le bidonville est un sas libérant les individus de l'emprise des normes, des codes et des pratiques collectives. Ainsi, l'individu gagne en liberté et apprend à faire référence aux pratiques culturelles en fonction de contextes et d'agencements sociaux circonstanciés.

L'émancipation des individus des solidarités traditionnelles a été présentée par Miles Davis comme l'une des causes participant à l'explosion du nombre de bidonvilles (Davis, 2007). Selon cet auteur, le dé-serrement des normes morales et la désorganisation des solidarités au sein des communautés auraient comme conséquence l'enfoncement généralisé des populations les plus fragiles dans la pauvreté. Ces types d'analyse sont loin d'être inédits puisqu'on les trouvait déjà au début du 20^e siècle chez William Isaac Thomas et Florian Znaniecki lorsqu'ils évoquaient le destin du « paysan polonais ». Les deux sociologues voyaient ainsi dans la « désorganisation sociale » la conséquence de « la moindre influence des règles sociales de conduites existantes sur les membres individuels du groupe » (Znaniecki et Thomas, 1998 cité par ; Cortado, 2014).

Les travaux de William Foote Whyte dans les années 1940 ont néanmoins montré la manière dont l'augmentation des comportements déviants est loin de s'expliquer par un relâchement du contrôle collectif sur les individus, mais plutôt par une réorganisation sociale sur la base de nouvelles normes et pratiques (Whyte, 2007). La confrontation des individus à la société urbaine les conduit à développer des pratiques nouvelles, nécessitant des ajustements, des essais et des échecs.

Ainsi, pour les sociologues de la première école de Chicago, la ville accélère la désorganisation et laisse de moins en moins de temps aux activités de groupe pour assurer la cohésion. Dès lors, pour eux, chaque société est marquée par des phases de stabilité et d'instabilité. Néanmoins, celles-ci sont plus nombreuses et plus marquées dans les grandes métropoles modernes. En effet, au sein de l'espace urbain « Le nouvel ordre social à trouver n'est ni absolu ni sacré, "mais pragmatique et expérimental", autant dire transitoire et délimité. La vision souvent lyrique de la ville est sous-tendue par une représentation malgré tout ambivalente de la modernité : il se peut, toujours, que la désorganisation l'emporte sur l'organisation. C'est pourquoi la désorganisation de la personnalité et les pathologies sociales trouvent dans la ville un de leurs lieux privilégiés d'expression » (Martuccelli, 1999, p. 412). Pour Louis Wirth, les in-

dividus les plus directement concernés par ce phénomène sont ceux disposant de peu d'attaches ou un faible degré d'intégration les codes et normes de la grande ville. Les migrants incarnent selon lui l'illustration par excellence de ce type d'individus. Fraîchement arrivés, ils sont encore imprégnés par leur culture d'origine et ils doivent encore réaliser à partir de ce moment un long travail d'acclimatation pour s'intégrer à la ville.

Le bidonville offre ainsi un entre-soi protecteur au sein duquel les migrants retrouvent des repères culturels. Toutefois, l'immigration ne doit donc pas être pensée comme un parcours unidirectionnel, mais plutôt comme un flux discontinu à double sens. On rejoint ici les observations d'Abdelmalek Sayad concernant les trois âges de l'émigration (Sayad, 2014). L'émigration se vit au départ comme provisoire, elle est considérée comme une avant-garde du village l'ayant quitté momentanément pour partir à l'étranger et rapporter des revenus améliorant le quotidien de la communauté. Cependant, petit à petit, l'organisation sociale traditionnelle perd le contrôle sur les émigrants, avant que finalement, en dernière étape, se constitue une communauté autonome dans le pays d'accueil.

Ainsi, la condition des habitants du bidonville pose la question du lien entretenu par les migrants avec leur communauté de départ ainsi que de l'importance que ces relations continuent à jouer dans le pays d'accueil. Il s'agit alors de comprendre comment le bidonville peut représenter à la fois un sas émancipant de l'emprise communautaire, mais également un piège avilissant lorsque les ressources sont trop faibles pour que les individus puissent gagner en autonomie. C'est ce que va tenter de questionner ce chapitre.

2.1. Territoire d'isolement

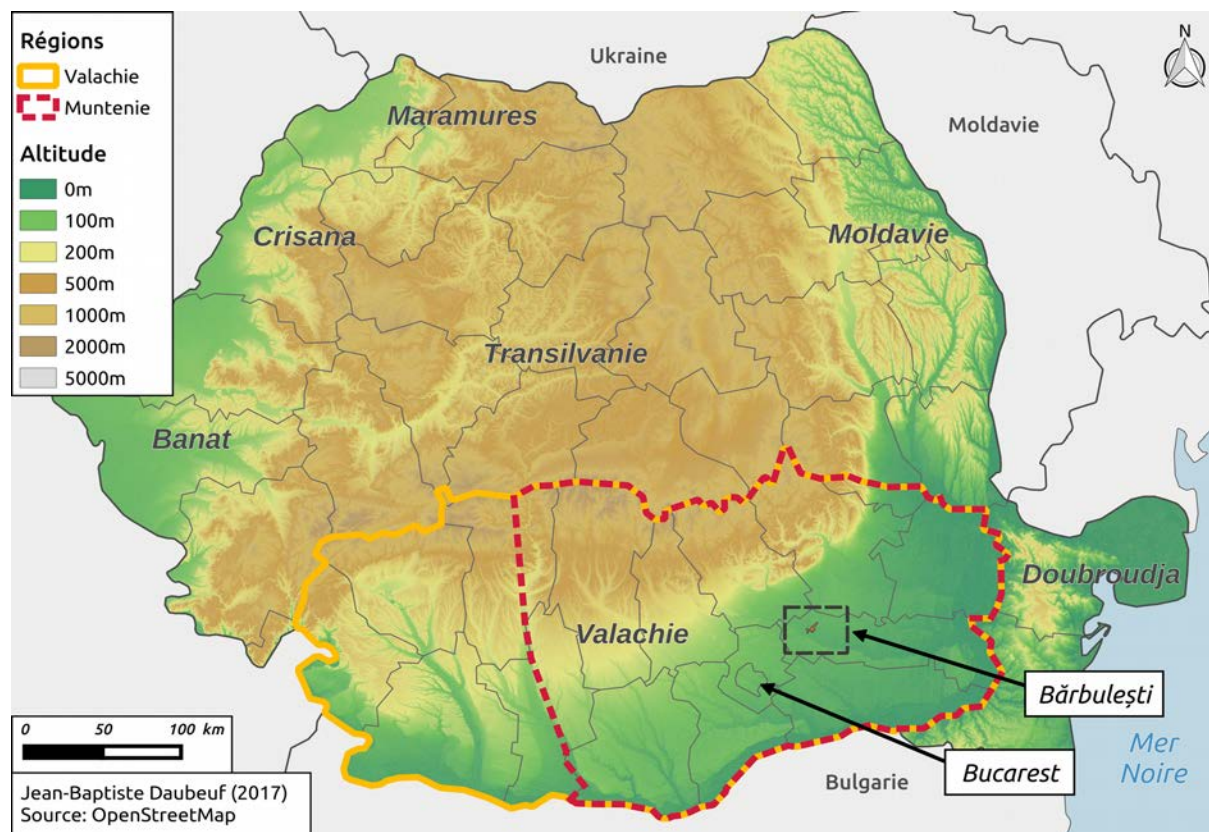


Illustration 15: Carte topographique de la Roumanie et des grandes régions historiques.

2.1.1. Les mondes paysans du sud de la Roumanie

Pour bien comprendre les origines de la migration des habitants de « La place », il est nécessaire de faire un détour par la Roumanie et en particulier de revenir là où tout commence, dans leur village d'origine, à Bărbulești. L'histoire et la géographie ont participé à façonner un territoire dont les particularités donnent sens aux transformations sociales qu'ont connues les familles du bidonville.

Les géographes découpent généralement le territoire roumain en deux zones. Le nord-ouest de la Roumanie, en grande partie montagneuse, se constitue essentiellement de territoires restés au cours des siècles très peu touchés par les transformations politiques et économiques du continent européen. Le plateau de Transylvanie fait ainsi figure d'exception du point de vue social et culturel. Les reliefs montagneux ont permis de maintenir une économie basée sur des systèmes agricoles de petite taille ainsi qu'une diversité de langues et de coutumes. Ces parti-

cularismes ont fait de la société transylvaine l'un des maillages ethniques les plus riches du continent, ce qui a rapidement attiré les anthropologues et les ethnologues très tôt après la naissance de ces deux disciplines. Dès le 19^e siècle, les explorateurs et ethnologues européens ont traversé ce territoire de long en large à de multiples reprises et ont permis de constituer une documentation particulièrement abondante (Cuisenier, 1994, 2000 ; Karnoouh, 2000, 2008 ; Mesnil et Popova, 2016 ; Olivera, 2012).

La Roumanie s'étend également sur une seconde zone allant du nord-est jusqu'au sud-ouest du pays en bordant les Carpates. Le climat y est continental, les étés sont chauds, secs et la température dépasse régulièrement les 40°C, tandis que les hivers sont très froids et les températures peuvent descendre en dessous de -20°C. Ce territoire constitue le berceau historique de la Roumanie, il a joué un rôle central dans la constitution politique et économique du pays au 19^e siècle. Violette Rey observe que *ces espaces « furent des lieux de passage des invasions, puis de recolonisation à partir du 18^e siècle dans le Banat occidental ou au 19^e dans le Banat oriental, lieux des grands domaines latifundiaires puis des fermes d'État, machines à blé pour l'exportation via le Danube »* (Brunet et Rey, 2000, p. 160). En effet, la très forte ruralité du sud de la Roumanie vient des particularités géographiques de ces territoires. Ces étendues, plates jusqu'à perte de vue, sont traversées par d'importants cours d'eau permettant d'irriguer des plaines fertiles et céréalières. Ainsi, le Danube y méandre avant de se jeter dans la mer Noire après avoir traversé l'Europe sur près de 3 000 kilomètres depuis la Forêt-Noire, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière française. Au centre de ces grandes plaines, la Muntenie, la partie la plus à l'est, s'étend autour de Bucarest. Cette région de la Valachie a historiquement occupé le rôle de grenier à blé du pays.

Jusqu'au milieu du 19^e siècle, l'Empire ottoman a contrôlé ces territoires, l'organisation des domaines était alors régie par la loi du sultanat. Néanmoins, la gestion effective des provinces de Muntenie et de Valachie était déléguée à des seigneurs locaux, le plus souvent des militaires de carrière à qui le sultan avait distribué des terres (Maxim, 1999). Il s'agissait principalement de petits domaines seigneuriaux sur lesquels la noblesse locale avait une maîtrise bien moindre que ce que l'on pouvait alors rencontrer à l'est de l'Europe. En effet, dans cette partie du vieux continent, la période courant du 16^e au 19^e siècle a été marquée par un durcissement du servage, tandis qu'en Valachie les populations ont conservé une relative autonomie. En effet, une fois l'impôt payé, l'indépendance des paysans de Muntenie était bien plus importante que dans les territoires de l'empire d'Autriche ou de Russie. Néanmoins, la liberté relative dont disposaient les populations paysannes de Muntenie ne fut pas pour autant un facteur de développement économique (Djuvara, 1989).

Jusqu'au début du 20^e siècle, les villes de Valachie décroissent et elles sont reléguées au

statut de haltes princières et de lieu de résidence d'hiver pour la noblesse. La fonction d'espace d'échange des centres urbains fut amenuisée par les règlements fiscaux imposés par Istanbul, par l'interdiction aux fonctionnaires d'exercer des fonctions productives et par le déplacement des routes commerciales vers le sud des Balkans à partir du 17^e siècle (Berindei et Veinstein, 1987). La noblesse est quant à elle peu investie dans le développement économique. C'est l'État qui assure le maintien des échanges en faisant appel à des marchands juifs et hollandais.

Le maintien de l'impôt prélevé par la noblesse, alors qu'elle était pourtant peu présente et que les guerres ravageant le territoire se succédaient, a conduit à plusieurs révoltes à partir du 18^e siècle et finalement à la révolution de 1848, au moment du mouvement d'éveil des peuples à travers toute l'Europe (Castellan, 1984) (cf : section 5.1.1.1, p. 271). La fondation du royaume de Roumanie en 1859 a ainsi mis fin à la domination ottomane (Durandin, 1995). En Valachie, les domaines seigneuriaux ont progressivement été mis en vente aux paysans locaux. Cette organisation très spécifique de la Valachie a laissé des marques importantes sur l'organisation territoriale de la partie méridionale de la Roumanie et a participé à l'opposition entre le sud-est et le nord-ouest du pays.

À partir du milieu du 19^e siècle jusqu'à aujourd'hui, la Muntenie a été au cœur de la modernisation des territoires de Roumanie (Durandin, 1994). Le communisme a poussé ce processus jusqu'à son summum à travers une politique de grands travaux et un développement industriel accéléré. Surtout, à partir des années 1990 et l'ouverture progressive des frontières, la Muntenie devient un important carrefour de l'économie de marché entre le nord et le sud ainsi qu'entre le sud-est et l'ouest de l'Europe. La découverte du pétrole et son exploitation jouèrent un rôle important dans le développement de cette partie de la Roumanie.

Le territoire de Muntenie continue d'incarner le cœur industriel du pays à travers des pôles de compétence dans le domaine de la construction automobile, de la sidérurgie fine et de la chimie. L'attraction exercée par Bucarest reste prépondérante et l'ensemble des activités économiques sont orientées autour de cette polarité. Ainsi, la ceinture maraîchère qui entoure la capitale fournit des emplois à une large part des travailleurs vivant à moins de cinquante kilomètres de l'agglomération (Rey et al., 2007). Au-delà des pôles urbains où se concentre le secteur secondaire, les campagnes ont continué d'être marquées par l'importance de la place occupée par l'agriculture, malgré l'existence d'une main-d'œuvre pratiquant la migration pendulaire entre le village et la ville.

Si les grandes villes exercent un contrepoids au déclin démographique, la Muntenie est marquée par une faible natalité et par un vieillissement important de la population. Plus généralement, c'est l'ensemble de la Roumanie qui est confronté à cette dynamique. Entre 1990 et

2013, le pays a perdu 13 % de ses habitants. Ce chiffre s'explique principalement par l'importance qu'a prise la migration vers l'Ouest au cours de cette décennie. En outre, l'est et l'ouest de la Roumanie ne connaissent pas les mêmes tendances, alors que le phénomène de déclin est très net à l'ouest, l'est du pays profite encore aujourd'hui d'une très forte natalité qui compense le déficit migratoire.

2.1.2. Un petit village perdu dans les plaines

Les habitants du bidonville de « La place » sont tous originaires du village de Bărbulești¹⁵, près de Bucarest. À cinq kilomètres du village, la commune d'Urziceni fait office de centre urbain local. Elle constitue la troisième ville en population du județ¹⁶ d'Ialomița.

Le village de Bărbulești est assez représentatif du portrait qui vient d'être dressé du sud de la Roumanie. La commune fait néanmoins figure d'exception sur un certain nombre de points. Alors que les villages du sud de la Roumanie ont des dynamiques démographiques tendant au déclin, entre 2002 et 2016, le nombre d'habitants de Bărbulești est passé de 4 779 à 6 981. Cet accroissement s'explique principalement par des taux de natalité et de fécondité très supérieurs à la moyenne (27,1 % en 2016 contre 9 % dans l'ensemble de la Roumanie à la même période). Cette vitalité démographique masque toutefois d'importantes difficultés économiques. En 2013, le chômage était de 97 %. Sur plus de 3 000 actifs recensés, 70 seulement disposaient d'un emploi.

Durant la période communiste, la majorité des villageois travaillaient en tant qu'ouvrier non qualifié dans les trois entreprises nationalisées de la commune : une agence de nettoyage de wagons dépendant de la Compagnie des chemins de fer roumains (Căile Ferate Române : CFR), une fabrique de sucre et une ferme d'État. Ces compagnies ont fourni jusqu'aux années 1970 suffisamment d'emplois pour l'ensemble des travailleurs de Bărbulești. Toutefois, cette situation a connu un revers brutal après l'accession de Nicolae Ceaușescu au poste de secrétaire général du parti communiste roumain en 1965 puis à celui de président de la République socialiste de Roumanie en 1974. Après l'adhésion de la Roumanie au Fonds Monétaire International (FMI) en 1972, le « Conducător » lance le pays dans une importante politique de remboursement de la dette qui a fortement pesée sur l'économie. Les emplois dans l'industrie et l'agriculture commencent alors à disparaître. À partir du début des années 1980, les tra-

15. L'ensemble des matériaux de recherche que nous traiteront ci-dessous proviennent de deux sources principales : tout d'abord d'un séjour de recherche de plusieurs jours à Bărbulești, ensuite d'un rapport sur la commune et la situation des familles de « La place » commandé par la mairie de Maxéville (Le Clève et Peyroux, 2014).

16. Équivalent roumain des départements français.

vailleurs les moins qualifiés de Bărbulești sont licenciés à tour de rôle.

Les difficultés de plus en plus nombreuses que rencontrent les familles du village pour subvenir à leurs besoins élémentaires suite à ces événements amènent certaines familles à pratiquer des migrations saisonnières intranationales. Une partie d'entre eux occupent des postes d'ouvrier agricole dans les grandes exploitations fruitières sur les flancs des Carpates ou céréalière en Moldavie et en Transylvanie. D'autres se lancent dans le commerce de vêtements. Ils achètent en gros à Bucarest et revendent au porte-à-porte dans les villages de la région. Ces contraintes économiques ont participé à ancrer les migrations pendulaires dans les mœurs, bien avant l'ouverture des frontières européennes. Selon Swanie Potot et Dana Diminescu, l'importance des déplacements internes au pays serait à l'origine d'une « culture de la mobilité » spécifique à la Roumanie (Diminescu, 2003a ; Potot, 2007). Vintila Mihailescu parle quant à elle « d'absentéisme villageois » pour caractériser les pratiques de mobilité des campagnes roumaines durant la période communiste et dont l'influence aurait marqué les propensions migratoires des Roumains après 1989 (Mihăilescu, 2011).

Aux besoins économiques, s'ajoute également l'obligation faite à tous les citoyens roumains d'occuper un emploi à l'époque du régime communiste. Le chômage était alors puni d'une peine de prison de plusieurs mois, parfois de plusieurs années. Chez les habitants de « La place », c'est le cas de Nicolae. Il a écopé de six mois de prison au milieu des années 1980, « *La securitate m'a attrapé un jour dans Bărbulești. Je n'avais pas travaillé depuis deux semaines. Au début je me suis fait passer pour malade et j'ai fait semblant d'avoir mal pour rester chez moi. Sauf que j'en ai eu marre de rester à l'intérieur et j'ai voulu sortir. Ma mère et mon père me surveillaient donc je leur ai dit que j'allais acheter des cigarettes. Sauf que mes copains étaient dehors et on est allé boire ensemble. À la fin, j'étais tellement saoul que je ne tenais plus debout. C'est à ce moment-là qu'ils m'ont attrapé. Ils m'ont mis six mois directs* ».

2.1.3. Depuis la fin du régime communiste

2.1.3.1. L'entrée dans le monde du capitalisme

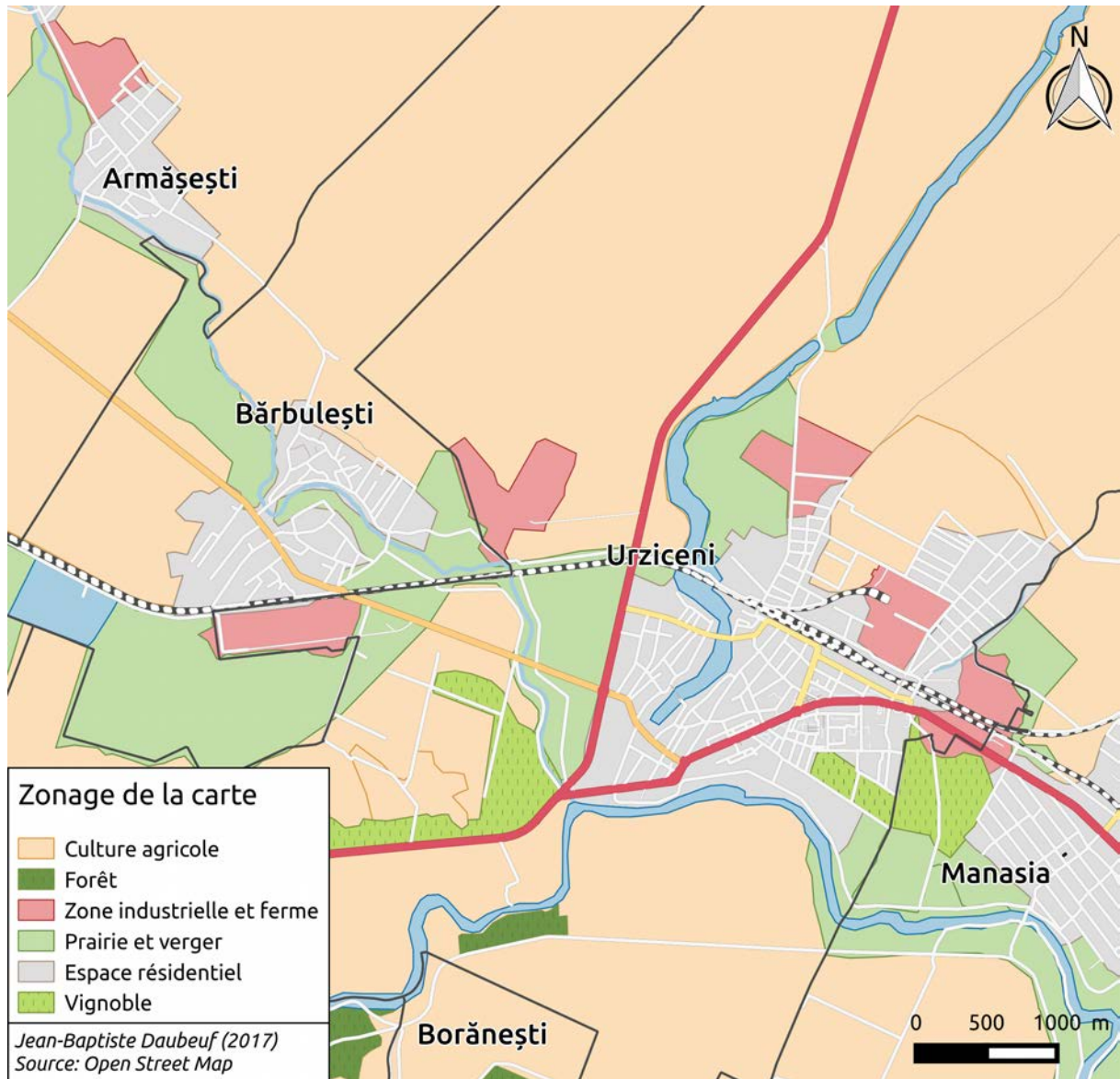


Illustration 16: Le village de Bărbulești et la ville d'Urziceni.

La décennie suivant la révolution populaire de 1989 est marquée par une grande période de transition politique et institutionnelle. De multiples problèmes législatifs, constitutionnels et juridiques ont ponctué ce processus (Ceterchi, 1992). La période de « transition » s'accompagne de déchirements politiques sur fond de réappropriation du pouvoir politique par une partie des cadres communistes et l'émergence d'une nouvelle classe politique issue de la société civile. À cela s'ajoute une récession plombant l'économie roumaine pendant toute la durée

des années 1990. L'accès à la société de consommation que promettait l'ouverture à l'économie de marché s'avère être une longue période de désenchantement (Diminescu, 2003b). La déception provoquée par le capitalisme de marché a entraîné une crise de l'imaginaire national chez une partie des classes moyennes et populaires (cf : section 5.1.2.1, p.278). En effet, alors que depuis sa création, le pays cherche à rattraper son retard économique, technologique et social sur les pays de l'ouest de l'Europe, l'échec de la démocratisation mène une partie de la classe politique à rejeter la faute de celle-ci sur certaines minorités (Karnoouh, 2005).

Le pays passe définitivement sous le giron occidental au début du millénaire en adhérant à l'OTAN en 2002, puis à l'Union européenne en 2007 (Karnoouh, 2004). C'est à ce moment que s'amorce la reprise économique. L'inflation décroît de 45,7 % en 2000 à 8,6 % en 2005 et le taux de croissance revient dans le positif en 2000 et monte jusqu'à 8,3 % en 2004 (Morokvasic-Muller, 1999).

Ce regain économique s'explique partiellement par l'apport d'aides financières distribuées par les institutions européennes et internationales dans le but de redresser le système politique et administratif roumain (Rey et Groza, 2009). Toutefois, ces aides s'accompagnent de fortes contraintes en termes de politiques structurelles et participent à un creusement des inégalités, notamment en aggravant le chômage de la partie la moins qualifiée de la population (Ionescu, 2007 ; Jaba, Iatu et Pintilescu, 2007 ; Mihailescu et Nicolau, 1996).

Comme dans certains pays de l'ancien bloc communiste, la rudesse du processus de démocratisation a pu donner le sentiment, à une partie de la société roumaine, qu'il s'agissait avant tout d'une politique imposée par le haut, pilotée par les institutions mondiales et certaines grandes organisations non gouvernementales dans une optique néolibérale (Heemeryck, 2010, 2011, 2012). De plus, malgré ces politiques structurelles, la corruption des élites économiques et politiques a persisté, comme en attestent certains grands mouvements de protestations qui ont eu lieu ces dernières années en Roumanie, beaucoup de manifestants demandant une plus grande transparence dans le fonctionnement des institutions¹⁷.

À Bărbulești, après 1990, les emplois encore disponibles ont progressivement disparu. La raffinerie de sucre a été vendue à l'entreprise roumaine Lemarco en 1993. Celle-ci a licencié juste après une partie importante des employés et a embauché à partir de là du personnel dans la ville toute proche d'Urziceni plutôt qu'à Bărbulești. L'entreprise de nettoyage de train a

17. D'importantes manifestations ont rassemblé des centaines de milliers de personnes à Bucarest à partir du mois de janvier 2017 pour dénoncer la corruption des élites. Les manifestants protestaient notamment contre les récentes tentatives du Parlement d'amnistier certains hommes politiques condamnés par la justice, et en particulier le président du Parti social-démocrate (PSD), Liviu Dragnea, poursuivi pour emplois fictifs.

quant à elle été déplacée à Bucarest.

La ferme d'État qui se situait sur un territoire adjacent à la commune a également massivement licencié. Surtout, la présence d'une telle structure sur le territoire de la commune a directement impacté le virage économique sévère qu'a connu Bărbulești à partir des années 2000.

2.1.3.2. Une situation agraire défavorable

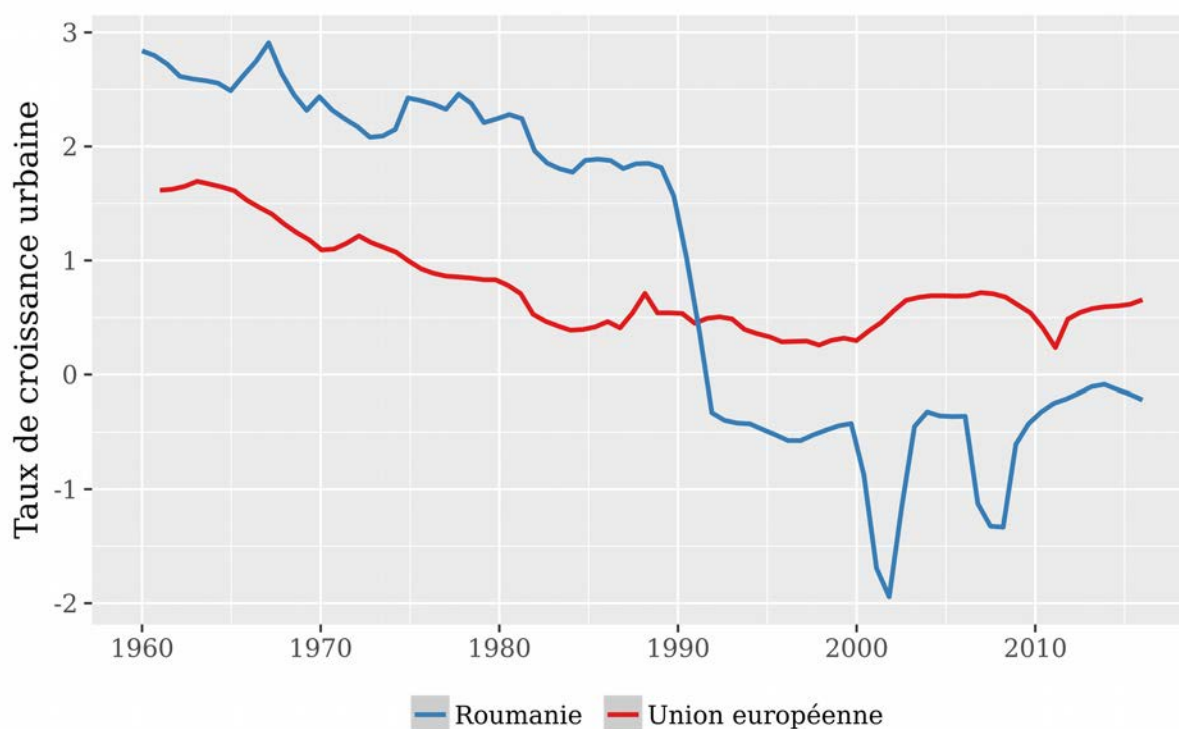


Illustration 17: Comparaison du taux de croissance urbaine annuel entre la Roumanie et l'UE.
Source : Banque mondiale. Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

En Roumanie, après la révolution, la population active agricole a été multipliée par dix. Entre 1989 et 1994, neuf millions d'hectares ont été redistribués à 5,6 millions de propriétaires en quelques années. Ce phénomène sans équivalent dans les autres pays de l'Europe de l'Est apparaît comme complètement à rebours des dynamiques rurales des pays développés. La meilleure expression de ce phénomène est la diminution drastique du taux d'urbanisation du pays et le passage dans le négatif de son taux de croissance urbaine, comme le représente l'illustration 17.

Contrairement à une partie de la Roumanie, Bărbulești n'a pas connu le « grand retour paysan » qui aurait permis d'amortir la disparition progressive des emplois fournis par les entreprises d'État. Pour comprendre ce phénomène, il faut revenir sur l'organisation de la produc-

tion agricole durant la période communiste.

L'exploitation des terres se répartissait alors en trois types de secteurs (Hirschhausen, 2000 ; Rey et al., 2007) : 1) Le « secteur coopératif », représentait la part la plus importante des surfaces agricoles (9 millions ha). Il laissait une liberté restreinte aux paysans puisqu'ils étaient contraints d'adhérer à une association de producteurs dans laquelle ils se devaient de fournir une importante contribution à la réalisation des corvées. 2) Le « secteur privé » concernait les zones les plus isolées et les moins productives de la Roumanie, essentiellement dans les montagnes. Il représentait 2,8 millions ha. Les paysans restaient propriétaires de leur exploitation et possédaient une autonomie importante. 3) Le « secteur étatique » concernait les 411 fermes d'État, totalement publiques, couvrant 2,1 millions ha. Ils représentaient l'équivalent roumain des *sovkhoses* soviétiques. Les travailleurs étaient des ouvriers et ils ne possédaient aucun droit sur la terre.

Durant la décollectivisation, ce sont principalement les terres administrées par le secteur coopératif qui furent rendues à la population. En outre, la part de ce secteur dans l'activité du pays a augmenté de 28 % à 36 %. La réappropriation des terres agricoles a conduit à une diminution nette de la taille des parcelles exploitées. Celles-ci sont passées d'une dizaine d'hectares en moyenne en 1989 à 3,3 ha en 2005.

La Roumanie est aujourd'hui l'un des pays les plus ruraux d'Europe avec un taux d'urbanisation en 2018 de seulement 55 % tandis qu'il est de 80 % en France et de 75 % en moyenne en Europe. Néanmoins, cette situation masque des disparités importantes puisqu'en 2010, environ 3,7 millions d'individus détenaient en moyenne 1,5 ha exploités, alors que 9 600 disposaient en moyenne de 540 ha. On peut ainsi dire que « La Roumanie est un pays à deux agricultures où le clivage entre l'agriculture de subsistance et les très grandes fermes a fait que la répartition des subventions soit la plus inéquitable de l'Union européenne » (Mihăilescu, 2011). Ces transformations ont surtout conduit au retour d'une agriculture très peu mécanisée dans une grande partie du pays. La calèche tractée est devenue au fil des années l'un des symboles les plus marquants de ce retour paysan et a alimenté l'imaginaire occidental sur le caractère archaïque de la société roumaine.

Valérie von Hirschhausen montre l'existence de trois facteurs spatiaux qui ont concouru à l'importance de cette reconquête paysanne (Hirschhausen, 2000). Ceux-ci sont liés aux spécificités du système culturel roumain à l'échelle de l'espace domestique, de l'espace du village et des espaces de collines et de montagnes. Selon la géographe, durant plusieurs décennies ces trois niveaux auraient assuré un refuge à la culture roumaine face à la modernisation à marche forcée imposée par l'État. Ils ont constitué le support d'une résistance culturelle au totalita-

risme communiste et ils se sont inscrits dans les représentations et l'imaginaire national comme l'expression de l'essence culturelle de la nation. Le rôle protecteur qu'ils ont joué pendant les décennies communistes expliquerait ainsi leur réinvestissement massif par la société civile roumaine à partir de 1990. Ainsi, le « retour paysan roumain » a pu être analysé autant par les chercheurs que par les représentants politiques comme un retour aux sources pour des millions de Roumains. Néanmoins, cette vision idéalisée a très vite déchanté après l'apparition de grandes vagues migratoires vers l'Ouest (Hirschhausen, 2008).

À Bărbulești, il serait tentant d'expliquer la faible réappropriation paysanne du territoire par la culture tsigane à laquelle sont associés les villageois. Néanmoins, la raison de ce particularisme est plutôt à mettre sur le compte des caractéristiques du territoire et le processus de décollectivisation.

En effet, l'ensemble des terres du village appartenait à la ferme d'État. Celle-ci a été vendue en bloc à des exploitants allemands à la fin des années 1990 et les villageois n'ont pu accéder qu'à une très faible partie des terres exploitables. Bărbulești a donc connu un parcours assez différent de celui des villages de la région d'Urziceni. Les terres de la majorité d'entre elles étaient généralement administrées par des entreprises coopératives et ont été massivement réinvesties par les villageois. Cette situation a eu un impact direct sur le paysage. Bărbulești est encerclé de parcelles agricoles de grandes tailles (15 ha en moyenne), tandis que dans les villages voisins les parcelles sont beaucoup plus réduites (1 ha en moyenne).

La particularité de l'évolution économique de Bărbulești a réduit les possibilités offertes aux habitants d'assurer leur revenu en se réappropriant les espaces de production agricole. Les décisions politiques portant sur la transition agraire ont donc eu un impact direct sur la ghettoïsation ainsi que la stigmatisation des habitants du village. Surtout, la forte dépendance des habitants envers les prêteurs sur gages ou leur cercle familial découle de leur faible accès à l'outil territorial de production.

2.1.3.3. La multiplication des facteurs d'isolement

L'enclavement de la commune a été aggravé par un enchaînement d'événements survenus au milieu des années 2000. D'importantes précipitations et une mauvaise gestion des infrastructures de rétention d'eau ont provoqué le débordement de la rivière traversant Bărbulești en 2005. L'armée s'est trouvée dans l'obligation d'évacuer plus de trois cents personnes. À la suite de ces incidents, plusieurs dizaines de maisons ont dû être détruites alors que beaucoup d'autres sont devenues inhabitables. La plupart d'entre elles se trouvaient alors sur des terrains inondables, normalement inconstructibles, mais que la corruption endémique n'avait ni empê-

ché, ni sanctionné. L'État et le județ d'Ialomița ont mis en place un programme d'urgence pour reconstruire une quarantaine de maisons et dédommager à hauteur de 200 € chaque famille. Cette prise en charge, largement insuffisante au vu des dégâts, n'a souvent pas permis aux victimes de reconstruire leurs habitations. En outre, une quinzaine de famille n'a pas pu bénéficier d'un relogement et elles ont été dans l'obligation de trouver un nouveau lieu de vie par elles-mêmes. D'autres encore ont dû attendre de nombreuses années avant d'accéder à un nouveau logement.

Surtout, pour l'ensemble des habitants de Bărbulești, cette inondation a dégradé l'accès aux consommables. Les canalisations permettant d'accéder à l'eau potable ont été mises hors d'usage par la pollution et une grande partie des logements n'y sont plus raccordés. Les branchements électriques ont subi d'importants dégâts et certaines familles ont été déconnectées des circuits d'accès durant plusieurs années.

À côté de ces incidents faisant suite aux différentes catastrophes naturelles, c'est l'entretien de la voirie qui a été gravement défaillant. La corruption et le clientélisme de certains représentants des institutions ont participé à la constitution d'un système de bakchich pour l'entretien des routes ou pour le déblayage de la neige durant l'hiver. Encore aujourd'hui, pour les habitants il est nécessaire de déboursier une trentaine d'euros pour que la chaussée en face de leur maison soit désencombrée après les chutes de neige.

À ceci s'ajoute la dégradation des habitations au fil des années. Le manque de ressources a conduit un grand nombre d'habitants du village de Bărbulești à différer l'entretien de leur logement. Plusieurs familles du bidonville déplorent ainsi que leurs toits soient en mauvais état ou que leurs murs soient rongés par l'humidité.

Toutes les familles possèdent néanmoins leur propre maison. Celles-ci restent vides une bonne partie de l'année. Elles ne sont réinvesties que quelques semaines occasionnellement, lorsque les migrants reviennent au village. La qualité des résidences est néanmoins très disparate. Certaines familles ont réussi à économiser durant les années passées en France pour en améliorer le confort. C'est le cas notamment des Gîngioveanu, Iliescu qui Bacescu qui disposent chez-eux de l'ensemble des éléments du confort moderne : salle de bain et toilettes intérieures, cuisine aménagée, eau courante, électricité, etc. Au contraire, certaines familles disposent d'équipements très minimalistes et parfois très dégradés, comme les Stoian ou des Cîrciu, chez qui l'eau courante est absente tandis que les murs et les toits se sont très nettement détériorés depuis leur départ.

En outre, à la suite des inondations du milieu des années 2000, le village s'est isolé administrativement. Durant la période communiste, Bărbulești était rattaché à la commune de

Armăşeşti. Le conseil municipal de cette commune en accord avec l'agglomération d'Urziceni a pris la décision de se détacher de Bărbuleşti. Le prix des réparations ainsi que la dynamique démographique très importante de Bărbuleşti sont alors utilisés comme justification par le conseil municipal d'Armăşeşti pour amorcer les démarches à partir de 2006.

Toutefois, l'isolement de la commune doit être relativisé du fait de sa proximité spatiale avec des centralités majeures en Roumanie. L'accès aux espaces économiques s'effectue facilement par les transports en commun dont plusieurs arrêts se trouvent directement dans le village. Un bus effectue plusieurs fois par jour le trajet entre Bărbuleşti et Urziceni. Néanmoins, alors que les tickets étaient gratuits à l'époque communiste, ils sont devenus payants à partir des années 1990. De plus, une gare de train relie également Bărbuleşti à Urziceni ainsi qu'à Ploieşti, une ville moyenne de 210 000 habitants. La route européenne E 85 connecte Bucarest à la ville d'Urziceni et passe à côté de Bărbuleşti. La desserte en transport montre ainsi que l'isolement du village n'est pas du seul fait de contraintes spatiales puisque les villageois effectuent souvent des trajets en train, en voiture ou en bus vers Urziceni ou Bucarest. Il faut donc aller voir ailleurs pour comprendre la ghettoïsation rurale ayant touché Bărbuleşti dès la fin du régime communiste : dans les relations sociales structurant la vie dans le village.

2.2. *Les bouleversements de la réciprocité*

2.2.1. *Nouveaux revenus*

À partir des années 1990, les liens intracommunautaires se sont resserrés pour amortir les difficultés économiques liées à la disparition progressive des sources de revenus à un moment où l'isolement progressif du village a accentué le sentiment d'un « petit monde clos » se limitant à l'intérieur du périmètre Bărbuleşti. Toutefois, l'appauvrissement engendré par le manque d'emplois doit être relativisé du fait de la réussite économique de certains villageois puisqu'un petit groupe de villageois a profité de l'ouverture des frontières pour développer différents types de commerces ; l'un des plus répandus consistant à importer et à vendre des imitations de vêtements et d'accessoires de marques ou de luxe fabriqués en Turquie.

Il faut toutefois garder à l'esprit que ce type de contrebande demande des ressources importantes : un apport de capital conséquent, un réseau de contacts étendu et un investissement collectif pour mutualiser des risques. Il est néanmoins extrêmement rentable et il a assuré très rapidement des revenus réguliers à plusieurs figures locales de Bărbuleşti. Jusqu'à l'entrée de la Roumanie en 2007 dans l'Union européenne, le passage entre la frontière turque, bulgare

puis roumaine était devenu plutôt perméable. Aujourd'hui, les contrôles sont devenus beaucoup plus fréquents. Les convois continuent à traverser les frontières, mais plusieurs importateurs de Bărbulești se sont tournés vers d'autres sources d'approvisionnement ou d'autres types de commerce.

En outre, un certain nombre de migrants ont réussi à s'intégrer économiquement ou à stabiliser des petits commerces à l'Ouest. Eux aussi participent, de leur façon, à relativiser l'appauvrissement du village de Bărbulești.

2.2.1.1. Déséquilibres économiques

Les nouvelles sources de revenus ont fait apparaître de fortes disparités économiques. Surtout, elles ont eu comme conséquence de provoquer des changements dans l'équilibre des échanges entre les différentes composantes sociales de Bărbulești. Pour une minorité d'individus, leur capacité à donner et à rendre a été multipliée tandis que pour d'autres, autrement dit la grande majorité des villageois, leur participation aux échanges s'est restreinte. Comme le remarque Marshall Sahlins, « le déséquilibre économique est l'opération clé qui fait des déploiements de générosité et de la réciprocité généralisée, les "mécanismes d'amorçage" des distinctions hiérarchiques et du pouvoir. Un don qui n'est pas sur-le-champ payé de retour "crée quelque chose entre les gens" : il perpétue la relation, instaure un rapport de solidarité – du moins jusqu'à ce que le donataire s'acquitte. Deuxièmement, ce donataire sur qui s'étend "l'ombre de la dette" se trouve en situation d'obligé à l'égard du donateur ; bénéficiaire de la transaction, il devra se montrer pacifique, prudent et docile dans ses rapports avec son bienfaiteur » (Sahlins, 2017, p. 333-334).

Dès lors, les bénéficiaires de ces nouvelles sources de revenus ont occupé une place de plus en plus centrale à Bărbulești. L'appauvrissement généralisé du village leur a offert la possibilité de redistribuer, avec bien plus de force qu'auparavant, les rentes de leurs commerces. Les habitants les plus pauvres sont devenus toujours redevable de ces notables locaux et beaucoup ont contracté des dettes auprès d'eux. D'une certaine façon, il est possible de faire un parallèle entre ce phénomène et l'organisation du pouvoir au sein de société archaïque, car la centralité acquise par les détenteurs de ressources les rapproche de la figure du « Big man ». Pour mieux comprendre, il faut revenir en arrière et observer que l'apparition de ce type de « personnage social » découle du prestige acquis par la redistribution des biens issus d'un surplus de production (Sahlins, 1963). Il est l'illustration d'un cercle vertueux pour les plus riches qui accroissent par le don leur capacité à donner. Tandis que la recevabilité auprès du « Big man » des individus bénéficiant de la redistribution s'accroît, ce dernier peut tirer profit des

dépendances pour augmenter l'étendue de sa force de production et de redistribution. Ce processus le conduit à occuper une place toujours plus centre des échanges au sein de la communauté et il peut, en conséquence, asseoir son pouvoir en chapeautant les cérémonies religieuses ou les fêtes de redistribution publique.

2.2.1.2. Positions institutionnelles

Dans ce système de redistribution, les positions institutionnelles constituent un atout pour accroître la centralité et l'étendue du capital social. Elles permettent surtout de se voir accorder un rôle accru dans le fonctionnement communautaire et dans le processus de corruption. À Bărbulești, l'ensemble des procédures administratives, judiciaires ou urbanistiques sont soumises à ce fonctionnement. C'est ce qu'explique notamment Christina « *tout ce que tu veux faire à Bărbulești il faut payer. Tu veux un certificat de mariage, un permis, toucher les allocations, à chaque fois il faut que tu donnes de l'argent. C'est soit ça, soit tu n'as rien du tout. En ce moment, il neige à Bărbulești. Si tu veux que le déneigeur passe devant chez toi, t'es obligé de donner de l'argent* ». La corruption entretient et nourrit le système de dépendance au sein du village. Elle crée des obligations tout en maintenant les dépendances. En effet, « la corruption se situe [...] bien à tous les niveaux du système ; elle repose sur le tandem obligation (corruption du big man en l'obligeant) et dépendance (corruption des membres du réseau en les rétribuant), ce qui équivaut à l'instauration d'un rapport social basé sur le don et la dette, c'est-à-dire sur l'idée de ne-jamais-en-être-quitte-de-l'autre : corruption et dépendance vont donc de pair » (Laurent, 2000).

L'une des figures locales, reconnue comme l'un des hommes les plus opulents du village, profite ainsi de son rôle d'administrateur et d'ancien maire pour accroître son capital social et maintenir son autorité. Cette position lui donne un rôle de premier plan dans le système de corruption endémique. Elle lui permet de valoriser symboliquement son rôle dans la résolution de certains conflits et dans le choix des alliances entre familles. Ainsi, une anecdote ayant eu lieu sur le bidonville illustre parfaitement la place réservée aux hommes d'importance de Bărbulești. Fin 2013, un conflit a opposé deux familles. Les Cîrciu ont marié leur fils à l'une des jeunes filles de la famille Macovei. Le mariage entraîne le versement d'une dot d'environ 5 000€ des parents du marié à la famille de la mariée. Une fois l'alliance célébrée, la jeune femme part vivre chez ses beaux-parents. Toutefois, quelques mois après le mariage, la relation entre la belle-fille et sa belle-mère se dégrade. La première reproche à la matriarche de lui demander une contribution beaucoup trop importante aux tâches ménagères et à la vie familiale.

À plusieurs reprises, la jeune mariée rentre se cacher chez ses parents, dans les cabanes en face de celles des Cîrciu. À chaque fois, les deux familles finissent par négocier le retour de la belle-fille chez sa nouvelle famille. Un jour néanmoins, la jeune femme disparaît. Elle emporte son nouveau-né et part se réfugier chez un oncle dans le sud de la France. Après son départ, la relation entre les deux familles s'envenime. Les Cîrciu demandent la restitution de la dot tandis que les Macovei reprochent à la belle-mère d'avoir abusé de son autorité sur sa belle-fille. Finalement, les familles en viennent aux mains et les Cîrciu montent une partie du bidonville contre les Macovei ce qui pousse ces derniers à quitter les lieux.

Les Cîrciu continuent néanmoins de réclamer le retour de la dot et le conflit est porté auprès d'un petit groupe d'hommes faisant autorité dans le village, ce sont pour la plupart des « gens importants », autrement dit ceux disposant d'un capital social et économique conséquent, pouvant faire la preuve de leur centralité dans le village et donc de leur autorité sur les parties prenantes. Une réunion est organisée en Roumanie à laquelle se rendent chacun des partis. Durant celle-ci, les membres du « tribunal » écoutent les parties et se réunissent entre eux pour décider de la résolution. Il est finalement acté que les Macovei pourront garder la dot tandis qu'une nouvelle alliance est proposée aux Cîrciu entre leur fils et la nièce du maire de Bărbulești. Lors de ce type de situation, pour les « hommes importants » l'enjeu n'est pas simplement de faire la preuve de leur autorité, mais surtout de montrer leur capacité à résoudre les conflits, en usant si cela est nécessaire de leur poids au sein de la communauté.

Pour les individus ayant bénéficié de ressources pouvant être distribuées, leur centralité économique leur donne une position d'autorité qu'ils mobilisent lors de la résolution de conflits. Toutefois, la centralité des positionnements individuels doit être constamment réactualisée en faisant la preuve de leur capacité de jugement et d'autorité, en mobilisant les réseaux nécessaires pour faire accepter leur décision ainsi qu'en continuant à mettre en scène leur prospérité économique et l'opulence dont ils bénéficient. Cet élément explique en partie l'importance de l'exposition ostentatoire des richesses à l'intérieur du village. En effet, comme beaucoup d'autres lieux en Roumanie, Bărbulești a vu fleurir ces dernières décennies des « palais » illustrant les réussites économiques de leur propriétaire. D'importantes constructions à l'architecture hétéroclite, faite de colonnes, de dorures et de toitures ornées de zinc ciselé constituent les décors d'une représentation à laquelle participe l'ensemble du village. À cela, la voiture s'ajoute comme un support de démonstration primordiale de la richesse. Les grosses cylindrées circulent à longueur d'année sur les routes en terre de Bărbulești et elles sont la preuve du succès que connaissent leurs conducteurs.

2.2.1.3. Bouleversements migratoires

Les nouvelles sources de revenus apparues avec l'ouverture des frontières ont conduit de plus en plus d'habitants de Bărbulești à être absents une partie de l'année. Pour ces derniers, la valorisation des richesses constitue l'une des stratégies permettant de préserver sa place au sein de la communauté. La démonstration de la réussite est un enjeu important d'autant plus pour ceux n'ayant plus la possibilité de s'inscrire dans les échanges quotidiens du village. L'achat d'une voiture à l'étranger par exemple se fait souvent dans la perspective de rentrer au village et d'exposer le capital économique accumulé durant la période d'absence. Parallèlement, d'autres habitants continuent d'investir dans leur maison pour montrer qu'une partie de leur vie se mène encore à Bărbulești.

L'investissement dans ces deux supports de réussite est régi par un jeu complexe et évolutif dépendant des surenchères menées au sein du village. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne les modèles automobiles dont le prestige varie rapidement en fonction des nouvelles acquisitions. Le surpassement mutuel entre habitants de Bărbulești redéfinit en permanence les « frontières de la réussite ». Les surenchères entre BMW et Mercedes conduisent à des achats toujours plus importants. Les modèles les plus onéreux, les plus récents, vus à la télévision ou dans des films sont les plus recherchés et admirés. Ainsi, la réussite d'un migrant de retour au village est en partie jugée à la taille et au prix de sa voiture.

Certains migrants préparent donc leur retour plusieurs mois à l'avance dans le but de mettre le mieux possible en valeur leurs réussites économiques. C'est le cas par exemple de Cezar, le neveu de Ion Cîrciu. En 2015, il souhaite faire la démonstration de sa réussite à l'Ouest après avoir réalisé plusieurs « bons coups ». En France, il a trouvé une BMW X6 à 50 000€ sur « Le Bon Coin ». Le prix reste bien au-dessus de ses moyens. Il fait appel à l'ensemble de ses contacts, principalement la famille, pour obtenir la somme lui faisant défaut. Au bout de quelques semaines, il réussit à amasser suffisamment d'argent pour acquérir la voiture, en devant toutefois s'endetter auprès d'une grande partie de son entourage et en investissant l'ensemble de ses économies. Pour assurer la subsistance de leur famille, sa femme et lui vont mendier tous les jours au volant de la très grosse voiture, alimentant au passage plusieurs préjugés sur les mendiants identifiés comme Roms. Néanmoins, quelques mois plus tard, lors de son retour à Bărbulești, il se présente comme un entrepreneur ayant bâti un commerce prospère. Il exhibe dans le village sa nouvelle acquisition et il a les moyens de s'assurer une place dans le cercle des individus prestigieux du village.

Les séjours à Bărbulești sont l'occasion d'exposer sa réussite à l'Ouest tout en veillant à perpétuer sa place au sein de l'espace social du village. L'ensemble des marqueurs de ri-

chesses sont des indicateurs de réussite repositionnant les migrants à chacun de leurs retours. C'est pour cette raison qu'à chaque fois des vêtements sont spécialement achetés pour exposer le nouveau statut économique acquis à l'Ouest. Avant le départ, il faut prévoir de rapporter sur place les biens achetés ou récupérés à Nancy, mais surtout les cadeaux pour la famille. Ainsi, pour les habitants du bidonville de « La place », les départs vers Bărbulești s'accompagnent toujours de sorties d'argent dispendieuses puisqu'ils induisent nécessairement des dépenses redistributives importantes. En effet, au-delà de l'apparence, l'opulence économique se mesure en fonction de sa capacité à faire profiter ceux restés au pays des biens acquis. Pour un voyage de quelques jours, les dépenses peuvent s'élever à plusieurs milliers d'euros. Florin explique que « *quand tu rentres à Bărbulești, tu vas voir la famille, les copains. Forcément, c'est toi qui payes la nourriture, l'alcool... Tu prêtes de l'argent, tu fais des cadeaux, tu donnes pour les mariages. Ça va très vite, en quelques jours tu as dépensé tout ton argent et quand tu reviens en France, t'es obligé de travailler comme si rien ne s'était passé...* ».

Les dépenses ostentatoires véhiculent une image de l'ouest alimentant les fantasmes des villageois restés à Bărbulești. Pour les migrants, ces dépenses leur permettent de continuer à exister dans un monde vis-à-vis duquel ils sont de plus en plus coupés. Abdelmalek Sayad a montré le tiraillement que la migration provoquait chez les Algériens ayant traversé la mer pour trouver un emploi en France. Tandis qu'ils ne sont plus totalement inscrits au sein du monde social dont ils viennent, les migrants ne sont ancrés que de manières parcellaires dans leur pays d'arrivée. L'investissement économique et les retours prestigieux au village sont une façon de se maintenir dans le jeu des interactions sociales locales.

Toutefois, cette situation transforme la donne au pays. La migration tend à accélérer les processus de différenciation dans le village. Tel que le remarque Abdelmalek Sayad, « l'effet le plus inattendu de l'émigration semble être d'avoir bouleversé les frontières qui séparent les groupes sociaux et aussi la hiérarchie sociale en donnant aux émigrés l'occasion et les moyens sociaux d'une promotion qui ne peut que paraître "illégitime" parce qu'acquise hors des normes socialement admises, hors de l'orthodoxie qui règle les transformations sociales mêmes les plus accélérées et les plus totales » (Sayad, 2014, p. 209-210). On retrouve ce phénomène à Bărbulești. La modification de l'ordre régissant l'ascension sociale traditionnelle est vécue d'autant plus durement que le retour aux villages des « nouveaux riches » a provoqué une augmentation très nette du coup de la vie à Bărbulești : « *Même si on voulait rester on ne pourrait pas. La vie à Bărbulești est comme en France. Les très riches donnent de l'argent pour n'importe quoi, forcément les magasins en profitent et augmentent les prix...* » explique Victoria. Ainsi, ceux restés au village et ceux n'ayant pas réussi à transformer la migration en réussite économique ont été progressivement mis en marge des transformations que modifie

en profondeur *Bărbulești*.

2.2.2. *De l'échange à la mafia*

2.2.2.1. Le développement d'une économie criminelle

Parmi les réussites économiques que *Bărbulești* a connues dans les années 1990, un certain nombre s'inscrit dans le cadre de l'économie criminelle. Un ensemble d'individus se sont professionnalisés dans les braquages à main armée, les vols, les cambriolages, le proxénétisme ou la vente de drogue. Le poids de ces activités criminelles dans la vie locale est devenu de plus en plus important au tournant des années 2000. Surtout, les revenus procurés par ces nouvelles activités ont conduit à un accroissement rapide des disparités économiques entre les habitants. La réorganisation de la répartition des richesses s'est traduite par un accroissement de l'importance accordée aux nouvelles élites économiques locales. Elle a également mené à la création d'une organisation informelle que les habitants du village et les médias ont qualifiée à plusieurs reprises de « mafia ». Surtout, le développement de cette organisation criminelle a accéléré le processus de coupure avec le reste du territoire, poussant la police à rentrer de moins en moins souvent dans le village. Ovidiu se souvient que « *la police avait peur de rentrer. Plus personne ne rentrait dans Bărbulești. En plus, dans notre partie du village, c'est difficile de rentrer, il faut prendre des petites routes. Ils avaient peur que l'on s'attaque à eux* ». Ces événements continuent à marquer l'image de *Bărbulești*, celui d'un village tsigane où pauvreté, traditions archaïques, crimes et violence se mêlent les uns aux autres. C'est ce qu'explique Nicolae : « *Bărbulești a toujours eu mauvaise réputation. Quand il y avait un cambriolage dans les villages près d'Urziceni, c'est toujours les gens de Bărbulești qui étaient désignés comme responsables. Mais quand il y a eu des morts, ça s'est empiré. Ça a fait beaucoup de bruit, même à la télévision nationale* ». En outre, la mafia a participé durant ces dernières décennies à maintenir la dépendance des migrants envers le village, en particulier ceux mis face à des conditions de grande précarité à l'Ouest, maintenant ainsi *Bărbulești* comme l'espace de référence principal.

À *Bărbulești*, les groupes criminels se sont ainsi appropriés une grande partie des secteurs économiques pourvoyeurs de revenus : le commerce de vêtements, la production musicale, les entreprises du bâtiment, etc. La mainmise dont ils disposent sur ces activités leur permet de recruter de la main-d'œuvre au sein du village, parmi les villageois les plus pauvres, démunis et confrontés à l'absence de source de revenus. Ces derniers se retrouvent très vite aliénés à un système mafieux les contraignant peu à peu à basculer dans le domaine de l'illégalité et du banditisme. C'est ce qu'explique Viorel alors que nous nous baladons dans les rues de *Bărbu-*

lești : « Tu peux revenir vivre ici quand t'as fait de l'argent. Sauf que tu arrives avec 10 000 ou 15 000 et en cinq mois, t'as tout dépensé. Il faut que tu trouves du travail parce que si tu restes et que t'as pas d'argent, t'es obligé d'aller voir [le chef de la mafia local]. Tu fais ça, t'es fini. Parce que maintenant c'est eux qui décident pour toi. Ils vont t'obliger à faire des braquages, des vols et de la drogue. Quand t'es dans une bande, tu ne peux jamais t'en sortir parce qu'ils te donnent à manger et toi tu leur dois tout ».

De plus, les situations de dépendance au sein des organisations criminelles de Bărbulești sont à mettre en lien avec les dettes sociales et monétaires contractées par chaque membre. C'est pour cette raison que le plus souvent les activités économiques nécessitent de se soumettre à l'autorité d'un « chef ». À l'intérieur des petits groupes menant des activités illicites, un organisateur dispose en effet d'une grande partie des contacts et des compétences nécessaires pour réaliser le « coup ». Il choisit la méthode de répartition des bénéfices et les individus intégrés. Pour les partenaires travaillant avec lui, l'emploi offert instaure une dette les rendant redevables. À partir de ce moment, le chef de réseau peut alors ponctuellement faire la demande de contreparties, pouvant prendre la forme de services plus ou moins importants, dangereux et légaux. Il devient alors souvent difficile de se libérer de cette recevabilité, d'autant plus que celle-ci les amène à coopérer avec d'autres individus proches des réseaux criminels.

En outre, la mafia se sert des réseaux de migrants en Europe de l'ouest ou en Amérique pour investir de nouvelles activités économiques ou de nouveaux territoires. Chacune des installations représente un tremplin pour investir de nouveaux marchés ou secteurs. Les figures les plus importantes du milieu criminel de Bărbulești maintiennent ainsi des alliances familiales ou économiques avec les migrants, leur faisant bénéficier et accéder à ces nouvelles activités économiques. La mafia se greffe donc à un réseau d'échange au sein duquel elle vient contribuer avant d'en prendre partiellement le contrôle. Cette insertion dans l'économie migratoire s'effectue à mesure que les migrants, souvent ceux les plus vulnérables, contractent des dettes sociales, morales ou monétaires envers la mafia. La multiplication des recevabilités et des obligations permet alors aux organisations mafieuses d'influer et orienter progressivement à leur profit les flux d'échanges. Elles occupent au fur et à mesure des positions centrales à l'interface de tous les réseaux et peuvent accroître leurs emprises en s'instituant en tant qu'intermédiaires incontournables.

2.2.2.2. Réseaux criminels

Les groupes criminels du village ne constituent pas des organisations fermées, mais plutôt

des réseaux ouverts dans lesquels s'intègrent des individus à des degrés d'engagement variable. C'est l'ensemble des ressources apportées par ses membres qui forme la force et la puissance de l'organisation. Ainsi, dans le village de Bărbulești, la coupure entre les villageois et les membres de la mafia n'est pas complètement claire et explicite, tandis que l'appartenance aux organisations criminelles ne se traduit pas nécessairement par une allégeance totale à l'organisation. Au contraire, le rattachement à la mafia se mesure au degré d'engagement de l'individu dans les transactions au sein de l'organisation. Plus un individu occupe une place centrale dans les échanges, autrement dit, plus il fait partie directement ou indirectement des transactions et des activités menées, plus il occupera une position influente au sein du réseau. En outre, l'existence d'une pluralité de groupes, ponctuellement en guerre les uns contre les autres, mène à des conflits envenimant les relations entre les différents membres des organisations criminelles. Les conséquences sont alors parfois un recrutement forcé parmi les villageois : « *Quand il y avait des bandes qui se battaient, ils venaient te chercher chez toi avec des fourches et des bâtons pour te forcer à te battre contre les autres groupes. Si tu leur devais quelque chose, tu étais obligé, mais des fois tu ne devais rien à personne et ils t'obligeaient quand même à te battre. Sinon, ils cassaient ta maison* » explique Nicolae. Dès lors, la force de l'organisation mafieuse à Bărbulești est d'arriver à regrouper un réseau large de contacts, tout en pouvant agir sur celui-ci (Coleman, 1994).

Si les organisations criminelles de Bărbulești fonctionnent en réseaux, elles sont par ailleurs fortement territorialisées ; elles n'agissent pas dans une sphère mondialisée et déspatialisée, mais au contraire dans un périmètre géographique, ancré territorialement et délimité par des frontières spatiales. Ceci peut s'expliquer par le fait que la majorité des phénomènes mafieux se développent à partir d'activités localisées de racket-protection. Leur maintien dans le temps dépend en partie de l'institutionnalisation de leur autorité au sein d'un territoire (Blok, 2000 ; Gambetta, 1994).

L'importance jouée par l'espace géographique pour ancrer les activités criminelles mène à des guerres de territoire entre clans pour s'en assurer le contrôle. À Bărbulești, les conflits n'ont plus eu lieu depuis plusieurs années. Néanmoins, tout au long des années 1990 jusqu'au milieu des années 2010, de multiples affrontements ont opposé les groupes criminels les uns aux autres, causant plusieurs décès et arrestations. Cette période a connu son summum en 2012, lorsque plusieurs meurtres ont fini par pousser les autorités roumaines à intervenir. Les médias ont couvert l'événement et ont mis en lumière la situation dans le village. Les télévisions ont exhibé sur les écrans des télévisions roumaines les armes de gros calibre et les grosses berlines à côté d'une population pour partie très pauvre. Au même moment, le maire du village est arrêté pour contrebande et grand banditisme. Peu après, il est condamné à plu-

sieurs années de prison. Néanmoins, derrière ce qui a pu apparaître comme un coup d'arrêt orchestré par les autorités roumaines des pratiques mafieuses au sein du village, ces événements ont principalement mené à une réorganisation des réseaux criminels et le passage de l'ensemble d'entre eux sous le contrôle d'un seul homme : l'ancien maire de Bărbulești.

Depuis, les relations entre les différents membres des organisations criminelles se sont apaisées. Effet, l'allégeance des membres de la mafia à la figure d'autorité locale s'est suivie d'une pacification des relations entre villageois. Alors que nous revenons sur les événements de la fête de la veille à Bărbulești, à laquelle nous avons participé et où était présent l'homme auquel sont soumis les groupes criminels contrôlant le territoire de Bărbulești, Remus me fait comprendre avec lucidité que *« c'est lui qui a gagné la "coupe de Bărbulești", maintenant plus personne ne s'oppose à lui, même ceux qui ont de l'argent savent bien que c'est lui le boss. Il y en a qui montre leur argent pour fait croire qu'ils sont des "boss", mais lui n'a pas besoin parce qu'il sait que tout monde le respecte. Il y a plus de 200 personnes fidèles qui sont derrière lui. À Bărbulești il n'y a aucun autre gars qui peut s'opposer parce qu'ils travaillent tous plus ou moins pour lui... Il y a que les boss de Bucaresti qui peuvent lui dire quelque chose, mais même eux en ont peur, c'est pour ça qu'ils lui ont donné l'est de Bucarest jusqu'à Urziceni »*.

Comme on le voit, au moins jusqu'à une période récente les organisations criminelles contrôlant Bărbulești se sont érigées en monopole en réprimant par la force ceux cherchant à s'opposer à leur mainmise dans le but d'ancrer leur autorité sur le territoire (Santino, 1995). Durant cette période, aujourd'hui terminée, ils se sont généralement présentés comme des entrepreneurs privés de protection et sont rentrés en concurrence avec l'opérateur public étatique. Les représentants de l'État étaient alors caillassés lorsqu'ils rentraient dans le village, obligeant une partie d'entre eux à abandonner leurs missions. En outre, les membres des organisations criminelles de Bărbulești ont pris une place de plus en plus importante au sein des institutions du village. L'accès au poste de maire de celui qui deviendra par la suite la figure principale de la mafia de Bărbulești en est un des exemples. Ce poste lui a ainsi permis d'étendre l'influence de l'organisation aux sphères administratives. L'ancrage institutionnel de la mafia démontre ainsi leur suprématie politique sur le territoire (Fiandaca, 1994). Pour maintenir son contrôle sur un territoire, la mafia doit donc trouver un équilibre entre relation au système politico-administrative et lien consensuel avec la population : *« La criminalité organisée peut trouver un terrain fertile de développement dans les contextes où ils existent des phénomènes de criminalité économique, de lobbying illégal et de corruption politico-administrative de grande ampleur »* (Sciarrone, 2000).

Si l'arrestation de l'ancien maire par les brigades spéciales d'intervention de la police rou-

maine a fait grand bruit en 2012, son retour sur la scène locale à partir de 2015 s'est fait plus silencieusement et s'est suivi d'une extension du contrôle exercé sur le territoire, alors que parallèlement d'autres cadres importants du crime organisé de l'est de Bucarest ont été successivement arrêtés. Le passage en prison de ce personnage n'a donc pas signifié sa disparition du paysage criminel local. Dès sa sortie, il s'est empressé de venir rappeler à l'ensemble des habitants du village et à ceux résidents à l'Ouest, l'importance de son statut au sein de la communauté. Ainsi, il arrive en octobre 2015 à Nancy à la rencontre des habitants du bidonville alors que ceux-ci étaient prêts à accéder à des appartements. Il vient faire le tour des différents groupes familiaux pour leur demander une contribution financière pour le mariage de sa nièce. Étonné par le chemin parcouru pour simplement venir réclamer un cadeau de mariage, je demande des explications à Adi. Il m'explique que « *depuis qu'il est sorti de prison, il veut reprendre son importance. Ce qu'il ne comprend pas c'est que les choses ont beaucoup changé depuis. Avant les gens étaient dans la misère, mais maintenant ils se débrouillent, ils s'installent, comme nous à Nancy. Ils sont moins dépendants de Bărbulești. C'est pour ça qu'il vient directement, c'est pour rappeler à tout le monde qu'il les a aidés pendant toutes ces années. Il vient demander de l'argent pour montrer que c'est lui le boss. Les gens sont bêtes, ils donnent parce qu'ils ont toujours peur. Ils ne veulent pas que l'on vienne leur voler ce qu'ils ont. Florin et Marian sont allés le voir directement pour lui donner parce que ce sont des peureux. Ma famille n'a pas donné. Il sait qu'il ne peut pas trop venir nous embêter. Il a marié Remus à une de ses nièces pour qu'on ne récupère pas l'argent de son premier mariage. En plus mon cousin aussi est un boss et il a fait de la prison à cause de lui. Donc je peux appeler mon cousin s'il faut. C'est pour ça, on attend. S'il vient, je vais appeler mon cousin, en attendant je ne le fais pas. Si je l'appelle après c'est d'autres problèmes. Ça veut dire que si un jour mon cousin m'appelle pour me dire "Adi j'ai besoin de 1000€", je serai obligé de lui donner parce qu'il m'a aidé. C'est un mafieux aussi, c'est pas juste mon cousin* ».

Au moment de notre rencontre en 2018, le chef de l'organisation criminelle basée à Bărbulești a acquis une importance faisant de lui l'une des figures secondaires, mais importantes du grand banditisme roumain. Alors que nous sommes entre hommes, lors d'une journée de célébration à l'occasion du baptême du plus jeune fils de Cezar Cîrciu, il nous rejoint accompagné de son neveu pour fumer des cigarettes. Ce dernier est également connu de tous, car il joue le rôle de premier lieutenant et est le remplaçant pressenti à la tête de l'organisation. Il porte à la ceinture un long couteau, comme la majorité des hommes, tel que je l'apprendrai plus tard. Le risque d'une escarmouche est très faible, mais le « boss » nous explique tout de même, en roumain pour que tout le monde puisse bien comprendre, la raison pour laquelle lui ne porte pas d'arme à sa ceinture « *j'ai plus rien à prouver, mais si je dois me battre, je le fais sans cou-*

teau, je peux étaler tout le monde juste avec mes mains. Ma force, elle est là et elle ne part pas. J'ai 57 ans, je ne vais pas me battre avec quelqu'un de mon âge, je n'aime pas ça. Si je dois me battre, ça sera avec quelqu'un entre 26 et 30 ans. Il n'y a que ça qui m'intéresse, sinon je laisse les gens se débrouiller, je m'en mêle pas ». Ce qui peut apparaître ici comme une déclaration de vanité est là avant tout pour rappeler quelque chose de plus évident : la fin de la concurrence entre les groupes criminels à Bărbulești et la domination d'un seul homme sur l'ensemble du territoire.

Ainsi, le rôle joué par les organisations criminelles de Bărbulești au sein du système d'échange local permet de comprendre les évolutions sociales qu'a connues le village au cours des dernières décennies. Si la mafia a largement pesé sur l'évolution des solidarités villageoises, les habitants de Bărbulești ne sont néanmoins pas complètement soumis à l'ordre social que l'organisation impose. En effet, alors que le fonctionnement de la mafia s'appuie sur une certaine acceptation et une participation relative des habitants à cette organisation, ces derniers arrivent néanmoins à jouer sur les pôles internes à l'organisation pour s'extraire parfois des obligations qui leur sont demandées.

2.3. *La monétarisation des liens de solidarité*

Les années 1990 ont été marquées également par un accroissement de la place accordée à l'argent dans les relations sociales à Bărbulești. Pour mieux comprendre ce phénomène, il est nécessaire de revenir sur ce qui distingue la monnaie et l'argent au sein du village : alors que la monnaie constitue un support matériel pour l'échange marchand, l'argent possède quant-à lui une dimension sociologique dépassant la forme objective de l'échange (Blic et Lazarus, 2007).

2.3.1. *Un autre support d'échange*

2.3.1.1. La monnaie redistributive

Alors que durant la période communiste, son utilisation était minimale, la monnaie occupe aujourd'hui une place centrale dans la vie sociale de Bărbulești. En effet, jusqu'à la révolution, dans les transactions quotidiennes, elle servait principalement à l'acquisition des biens courants ne pouvant pas être fournis par le travail domestique. Le reste des échanges entre habitants participaient à fournir une grande partie des biens nécessaires à la subsistance familiale. Les sphères d'utilisation de la monnaie se sont aujourd'hui démultipliées, sans que son usage purement économique n'ait complètement recouvert sa fonction symbolique. En effet, au-delà

des dépenses quotidiennes, la monnaie occupe principalement un rôle ostentatoire, elle fait la démonstration du prestige individuel et collectif.

Les meilleurs moments pour juger du rôle profondément symbolique que continue d'occuper la monnaie sont sans aucun doute les célébrations, lors des fêtes religieuses ou familiales, car c'est là qu'est exposé de la façon la plus visible l'opulence individuelle, à l'aide d'importantes liasses de billets et des surenchères de dons monétaires, durant des potlatchs animés par des artistes improvisant des dédicaces pour des commanditaires. Systématiquement durant ces fêtes, des donateurs se présentent près du chanteur en tenant ostensiblement des liasses de billets, lui remettent ceux-ci un à un, les lançant parfois en l'air une fois leur demande faite, puis lui soufflent à l'oreille les références que doit comporter cette dédicace. Le talent de l'artiste est jugé en fonction de sa capacité à transformer les quelques éléments dont il dispose en un discours encensé évoquant à la fois les qualités du commanditaire, mais également l'excellence de son entourage. Fêtes de dépense, elles sont regardées par tous les membres de la communauté comme un moment où s'exposent les réussites individuelles et s'expriment les hiérarchies sociales.

On retrouve le même type d'exposition monétaire lors de différents temps forts de la vie communautaire, comme lors des cérémonies d'alliance durant lesquelles une contribution est apportée par les participants au moment où est révélée la virginité de la mariée (cf : p.144). Sur le drap blanc tacheté du sang de la première nuit de noces faisant officiellement la preuve de la virginité de la mariée, les femmes déposent des billets de 10, 20 ou 50 €, montrant chacune à leur tour l'épaisseur de la liasse de billets au moment de leur passage. Ce type de cérémonies rythme la vie collective de Bărbulești. Les multiples vidéos publiées sur internet attent de ces moments de prestige pour les donateurs.

À chacun de ces moments, on retrouve le principe de surenchérissement tel qu'on l'observe dans les potlatchs décrits par les anthropologues (Bataille, 2011 ; Mauss, 2012). Le but consiste à montrer l'ampleur de son don en exhibant les liasses les plus épaisses et les billets à la plus forte valeur. Exposer des devises en euros ou en dollars ajoute à cela un surplus de prestige puisqu'ils symbolisent la réussite économique à l'étranger de celui qui en dispose. À chaque fois qu'un donateur pose un nouveau billet dans la main du chanteur, les spectateurs l'encouragent à en poser un suivant. C'est de ce moment qu'il s'agit de profiter, car il produit la clameur de l'assistance et procure un moment de prestige à celui au centre de l'attention collective.

Les dons monétaires participent au renouvellement des fonctions statutaires et symboliques. Plus que la marque du capital économique des individus, ces épisodes d'ostentation

font la preuve de leur capacité à redistribuer leurs biens à la communauté et sont l'affirmation de la place centrale qu'ils occupent dans la vie collective. La portée symbolique de l'argent dépasse donc largement sa fonction économique. Au sein du village, la monnaie occupe une fonction de redistribution dont les enjeux surpassent l'enrichissement personnel. Loin d'être une institution en dehors de la sphère sociale, la monnaie a une place éminemment sociale à Bărbulești. En effet, « dans un environnement dominé par la pénurie d'argent, les motivations sociales et, si l'on veut, symboliques des échanges restent considérables » (Laé et Murard, 1985, p. 81).

En outre, pour bon nombre de ces habitants, le seul argent qui vaille est celui qui est « palpable ». Comme pour beaucoup d'utilisateurs de l'argent, la virtualité de la monnaie produite par la bancarisation est une source de méfiance (Malandrin et al., 2002 ; Pahl, 1999 ; Singh, 2004). En outre, les populations pauvres comme celles de Bărbulești sont souvent confrontées à des processus d'exclusion bancaire les mettant au banc des pratiques bancaires (Gloukoviezoff, 2005). Au-delà de la méfiance personnelle, les comptes en banque provoquent le soupçon de l'entourage qui peut y voir une manière de faire sortir du circuit de redistribution une partie des sommes accumulées par les individus.

2.3.1.2. L'odeur de l'argent

Le rôle de l'argent est tout aussi important pour comprendre les transformations récentes de la société de Bărbulești. Ainsi, malgré l'accès à l'économie de marché, pour les habitants de Bărbulești l'argent reste porteur d'une signification collective. Comme le remarque en effet Viviane Zelizer, l'argent est marqué socialement. C'est pourquoi, contrairement à l'adage populaire, « l'argent a une odeur » (Zelizer, 2005), la sociologue montre que l'argent ne produit pas nécessairement l'uniformisation annoncée par Simmel : les acteurs lui donnent toujours des significations particulières dépendant de ses fonctions ou du contexte. Dans l'espace domestique, l'argent est subdivisé en monnaies multiples séparées en fonction des sources de dépendance. L'argent du loyer n'est pas celui de l'alimentation ou celui dédié aux pratiques religieuses. Une fois intégré à la sphère du foyer, l'argent permet de hiérarchiser les besoins et de définir les bonnes et les mauvaises dépenses. Pour Zelizer, la différenciation entre les monnaies du foyer découle de leurs provenances multiples : l'argent issu d'un héritage n'équivaut pas à l'argent du salaire. Chez les prostituées de Norvège étudiées par Cecilie Høigård et Liv Finstad, l'argent des allocations dédié au foyer est géré avec parcimonie tandis que celui de la prostitution « brûle les doigts » et il est souvent dépensé en alcool, en vêtements et en drogue (Høigård et Finstad, 1992).

On retrouve la différenciation des fonctions dévouées à l'argent chez les familles de Bărbulești. L'argent de la subsistance familiale se différencie de celui destiné au « prix de la mariée » (cf : section 2.4.2.2, p.144), aux dépenses ostentatoires ou à la corruption. Ainsi, malgré ses évolutions récentes et homogénéisatrices, l'argent continue d'être traversé par des significations spécifiques à la communauté de Bărbulești. Tandis qu'une partie de plus en plus importante de l'argent est capitalisée par les habitants, notamment à travers les travaux et les constructions réalisées sur les habitations, le surplus monétaire a vocation à circuler de mains en mains. La monnaie est alors exprimée en euros ou en ancien Leu¹⁸ ; un peu à la manière des habitants du quartier étudié par Jean-François Laé et Numa Murard qui « s'expriment uniquement en anciens francs comme si cela avait la vertu de faire gonfler le porte-monnaie » (Laé et Murard, 1985, p. 184).

Pour les gens de Bărbulești, l'argent lié à l'obligation de redistribution se « mange ». Il a rapidement fait d'être dépensé dans les multiples prêts et dépenses ostentatoires qu'oblige le statut de détenteur de liquidités monétaires. Ces dépenses s'inscrivent à l'intérieur d'un circuit dans lequel les dons et contre-dons maintiennent un passage de l'argent très rapide d'une main à l'autre. Pour les migrants rentrant au pays, la redistribution de l'argent longuement accumulé pendant les nombreux mois passés à l'Est donne un fort sentiment de volatilité. C'est ce qu'explique Matei : « *Chez les Français, l'argent il reste dans la poche, on le voit pas, il sort que quand il est vraiment obligé. À Bărbulești, l'argent s'envole, il sort tout seul de la poche. Il a tellement envie de sortir que tes poches elles explosent* ».

2.3.1.3. La forme de l'argent

À Bărbulești, depuis la fin du régime communisme et l'ouverture de la Roumanie à l'économie de marché, plusieurs transformations dans le rapport à l'argent sont à noter. La fonction de l'argent depuis 1990 s'est polarisée entre les deux dimensions d'analyse que nous venons de voir. À partir de cette période, une partie minoritaire de la population a profité de l'accès à de nouvelles liquidités pour restreindre leur dépendance à la sphère sociale de Bărbulești. Cette émancipation se fait toutefois au déficit d'une autre partie de la population, dépendante de la redistribution des biens des plus riches. En outre, les disparités monétaires ont participé au désencastrement de l'argent de la sphère du social, l'ont autonomisé des échanges et lui ont donné une place à part dans l'économie locale.

La disparition des emplois salariés de la proximité immédiate du village auxquelles pou-

18. L'ancien Leu était la monnaie en cours en Roumanie jusqu'en 2005. Elle équivalait à cent fois le Leu actuel.

vaient prétendre les habitants de Bărbulești a brisé le processus de production/redistribution dont dépendaient les solidarités traditionnelles. Du fait de cette rupture, l'argent a arrêté d'être un vecteur d'échanges pour devenir ce que l'on pourrait considérer comme un but en soi. Transformation considérable, d'autant plus dans un contexte où, comme je l'ai montré, l'ensemble des facteurs géographiques, sociaux et économiques défavorisant pour Bărbulești ont rendu le processus de transition économique particulièrement brutal.

Parallèlement, la migration a accéléré la transformation de la place de l'argent dans les échanges et les solidarités traditionnelles. Rien d'exceptionnel ici, comme l'avaient déjà remarqué Abdelmalek Sayad et Pierre Bourdieu, la distance établie par l'émigration introduit une rationalisation des échanges au sein de la communauté. Ainsi, ils observaient dans Algérie des années 1950 qu'avec le développement des flux d'argent entre le village et le pays d'émigration, « l'individualisme se développe et l'on apprend à ne compter que sur soi : victime d'une calamité, on réclame une indemnité ou l'on recourt au crédit et on attend des autres qu'ils fassent de même. Bref, parce qu'elle est solidaire d'un éthos en tout point opposé à la sagesse de l'ancienne société, l'économie monétaire altère ou anéantit la naïveté qui apparaît dès lors comme niaiserie désuète et ridicule » (Bourdieu et Sayad, 1964, p. 93-94).

Ce changement qui aurait pu être anodin dans un contexte différent a eu des conséquences grave à Bărbulești, car au même moment, la distanciation a accru la dépendance de ceux restés aux pays et s'est renforcé à mesure que le nombre d'individus subvenant aux besoins de tous a augmenté et que la durée des séjours s'est allongée. Pour Sayad, « Le calcul et l'esprit de calcul introduit par l'émigration, même entre très proches (entre frères placés sous l'autorité de leur père encore vivant, donc nécessairement en indivision, entre le fils et son père, etc.) sapent les fondements de l'ancienne solidarité et ruinent le sentiment de fraternité qui soudait l'unité familiale » (Sayad, 2014, p. 103).

2.3.2. *Usures et dettes*

1.2.1.4 Camata

Traduction directe de ce nouveau rôle dévoué à l'argent : la multiplication des usuriers, autrement appelés « camatari ». Le terme de « camata » recouvre plus largement ce type de pratiques. Pour les habitants de Bărbulești, la camata fait référence à une activité distincte, mais souvent proche de celle de la mafia. L'activité des camatari se base sur le prêt d'argent avec intérêt avec des taux de remboursement s'accroissant à mesure que la dette tarde à être es-suyée. Si l'usure est antérieure à la démocratisation, elle a gagné en envergure à mesure que

certains habitants ont disposé de liquidités abondantes tandis que d'autres en ont manqué.

Très vite, cette pratique a entraîné des incitations violentes de recouvrement. Dans certaines situations, l'obligation de recouvrement s'est traduite par la prédation des biens du débiteur. À d'autres moments, le règlement des dettes est allé jusqu'à prendre des formes proches de l'esclavagisme, notamment par la soumission à des réseaux de prostitutions ou de mendicité (Le Clève et Peyroux, 2014).

Plus généralement, le développement de la camata s'inscrit dans le processus de monétarisation des échanges au sein du village de Bărbulești après 1989. En effet, le désencastrement de l'argent des échanges traditionnels a conduit à l'apparition de « dettes », se distinguant des « obligations » qu'entraînait le principe du don et du contre-don. En effet, tandis que l'obligation découle de la nécessité de perpétuer la relation entre les individus en maintenant la réciprocité, la dette représente une tout autre forme d'obligation. Selon David Graeber, deux événements engendrent la dette en donnant une forme nouvelle à l'échange : la quantification de l'obligation et la hiérarchisation violente de l'échange ; « Une dette est la perversion d'une promesse. C'est une promesse doublement corrompue par les mathématiques et la violence » (Graeber, 2016, p. 478).

L'organisation de la camata n'est pas pour autant coupée du tissu social de Bărbulești, au contraire elle est intégrée aux multiples connexions familiales qui irriguent le village. Les camatari se servent de cette position pour peser sur leurs débiteurs et contraindre le remboursement des dettes. Dès lors, la dette que contracte l'emprunteur finit par s'étendre à l'ensemble de son cercle social, tant et si bien que l'emprise de son créancier ne lui laisse plus de porte de sortie. Le processus de violence nécessaire à la construction de la dette réside donc dans le contrôle que finit par avoir la camata sur les propriétés matérielles et la sphère sociale du débiteur.

Malgré tout, l'intégration de la dette au tissu social laisse à l'emprunteur la possibilité de négocier sous certaines conditions. Ainsi, Adi me raconte la manière dont il a contracté une dette puis comment celle-ci a été épongée : *« J'avais fait pas mal d'argent à cette époque-là. Je n'arrêtais pas de travailler. J'avais à peu près 18 ans et j'étais déjà marié avec Ana, Sylvia était déjà née et on allait bientôt avoir Elena. À ce moment-là, mon père ne voulait pas que je passe mon permis. J'ai décidé de le faire quand même. Alors il m'a pris tout mon argent parce que d'après lui c'était celui de la famille. On s'est disputé pendant toute une semaine et à la fin j'ai laissé tomber. Je suis allé voir un camatari à la place pour qu'il me prête de l'argent. Il m'a prêté les 3 000€ pour que j'achète mon permis. Je savais que je pouvais le rembourser parce qu'à l'époque je travaillais et ça rapportait. Mais vu que c'était un copain d'enfance de*

mon père, il l'a appelé et il lui a dit que je lui avais pris de l'argent. Mon père ne m'a rien dit, ils se sont arrangés tous les deux pour que je puisse rembourser sans avoir de problèmes et sans payer trop d'intérêts ». La proximité entre son père et son usurier a permis d'amortir la transformation violente de l'obligation qu'il a contractée. La vulnérabilité des individus face à la camata est donc variable. Elle dépend de leur position sociale au sein du village et du capital social dont ils disposent.

2.3.2.1. Une organisation alternative du crédit : le « jeu »

Toutefois, l'importance de la camata n'est pas simplement à mettre sur le compte d'une augmentation des inégalités dans le village puisqu'elle vient également pallier le faible accès des habitants de Bărbulești au prêt bancaire. Elle représente le plus souvent la seule solution lorsqu'il s'agit d'obtenir des liquidités.

Face à la pénurie d'argent et au risque que représente la camata, les habitants de Bărbulești ont créé des formes alternatives de crédit, des « jeux ». Ces derniers constituent des prêts réciproques, sans intérêt et à tour de rôle, qui permettent d'accéder à des liquidités en mutualisant le risque de défaillance d'un des participants. Cette pratique s'inscrit dans un contexte où les individus ont souvent le besoin d'accéder à d'importantes sommes de liquidités pour rembourser des dettes et pour en contracter de nouvelles dans des conditions moins oppressantes, tout en nouant des liens avec de nouveaux partenaires. C'est également une façon de lancer une activité économique nécessitant une mise de départ, d'acheter une voiture ou un terrain à bâtir, de financer un mariage, etc.

Ainsi, durant quelques mois les participants accèdent chacun à leur tour à une importante somme de liquidité remboursée sans intérêt. Chaque mois, un des participants touche une mise équivalente à l'ensemble des sommes qu'il aura lui-même versées aux autres participants. À la fin, les participants ont touché autant qu'ils ont versé, mais ils ont pu accéder à une grosse somme d'argent pendant un petit laps de temps. Plutôt que sur un rapport de dette, le « jeu » fonctionne sur le crédit, entendu au sens de Joachim Schacht comme « une anticipation dynamique [qui] engage l'avenir dans le présent » (Schacht, 1973, p. 108).

Pour illustrer le fonctionnement de ce modèle, une partie organisée par les familles Cîrciu et Băsescu est un exemple éclairant, d'autant plus que l'organisation du jeu a dû être repensée suite au décès de Paul Băsescu.

Le jeu s'organise autour de deux cellules familiales (en vert et en bleu sur les Illustrations 18 et 19). D'un côté, Ion Cîrciu et ses deux fils doivent rembourser les multiples dettes qu'ils ont contractées à Bărbulești. De l'autre Paul Băsescu vient d'accueillir Denis Milea à Nancy, le

père de sa nouvelle belle fille. Les deux hommes veulent sceller l'alliance familiale à travers un investissement commun dans une berline BMW qui sera revendue en Roumanie. De plus, Ion Cîrciu et Paul Bănescu sont liés l'un à l'autre puisque Ion est le parrain de Christi, le fils de Paul. En outre, les deux hommes partagent des liens familiaux indirects par le biais du beau-frère de Paul et de la femme d'Ion.

Les deux cellules familiales, après s'être mises d'accord sur les sommes mises, doivent ensuite s'occuper de l'ordre de répartition. Ion Cîrciu, Adi Cîrciu, Paul Bănescu et Denis Milea misent chacun 1 000 €, Remus Cîrciu quant à lui s'arrête à 500 €. Les quatre premiers donneront chaque mois 1 000 € et récupéreront 3 500 €, tandis que Remus Cîrciu recevra seulement 2 000 €. Du fait de la prédominance des Cîrciu, Paul Bănescu est le premier à recevoir les 3 500 €. Il est celui disposant du plus de moyens parmi les participants du jeu et le risque qu'il ne rembourse pas sa part est le plus faible. Il est suivi d'Adi, le plus grand fils d'Ion, dont la capacité de remboursement est assurée par la présence de son père. Michel Milea reçoit en troisième, l'enjeu pour lui dans la partie est double, il reçoit la somme d'argent dont il a besoin, mais c'est également un moyen de nouer des liens avec la famille Cîrciu et de renforcer ceux déjà créés avec Paul Bănescu. Toutefois, du fait de sa position périphérique entre les participants, il est le troisième à recevoir pour limiter le risque de non-remboursement. Remus Cîrciu, le plus jeune, arrive en quatrième. Ion Cîrciu ferme la marche. La présence de ses deux fils dans la partie le place en situation de force. Pour éviter que l'un de ses deux fils quitte la partie avant la fin, il garantit le maintien de la famille jusqu'au bout. L'illustration 18 représente le fonctionnement du jeu pour les deux premiers tours.

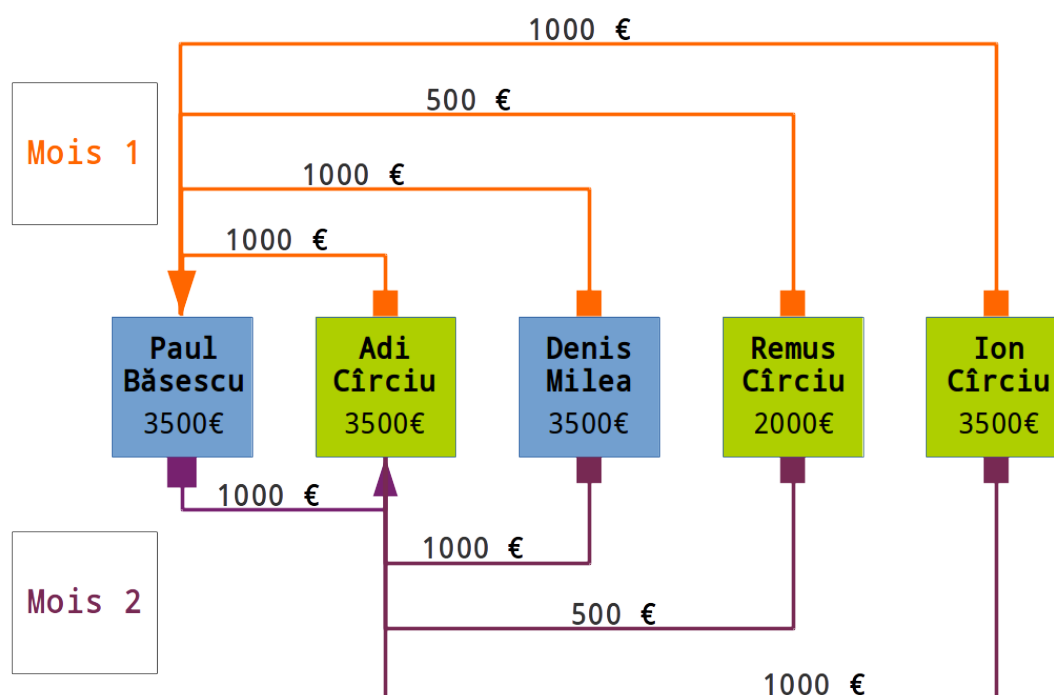


Illustration 18: Organisation initiale du début de partie d'un "jeu" de crédit.
Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Le jeu nécessite donc une forte confiance entre les participants, c'est pour cette raison que les organisateurs privilégient les membres de familles apparentées. Il faut alors que chacun des liens reliant les individus soit équilibré de telle manière qu'aucun des participants ne puisse flouer ou se faire flouer par les autres participants. Ce difficile équilibre demande donc de réfléchir au modèle en amont et de prendre en compte le positionnement de chacun des participants.

Le début de la partie entre les deux familles a été retardé par la maladie puis le décès de Paul Bănescu. Malgré cela, les participants décident de maintenir le « jeu », mais pour pallier le départ de Paul et assurer la présence de Denis Milea, c'est le fils de Paul qui prend la relève. Celui-ci vit en Allemagne, mais il dispose de suffisamment de garanties pour reprendre la place de son père. Le déroulement de la partie est cependant réorganisé. Michel Bănescu dispose de moins de ressources que son père et c'est donc Ion Cîrciu qui remplace Paul en début de partie. La cellule familiale Bănescu se retrouve en deuxième et troisième position, ils dépendent alors beaucoup plus des Cîrciu. Ce compromis désavantageux pour la cellule familiale des Bănescu est secondaire au vu de la situation exceptionnelle dans laquelle s'organise le

jeu et conduisant les Cîrciu à d'importantes concessions également. L'illustration 19 montre la partie une fois sa réorganisation terminée.

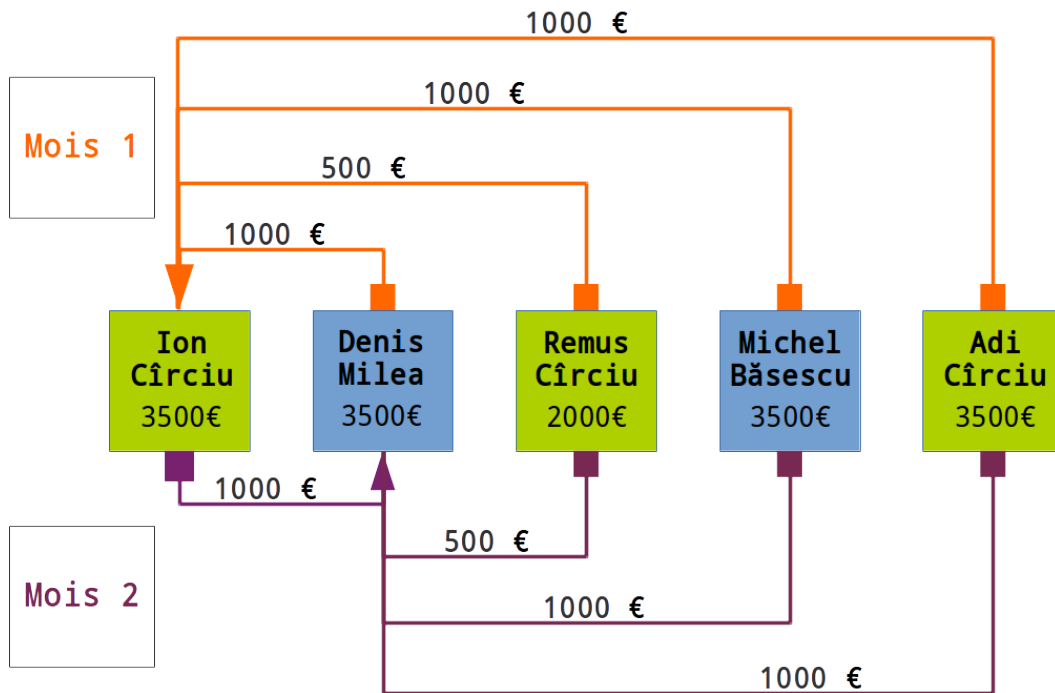


Illustration 19: Début de partie d'un "jeu" de crédit après réorganisation suite au décès d'un des participants initiaux.
Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Les « jeux » dépassent donc le simple prêt d'argent. Ils sont une manière de nouer des liens de confiance entre les participants et de placer l'argent en le maintenant dans le circuit des échanges sans toutefois le laisser se « faire manger » par les obligations de redistribution. Tel que l'explique Adi : « Dans le jeu, tu sais où est ton argent, même si tu ne sais pas si on te le rendra ou pas. Au moins pendant ce temps-là, tu ne peux pas le manger ou te le faire manger parce que tu sais que tu vas devoir le rendre ou que des gens vont devoir te le rendre ». L'intérêt des jeux est donc double. D'un côté, ils contribuent à faire circuler l'argent au sein d'un circuit d'échanges. De l'autre, ils limitent sa dépense en le cloisonnant dans un circuit où le nombre de participants et la période de mobilisation sont prédéterminés.

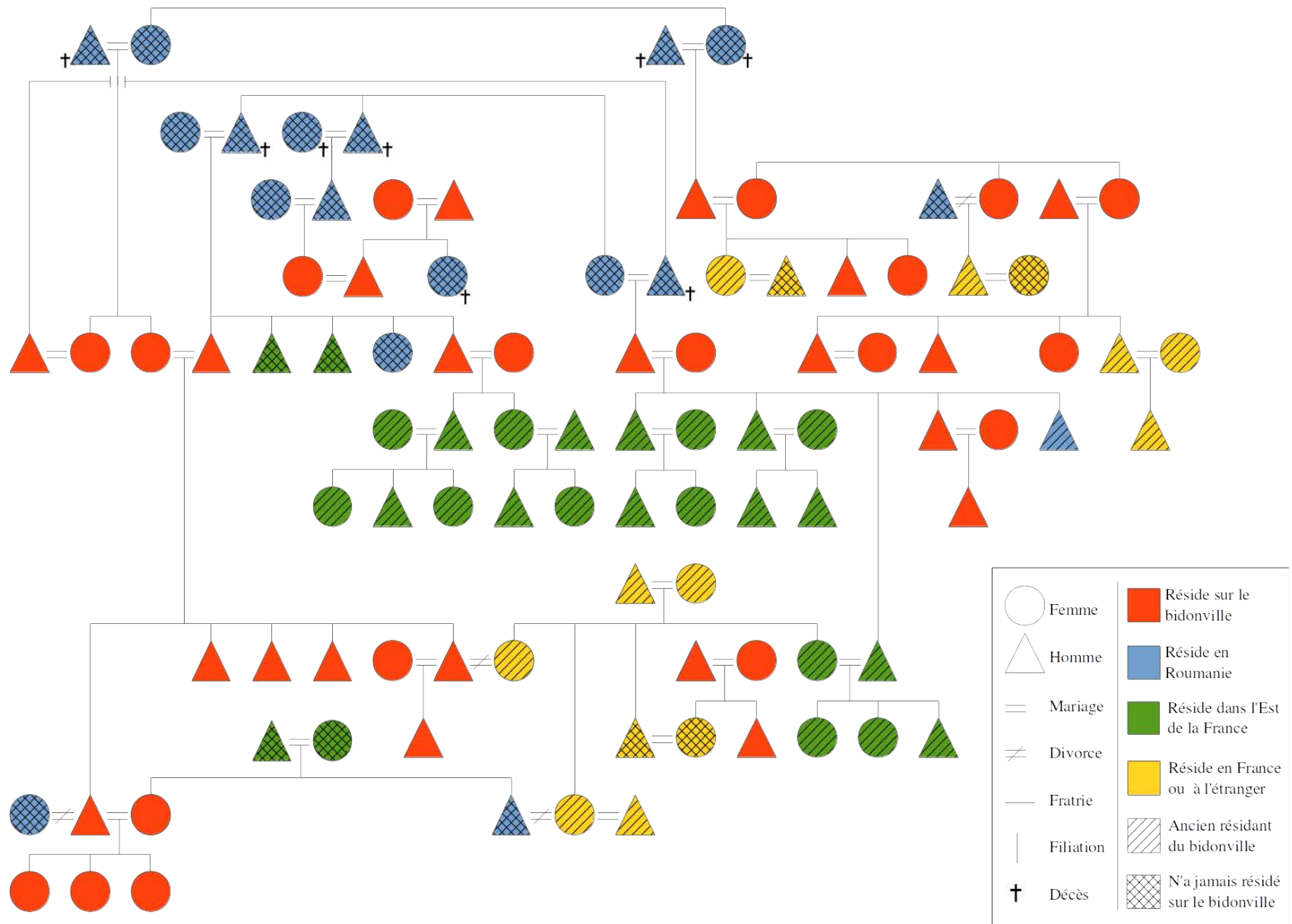


Illustration 20: Les liens de parentés des habitants de « La Place ».
Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

2.4. *Dépendances familiales*

À Bărbulești, la parenté structure en profondeur l'organisation sociale du village, elle joue un rôle important dans le positionnement des individus au sein de la stratification sociale du village et de la diaspora. La création de ces alliances s'oppose aux « représentations officielles » du mariage de prestige. Comme Pierre Bourdieu l'a observé dans son travail en Kabylie, « l'observation et la statistique établissent que la grande majorité des mariages, dans tous les groupes observés, appartiennent à la classe des mariages ordinaires [...] ceux dont on a rien à dire, comme de tout ce qui a toujours été ainsi de tout temps, ceux qui ne semblent pas avoir d'autre fonction, hors la reproduction biologique, que la reproduction des relations sociales qui les rendent possibles » (Bourdieu, 2000, p. 148-149). Ainsi, les alliances assignent aux individus un capital symbolique correspondant à celui de la famille à laquelle ils appartiennent. Elles sont donc un système œuvrant au transfert du capital d'une génération à l'autre.

2.4.1. *La solidarité par l'alliance*

À Bărbulești, la parenté participe largement à la structuration et à la construction des identités collectives. Elle permet aux individus de situer et de se situer les uns par rapport aux autres. Les alliances entre parentèles continuent de peser de tout leur poids sur l'organisation sociale du village malgré les transformations qu'ont apportées l'accès à l'économie de marché, l'urbanisation et la diffusion des modes de vie occidentaux.

2.4.1.1. Une prédilection pour la parenté horizontale

Au sein du village, les relations familiales sont marquées par une forte endogamie. Malgré l'immigration d'une partie de la population, les parents sont généralement originaire de Bărbulești et les alliances se nouent à l'intérieur du village. À Bărbulești comme dans beaucoup d'autres régions de la Roumanie, les alliances serrées entre habitants d'un même village s'expliqueraient par les spécificités des structures de parentés (Cuisenier, 1994 ; Karnouh, 2000 ; Olivera, 2012 ; Stahl, 2005). En basant son travail sur les noms accordés aux parents, Jean Cuisenier a montré que le système terminologique roumain de la parenté « caractérise avec plus de force et de précision les relations d'alliance que les relations de collatéralité, et les relations de collatéralité à leur tour, que les relations de filiation. [...] Comme s'il importait de qualifier plus exactement les rapports entre alliés par mariage que les rapports entre cousins.

Comme s'il fallait marquer plus fortement les rapports entre l'oncle et le neveu que les rapports entre le grand-père et le petit-fils. Comme si dans la ligne d'ascendance il suffisait de se rattacher aux aïeux, sans avoir besoin de décider si l'on se rattache à ceux-là par le père ou la mère » (Cuisenier, 1994, p. 188).

Dès lors, en Roumanie, le positionnement de l'individu dans un système de parentés découle moins des lignages d'ascendances verticaux que des multiples ramifications valorisant les liens d'alliances. Cuisenier ajoute ainsi que « l'apparentement n'est défini ni par l'appartenance à une même lignée ni par incorporation à un même lignage ; il l'est par une position dans le réseau de relations nouées entre collatéraux et alliés. L'ensemble des apparentés, la parentèle, *rude*, forme le *neam*, le groupe familial. [...] ce qu'annonce la nomenclature de la parenté est vécu d'expérience par chacun : c'est par rapport aux collatéraux et alliés que tout un chacun détermine sa position » (Cuisenier, 1994, p. 204-206).

Pour les habitants de Bărbulești, les mariages apportent de nouvelles ramifications horizontales à la parentèle. L'opulence familiale s'exprime par l'étendue et la qualité des liens auxquels sont associés les individus.

2.4.1.2. Alliances endogamiques

La forte endogamie au sein du village s'explique donc par la nécessité de s'inscrire dans un réseau de parentés. Alors que l'on observe que dans de nombreuses sociétés, le rôle de l'endogamie a longtemps été de protéger le capital économique de la dissolution, dans le cas de Bărbulești, en l'absence de capital économique à proprement parler, il semblerait que l'endogamie ait surtout participé à préserver la cohésion de la communauté et à protéger de l'extérieur du village.

En maintenant le mariage endogamique, les individus revendiquent une différence en valorisant leur autonomie sociale et politique vis-à-vis d'autres groupes. Comme le notait Claude Lévi-Strauss, il est possible de différencier deux types d'endogamie : « l'une qui n'est que l'envers d'une règle d'exogamie, qui ne s'explique qu'en fonction de celle-ci ; et l'endogamie vraie, qui n'est pas un aspect de l'exogamie, mais se trouve toujours donnée en même temps qu'elle, bien que pas sous le même rapport, mais simplement en connexion. [...] L'endogamie vraie est seulement le refus de reconnaître la possibilité du mariage en dehors des limites de la communauté humaine ; celle-ci étant sujette à des définitions très diverses, selon la philosophie du groupe considéré. [Il s'agit d'une] endogamie de classe » (Lévi-Strauss, 1967, p. 53-59, 1967). Il ne faut toutefois pas surévaluer la place de l'endogamie à Bărbulești. Les alliances avec des familles extérieures restent courantes, qu'elles soient reconnues comme tsiganes ou non.

Néanmoins, ces mariages externes sont marqués comme n'appartenant pas à la sphère des « alliances ordinaires ».

Ainsi, le dénominatif de mariage est utilisé par les habitants de Bărbulești pour désigner les alliances coutumières, qu'ils appellent « mariages tsiganes ». Ces alliances se distinguent des mariages civiques dont la valeur symbolique est faible. Avant les années 1990, les couples ont généralement été mariés civilement. Depuis cette période, l'union entre les époux se limite aux mariages coutumiers. Ainsi, beaucoup de couples ne sont pas reconnus légalement comme mariés et les enfants portent souvent le nom de leur mère.

Les mariages s'insèrent donc dans un système d'alliances complexes structurant en profondeur l'organisation sociale au sein du village. En effet, dans le prolongement de la règle d'endogamie énoncée par Levi-Strauss, à Bărbulești les alliances ne se réalisent par entre toutes les familles. L'endogamie organise les alliances à l'intérieur d'un jeu de positionnement social et communautaire.

Le prestige de chaque parentèle détermine un champ des possibles au sein duquel peuvent être nouées des alliances. Le capital économique, culturel et social de la parentèle constitue ce que Pierre Bourdieu appelle le capital symbolique. Cette notion définit pour lui « n'importe quelle espèce de capital (économique, culturel, scolaire ou social) lorsqu'elle est perçue selon des catégories de perception, des principes de vision et de division, des systèmes de classement, des schèmes classificatoires, des schèmes cognitifs, qui sont, au moins pour une part, le produit de l'incorporation des structures objectives du champ considéré [c'est-à-dire] de la structure de la distribution du capital dans le champ considéré » (Bourdieu, 1994, p. 161).

Malgré la force qu'exerce cet ordre symbolique dans la reproduction des différences sociales au sein du village, les individus gardent des marges de manœuvre pour accéder à des alliances avec des groupes plus dotés que les leurs. Comme l'explique Remus, « *Tu peux difficilement te marier avec la fille d'une grosse famille si tu es pauvre. Si tu es très amoureux d'une fille et que tu montres que tu veux faire quelque chose de bien dans ta vie, peut être que tu y arriveras. C'est comme ça que ma mère a réussi à avoir mon père [rire]. Le problème c'est que les familles qui ont de l'argent veulent marier leurs enfants avec des familles qui ont de l'argent. C'est pour ça que les pauvres se marient entre eux !* ».

Le mariage relève donc d'une pratique organisée. Néanmoins, il est de deux sortes, celui où prime la volonté individuelle et celui organisé par le groupe de parenté (Ghasarian, 1996, p. 114). À Bărbulești, les alliances se situent dans un entre-deux où le poids de la parenté élargie continue à peser. Les jeunes gens disposent en effet de certaines marges de manœuvre pour encourager leurs parents à nouer des alliances avec tel ou tel type de conjoints possibles.

Certaines femmes se gaussent d'ailleurs d'être à l'origine de l'alliance nouée en encourageant leurs parents et ceux de leur conjoint à prendre la décision de nouer une alliance. C'est le cas par exemple de Victoria, partie rencontrer seul à seul son futur beau-père pour l'exhorter de laisser son fils l'épouser : « À l'époque, Ion faisait tout le temps des bêtises. Il partait beaucoup travailler à l'extérieur de Bărbulești pour vendre des vêtements. Il avait beaucoup de copines et il ne voulait pas se marier. Un jour, il avait trop bu avec ses frères et ils ont failli avoir de gros problèmes avec la mafia. Je suis allé voir son père pour lui dire qu'il devait marier son fils. Quand le père d'Ion a dit à son fils qu'il allait lui trouver une femme, Ion a couru s'accrocher en haut d'un poteau électrique en pleurant, mais à la fin c'est moi qui ai gagné ». De la même manière, Ana a encouragé son père à rencontrer celui d'Adi pour le marier, « Adi s'était séparé de sa première femme. Comme il était divorcé, je savais que ses parents voudraient le remarier. Il me plaisait bien et j'étais déjà allée lui parler quelques fois. Vu que ma famille est très pauvre, c'était plus facile de me marier avec un garçon divorcé, surtout qu'à l'époque Adi était un beau garçon qui avait fait de l'argent en France et en vendant des vêtements. C'est pour ça que le mariage était plus facile à faire ».

2.4.1.3. Échapper à la décision de la parentèle

Lorsque deux jeunes gens ont formulé la volonté de se marier, mais que leurs parents refusent, il leur reste la possibilité de fuguer ensemble. Ils forcent alors chacune des familles à accepter le mariage. C'est le cas par exemple d'une des nièces d'Ion et Nicolae Cîrciu, Gabriella, la fille de leur frère Mitei. La jeune fille est tombée amoureuse d'un jeune homme venant d'une famille très pauvre. Si Mitei est lui-même le moins fortuné de la fratrie, il refuse cette union à cause de la faible respectabilité de la famille du jeune homme. Il manque d'enthousiasme à marier sa fille unique à un homme venant d'une famille au capital symbolique inférieur au sein. Gabriella et le jeune homme ont alors pris la décision de fuguer pour se réfugier chez un cousin à Longwy, dans le nord de la Lorraine. Leur départ et la crainte que cette idylle ne pousse les deux jeunes gens à consommer une relation désapprouvée par la communauté ont déclenché la colère des deux familles. Elles se sont alors rendues immédiatement en France pour retrouver leurs enfants. Les parents se sont retrouvés face à l'insistance du jeune couple ainsi qu'à leurs menaces de partir à nouveau. Finalement, les deux familles ont dû accepter avec regret de marier leur enfant l'un à l'autre.

Une nouvelle alliance s'est donc nouée entre les deux familles, mais les discussions se sont tendues très vite puisque les parents du garçon ne souhaitent pas dédommager la famille de Gabriella. L'ensemble des neveux de Mitei se rendent alors sur place pour faire pencher à leur avantage les négociations. Ils obtiennent ainsi une forte réparation monétaire pour leur cou-

sine, obligeant par ailleurs la famille du marié à s'endetter auprès d'un usurier. Une fête est finalement organisée dans le bidonville de Nancy quelques jours plus tard, juste après que les jeunes époux ont passé leur première nuit ensemble. La famille élargie de Gabriella est invitée tandis que celle du jeune homme est déjà retournée en Roumanie.

Durant le samedi après midi de festivités, des convives passent pendant quelques dizaines de minutes ou quelques heures sur le bidonville pour féliciter les jeunes mariés et les parents de Gabriella. Un grand repas est organisé par les femmes de la famille dans la cuisine de Nicolae et Ilena Cîrciu. Des grosses berlines viennent stationner dans l'espace central du bidonville et diffusent les derniers morceaux de maneles¹⁹. Des bouteilles de whisky, de schnaps et de Jägermeister circulent de mains en mains. Les hommes forment de petits groupes répartis en classes d'âge. Le marié est progressivement intégré aux discussions. Les plats sont servis et les invités se jettent sur les côtes de porcs et saucisses pimentées.

Une fois le repas terminé, une table recouverte d'une nappe blanche est installée au milieu du bidonville. Nicolae demande aux convives de se regrouper. Les hommes restent près des voitures tandis que les femmes forment un cercle autour de la table installée au milieu du bidonville. Ilena Cîrciu sort de la cabane avec un napperon en dentelle enveloppé dans un journal. Elle le pose sur la table pour que nous puissions voir les deux taches rouges parsemant le napperon. Des rumeurs s'étaient déjà propagées depuis le début de l'après-midi, mais ces taches de sangs viennent confirmer la virginité perdue de la mariée lors de la première nuit des époux. Elles viennent surtout rassurer les parents de Gabrielle à propos de l'honneur préservé de la jeune fille malgré sa fugue avec son fiancé.

Les femmes applaudissent la nouvelle et viennent ensuite, chacune à leur tour, déposer des billets sur le tissu. Les billets sont remballés par Ilena puis emportés dans la caravane pour être comptés par le père de la mariée. Après avoir fait le décompte de la somme, celui-ci sort sur le pas de la caravane pour déclarer que celle-ci est suffisante et le montant exact. Des applaudissements suivent avec les convives qui se remettent à danser. Si la preuve de la virginité est facile à truquer, ce rite marque surtout l'aboutissement du processus d'alliance entre les deux familles.

19. Style de musique associée à la minorité tsigane, apparue dans les années 1990. On le retrouve dans toute l'Europe de l'Est sous différentes dénominations.

2.4.2. Parenté choisie, parenté subie

2.4.2.1. Tractation en vue de l'alliance

Ce type d'union reste néanmoins exceptionnel. Généralement, les tractations menant au mariage dépendent exclusivement des parents ascendants. Ces discussions sont entourées de secrets pour veiller à ne pas les faire échouer. Les deux parties tâtonnent le terrain pour faire apparaître les alliances possibles et ainsi « maximiser les profits économiques et symboliques associés à l'instauration d'une nouvelle relation » (Bourdieu, 1980b, p. 250). En effet, le mariage met en jeu le prestige de la famille. Accepter ou proposer une alliance demande de bien juger le capital symbolique dont dispose la famille avec laquelle le nouveau lien se crée. Surtout, le risque d'un refus induit de ne pas trop exposer son jeu sous peine de connaître une humiliation publique. Ces tractations ont aussi comme but de juger de la solidité de l'alliance potentielle en tentant de mettre à jour les intérêts communs que pourront tirer les deux parties.

Il arrive que les unions soient liées entre des adolescents parfois jeunes. Jusqu'à récemment, la totalité des habitants du bidonville de « La place » s'était mariée avant la fin de leurs 16 ans. Dans la majorité des cas, les garçons et les filles avaient rarement plus d'un ou deux ans de différence. Parmi ces mariages, on compte quelques unions célébrées avant l'âge de 14 ans. C'est le cas par exemple d'Adi, né en 1992 et marié à une jeune fille du même âge que lui en 2006. *« C'était un mercredi après-midi, je suis allé jouer tout l'après-midi avec mes copains au foot. Vu que c'était le début de l'été, je suis rentré tard, vers huit heures peut-être. Lorsque j'ai ouvert la porte, personne n'a rien dit. J'ai mangé et je suis allé dans la chambre pour prendre mes affaires. Il y avait une fille assise sur le lit. Alors je suis allé voir mon père et ma mère pour leur demander ce qui se passait. La seule chose que m'a dite mon père c'était "maintenant tu es marié". Rien d'autre. J'ai pleuré pour dire que je ne voulais pas. Ils n'ont rien voulu savoir »*. Depuis plus récemment toutefois, les garçons se marient un peu plus tard, à partir de 19 ou 20 ans. Les filles quant à elles continuent de se marier entre 15 et 16 ans.

Dans le cas de Cristi, les négociations ont été longues et délicates. Le jeune homme de 19 ans commençait à être relativement âgé et il était temps selon ses parents de lui trouver une femme. Toutefois, la conversion récente de la famille à l'évangélisme a rendu les tractations ardues. En effet, l'église évangélisme que fréquente la famille proscrit les transferts d'argent liés au « prix de la mariée », coupant les Bănescu d'alliance avec des familles plus traditionalistes. De l'autre, la conversion à l'évangélisme des Bănescu est considérée comme trop récente par les familles plus établies dans le mouvement. Dès lors, parmi ces dernières, certaines refusent de marier leur fille à un garçon dont la foi et celle de sa famille sont jugées incertaines. En outre, les conditions de vie précaires sur le bidonville représentent un autre han-

dicap pour la famille. Parmi les familles Évangélistes, plusieurs d'entre elles accordent une attention particulière aux conditions de vie de leur progéniture. À l'opposé, l'aura acquise par Paul, venue à la fois du prestige de la famille dont il est issu, mais également de ses réussites économiques récentes, de son engagement important au sein de la communauté évangéliste locale et de son charisme jouaient en sa faveur pour revendiquer des exigences élevées en termes d'alliance.

Christi avait anticipé ces tractations puisqu'il entretenait depuis plusieurs années des relations à distance avec des jeunes filles dont certaines d'entre elles étaient des prétendantes potentielles. À plusieurs reprises, Paul a ainsi tenté de faire savoir aux parents de ces jeunes filles, par l'intermédiaire de personnes de confiance, qu'une alliance était possible avec sa famille. Toutefois, la plupart de ces approches se sont avérées infructueuses, au grand désespoir de Christi. Parmi les jeunes filles convoitées, le jeune homme a insisté auprès de l'une d'entre elles pour qu'elle demande à ses parents de reconsidérer l'offre de Paul. Peu de temps après, les parents de la jeune fille ont commencé à faire circuler des exigences concernant le mariage de leur fille par l'intermédiaire de connaissances communes afin d'observer les possibilités s'ouvrant à eux. Finalement, après plusieurs mois d'échange de signes favorables des deux côtés, la famille de Paul est invitée à venir séjourner à Bordeaux, là où habite la famille de la mariée. Paul y apporte de nombreux cadeaux et les membres des deux familles sont présentés les uns aux autres. Un peu plus tard, les deux pères de famille finissent par passer un accord. Contre l'union de leurs enfants, la nouvelle belle-famille de Paul sera accueillie à Nancy où ils auront accès à son réseau économique et où un appartement leur sera trouvé. De plus, Paul annonce qu'il prendra en charge l'ensemble des dépenses pour la célébration du mariage.

De retour à Nancy, la voiture de Paul est chargée de cadeaux pour les deux jeunes mariés. La nouvelle de l'alliance s'est déjà propagée sur le bidonville. Depuis plusieurs semaines, tous présageaient que Christi trouverait bientôt une femme. Quelques informations avaient circulé sans que personne ait été mis complètement dans la confidence. Finalement, l'annonce du départ à Bordeaux a crevé l'abcès concernant les mystères autour du mariage. L'arrivée de la « bori », la belle-fille, crée une effervescence sur le bidonville. Les préparatifs sont menés par le frère de Christi et sa femme. Ils nettoient l'ensemble des caravanes et des cabanes pour accueillir le mieux possible la nouvelle arrivée. Son accueil sur le bidonville est couvert d'applaudissements. Au contraire, la jeune femme découvre avec effroi son nouveau lieu de vie. Après avoir rencontré l'ensemble des membres de la famille, les deux jeunes mariés sont emmenés à l'hôtel par le frère de Christi et ils passeront là-bas leur première nuit ensemble.

Dès le lendemain, une journée de fête célèbre le nouveau mariage. Durant celle-ci, différentes familles de la communauté de Bărbulești viennent voir le nouveau couple et la famille

de Paul. Christi s'occupe également d'apporter aux familles n'ayant pas pu se déplacer sur le bidonville des gâteaux et des jus de fruits pour fêter son mariage.

La conversion à l'évangélisme introduit plusieurs transformations dans la manière dont se nouent les alliances. L'alcool et l'exhibition des richesses sont absents des célébrations. De plus, la première nuit des mariés suit directement leur arrivée sur l'agglomération. La jeune femme n'a pas à passer plusieurs jours avec sa belle mère comme cela a pu être le cas pour d'autres jeunes femmes. De plus, le drap de noce marquant la perte de virginité de la mariée ne fait pas l'objet d'une exposition et aucun don d'argent ne vient marquer ce moment. Mais surtout, l'évangélisme proscrit la remise d'une somme d'argent matérialisant le « prix de la mariée ». Le regard critique que porte l'évangélisme sur l'argent peut expliquer cette proscription. Toujours est-il que la conversion transforme le processus de construction des alliances. Comme je viens de le montrer dans le cas du mariage de Christi, l'union a entraîné un autre type de compensation, non pas monétaire, mais d'accueil de la famille de la mariée sur Nancy.

L'évangélisme ne modifie donc pas en profondeur les modalités d'élaboration des alliances à Bărbulești. En outre, la proscription par l'église Évangéliste de ces pratiques n'empêche pas les familles de les perpétuer de manière cachée, dans un entre-soi plus restreint.

2.4.2.2. Le prix de la fiancée

À Bărbulești, l'encadrement de la réciprocité constitue donc une étape primordiale dans l'élaboration de l'alliance. Le « prix de la fiancée » représente une facette importante de ce processus. Il s'intègre à une organisation spécifique de la parenté et des biens qui lui sont associés. Sociologues et anthropologues différencient le prix de la fiancée de la dot. Alors que dans le premier cas, c'est la famille du marié qui fournit une compensation au mariage, dans le second c'est la famille de la mariée qui apporte sa contribution à l'installation du nouveau couple. Les anthropologues ont ainsi tenté de conceptualiser les situations dans lesquels se rencontraient plutôt l'une ou l'autre de ces compensations. Ainsi, dans le cas des systèmes de parentés agricoles, la dot serait liée à une organisation sociale qui va de pair avec « une exploitation intensive de la terre, la construction de surplus et l'existence d'une hiérarchie sociale » (Goody, 1973), tandis que le prix de la fiancée serait lié à « une exploitation collective de la terre par le lignage, un rendement agricole faible et un surplus problématique » (Fine et Leduc, 1998). La dot représente une contribution au capital économique de la famille, le prix de la fiancée est au contraire une source de subsistance pour la famille de la fiancée et permet de pallier le départ d'un membre productif de la famille.

Cette explication peut toutefois restreindre à une perspective utilitariste du prix de la fian-

cée. Il convient donc de garder en tête, dans la continuité des travaux de Lévy-Strauss, que cette pratique s'inscrit dans un système d'échange plus large et représente une compensation immédiate de la femme qui ne sera pas rendue à la fin du cycle (Williams, 2000). Philippe Rospabé, quant à lui, voit dans la monétarisation du prix de la fiancée. L'expression d'une « dette de vie » insolvable, d'un déséquilibre humain ne pouvant être contrebalancé (Rospabé, 1995). Ainsi, le transfert monétaire représenterait un « substitut de vie » mis à disposition de la famille de la fiancée. Pour la famille du marié, cette compensation représente donc un capital investi dans la belle famille, assurant le lien entre les deux unités familiales. Le prix de la fiancée a donc une double fonction : compenser le départ d'un membre actif de la famille, mais également maintenir une dette en cas de départ de la mariée ou de l'alliance.

Dans les territoires ruraux comme celui de Bărbulești, il serait tentant de relier le prix de la fiancée au système agricole dans lequel s'ancre ce groupe social. Toutefois, comme je l'ai montré, du fait de la collectivisation, les habitants du village ont été très tôt dépossédés de l'exploitation des terres. À l'inverse, la pauvreté a sûrement joué un rôle dans le maintien de cette pratique puisque le prix de la mariée constitue une assurance pour remarier les enfants mâles ou pour obtenir un petit capital économique permettant de subvenir au besoin de la famille une fois l'une des filles partie. En outre, marier l'une de ses filles permet de rembourser certaines dettes devenues étouffantes au fil des années.

Les sommes mobilisées pour reverser le prix de la fiancée sont extrêmement variables et difficiles à estimer. Comme l'ensemble des activités économiques, les sommes effectives diffèrent souvent des sommes annoncées puisque les chiffres sont souvent gonflés pour accroître le prestige familial. Le flou sur les sommes découle également du fait qu'en plus de la somme versée, il faut y ajouter l'argent déboursé pour les célébrations et les multiples cadeaux offerts à la famille de la mariée. Il n'est ainsi pas rare que les sommes dépensées pour un mariage représentent plusieurs milliers, voir dizaines de milliers, d'euros. Pour chacun des mariages célébrés sur le bidonville, les familles du marié affirment avoir dépensé entre 5 000 et 10 000 € pour la fiancée et la même chose pour l'organisation de la célébration ainsi que la distribution de cadeaux. La famille de la mariée n'est néanmoins pas en reste puisqu'elle veille généralement à apporter au nouveau couple du linge et des appareils électroménagers pour les aider à s'installer. Ces dépenses sont néanmoins moins formelles que dans le cas de celles effectuées par la famille du marié.

2.4.2.3. Ruptures

L'importance et la force du « prix de la fiancée » s'observent lors de la rupture d'alliance.

Malgré les fortes contraintes sociales encadrant les mariages, les ruptures sont courantes, en particulier chez les jeunes mariés. Parmi les habitants du bidonville, trois avaient connu un divorce. Du fait du poids des alliances, ces ruptures mettent en branle l'ensemble du système de parenté. Les conséquences économiques et sociales peuvent être particulièrement néfastes. Lorsque les torts sont reconnus par l'une des parties, le prix de la mariée est cédé par la parentèle responsable. Par exemple, après un mariage à 14 ans contre son gré, Adi a fugué en France avec son cousin et a laissé seule son épouse aussi âgée que lui. La jeune fille a fini par retourner chez ses parents et le prix de la mariée a été laissé à ces derniers.

À côté des séparations où un consensus peut être facilement trouvé entre les deux parties, il existe également des ruptures pénibles ayant des conséquences sur l'ensemble de la parentèle. C'est particulièrement le cas lorsque les modalités de la rupture sont contestées par les deux parties. Cela a été le cas de la rupture entre Remus et sa première femme. Avant leur mariage, ils habitent chacun chez leurs parents sur le bidonville de « La place ». Le « prix de la fiancée » est élevé, d'environ 10 000€, puisque Florina vient d'une famille importante et bien implantée sur l'agglomération nancéenne. Le mariage est célébré en Roumanie avant que les deux familles reviennent en France. Le jeune couple achète une caravane qu'ils installent dans l'espace d'habitation d'Ion et Victoria. La famille de Florina habite quant à elle en face, dans des cabanes longeant la route. La jeune femme intègre le groupe domestique des parents de Remus. La relation entre Victoria et Florina se dégrade toutefois très vite. La matriarche charge la plus jeune de tâches ménagères et tente d'imposer avec force son autorité. La jeune femme se soumet difficilement à l'autorité de sa belle mère et elle retourne chez ses parents durant la journée pour lui échapper. Au bout de quelques mois, une dispute éclate. La jeune femme refuse de retourner chez ses beaux-parents. Dans la famille de Florina, on reproche à Victoria de malmener la jeune fille tandis que, de leur côté, les Cîrciu dénoncent la mauvaise éducation et la fainéantise de leur belle-fille.

Après être retournée chez ses beaux-parents et avoir accouché de son premier enfant, Florina continue à être la cible des moqueries de Victoria. Un matin, elle disparaît du bidonville. La fugue de la jeune fille ravive les conflits. Les esprits s'échauffent et en arrivent très rapidement aux mains. Les habitants du bidonville doivent intervenir pour calmer les deux camps. Les Cîrciu demandent à ce que leur soit rendu le prix de la fiancée qu'ils ont versé aux parents de Florina. Ces derniers refusent, justifiant que les mauvais traitements qu'infligeait Victoria à sa belle fille expliquent son départ. À plusieurs reprises, des disputes éclatent, frôlant de peu l'incident grave. Cette situation pousse la famille de Florina à quitter définitivement le bidonville, abandonnant leurs habitations, mais également le programme d'accompagnement mis en place par les institutions locales.

Dans l'ensemble des cas, le divorce est une perte lourde pour les parents. Par exemple, après son premier mariage, Adi a été remarié à Ana, dont la famille disposait d'un capital symbolique beaucoup plus faible que le sien. La famille d'Ana a donc reçu une somme d'argent moindre, 2 000 €, alors que celle-ci était de 5 000 € pour le premier mariage d'Adi. Si Ana s'est avérée être une femme participant activement à la vie familiale, les Cîrciu n'ont pu compter que très peu sur ses ressources familiales étant donné l'extrême pauvreté dans laquelle vivent ses parents.

Toutefois, les conséquences de la rupture sont les plus lourdes pour les jeunes filles. La virginité étant supposée perdue, une nouvelle alliance avantageuse s'avère souvent beaucoup plus difficile à trouver. Pour la première femme d'Adi, le statut de célibataire déflorée l'a libéré de l'impératif d'abstinence. Elle a commencé alors à être approchée par de nombreux célibataires à la recherche de relations sexuelles, ce qui a eu comme conséquence de la marquer très rapidement d'une réputation de fille infâme. Ainsi, ses parents l'ont remariée quelques mois plus tard à un homme beaucoup plus vieux qu'elle, dont la réputation de la parentèle était bien en deçà de la sienne.

Certaines jeunes femmes quant à elles ne sont jamais remariées, soit par volonté, soit par absence d'union possible. À « La place », c'est le cas par exemple de Simona, dont le mariage s'est rompu quelques mois après la naissance de son premier enfant, lorsque son mari est parti avec la femme dont il était secrètement amoureux. Depuis, Simona a vécu seul avec ses parents avant de suivre récemment ses sœurs en France.

2.5. Du village à la diaspora

2.5.1. L'accroissement des migrations

Depuis 1989, les migrations internationales des ressortissants roumains se sont profondément transformées. L'ouverture progressive des frontières a rendu possibles des circulations plus nombreuses et plus diverses entre la Roumanie et les pays de l'Ouest de l'Europe ou les États-Unis. Les mobilités internationales se sont démocratisées et ouvertes à de nouveaux projets migratoires. Durant la période communiste, les migrations au départ de la Roumanie relevaient principalement soit de l'exil des intellectuels et des militants politiques, soit des migrations inscrites dans des projets de coopération internationale (Lăzăroiu, 2004 ; Michalon et Mihaela, 2010). Le nombre de départs depuis trente ans reste sujet à controverses. Tandis que certaines sources évoquent 300 000 départs de 1990 à 1999 soit à peine plus que les 280 000

durant la décennie précédente, d'autres sources parlent plutôt de 800 000 individus, soit environ 3,5 % de la population roumaine (Nedelcu, 2009 ; Sandu et al., 2004).

L'émigration représente une porte de sortie face à la précarisation des conditions de vie produite par la transition économique (Diminescu, 2003b ; Potot, 2003a). Durant les premières années qui ont suivi la révolution de 1989, les départs définitifs ont été particulièrement nombreux. Ils étaient alors essentiellement dus aux expatriations des minorités allemandes et magyares des territoires au nord-ouest de la Roumanie (Fox, 2003, 2007 ; Michalon, 2003a). Au cours des décennies 1990 et 2000, l'émigration temporaire vers l'Europe de l'Ouest n'a fait que fléchir. Les chiffres dont nous disposons montrent qu'entre 1990 et 2003, cette population est essentiellement masculine (71 %), comprise entre les tranches d'âges 18-45 ans (45 %). En outre, les migrants ont bénéficié d'une éducation scolaire (57 % possèdent un diplôme professionnel ou équivalent au baccalauréat) et ont eu une expérience de travailleur qualifié (35 %). Il s'agit surtout d'une émigration urbaine puisque la majorité d'entre eux vient de Bucarest ou des autres grandes villes du pays (52 %) (Lăzăroiu, 2004 ; Michalon et Mihaela, 2010).

Le phénomène migratoire a encore été accentué par l'ouverture de la libre circulation au sein de l'espace Schengen en 2002. Ainsi, près d'un ménage sur trois déclarait en 2006 avoir vu l'un de ses membres partir à l'étranger pour travailler (Sandu, 2006). Au début des années 1990, ce sont des pays comme l'Allemagne (Michalon, 2003b) et la France qui ont attiré une partie des migrants, avant que certains se réorientent vers l'Espagne et l'Italie, pays dans lesquels les emplois saisonniers étaient plus nombreux (Lăzăroiu et Alexandru, 2008).

Plus généralement, les vagues migratoires sont en grande partie dues à la transition économique amorcée après les décennies communistes. Néanmoins, la raison des départs peut varier. Pour certains migrants, il s'agit de valoriser des compétences professionnelles acquises en Roumanie, pour d'autre c'est une manière de maintenir ses conditions de vie. Comme le remarque Swanie Potot dans le cas de jeunes migrants originaires d'une petite ville près de Bucarest « c'est dans les conditions économiques qui pèsent sur l'ensemble du pays que se situent les causes de ces départs. Étant donné la crise économique, leur situation ne correspond plus à des conditions matérielles satisfaisantes. Ces dernières années, la classe moyenne voit ses conditions de vie se précariser au fil du temps, ce qui conduit ces jeunes à vivre en décalage avec leurs habitus de classe » (Potot, 2007, p. 30).

Au-delà de ces éléments, les départs représentent une expérience individuelle valorisée socialement. Il conduit à côtoyer des cultures et des modes de vie auxquels s'identifient les migrants. La France, l'Allemagne ou l'Italie apparaissent comme des destinations dans lesquelles

il serait donné aux migrants d'accéder à des biens culturels et de consommations rares en Roumanie.

Pour les jeunes migrants, les départs sont souvent une manière de s'émanciper du contrôle familial ainsi qu'une épreuve marquant le passage à l'âge adulte. La migration ouvre à un monde inconnu des aînés. Elle participe alors à la redéfinition du cadre de la transmission traditionnelle entre les générations. C'est ce qu'on retrouve dans le parcours d'Adi qui a fugué en France avec l'aide de son cousin après que ses parents l'ont marié très jeune. Si ce départ lui a permis de s'extraire de la situation maritale dans laquelle il était contraint, il a acquis à l'ouest des compétences économiques et un petit capital avec lequel il a créé un commerce ambulancier de vêtements en Roumanie. L'émigration en France lui a offert son indépendance tandis qu'il a acquis un statut familial rehaussé en subvenant aux besoins de ses parents. C'est ce qu'il explique en racontant que : « *La première chose que j'ai faite quand j'ai eu de l'argent de France, c'est envoyer une paire de baskets à mon père pour lui montrer que je pouvais lui offrir ce que lui n'avait jamais réussi à me donner quand j'étais enfant. Après je n'ai pas arrêté de leur envoyer de l'argent. C'est moi qui les nourrissais, il ne pouvait plus rien me dire comme il le faisait avant* ».

L'expérience de l'émigration se traduit donc par des considérations accrues une fois de retour au pays. Néanmoins, le départ se fait le plus souvent dans l'optique de répondre à un besoin matériel puisque « le projet migratoire, à l'initiative de la migration, est en effet toujours précis. Il apparaît comme la solution à un manque clairement défini. Il s'agit souvent d'obtenir les moyens de financer une affaire, ou d'acheter un appartement. D'autres fois, on envisage de rembourser des dettes ou d'accumuler un pécule qui permette de mieux vivre. D'une façon générale, les premiers départs n'ont jamais pour objectif l'installation dans un autre pays. On projette de faire usage de l'espace européen pour améliorer son quotidien chez soi » (Potot, 2007, p. 33).

À Bărbulești, dès la chute du régime communiste, une importante vague de départs vers l'Ouest a débuté. Elle vise alors l'Allemagne, la France, l'Espace, la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Italie, la Suède, etc. On retrouve à Bărbulești ces mouvements migratoires chez ceux s'inscrivant dans une perspective de départ. Bon nombre de migrants ont, au moment de leur première migration, une optique de réussite élevée. Ils se font une idée précise des bénéfices matériels que doivent leur apporter leurs départs. Pour beaucoup d'entre eux, la construction ou l'amélioration de leur résidence à Bărbulești représente l'un des objectifs principaux. D'autres ambitionnent de regrouper un petit capital pour lancer une activité économique à Bărbulești ou en Roumanie. Dans l'esprit des plus nombreux d'entre eux, le capital réinvesti pourrait prendre souvent la forme d'un petit commerce d'alimentation ou de revente de vête-

ments sur les marchés. Seulement quelques départs se soldèrent par une réussite économique. Ce sont ces succès variables qui ont contribué à créer d'importantes disparités au sein de la population de Bărbulești.

Beaucoup ont tenté leur chance à l'étranger, mais très peu ont finalement réussi à gagner le « gros lot ». Pour la grande majorité, la migration a surtout été une perte d'argent. C'est le cas par exemple d'Ion : « *Dès la révolution, je suis parti en Allemagne. Avec mon frère, on a pris une voiture et on est allé directement en Allemagne. Là-bas, on a cherché du travail, on connaissait quelques personnes de Bărbulești ou d'autres Roumains. On était tous très pauvres et c'était de pire en pire. Finalement, on est rentré à Bărbulești, on n'avait pas réussi à gagner* ».

L'envie de toucher le gros lot ne s'est pas estompée pour autant. Le retour de certains habitants victorieux a même attisé les envies. Parallèlement, la précarisation de la situation économique de Bărbulești a rendu les départs de plus en plus nécessaires. En effet, beaucoup des habitants du bidonville concèdent être partis sans avoir vraiment eu le choix. Le réseau migratoire offre alors une possibilité parmi d'autres pour subvenir à ses besoins. Si à l'origine cette option était incertaine, ce risque s'est progressivement amoindri du fait de la généralisation des départs. Les installations donnent accès à des pied-à-terre permettant d'accéder à des ressources économiques et des solidarités familiales spécifiques.

2.5.2. Réseaux migratoires

2.5.2.1. La dissémination des villageois

Au cours des dernières années, les migrants de Bărbulești ont connu trois tendances marquantes : un éclatement des destinations, des durées de séjour de plus en plus longues et le départ des groupes familiaux entiers. Cette dynamique a ancré un réseau d'habitants de Bărbulești à l'Ouest, en contact les uns avec les autres, mais également avec le village d'origine. Peut-on pour autant parler de diaspora pour décrire cet essaimage ?

Depuis le début du 20^e siècle, l'augmentation des migrations a conduit à la multiplication du nombre de communautés qualifiées de diasporas (Schnapper et Bordes-Benayoun, 2006). Pour mieux comprendre ce phénomène, il est néanmoins possible de différencier plusieurs types de dispersions culturelles (Bruneau, 2004 ; Cohen, 2008). Dans le cas des habitants originaires de Bărbulești, on est loin de la diaspora stabilisée où chacune des parties est ancrée et attachée à son territoire d'accueil. On se trouve plutôt dans la situation d'une « diaspora flottante » pour reprendre l'expression d'Alain Médam (1993). À l'inverse des diasporas d'exil, le

réseau migratoire de Bărbulești pourrait être qualifié de « diaspora réversible » dans la mesure où le retour des migrants reste possible à partir du moment où ils arrivent à amasser suffisamment de capitaux pour revenir s'installer au village. En outre, les reconduites à la frontière volontaire menée par l'État ont participé à maintenir les allers-retours. Ces dispositifs permettaient de retourner en Roumanie en empochant une prime de 300 € pour un adulte et de 100 € pour un enfant. Si le dispositif n'était pas renouvelable, il a permis à la plupart des familles de Nancy de revenir séjourner quelques jours en vacances à Bărbulești avant de repartir en France.

Le rôle joué par la diaspora est de faciliter l'entrée des nouveaux migrants. L'intégration de ces derniers dans le réseau dépend néanmoins de multiples facteurs. L'entourage social du migrant reste l'un des facteurs les plus importants. Les individus disposant de contacts nombreux ont plus de chances de s'installer de façon pérenne à l'Ouest. Ces ressources appartiennent au capital social, défini selon Pierre Bourdieu par « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou, en d'autres termes, à *l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes), mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles » (Bourdieu, 1980a). L'intégration des individus à la diaspora dépendant donc de leur capacité à mobiliser des ressources sociales spécifiques au sein du groupe des « diasporiques » (Tarrius, 1999).

Le réseau de migrants engrange alors un nouveau type de capital social lié non pas à la centralité des individus au sein de Bărbulești, mais de leur centralité au sein de la diaspora. Si souvent, l'un et l'autre de ces positionnements se recoupent, ils constituent néanmoins deux types de ressources différents permettant à certains individus d'accéder à des centralités sociales nouvelles. Ainsi, tel que l'ont montré Kristin Espinosa et Douglas Massey, la réussite de la migration dépend plus de la « qualité » que de la « quantité » du capital social de l'individu (1994). Pour les migrants, la forme de leur réseau de sociabilité leur offre une quantité plus ou moins importante de relations au sein de la diaspora. Ceux disposant du meilleur capital social migratoire peuvent ainsi se servir de liens qualitatifs améliorant ostensiblement leurs chances de réussite à l'Ouest. Pour les nouveaux prétendants au départ, il en découle que les « liens faibles » sont l'une des pièces maîtresses de la migration, souvent plus que les liens forts (Granovetter, 1973).

En outre, les contraintes sociales participent à filtrer les individus candidats au départ (Potot, 2003b). Les difficultés matérielles et physiques qu'induit la migration augmentent les probabilités de renvoyer en Roumanie ceux disposant du moins de ressources. L'absence de sou-

tiens sociaux accroît la rudesse des conditions de vie, les migrants ne peuvent compter à aucun moment sur les compétences économiques accumulées par les autres migrants ni sur les regroupements collectifs nécessaires à la création d'un bidonville ou d'un squat. L'importance des contacts se justifie d'autant plus que jusqu'à 2002, le passage à l'Ouest nécessitait de faire la demande d'un visa ou d'une demande d'asile politique et donc la maîtrise d'un « savoir-faire migratoire important » (Diminescu, 2002).

Le capital social est d'autant plus important qu'il est commun pour les migrants de Bărbulești de circuler d'une ville à l'autre en fonction de l'évolution des ressources économiques disponibles. Durant les deux années de suivi et d'observation des familles du bidonville, des dizaines d'individus originaires de Bărbulești sont arrivés sur Nancy pour y séjourner durant quelques semaines, quelques mois ou définitivement. Dans l'ensemble des cas, ces nouvelles arrivées se sont appuyées sur des liens forts ou faibles présents sur l'agglomération. Ces appuis fournissent ainsi un hébergement pour une période de transition durant laquelle les individus peuvent observer l'étendue des ressources disponibles et prendre la décision de s'arrêter au sein de l'agglomération ou d'aller tenter leur chance ailleurs. Cette décision dépend en règle générale de l'importance du réseau familial présent sur place. Néanmoins, il peut s'agir également de familles pionnières dont l'installation près de connaissances plus ou moins lointaines préfigure l'arrivée d'un réseau familial plus élargi. Les alliances familiales jouent sur cette question une place prépondérante (cf : section 2.4.2.1, p.142).

Les réseaux se nouant autour du bidonville de Nancy sont donc révélateurs du capital social dont disposent les habitants. Les liens sont nombreux avec des villes telles que Mulhouse, Montpellier ou Sarrebruck en Allemagne où de nombreux habitants y possèdent de la famille. Au contraire, les échanges sont peu nombreux avec des agglomérations telles que Genève, Blois, Dunkerque ou Bordeaux malgré la présence dans ces villes d'une importante communauté originaire de Bărbulești.

2.5.2.2. Microbus pendulaires

Il est donc primordial pour les migrants de maintenir un contact solide avec le reste de la diaspora et en particulier avec Bărbulești. La communication entre les différents nœuds du réseau prend des formes multiples, à la fois matérielles et immatérielles.

Des transporteurs professionnels proposent des trajets réguliers dans des microbus. Ce type de locomotion s'inscrit dans un mode de mobilité observé depuis longtemps par les sociologues de la migration. Ils correspondent à une manière de s'adapter à une offre de transport déficitaire en termes de besoins et de ressources pour les migrants pauvres (Benarroush-Orsoni,

2015 ; Tarrus, 1985).

Pour 80 € de Nancy à Bărbulești et 110 € de Bărbulești à Nancy, il est possible de se rendre d'une ville à l'autre. Les camionnettes réalisent des trajets passant souvent par d'autres lieux d'installation en fonction des besoins. Ainsi, les départs de Nancy font des détours par Sarreburck ou Mulhouse reliant ainsi les installations les unes aux autres. Le trajet prend généralement un peu moins d'une journée et demie. Il est ponctué de nombreuses pauses durant lesquelles les passagers en profitent pour s'approvisionner en nourritures et en boissons consommées en abondance durant tout le trajet.

De façon moins régulière, des transporteurs proposent des trajets entre les différentes villes en France ou en Allemagne, en fonction des besoins, pour un déménagement, un mariage ou une cérémonie religieuse. Lors de l'organisation d'un trajet, les migrants contactent les différents coursiers pour connaître la date des prochains départs puis ils fixent une date ensemble. Celle-ci est communément amenée à changer en cas de problèmes venant d'un passager ou du conducteur. Le départ peut alors être avancé ou retardé de façon flexible.

Daniel, l'un des transporteurs réguliers du bidonville de Maxéville, exerce son activité à plein temps. Il s'est associé avec son frère et ils possèdent maintenant deux microbus et une grande remorque. Ses trajets sont irréguliers et dépendent des demandes. Toutefois, il lui arrive de faire deux allers-retours dans la même semaine, soit environ 90 heures de conduite en sept jours. Il agrmente son activité d'autres revenus. Lors de ses voyages à Bărbulești, il rapporte des produits frais de Roumanie, qu'il vend ensuite sur le bidonville, le plus souvent à crédit. Le prix de ses trajets est fixe, mais il lui arrive, lorsqu'une famille connaît des périodes difficiles, de réduire le prix ou de faire crédit pour une durée parfois longue. Cela le contraint souvent à venir réclamer ce qu'on lui doit directement sur le bidonville.

Les connexions créées par les microbus permettent une organisation souple des trajets entre les différents nœuds du réseau migratoire. Elles permettent une gestion flottante des dessertes tout en inscrivant les nœuds dans une temporalité commune. Surtout, ils permettent une adaptation des mobilités à la réalité de la migration, participant ainsi à la reconfiguration de la diaspora (Benarrosh-Orsoni, 2015 ; Valenzuela, Schweitzer et Robles, 2005).

Ces trajets servent également à l'envoi et à la réception de colis d'un point à l'autre du réseau. Des remorques sont généralement attelées aux vannes et remplies de paquets protégés de la pluie par une bâche. On trouve le même type de contenant sur les toits ou dans les coffres des véhicules.

Ces colis maintiennent un lien matériel entre les habitants à l'Ouest et ceux restés à Bărbu-

lești. Ils servent à l'envoi à l'Est de vêtements, de décorations pour la maison, d'outils, de téléphones, de télévisions, de jouets, etc. À l'inverse, lors du retour à l'Ouest, ils sont remplis de nourriture et de produits roumains. La viande fumée, le fromage, le café soluble très sucré, des légumes au vinaigre embaument les vanes lors des trajets vers la France et permettent de fêter l'arrivée à l'ouest avec ceux restés sur place.

2.5.3. *Le circuit cloisonné des communications*

2.5.3.1. Synchronisation

Les migrations de ces dernières décennies ont été profondément bouleversées par l'émergence des nouveaux moyens de communication numérique. Abdelmayek Sayad a décrit dès les années 1980 les multiples canaux de communication à distance que construisent les migrants, « Tout groupe dispose à chaque moment, pour pouvoir communiquer avec ses membres absents (ou ses émigrés), d'un ensemble d'instruments qui forment système : messages oraux (et parfois écrits) confiés à des intermédiaires qu'on charge de porter à leurs destinataires qu'on charge de porter à leurs destinataires, lettres acheminées par la poste et, le dernier venu de tous, le message enregistré sur une cassette de magnétophone. Ces différentes techniques connaissent une série de variations qui, dans chaque cas, sont fonction, d'une part, des agents concernés par l'opération (auteurs du message oral ou écrit ; messagers qui en sont les porteurs, écrivains de lettres remises directement à l'intermédiaire qui les transmettra ou expédiées par la voie postale ; destinataires des messages et des lettres) ainsi que de leurs intérêts matériels et expressifs – intérêts socialement déterminés – qu'ils peuvent avoir à telle forme particulière de message ou de lettre ; et, d'autre part, de la place que chaque instrument occupe, à un moment donné dans l'ensemble des moyens de communication disponibles entre le groupe et ses émigrés » (Sayad, 1985).

Avec l'arrivée des technologies de l'information et de la communication (TIC), les canaux se sont transformés et dématérialisés. Il n'existe plus de lettres écrites à la main et les artefacts matériels de la communication sont devenus rares. Tout passe maintenant à travers les téléphones portables et les smart phones. Les coups de fil et les messages par les réseaux sociaux ont rendu très peu problématique la communication avec le village d'origine, ils mettent à la portée de la diaspora un espace communicationnel reliant les lieux de vie à l'Ouest et à l'Est. L'espace numérique offre une nouvelle dimension à la communauté. Il crée, selon le terme utilisé par Boris Beaudé, une synchronisation, c'est-à-dire « un processus permanent par lequel on crée des espaces communs pour être pour agir, ensemble » (Beaudé, 2013). Dans l'espace d'internet, la synchronisation prend une forme particulière, elle s'y caractérise par une forte réti-

cularité, par la création de liens entre de multiples espaces et par la mise en contact des individus. Il est ainsi possible de dire qu'« internet est non seulement un espace, mais aussi un lieu, c'est-à-dire un espace au sein duquel la distance n'est pas pertinente. Internet est en effet un espace du contact et de l'action. Il ne s'agit pas seulement d'un agencement de réalité éparse, ou un ensemble de liens, mais aussi d'un agencement qui autorise l'interaction sur de vastes étendues, doté d'une cohérence internet » (Beaude, 2012, p. 53).

2.5.3.2. Mobilités communicationnelles

Dès leur apparition, les migrants ont appris à maîtriser les TIC pour échapper aux frontières édifiées par les États (Diminescu, 2001). En cela, l'apport du numérique est double. D'un côté, les TIC aident à la construction d'un collectif migratoire tout en accélérant la « diasporisation » (Nedelcu, 2003). De l'autre, ils transforment et modifient les relations au sein de la diaspora en créant un lieu d'échange aux modalités nouvelles.

Pour les habitants de Bărbulești, les communications s'effectuent essentiellement grâce à des puces rechargeables par des cartes prépayées. Les membres de la diaspora utilisent le fournisseur Lycamobile. Celui-ci permet de téléphoner de manière abordable à l'intérieur d'un réseau fermé. Ainsi, un coup de fil à un utilisateur d'un autre fournisseur consommera un crédit plus important tandis qu'un appel à un utilisateur d'une puce Lycamobile reviendra à beaucoup moins cher.

Ces conditions expliquent l'utilisation à foison du téléphone portable par les habitants du bidonville. Les appels sont passés souvent sans raison particulière. Le téléphone sonne ainsi presque en permanence, que ce soit pour obtenir des nouvelles des autres membres de la diaspora en France ou pour simplement garder le contact avec celui parti en ville pour travailler ou faire quelques courses.

Très vite lors de mon arrivée sur le terrain, je me suis retrouvé submergé par le nombre d'appels sur mon téléphone portable. Lors de mes journées d'absence, il était ainsi fréquent de recevoir vingt à trente appels dans la journée. Pour éviter d'être interrompu, j'ai très vite pris l'habitude de mettre mon téléphone sur silencieux. Les habitants me l'ont fortement reproché. Habituellement en effet, les appels sont constamment pris par les habitants, quelle que soit la situation. Néanmoins, certains d'entre eux ont continué, de façon insistante, à renouveler leurs appels dix à quinze fois d'affilée.

Le plus souvent, pour les habitants, décrocher son téléphone prime sur la situation. Par exemple lors d'une rencontre avec un chirurgien dentiste, Paul décrocha son téléphone et interrompit l'entretien. Le professionnel menaça alors de nous renvoyer à cause de ce comporte-

ment qu'il jugeait grossier et inapproprié. Paul m'interrogea alors à notre sortie ne comprenant pas en effet la colère du dentiste. On retrouve le même type de scène avec les travailleurs sociaux ou les bénévoles associatifs.

Les téléphones permettent ainsi de maintenir un contact constant entre les habitants du bidonville. L'achat de smart phones ouvre également la possibilité de communiquer en utilisant les caméras des téléphones. Les migrants peuvent alors se parler de visu et avoir des contacts visuels avec leurs interlocuteurs. En outre, des « Lives » sont accessibles en permanence sur internet. Il est alors possible de suivre des individus de la diaspora filmant leur vie, celles de leurs proches ainsi que leur lieu de vie. Chacun peut accéder à ces vidéos en direct et celles faisant le plus de « vue » participent au prestige de leur réalisateur.

Les habitants du bidonville changent fréquemment de numéro. Il est difficile de se tenir à jour lorsqu'on se trouve à l'extérieur du bidonville ou du réseau de communication de la diaspora. Certains habitants disposent néanmoins de plusieurs puces téléphoniques et ils centralisent souvent les demandes visant à obtenir le nouveau numéro d'un habitant ou d'un autre.

Les forfaits Lycamobile ne donnent toutefois pas accès à internet sur les téléphones portables. Pour profiter de ce type de connexion, il est alors nécessaire de s'abonner à un forfait fixe chez un fournisseur d'accès traditionnel (Bouygue, Orange, Free ou SFR). Ces forfaits présentent plusieurs désavantages. Ils nécessitent de disposer d'un compte en banque sur lequel est prélevé le forfait mensuel (plus le prix des dépassements). Mais surtout, ils ne peuvent pas être résiliés facilement. Ce manque de flexibilité d'utilisation amène certains migrants à arrêter d'alimenter leur compte en banque pour ne plus payer leur forfait. Cette solution les conduit cependant à contracter des dettes que se charge de recouvrer la banque de France une fois leur solvabilité à nouveau assurée.

2.5.3.3. Facebook : entre-soi et sociabilités érotiques

Au-delà de cet aspect spatial, les réseaux numériques participent également à la création d'une nouvelle forme de lien entre les individus de la diaspora. En effet, le numérique est un mode d'énonciation du monde spécifique renouvelant notre manière de structurer le langage (Doueihy, 2011, 2013). Il participe à la production de liens sociaux en leur donnant des formes et des contenus nouveaux. Les « liaisons numériques » viennent enrichir les relations sociales, puisque « pour ses usagers, la socialité d'internet ne se substitue pas aux rapports de travail, de parenté, d'amitié. Elle se cumule avec eux. Les technologies numériques ne représentent donc pas une menace pour le lien social. Elles en constituent au contraire des modalités complémentaires » (Casilli, 2010, p. 325).

La diffusion des nouveaux moyens de communications numériques a redéfini les relations entretenues par les individus à l'intérieur de la diaspora. Au moment de mon travail sur le bidonville, les hommes se sont progressivement inscrits sur les réseaux sociaux numériques tels que Facebook. Cette plate-forme permet de diffuser du contenu à des « amis ». Très grossièrement, elle s'apparente à un carnet d'adresses auquel il est possible d'envoyer des messages collectifs. Par Facebook, les migrants peuvent échanger des messages, des vidéos, des photos, rendre visible leur situation à l'Ouest et diffuser la nouvelle des naissances, des décès, des mariages, etc. À travers le lien social numérique, ils établissent des ponts entre leur lieu de vie et le village. Ainsi, en 2017, après le décès de Paul, nous avons pu avec Adi et Nicolae suivre son enterrement en direct grâce aux vidéos diffusées par l'application Péricope. Les discussions Facebook des habitants sont remplies d'annonces de naissances, de mariages, de baptêmes et de décès. La vie de la communauté abonde d'images et chacun participe à l'alimentation de ce fil d'actualité en produisant une mise en scène de sa propre vie. Surtout, les éléments de la vie à l'ouest rendus public sont choisis, alors qu'au contraire la pauvreté et la maladie qui jalonnent le quotidien d'une partie de la diaspora peuvent être passées sous silence. Chacun abonde également les fils de commentaire en signifiant à travers des smileys ou de petites phrases qu'il approuve ou réprovoque les publications des individus.

Certains n'hésitent pas à rendre publiques certaines activités relevant parfois du domaine de l'illégalité. C'est ainsi que des membres de la diaspora présents à Longwy, dans le nord de la Lorraine, ont posté pendant quelques mois des photos d'eux avec des armes et d'importantes quantités de cannabis. En outre, Facebook objectivise les liens reliant les individus les uns aux autres et il comptabilise le nombre de contacts que possède chaque individu, d'où la tendance de certains à multiplier les demandes d'amis dans le but d'obtenir un maximum de réponse positive. Les hommes valorisent leur nombre d'amis sur Facebook en tant que représentation quantitative de leur capital social. Les compteurs d'amis sont le reflet de l'étendue et de la force de leur réseau.

Mais Facebook reste un espace relativement fermé pour les migrants. Si on exclut les travailleurs sociaux ainsi que les multiples comptes de jeunes filles aux photos dénudées, la quasi-totalité des centaines de contacts dont disposent les habitants du bidonville sont des individus originaires de Bărbulești. Loin d'ouvrir sur le monde, Facebook renforce d'une certaine manière la prégnance de l'appartenance à la communauté de Bărbulești. Néanmoins, la plate-forme permet tout de même d'améliorer son réseautage au sein de la communauté élargie du village et de multiplier leurs « liens faibles » en réduisant la distance entre eux et les membres éloignés du reste du groupe (Casilli, 2012). Le « friending » offre la possibilité d'avoir accès et de donner accès beaucoup plus facilement aux informations et aux ressources au sein du ré-

seau.

Néanmoins, Facebook met bon nombre d'habitants du bidonville face à leur faible maîtrise de l'écriture ou de la lecture. Si l'accès à ces plates-formes est déjà réservé à ceux disposant d'un smart phone ou d'un accès internet pour se connecter, il est également nécessaire de disposer du minimum de compétences informatiques, de lecture et d'écriture pour participer à la vie numérique communautaire. Ainsi, Facebook participe à l'exclusion d'une partie de la communauté de la vie collective. Il crée un espace parallèle dont les femmes et les plus âgés sont les plus coupés.

Les TIC aident à la multiplication des formes de communications internes à la diaspora. Ils maintiennent des liens de solidarité entre les différentes parties de la communauté de Bărbulești, tout en raccourcissant les distances entre elles. Toutefois, les liens numériques jouent un rôle dans l'objectivisation des différences grandissantes dans la communauté en rendant d'autant plus visible la force du capital symbolique et économique.

Conclusions

Les racines sociales et économiques à l'origine de la migration des habitants de « La place » sont complexes. En effet, l'enclavement ayant marqué historiquement les territoires du sud de la Roumanie a été profondément remodelé depuis la fin du régime communiste. L'accès à l'économie de marché s'est accompagné d'une liberté de circulation bien plus grande, même si en réalité la mobilité est inscrite de longue date dans les pratiques économiques à Bărbulești.

Parallèlement, les solidarités traditionnelles au sein du village ont elles aussi connu d'importantes transformations. Tandis que dans le village le rôle joué par les alliances familiales se maintenait, au sein de la communauté de graves disparités sont apparues et la raison est plutôt simple à trouver : certains ont réussi à profiter de l'ouverture à de nouveaux types de ressources, alors que d'autres au contraire ont subi de plein fouet la mondialisation et les réformes néolibérales de l'économie roumaine. Les inégalités accrues ont surtout participé à l'apparition de phénomène de dépendance soumettant certains habitants à l'emprise d'autres.

Face à ces risques de soumission, l'émigration apparaît d'autant plus comme une porte de sortie pour les habitants les moins dotés en ressources. Toutefois, les départs massifs des habitants ont aggravé ces phénomènes en accélérant la rationalisation des échanges au sein de la communauté, puis en donnant à l'argent une place toujours plus grande dans les transactions.

Néanmoins, la migration ne représente pas une rupture entre le village et la diaspora. Bien au contraire, depuis la fin de la période communiste, les transformations des relations sociales montrent plutôt l'inscription du village dans un « réseau », entendu dans le sens de Manuel Castells, comme un espace social pouvant s'inscrire en dehors d'un territoire (Castells, 1998). L'espace du village n'est plus celui, rural, de la commune de Bărbulești, c'est devenu celui de la diaspora.

L'organisation sociale s'est parallèlement perpétuée à distance à travers des alliances et solidarités familiales, des échanges économiques, des mobilités spatiales ou informationnelles et l'emprise autoritaire de certaines figures prestigieuses du village. L'éclatement du village et le développement de son tissu de relations ont produit une urbanisation de son organisation sociale. La distance spatiale entre le village et les migrants ne s'est pas soldée pour autant par une démarcation sociale. En effet, le maintien des solidarités villageoises, dont la raison dépend aussi bien de l'organisation sociale spécifique du groupe de Bărbulești que des conditions de migrations à l'Ouest, a entraîné une « ruralité à distance », ou pour le dire autrement, la création d'un « bidonvillage ».

Les migrants ne deviennent pas des « urbains » par automatisme, ils restent imprégnés par le village et s'inscrivent en ville dans ce registre intermédiaire (Gans, 1982 ; Gill, 1994 ; Remy, 2000b). De façon détournée, on peut dire qu'ils revendiquent un « droit village », tel que l'imaginent Frédéric Landy et Sophie Moreau (Landy et Moreau, 2015) .

La forme prise par les implantations des migrants de Bărbulești à l'Ouest s'explique donc par la relation qui s'est établie entre le village et ses émigrants. Ainsi, l'éclatement du village a produit de multiples installations interconnectées les unes aux autres par un système de transports informels, des échanges économiques ou familiaux et des pratiques religieuses. Il inscrit les individus dans de multiples espaces maintenus néanmoins à l'intérieur de l'espace villageois par une densité importante d'échanges. L'habitat devient alors multitopique pour reprendre l'expression de Mathis Stock (Stock, 2011).

Cette configuration crée un lien villageois dont le contenu est faiblement contraint au changement tandis que le contenant est flexible et s'adapte aux mouvements ainsi qu'aux transformations des implantations. La migration des habitants de la place est donc marquée par un conflit entre deux types de rapports à Bărbulești. D'un côté, par l'inscription d'une continuité entre le monde du village et le territoire d'accueil en maintenant des pratiques et des solidarités irriguant la vie à Bărbulești. De l'autre, elle est une échappatoire face aux dépendances et aux inégalités à l'intérieur du monde social villageois. Ainsi, elle s'inscrit dans une recherche d'autonomie, remise néanmoins en cause par la précarité et les politiques d'empêchement aux-

quelles sont confrontés les migrants à l'Ouest.

Ainsi, la condition de migrants des habitants de « La Place » continue d'être marquée par une forte dépendance au pays. Le bidonville entretient doublement cette dépendance. D'un côté, il prolonge et renforce les recevabilités des migrants envers la communauté de Bărbulești, il maintient le système d'alliance et oblige souvent à en nouer de nouvelles dans le but d'améliorer l'accès à un espace de vie ; de l'autre, les conditions de vie auxquelles font face les migrants perpétuent le statut de Bărbulești en tant qu'espace vecteur d'un sentiment d'appartenance beaucoup plus important que ce qu'ils rencontrent en France. Le village continue de dicter une hiérarchisation du monde dont la signification est d'autant plus importante pour les migrants qu'ils sont confrontés à une profonde incertitude dans leur vie dans le bidonville. Comme l'explique un jour un homme d'une vingtaine d'années chauffeur-livreur, installé à Montpellier, longtemps marié à une Française et rencontré à Bărbulești : « *Le problème c'est qu'ils [les migrants] ne connaissent personne en France, ils n'ont pas d'amis. Les seules personnes qu'ils voient c'est leur famille et ceux avec qui ils font du business. Forcément, pour eux, Bărbulești c'est le seul truc qu'ils ont, quand ils rentrent ils ont l'impression que leur seule maison c'est là. Sauf que très vite ils se rappellent que la vie ici, c'est pas pour eux s'ils n'ont pas d'argent* ».

Pour autant, le bidonville questionne nécessairement la place du village et le rapport que les migrants entretiennent à celui-ci. La socialisation à la vie française reconfigure les liens les rattachant à Bărbulești. Ceci est d'autant plus vrai que les habitants s'intègrent à de nouveaux groupes, extérieurs à la communauté d'origine, et qu'ils se désengagent de certaines des alliances qui les lient au village. Petit à petit, comme l'explique Mihai : « *tu ne viens plus ici que pour les vacances et vérifier que ta maison est toujours là !* ». Cette situation d'entre-deux, mettant face à face un espace social fortement pourvoyeur de sens ainsi que d'appartenance et de l'autre un pays d'accueil auquel les migrants s'attachent progressivement, conduit les habitants de « La place » à s'interroger sur eux-mêmes et leur statut de citoyen français.

Chapitre 3. La ville : en quête d'interstices

« Des cabanes ces " petites habitations grossièrement construites ", comme dit Le Robert, se laissent voir un peu partout dans le monde. Cabanes de chantier, de jardin, de pêcheur, de vigneron, de berger ou d'alpage, de plage, dite alors cabanon, abri d'une nuit ou d'une saison, toutes sont associées à des tâches précises, professionnelles ou ludiques. Leur lieu d'implantation en plaine, en montagne, à la mer, indique leur caractère : ce sont des habitations à usage d'appoint, temporaires, saisonnières, secondaires, jamais principales et toujours " humbles ".

Petites et succinctement équipées, elles prouvent combien l'homme sait se suffire de peu – une couche, un foyer, un point d'eau pas trop loin – des âges anciens aux temps modernes et jusqu'aux brise-vent sans toit des nomades australiens. On peut même jouer à y habiter vraiment, comme dans une vraie maison, avec moins de contraintes qu'à l'accoutumée, puisque par essence le logis est ailleurs. [...] La cabane n'est pas une figure anodine.

Complexe, diversifié, mouvant, révolutionnaire ou rebelle, secourable, c'est un phénomène social total à dimension universelle qu'il faut continuer d'explorer »

(Pétonnet, 2011)

La politique d'expulsion systématique des bidonvilles mise en place suite au discours de Grenoble par Nicolas Sarkozy (2010-2011) a installé au centre du débat la question de la place réservée en ville aux migrants identifiés ou s'identifiant comme Roms (Balibar, 2011). Tandis que la question était abordée sous l'angle des campements, les expulsions s'effectuaient dans le prolongement de ce qui semblait faire l'essence de ces installations : la mobilité (Legros et Vitale, 2011). Toutefois, réduire les campements à cette caractéristique, c'est les assimiler à des « hors lieu » de la ville, c'est-à-dire des espaces de mobilités généralisées et mondialisées (Agier, 2013a).

Pourtant, les campements ou les bidonvilles sont également l'illustration d'un ancrage territorial. Le déplacement du débat de la notion de campement à celui de bidonville démontre la transformation de cette problématique vers la question de l'accès et du droit à la ville (Lefebvre, 2009). Les occupants des bidonvilles ne sont pas simplement des « migrants », ce sont également des « habitants ». En tant que membres de la ville, ils sont confrontés comme les populations précaires à des phénomènes de relégation, à des forces centrifuges les renvoyant vers les marges de la ville. Les politiques menées par l'État ont accentué ce processus. Face à cela, la mobilité devient un enjeu primordial pour les citoyens les plus fragiles : ceci d'abord pour contrer la marginalisation sociale et spatiale, mais également pour accéder aux centralités, politiques, économiques ou culturelles.

Ainsi, la notion de mobilité recouvre le champ d'une réalité complexe. Plusieurs définitions de cette notion ont été formulées par les géographes. Pour Jacques Lévy, la mobilité découle de « la relation sociale au changement de lieu, c'est-à-dire l'ensemble des modalités par lesquelles les membres d'une société traitent la possibilité qu'eux-mêmes ou d'autres occupent successivement plusieurs localisations » (Lévy, 2000). Michel Lussault quant à lui défend une définition de la mobilité plus large puisque « la mobilité ne se limite pas au déplacement physique effectif et à ses techniques, mais embrasse les idéologies et les technologies en cours dans une société » (Lussault, 2005). Pour les géographes, la mobilité constitue un ensemble de paramètres sociaux, géographiques et technologiques. Toutefois, plusieurs critiques ont été formulées par les sociologues, pointant du doigt l'absence de la mobilité sociale dans les définitions produites par les géographes. (Bassand et Kaufmann, 2000 ; Kaufmann, 2002). En effet, la sociologie a souligné la différence existant entre la mobilité et les déplacements. L'École de Chicago a néanmoins montré que ces deux notions s'emboîtent puisque la mobilité sociale commande le plus souvent la mobilité résidentielle (Joseph et Grafmeyer, 2009). L'une ne saurait donc se passer de l'autre.

En outre, la mobilité est devenue un emblème de l'urbain contemporain. Les ancrages locaux se sont-ils pour autant dilués ? Pour Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire (1970), il s'avère que certains groupes sont plus « localisés » que d'autres. Les enjeux d'ancrage dépendent en partie des positionnements sociaux. En effet, les ressources sociales peuvent être associées à une forte mobilité, tandis que d'autres « ne peuvent utiliser cette ressource que là où elle a été constituée, donc par l'intermédiaire de la référence à un lieu » (Bourdin, 1996).

La fonction du logement aurait ainsi évolué au point de devenir seulement un « repère » dans l'espace urbain à travers lequel les habitants « se ressource individuellement et collectivement et à partir duquel ils vont en ville » (Ascher, 1998). Ce phénomène touche aussi bien

les élites cybernétiques mondialisées que les classes populaires. Néanmoins, les travaux de Marie-Hélène Bacqué et Sylvie Fol (1997) ont montré que la forte appartenance territoriale caractérisant les quartiers pauvres, qui a été décrite par Henri Coing (1966) ou Peter Willmott et Michael Young (2010), avait en partie disparu. Néanmoins, l'ancrage spatial pour des pauvres n'est pas exempt de mobilité et ces deux notions ne s'opposent pas l'une à l'autre (Authier, 1999 ; Remy, 1996). La mobilité participe en effet à la transformation de la relation que les populations précaires entretiennent avec l'espace urbain. L'accès aux transports en commun et à l'automobile est devenu un enjeu fondamental pour les pauvres (Coutard, Dupuy et Fol, 2002 ; Marchal, 2014).

Pour les individus inaptes à se déplacer autant que l'exige la société contemporaine, la faible mobilité leur fait courir le risque d'une précarisation et d'une marginalisation accélérées. Pour la frange la plus paupérisée de la ville, le maintien dans les territoires relégués de certaines banlieues permet toutefois de se maintenir à la proximité spatiale des centres urbains. On comprend donc que pour les habitants des bidonvilles l'accès à la ville soit un sujet délicat. Comme le montre l'illustration 12 p. 88 et l'illustration 13 p.89, la distance au centre des agglomérations des bidonvilles en France s'est globalement maintenue depuis 2012 malgré l'augmentation des expulsions. Néanmoins, comme le montre les illustrations 10 p. 85 et 11 p.87, les profils sociaux des communes d'implantation des bidonvilles ont évolué en fonction de l'intensité des expulsions. Ainsi, « distance spatiale » ne signifie pas « distance sociale » (Lévy, 2008). La protection qu'offrent les quartiers relégués lorsque les expulsions augmentent présente toutefois comme désavantage de conduire à un éloignement des ressources pour les habitants des bidonvilles et donc à leur faire subir les effets découlant de l'enclavement de ces quartiers (Begag, 2002 ; Bourdin, 2005 ; Le Breton, 2004, 2005b ; Lévy, 2000). La question se pose de savoir comment les habitants des bidonvilles concilient les contraintes inhérentes à la vie urbaine. En outre, comment arrivent-ils à s'ancrer à la ville et stabiliser leur présence pour devenir habitants et non plus migrants ?

3.1. Migrations urbaines

3.1.1. Les premiers pas à l'Ouest

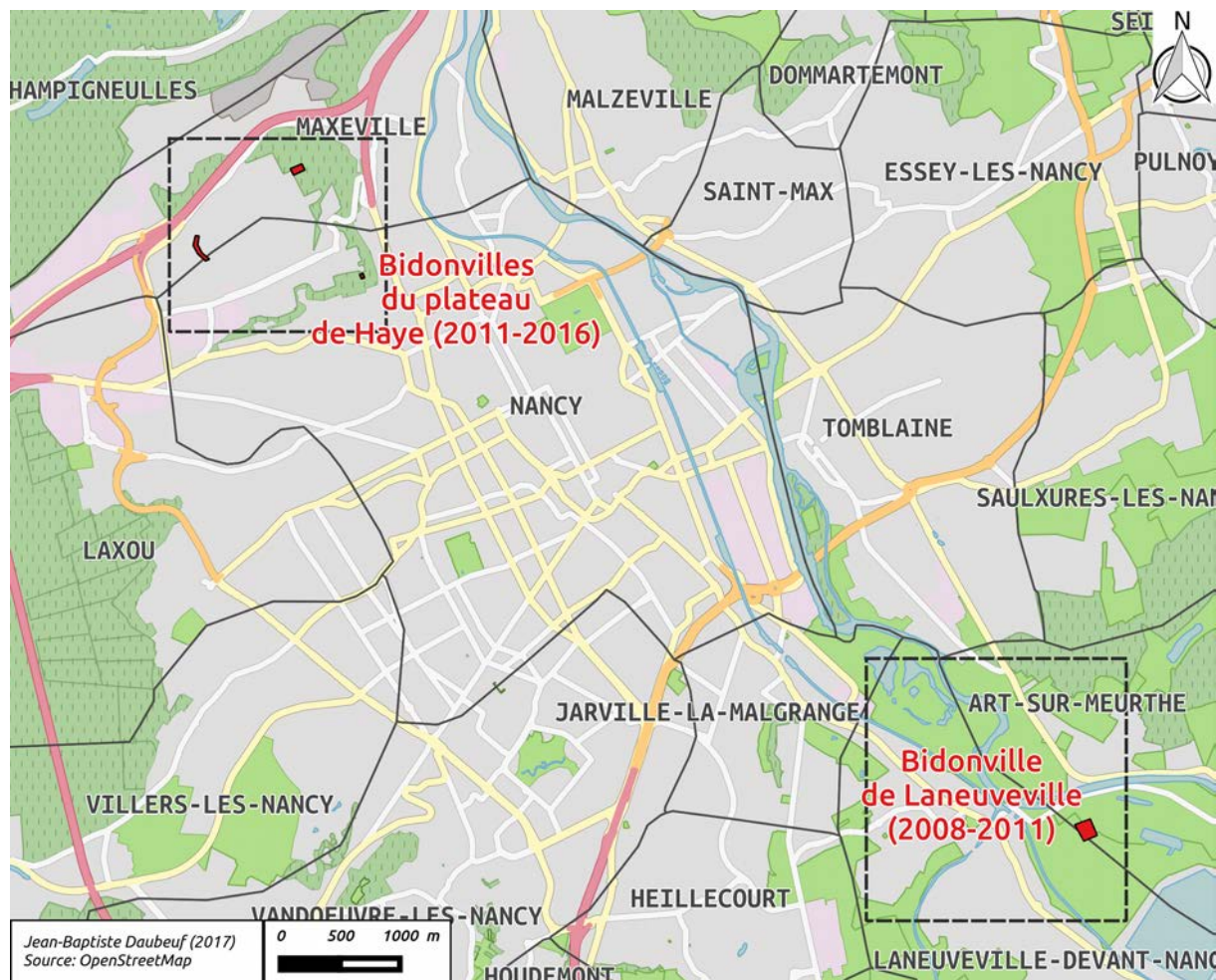


Illustration 21: L'agglomération de Nancy et les deux principales aires d'installations des familles de Bărbulești.

3.1.1.1. Arrivées

À partir du début des années 1990, plusieurs dizaines d'hommes originaires de Bărbulești ont commencé à arriver en France. Alors que tous les espoirs des migrants ont été investis dans leur départ à l'Ouest, ils sont très vite désenchantés face aux difficultés auxquels ils sont confrontés. Il s'avère plus complexe que prévu de faire de l'argent, de trouver un endroit où loger, d'apprendre de nouvelles langues ainsi que les normes ou lois des sociétés d'accueil.

Durant cette période, les départs restent temporaires. Ils se limitent aux pères de famille ou aux enfants masculins les plus âgés tandis que ce sont très rarement des couples avec enfants.

Les migrants de Bărbulești restent très mobiles, ils circulent beaucoup sur le territoire français et ils se fixent peu de temps à chaque endroit, préférant multiplier les tentatives de réussite économique à différents endroits. Beaucoup sont confrontés à la rue, aux centres d'hébergement d'urgence ou aux foyers pour mineurs. C'est par exemple le cas d'Adi, arrivé en France avec son oncle et son cousin alors qu'il avait quatorze ans : *« J'ai tout connu, la rue, la voiture, les ponts, les caravanes même les hôtels, depuis que je fais ça. Pendant deux ans on a fait le "tour de France", j'ai fait Blois, Dunkerque, Montpellier... On passait dans les platz des gens de Bărbulești et le plus souvent on dormait dans la rue, sur des cartons, serré tous ensemble. Si on arrivait à faire suffisamment d'argent, on se payait une chambre d'hôtel. Parfois, c'était des gens gentils qui me voyaient et qui me disaient "tiens je te paye l'hôtel". Quand il faisait trop froid, j'allais dans les commissariats, je mettais ma couverture sur le banc et je dormais là sans rien dire à personne. J'étais mineur. Ils étaient obligés de me laisser au chaud. Je leur disais "monsieur, vous ne pouvez pas me mettre dehors, je suis mineur". Des fois, les policiers appelaient les foyers et ils me trouvaient une chambre. Le plus souvent, ils ne voulaient pas s'emmerder alors ils me laissaient dormir dans le hall du commissariat ».*

Pour pallier la rudesse de la migration, certains migrants se regroupent soit avec d'autres hommes originaires de Bărbulești, soit avec des compatriotes roumains. Ils se fixent dans des bidonvilles au sein de la région parisienne ou dans le nord de la France, à Dunkerque et à Lille. Le but est d'améliorer les conditions de vie, de mutualiser les sources de revenus et d'en tirer le meilleur profit. Ion a vécu quelque temps dans un bidonville à Bobigny au milieu des années 1990 : *« Avec quelque copain, on avait ouvert un platz là-bas. On ne trouvait nulle part où aller. Paris est une ville qui fait peur parce que c'est grand et dangereux. Certains gars de Bărbulești avaient déjà fait ça et on les avait laissés tranquilles pendant plus d'un an. Alors on s'est réuni à 15-20 et on a commencé à construire des cabanes sous un pont. Au début, la police nous a rien dit. Mais après ils ont commencé à être là souvent et nous demander nos papiers. Moi je suis rentré en Roumanie pour m'occuper de ma femme et de mes enfants. Pas très longtemps après le platz a été démoli par la police ».* Le bidonville répond donc au besoin de se réunir entre hommes d'une même origine géographique pour sécuriser un lieu d'implantation. En outre, il facilite les migrations pendulaires en maintenant un ancrage à l'Ouest malgré les retours momentanés au village.

Toutefois, la stabilité des implantations, dans le cadre d'allers-retours réguliers entre la France et la Roumanie, reste précaire. Les migrants risquent à tout moment de se faire voler leur place ou de tout perdre lors d'une expulsion. Ainsi, Florin a passé quelque temps dans un bidonville de Dunkerque au même moment qu'Ion et Victoria, en 2002. Il est retourné pendant quelques semaines à Bărbulești pour l'enterrement de son beau-père. Lors de son retour

en France, sa cabane était occupée par une nouvelle famille. Ion m'explique que : « *quand il est parti, il a juste mis un petit cadenas sur sa porte. Moi je savais qu'il vivait là, mais il n'avait pas demandé à ce que l'on s'occupe de sa cabane, alors je ne m'en suis pas occupé. Un matin, il y a un gars du platz qui a fait venir un cousin de sa femme. Il lui a dit de s'installer là parce que le gars qui y habitait était parti et il n'allait plus revenir. Quand j'ai vu ça, je suis allé voir le gars en lui disant que Florin habitait là. Il m'a répondu que si Florin ne voulait pas qu'on lui pique sa cabane, il fallait qu'il paye quelqu'un pour s'en charger. Florin est revenu deux semaines après. Il ne pouvait rien faire, il y avait une femme et des enfants dans la cabane. Il n'allait pas leur dire de dégager alors que lui était tout seul. Il est resté un peu chez moi et après il est parti à Blois voir s'il pouvait faire de l'argent là-bas* ».

3.1.1.2. Vers les villes moyennes

La concurrence entre migrants et les poursuites judiciaires poussent fréquemment certains d'entre eux à « ouvrir » de nouvelles villes. À Nancy, au milieu des années 2000, la concurrence sur le marché des « revenus précaires » (cf p.177) était alors relativement faible. Un groupe de migrants roumains s'était installé une dizaine d'années plus tôt, mais il s'était progressivement établi et il avait laissé la place libre sur certains marchés risqués ou à faibles revenus comme la mendicité ou à la récupération de certains métaux.

Les premières arrivées sur Nancy s'effectuent par petits groupes installés dans différentes parties de l'agglomération. Cette ville présente alors plusieurs intérêts : elle est relativement éloignée d'autres grandes agglomérations, la mendicité rémunère convenablement puisque la stigmatisation des Roms migrants reste faible, les lieux où voler du cuivre y sont nombreux et encore peu exploités. Marius et Sorin, deux des cinq fils d'Ovidiu Gîngioveanu ont « ouvert » Nancy en 2007 alors qu'ils avaient respectivement 23 et 19 ans. Pour Marius : « *On ne pensait pas rester au départ. On venait juste faire un peu la manche parce qu'on avait eu des problèmes avec la police à Montpellier et on attendait d'avoir un peu plus d'argent pour rentrer à Bărbulești. Après être resté une semaine, on a vu que ça marchait bien ici et qu'il n'y avait pas de Roumains. Après ça, il y a mon père et des cousins qui sont venus pour travailler avec nous* ». Les protections dont disposent les migrants à cette époque sont alors particulièrement minces.

C'est à cette époque que les premières caravanes sont achetées. Sorin, le frère de Marius se souvient que les conditions de logement étaient alors précaires, « *on s'était acheté une voiture, au début on dormait dedans. C'est après qu'on a rencontré les manouches de Nancy et on a vu qu'ils vivaient dans des caravanes sur le quartier du Haut-du-Lièvre. On est allé les*

voir pour leur demander où on pouvait acheter une caravane pas chère, parce qu'on avait pas beaucoup d'argent à ce moment-là. Il y en a un qui en avait une vieille dont il voulait se débarrasser et il nous l'a vendue pour 200 € ». L'habitacle de la voiture et les murs de la caravane offrent une protection minimale améliorant sensiblement les conditions de vie pour ceux vivant dans la rue. Elle permet de s'approprier un espace coupé du monde. Malgré tout, les vitres de la voiture rendent les occupants visibles de l'extérieur et les protègent très peu du froid. La caravane pallie ces défauts sans être aussi mobile. Celles achetées à cette époque étaient loin de posséder tout le confort de celles modernes. La majorité n'était pas en état de rouler sur la chaussée, elles avaient de gros problèmes d'isolation et elles laissaient passer l'eau au niveau des joints de fenêtre ou d'aération. Les familles ont alterné pendant deux ans entre la vie en caravane à Nancy et des périodes dans ses voitures en dehors de l'agglomération.

En 2008, Adi s'était installé avec deux cousins en face de l'aire d'accueil de gens du voyage. Pendant une année, il a vécu dans une carcasse de voiture. Durant les périodes hivernales, il dormait seul dans la voiture. La seule solution pour contrer le froid était de se recouvrir de couvertures au point que « *si quelqu'un était passé il aurait même pas vu que j'étais là, tellement j'étais recouvert. Mais ça suffisait pas, le matin je me réveillais j'avais de la glace dans les cheveux, c'était trop froid... Moins 5°C il avait fait !* ».

Si certaines femmes et certains enfants ont connu la rue, la plupart d'entre eux ne sont arrivés en France qu'à partir de la fixation des pères de famille dans l'agglomération nancéenne. L'achat de caravane et le regroupement au sein d'un même lieu d'installation ont permis aux hommes de faire venir les femmes restées à Bărbulești. Plusieurs familles se rassemblent en petits groupes de trois ou quatre unités familiales. Vers la fin des années 2000, les installations illicites de caravane de ressortissant d'Europe de l'Est se multiplient sur l'agglomération. Des campements de plus en plus pérennes voient le jour. Un premier campement est ainsi ouvert à Heillecourt à six kilomètres de Nancy en 2008. Certaines des familles les plus pauvres y ont construit deux cabanes attenantes à des caravanes pour installer un poêle à bois et une cuisine de fortune. Cette première installation est néanmoins rapidement expulsée à cause de la dangerosité du terrain.

3.1.2. La stabilité progressive

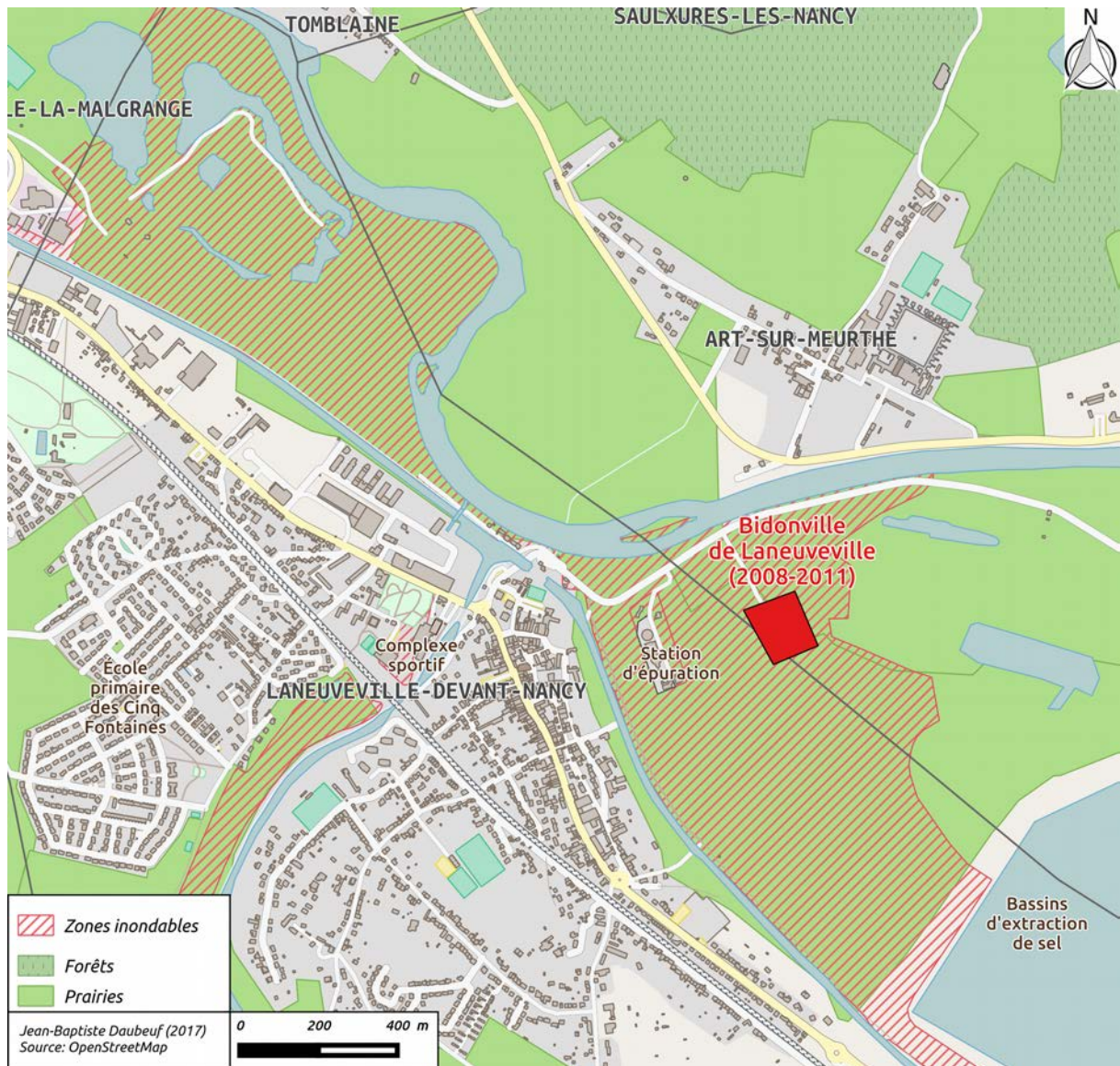


Illustration 22: Carte des installations à proximité du bidonville de Laneuveville-devant-Nancy.

En 2009, une vingtaine de familles se regroupent pour ouvrir une nouvelle installation près de Laneuveville-devant-Nancy, à six kilomètres du centre-ville de Nancy (cf illustration 22, p.168). Laneuveville-devant-Nancy est une commune de 6 000 habitants située dans la première couronne périurbaine nancéienne. Le profil économique et social de la population est représentatif de l'agglomération. Le revenu médian annuel correspond à la moyenne de l'agglomération : 20 520 € alors qu'il avoisine 20 200 € dans l'agglomération. Ce chiffre contraste néanmoins avec ceux des communes limitrophes. En effet, les communes très marquées par l'habitat pavillonnaire entourant Laneuveville-devant-Nancy accueillent des classes moyennes

supérieures aux revenus médians avoisinant les 25 000 €. On retrouve cette situation de décalage entre Laneuveville-devant-Nancy et les communes adjacentes pour d'autres indices. Le taux de chômage et l'inégalité des revenus de la commune sont sensiblement plus élevés. Cette situation peut s'expliquer par le passé industriel de Laneuveville-devant-Nancy, les zones industrielles désaffectées parsèment encore le territoire de la commune et plusieurs mines d'extraction de sel sont encore en activité. Ainsi, la part d'employés et d'ouvriers dans la population est nettement supérieure à celle des communes aux alentours. Au contraire, la proportion de cadres et de professions intellectuelles est légèrement plus faible.

En outre, la présence d'un vaste espace inconstructible a bloqué le développement des lotissements et des zones pavillonnaires depuis les années 1970 puisque le lit majeur de la Meurthe s'étend sur une zone inondable de 600 mètres à certains endroits autour du lit mineur. Cette zone a été identifiée par le Plan de prévention des risques naturels (PPRN) comme possédant un fort potentiel d'inondation, ce qui interdit toute construction et occupation. Malgré les risques, les migrants de Bărbulești ont en profité pour installer librement leurs caravanes sur cette zone. Les avantages d'un tel emplacement étaient alors multiples puisqu'il se trouve à proximité de l'agglomération de Nancy, il est peu visible de la chaussée et la surface est suffisamment grande pour y trier les métaux récupérés à l'extérieur.

Au moment de cette installation, les habitations se limitent à quelques caravanes. En effet, les migrants s'attendent à être expulsés à une échéance plus ou moins brève. En outre, leur situation économique s'était nettement améliorée. Ovidiu explique qu'à Laneuveville-devant-Nancy « *on avait les caravanes et ça nous suffisait. On arrivait à gagner un peu d'argent avec la manche et la ferraille, donc on se débrouillait pas trop mal. Quand les caravanes étaient trop usées, on en rachetait une d'occasion aux gitans. On avait pas besoin de cabane* ».

Toutefois, les conditions de vie se sont très vite dégradées au bout de quelques mois. Sans système de récupération des déchets, le bidonville a été envahi par des rats, des ragondins, des rats musqués et des castors venus des zones humides aux alentours. De plus, le ferrailage et la récupération ont mené à l'accumulation d'une grosse quantité de déchets dans lesquels sont venus s'installer les rongeurs. Les associations rapportent qu'il s'agissait d'un « *bidonville qui n'avait aucune condition de confort. Il n'y avait pas de benne à ordures. Il n'y avait pas d'accès direct à l'eau ni l'électricité. Il n'y avait pas de sanitaire. C'était vraiment très pénible de voir ça* ». Un article de l'Est Républicain évoque également la vie dans ce bidonville : « *Tout autour, d'autres épaves éventrées jonchent un sol de crasse, noirci par le brûlage des câbles de récupération, ordures ménagères et autres carters de boîtes de vitesse qui ont craché leur huile. Dans le dos de [Dany], au pied d'un tas d'immondices fumant, un gamin de trois ans*

fait ses besoins sous la surveillance de sa mère. D'autres, montés sur des vélos, sillonnent le camp en se jouant des flaques d'eau noires et visqueuses » (L'Est Républicain, 29 août 2010).

Parallèlement au problème des déchets, les habitants du bidonville sont confrontés à plusieurs hivers particulièrement rudes. Au froid et aux chutes de neige s'ajoute en décembre 2010 et en février 2011 le débordement de la Meurthe à deux reprises. Durant plusieurs semaines la rivière recouvre l'ensemble des surfaces agricoles et naturelles du lit majeur. L'eau monte alors très rapidement de plusieurs mètres, recouvrant d'un mètre le sol du bidonville. Les familles ont à peine le temps d'évacuer quelques affaires pour se mettre à l'abri sur un terre-plein surélevé dans le centre de Laneuveville-devant-Nancy. La municipalité et les associations se mobilisent pour apporter de l'aide à la centaine d'habitants du bidonville. Le maire autorise l'accès au gymnase et les familles sont installées quelques jours dans cet espace. Elles y disposent d'installations sanitaires et les associations mettent également à leur disposition des lits, du matériel de cuisine et des paniers alimentaires. Après quelques jours dans le gymnase, elles retournent finalement sur le bidonville.

Aux conditions de vie qui se dégradent se cumulent les ennuis judiciaires. Plusieurs habitants sont interpellés par la police ou la gendarmerie pour des vols de cuivre. La justice sanctionne le plus souvent ces arrestations par des reconductions à la frontière tandis que quelques individus écotent de peines de prison. En outre, le propriétaire du terrain de Laneuveville se manifeste finalement auprès des autorités publiques pour demander la restitution de sa parcelle. Des démarches sont engagées par la préfecture à partir du début de l'année 2010. Celles-ci mènent à une décision d'expulsions du bidonville en juillet. Les familles quittent les lieux quelques jours avant l'arrivée de la police.

3.1.3. L'ancrage dans un quartier.

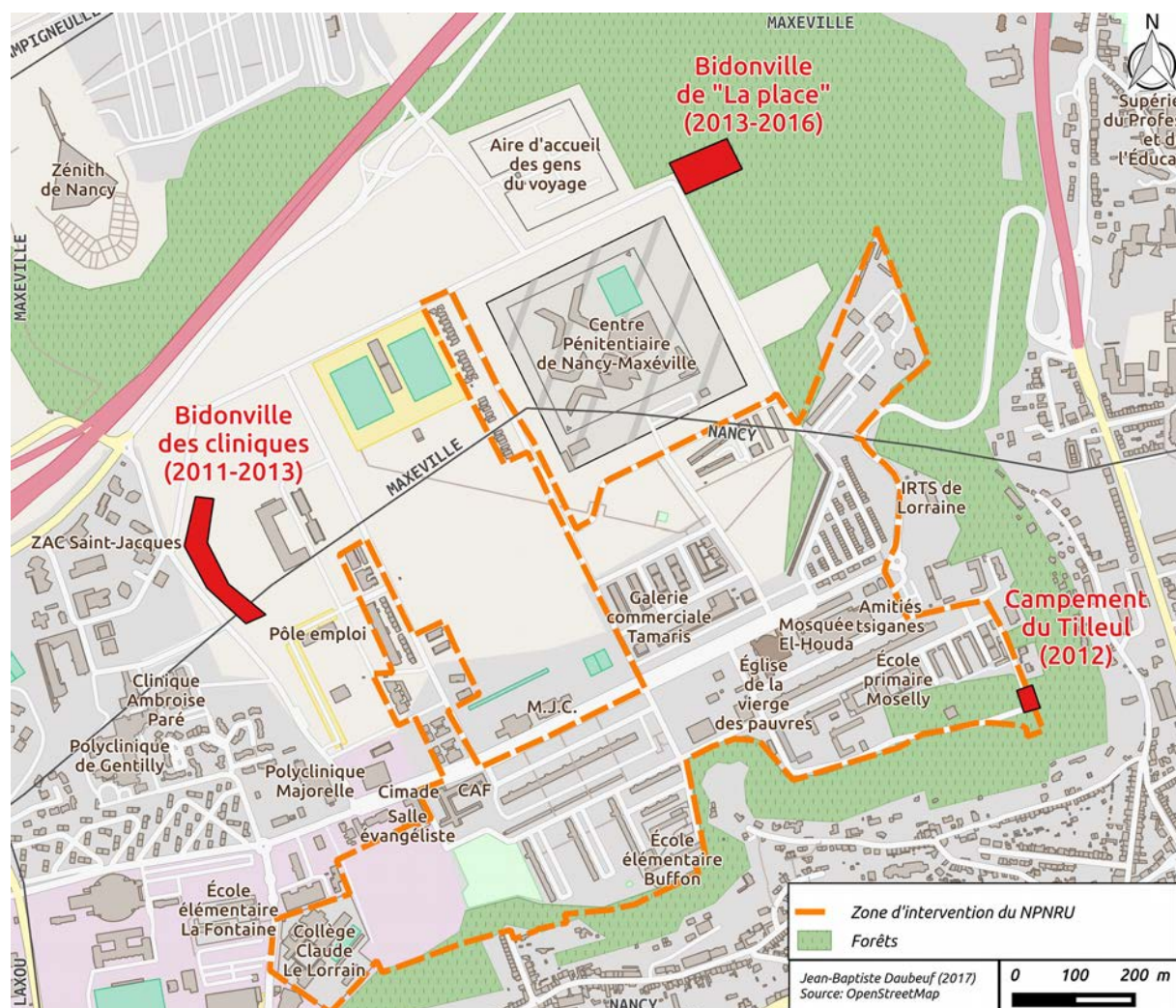


Illustration 23: Quartier du Haut-du-Lièvre et les implantations de bidonville entre 2011 et 2016.

3.1.3.1. Un espace refuge déghettoisé

Suite au départ de Laneuveville-devant-Nancy, beaucoup de migrants sont retournés en Roumanie. D'autres ont séjourné dans leur voiture. C'est le cas des Iliescu. Les cinq membres de la famille ont vécu six mois dans un véhicule installé dans un quartier résidentiel. L'automobile n'est alors pas en état de rouler, elle sert uniquement à dormir et à se restaurer. Le reste du temps, les parents partent en journée pratiquer la mendicité tandis que les enfants rejoignent d'autres familles de Bărbulești installées sur les hauteurs de Nancy ou vont avec leurs parents pratiquer la mendicité.

Quelques familles se sont installées en surplomb de l'agglomération à cheval entre la ville de Nancy et de Maxéville, sur le plateau du Haut-du-Lièvre. Ce quartier est isolé du reste de

la ville par une forêt et un dénivelé important créant une séparation nette au sein de l'agglomération. Vues du centre de Nancy, les habitations collectives du quartier dominant le reste de la ville.

Plusieurs habitants ont déjà connu le quartier au moment de leur arrivée sur l'agglomération à la fin des années 2000. Ils décrivent un climat de violence et de danger. Adi avait quinze ans en 2006 au moment de son arrivée à Nancy. Pour retrouver le lieu où ses cousins et lui ont installé une voiture et une vieille caravane, il devait alors traverser le quartier et la friche adjacente : *« Quand je rentrais tard de la manche, il n'y avait plus de bus alors je devais rentrer à pied. Il fallait que je monte toute la côte, que je traverse le quartier et après il y avait encore la forêt. C'était souvent la nuit, je ne voyais rien et il y avait tout le temps du monde dans la forêt qui faisait des trafics. Sur le quartier, ce n'était pas comme maintenant. Aujourd'hui, c'est propre, c'est calme. Avant, c'était la misère. Il y avait de la drogue partout, les « cale » [les noirs] et les Arabes faisaient n'importe quoi avec leur voiture. Il y avait tout le temps des bagarres et certains avaient des armes. C'était pas comme les manouches qui tirent dans la forêt pour s'amuser. Là ils se tiraient vraiment dessus... Mais ce qui me faisait le plus peur c'était les drogués. Parce qu'eux ils dormaient dans la forêt et quand je devais traverser de nuit, j'avais peur qu'ils m'attrapent pour me voler mon fric... ».*

Le quartier du Haut-du-Lièvre est un exemple type des grands ensembles construits après guerre. Au début des années 1960, la friche industrielle du plateau de Haye, sur les hauteurs de Nancy, a été choisie pour bâtir ex nihilo 3 388 logements, à un moment où l'agglomération était largement déficitaire en résidences. Très rapidement, le quartier du Haut-du-Lièvre a connu une dynamique de ghettoïsation similaire à bon nombre de quartiers populaires de grands ensembles (Kokoreff, 2012). La relégation spatiale a conduit à une concentration de la pauvreté sur le plateau. On observe des dynamiques relativement similaires au sein d'autres espaces de l'agglomération, néanmoins les différents indicateurs montrent que cette relégation est beaucoup plus marquée sur le quartier du Haut-du-Lièvre. Depuis les années 1970, l'isolement a conduit à un enfermement du quartier sur lui-même. L'homogénéisation de la population, marquée par un taux de pauvreté, de chômage et de criminalité supérieur à la moyenne nancéienne, a provoqué la désertion des classes moyennes. Ainsi, malgré une prise en charge dès 1975 de ce problème par les collectivités territoriales, le sentiment d'être délaissé par les institutions s'est développé au point que bon nombre d'habitants de l'agglomération s'aventuraient très peu sur le quartier.

Un projet de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) a été lancé en 2005 pour tenter de répondre à ces problèmes. Les transformations engendrées par l'ANRU ont fortement reconfiguré la vie du Haut-du-Lièvre. L'évolution sociale et économique du quartier

peut expliquer en partie l'installation des familles du bidonville sur le plateau à partir de 2011.

Malgré tout, le quartier continue à être l'un des plus défavorisés de l'agglomération. Les indicateurs sociaux montrent un écart net entre le Haut-du-Lièvre et les autres quartiers (calculé en fonction des IRIS²⁰). Le salaire médian est largement en-dessous de celui du reste de l'aire urbaine nancéienne. Alors que la moyenne de l'aire de Grand Nancy est de 20 585, pour le quartier du Haut-du-Lièvre il est seulement de 11 225 (cf : illustration 24). De la même manière, des indicateurs tels que le taux de pauvreté, le taux de chômage, la part des immigrés dans la population, le taux de HLM et la part des allocations sociales dans les revenus sont tous largement au-dessus de la moyenne de l'agglomération. On voit également que dans le cas du taux d'allocataire, le pourcentage sur le quartier du Haut-du-Lièvre est de 28,3 % tandis qu'il est de 5,3 % dans l'agglomération (cf : illustration 25).

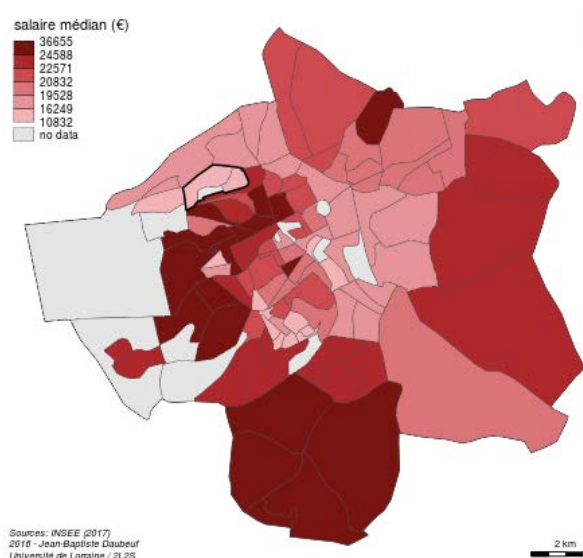


Illustration 24: Taux de chômage des IRIS de l'agglomération de Nancy en 2016.
Source : INSEE. Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

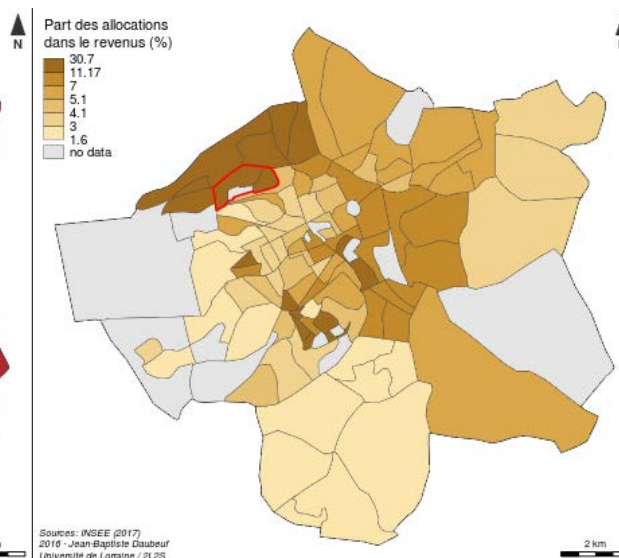


Illustration 25: Taux d'allocation des IRIS de l'agglomération de Nancy en 2016.
Source : INSEE. Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf

3.1.3.2. Installations multiples et rapprochées

En mai 2011, le quartier est donc en plein bouleversement. C'est à ce moment qu'un premier groupe d'une cinquantaine de personnes venues du bidonville de Laneuveville-devant-Nancy ont déplacé leurs caravanes et leurs voitures à l'extrémité ouest du plateau jusqu'à un

20. « îlots Regroupés pour l'Information Statistique » : découpage utilisé par l'INSEE servant aux études infra-communales.

terrain en pente, adjacent à des bâtiments en construction et en dessous d'un espace hospitalier regroupant plusieurs cliniques. Au moment où les familles arrivent, le terrain se prête plutôt bien à une installation. Les sols sont stabilisés et la végétation masque la présence des caravanes. Selon le souvenir qu'en garde certaines familles, après plusieurs années passées dans l'humidité de Laneuveville, la météo estivale rend même cette occupation plutôt agréable tandis que les enfants peuvent profiter des infrastructures et des activités du quartier. Cependant, une fois l'automne arrivé, la pluie transforme les sols en boue et l'image que renvoie le bidonville devient intolérable pour les habitants du quartier et les propriétaires des constructions adjacentes. En effet, le terrain appartient à la communauté d'agglomération et la présence des familles apparaît vite inacceptable au gestionnaire du projet d'aménagement. Leurs avocats formulent une requête d'expulsion dès l'été 2011, demandant à ce que la préfecture fasse évacuer ce qu'ils présentent comme une occupation illégale du terrain par de multiples caravanes de gens du voyage. Face à cette action, l'avocat des associations représentant les familles réussit toutefois à débouter cette demande en démontrant la différence entre « gens du voyage français » et « Roms roumains ».

Toutefois, quelques semaines après ces événements, un conflit entre les habitants du bidonville et un groupe de gens du voyage survient. Il se solde par l'incendie de quatre caravanes des migrants roumains et un nouveau départ contraint pour eux. Je décrypterai plus en détail cet épisode ci-dessous (cf : section 4.1.1, p.217). Les groupes familiaux sont alors contraints de se dispatcher à nouveau dans l'agglomération. Plusieurs petits groupes se reforment. L'un d'eux, composé des familles Cîrciu et Gîngioveanu, s'installe à l'autre extrémité du plateau, à un endroit peu exposé, dans une allée menant vers un bois, au pied de l'une des grandes barres du quartier. Les deux familles ont pu récupérer leurs caravanes et passer quelques mois regroupées dans ce cadre forestier.

La proximité du quartier a permis aux familles d'avoir accès beaucoup plus facilement qu'à Laneuveville-devant-Nancy aux produits alimentaires ainsi qu'à l'aide sociale. Ce nouveau lieu de vie améliore les moyens d'accès à la ville des habitants. Les ressources économiques, sociales et politiques y sont beaucoup plus nombreuses que celles auxquelles ils pouvaient accéder auparavant, notamment en termes d'aide sociale. En outre, ce quartier représente une occasion pour les gens du bidonville de nouer des contacts avec les réseaux institutionnels, informels ou communautaires. Plus spécifiquement, le quartier dispose de ressources facilitant la vie des migrants. On y trouve plusieurs taxiphones, des compagnies de transport bon marché et des commerces de détail vendant des cigarettes à l'unité ou des produits à toutes heures de la journée.

Les anciens occupants ont gardé un souvenir positif de ce terrain d'installation. Victoria,

mère de famille de cinq garçons, a toujours en mémoire les nouvelles facilités que permettait la proximité du quartier : « *Il y avait le magasin à côté et on pouvait aller faire directement la manche sur le quartier. C'était moins difficile qu'à Laneuveville même s'il fallait faire attention aux noirs [cale] la nuit. On était là-bas en été, sous les arbres, on avait du frais* ». Pour les plus jeunes, cet emplacement près du quartier leur permettait également de jouer plus facilement avec les autres enfants du quartier. Fernando, seize ans au moment où l'on évoque l'ancien emplacement qu'occupait sa famille, a gardé des souvenirs nostalgiques de cette période : « *On était bien là-bas, j'avais 10-11 ans, on faisait tout le temps des bêtises, on pouvait jouer tranquillement, personne s'inquiétait. On avait des amis dans le quartier on jouait derrière les barres* ». Toutefois, dans le cadre des travaux de réhabilitation du quartier, la préfecture a expulsé les familles à la fin de l'été 2012.

En septembre 2012, six mois après l'incendie de quatre caravanes, les familles présentes sur l'agglomération dans des caravanes ou dans leur automobile décident de se regrouper à nouveau près des cliniques. Le retour sur Nancy de plusieurs jeunes hommes affiliés aux familles les plus fragiles explique également ce regroupement. Viorel, qui se revendique à l'origine de l'ouverture du bidonville en contrebas des cliniques, explique : « *À l'époque j'étais partie en Allemagne pour faire de l'argent sans venir trop souvent à Nancy. Je suis revenu en 2012 et j'en croyais pas mes yeux. Les familles avaient toutes peur, elles étaient dans leur voiture, c'était la misère. À côté de ça, mon père et ma mère étaient un peu mieux installés avec les Cîrciu, mais ils allaient se faire dégager. Alors c'est moi qui suis allé voir tout le monde avec mon frère et on leur a dit, "venez tous ensemble et on va se trouver un endroit bien". C'est comme ça qu'on a ramené toutes les voitures et les caravanes en bas des cliniques* ».

Une centaine de personnes suivent la proposition de Viorel et ses frères. Le même terrain en pente occupé un an plus tôt est réinvesti. Toutefois, le nombre d'occupants est cette fois-ci deux fois plus élevé. Les conditions d'habitabilité sont de ce fait extrêmement difficiles. Certaines familles sont particulièrement fragiles et vivent sous des tentes, notamment une femme enceinte seule avec trois enfants. L'absence d'installations sanitaires et de prise en charge des déchets rend le terrain très vite insalubre. La directrice de cabinet du maire de l'époque s'est rendue sur place après que le bidonville a été signalé par les associations du quartier. Elle garde de cette rencontre un souvenir marqué par le dénuement : « *Certains étaient sous des tentes à l'époque, il n'y avait pas de cabanes construites autour. Il n'y avait qu'une seule toilette qui avait été construite par une famille et tous les autres allaient là où ils pouvaient. Le sol s'était transformé en boue avec la pluie, on est en Lorraine. Les enfants étaient effectivement à moitié nus. Les enfants d'Aglaia n'étaient qu'en tee-shirt, ils n'avaient pas de slip. Et puis dans la boue à courir. Enfin, c'était un peu lamentable* ». En outre, des menaces d'expul-

sion planent sur les occupants du bidonville puisque le terrain appartient toujours à la communauté d'agglomération et celle-ci voit d'un mauvais œil le retour des familles roumaines.

3.1.3.3. Déplacement vers « La place »

Face à ces conditions de vie extrêmement difficiles, l'équipe municipale décide très rapidement de prendre en charge la situation. À partir de 2012, les élus multiplient les propositions pour trouver un compromis avec les acteurs institutionnels de l'agglomération et prendre en charge les habitants du bidonville des cliniques (cf : Illustration 23, p.171). Afin de mener un projet de résorption dans de meilleures conditions, les familles sont déplacées temporairement vers un nouveau terrain situé à l'extrémité nord-est du plateau. La communauté d'agglomération met à disposition le terrain de manière à ce que la présence des familles sur le quartier soit le moins visible possible. En outre, ce terrain reste sur la commune de Maxéville et ses caractéristiques font qu'il se prête mieux à l'accueil d'une centaine de personnes, même pendant l'hiver.

Un accord est alors passé entre les familles et la municipalité de Maxéville. Pour séjourner sur le terrain, la mairie exige que trois conditions soient respectées : les enfants doivent être scolarisés de manière assidue, la propreté du terrain doit être assurée et les habitants doivent veiller à ce qu'aucune nouvelle personne ne s'installe. Durant le mois de mars 2013, les services municipaux ainsi que les familles organisent le déménagement. Les caravanes existantes sont transférées vers le nouveau terrain tandis que certaines familles en achètent de nouvelles.

L'arrivée sur « La place » institutionnalise la présence des familles au sein de l'agglomération. Elle ancre les habitations et stabilise les parcours migratoires en rendant moins incertains les points d'appui en France. En outre, l'installation sur ce terrain formalise la relation entre les habitants du bidonville et les institutions locales. Elle permet aux travailleurs sociaux d'œuvrer plus aisément à l'amélioration des conditions sociales des familles.

Ainsi, la vingtaine de familles investit progressivement les lieux. Le nombre d'habitants se maintient jusqu'en 2014 lorsque le nombre de départ se multiplie. En effet, à partir du 1^{er} janvier de cette même année, le statut des ressortissants roumains a évolué et leur a ouvert l'accès aux emplois dans l'ensemble des secteurs du marché du travail, tandis qu'il était jusqu'ici restreint à quelques métiers manuels. Cette année a également marqué un tournant fatidique dans le projet de résorption puisque l'équipe municipale en place a perdu les élections et une nouvelle équipe est arrivée au pouvoir. Le changement d'équipe a provoqué de nombreuses incertitudes quant à la pérennité du projet de relogement. Des rumeurs annoncent l'expulsion prochaine du bidonville. Celles-ci sont relayées en partie par l'équipe municipale sortante qui

vient apporter son soutien aux familles directement sur le bidonville.

Près de la moitié des habitants, principalement les plus jeunes et ceux maîtrisant le mieux le français, quitte le bidonville à la fin de l'année 2014 pour accéder à des logements en périphérie de l'agglomération nancéienne, à Liverdun, une petite ville de 6 000 habitants. Ces logements se trouvent tous dans un même bâtiment et ils sont loués par un seul propriétaire. Ils deviennent rapidement le nouveau lieu d'accueil des migrants de Bărbulești arrivant sur l'agglomération. Le bidonville perd alors sa fonction de lieu de centralisation et d'ancrage les migrants.

En outre, le départ progressif des habitants a amoindri l'aspect protecteur du bidonville et beaucoup d'habitants se sentent moins en sécurité qu'auparavant. Au moment de mon arrivée sur « La place », le nombre d'habitants sur place n'y était déjà plus que de 42. Il s'est stabilisé aux alentours de 37 durant la dernière année avant de descendre à nouveau à partir des premiers relogements fin 2015.

3.2. *Des revenus fortement territorialisés*

Comme je viens de le montrer, l'ancrage urbain des habitants et leur accès à la ville dépendent de parcours collectifs les amenant à appréhender la ville et à trouver des interstices protecteurs. Ils correspondent aussi à des processus donnant aux migrants un accès à des sources de revenus.

Dans le cas du bidonville, les habitants dépendent à la fois des cours mondiaux des métaux les inscrivant dans « une économie mondiale ultralibérale du monde des pauvres » (Tarrius, 1998), et des agencements économiques locaux les amenant à investir collectivement des champs d'activités spécifiques (Costes, 1994). Les sources de revenus de cette population s'intègrent plutôt à un champ composé d'une multitude d'activités économiques flottantes dont l'accès et la rentabilité dépendent tout autant de configurations locales que mondiales (Peraldi, 2001 ; Tarrius, 2014). Chacune de ces activités peut être caractérisée en fonction de trois grands critères : la variabilité des revenus qu'elles procurent, le risque qu'elles entraînent et le prestige qu'elles apportent.

3.2.1. Le métier de ferrailleur

3.2.1.1. Instabilité et concurrence

Les habitants du bidonville dépendent de ressources économiques marquées par une forte variabilité en termes d'accès et de revenus. Les gains journaliers procurés par la mendicité ou le ferrailage sont soumis à de multiples facteurs dont les principaux sont l'attractivité et la concurrence. En effet, le domaine économique de la pauvreté est caractérisé par une forte mise en concurrence des acteurs. En fonction des revenus que procure une activité, le nombre d'individus engagé sur celle-ci sera amené à varier énormément.

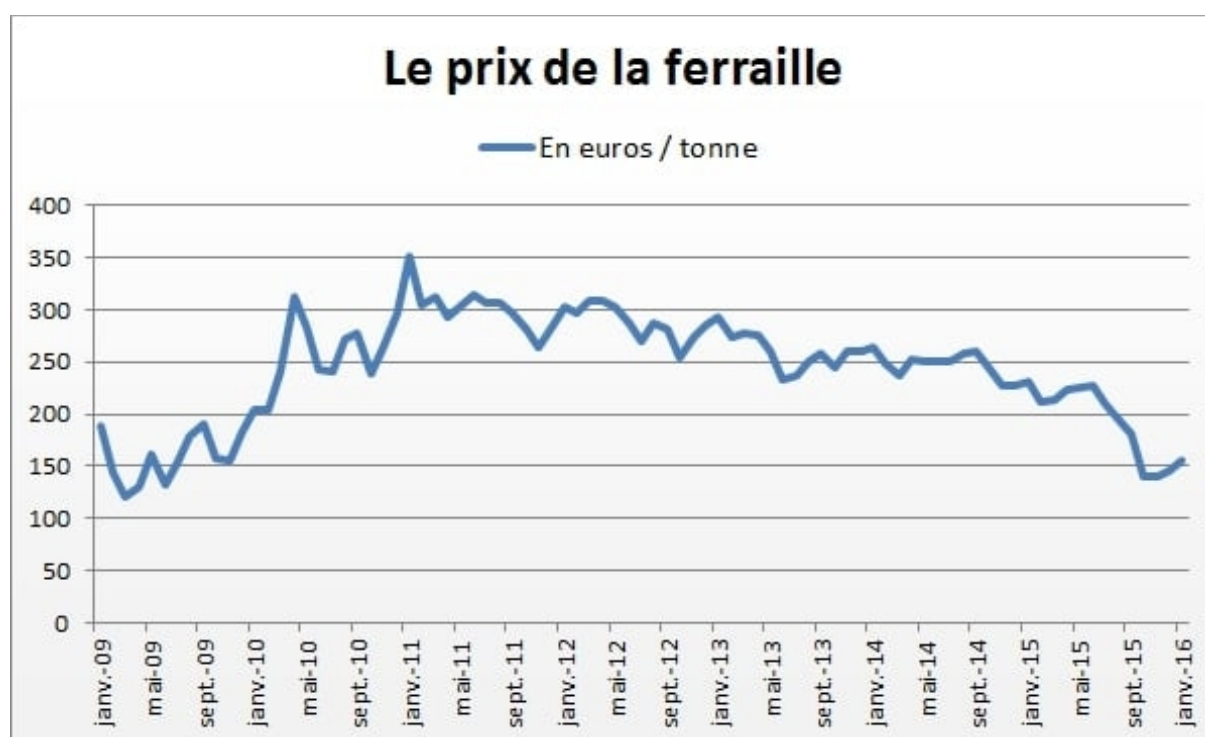


Illustration 26: Évolution du prix de la ferraille entre 2009-2017.

Source : « Investing.com ». Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Ce phénomène apparaît notamment dans le cas de la récupération de ferraille et de cuivre. Le nombre d'individus investis dans cette activité dépend en grande partie du taux mondial des matières récupérées, principalement le cuivre, l'aluminium et la ferraille. Le prix à la tonne de ces matières est susceptible de connaître des variations importantes d'une année à l'autre. C'est en particulier le cas du cuivre dont le cours est passé de 3 000 \$/tonne en 2009 à 10 000 \$/tonne en 2011 avant de redescendre aux alentours de 5 500 \$/tonne en 2016, soit un taux de variation de l'ordre de 200 %. Des métaux tels que l'aluminium et la ferraille ont éga-

lement connu d'importantes fluctuations. Toutefois, leur prix à la tonne plus faible a amorti l'impact concret des variations. Ainsi l'aluminium est passé de 3 100 \$/tonne en 2008 à 1 300 \$/tonne en 2011. Il connaît cependant des variations plus importantes que le cuivre et la ferraille. Cette dernière a connu de son côté une évolution proche de celle du cuivre avec une hausse sensible après 2009, avant de redescendre depuis 2011, passant de 120 € la tonne à 350 \$, avant de redescendre vers 140 \$.

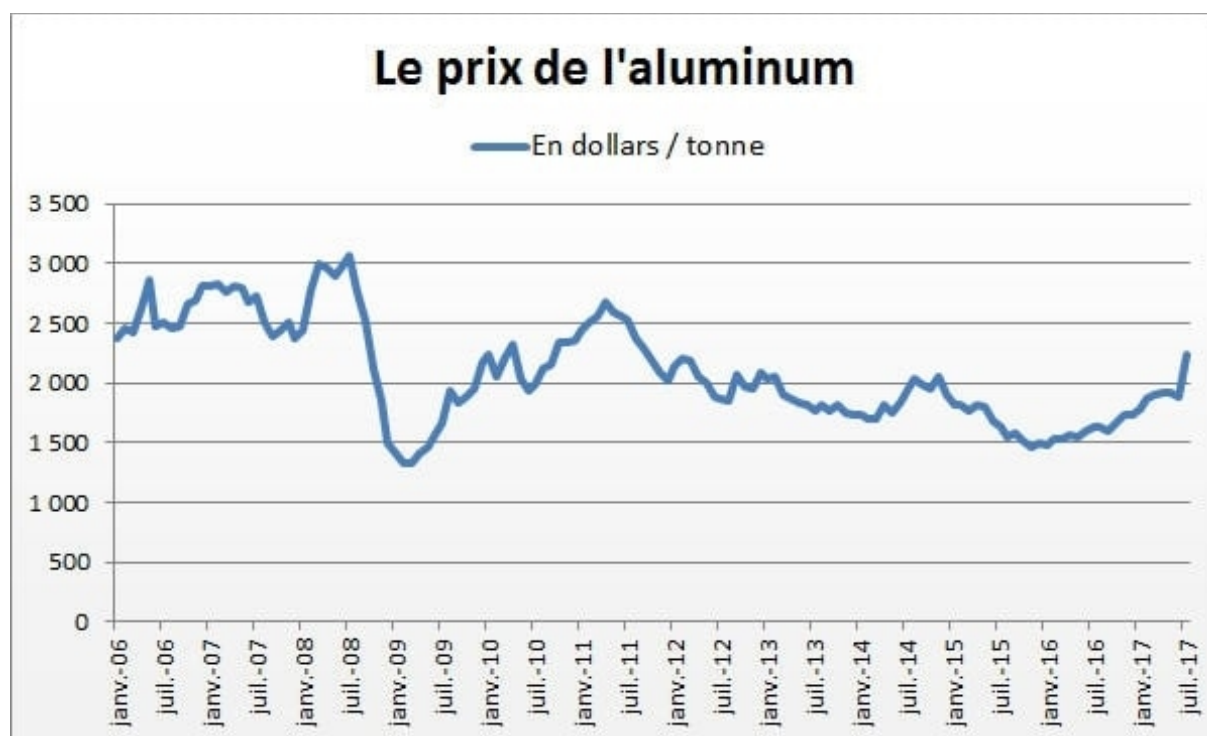


Illustration 27: Évolution du prix de la ferraille entre 2009-2017.
Source : « Investing.com ». Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Les tendances similaires des métaux ont participé à rendre attractive l'activité de ferrailage à certains moments plus qu'à d'autres, tout particulièrement en fonction du cours des marchés mondiaux. Lorsque l'un des métaux devient rentable, les autres suivent généralement. L'amplitude des écarts est également un facteur jouant sur l'attractivité. Un cours du cuivre supérieur à 10 000 \$/tonne rend cette activité extrêmement lucrative, au point qu'une bobine de machine à laver peut valoir plus de 20 €.

La variation des prix des métaux a eu un impact direct sur les pratiques économiques des habitants du bidonville. En effet, elle a conduit à l'augmentation ou à la diminution du nombre de récupérateurs dans l'agglomération. La concurrence peut alors être exacerbée pour la récupération d'autant plus que le glanage de ferraille permet difficilement de capitaliser pour aug-

menter la capacité de collecte. Certains récupérateurs sur l'agglomération s'équipent de camionnettes (« duba » en roumain) leur permettant de circuler en permanence, de se déplacer rapidement lorsqu'un amas de déchets de ferraille leur est signalé et d'accumuler une charge plus importante de matériaux (Olivera, 2015).



Illustration 28: Évolution du prix de la ferraille entre 2009-2017.
Source : « Investing.com ». Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Cette forte incertitude demande de stabiliser les sources d'approvisionnement. Certains lieux permettent de se procurer des matériaux régulièrement. Les migrants de Bărbulești se sont ainsi réparti les déchetteries dans lesquelles il est possible de récupérer un peu de ferraille. Comme l'explique Rémus « *c'est pas dit comme ça, mais tout le monde sait que cette déchetterie c'est celle de mon père, celle de Lunéville c'est celle d'Ovidiu et ses fils. Tu fais attention et tu ne vas pas dans celle des autres parce que sinon tout le monde va aller dans ta déchetterie* ».

L'arrivée sur le quartier du Haut-du-Lièvre et le rapprochement avec l'aire d'accueil des gens du voyage a également permis d'accéder à de nouvelles sources d'approvisionnement de ferraille et de nouer de meilleurs contacts avec des acheteurs de ferraille en gros. La relation avec les acheteurs est importante puisqu'ils font souvent varier le prix d'achat en fonction de la qualité de la ferraille et de la confiance qu'ils accordent au vendeur/récupérateur. Le prix de

vente est donc soumis à de multiples aléas découlant de la relation nouée avec le vendeur, de l'importance des approvisionnements en ferraille et de la qualité des produits.

Les ressources sociales accumulées au fil des années permettent alors d'accéder plus facilement à des sources régulières d'approvisionnement tel que les carcasses d'automobiles à débi-ter. En outre, cette activité permet de s'assurer des revenus réguliers puisque le travail sur les carcasses peut être effectué lors des moments de creux, avec la certitude d'obtenir un revenu. La carcasse est généralement récupérée pour quelques dizaines d'euros et nécessite environ une à deux demi-journées de travail pour deux personnes, en fonction des outils à disposition. La revente des métaux pour une voiture peut varier d'une centaine d'euros à plus de 300 € selon le cours des métaux.

La récupération reste néanmoins l'activité permettant de générer le plus de revenus. Néanmoins, les compétences dont doivent disposer les ferrailleurs sont assez nombreuses. La récupération nécessite une bonne connaissance de la ville, l'entretien d'un réseau de contacts élargi et d'une capacité de négociation avec les interlocuteurs. Le travail des métaux est une activité technique, que cela soit pour démonter les machines à laver ou les petits moteurs, scier des carcasses de voiture, démontrer les pneus, etc. Le manque de matériels représente souvent l'inconvénient principal de ce genre de travaux, ce qui conduit à l'utilisation d'outils peu adaptés. Ainsi, une scie cassée nous a amenés avec Viorel à devoir découper à la hache une voiture. À la fin de notre besogne, celle-ci était devenue complètement inutilisable. Le ferrailage d'automobile implique également une bonne connaissance de la manière dont sont assemblés les moteurs et la carlingue des automobiles. En effet, pour qu'une carcasse soit envoyée à la ferraille, il est nécessaire que les roues et le moteur soient démontés puis que l'habitacle soit latéralement scié en deux.

Le cuivre et l'aluminium demandent également une certaine expertise. Un aimant aide à différencier l'aluminium de la ferraille, mais pour que le tri soit efficace un simple coup d'œil doit permettre de trier rapidement chacun des métaux. De son côté, le cuivre oblige à un important travail de nettoyage pour l'extraire des gaines en plastique dans lesquelles il se trouve le plus souvent. Les gaines doivent être arrachées puis brûlées. Pour améliorer le prix d'achat, le cuivre est souvent fondu puis coulé pour former des cylindres. Ce travail difficile est l'expression de compétences longuement acquises, valorisées sur le bidonville et reflétant la débrouillardise de l'individu. C'est en outre un travail physique difficile auquel est souvent associé un certain type de virilité sur le bidonville (cf : section 6.2.2.2, p.342).

3.2.1.2. Augmenter ses chances

Face à la forte concurrence interne aux groupes des ferrailleurs, en particulier lorsque les prix des métaux sont hauts, le vol peut représenter une solution attractive pour s'assurer des revenus. Les possibilités sont nombreuses : chantiers, friches industrielles, bâtiments abandonnés, infrastructures publiques ou maisons de particuliers. Les quantités rapportées varient en fonction des difficultés pour intervenir et de la qualité des informations dont disposent les voleurs.

Néanmoins, ces effractions sont risquées et plusieurs habitants ont été condamnés à des peines de prison, des expulsions, des travaux d'intérêt général ou de fortes amendes. La généralisation de cette pratique à partir du début des années 2010 a poussé les autorités de police à de vastes campagnes d'enquête et d'arrestation. Les contrôles sont devenus beaucoup plus fréquents et des brigades se sont spécialisées dans ce type de délit. Adi a ainsi été attrapé avec 100 kg de cuivre dans son coffre après avoir été suivi depuis le bâtiment désaffecté dont il sortait. Après cela, il a été expulsé en Roumanie avec une interdiction de séjour d'un an. Michel, l'un des fils de Paul et Christina, a également été expulsé et interdit de séjour après avoir volé 150 kg de cuivre sur un chantier. À une autre reprise, Adi a été arrêté par la gendarmerie avec Marian alors qu'il était entré par effraction sur un chantier. Adi a écopé de travaux d'intérêt général en expliquant sa situation de père de famille sans revenu au tribunal. Marian de son côté ne s'est pas présenté à l'audience et il a écopé de 3 mois de prison ferme.

Le flou vis-à-vis du caractère délictueux de ce type d'activité reste parfois difficile à évaluer. Viorel a été arrêté par la police alors qu'il récupérait des métaux dans une benne dans laquelle il avait l'habitude de fouiller. Celle-ci se trouvait sur un terrain privé, dans l'enceinte d'une entreprise, le propriétaire a appelé la police et a porté plainte alors qu'il n'avait jamais manifesté de désapprobation jusqu'ici. Pour ce délit, Viorel a écopé de plusieurs semaines de travaux d'intérêt général.

Le caractère flexible de la frontière entre le légal et l'illégal est parfois maintenu par les autorités elles-mêmes. Plusieurs histoires évoquent la manière dont les agents de police ou de la gendarmerie ont laissé partir les récupérateurs alors qu'ils se trouvaient dans des situations potentiellement répréhensibles. C'est le cas d'Ion, roulant alors sans permis, pris en flagrant délit alors qu'il sortait de la déchetterie où il avait l'habitude de se rendre pour récupérer de la ferraille après la fermeture. Les gendarmes lui ont alors demandé de remettre dans l'enceinte ce qu'il avait volé avant de le laisser repartir. À l'opposé, plusieurs fois, la police a fait preuve d'un acharnement vis-à-vis de certains ferrailleurs et elle les contraint à justifier l'ensemble des matériaux dont ils disposent.

Pour amoindrir les risques induits par le vol de ferraille, certains ferrailleurs se réunissent en « bande ». Le travail est alors divisé entre les membres du groupe s'attelant à « faire un risque ». Ces bandes peuvent prendre la forme d'une organisation très hiérarchisée. L'un des membres dispose de l'ensemble des connaissances nécessaires pour organiser le travail et il choisit les individus avec lesquels il s'associe pour les « coups ». Si ce fonctionnement permet de rationaliser l'activité, il tend toutefois à créer des phénomènes d'asservissement. L'un des organisateurs détient l'ensemble des compétences et des informations sur le terrain, laissant alors peu de marge de manœuvre à ses associés. Ces derniers développent alors des dettes morales envers lui et il peut dès lors dicter ses conditions quant aux membres qu'il accepte et ces derniers doivent parfois faire des concessions importantes pour continuer à participer à l'entreprise du « chef » (cf : section 2.2.2.1, p.121).

Malgré les avantages que procure cette organisation hiérarchisée et rationalisée des revenus, la majorité des migrants de Bărbulești de Nancy sont restés indépendants. Au contraire, ils s'appuient sur des formes d'organisation plus souples et peu hiérarchisées. Comme l'explique Adi : *« Tu fais une bande quand par exemple tu veux faire un risque. Tu t'organises avec quelques gars en qui t'as confiance, soit parce qu'ils t'ont déjà aidé, soit parce que tu les connais bien. Une fois que tu as fait le travail, rien t'empêche d'aller travailler avec d'autres personnes. C'est pas comme avec les mafieux »*. Si cette indépendance limite les revenus, elle permet cependant de garder une plus grande liberté, d'autant plus que les « chefs de bande » sont souvent des individus affiliés à la mafia de Bărbulești.

Ainsi, l'organisation collective permet d'accélérer le travail et de réduire les risques. Une ou deux personnes s'occupent de surveiller les lieux et de vérifier que la voie est libre en installant des marqueurs signalant le passage éventuel d'individus : petits cailloux ou morceaux de bois coincé au niveau des portes. Une partie de l'équipe se charge ensuite de faire le travail sur place et de transporter les matériaux. En dernière étape, un membre de l'équipe s'occupe de vendre le cuivre, soit en petites quantités pour ne pas éveiller les soupçons, soit en gros lorsqu'un acheteur se présente. Dans ce type d'organisation, le cuivre volé est généralement vétuste. Le cuivre neuf est en effet plus difficile à revendre. Viorel évoque ainsi la naïveté des débutants : *« Au début ils veulent tout prendre alors ils vont sur les chantiers, dans les magasins et ils volent. Après, ils vont chez le ferrailleur et lui il leur dit de dégager sinon il appelle la police. Il sait très bien que ce n'est pas du cuivre récupéré. Sauf qu'après il se retrouve avec du cuivre et ils savent pas quoi en faire. Donc ils le stockent et c'est comme ça qu'ils se font attraper. La seule chose à faire c'est de le ramener en Roumanie ou de trouver quelqu'un qui s'en occupera en France, mais qui te l'achètera pas cher »*.

Les revenus sont ensuite redistribués, soit de manière identique pour tous les participants, soit

proportionnellement à l'engagement de chacun. Régulièrement, une partie de la recette est distribuée aux petites mains : aux enfants qui ont porté le cuivre, à celui qui a prêté un outil ou une voiture, etc. Les choses ne sont toutefois plus tout à fait les mêmes puisque à partir de 2011, la baisse du prix des métaux a fait perdre à cette activité une partie de son intérêt économique. Elle reste néanmoins très lucrative, en particulier lorsqu'on la compare aux autres rentrées d'argent qui s'offrent aux habitants du bidonville. Toutefois, les risques qui lui sont associés restent élevés pour des revenus proportionnellement faibles.

3.2.2. Le marché de la mendicité

3.2.2.1. Autochtonie

Les mendiants du bidonville sont également confrontés à la variabilité des revenus et à une concurrence forte. Comme dans le cas du métier de ferrailleur, la mendicité demande un grand nombre de compétences, une résistance physique importante, une bonne connaissance de la ville, mais également de disposer de stratégie pour négocier sa place formellement et informellement, avec les institutions ou les autres mendiants. On peut ainsi dire qu'une « lutte des places » (Lussault, 2009) permanente anime cette activité. La compétition participe à la production de relations conflictuelles entre mendiants dont l'objectif est d'accéder aux places les plus rentables. Elle participe également à l'édiction d'une hiérarchisation interne qui structure ce « petit monde » (Declerck, 2003 ; Mougin, 2005). Dès lors, les individus disposant du plus de ressources et de compétences langagières, sociales ou institutionnelles peuvent prétendre à des espaces de mendicité mieux orientés que les autres. Les emplacements devant les boulangeries sont plus facilement accessibles aux mendiants parlant le français puisqu'ils peuvent négocier avec le propriétaire du magasin l'endroit et les horaires de leur installation. De plus, appartenir à un réseau de mendiants s'aidant les uns les autres permet d'occuper à tour de rôle certains emplacements et ainsi éviter que d'autres mendiants ne se les accaparent. Parfois, c'est la force qui fait la différence. Ainsi, Irina m'explique qu'« *un clochard est venu me faire chier encore dans la journée. Je travaillais à mon endroit, près de la gare. Il m'a demandé de me pousser et je n'ai pas voulu. Vasile lui a déjà pété la gueule, mais il revient m'emmerder à chaque fois parce qu'il connaît bien le boulanger et les policiers. Vu que je n'ai pas voulu partir, il a commencé à dire aux gens que ce n'était pas normal que les Roumains fassent la manche à la place des Français. J'ai été obligé de partir parce que je ne rapportais rien* ».

L'ancienneté joue également un rôle important puisqu'elle permet d'être connu et reconnu par les autres mendiants et également de générer un certain respect de leur part. Dans le cas de la mendicité, le capital d'autochtonie, c'est-à-dire « l'ensemble des ressources que procure

l'appartenance à des réseaux de relations localisés » (Renahy, 2010 ; Retière, 2003), semble être primordial. L'autochtonie donne accès aux formes de protection et d'entraide au sein du monde des mendiants. Elle permet de stabiliser les sources de revenus liées à la mendicité et d'ancrer leur place au sein de l'espace urbain. En conséquence, accéder à un lieu de mendicité pérenne est un avantage permettant d'être repéré et mieux connu par les habitants du quartier et donc de faire croître sensiblement les revenus en disposant « d'habitués » offrant régulièrement de la nourriture, des cigarettes ou de l'argent. La stabilité offerte par le capital d'autochtonie intègre le mendiant au sein d'un réseau de pairs lui donnant accès à d'autres ressources liées aux institutions sociales, aux lieux d'hébergement.

Plus généralement, les mendiants doivent entretenir leur « capital de mendicité ». Lorsqu'un interstice est investi, il est nécessaire de maintenir sa présence en écartant les autres mendiants et en perpétuant un contact régulier avec les passants donateurs. Pour une partie des habitants de « La place », et plus encore ceux dépendant de cette source de revenus, la mendicité est une activité s'inscrivant dans le temps. En réalité, un petit nombre de passants réguliers représente une partie importante des revenus de la mendicité. Certains passants deviennent ainsi des habitués, des « connaissances » avec lesquelles il est important de maintenir une relation amicale. Il faut alors entretenir ces contacts en s'ouvrant à la discussion avec les donateurs, quitte à proposer un récit de soi en décalage avec la réalité.

Tôt le matin, nous prenons le bus vers le centre avec Ștefania. Arrivée à la gare, nous descendons pour nous rendre dans une rue en marge de la grande rue piétonne de Nancy, là où Ștefania a l'habitude de mendier. À peine avons-nous fait quelques mètres qu'elle me demande de faire comme si ce qu'elle disait était vrai. Un homme d'une quarantaine d'années nous arrête et demande à Ștefania des nouvelles de sa famille. Elle répond dans un français hésitant que je ne lui connaissais pas. Ștefania exagère quelque peu la situation de détresse de la famille en expliquant qu'elle n'arrive plus à nourrir ses six enfants dont deux sont malades. En réalité, son grand fils unique est marié et subvient en grande partie aux besoins de la famille. Elle continue en décrivant la maladie de son mari et l'opération qu'ils doivent payer. Ștefania me demande alors de rentrer dans son jeu en roumain en exprimant la peine que subit sa famille. L'homme en face de nous apparaît bouleversé par ces histoires et tend un billet de cinq euros en souhaitant que les choses s'améliorent au plus vite pour elle et sa famille. Nous repartons vers le centre-ville. Ștefania me confie ne pas mentir pour le plaisir, mais que la concurrence est rude entre mendiants.

Extrait du journal de bord, 23 mai 2015

En outre, l'opacité du monde de la mendicité rend celui-ci difficile à lire, décrypter et évaluer. Il est traversé par des rumeurs et des mythes, tel que celui du généreux donateur. Il n'est

pas anodin de remarquer que chaque mendiant connaît l'histoire d'un individu, d'un cousin ou d'une connaissance éloignée qui aurait reçu une grosse somme d'argent, plusieurs centaines ou milliers d'euros, de la part d'un passant. À « La place », les rumeurs soupçonnent les uns et les autres des habitants de se faire entretenir par un mécène renouvelant ses donations quotidiennement. Dès lors, en négatif du prestige dont dispose les plus habiles des migrants, aux marges de l'espace de la mendicité se trouve la défiance vis-à-vis de certains auxquels il est reproché de cacher une partie de leurs revenus sans en faire profiter les autres.

La mise en scène de la pauvreté constitue l'une des ressources principales des mendiants du bidonville et en particulier des femmes. Ces dernières jouent sur le misérabilisme en sélectionnant des vêtements ternes et peu élégants dans le but de faire ressortir l'aspect démuné de leur condition corporelle, conduisant par extension à une déssexualisation de leur corps (cf : section 6.3.2.1, p.360).

De plus, la relation aux donateurs s'appuie sur les différentes techniques pour maximiser les revenus. La maîtrise du français facilite justement la création de l'interaction. Elle permet d'aborder plus facilement les passants. Viorel différencie la mendicité assise et la mendicité debout. Si la première est pour lui synonyme de passivité, la seconde est synonyme d'un engagement personnel plus fort : *« Moi quand je vais travailler, je suis pas comme les autres qui attendent en regardant les pieds des gens. Je me mets debout et je vais demander directement parler aux gens. C'est pour ça que je fais plus d'argent que les autres et que je suis meilleur. Maintenant, c'est plus possible parce que la police met des amendes pour mendicité agressive »*.

La création d'une relation avec les passants peut également débiter par des petites demandes, comme celle d'une cigarette ou d'un morceau de pain. En effet, les revenus de la mendicité ne sont pas juste monétaires. Lorsque Ilena ou Ștefania me font les décomptes de leurs revenus journaliers, ceux-ci dépassent rarement les 20 € ou 30 € pour six heures de travail. Elles incluent alors toujours le nombre de cigarettes obtenues pour une matinée de travail. Une petite pancarte permet de rentrer en contact autrement, parfois en exagérant également la situation de détresse du mendiant. À plusieurs reprises, alors qu'il m'était demandé de rédiger le panneau, le débat s'ouvrait entre habitants pour savoir s'il était plus judicieux d'insister sur le fait que le panneau devait indiquer plusieurs enfants à charge ou alors une maladie incurable dont seraient atteints les mendiants.

Les enfants constituent également un support d'accroissement des revenus. Cette présence ne découle toutefois pas seulement d'une maximisation des revenus. C'est souvent une manière pour les femmes de garder leur enfant auprès d'elle plutôt que de les laisser seuls sur le

bidonville. Pour les plus jeunes habitants du bidonville, partir avec leur mère est une manière de rester à leur côté plutôt que d'être seul sur le bidonville. Ce sont d'ailleurs souvent eux qui demandent à passer la journée en extérieur pendant la manche. Certains des enfants ont d'ailleurs fini par intégrer cette activité comme un jeu ou comme l'expression des compétences qu'ils ont acquises au fil des années.

Les Iliescu reçoivent chez eux un couple venant d'arriver sur Nancy. Ce sont les beaux-parents de leur fille et ils n'ont jamais mendié. Emil et Ioana leur donnent quelques ficelles pour s'en sortir. Ils leur expliquent les lieux et les horaires durant lesquels il est préférable de travailler. La cadette de la famille, Denisa, participe à la discussion en expliquant le rôle qu'elle joue lorsqu'elle accompagne sa mère. La fille de 11 ans nous raconte comment elle va chercher les passants pour les inciter à donner à sa mère. Maintenant qu'elle est scolarisée, elle regrette de ne plus accompagner sa mère...

Extrait du journal de bord, 18 octobre 2015

La maîtrise de ces différentes techniques induit une hiérarchisation des mendiants en fonction de leurs compétences de mendicité se mesurant généralement à travers les revenus générés. Si certains mendiants tirent un certain prestige de leurs compétences, au contraire, d'autres font l'objet de multiples moqueries sur leurs piètres maîtrises des techniques nécessaires à la réussite économique dans la mendicité. Florin par exemple est décrit comme un mauvais mendiant : « *Il se met en face des clochards et des mendiants donc forcément personne ne lui donne rien. En plus, il demande des cigarettes aux gens en les agressant, donc ça les fait fuir* » constatent en riant et en imitant l'intéressé plusieurs habitants en s'adressant à l'intéressé.

3.2.2.2. Les marges de la société des mendiants

Pour échapper à la concurrence entre migrants, certains habitants préfèrent mendier en périphérie de l'agglomération, près des centres commerciaux. D'autres, principalement les hommes, partent plus loin, dans des communes en dehors de Nancy, dans le but d'augmenter leurs revenus. C'est le cas par exemple de Florin qui va régulièrement à Sarrebourg, à 90 kilomètres de Nancy, où il sait que la concurrence entre mendiants est beaucoup moins forte et où les revenus sont plus élevés. Adi, quant à lui, part ponctuellement dans les Vosges, à Épinal ou à Saint-Dié, à 80 kilomètres environ, où selon lui « *il est tout seul pour travailler* ». Parfois, certains habitants du bidonville se réunissent pour aller mendier dans des villes un peu plus éloignées. Viorel, Radu et Adi ont eu à une époque l'habitude d'aller mendier à Dijon ou à Vitry-le-François. Ils avaient fini par s'y constituer un petit réseau.

D'autres de ces voyages réalisés en groupe consistent à partir à l'étranger, en Allemagne ou en Belgique, pour mendier en tant que sourds et muets. Les revenus récoltés grâce à cette activité peuvent dépasser les 100 € à 200 € par jour. Dans ces pays, ce type de mendicité est toléré tandis qu'en France elle est durement réprimée pour son caractère agressif. La technique est relativement simple, les mendiants disposent d'une feuille sur laquelle sont inscrits le nom d'une association et plusieurs noms d'individu ayant donné des sommes souvent importantes. Il s'agit alors d'aborder les passants et d'insister lourdement auprès d'eux pour qu'ils concèdent de l'argent. Ce type de mendicité s'inspire en partie du démarchage en centre-ville, souvent assez insistant également, de certaines organisations non gouvernementales. Pour les mendiants peu intégrés, cette technique présente l'intérêt de ne pas avoir à parler le français tandis que les sommes sont généralement plus élevées par rapport à de la mendicité classique. Toutefois, depuis le milieu des années 2010, la loi réprime sévèrement la mendicité agressive et notamment celle pratiquée sous couvert de fausses pétitions pour les sourds et malentendants. Ainsi, la femme d'Adi, Ana, a écopé de 6 mois de prison avec sursis pour avoir pratiqué cette technique dans le centre de Nancy. Depuis cet épisode, les mendiants de « La place » préfèrent maintenant se rendre à l'étranger, là où la loi est moins sévère, pour mener ce type de pétitions.

Au-delà de ces éléments, la variabilité des ressources apportées par la mendicité dépend de facteurs extérieurs aux pratiques quotidiennes. Ainsi, le nombre de mendiants dans l'agglomération dépend des saisons. L'été, beaucoup de jeunes errants profitent de l'afflux touristique et du climat plus propice pour venir mendier dans le centre de l'agglomération.

En outre, la mendicité reste une activité physiquement difficile. Pour rapporter un minimum d'argent, les journées durent souvent plus de six ou sept heures. Les mendiants restent le plus souvent assis sur le sol et dans le froid. Dans ces conditions, le corps ainsi que les muscles fatiguent rapidement et subissent des engelures ou des douleurs musculaires. L'ensemble de ces contraintes font que cette activité économique est l'une des plus harassantes du bidonville. Quelques mères de familles nombreuses dérogent néanmoins à cette activité du fait de l'importante charge de travail domestique ainsi que de l'image que renvoie la mendicité. Adi et Cristi m'expliquent qu'ils ont demandé à leur mère d'arrêter de mendier : « *Quand je l'ai vu ça m'a fait trop mal au cœur. Je peux pas voir ma mère faire ça, c'est trop difficile. Donc on a décidé avec Remus qu'on travaille plus et qu'on donne l'argent à la famille pour que ma mère s'occupe de la cabane et des enfants* ». De son côté, Christi justifie la décision familiale de laisser sa mère à la maison du fait que « *ma mère n'a pas la force de faire la manche. Tu as vu, elle est fatiguée parce qu'elle s'occupe de nous. En plus elle n'arrive pas à se baisser [Christina est en très fort surpoids], c'était pas bien* ».

Pour bon nombre d'habitants, la mendicité est associée à une image dégradante, elle les rabaisse selon eux au niveau des « clochards » et des « drogués ». Elle est également vue comme une source de revenus à destination des incompetents. Par exemple, alors qu'il se moque du manque de réussite de Ștefania, Viorel m'explique que « *c'est pas compliqué pourtant, il y a juste à s'asseoir et faire l'handicapé pour gagner de l'argent* ». La remarque de Viorel ne doit cependant pas masquer les techniques nécessaires à cette activité et qui participent à faire de certains mendiants des experts reconnus aux yeux de tous. En effet, les compétences à mobiliser durant la mendicité sont nombreuses et demandent à être ponctuellement réévaluées en fonction de l'évolution de l'économie de la rue.

De tous ces facteurs résulte une hiérarchisation interne au monde des mendiants. Les Roumains identifiés comme Roms occupent assurément la position la plus basse de cette hiérarchie. En effet, ils font partie de ceux disposant du moins de ressources dans le monde de la rue, ils ne maîtrisent que très peu le français et les codes de la société française. En outre, ils ne fréquentent pas les institutions sociales du centre-ville et ils ont noué très peu de liens avec les autres mendiants. La stigmatisation des mendiants roms accentue leur statut de subalternes, les multiples rumeurs les visant, avérées ou non, en sont l'une des illustrations. En effet, la stigmatisation des Roms induite par les controverses politiques des années 2010-2012 a impacté directement les revenus de la mendicité. Selon Camelia, avant 2010 « *tu pouvais faire 50 € dans la journée si tu travaillais bien. Aujourd'hui, quand tu as 30 €, tu es content* ». Ainsi, les habitants du bidonville restent un groupe à part dans le « petit monde des mendiants ».

3.2.3. Un archipel d'opportunités

Le monde de l'économie du bidonville est également associé à une myriade de petites activités dans lesquelles les individus s'investissent ponctuellement, sans faire de celle-ci leurs activités principales. Les revenus que peuvent générer ces activités sont souvent sujets à des rumeurs et des controverses. Les habitants possèdent rarement une vue très claire sur ce que peuvent procurer les opportunités qui s'offrent à eux. Ainsi, des discussions constantes animent le bidonville à propos des nouvelles sources de revenus, surtout celles potentiellement beaucoup plus rentable que le ferrailage et la mendicité. Chaque habitant cherche en permanence l'occasion d'accéder à des activités leur permettant de générer suffisamment d'argent pour retourner vivre en Roumanie.

3.2.3.1. Bizness

Régulièrement, de nouvelles sources de revenus aux contours légaux incertains appa-

raissent. Les informations concernant ces activités circulent généralement à l'intérieur du groupe des migrants ou par les contacts économiques noués sur le quartier et à l'extérieur de celui-ci. Ces nouvelles opportunités alternent régulièrement. Le plus souvent, les informations sur les risques encourus et les bénéfices réels engendrés ne sont jamais confirmés ou vérifiés. Des histoires évoquant le cas d'un ami éloigné ayant réussi à générer une grosse somme d'argent grâce à cette technique sont multiples. C'est particulièrement le cas des petites arnaques de fausse déclaration de vol de carte de crédit, le vol de chéquier, de fausse déclaration d'entrepreneur, d'enfant à charge, etc. Encore une fois, l'espace et les limites de cette zone économique s'avèrent particulièrement flous pour les habitants, l'évaluation du risque paraît quasiment impossible dans la mesure où les peines et les amendes encourues sont inconnues. Une douzaine de membres du groupe de migrants de Bărbulești ont ainsi écopé de plusieurs mois ou années de prison avec sursis pour avoir réalisé de fausses déclarations d'entrepreneur dans le bâtiment. Celles-ci leur servaient à mener des chantiers en se faisant passer pour des entrepreneurs auprès de particuliers ou d'autres entreprises. Très vite cependant, la police a été prévenue et elle n'a eu aucun mal à retrouver les usurpateurs puisque leur adresse était directement indiquée sur les fausses déclarations.

Ainsi, une partie des habitants entretient des liens avec les habitants du quartier et tente d'être mis au courant des nouvelles opportunités économiques qui apparaissent.

Alors que nous nous baladons sur le quartier, nous croisons un contact de Viorel, un Serbe se faisant appeler Bogdan. Les deux hommes échangent très rapidement quelques mots en tsigane avant de reprendre la discussion en français. Viorel souhaite trouver un appartement pour la famille de sa femme qui vient d'arriver à Nancy. Bogdan connaît un appartement F4 à Saint-Nicolas-de-Port qui se libère prochainement. Il demande à Viorel s'il préfère un appartement avec ou sans contrat. Pour Viorel, il est évident qu'il faudra un contrat pour toucher les allocations et l'aide au logement. Il appelle ensuite le père de sa femme pour savoir si le prix et l'emplacement de l'appartement lui conviennent. Il tombe cependant sur le frère de celui-ci. L'homme au téléphone lui apprend que le beau-père de Viorel est en prison en Hongrie, qu'il sortira très vite et qu'il viendra à Nancy seulement avec sa femme. Un appartement F1 leur suffira. Viorel et Bogdan se mettent d'accord pour reprendre les tractations une fois que la belle-famille de Viorel sera arrivée.

Bogdan enchaîne en nous proposant de nous associer dans un business de cartes de crédit. Le but est de prendre une carte de crédit à notre nom et de la déclarer volée une fois que l'un d'entre nous aura retiré autant d'argent que possible à un distributeur. Il n'y a pas besoin selon Bogdan d'avoir de l'argent sur son compte, il suffit de faire un crédit. Bogdan et Viorel se tournent vers moi pour savoir si cela m'intéresse ou si quelqu'un dans mon entourage serait partant. Les deux hommes sont interdits bancaires et ils ont besoin de quelqu'un pour prendre une carte de crédit à

son nom. Je décline poliment la proposition.

Extrait du journal de bord, 18 juillet 2015

Parfois, le risque judiciaire est consciemment accepté et évalué, notamment dans le cas du banditisme, c'est-à-dire une catégorie d'activités où les possibilités d'arrestation sont importantes. Sur le bidonville, seul le cas de Remus relève de ce domaine. Alors qu'il était encore mineur, il a mené pendant plusieurs mois avec un groupe d'une dizaine de jeunes une série d'agressions au couteau dans les rues de Strasbourg. Emportant les portefeuilles et les biens de valeurs, il en revendait une partie sur place et retournait sur Nancy se cacher pendant un laps de temps nécessaire. Un soir, il agresse une patrouille de la brigade anticriminalité habillée en civil et réussit à s'échapper en cassant la mâchoire d'un des policiers. Il est néanmoins arrêté avec deux de ses comparses à la sortie de la gare de Nancy quelques heures plus tard. Grâce à son statut de mineur, il échappe à la prison, mais il écope de travaux d'intérêt général (TIG) et doit suivre un programme encadré par la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Au moment où je le rencontre, il s'imagine encore mener de petits braquages pour amasser un peu d'argent et sortir du bidonville. Toutefois, la naissance d'un deuxième enfant et la mise en place du projet d'insertion par le travail sur le bidonville ont conduit à lui faire renoncer à sa carrière de braqueur.

Au-delà de ce cas, la diaspora de Bărbulești ayant essaimé en Europe ouvre à un panel important d'activités délictueuses. Une partie des individus exploitant ces sources de revenus sont liés de près ou de loin à la mafia (cf : partie 2.2.2.1, p.121). Il m'a ainsi été rapporté des cas de proxénétisme, de vente de drogue, de braquages de magasins, ainsi que des petits forfaits, tels que le vol et la revente de vélos, de montres et de bijoux, etc.

3.2.3.2. La récupération

En plus des activités de ferrailage, il est possible de regrouper dans le travail de récupération le chinage effectué en vide-greniers ou dans les rues de l'agglomération. Il s'agit alors de faire ce que les habitants de « La place » appellent faire la « goubelle », mot-valise rattachant le terme roumain de gunoi (les « ordures », les « déchets ») et le mot français poubelle. La réussite économique dans ce type d'activité nécessite de savoir choisir les meilleurs vide-greniers, de se rendre là-bas le plus tôt possible et de batailler avec les autres chineurs pour acheter au meilleur prix. Les brocantes permettent également de récupérer des métaux en rachetant des petits bibelots décoratifs et des casseroles en cuivre. En outre, elles sont l'occasion de dénicher des objets agrémentant le quotidien, des vêtements, des outils, des biens électroniques, etc. Chaque habitant se rend alors sur place pour acquérir des objets pouvant répondre aux be-

soins de ceux restés en Roumanie.

En outre, la récupération constitue un jeu pour beaucoup d'habitants. Une compétition s'organise entre les récupérateurs pour réaliser les meilleures trouvailles et faire la preuve de sa capacité de débrouille. C'est en outre un moment durant lequel les habitants se confrontent à des acheteurs parlant français. Plus que d'habitude, ils doivent donc user des notions qu'ils maîtrisent. C'est le cas par exemple de Victoria et Ana, un dimanche matin d'avril. Ana a acheté des chaussures pour sa fille Silvia. Toutefois, après que la petite fille les a essayées, elles s'avèrent trop petites. Elle retourne donc voir la vendeuse pour lui rendre les chaussures et se faire rembourser. Celle-ci, méfiante, inspecte longuement les petites ballerines et commence à fouiller dans sa poche pour rendre les 6 euros qu'elle a reçus d'Ana. Il lui manque la monnaie et elle tend un billet de 10€ à Ana pour que celle-ci lui rende à son tour quatre euros. Les deux femmes ont des difficultés à se comprendre. Ana, à son tour, tend un billet de cinq euros à la vendeuse qui commence à se perdre dans ses calculs. Victoria intervient alors et tente d'expliquer la transaction à faire. La vendeuse s'énerve et insinue que Ana cherche à la voler. Les deux acheteuses sont prises d'un fou rire, ce qui participe à aggraver l'incompréhension collective. Finalement, Ana se ressaisit et parle lentement en français en veillant à utiliser les phrases les plus intelligibles possible. Elle récupère ses six euros et repart avec Victoria en dissertant sur les lacunes des Français en calcul.

Sur le bidonville, les meilleures trouvailles sont exposées chaque dimanche midi, après la matinée de chine. Chacun vient ainsi inspecter et apprécier les différents achats effectués et essayer certains vêtements, jouets ou appareils électroniques. Les prix sont alors discutés et le chineur hésite rarement à minorer le coût de son achat. Encore une fois, les meilleurs brocanteurs sont reconnus en fonction de leur capacité à trouver les meilleurs endroits et à faire les acquisitions les plus exceptionnelles et originales.

Ainsi, les meilleurs récupérateurs acquièrent une certaine forme de prestige. Un gros coup influence donc le statut de l'individu sur le bidonville.

Viorel m'emmène. Il ne voulait pas m'en parler jusqu'ici de peur que les autres habitants lui volent son contact. En parlant avec un des éboueurs venant s'occuper de la benne à ordures du bidonville, celui-ci lui a proposé de récupérer les affaires dont il se débarrasse à l'occasion de son déménagement. Viorel a sauté sur l'occasion et gardé le secret pour ne pas éveiller les convoitises. Il m'a proposé de l'accompagner, car il savait que je n'en demanderais « pas trop ».

Nous arrivons chez le contact de Viorel. Il s'agit d'un homme d'une trentaine d'années. Un incendie a dévasté une partie de son appartement et il doit maintenant partir dans un logement plus petit. Les deux hommes sont mis face à un malentendu. Notre interlocuteur avait compris

que Viorel le débarrasserait de tous ses meubles. Ils se mettent toutefois d'accord pour que nous emportions seulement ce qui nous intéresse si nous donnons un petit coup de main pour sortir quelques affaires encombrantes... L'appartement est bien rempli et nous en faisons le tour. Notre contact est visiblement dépensier. Effectivement, on trouve deux chaînes hi-fi, des télévisions, plusieurs boîtes à outils et beaucoup de jouets. Nous en emmenons déjà une partie à la voiture. Après quelques allers-retours, nous partons visiter le garage. La petite pièce est pleine à ras bord. Plusieurs vélos de marque, beaucoup de jouets, des casques de moto et un frigo s'entassent à l'intérieur. Nous emportons les biens ayant le plus de valeurs. Après avoir chargé la voiture à son maximum. Viorel et son contact se mettent d'accord pour se revoir le lendemain. Nous nous apprêtons à partir, Viorel en profite pour taxer quelques cigarettes à son contact puis nous embarquons dans la voiture.

Après une centaine de mètres, Viorel exulte. Il est fier de lui, crie, tape sur le volant en se complimentant et en traitant d'idiot le donateur. Il calcule déjà combien va lui rapporter son coup. Il compte en revendre une partie, notamment les vélos de course ainsi que les appareils électroniques et électroménagers. Il pense surtout garder le plus gros du lot pour l'envoyer dans sa maison en Roumanie ou donner le reste à ses parents. À l'approche du bidonville, il se prépare à voir les regards jaloux et médusés du reste des habitants. Il me demande de ne rien sortir et de tout laisser dans la voiture pour qu'ils voient sans savoir ce que contient le coffre exactement.

Arrivé sur le bidonville, Viorel gare sa voiture au centre de l'espace collectif. Tous les regards sont tournés vers la voiture à ras bord. De mon côté, je pars boire et manger chez Nicolae. Très vite, Viorel est débordé, sa femme et les enfants viennent voir les jouets apparaissant derrière les vitres de la voiture. Le coffre est ouvert et Viorel est obligé de crier pour que personne ne lui vole rien. Il distribue une partie de ses trouvailles à sa famille et laisse les enfants jouer avec quelques-uns des jouets. N'ayant rien dit à personne, les habitants du bidonville se demandent où il a obtenu son contact. On se tourne alors très vite vers moi et Adi vient me reprocher d'avoir fait profiter Viorel de mes contacts, mais pas sa famille.

Extrait du journal de bord, 2 août 2015

Ainsi, la récupération n'est pas simplement une activité de glanage. Elle est traversée par de multiples logiques en faisant non pas simplement une source de revenus, mais également un vecteur de prestige.

3.2.3.3. Petits commerces

Comme la récupération, les petits commerces sont valorisés par les habitants du bidonville. Certains d'entre eux s'essayaient prudemment à l'achat de voiture en France et à leur revente en

Roumanie. Les modèles les plus prisés sont, peu étonnamment, les grosses berlines allemandes d'occasion. Leur état varie en fonction du capital de l'acquéreur. Alors que certains modèles sont achetés neufs ou de seconde main, d'autres affichent plusieurs centaines de milliers de kilomètres au compteur. Le bénéfice est ainsi loin d'être assuré puisqu'entre les frais administratifs et le transport vers la Roumanie, il est souvent difficile d'obtenir une marge suffisamment importante pour que l'opération soit rentable. Un cousin de la famille Cîrciu a quant à lui réussi à se stabiliser dans ce commerce en se spécialisant dans les Mercedes. Cela lui a permis de développer un réseau en Roumanie auquel il revend des voitures qu'il a achetées un bon prix en France. Après plusieurs bons coups, il a accumulé suffisamment de capital pour acheter de grosses cylindrées et engendrer des bénéfices supérieurs.

La revente de voiture nécessite un capital de départ important en comparaison des moyens dont disposent les habitants du bidonville. Au-delà du capital de départ, cette activité de vente/revente nécessite également de bonnes compétences en mécanique et une connaissance du marché automobile. En outre, pour augmenter et s'assurer des bénéfices procurés par cette activité, certains habitants du bidonville rapportent que des revendeurs roumains de l'agglomération remplissent d'eau les réservoirs des voitures qu'ils souhaitent acquérir pour faire baisser leur prix lors de la négociation.

Ainsi, la majorité des activités commerciales des habitants du bidonville se restreignent à des produits demandant un faible investissement financier. L'une des principales activités commerciales à faible capital consiste à vendre des fleurs au début du printemps. L'arrivée des premières tulipes et du muguet est ainsi l'occasion de longues sorties familiales dans les bois pour aller cueillir des fleurs. Celles-ci sont ensuite assemblées pour faire des bouquets qui seront vendus en ville par les femmes.

Il est difficile de trouver des fleurs à proximité de l'agglomération, la cueillette nécessite donc une voiture. Chacun dispose ainsi de ses « coins à fleurs » dont il veille à bien garder le secret. Plusieurs familles n'hésitent pas à faire de gros déplacements pour trouver des fleurs en grandes quantités. Les Cîrciu se rendent ainsi à 100 km de Nancy dans un lieu que seule la famille connaît. Il trouve là-bas, aussi bien des tulipes que du muguet sauvage. La distance ajoute à l'activité l'impression d'une grande sortie familiale d'autant plus que fréquemment la famille élargie se joint à l'expédition. Sur place, chacun s'affaire à cueillir des fleurs pendant que les enfants les amènent en paquet à la voiture. Les discussions égagent la besogne et chacun raconte des histoires à tour de rôle. Ainsi, c'est principalement son aspect collectif qui fait l'intérêt de cette activité.

Une fois rentrées au bidonville, les fleurs sont étendues au sol sur un tapis. La famille s'as-

soit en cercle autour du tas. Les fleurs sont alors serrées les unes aux autres puis attachées entre elles avec un bout de ficelle, les pieds sont égalisés avec des ciseaux. Encore une fois, les discussions continuent à animer la tâche. Le lendemain, les femmes de la famille partent chacune avec leur panier de bouquet. Ces derniers seront vendus 2€ l'unité devant les centres commerciaux ou dans les rues piétonnes de Nancy. Lors d'une de ces séances chez les Basescu, les femmes du foyer se transmettent des tuyaux pour vendre ces fleurs. Elles s'amuse à répéter la phrase « 2€, s'il vous plaît madame, c'est pas cher » d'un ton rempli d'un maximum de sollicitude.

Dans ce cas de la vente de fleurs, le petit commerce est l'occasion pour les femmes de montrer leurs compétences de débrouille et d'organisation. L'activité de vente s'associe à celle de la mendicité et c'est l'occasion de vendre aux donateurs habituels un petit bouquet. C'est surtout une activité jugée moins dégradante que la mendicité puisque son caractère commercial permet de sortir de la posture misérabiliste dans laquelle se posent beaucoup de mendiants du bidonville. De plus, dans le cas du muguet du 1^{er} mai, la vente s'effectue en concurrence avec beaucoup d'autres vendeurs venus dans le centre-ville pour distribuer quelques brins. Ce petit commerce s'insère alors dans une pratique beaucoup plus diffusée et moins marginalisée.

3.2.3.4. Le travail au noir

Quelques habitants du bidonville, à travers leurs contacts, réussissent à accéder à du travail rémunéré, mais non déclaré. Ce type de revenus s'intègre à un vaste ensemble d'activités dans la quasi-totalité des secteurs professionnels. Dans le prolongement des interrogations suscitées par l'apparition de la « nouvelle pauvreté », un certain nombre de travaux se sont intéressés dès les années 1980 à la question du « travail au noir » (Adair, 1985 ; Archambault et Greffe, 1984 ; Barthe, 1988 ; Duchêne, 1983 ; Heertje et Barthelemy, 1984 ; Sauvy, 1984). Plutôt qu'une volonté de s'extraire du marché légal du travail ou du fisc, ces recherches ont montré que le travail au noir était le résultat d'une transformation de l'économie et du marché du travail. Ainsi, tel que le remarque Jean-François Laé « le travail au noir est une constante de l'économie officielle et, bien que sensibles aux diverses conjonctures, une réponse élémentaire dans les secteurs flous, à la frange de certains marchés ; une permanence qui suppose des équilibres et surtout de formidables inerties de la part du corps social » (Laé, 1989, p. 210).

Le travail au noir concerne seulement une petite partie des habitants. Ce sont généralement ceux ayant réussi à créer des liens pérennes avec des contacts leur donnant accès de façon ponctuelle à des journées de travail. Adi et Rémus réalisent des travaux sur des chantiers une à

deux journées par mois. Embauchés par des particuliers, ils s'occupent de travaux difficiles durant 10 h par jours pour 20 € à 40 € chacun. Néanmoins, malgré le faible revenu procuré par cette activité, les deux frères préfèrent ça à leurs autres sources de revenus : « *Quand tu fais ça, t'es avec d'autres gars qui travaillent et tu sais ce que tu dois faire. Si tu travailles bien, t'es sûr d'avoir de l'argent à la fin de la journée, pas comme avec la manche ou la ferraille. Alors 20 € c'est pas beaucoup, mais c'est déjà mieux que le reste* ».

Certains migrants de Bărbulești arrivés sur Nancy durant mon travail de terrain avaient quant à eux connu des emplois stables, le plus souvent au noir, en Italie ou en Espagne. Vlad, par exemple, a pu se former au poste de cuisinier, métier qu'il a exercé au noir dans un restaurant de Turin durant six ans. Finalement, son employeur a mis la clé sous la porte. Après avoir cherché du travail en Italie, il est maintenant arrivé en France. Il réussit à valoriser son expérience en se faisant embaucher régulièrement comme extra dans des restaurants de l'agglomération. Malgré tout, il ne lui est arrivé que très rarement d'être embauché avec un contrat.

3.3. Des « compétences d'ancrage »

L'ancrage territorial des habitants du bidonville passe par l'acquisition d'un certain nombre de compétences, nécessaires à leur subsistance et à leur intégration au tissu urbain. La notion de compétence désigne « la capacité à reconnaître la pluralité des champs normatifs et à identifier leurs contenus respectifs ; l'aptitude à repérer les caractéristiques d'une situation et les qualités de ses protagonistes ; la faculté, enfin, à se glisser dans les espaces interstitiels que les univers de règles ménagent entre eux, à mobiliser à leur profit le système de normes ou des taxinomies le plus adéquats, à construire à partir de règles et de valeurs disparates les interprétations qui organiseront différemment le monde » (Lepetit, 2013, p. 20).

3.3.1. S'installer

3.3.1.1. Occuper un lieu

La vie précaire en ville nécessite d'apprendre à lire la manière dont s'agencent les interstices et les possibilités offertes pour y trouver refuge. Cette capacité à décrypter la ville fait partir des « savoirs de l'expérience » que les individus acquièrent durant les mois passés dans le bidonville. Ainsi, Laurence Roulleau-Berger différencie en la matière quatre types de savoirs au fondement de la compétence : les compétences communicatives, les savoirs cognitifs, les savoirs de l'expérience et les savoirs sociaux (Roulleau-Berger, 1995).

Ainsi, l'installation dans le bidonville nécessite des compétences linguistiques pour négocier avec les représentants de l'autorité publique, le voisinage ou les associations. En outre, les habitants doivent apprendre à se faire discrets pour éviter les expulsions (Bouillon, 2002). Il est également nécessaire de disposer d'un certain nombre de compétences spatiales pour lire la ville, juger correctement de la « squattabilité » des interstices et évaluer l'espace en fonction de sa proximité aux ressources économiques, sociales, etc. (Bouillon, 2011).

Au fil des années, certains habitants acquièrent des compétences faisant d'eux des « experts ». Ils peuvent alors faire profiter le reste du groupe de leurs compétences. Les dettes générées envers les « ouvriers » expliquent en partie l'apparition de « chefs de platz » rémunérés par les habitants, notamment dans la région parisienne où les conditions d'habitabilité sont bien plus rudes. Ainsi, dans les bidonvilles où le terrain a été ouvert par une seule personne ou un petit groupe d'individus, il arrive fréquemment que les occupants soient amenés à verser de l'argent au(x) « chef(s) de platz » (Trajectoires, 2017).

À « La place » ou dans les installations ayant précédé, si les jeux de pouvoir et de hiérarchisation ne sont pas inexistantes, on ne retrouve pas de pratiques similaires. Au dire de la plupart des habitants, cela vient de l'opposition ferme de plusieurs familles. Comme l'explique Stefan, « *certaines mauvaises personnes ont essayé de faire ça à Laneuveville avec les nouveaux qui arrivaient, mais pas avec les familles déjà là. On s'est opposé et on a dégagé ceux qui essayaient de faire payer* ».

Si les proximités familiales entre les habitants peuvent expliquer le maintien d'un accès gratuit au bidonville, une autre manière de le comprendre est la relative homogénéité des habitants ce qui participe à maintenir une égalité des statuts. En effet, dans certains bidonvilles français, il a été observé que des « chefs de platz » se faisaient rémunérer lorsque de nouvelles familles souhaitent se joindre au bidonville. Cette situation découle en partie de la volonté de certains migrants de monnayer les compétences qu'ils ont acquises avec les années. Les liens familiaux forts ainsi que la présence de plusieurs familles disposant de ressources et de compétences similaires expliquent donc en partie la structuration de l'organisation du bidonville de « La place » et de ceux l'ayant précédé.

Néanmoins, les migrants de Bărbulești ne sont pas épargnés par ces pratiques. Parmi les occupants ayant quitté le bidonville en 2014, la majorité s'est réinstallée dans un immeuble collectif dont l'ensemble des logements appartiennent à un seul propriétaire. L'ensemble des locataires sont originaires de Bărbulești. Le fils de Vasile et Irina, Andrei, est le premier à être rentré en contact avec le propriétaire de l'immeuble. Depuis, il est le seul à négocier l'occupation des appartements avec le loueur et l'ensemble des autres résidant doivent nécessairement

passer par lui. Il peut ainsi décider des personnes autorisées à accéder à un appartement. Il profite de cette situation pour prélever une taxe sur la caution lors de l'emménagement ou sur une partie de loyer versé chaque mois.

Cette logique de « chef de platz » n'est donc pas propre à un type de population ou de culture, elle dépend de compétences acquises par certains « migrants experts », qu'ils mettent ensuite à disposition des autres migrants avec contrepartie. C'est également le fait d'agencements sociaux ayant conduit des individus à obtenir une emprise plus large que d'autres sur une ressource telle que le bidonville. En outre, l'intégration du bidonville de « La place » dans un projet de relogement supervisé par la municipalité explique également la faiblesse des comportements de prédation. En effet, les travailleurs sociaux ont maintenu tout au long du projet un contrôle minimum sur le bidonville pour empêcher l'apparition de ce type de pratique. Il apparaît donc que la hiérarchisation sociale sur le bidonville de « La place » reste moins marquée que dans bien d'autres situations rencontrées en France.

3.3.1.2. Organiser l'espace

La construction de cabane correspond à une situation et à des besoins particuliers. Pour les habitants de « *La place* », il s'agit du moment où la municipalité de Maxéville a mis à disposition un terrain sur lequel ils avaient l'assurance de ne pas se faire expulser dans l'immédiat. Le contexte économique difficile que connaissaient certaines familles explique aussi le besoin d'agrandir à moindres frais la surface habitable.

Adi se souvient de la raison de ces constructions : « *C'est seulement quand le maire nous a dit qu'on pouvait s'installer qu'on a construit des cabanes. Avant il n'y avait pas de cabane. C'est mon père qui a commencé. On avait plus d'argent, on était très pauvre à ce moment-là, alors il nous a laissés Remus et moi dans les caravanes et il a construit une cabane pour ma mère et mes frères. Après on a construit la cuisine et des cabanes pour mettre des trucs. Ensuite toute "La place" a fait pareil. C'est pour ça que tout le monde a des cabanes maintenant. Après ça, on a construit les deux cabanes derrière pour mettre les vêtements et des outils. Celles-là, c'est pas des vraies cabanes parce qu'on a pas fait les murs biens. Nous, on est ceux qui savent le mieux construire des cabanes. Celle de mon père elle est bien, elle est grande et la chaleur elle part pas trop vite. Maintenant, il n'y a que Florin et Ștefania qui ont aussi une cabane, mais elle n'est pas aussi bien même si ça va. Avant tu aurais vu les autres, ils avaient des cabanes, c'était vraiment la misère... ».*

Au-delà des logiques de distinction sociale dont fait preuve Adi, on voit ainsi que la forme matérielle du bidonville dépend d'un processus relatif à l'acquisition de compétences de la part

des migrants. En outre, toutes ces cabanes n'ont pas le même degré d'élaboration. Les cabanes de vie sont isolées au niveau du sol et parfois aux murs grâce à un système fait de palette. Leur construction est relativement simple et économique. Des palettes sont étalées au sol les unes à côté des autres. Elles sont ensuite recouvertes d'une plaque de bois ou de PVC puis d'une couche de linoléum avant que soient posés dessus de gros tapis. Les murs sont construits également en palette ou directement en plaque de bois. À chaque coin de la cabane, des rondins de bois – servant à l'origine à protéger les jeunes arbres plantés par le service des espaces verts du quartier – délimitent les extrémités de la construction et sont solidement enchâssés dans le sol. Les murs sont constitués seulement d'une planche de bois. Pour les constructions en palettes, celles-ci sont posées à la verticale et tenues au sol à l'aide d'un pieu en fer et de gros clous plantés dans la couche de palettes au sol. Trois hauteurs de palette suffisent généralement à compléter un mur. Les palettes des murs sont recouvertes de plaques de bois. Un des murs est légèrement surélevé pour donner au toit une pente descendante et permettre ainsi à l'eau de s'écouler vers le « côté forêt » de la cabane.

À l'intérieur, du papier peint et de la moquette vient apporter un peu de chaleur et d'isolation à la maigre épaisseur du mur. Le toit des constructions se constitue d'une plaque de bois sur laquelle ont été cloués du papier goudronné et des tôles ondulées. Une ou deux petites fenêtres faites d'une plaque de verre simple enchâssée dans un mur en plaque de bois laissent passer un peu de lumière. Les trous de la construction sont comblés avec de la mousse expansive pour limiter le plus possible les entrées d'air. La porte est l'élément le plus complexe à réaliser puisqu'elle doit être fonctionnelle et en même temps ne pas faire fuir la chaleur. L'humidité et le déplacement des matériaux tendent à faire bouger les gonds de la porte si bien qu'il faut régulièrement réajuster ceux-ci. Les cuisines et les cabanes de stockage possèdent une isolation souvent bien plus rudimentaire puisque le sol est simplement recouvert d'une couche de linoléum à même la terre. Les entrées d'air sont nombreuses tant et si bien qu'il est impossible de chauffer ce type de cabane. Les portes, quand elles existent, laissent passer un filet d'air de 3 à 4 centimètres.

En plus des cabanes servant de cuisine et à entreposer des outils ou des meubles, l'avant des habitations a été agrémenté d'auvents permettant de circuler d'une caravane à l'autre par temps de pluie et d'agrandir l'espace habitable. Des canapés et des tables y ont été installés. Ils permettent surtout de créer un sas entre les caravanes et l'extérieur ce qui permet d'effectuer les activités nécessitant d'être à l'extérieur tout en étant abrité les jours de pluie. Construit sur le même format que les cabanes, ils se constituent de rondin de bois en guise de poteau et de poutres porteuses ainsi qu'un toit fait de plaque de bois recouvert parfois de papier goudronné ou simplement des tôles ondulées. En fonction des saisons et des conflits familiaux, les habi-

tants ajoutent parfois un mur en clouant une plaque de bois ou en accrochant un tissu.

3.3.1.3. Des habitations hétérogènes

Au moment du déplacement des familles en mars 2012, les services techniques de la municipalité avaient comptabilisé 17 caravanes. Durant mon observation, on n'en comptait plus que 11. Cette différence s'explique par le départ de plus de la moitié des occupants du bidonville pendant l'année 2014. Le nombre d'occupants passe alors de 95 à 36. Certaines des caravanes appartenant à ces anciens occupants ont été récupérées et sont maintenant occupées par les habitants restés sur le bidonville. Elles sont complètement intégrées au reste de l'habitat et pourraient difficilement être déplacées au regard de leur état. Des cabanes et des auvents s'appuient sur la majorité d'entre elles.

Ces caravanes ne possèdent plus de cartes grises ni de plaques d'immatriculation ce qui rend le déplacement de ces véhicules illégal sur la chaussée. L'altération de la structure du plateau rend le déplacement impossible, d'autant plus que les pneus sont soit crevés ou ont été démontés. Au vu de ces éléments, la notion de caravane, si elle correspond bien à un usage passé de cet habitat, s'adapte difficilement à celui qui en est fait dans le bidonville puisque selon l'article R111-47 du code de l'urbanisme : « *Sont regardés comme des caravanes les véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs, qui conservent en permanence des moyens de mobilité leur permettant de se déplacer par eux-mêmes ou d'être déplacés par traction et que le Code de la route n'interdit pas de faire circuler* ». Avec le temps, ces caravanes se rapprochent donc plus du type de construction que l'on peut rencontrer dans les campings à l'année dans lesquels les occupants finissent par s'approprier complètement leur mobile home en ajoutant des vérandas et des pergolas (Lion, 2015).

À côté des « habitations roulantes », on peut compter une vingtaine de cabanes. Trois servent de chambre à coucher et une quatrième fait office de « chambre d'amis », elle me servira d'ailleurs de chambre à plusieurs reprises. Huit cabanes sont utilisées comme cuisine avec souvent une table et des chaises pour se restaurer à l'abri. Les huit autres cabanes ont été construites pour stocker du matériel, ou bien il s'agit d'anciennes cabanes de vie, mais dont les occupants se sont installés dans d'autres cabanes et caravanes ou ont quitté le bidonville.

3.3.1.4. S'approvisionner en matériaux

Les matériaux servant aux différentes constructions sont issus de la récupération. Les plaques et panneaux de bois ont été obtenus dans les tas de déchets de chantiers que l'on

trouve sur le plateau du Haut-du-Lièvre. Certains matériaux gardent la marque de leurs anciennes utilisations. C'est en particulier le cas des panneaux de bois dont des petits cubes de mousse de deux centimètres de longueur sur un centimètre de largeur servent à maintenir un espace entre la plaque et un mur ou un autre panneau de bois ainsi qu'à maintenir les câbles électriques passant entre les deux surfaces. On en trouve sur la majorité des panneaux qui ont servi à la construction des cabanes. Les enfants s'amuse à les arracher et créent ainsi des trous dans la peinture recouvrant certains panneaux. D'autres plaques ont gardé les moulures ou les baguettes qui servaient à la décoration de ces éléments de construction. De la même façon, les grands morceaux de linoléum sont des chutes de chantier récupérés à proximité du bidonville. Ils forment un patchwork sur le sol du bidonville le long des cabanes et des caravanes. Avec le temps, ils se sont presque incrustés dans le sol et leur texture cabossée laisse apparaître les pierres et les aspérités du sol.

Les palettes servant à surélever les cabanes et le devant des caravanes ont été trouvées sur la zone commerciale à proximité du plateau. Il en est de même des grands panneaux publicitaires cartonnés ou plastifiés qui couvrent les murs ou les toits des auvents. Ils ont été directement arrachés à proximité des grands magasins. Ils permettent de couper du vent et apportent une touche de couleur dans cet assemblage de matériaux de construction. Chez Nicolae un de ces panneaux propose moins cinquante pour cent sur les meubles de jardin tandis que chez Vasile et Ioana les soldes sur les chaussures et sur les vêtements de natation couvrent les murs. À l'arrière du bidonville dans une cabane servant à entreposer les meubles de la famille Illescu, c'est une enseigne en PVC d'une grande marque de magasin de bricolage qui sert de toit. D'autres éléments ont également été récupérés directement à partir du mobilier urbain du quartier. C'est le cas des rondins de bois qui servaient initialement à protéger les arbres du quartier. Éric était en charge du déménagement des familles en mars 2013, il se rappelle du moment où les constructions ont démarré, « *on s'y attendait pas du tout, mais ils ont tous commencé à construire des cabanes. Alors ils sont allés récupérer des trucs à droite à gauche, mais un moment il a fallu leur dire stop parce qu'ils étaient en train de nous enlever tous les poteaux de bois autour des arbres. On a un quartier qui a coûté des centaines de millions, fait par un grand architecte connu mondialement et tout (cf : Annexe 2, p.Erreur : source de la référence non trouvée), et il y a nos familles roumaines qui viennent nous récupérer tout le mobilier [rire]... Bon à un moment on a mis le "holà" à ça. Mais c'est vrai que c'était une période de speed parce qu'il faisait encore froid et il fallait construire vite* ».

C'est Éric qui a apporté une partie des matériaux de construction lui-même « *des clous, ils avaient tous besoin de clou. Alors je leur ai apporté des grosses boîtes qui me restaient chez moi et puis j'ai demandé aux copains qu'ils me donnent les leurs aussi. Je crois bien que j'ai*

*bien dû en acheter aussi... On avait récupéré des bâches aussi qui ont servi pour certaines cabanes ». On trouve encore quelques bâches, la majorité n'a pas résisté à l'épreuve du temps. De gros tapis noirs ont également été récupérés sur les bords d'un bassin de rétention d'eau, « un copain du quartier avait vu des manouches en train de découper de gros bouts sur un bassin de rétention en passant en voiture sur la nationale vers Toul. Alors du coup il m'a téléphoné et il m'a dit que si on avait besoin de matériaux pour construire les toits des cabanes ou pour mettre par terre, on pouvait aller se servir là-bas » confie Viorel. Si la majorité des matériaux de construction date de cette époque, quelques éléments sont venus s'ajouter avec le temps à cette première épaisseur. C'est le cas des tôles ondulées, plus résistantes et craignant moins l'usure du temps, des portes de meilleure qualité laissant moins passer l'air, ou des panneaux de bois pour séparer l'espace entre deux familles ou refermer un auvent pour l'hiver. La superposition des matériaux de construction montre l'acquisition de compétence ainsi que de ressources nouvelles que permet la sécurité de l'installation. Une marge de manœuvre est, quoi qu'il arrive, possible, même si celle-ci demeure restreinte. La situation « informellement autorisée » du bidonville de « *La place* » rend cette appropriation possible, mais sous condition. Comme le rappelle Éric, « là on a laissé faire parce que c'était léger, ça ne posait pas trop de problèmes. Ils auraient commencé à poser des parpaings et faire du ciment, je ne pense pas qu'on aurait pu autoriser ça. Je pense en tout cas que pour l'équipe municipale ça n'aurait pas été acceptable ».*

3.3.2. Assurer sa mobilité

3.3.2.1. La « motilité » des pauvres

Comme je l'ai montré un peu plus haut, pour les habitants du bidonville, l'accès à la mobilité est primordial. En effet, les sources de revenus des habitants du bidonville nécessitent d'être mobile, de se déplacer sur de longues distances, de manières réactives, ponctuellement, plusieurs fois par jour. Cette situation n'est néanmoins pas propre aux bidonvilles puisque les mobilités sont « constitutives de la société urbaine contemporaine » (Dupuy, 2000). Ne pas pouvoir se déplacer, c'est courir le risque d'accroître sa précarisation et sa marginalisation (Le Breton, 2002, 2005a). Comme l'a remarqué Sylvie Fol (2009), le manque de mobilité est l'un des facteurs accentuant la relégation des pauvres aussi bien en France qu'aux États-Unis. Toutefois, en France l'accès aux transports reste relativement facilité par les politiques publiques visant à favoriser la mobilité des pauvres. Au contraire, le logement, les discriminations sociales ou raciales sont des facteurs bien plus décisifs participant à la ghettoïsation de la pauvreté (Boucher, 2010).

Les ressources dont disposent les individus pour assurer leur mobilité prennent des formes multiples. Ces moyens peuvent être évalués à la lumière des « motilités » individuelles (Kaufmann, 2008, 2013), c'est-à-dire les « facteurs relatifs aux conditions auxquelles il est possible d'utiliser l'offre au sens large, aux compétences que nécessite l'usage de cette offre et à l'utilisation de l'offre pour réaliser des projets » (Kaufmann, 2013). Ainsi, les groupes sociaux possédant le moins de ressources sont généralement ceux qui ont un moindre accès à la mobilité (Orfeuill, 2004). Comme tous les groupes sociaux (Dupuy, 1999), les habitants des bidonvilles dépendent en grande partie de l'automobile. Si les écarts d'accès à la voiture entre les classes populaires et le reste de la population se sont réduits ces dernières décennies, il se maintient à un taux élevé (Baron, 2002 ; Haumont et Lévy, 1994 ; Orfeuill, 2000). Le nombre de ménages avec une voiture est de 23 % chez les revenus inférieurs à la moyenne tandis qu'il est de 55 % chez ceux disposant des plus hauts revenus. De la même manière, le taux de permis n'est que de 53 % chez les groupes des plus modestes contre 80 % en moyenne sur l'ensemble de la population (Fol, 2009).

Laurent Hivert (2001) a montré également les inégalités d'accès à l'automobile en fonction de leurs caractéristiques. Le taux de motorisation est ainsi de 0,64 véhicule par ménage chez les plus pauvres contre 1,59 véhicule chez les plus riches. Le nombre de kilomètres parcouru est également très disparate puisqu'il est de 22 800 kilomètres par an chez les plus dotés en ressources contre 8 100 pour les autres. En outre, le taux de véhicules d'occasion est plus élevé chez les plus pauvres, 67 % contre 47 % et les temps d'utilisation sont respectivement de 9 années contre 6. Le poids sur les budgets des ménages est lui aussi beaucoup plus important chez les plus pauvres. Comme le remarque Jean-Pierre Orfeuill (2004), pour ceux disposant du salaire minimum, la voiture représente régulièrement plus de la moitié du poste de dépense. Ces différents éléments expliquent en partie la faible mobilité des ménages pauvres en termes de distance parcourue.

Toutefois, dans le cas des navettes domicile-travail le temps de transport des plus pauvres est proche de la moyenne générale. Selon Jean-Pierre Orfeuill, le temps de trajet élevé des pauvres s'explique par les moyens de transport utilisés, 18 % d'entre eux se rendent à leur travail à pied, contre 11 % en moyenne ; 10 % en deux roues, contre 5 % en moyenne ; 16 % utilisent les transports collectifs, contre 11 % en moyenne. Au contraire, le taux d'utilisation de la voiture est beaucoup plus faible dans le cas des trajets domicile-travail, 52 % contre 69 % en moyenne (Orfeuill, 2004). En outre, ces données peuvent être élargies à l'ensemble des mobilités selon Jean-Pierre Orfeuill.

Les plus pauvres se déplacent moins vite, sur des distances plus courtes. Ce constat peut expliquer le besoin de certains d'entre eux de se maintenir à proximité des centralités écono-

miques, politiques et culturelles. Néanmoins, si les territoires de la mobilité des pauvres sont plus restreints, cela n'induit pas un nombre de déplacements plus restreint. Au contraire, les petits trajets sont plus nombreux et ils participent à augmenter le temps passé dans les transports.

3.3.2.2. Transports en commun

Sur l'agglomération nancéienne, la mobilité des habitants du bidonville représente d'autant plus un enjeu que les familles se trouvent en périphérie de celle-ci, éloignées d'une partie des ressources économiques. Le déménagement sur le quartier du Haut-du-Lièvre a toutefois donné un accès rapide à plusieurs lignes de bus, dont l'un en site propre mène directement et rapidement dans le centre-ville. C'est principalement cette ligne qu'utilisent les habitants, elle leur permet d'accéder, d'un côté au centre-ville, de l'autre aux centres commerciaux de banlieue. Au-delà de cette ligne, les déplacements des gens de « La place » dépassent rarement le cadre du quartier. Certains des habitants se rendent ponctuellement à des endroits un peu moins accessibles, là où la concurrence entre mendiants y est moins forte. En dehors de l'agglomération, certains habitants prennent le train pour se rendre dans d'autres agglomérations de plus petites tailles pour mendier. Ils partent alors tôt le matin et reviennent tard le soir dans l'objectif de rentabiliser au maximum leur journée sur place.

Le bus et le train sont des moyens de transport peu onéreux puisque les habitants de la place n'achètent jamais de tickets. Les contrôles sont pourtant fréquents, mais, du fait de l'insolvabilité, les demandes d'acquittement des amendes ne viennent pas à bout, même si le trésor public garde une trace de celles-ci. C'est ce qui explique que certains contrôleurs de bus ont ainsi pris l'habitude de ne plus verbaliser les habitants du bidonville, sachant que ces contraventions n'avaient pratiquement aucune chance d'aboutir.

Toutefois, dans le cas de la SNCF, les contrôles se terminent parfois au poste de police pour un contrôle d'identité. Les amendes s'accumulent alors sans que les familles soient inquiétées. La dette est alors transmise à la banque de France et lorsque les familles redeviennent solvables, cette dette leur retombe dessus et les contraints à mettre des échéanciers de remboursement parfois sur plusieurs dizaines d'années. C'est ce qui s'est passé par exemple dans le cas de la majorité des habitants du bidonville au moment du projet de résorption lorsque leur solvabilité a été à nouveau assurée. Certains ont été mis face à des dettes de plusieurs dizaines de milliers d'euros. C'est le cas d'Adi qui doit reverser chaque mois 50 € au trésor public pour les 35 prochaines années.

3.3.2.3. La voiture : contraintes et intérêts

On ne trouve aucun deux roues sur le bidonville, si ce n'est quelques vélos dont seulement deux ou trois sont en état de marche. Plusieurs habitants possèdent tout de même une voiture d'occasion, souvent en mauvais état. Contrairement aux transports en commun, la voiture représente une source de dépense importante même si elle permet d'accéder à de nouvelles activités économiques. Celles du bidonville ont pour la plupart été achetées quelques centaines d'euros et affichent régulièrement plus de 300 000 kilomètres au compteur.

C'est le cas par exemple du vieux 806 des Cîrciu. La voiture annonce 355 000 kilomètres et elle continue à circuler au prix de nombreuses pannes et d'un confort de conduite très limité. En outre, les normes de sécurité ne sont plus respectées depuis puisqu'il ne reste que deux fauteuils à l'avant et seul le conducteur dispose d'une ceinture. Les sièges sont rembourrés avec de la mousse et du journal tandis que le ciel de toit a été réparé à l'aide de punaise pour éviter qu'il ne tombe sur les passagers. À l'arrière, on s'entasse souvent à plus de cinq ou six, assis sur des sièges de jardin ou des pneus. Pour éviter les contrôles de police lorsque la voiture est remplie à ras bord et qu'aucun passager n'est attaché, un filtre noir a été appliqué sur les vitres. La famille continue néanmoins de faire attention au contrôle, même si comme me le confie Adi « *les policiers nous connaissent bien, ils savent bien qu'on a pas d'argent et que la voiture n'est pas en état. Si on fait pas de bêtises, ils nous laissent tranquilles* ».

Pour faire en sorte que les voitures continuent à rouler, les pièces doivent être régulièrement changées. Les habitants se fournissent en faisant jouer leurs réseaux. De plus, au sein du quartier, un garage informel propose de s'occuper des petites réparations, pour pas très chères. C'est surtout un lieu d'échange au sein duquel les hommes peuvent se socialiser à la vie du quartier d'habitat social tout proche et parfois accéder à de nouvelles ressources.

Nous rejoignons les frères Cîrciu avec Viorel et son cousin. Au pied des grandes barres du quartier du Haut-du-Lièvre, des blocs de garage individuels ont été investis et un atelier de réparation auto a été installé. L'espace n'est pas très grand, à peine de quoi rentrer une voiture ainsi que les outils nécessaires aux réparations. Alors que deux voitures ont le capot ouvert sur le trottoir et attendent d'être réparées, une vingtaine d'hommes discutent en petits groupes de nationalité différente. Les Roumains se sont regroupés autour de la voiture de Sorin.

Le garagiste ouvre la trappe à câbles sous le volant pour brancher un ordinateur de diagnostic. Deux Turcs habitués des lieux s'approchent pour nous saluer. Quelques blagues sont échangées à propos d'un match de foot ayant opposé la veille des équipes roumaine et turque. Les Roumains se désolent que le championnat de leur pays ne vaut rien. L'un des Turcs change de sujet pour proposer un travail de chauffeur jusqu'en Turquie. La camionnette est prête, il manque simplement un conducteur pour aller à Istanbul puis revenir. Le prix de la course n'est

pas encore fixé, mais Sorin saute sur l'occasion. Il a déjà eu l'occasion de servir de chauffeur et selon lui, le travail est correctement payé. Après avoir échangé leurs coordonnées, les deux groupes se séparent et nous continuons à discuter pendant que Viorel et son cousin retournent acheter des cigarettes à l'unité à la pizzeria juste à côté.

Le mécanicien réussit finalement à sortir la tête de sous le capot et annonce à Sorin qu'il y a un problème avec le carburateur. La pièce est relativement facile à trouver et le mécanicien demande aux hommes présents si l'un d'eux saurait où il est possible d'accéder à un carburateur de 406 Peugeot. Finalement l'un des Turcs passe un coup de fil et trouve un vendeur de pièces d'occasion. Le mécanicien négocie pour Sorin qui s'en tire visiblement pour un bon prix.

Extrait du journal de bord, 9 novembre 2015

Amadou, l'un des garagistes en charge du local vient parfois directement sur le bidonville pour réparer les voitures et amener des pièces de rechange. Il doit néanmoins courir après les habitants pour se faire rembourser.

Les petites réparations s'effectuent le plus souvent sur le bidonville. Elle se limite généralement à changer des plaquettes de frein ou faire la vidange. C'est toujours l'occasion de se réunir et de commenter la bonne manière de faire ou non du garagiste amateur. Les compétences de quelques-uns des habitants sont valorisées dans ce domaine, mais c'est principalement Christian, un Roumain vivant seul dans sa caravane installée sur un parking du quartier qui est appelé en cas de problème. Une fois les réparations faites, il est remercié par un repas et des cigarettes. Dans tous les cas, il refuse les dédommagements monétaires, prétextant que lui n'a besoin de rien contrairement aux familles qui vivent sur le bidonville. Parfois, les réparations prennent la forme de bricolages très précaires.

Adi revient catastrophé de sa journée de travail. Il est passé voir les mécaniciens du garage avant de rentrer et ils viennent de lui annoncer que sa voiture ne pouvait plus rouler. Le câble d'embrayage s'est détendu ce qui empêche de passer les vitesses. Il a réussi à rentrer en roulant en première. Nous essayons de trouver une solution. Il fait nuit, nous devons donc nous débrouiller avec une lampe torche pour inspecter le moteur. Nous réussissons à accéder au câble qui est effectivement très lâche. Adi pense qu'en mettant une bague en plastique il sera possible de le tendre à nouveau. Nous cherchons dans le tas de ferraille familial pour trouver quelque chose qui puisse convenir. Nous trouvons un tube de plastique épais. Pour l'enfiler, il faut démonter une partie du moteur. Toutefois, il est également possible de couper la bague dans la longueur pour la passer sur le câble latéralement. Adi sectionne le morceau de plastique à l'aide d'une pince et nous commençons à nous mettre à l'œuvre, l'un de nous tire le câble pendant que l'autre essaye de faire rentrer le bouchon. À force de tirer, nous réussissons à enfiler la bague en plastique et à la fixer avec du scotch. Finalement notre réparation fonctionne et tien-

dra étonnamment durant plusieurs mois.

Extrait du journal de bord, 12 septembre 2015

La complexification des voitures rend toutefois de plus en plus difficiles ces bricolages. L'électronique à bord des moteurs demande des outils spécifiques. Le garage informel du quartier dispose d'un petit centre de diagnostic portable détectant les problèmes. Pour autant, il ne permet pas de résoudre tous les dysfonctionnements, mais seulement de supprimer les messages d'erreur.

3.3.2.4. Obtenir le permis

Au-delà de l'aspect pratique, à « La place », disposer d'une voiture est une source de prestige. Tout d'abord parce qu'elle facilite les déplacements quotidiens (Marchal, 2014). Elle permet d'emmener d'autres habitants faire leur course ou voir de la famille et ces trajets participent au circuit des réciprocités au sein du bidonville et les passagers deviennent alors redevables du conducteur. Plus généralement, la voiture facilite le quotidien. Elle évite de longues marches vers les arrêts de bus ou les centres commerciaux, ce qui est particulièrement pratique lorsqu'il s'agit de ramener les gros packs d'eau minérale nécessaire au fonctionnement du foyer. La voiture est également une source de prestige pour l'individu et un support important de l'identité de genre masculine (cf : section 6.1.2, p.328).

Le permis est donc un précieux sésame dont l'acquisition demande de disposer d'un minimum de ressources économiques et sociales. Le prix, la maîtrise du français et de la lecture rendent le permis hexagonal relativement inaccessible aux habitants. Le permis roumain est plus facile à obtenir. Jusqu'à récemment, les habitants de Bărbulești réussissaient à acquérir un permis en Roumanie de trois manières : 1) Passer de façon réglementaire les épreuves. Technique la plus longue, elle demande de maîtriser la lecture correctement pour obtenir le Code de la route puis de consacrer du temps à la maîtrise théorique de la lecture. Les épreuves doivent être passées en Roumanie, il faut également avoir du temps pour séjourner dans le pays. Si cette technique est la moins onéreuse, elle demande de passer plus de temps en Roumanie pour passer l'ensemble des épreuves. De plus, les échecs sont courants. 2) Soudoyer un agent de l'administration pour obtenir le certificat directement. Cette technique très rapide demande de s'acquitter d'une somme très élevée, entre 2 000 € et 3 000 €. 3) Rémunérer un conducteur pour lui faire passer les épreuves sous une fausse identité. Cette technique moins onéreuse, de l'ordre de 1 000 €, demande d'obtenir une fausse carte d'identité pour le candidat de paille. Les délais sont donc plus longs, mais ne nécessitent pas de rentrer en Roumanie. Elle demande également de soudoyer un agent de l'administration même si la somme à dé-

bourser est plus faible.

La lutte contre la corruption en Roumanie a participé à rendre beaucoup plus difficile l'obtention du certificat de conduite grâce au bakchich. La technique de l'homme de paille est également devenue plus compliquée à mettre en œuvre. Ces dernières années, les migrants de Bărbulești sont tous rentrés en Roumanie pour passer les épreuves de façon régulière. Les contraintes que demande l'obtention du permis ont poussé certains individus à conduire en France sans permis, au risque d'une arrestation.

3.3.3. *Accéder à des consommables*

Ouvrir un bidonville n'est donc pas à la portée de tous, il est nécessaire de disposer de compétences pour s'y installer, s'y maintenir et y bâtir un espace de vie. L'approvisionnement en eau, en bois ou en électricité fait partie des difficultés majeures auxquelles les habitants doivent répondre à partir des ressources dont ils disposent. En outre, les forces publiques sont intervenues à de nombreuses reprises pour sceller les bornes à incendie ou couper les détournements de l'électricité.

3.3.3.1. L'eau

Dans les bidonvilles, comme dans beaucoup d'autres espaces urbains, l'accès à l'eau est un enjeu politique primordial (Jaglin, 1997, 2005b, 2005a, 2010) et il a constitué une conquête sociale importante en France durant les 19^e et 20^e siècles (Goubert, 1986). Les grandes multinationales gèrent aujourd'hui une partie importante de la distribution en eau aux quatre coins de la planète, même si des modes d'organisation alternatifs existent (Bercegol et Gowda, 2014 ; Botton et Blanc, 2014 ; Hardy et Poupeau, 2014).

Sur « La place », l'absence d'eau demande de déployer des compétences spécifiques. Tandis que l'eau utilisée pour boire ou cuisiner est achetée en pack d'eau au supermarché, celle destinée aux tâches ménagères est collectée à l'une des deux bouches à incendie se trouvant à 200 et 400 mètres de chaque côté du bidonville. À l'origine, la municipalité avait prévu l'installation d'une fontaine branchée aux citernes d'eau enfouies dans le sol. Cet aménagement aurait permis aux familles de se ravitailler en eau à proximité des habitations. Néanmoins, les services d'hygiène de la préfecture ont rejeté cette solution, la jugeant dangereuse du point de vue sanitaire.

Dès lors, les familles ont appris à détourner le système d'eau potable en démontant les sécurités des bouches à incendie à l'aide d'une clé anglaise. Une à deux fois par jour, les femmes

essentiellement, mais parfois aussi les hommes, partent avec un caddy et de gros bidons de 25 litres rangés ou empilés les uns à côté des autres. Un seul voyage permet d'apporter jusqu'à six bidons, soit 150 litres d'eau. Si les caddys se laissent facilement pousser sur le macadam, la tâche devient beaucoup plus ardue lorsqu'il s'agit d'accéder aux sols caillouteux sur lesquels se trouvent les bornes d'incendie. Les femmes doivent laisser le caddy à quelques mètres de la borne et porter à la main un à un les bidons de 25 kg remplis à ras bord.

Cette eau volée à la borne à incendie permet de ne pas trop se restreindre. La consommation d'eau varie en fonction de la surface à nettoyer, du nombre de personnes dans le foyer et de l'importance des lessives. Dans le bidonville de la place à Maxéville, la consommation par personne est d'environ 15 litres par jour. Selon le centre d'information sur l'eau, cette quantité correspond à celle que consommaient les habitants en France au début du 18^e siècle, alors qu'en 2015, la consommation moyenne par habitant était de 148 litres (Centre d'information sur l'eau, 2015). Cet écart important s'explique par l'ensemble des tactiques mises en place par les familles pour économiser leur consommation et éviter les allers-retours incessants entre le foyer et la borne d'accès à l'eau.

3.3.3.2. L'électricité

L'électricité fait partie des besoins dont l'accès n'est pas des plus simples pour les habitants du bidonville. À moins d'installer un compteur forain²¹ comme cela se fait pour certaines familles de gens du voyage, la seule solution est de créer son propre accès à l'électricité. Ainsi, malgré les difficultés techniques que représente l'installation d'un accès à l'électricité, il est toujours possible de mettre en place des modalités alternatives (Diab et Haijar, 2017). Au sein du bidonville de Maxéville, l'ensemble des familles est équipé de générateurs. Les habitants partagent entre eux plusieurs groupes électrogènes d'entrée de gamme – entre 250 € et 350 € pour 2 400 W à 3 500 W. La puissance suffit largement à produire de quoi faire fonctionner deux ou trois télévisions, quelques lampes et charger les téléphones portables.

En hiver, lorsque les jours sont les plus courts, les familles passent souvent une partie de leur soirée dans le noir, attendant le moment propice pour se permettre d'avoir un peu de lumière et d'allumer la télévision. Un litre d'essence permet de faire fonctionner un groupe d'électrogène pour 3 à 4 heures. Le réservoir est rempli à l'aide d'une bouteille d'eau en plastique. Les stries horizontales permettent de jauger de façon précise la quantité de liquide versée. Les générateurs tournent jusqu'à consommation totale de toute l'essence. C'est pour cette raison qu'il faut calculer au mieux la quantité versée, trop peu d'essence produit un assèche-

21. Compteur provisoire pour les raccordements au réseau électrique.

ment précoce du réservoir avant que les familles aient terminé leurs activités, alors qu'un surplus d'essence fait tourner le moteur dans le vide une partie de la nuit. L'essence coûte relativement cher pour les habitants et il est donc nécessaire de restreindre l'utilisation de l'électricité.

Ce système de bouteille, commun à l'ensemble des habitants du bidonville, sert également aux familles partageant un même générateur de vérifier que chacun fournit du carburant de façon équitable. Les bouteilles servent d'étalon de mesures lorsqu'une famille vient à manquer d'essence. Ainsi la même quantité sera rendue les jours suivants. En tout, cinq générateurs sont installés au sein du bidonville et permettent d'éclairer entre deux et trois habitations. Ce sont les familles les plus proches qui partagent ensemble un même générateur. Les deux frères Cîrciu avec leurs parents, Viorel Gîngioveanu avec son père et l'oncle de ce dernier, les Stoian et leur fils, les deux sœurs Iliescu et Bacescu. Seuls Nicolae Cîrciu et Vasile Alecu n'ont aucun lien familial, mais partagent malgré tout un générateur puisqu'ils habitent l'un à côté de l'autre. Chaque groupe électrogène est abrité par quelques planches protégeant les générateurs de la pluie. Le ronronnement des moteurs dure souvent jusqu'à 23h ou 1h, ce qui participe aux bruits tardifs fragilisant le sommeil des habitants.

L'alternative principale au générateur consiste à détourner de l'électricité. Les habitants ont appris à déterrer les câbles en creusant au pied des lampadaires et ainsi à prélever une partie du courant grâce à un simple câble dénudé. L'opération est néanmoins délicate, car, en plus de la dangerosité, le risque d'être repéré par la police est élevé. Durant les six derniers mois d'existence de « La place », l'ensemble des habitations a été relié à un câble souterrain passant à proximité du bidonville grâce à une rallonge au bout dénudé et tordu en forme de crochet. Afin d'éviter que les agents de la compagnie d'électricité et les policiers ne repèrent le bricolage, une planche de bois servait à masquer le raccordement.

Le branchement illégal oblige néanmoins à faire attention à ne pas éveiller les soupçons des travailleurs sociaux et des gestionnaires du réseau électrique. Ainsi, le raccordement n'est fait qu'à partir de la fin de journée au moment où la majorité des professionnels ont terminé leur service. Tous les jours durant cette période, l'électricité « apparaissait » entre 16h30 et 18h. Les premières semaines, les habitants ont fait semblant de ne pas comprendre mes remarques sur ces « apparitions » de l'électricité, préférant me répondre que les générateurs ne faisaient dorénavant plus de bruit. Découvrant très vite l'installation, ma loyauté envers eux a été ainsi mise à l'épreuve et a permis de démontrer mon autonomie vis-à-vis des autorités municipales.

3.3.3.3. Le chauffage

Le chauffage est la préoccupation principale des habitants en hiver. La faible isolation des cabanes oblige à chauffer aussitôt que les températures descendent en dessous des 15°C. La majorité des familles se chauffe à l'aide de petits poêles à pétrole fournis et alimentés par « La gamelle », une association d'aide aux sans domicile. Comme pour l'eau et l'électricité, la municipalité de Maxéville n'a pas été autorisée à fournir elle-même de quoi chauffer les habitations. Elle verse néanmoins une subvention à « La gamelle » pour acheter des poêles et fournir du pétrole aux familles durant l'hiver.

Si ce système permet aux familles du bidonville de se chauffer gratuitement, il est néanmoins mal adapté à la vie dans de petits espaces. Le pétrole assèche la gorge et les yeux, il donne une sensation de nausée et des maux de tête. Il rend les caravanes et les cabanes étouffantes, presque irrespirables. Pour pallier ce problème, les familles sortent régulièrement les poêles à pétrole à l'extérieur et elles aèrent les habitations, tant et si bien que la chaleur accumulée est vite perdue.

Les deux frères Cîrciu et leurs parents ont préféré les poêles à bois pour chauffer leurs caravanes et cabanes. Les poêles ont été achetés ou récupérés en brocante pour moins d'une cinquantaine d'euros chacun. Ils permettent de se chauffer à moindre coût et évitent les effets irritants de la combustion du pétrole. Toutefois, le bois trop humide produit un surplus de fumée et il rend le confinement des habitations irrespirables. L'ensemble de la famille doit alors sortir pour aérer la cabane. Les poêles à bois sont régulièrement alimentés, une personne doit se lever la nuit pour ajouter du combustible. Contrairement aux petits modèles de brûleur à pétrole, celui à bois ne peut être déplacé. Il est cependant démonté durant l'été pour gagner de la place dans les habitations.

Les poêles à bois demandent chaque jour une quantité importante de bois, collectés le plus souvent sous forme de palettes débitées à la hache. Ce travail s'ajoute au poids déjà lourd des tâches ménagères. Les palettes, au-delà de leur utilisation dans les poêles, servent quasi quotidiennement à alimenter les barbecues. Chaque famille a développé ses propres moyens pour récupérer du bois de chauffage et de cuisine.

Après manger, nous embarquons avec Adi et Remus dans le vieux 806 de la famille. Nous arrivons rapidement près du Auchan de la sapinière. Adi se gare en face d'un magasin de décoration. Le parking est petit. Une benne a été installée dans un coin, mais elle est cachée de la route par des arbustes. Nous nous garons à côté de celle-ci. Adi veille à me rassurer « on ne vole pas. Le patron est gentil ici, il me laisse prendre des palettes quand il en a en trop. Il les pose à côté de la benne comme ça je peux voir facilement s'il y en a ». Effectivement ce soir,

deux palettes – dont l'une d'entre elles est cassée – sont entreposées juste à côté de la grosse benne à déchets. Nous les posons à l'arrière du 806. D'après Adi, cela devrait suffire pour ce soir et la journée du lendemain. Il préfère tout de même faire le tour des autres magasins, pour éventuellement ne pas avoir à revenir le lendemain. Nous tournons donc dans le quartier entre des magasins de meubles, un club de fitness, un vendeur d'électroménagers ou un magasin de déstockage. Adi et Remus savent où se trouvent habituellement les palettes et ils peuvent dire en un rapide coup d'œil s'il est utile de s'approcher ou on. Finalement, nous revenons avec nos deux palettes que Remus débitera avec une petite hache en morceau suffisamment court pour rentrer dans les différents poêles de la famille.

Extrait du journal de bord, 3 mars 2015

En outre, les ressources consommables pour le chauffage demandent à être constamment renouvelées, ce qui nécessite d'acquérir des compétences facilitant le glanage. Toutes les occasions sont bonnes pour ramener de quoi alimenter les poêles et les barbecues. C'est par exemple le cas lorsqu'un jour nous faisons un tour sur le terrain d'un festival auquel ma compagne participe à l'organisation, les frères Cîciu repèrent tout de suite de grandes constructions en bois et cherchent à savoir s'il est possible de venir récupérer le bois une fois le festival terminé. Tandis que nous cherchons à nous renseigner, les frères sont déjà en train de calculer combien de temps pourrait leur durer cette quantité de bois et d'imaginer si cette source d'approvisionnement ne pourrait pas leur permettre de tenir durant toute l'année.

Conclusions

Ce chapitre a mis en avant plusieurs enjeux concernant l'implantation spatiale des habitants du bidonville en milieu urbain. Tout d'abord, l'exploration de leur parcours a montré une transformation progressive de leur mode d'ancrage, de leur mobilité et de leurs lieux d'implantation. Au fil des années, les installations se créent dans l'optique de rester sur place. Les lieux d'ancrage correspondent donc plus souvent à des interstices dans lesquels les habitants ont peu de chances d'être délogés et où ils peuvent exercer les activités leur procurant des revenus. Les espaces d'implantation changent également à mesure qu'évolue la fonction des installations, devenant de plus en plus familiale. Ainsi, à Laneuveville-devant-Nancy c'est principalement l'activité de ferrailage et de vol de métaux qui apportait les revenus les plus élevés. La proximité directe de la ville n'était pas alors requise puisqu'une faible partie des habitants se déplaçait en ville pour pratiquer la mendicité. Le départ de Laneuveville-devant-Nancy a eu lieu à un moment où le cours des métaux était en baisse et rendait cette activité de moins en

moins attractive, d'autant plus que les contrôles policiers s'étaient renforcés. L'installation sur le quartier du Haut-du-Lièvre résulte d'un changement dans les pratiques économiques des habitants. Celles-ci se sont tournées vers la mendicité et nécessitaient donc une proximité plus importante avec les centralités. Les changements d'implantation du bidonville révèlent également une meilleure connaissance de la ville. L'installation dans un quartier populaire renforce la proximité avec les associations, les services sociaux et certaines sources de revenus demandant un réseau de contacts.

L'accès à la ville des habitants est donc fortement lié à leurs sources de revenus. Celles-ci se trouvent très majoritairement près des centres, là où il est possible de pratiquer la mendicité, de récupérer des métaux et de mener des petites activités de revente. Il est donc nécessaire pour eux de rester à proximité des zones de concentration économique, que ce soit en s'installant à proximité des axes de transport ou en s'implantant à proximité des centralités.

L'analyse des sources de revenus des habitants du bidonville nous montre ainsi qu'ils déploient des formes de mobilité bien plus intenses et variées que d'autres populations précaires. Si leur ancrage local se représente progressivement une ressource, il est important de voir en quoi leurs revenus sont toujours dépendants des déplacements. En effet, comme l'ont montré les travaux de Yves Jouffe, les précaires sont eux aussi des individus mobiles. Toutefois, pour eux, les ressources à proximité sont plus faciles à exploiter que celles à distance, alors qu'habituellement, parmi les populations vivant dans les quartiers populaires, il est souvent commun d'exploiter assez faiblement la mobilité et de préférer se recentrer sur les ressources présentes au sein de l'unité de vie que constitue le quartier (Jouffe, 2014 ; Remy et Voyé, 1992).

Face à un ordre urbain refluant, les moins dotés de ressources vers des marges indéfinies (Mongin, 2007 ; Paquot, 2015), le bidonville comme d'autres formes d'habitats précaires, représente une microrésistance maintenant l'accès aux centralités et à l'espace urbain (Lion, 2015). Celle-ci s'opère en partie par l'instauration d'un espace de vie collectif au sein duquel sont mutualisées les compétences. Dans le bidonville, les « mutualisations précaires » permettent de regrouper les moyens, les connaissances et les savoir-faire dans le but d'économiser ainsi que de réduire les coûts humains, sociaux et monétaires qu'impose la vie urbaine. Cette fonction du bidonville est d'autant plus importante encore pour les migrants nouvellement arrivés qui viennent y trouver l'ensemble des compétences nécessaires à leur intégration urbaine, que ce soit la possibilité d'être hébergé, d'accéder à la ville ou d'obtenir des revenus. Le bidonville est donc parfaitement intégré aux échanges se maintenant entre la France et la Roumanie. Il appartient à un circuit du don et du contre don offrant un accès à la ville à ceux venus « tenter leur chance » à l'Ouest.

En outre, le bidonville ouvre la voie à un élargissement du circuit d'échange. Il fait entrer en contact les habitants avec d'autres groupes sociaux : la population roumaine déjà installée de longue date sur l'agglomération, des groupes identifiés eux aussi comme tsiganes, les habitants du quartier, les associations, etc. La multiplication des échanges avec les groupes externes au bidonville dépend ainsi de la possibilité qui leur est laissée pour s'ancrer dans un espace de vie et stabiliser des contacts dans la ville. À mesure que cet ancrage se structure, le bidonville devient un espace de vie pouvant agir comme un tremplin vers la ville. Suite aux premiers échanges avec les associations ou les populations habitant à proximité du bidonville, d'autres viennent prendre le relais et permettre aux habitants de s'extraire progressivement de la vie communautaire.

Finalement, il semble important de voir que le bidonville est un lieu de socialisation au sein duquel des individus se trouvent dans des trajectoires migratoires parfois très différentes les unes des autres. Chacun d'entre eux mobilise et acquiert des « compétences d'ancrage » permettant d'accéder aux ressources urbaines et de pourvoir à leur besoin. En fonction des migrants, ces besoins sont conduits à évoluer au fil du temps. Néanmoins, la présence du collectif maintient une dépendance aux groupes fragilisant l'intégration individuelle à la ville. Il convient donc maintenant d'observer en quoi le bidonville permet aux individus de Bărbulești de « faire corps » au risque d'étouffer les aspirations individuelles.

Chapitre 4. Chez-soi : le monde privé du bidonville

« Il faut avoir un logement pour être considéré par les autres et se sentir soi-même "comme tout le monde", c'est une obligation incontournable pour être intégrée, une norme. Pour être accepté socialement, il ne suffit pas d'avoir un lien acceptable avec le monde du travail, mais il faut aussi avoir un logement. Sans logement, on est méprisé, rejeté, exclu. Avec un logement qui n'est pas à soi, on se sent inférieur mal intégré. Le Travail et le Logement sont deux obligations sociales, deux normes fondamentales »

(Bresson, 1998, p. 5)

Comme je l'ai mentionné dans le chapitre précédent, s'intégrer à la ville demande de saisir une place, de réussir à s'ancrer à l'espace, d'habiter et de s'approprier le monde urbain (Lussault, 2009). Pour les populations précaires, cette place se résume parfois à peu de chose, un interstice urbain pouvant être détourné de ses fonctions, un banc, une bouche d'aération, le dessous d'un pont, un porche, etc. La vie et la survie dans les situations de marge extrême n'empêchent toutefois pas d'ancrer un « chez-soi » au sein duquel l'individu peut se prémunir de la vulnérabilité et mettre à distance les contraintes sociales.

Les manières d'habiter la précarité peuvent prendre des formes spécifiques dans le cas du bidonville puisque chaque situation de vulnérabilité urbaine déploie des limites auxquelles doivent répondre les individus (Girola, 2011 ; Pichon, 2010). Contrairement aux sans-domiciles fixes, les habitants du bidonville disposent d'un espace « en dur » qui peut être investi de façon durable. Les murs ont une double fonction, ils permettent à la fois d'éviter une exposition permanente des corps (Gaboriau, 1993 ; Lanzarini, 2000 ; Snow et Anderson, 1993), mais ils fournissent également un espace où demeurer, un lieu au sein duquel ils peuvent veiller à la fixité du monde (Lion, 2015).

L'habiter est au cœur de l'expérience urbaine de chaque individu. Elle prend une importance d'autant plus forte dans le cas du bidonville que la vulnérabilité des habitants est perpétuellement remise à l'épreuve. La notion d'habiter a été abordée de différentes manières selon les disciplines. La phénoménologie, par l'intermédiaire de Heidegger a défini l'habiter comme le fait d'« être présent au monde et à autrui » (Heidegger, 1980). Pour Marc Breviglieri, l'habiter constitue en effet une « sécurité ontologique » (Breviglieri, 2006). L'habiter est une dimension active de l'homme, c'est par l'action et l'investissement de son espace de vie que l'homme fait de son « habitat » une « habitation ». Ainsi, l'expérience de l'habiter correspond à l'ensemble des lieux auxquels l'individu est rattaché. Elle est profondément liée à un phénomène d'appropriation qui conduit l'homme à constamment élaborer de nouvelles formes de relations matérielles et symboliques avec l'espace. Ce sont chacun de ces liens tissés avec l'espace qui font de l'habiter une action produisant des « lieux anthropologiques » saturés d'attaches (Augé, 1992). Il y a donc une distinction qui s'opère entre le cadre matériel et le travail social d'appropriation qui est opéré sur celui-ci (Berque, 2009). Henri Lefebvre différencie l'habitat et l'habité, car si le premier relève du « conçu », le second au contraire correspond aux modes d'appropriation permettant de faire de l'habitat un espace familier (Lefebvre, 2000). Depuis ces travaux précurseurs en philosophie, l'anthropologie a démontré que l'habitat est un révélateur des structures sociales régissant la vie de tous les groupes humains.

Les recherches sur les bidonvilles n'ont pas échappé à ces questionnements. Colette Pétonnet, en préambule de la recherche qu'elle a menée sur les bidonvilles parisiens, souligne que ce type de logement répond à « un mode encore rustique d'habiter » (Pétonnet, 2012, p. 77). Face à l'incertitude que provoque l'arrivée dans les grandes métropoles, les immigrants développent selon Pétonnet des manières d'habiter correspondant à celles qu'ils connaissaient dans leur pays d'origine. Le bidonville est ainsi l'illustration d'une « culture de l'habiter ».

Mais habiter c'est également inscrire par soi-même des habitudes dans son environnement, c'est créer un lieu stable où il est possible de conserver un espace immuable au sein d'un monde social agité par le mouvement. Finalement, ancrer un habitat, c'est créer un chez-soi pourvoyeur de bien-être (Bachelard, 2012 ; Pezeu-Massabuau, 2002 ; Serfaty-Garzon, 2003). Le « chez-soi » est un espace sensible ; un lieu que l'individu travaille, transforme et domestique.

Dans le cas du bidonville, ce « chez-soi » a la particularité d'être foncièrement collectif. La signification donnée à l'espace est coconstruite par les habitants ; c'est par la pratique quotidienne qu'ils élaborent en commun ce lieu. Les habitants ne sont donc pas totalement démunis et écrasés par leur situation d'extrême pauvreté. Il trouve des « creux » dans les marges de la ville. Cet espace collectivisé amenuise la rudesse des aléas urbains et son appropriation ap-

porte un refuge face aux incertitudes de la ville.

Les manières de faire des habitants du bidonville nous informent donc sur la façon d'habiter les limites de la ville, à la frontière entre le dehors et le dedans. C'est pour cette raison qu'il importe de saisir comment les habitants réussissent à s'approprier l'espace du bidonville collectivement et individuellement ainsi qu'à s'ancrer durablement à la ville.

4.1. *Un entre-soi protecteur*

Tout au long du parcours ayant conduit une partie des habitants de Bărbulești vers le bidonville de Nancy, une tension permanente entre mobilité et ancrage a influencé les choix d'implantation. À mesure que les familles stabilisent leurs ressources et leur réseau économique, la nécessité d'un lieu pour habiter et demeurer se fait sentir. Cet ancrage répond à des besoins primordiaux. Le bidonville est un refuge : il protège contre les dangers et les difficultés auxquels sont confrontés les migrants nouvellement arrivés dans l'espace souvent inconnu de la ville. C'est également un pied à terre puisqu'il permet de s'ancrer à moindres frais en inscrivait au sein d'un espace commun des manières de faire, d'agir et de vivre partagées par les habitants. Le bidonville protège donc de la fragilité qu'engendre la migration tout en donnant accès à un espace familial. La forme que prend ce refuge varie en fonction du degré d'installation et d'ancrage des individus au sein du tissu urbain.

4.1.1. *Se protéger*

Pour les populations en phase migratoire, le bidonville constitue un lieu de vie précaire et un rempart incertain contre les vulnérabilités. La protection qu'il procure ne tient en partie qu'aux relations humaines nouées à l'intérieur. Les murs apaisent, mais ils restent d'une grande fragilité face aux agressions sociales ou aux événements naturels. Comme toutes formes d'habitats, ils protègent contre certaines atteintes, mais ne les empêchent pas d'advenir. Le bidonville et la communauté qui s'y inscrit représentent donc une mince protection, mais rassurante et sécurisante, face aux désagréments qu'entraîne la vie urbaine.

4.1.1.1. *Conflits communautaires*

Ainsi, l'arrivée sur le quartier Haut-du-Lièvre a conduit à une série d'événements démontrant la fragilité de la protection collective. L'un d'eux est particulièrement représentatif de la vulnérabilité sociale des habitants.

En 2012, un important conflit oppose les gens de « La place » à plusieurs familles installées sur un terrain vague dans des caravanes, à proximité de l'aire d'accueil de gens du voyage. Ce groupe, constitué d'environ 200 personnes, est alors habitué depuis une quinzaine d'années à passer l'hiver sur une friche industrielle à l'entrée de Nancy. À la fin du mois de février, alors que le bidonville en contrebas des cliniques sur lequel les familles roumaines vivent s'est fortement étendu, une caravane est volée dans le campement des gens du voyage. Dans la nuit, plusieurs individus se sont servis d'une voiture pour la dérober. Elle était à ce moment-là vide, l'ancienne occupante, une femme âgée, veuve et vivant avec ses enfants, venait de décéder. Étaient restés à l'intérieur néanmoins, les papiers d'identité, le carnet de circulation, les bijoux et les vêtements de la défunte, comme cela se pratique traditionnellement chez certaines familles du voyage.

Lorsque les proches de la vieille dame viennent demander des comptes aux occupants du bidonville, ceux-ci se défendent d'être impliqués et expliquent ce vol par la présence d'un groupe de jeunes hommes nouvellement arrivés à Nancy et séjournant dans une voiture à proximité de leur lieu de vie. C'est d'ailleurs leur véhicule qui aurait servi à tracter et dérober la caravane de la défunte.

Dans l'Est républicain, le journaliste couvrant l'événement à l'époque rapporte les faits en donnant la parole aux habitants : « *Tout a commencé à l'arrivée en début de semaine de quatre jeunes roms, étrangers au camp, qui ont voulu s'y intégrer. "Nous, on ne les connaissait pas !", plaide [Cîrciu]. "Mais ils vivaient dans une voiture, ils n'avaient pas de caravane. Alors ils sont allés en voler". En l'occurrence dans un camp voisin, occupé par d'autres nomades. Et il semblerait que des envies de vengeance en aient découlé* » (Ganousse, 2012b). En effet, le lendemain, une expédition punitive est menée par le groupe de gens du voyage. Ils brûlent une caravane et menacent d'en faire autant avec l'ensemble des habitations du bidonville, en promettant d'enfermer les familles à l'intérieur. Les occupants du bidonville fuient les lieux et laissent sur place plusieurs caravanes et voitures qui sont brûlées la nuit suivante.

Le journal local retrouve d'ailleurs l'un des incendiaires et retrace le déroulement de l'histoire.

« Il se fait appeler Steve, et c'est probablement effectivement son prénom. Il est venu spontanément à nous pour livrer sa version de ce qu'il convient aujourd'hui d'appeler "l'affaire des caravanes". Bref rappel des événements : des intrus s'incrument cette semaine dans le camp rom du [quartier du Haut-du-Lièvre], volent une caravane chez des gens du voyage. Ces derniers montent deux expéditions punitives chez les Roumains qui se soldent au total par quatre caravanes incendiées. Si bien que les Roms, paniqués, ont déserté leur camp jeudi avant de le regagner vendredi soir.

"Le problème, c'est que ce n'est pas n'importe quelle caravane, qu'ils ont volé !", s'insurge Steve, manifestement au comble de la colère. "C'est celle où étaient entreposées les affaires d'une vieille dame défunte, issue d'une grande famille de chez nous, avec ses vêtements, ses bijoux. Pire, il y avait là ses papiers d'identité, son certificat de circulation. C'est très précieux, chez nous, qui n'avons pas d'autre patrimoine que ces papiers. Eux, on sait qu'ils vont les refourguer. Mais ce geste, c'est comme de la profanation pour nous ! Dans cette famille, on est 180, et on l'a tous ressenti comme ça". Lui, dit être l'auteur des quatre incendies qui s'en sont suivis »

Cet événement a profondément marqué la mémoire des familles originaires de Bărbulești, des travailleurs sociaux, des élus, du voisinage et de tous ceux présents à cette époque. Il a surtout montré la fragilité des relations à l'intérieur du quartier. Comme on peut le voir ici, de petits éléments déclencheurs peuvent mener à la destruction complète du bidonville. La fragilité des habitations n'est pas seulement matérielle, elle est également sociale. Elle correspond à des contraintes spécifiques relatives à la pauvreté migratoire, aux assignations identitaires et ethniques, à l'architecture de l'habitat, aux ressources économiques, etc. En outre, l'incendie du bidonville résonne avec un moment de crispation politique et médiatique au niveau national à propos de la « question rom ». L'expédition est d'ailleurs justifiée par l'un des incendiaires comme une manière de rappeler la différence entre les « gens du voyage », français et insérés économiquement, et les migrants « Roms roumains », voleurs vivant dans la saleté (cf : section 5.2.3.2, p.295).

4.1.1.2. Négocier sa place

Durant ma présence sur le terrain, d'autres incidents ont marqué la vie du bidonville. À deux reprises, par exemple, des voitures ont été incendiées sur le parking à l'avant du bidonville. À chaque fois, des silhouettes s'enfuyant ont été aperçues, sans jamais qu'un coupable ne soit attrapé. Il est difficile de dire si ces incidents résultent de règlements de comptes ou d'une volonté d'effrayer les familles. Toujours est-il que la crainte d'une agression ne disparaît jamais complètement.

Aux problèmes dont les responsables restent anonymes s'ajoutent ceux où les belligérants sont identifiés. C'est le cas des multiples conflits ayant émaillé la relation entre les habitants du bidonville et ceux de l'aire d'accueil des gens du voyage. Certains enfants de ce campement ont pris l'habitude de venir caillasser le portail tandis que d'autres accélèrent volontairement près du bidonville sur de petites motos ou dans des voitures qu'ils conduisent sans permis. Par peur des représailles, les habitants du bidonville n'ont jamais cherché à s'opposer à ces pratiques, dangereuses aussi bien pour les enfants de l'aire d'accueil que pour ceux du bidonville.

La crainte des agressions a amené les habitants à s'équiper comme ils le pouvaient. Des

armes de fortune sont cachées dans chaque cabane ou caravanes. Chez Ion, une batte de baseball rongée par les souris, des katanas rouillés ou des poignards fantaisistes à peine coupants sont cachés sous le lit, « au cas où ». Le père de famille m'avoue toutefois les avoir sorties plus d'une fois lors d'incidents intervenant au milieu de la nuit.

La situation de fragilité du bidonville attire également des individus cherchant le conflit ou la provocation. C'est par exemple le cas d'un homme se présentant comme Kosovar et apparemment membre d'un gang sévissant dans l'est de la France. Complètement ivre, il est venu frapper plusieurs fois aux portes des cabanes au milieu de la nuit dans le but d'apeurer les habitants. À chaque fois, un ou plusieurs hommes ont dû le raccompagner diplomatiquement à la porte du bidonville en lui expliquant qu'il n'y avait que des familles sur le bidonville et qu'aucune d'entre elles ne cherchait le conflit.

Un autre événement illustre la vulnérabilité des familles.

J'arrive en fin d'après midi. Le portail est fermé, chose inhabituelle à cette heure de la journée. Un grand cercle de cendres noires se dessine au centre de l'espace collectif. Au moment où je pose mon vélo, les enfants viennent vers moi visiblement apeurés. Ils m'expliquent que « des Arabes veulent brûler "La place" ».

Nicolae et Grigore confirment et me relatent plus en détail les événements. La veille, un « Arabe » du quartier est venu déposer des meubles et des vêtements devant le bidonville. Il a discuté un peu avec les gens présents. Au moment de partir, il s'est aperçu que son lecteur de musique portable iPod avait disparu. Il est persuadé d'avoir été volé lorsqu'il déchargeait des meubles et il exige maintenant que les habitants lui remboursent. Il est déjà repassé en début de journée avec de gros bras. Sur le quartier du Haut-du-Lièvre, il est visiblement connu comme quelqu'un d'agressif. Nicolae m'assure qu'il s'agit d'un des plus gros vendeurs de cocaïne de Nancy.

À ce moment de la journée, la tension sur le bidonville est légèrement redescendue, mais les deux anciens me racontent qu'ils ont veillé toute la nuit autour du feu. L'ambiance reste morne. L'arrivée d'un cochon à débiter réactive toutefois l'espace collectif du bidonville. Pendant que plusieurs hommes se mettent au travail. Un conciliabule a lieu entre plusieurs familles pour décider combien d'euros doivent être remis au « dealer ». La somme de 100 € fait unanimité. Toutefois, une controverse éclate en ce qui concerne la répartition des quotités. En effet, les Cîrciu vivant à douze demandent à ce que l'on divise la somme par famille tandis que les deux aînées Gîngioveanu demandent à ce que la somme soit divisée par personne. Une dispute oppose les deux sœurs Victoria et Camelia. La première reproche à la seconde de cacher son argent et de surjouer la misère tandis qu'à l'inverse Camelia accuse Victoria de ne pas savoir tenir ses enfants, sous-entendant qu'ils pourraient être les responsables du vol.

Un entre-soi protecteur

La somme est divisée en huit, selon le nombre de groupes familiaux. Un chapeau est passé et chacun met 12,5 €. Après une journée de mendicité, les habitants y mettent leurs monnaies récoltées durant la journée. Le chapeau se retrouve vite alourdi par le poids des pièces et Viorel s'occupe de faire le change. Cela prend du temps et chacun s'énerve dans son coin tout en s'inquiétant de la suite.

Une grosse berline arrive en freinant violemment devant le bidonville. Trois hommes en sortent, tous les trois l'air menaçant. Une délégation composée d'Adi et Marian, les deux jeunes hommes parlant le mieux français, se lance à leur rencontre. Quelques minutes plus tard, les deux hommes reviennent vers le groupe qui s'est formé au centre du bidonville. Il annonce que finalement le « dealer » demande 300 € pour son iPod. Le prix peut paraître excessif au vu de l'âge et de l'usure. Ils ont néanmoins réussi à négocier un prix de 200 €. Il faut alors tout recommencer. Chacun ressort de l'argent de ses poches. La tension monte d'un seul coup, les enfants pleurent tandis que les trois hommes devant le portail observent la scène en fumant des cigarettes.

Remus et Adi retournent alors vers eux, la discussion dure trois minutes pendant lesquels tous les habitants observent, inquiète de la réaction des trois hommes. Adi serre la main du propriétaire de l'iPhone et les trois hommes remontent dans leur voiture. Adi et Marian reviennent vers nous en se frottant la nuque et en soufflant puis lèvent les mains en signe de victoire. Tous les habitants applaudissent.

Le cousin Cîrciu venu débiter le cochon offre à tout le monde un grand plat d'abats et de viande grillée. Une table est installée au centre du bidonville et l'ensemble des habitants présent viennent piocher dans les plats. La tension est vite redescendue et une euphorie collective marque toute la soirée. La question de la culpabilité d'un des membres du bidonville n'aura à aucun moment été évoquée concrètement. Elle alimentera toutefois les discussions durant plusieurs semaines et une forme de consensus implicite finira par désigner Radu, le fils d'Emil Iliescu comme le coupable.

Extrait du journal de bord, 23 juillet 2015

On le voit, la réponse aux dangers et à la peur passe par un renforcement des liens de solidarité entre habitants. Le sentiment de sécurité que procure le bidonville dépend ainsi de l'intensité du lien les rattachant les uns aux autres. La connivence et la confiance sont donc primordiales pour produire la protection collective. La présence des autres apaise les craintes. Elle permet de se rassurer la nuit, au moment où la vulnérabilité ressentie par les habitants est la plus forte, en allumant de grands feux au centre du bidonville. À tour de rôle, les habitants viennent veiller devant celui-ci pour monter la garde.

À mesure que le nombre d'habitants diminue, il devient de plus en plus difficile d'assurer le

sentiment de sécurité que procure le collectif. Ainsi, avant la fermeture de « La place », la quinzaine d'habitants encore présents ont mis en place des dispositifs palliant la réduction du nombre d'individus. Plusieurs projecteurs sont ainsi maintenus allumés durant la nuit pour donner l'impression que l'ensemble des cabanes continuent d'être habitées, les véhicules sont laissés le plus longtemps possible à l'extérieur, le portail a été rehaussé et il reste fermé durant la journée.

4.1.2. *Se soigner*

4.1.2.1. La maladie sur le bidonville

Durant l'hiver à « La place », le froid et l'humidité fragilisent le corps. Ils favorisent le développement des maladies et portent atteinte à la capacité des individus à élaborer un espace de protection. L'insalubrité a un impact direct sur la santé des habitants. En effet, « est insalubre tout immeuble, bâti ou non, dangereux pour la santé des occupants ou des voisins du fait de son état ou de ses conditions d'occupation » (Dietrich-Ragon, 2011, p. 5). La maladie est donc une conséquence du bidonville. Toutefois, elle aggrave également la vulnérabilité des habitants. Alors que ces derniers tentent d'instaurer un espace de stabiliser, de créer une demeure fixant la présence collective dans le monde, la maladie redéfinit les rôles sociaux et assigne au souffrant une place en marge du monde social (Fassin, 2001 ; Freidson, 1984 ; Parsons, 2012). Le soin occupe donc une place fondamentale dans la mise en place du petit monde du bidonville.

Les études portant sur les pratiques du corps dans les milieux populaires ont montré l'attention distante qui est accordée à la douleur. Le souci de santé est ainsi peu développé. En effet, celui-ci nécessite une attention à soi et à son mode de vie qui s'accorde difficilement avec les conditions matérielles d'existence des classes populaires (Boltanski, 1971). Toutefois, le corps occupe une place centrale dans la vie de « La place ».

Faire la preuve de la capacité d'usage de son corps est essentiel. En effet, montrer une incapacité physique à réaliser une action ou à l'effectuer avec difficultés, c'est très vite courir le risque d'être stigmatisé comme « handicapé », autrement dit d'être exclu du monde commun. Ainsi, la capacité à faire bon usage de son corps est un marqueur d'appartenance au groupe.

C'est pourquoi les signes rendant visibles les limites de résistance du corps sont écartés, tandis que, au contraire, la pleine maîtrise par l'individu de ses capacités corporelles est mise en avant. Colette Pétonnet, dans son travail mené sur les sous-prolétaires, faisait le constat qu'« on ne s'écoute pas, et, par une nécessité sociale devenue comme seconde nature, "on est

dur au mal". Et la force de supporter la douleur est investie d'une certaine fierté. "Moi, j'ai la carcasse dure, même la mort n'a pas voulu de moi, le toubib me l'a dit". Ils n'ont pas d'autres choix d'ailleurs, car s'ils se dorlotaient, ils ne pourraient pas vivre [...] On feint de mépriser son corps souffrant, ou peut-être s'agit-il d'un réel mépris, le corps représentant la seule possession sur laquelle exercer son pouvoir »(Pétonnet, 2012, p. 276).

La souffrance représente une limite dont tentent, malgré tout, de faire abstraction les habitants du bidonville, au moins jusqu'à un certain point de rupture. Ainsi, elle est peu montrée sur le bidonville. Mais lorsqu'elle l'est, elle attire tout de suite l'attention de l'ensemble des habitants dans la mesure où elle est révélatrice d'un mal sérieux. Souffrir n'est pas seulement une expérience individuelle, c'est également un événement profondément social. Lorsque la douleur est exprimée, elle devient d'autant plus intolérable qu'elle coupe le souffrant du monde social, elle pose un fossé entre lui et les autres. Comme l'explique David Le Breton, « la douleur aiguë le sentiment de solitude, elle contraint l'individu à une relation privilégiée avec sa peine. L'homme qui souffre se retire en soi et s'éloigne des autres. L'impression que nul ne le comprend, qu'une telle souffrance soit inaccessible à leur compassion ou à leur simple entendement, accentue encore cette tendance. La douleur est une expérience forcée et violente des limites de la condition humaine, elle inaugure un mode de vie, un emprisonnement en soi qui ne laisse guère de répit »(Le Breton, 1995, p. 31). Au moment où la douleur ne peut plus être combattue, l'ensemble des habitants du bidonville viennent prendre le relais pour soutenir le malade à son chevet. L'inquiétude se lit sur les visages et montre que la douleur est prise très au sérieux.

4.1.2.2. Soigner

Lorsque les problèmes sont relativement bénins, les souffrants sont traités directement sur le bidonville. Les soins passent nécessairement par un contact physique entre le soignant et le soigné. Les soins sont donnés peau contre peau. Ainsi, en cas de migraine, du baume est étalé longuement sur le front, les plaies sont pincées pendant de longues minutes pour accélérer la cicatrisation, les éclats de métal coincés entre l'œil et la paupière sont retirés avec la langue. Plus généralement, les souffrants font l'objet d'une attention collective.

Les femmes occupent une place centrale dans l'attribution des soins et elles s'occupent d'entretenir les petites pharmacies au sein de chaque foyer. Les familles disposent toutes de leurs remèdes personnels. Les produits sont minutieusement entreposés. Les ingrédients les plus précieux sont ceux venant directement de Roumanie : certaines infusions contre les rhumes ou la grippe ainsi que l'alcool bleu à désinfecter, bu en petite quantité pour soigner la

fièvre.

Lorsque la souffrance devient trop intense et que l'hospitalisation apparaît inévitable, les habitants du bidonville ainsi que les membres de la famille ou de l'église Évangéliste roumaine de Nancy n'hésitent pas à faire le déplacement pour se rendre en groupe au chevet du malade. Les urgences se retrouvent ainsi confrontées à des groupes de 50 à 100 personnes rassemblées devant l'entrée en été ou à l'intérieur de la salle d'attente durant l'hiver. Les prières collectives accompagnent l'attente et le personnel hospitalier est sollicité à répétition pour prendre des nouvelles du patient. Ces rassemblements provoquent régulièrement des conflits avec les infirmières ou les médecins, particulièrement en hiver, lorsque les visiteurs encombrant les services et gênent le passage.

Lorsque j'arrive sur le bidonville en ce début d'après-midi de mi-juillet, la voiture de Viorel est garée devant l'entrée du bidonville, prête à sortir. Je passe devant pour déposer mon vélo sur « La place ».

Dans la petite cabane de Grigore accolée à l'entrée du bidonville, un groupe de quatre personnes aident Camelia à sortir péniblement pour la déposer dans la voiture. La doyenne du bidonville est affaiblie et a besoin qu'on la soutienne pour atteindre le siège arrière du véhicule. Déjà la veille, elle était mal-en-point, durant l'après-midi elle est restée dans sa caravane à se tenir le ventre et la tête. Les habitants du bidonville ont défilé à son chevet pour lui apporter de la nourriture et de la compagnie.

Cet après-midi, la douleur est forte et tenace. Grigore a décidé de l'emmener à l'hôpital. Mon arrivée sur le bidonville tombe à point nommé, je vais pouvoir servir d'interprète pour expliquer au personnel médical les maux dont souffre Camelia. Nous embarquons dans la vieille Audi, Viorel au volant et Grigore et Camelia à l'arrière. Les urgences ne se trouvent pas très loin. Viorel conduit pour une fois avec précaution et fait attention à ne pas prendre les virages trop brusquement.

Nous nous garons directement devant les portes des urgences. Par chance, il n'y a personne et nous nous adressons directement à l'infirmière chargée de l'accueil. Camelia me demande de décrire avec précision les aiguilles qui lui endolorissent le crâne et l'estomac. Ensuite, une infirmière prend en charge la vieille femme et l'amène sur un lit situé dans un renforcement à droite de la porte d'entrée. Grigore l'accompagne, Viorel et moi sortons pour fumer une cigarette.

Finalement, nous décidons de rentrer au bidonville manger un morceau puis aller faire des courses au Auchan. Nous revenons un peu plus tard dans la journée, vers 18h. À ce moment-là, une bonne partie du bidonville se trouve aux urgences. Une trentaine de personnes attendent devant l'entrée, assise sur des marches végétalisées en béton.

À l'intérieur, Victoria, la sœur de Camelia s'agite pour tenter d'avoir des informations de la part des infirmières. Je suis étonné de la voir ici, les deux femmes entretenaient ces derniers temps des relations exécrables. Lorsque je lui pose la question, Victoria me rétorque que dans ce contexte, c'est « obligatoire » pour elle d'aller au chevet de sa sœur malade.

Camelia est agitée sur son lit médicalisé, elle se tord de douleur. Selon les informations dont dispose Victoria, il s'agirait d'une insolation. Les médecins ne peuvent apparemment rien faire, si ce n'est lui donner des Efferalgan en intraveineuse. Victoria me demande avec insistance d'aller voir si je ne peux pas demander à ce qu'on lui donne un médicament pour atténuer la douleur. Arrivé au guichet, la secrétaire et une infirmière me répondent avec exaspération qu'elles ont déjà expliqué dix fois qu'en l'absence d'un dossier médical leur donnant accès aux contre-indications que pouvait avoir la patiente et étant donné qu'il n'y avait qu'un seul médecin pour toutes les urgences aujourd'hui, ils ne pouvaient rien faire de plus. Selon elles, la douleur devrait s'atténuer d'ici le lendemain. Le médecin de garde doit théoriquement passer un peu plus tard dans la journée, nous en saurons un peu plus à ce moment-là.

Lorsque nous sortons, de nouvelles voitures sont arrivées et nous sommes maintenant une cinquantaine. Le pasteur évangélique, sa femme ainsi qu'un de ces fils s'approchent au pas de course. Ils arrivent de Strasbourg et sont venus directement aux urgences lorsqu'ils ont appris la nouvelle. Le pasteur est accueilli par les croyants évangéliste. Une trentaine de croyants se lance directement dans une prière collective dirigée par le pasteur sur la pelouse, au milieu du carrefour giratoire destiné aux ambulances déposant des patients.

Finalement au bout d'une heure, le groupe se dissout. Une bonne partie de celui-ci se dirige vers le bidonville pour manger collectivement en priant Dieu d'aider au rétablissement de Camelia.

La vieille femme passe finalement la nuit aux urgences avant de rentrer sur le bidonville le lendemain. Encore affaibli, l'ensemble des habitants se rend à son chevet pour se plaindre de l'incompétence de la médecine française, incapable de trouver plus rapidement une solution aux douleurs de Camelia.

Extrait du journal de bord, 23 août 2015

Comme on peut le voir, le sérieux accordé à la douleur montre l'attention collective que s'accordent les habitants les uns aux autres. La maladie n'est pas seulement une peine individuelle, elle atteint collectivement la communauté. Porter attention au souffrant est alors une manière de veiller au rétablissement du fonctionnement normal du groupe et de la protection qu'il fournit.

4.1.3. *Règles et contrôle social*

Le bidonville est loin d'être un espace sans ordre et sans organisation. Au contraire, la protection qu'il offre vient en partie des normes formelles ou informelles édictées par le collectif qui régissent les comportements. Au sein de chaque bidonville se reconstitue donc un petit monde de règles façonnées en fonction des contraintes et des ressources disponibles. Toutefois, les formes d'organisation sociale du bidonville dépendent surtout de la relation que les habitants entretiennent les uns avec les autres. Si la vie s'y construit en fonction des situations individuelles et des caractéristiques sociales des occupants, elle est également un héritage culturel importé. Lorsque les habitants sont originaires de lieux différents, il est nécessaire de réinstaurer des normes communes. L'élaboration de celles-ci dépend alors souvent des hiérarchies sociales internes au groupe. Les habitants disposant du plus de ressources tendent alors à imposer leur règle sur celles des autres.

Néanmoins, dans le cas de « La place », les habitants sont originaires du même village et les règles du bidonville sont en partie celles qui organisaient la vie collective à Bărbulești. L'ordre social s'imposant dans le bidonville reflète à une échelle plus réduite la structuration des relations de pouvoir dans le village de Roumanie. Il apparaît également au quotidien à travers l'ensemble des mécanismes participant au contrôle collectif des comportements.

L'exposition permanente de la vie des habitants ouvre à la critique chaque manière d'être ou de faire. C'est pour cette raison qu'à « La place », les rumeurs et les commérages constituent deux des piliers maintenant l'ordre social puisqu'ils agissent sur la préservation et à la reconfiguration des hiérarchies internes au groupe (Elias et Scotson, 1997). Toutefois, leur rôle ne s'arrête pas là. Ils participent en effet à un rééquilibrage permanent donnant la possibilité d'amortir les transformations du groupe tout en assurant entre certaines parties moins favorisées la possibilité de donner et de rendre des biens symboliques. Ce phénomène n'a rien d'exceptionnel, Florence Weber a montré par exemple comment les multiples échanges symboliques effectués par les commérages et les commentaires sarcastiques, entre les habitants d'un même quartier ouvrier, participaient à la richesse des échanges tout en donnant forme à un espace social en dehors du monde économique capitalistique (Weber, 2009a).

Parallèlement, chez les gens de « La place », le papotage maintient une densité orale des échanges entre membres de la collectivité du bidonville. Assis sous les auvents, certains habitants, généralement les femmes restant la journée entière sur le bidonville, commentent les agissements de leurs voisins. À chaque instant, les yeux d'autres habitants peuvent ainsi observer ce qui se joue dans les « coulisses » de chacun des foyers (Goffman, 1973a). Les rumeurs lient des groupes d'habitants grâce à une mise en récit de l'Autre tout en dénonçant les

excès ou la roublardise de certains voisins. Celle-ci est également une manière de se positionner (Laé et Murard, 1985, p. 137), de s'affirmer comme partisan ou comme opposant à des figures de la communauté, de se distancier face à certains types de comportement (Calogirou, 2004).

En outre, le poids des commérages dans le bidonville illustre assez bien l'absence d'intimité et le peu de marge de manœuvre des « équipes » familiales pour contrer les rumeurs (cf : section 4.4, p.252). Bien entendu, la promiscuité joue un rôle indéniable et permet de comprendre en partie cette situation : chaque rapprochement ou tension entre habitants tombe, aussitôt qu'ils s'expriment, nécessairement dans le domaine public du bidonville. Les disputes ont lieu à la vue de tous, ce qui en fait d'ailleurs souvent une attraction, voire une distraction et une source d'amusement, venant briser la monotonie de la vie quotidienne.

Alors que nous travaillons sur une carcasse de voiture avec Viorel, nous entendons des coups violents et des cris en provenance des habitations. Nous faisons une pause et allons voir ce qui se passe. Une quinzaine de personnes ont déjà encerclé une des caravanes. Remus et son père se disputent violemment à l'intérieur et Stefan, aidé d'autres personnes, tente de s'interposer. La caravane remue dans tous les sens et finalement nous arrivons à sortir Ion de là. Remus continue de son côté à s'énerver contre les murs et nous allons lui parler avec son frère Adi. Le conflit a émergé après que Ion a sermonné une nouvelle fois Remus sur la cigarette. Finalement, pour cette simple dispute, l'ensemble des habitants du bidonville ont été mobilisés, participant à en faire non plus un conflit familial, mais un conflit engageant l'ensemble des habitants.

Extrait du journal de bord, 11 avril 2015

L'ordre social dans le bidonville devient également visible dans les moments où il apparaît nécessaire de prendre des décisions collectivement. Les habitants organisent alors ce qu'ils appellent des « réunions », c'est-à-dire des moments de concertation réunissant l'ensemble ou une partie du groupe. Celles-ci se tiennent le plus souvent en plein air, chacun y apporte son point de vue avant qu'une décision collective soit adoptée. Elles ont comme rôle de répondre à de multiples types de problèmes, que ce soit aussi bien un risque d'expulsion, une attitude collective à tenir face aux autorités, le comportement d'une famille jugé déloyal vis-à-vis du reste du groupe, la résolution de conflit entre individus ou entre familles, etc. Autant le dire, le droit de regards du collectif est loin de concerner une petite minorité d'incidents. Il tend, au contraire, à s'immiscer dans l'ensemble des histoires familiales ou individuelles. Les « réunions » démontrent ainsi le droit de regard de la collectivité dans les relations personnelles entre individus.

Dans le cas de problèmes opposant plusieurs habitants, lorsque la collectivité ne parvient pas à trouver une solution aux problèmes rencontrés, elle fait appel à une autorité supérieure pour apporter un regard sur la question et faire accepter la résolution à chacun des partis prenants. Les individus constituant cette entité d'autorité sont choisis en fonction de leur position sociale et du problème rencontré. Pour un problème mineur entre individus, ce sont des résidents de l'agglomération originaires de Bărbulești ou des membres influant de la communauté évangéliste qui seront choisis ; lorsqu'il s'agit d'un conflit grave, relatif à des alliances familiales, il sera alors plutôt fait appel à une ou des personnes d'influence en Roumanie (cf : section 2.2.1.2, p.117).

Plusieurs disputes illustrent bien les différents modes de résolutions des conflits à « La place ». C'est le cas par exemple d'un conflit ayant éclaté entre Cezar et Paul, après que ce dernier a giflé le fils de Cezar à un moment où l'enfant rayait volontairement une voiture. Le conflit a dégénéré et les deux hommes se sont violemment battus. Les habitants du bidonville n'ont pas réussi à résoudre le conflit. En effet, Cezar vient tout juste d'arriver sur Nancy, il est le neveu d'Ion et Nicolae ; il en a donc profité pour demander à ses oncles de prendre son parti. Cezar exige des excuses de la part de Paul et une réparation monétaire pour le geste qu'il a infligé à son fils. Paul de son côté a décidé de ne présenter aucune excuse et rappelle que sa voiture a été abîmée. Finalement, alors que Cezar menaçait de faire venir ses deux frères pour régler son compte à Paul, une médiation est réclamée par Ion et Ovidiu au pasteur évangéliste du quartier.

L'ensemble des gens pris à partie sont convoqués ce mardi après-midi sur le bidonville. Avant que le pasteur vienne, Cezar arrive avec plusieurs autres hommes. Ils se rendent d'un pas décidé vers la cabane de Paul avec l'envie apparente d'en découdre. Une altercation se produit à nouveau et les deux hommes se poussent l'un l'autre. Une cinquantaine de personnes tente de s'interposer. De chaque côté les insultes fusent malgré les appels au calme. Les enfants pleurent et plusieurs femmes les emmènent à l'écart. Finalement, après ce nouveau moment d'altercation, deux groupes se font face de chaque côté du bidonville. Cezar et les membres de la famille Cîrciu se sont regroupés à l'entrée. Ion est avec eux pour raisonner son neveu, bien qu'il désapprouve son comportement. De l'autre côté du bidonville, une majorité des habitants a rejoint la position de Paul. Le résident du bidonville est d'autant plus suivi qu'il est un père de famille respecté pour son engagement dans la communauté évangélique, le rôle important qu'il a joué pour résoudre plusieurs problèmes collectifs et ses réussites économiques récentes.

Quatre hommes, dont le pasteur, arrivent sur le bidonville, d'une démarche lente et solennelle, tous habillé d'un costume noir. Après avoir serré la main de toutes les personnes présentes, le pasteur prend la parole. Il évoque des histoires similaires auxquelles il a été confronté ou dont il a entendu parler. Certaines ont connu de mauvaises résolutions et l'ensemble de la

communauté en a été impacté. D'autres hommes prennent la parole à sa suite pour aller dans son sens ou souligner la gravité du désagrément subi par Cezar.

Les groupes d'hommes venus résoudre le conflit se séparent en deux groupes pour aller discuter avec Paul et Cezar. Ils continuent d'évoquer d'autres situations similaires et les solutions qui ont été trouvées. Ils écoutent également les récriminations des deux groupes. Après un temps passé avec chacun, un groupe d'hommes dans lequel on trouve les pères de famille les plus influents du bidonville se réunissent pour établir un verdict. Après ces quelques minutes passées ensemble, le pasteur réunit les habitants au centre du bidonville. Il déclare qu'il n'est pas nécessaire que le conflit fasse l'objet d'une compensation monétaire pour réparer les torts de Paul. Les fautes sont partagées entre les deux hommes. En effet, la réaction de Cezar est jugée excessive alors que Paul est respecté dans la communauté locale. Il encourage les deux hommes à se serrer la main. Aussitôt le verdict déclaré, les quatre hommes venus juger de la situation repartent. Ils sont accompagnés jusqu'à leur voiture par quelques habitants voulant discuter du jugement. Les personnes restées au sein du bidonville semblent sceptiques. La résolution proposée par le pasteur est discutée, voire contestée par certains.

Extrait du journal de bord, 12 mars 2015

Enrayer et désamorcer les conflits constitue un enjeu important pour le maintien de l'ordre social sur le bidonville. Sans nécessairement produire des ruptures, les résolutions avortées maintiennent des clivages à l'intérieur du groupe. Plusieurs vieilles histoires irrésolues se traduisent par une ignorance mutuelle. Ainsi, Adi et Viorel doivent passer par un intermédiaire pour se transmettre une assiette lors d'un banquet ou une cigarette quand l'un des deux en cherche une. De la même manière, Victoria et Christina passent par leurs belles-filles respectives pour se dépanner d'un litre d'huile ou quelques centilitres d'essence.

Lorsque ces oppositions prennent une place trop importante à l'intérieur du bidonville, il revient donc à une autorité désignée de prendre en charge son annulation. Ainsi, une dispute entre les familles Băescu et Ilescu a fini par fortement impacter les solidarités au sein du bidonville et de la communauté évangéliste de l'agglomération. Ils jouent chacun un rôle moteur dans la vie des groupes et la dégradation de leur relation a entaché plusieurs événements festifs. En outre, Emil refuse de se présenter le jour du mariage de son neveu Christi, ce qui représente une offense grave pour le jeune marié. La situation critique conduit l'un des membres de l'église Évangéliste à intervenir pour demander publiquement la réconciliation des deux familles. Face à la pression collective, les deux patriarches ont dû accepter, malgré quelques réticences, de se serrer la main et de s'embrasser publiquement, gestes que finiront par faire également les deux matriarches seulement quelques semaines plus tard.

Au vu de l'exemple que je viens de prendre, il est possible de voir que les conflits sur le bidonville sont de nature ambivalente. S'ils possèdent une facette foncièrement destructrice faisant courir le risque d'une annihilation des solidarités collectives (Durkheim, 2013), ils participent néanmoins à la construction du sentiment d'appartenance en donnant forme à des groupes unifiés (Simmel, 1995). Dans les situations de forte dépendance entre les individus, il facilite la construction des collectifs en mobilisant leurs solidarités internes.

La résolution d'un conflit engage potentiellement l'ensemble des membres d'un groupe. Toutefois, il met également en jeu le prestige et l'honneur individuel. Il fait en effet reposer sur les épaules des individus les plus élevés dans la hiérarchie collective la responsabilité du maintien de l'intégrité du groupe. Le conflit est ainsi une remise en jeu du capital symbolique puisqu'il met à l'épreuve la capacité de jugement des individus les plus prestigieux. Les médiateurs doivent alors élaborer des solutions justes et équitables tout en imposant leur autorité pour faire accepter leur décision (Stébé, 2005). La responsabilité des médiateurs est de maintenir l'unité du groupe en veillant à ne pas laisser les divisions internes rompre les jeux de dépendance entre les individus et faire éclater les solidarités collectives.

Néanmoins, tel que l'explique Jean-Duvignaud, l'anomie n'est pas seulement productrice de trouble, elle conduit également les individus à reconfigurer leurs modes de socialisation et les collectifs à revoir leur organisation (Duvignaud, 1986). Par le conflit, l'organisation sociale du bidonville se transforme et tend à se détacher de la dépendance à Bărbulești. L'intégration d'une partie des habitants du bidonville à la communauté évangéliste de Nancy a des effets sur la façon dont sont résolus les conflits ainsi que la manière dont s'agence la structuration du capital symbolique à l'intérieur du groupe. La place de plus en plus importante occupée par les hommes d'influence de la communauté évangéliste montre la reconfiguration progressive du collectif à mesure que les migrants s'installent dans l'agglomération.

Ainsi, l'ordre social sur le bidonville n'est pas simplement calqué sur les structures culturelles collectives, il est régalement reconfiguré par les transformations qui agitent le groupe. Il s'adapte ainsi aux formes nouvelles que prend l'ancrage collectif dans l'agglomération et donc aux changements de fonction du bidonville.

4.1.4. Mettre de l'ordre

4.1.4.1. Rangements collectifs

L'instauration d'un ordre social au sein du bidonville demande également de maintenir collectivement une frontière avec l'extérieur. Cela passe par l'entretien d'un espace habitable et

une mise en ordre de celui-ci. C'est ce qu'a montré Mary Douglas lorsqu'elle évoque le caractère universel de l'action d'évacuation des déchets et l'acte de construction d'une frontière entre le dedans et le dehors, entre la société et la nature. Si ce mécanisme prend des formes différentes dans chaque société et à chaque époque, il correspond également à un besoin ressenti par tous groupes sociaux d'organiser le monde qui les entoure (Pétonnet, 1991). En effet, « la saleté est le sous-produit d'une organisation et d'une classification de la matière, dans la mesure où toute mise en ordre entraîne le rejet d'éléments non appropriés » (Douglas, 2005, p. 55). Nettoyer et ranger ne s'apparentent pas seulement à un acte de purification de l'espace, mais c'est avant tout une manière d'ordonner le monde : « L'impur, le sale, c'est ce qui ne doit pas être inclus si l'on veut perpétuer tel ou tel ordre » (*Ibid*, p. 59).

Dans le bidonville, le travail incessant de nettoyage montre bien les difficultés posées pour mettre en place des formes d'ordres stabilisées. Les femmes sont ici les premières confrontées à ce problème. Elles s'assurent au quotidien de maintenir la souillure éloignée le plus possible des foyers, malgré la détérioration rapide des sols engendrée par la pluie, le vent, le gel, la grêle, etc. À l'intérieur des cabanes, l'humidité provoque le développement de moisissures. Victoria remplace deux fois par an le papier peint de sa cabane pour masquer les champignons. Les couches successives superposées les unes aux autres forment un patchwork coloré actant des années passées dans la cabane.

Au minimum deux fois par ans, durant les premiers beaux jours du printemps ou les dernières journées de chaleur avant l'automne, un grand ménage est organisé dans chaque habitation. C'est l'occasion de sortir l'ensemble des meubles, les vêtements, les outils de bricolage ou de cuisine, les affaires scolaires des enfants, etc. Ponctuellement donc, les biens dont disposent en France les habitants sont ainsi déballés et exposés devant les cabanes. Comme tous les mois, c'est également le moment de sortir les tapis, pour les passer à l'eau à la borne incendie, les lessiver puis les étendre sur le portail du bidonville. La tâche est particulièrement éprouvante et doit être reproduite régulièrement à cause des rebus charriés par les chaussures dans les cabanes.

Laver à grandes eaux, asperger les sols puis frotter représente ce qu'il y a de plus efficace pour mettre à distance le désordre (Goubert, 1986). C'est une occasion rare de déployer momentanément un espace minimal en dehors de la souillure, c'est d'autant plus le cas que le bidonville est un habitat collectif fragile à l'intérieur duquel les déchets de chacun viennent polluer l'espace des autres. La proximité des habitations complique la gestion de la propreté collective à bien des égards. Les déchets plastiques laissés au sol au centre de « *La place* » doivent être gérés par tous. Les habitants veillent à maintenir ensemble l'ordre au sein de l'espace central, même si chaque famille « balaye devant sa porte ». En outre, le ramassage des

déchets de récupération accumulés dans la forêt se fait collectivement. Renzo, le travailleur social de la mairie de Maxéville, organise une à deux fois par an un moment de collecte des déchets pour réduire au maximum l'accumulation inévitable de plastiques et de morceaux de ferraille dans les ronces ou les arbustes.

Dans l'accord informel passé entre les familles du bidonville et la municipalité de Maxéville, une des closes acceptée par les habitants était de maintenir dans un état de propreté relatif le bidonville. Ovidiu Gîngioveanu a été en particulier chargé de veiller à la salubrité des lieux. En échange, la municipalité a mis à la disposition des habitants une benne de dix mètres de longueur sur 4 mètres de hauteur dans laquelle ils viennent déposer leurs poubelles. Des cercles pour accrocher des poubelles ont également été installés sur les arbres du terrain et des sacs plastiques sont apportés ponctuellement par les travailleurs sociaux. Cette gestion conjointe des familles et des institutions locales limitent l'apparition des nuisibles et facilitent la collecte des déchets ménagers. Elle intègre les institutions en tant qu'actrice dans ce processus de mise à distance de la saleté et de la souillure.

Ainsi, le sol stabilisé en gravier a permis d'éviter la formation de la boue sur la partie centrale du bidonville. Toutefois, à l'arrière des cabanes et dans le bois les chaussures sont vite salies et recouvertes d'une boue épaisse. Si l'entretien de l'espace central du bidonville est de la responsabilité de tous, l'arrière des cabanes dépend de chaque famille. Les conflits sont récurrents entre les unités familiales. Elles se reprochent les unes et les autres de laisser déborder leurs rebus en dehors de leur espace domestique. Ces conflits peuvent être explosifs comme lorsque Camelia et Girgore sont venus reprocher au Cîrciu d'avoir stocké des gravats à l'arrière de leur cabane. Le vieil homme ne retient pas sa colère puisque pour lui « *avoir une grande famille ne permet pas de déposer ses poubelles chez les autres* ».

4.1.4.2. La mise en ordre domestique

La mise en ordre du monde à l'intérieur du bidonville passe également par la gestion de l'espace domestique et alimentaire. Plusieurs anthropologues ont décrit de quelle manière l'alimentation participait à ordonner le monde matériel et social de chaque société. Cela se traduit par des manières de faire ou par des interdictions régissant l'alimentation. Chaque groupe humain est confronté à cet invariant anthropologique. En effet, « Il n'existe, à ce jour, aucune culture connue qui soit complètement dépourvue d'un appareil de catégories et de règles alimentaires, qui ne connaisse aucune prescription ou interdiction concernant ce qu'il faut manger et comment il faut manger » (Fischler, 2001, p. 58).

L'absence d'instrument de conservation réfrigérant sur le bidonville complique cette tâche

de délimitation entre le sain et le contaminé. Les habitants disposent de repères limités pour juger la viabilité des aliments. C'est ce qui les conduit à en jeter une grande partie. Les habitants font généralement assez peu confiance aux denrées obtenues en dehors des circuits commerciaux classiques ou de l'aide alimentaire. Face aux conditions de conservation dans le bidonville, les emballages des circuits de distribution classiques sont l'un des meilleurs gages de confiance pour évincer les aliments contaminés. C'est particulièrement le cas pour la viande ou les aliments frais portant un fort risque de nocivité.

Ainsi certains habitants disposent de contacts leur permettant de récupérer des aliments gratuitement. C'est le cas d'Adi qui connaît bien l'un des vigiles du supermarché discount du quartier. Il lui arrive ainsi de récupérer quelques sacs de denrées périmées jetées par le gérant du supermarché. Le contact d'Adi se charge de mettre de côté cette nourriture qu'Adi vient prendre dans sa voiture une fois le magasin fermé. Il s'agit souvent de pain, de viennoiseries ou de conserves. La famille Cîrciu récupère volontiers cette nourriture même si celle-ci n'est pas traitée de la même façon que la nourriture achetée en supermarché ou obtenue aux Restaurants du cœur²². Surtout, un tri important est mené une fois arrivé sur le bidonville pour jeter une partie importante des denrées jugées avariées ou corrompues.

Les intoxications alimentaires sont malgré tout courantes sur le bidonville. Si elles sont rarement très graves, elle provoque néanmoins des douleurs d'estomac et des vomissements pouvant conduire à une hospitalisation. En un an et demi, sur les quarante habitants du bidonville, une dizaine de cas m'ont été présenté comme des intoxications alimentaires.

Le manque d'emprise sur la nourriture entretient une crainte d'être atteint par des aliments contaminés. L'important travail des femmes pour préparer les aliments répond d'une certaine façon à ces craintes en transformant des aliments de base, dont la provenance est assurée, en des repas élaborés. Cela conduit les habitants à valoriser exclusivement les repas préparés sur le bidonville et à dénigrer ceux proposés dans les cantines scolaires.

Afin d'éviter une détérioration trop rapide des aliments et les méfaits des souris ou des rats, on trouve peu d'aliments stockés dans les cuisines. Le sucre, le café, le sel et l'huile sont généralement les seuls condiments que l'on rencontre sur les étagères des cabanes. Le reste des denrées est acheté quotidiennement dans les grandes surfaces ou dans les petites épicerie du quartier. Ces réserves restreintes s'expliquent également par l'importance accordée à la sortie au Auchan. Ce moment constitue l'occasion pour les familles d'apprécier leur rôle de consommateur comme les autres (cf : section 6.1.1,p.321).

22. Les restos du cœur est une association d'aide alimentaire fondée en 1985 par l'humoriste et comédien français Coluche.

En outre, pour maintenir un espace en dehors de la pollution, les zones dédiées à la préparation des aliments sont restreintes malgré le grand nombre de bouches à nourrir. Dans la cuisine, la petite table servant aux préparations est recouverte d'une nappe cirée nettoyée régulièrement à l'aide d'un coup d'éponge mouillée à l'eau. Tous les éléments tombant en dehors de cette zone, au sol ou sur les éléments adjacents, sont directement jetés à l'extérieur de la cabane. Les déchets de cuisine – épluchures, emballages, os de viande – sont laissés au sol. Le linoléum permet de nettoyer rapidement ces déchets de cuisine à la fin des préparations. Une table en extérieur sert, pendant les beaux jours, à préparer le repas au soleil.

Il en résulte des cuisines à l'organisation relativement simple, excédant rarement la place nécessaire pour installer une gazinière et une table. Certains de ces espaces domestiques possèdent suffisamment de place pour qu'une table soit dressée et que l'on puisse manger à cinq ou six à l'intérieur. Une petite armoire ou une étagère viennent compléter ces meubles et de la vaisselle en quantités restreintes s'y empile à l'intérieur. Les contenants de nourriture ont un rôle symbolique majeur pour préserver la séparation entre le propre et le sale. Les familles ont réussi à trouver, après plusieurs années de brocante, des services de table un peu supérieurs à la moyenne permettant de mieux représenter l'espace de restauration. Des assiettes avec des motifs de fleurs roses et violettes ou des incrustations dorées font partie des trouvailles qui sont exhibées avec fierté puis utilisées pour manger.

L'ensemble du service de table est intégré à un circuit dont il sort très peu. Il est utilisé puis lavé plusieurs fois par jour. Après chaque repas, les femmes font chauffer de l'eau dans une marmite au milieu du bidonville sur un feu ou sur la gazinière. Elles versent ensuite une partie de celle-ci dans des petites bassines en plastique dont chaque famille dispose.

On retrouve le même système de fonctionnement pour les instruments de cuisine. Ils se résument seulement à quelques ustensiles. Une ou deux poêles et de grosses casseroles suffisent pour assurer le repas dans la majorité des familles. Lorsque les ustensiles s'avèrent trop usés, ils sont facilement remplacés par des nouveaux, achetés quelques centimes d'euro en brocante. Les ustensiles jetés atterrissent directement dans les déchets ferreux collectés par certaines familles du bidonville.

4.1.4.3. Lessives

La frontière entre le dedans et le dehors se pose également du fait de la saleté sur les corps ou les vêtements, travail difficile du fait qu'enlever les tâches est long et délicat sur le bidonville. La boue et la poussière se fauillent partout et elles obligent à maintenir une attention constante aux bas des pantalons, aux manches des vestons ou aux chaussures. Ainsi, la vie au

sein du bidonville augmente très nettement le travail de lessive puisque les raisons de se salir sont innombrables : la réparation d'un moteur, les repas à cuisiner, la découpe du bois en forêt, les jeux des enfants, etc.

S'assurer de la propreté des vêtements requiert une logistique lourde. L'absence d'électricité et de raccordement oblige les femmes à laver l'ensemble des vêtements à la main. C'est une activité pénible et longue. Elle provoque des douleurs et des brûlures aux poignées à force de frotter plusieurs fois par jour les vêtements entre eux. Une grosse marmite au centre du bidonville est constamment alimentée en bois et en eau pour avoir en permanence à disposition de l'eau chaude en vue de laver les vêtements. De grandes bassines ou de petites piscines en formes de coquillages permettent de faire tremper le linge et de le frotter. Il faut de longues heures pour arriver à bout des vêtements de toute la famille et chaque jour ce travail doit être recommencé. Une fois frottés, les vêtements sont trempés dans une bassine d'eau froide avant d'être essorés dans un caddy puis étendus sur un fil entre les arbres. Lorsque la distance entre les deux points de fixation de la corde est trop grande, on relève le fil à l'aide d'une branche que l'on plante dans la terre. Il faut plusieurs jours au linge pour sécher sous les arbres, surtout en hiver. Alors lorsque le temps est trop froid et trop humide, le linge sèche directement à l'intérieur à la chaleur des poêles à bois ou à pétrole. Jusqu'il y a une dizaine d'années, avant l'arrivée en France, les couches des enfants étaient en tissu et devaient également être lavées à la main. Ces dernières années, l'achat de couches jetables en magasins a permis de s'abstraire de cette tâche qui demandait des efforts redoublés.

La saleté sur les chaussures est de celle qu'il est le plus difficile à combattre et celle qui est parmi les plus voyantes. Les habitants de « La place » y accordent une attention particulière. Durant ma présence avec eux, ils ne cesseront d'être agacés par mes grosses Caterpillar au cirage imparfait qui leur apparaissait comme peu convenable pour quelqu'un qui habite pourtant dans un appartement.

Éric, le travailleur social de la mairie conserve comme l'un de ses premiers souvenirs des familles du bidonville une anecdote concernant la propreté des chaussures : *« C'était un jour où il pleuvait, une vraie pluie diluvienne. Je me souviens, il y avait de la boue partout et les Roms avaient été obligés de mettre des palettes pour circuler entre les caravanes. Et donc on arrive avec la dircab [directrice de cabinet du maire], on s'approche et le premier que je vois arriver vers nous, c'est ce bon Emil Illescu, habillé comme un pape, avec des pompes tellement cirées qu'on aurait pu se voir dedans. Il y avait de la boue partout et le gars se trimballait avec des pompes de banquier, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, comme s'il habitait dans un appart du centre-ville [rire]. Le plus fou c'est qu'il arrivait à rester impeccable là où toi tu te serais dégueulassé en deux minutes ! »*

Au-delà de la mise à distance de la souillure, la propreté des vêtements constitue également une façon de négocier les stigmates associés au bidonville. Éviter les taches de boue ou de cambouis représente un premier pas pour réussir à s'extraire du rôle de « Rom des bidonvilles » (cf : section 6.1.1.3, p.326).

4.2. *La reproduction des pratiques alimentaires villageoises*

4.2.1. *La préférence pour les aliments « gustoase »*

La création d'un espace collectif et protecteur, tel que celui du bidonville, passe par l'instauration ou la réinstauration de pratiques communes. L'alimentation ouvre un champ de possibilité important pour mener ce travail. Les habitants investissent avec force ce domaine pour se créer un monde à eux. Ainsi, à travers la nourriture, deux logiques se mêlent : celle de la satisfaction des besoins biologiques humains et celle de l'instauration d'un espace social d'appartenance.

4.2.1.1. Des aliments calorifiques

L'importance du temps dédié au repas dans le bidonville montre le rôle fondamental qu'a la nourriture dans certains contextes sociaux. Les repas ont une double fonction. En effet, ils permettent de satisfaire des besoins individuels, tout en fournissant un support à des moments de vie festifs et collectifs. Ainsi, les aliments sont érigés en tant que symbole des interactions sociales : ils sont énergisants, bourratifs et gustatifs. On retrouve là des caractéristiques de l'alimentation populaire telle qu'elle avait déjà été décrite par Paul-Henry Chombart de Lauwe (Chombart de Lauwe, 1956). En effet, il fait le constat qu'une bonne alimentation dans les classes populaires se doit d'être « nourrissante », c'est-à-dire « abondante » et « rassasiant », reflétant ainsi l'idéal social du monde ouvrier. Plus généralement, selon Jean-Pierre Poulain, la nourriture des classes populaires est définie à travers les notions de « puissance », « énergétique », ou du « fort » (Poulain, 2013, p. 104), les mêmes qui irriguent le champ de la virilité.

Ainsi, le champ alimentaire du bidonville est relativement restreint, il se limite à une vingtaine de produits de base servant à réaliser l'ensemble des préparations. Malgré la migration, l'accès à la ville et à la société de consommation, les aliments composant les repas sur le bidonville restent en partie définis par un petit nombre de critères sociaux, culturels et économiques. On rejoint ici les observations faites par Claude Grignon et Christiane Grignon. Les

deux chercheurs ont montré dans les années 1980, à une époque où l'urbanisation des manières de table apparaissait comme inexorable, la persistance des manières de manger propres aux classes sociales (Grignon et Grignon, 1980). L'alimentation continue donc de dépendre du positionnement social des individus.

À « La place », comme souvent dans les classes populaires, l'élément au centre des repas reste la viande et en particulier le porc. L'aliment carné est représentatif des qualités recherchées dans les repas du bidonville : sa très forte teneur en gras stimule les papilles et provoque une satiété assez rapide. Ainsi, la viande trône au centre des plats élaborés à partir des recettes héritées de la Roumanie. Ces plats sont le plus souvent confectionnés à partir des morceaux de porc revenus dans de l'huile et auxquels sont ajoutés un mélange de sauce tomate, de bouillon cube et un peu d'eau.

En plus des recettes du quotidien, les repas de fêtes sont très élaborés. Le plus emblématique est très certainement le « sarmale » : une farce de riz et de viande enroulée dans du chou et cuite dans un bouillon à la tomate. Toutefois, à « La place », c'est généralement la salade de bœuf qui est réservée aux plus grandes occasions telles que Noël ou Pâques. Contrairement à ce que son nom indique, elle est préparée avec du poulet ou du porc et elle se compose en grande partie de pommes de terre, de carottes, de cornichons, d'olives et de mayonnaise. D'autres plats sont plus exceptionnels encore. C'est notamment le cas de la recette secrète de Victoria du gigot de mouton cuit dans une vessie de porc. Les menus comme celui-ci participent à créer des événements culinaires sortant le foyer de l'ordinaire.

À côté du porc, la viande de poulet est également appréciée. Moins grasse, elle engendre néanmoins un sentiment de satiété rapide. La viande d'agneau, dont le prix est légèrement plus élevé que les deux précédentes, est quant à elle très appréciée par les plus anciens pour son goût fort et très particulier. Avec l'amélioration des conditions financières des familles, des moutons sont de plus en plus souvent débités au sein du bidonville.

La viande de bœuf en revanche est très généralement rejetée à cause de ses faiblesses gustatives, son caractère maigre et son prix beaucoup plus élevé que les autres viandes. Néanmoins, la sortie du bidonville et l'arrivée des familles dans les appartements ont participé à diffuser la consommation de cette viande dans leur alimentation. Les femmes ont été les premières à en consommer. C'est notamment le cas de Victoria qui, une fois arrivée dans son appartement, se lance dans un régime.

Les abats occupent une place particulière dans l'alimentation des familles du bidonville. Pour certains habitants, ces morceaux au goût très prononcé sont les parties les plus précieuses de l'animal. La consommation des abats mène à la constitution d'un sous-groupe

d'amateurs, toujours très contents de s'interpeller les uns les autres lorsqu'une poêlée de gésier ou de cœur de porc est prête à être posée sur la table. Ainsi, le cœur et le foie sont grillés avec du piment et de l'ail, donnant aux plats un goût brûlant les papilles. Les tripes sont cuites en soupe pour préparer la « *ciorbă de burtă* », préparée à base de gras-double, de crème, d'ail et parfois relevée avec un peu de piment. Elle constitue une soupe particulièrement calorifique.

En complément, on retrouve des mets communs dans les classes populaires d'Europe de l'Est : la polenta ou des pommes de terre accompagnent les plats, tandis que du chou cru, des tomates ou des concombres viennent apporter un peu de fraîcheur. Finalement, mis à part les crudités et les légumineuses, peu de légumes constituent les repas quotidiens. Leur prix et leur qualité en supermarché ont détourné les habitants de leur consommation alors que la grande majorité d'entre eux a été habituée aux légumes venus du jardin à Bărbulești. Le pain blanc de supermarché constitue l'autre pilier de l'alimentation sur le bidonville. Il sert d'en-cas pendant la journée ainsi qu'à attraper les aliments chauds dans les plats collectifs durant les repas.

On peut ainsi dire que la nourriture du bidonville remplit les corps. Pour Jean-Pierre Corbeau, l'attraction des classes populaires pour les nourritures grasses s'expliquerait par une forme de « *revanche sociale* » après avoir souffert pendant des siècles de la faim (Corbeau, 1995). L'imaginaire des classes populaires les conduirait ainsi à privilégier une nourriture permettant l'accumulation et ceci de peur de venir à manquer dans le futur.

Au-delà de ces différents éléments, l'alimentation est également une manière de saisir le rapport sensible au corps des habitants. En effet, la nourriture pallie certaines vicissitudes du bidonville en stimulant la chair et en offrant un sentiment d'existence. Surtout, ces aliments compensent l'engourdissement et la fatigue provoqués par les conditions de vie. Le froid, l'humidité ou au contraire les chaleurs caniculaires diminuent les capacités du corps. L'alimentation tonifiante et calorique atténue ces sensations. Le sucré joue alors un rôle primordial. Il fournit rapidement de l'énergie et caramélise le palet.

Ainsi, les desserts sont eux aussi représentatifs du type d'alimentation très riche qu'apprécient les habitants du bidonville. On retrouve le même modèle de desserts chez toutes les familles : de gros gâteaux aux fruits enrobés de crèmes pâtisseries. Certaines femmes s'investissent particulièrement dans ce type de préparations qu'elles soignent avec attention. Victoria, Camelia ou Ana peuvent ainsi passer des après-midis entières à préparer ces grosses pièces pâtisseries en portant attention à tous les détails. Le manque d'équipement dans les cuisines rend d'ailleurs ce type de préparation complexe puisque la crème fouettée manque à chaque instant de tourner lorsqu'il fait chaud.

En outre, durant la journée, les habitants consomment de nombreuses boissons énergisantes

servant tout autant à tonifier le corps qu'à stimuler les papilles. Le café est l'une des boissons énergisantes les plus consommées. Il est généralement préparé à la turque, c'est-à-dire avec une poudre très fine qui s'agglomère dans le fond de la tasse lorsque l'on y verse de l'eau chaude. Les habitants y ajoutent de grosses cuillères de sucre, ce qui lui donne un goût caramélisé et permet de supplanter l'amertume du café corsé.

À côté de cette boisson, chaque famille consomme un nombre important de canettes énergisantes du type *Red Bull* ou leurs sous-marques plus économiques. La composition de cette boisson signale la présence d'une forte teneur en caféine, en sucre et en taurine (un dérivé d'acide aminé jouant sur le système cardiaque). L'effet de la boisson est particulièrement visible sur les enfants qui y réagissent de manière très vive. La consommation est fortement déconseillée aux mineurs et elle pose la question du bon développement de l'enfant au niveau cardiaque et dentaire. À ces deux types de boisson s'ajoutent les nombreux sodas de différentes marques dont la consommation sur le bidonville est extrêmement courante tout au long de la journée.

4.2.1.2. Un régime carné

À « La place », la nourriture sert de liant pour maintenir un sentiment d'appartenance. En effet, l'alimentation réussit avec force à transmettre des valeurs et des représentations symboliques (Condominas, 1994). Surtout, quel que soit le positionnement social des individus, une certaine forme d'autonomie reste toujours de mise pour définir les aliments proscrits et la manière de les consommer. Ainsi, comme l'observaient Pierre Bourdieu et Monique de Saint-Martin, « l'art de boire et de manger reste sans doute un des seuls terrains sur lesquels les classes populaires s'opposent explicitement à l'art de vivre légitime » (Bourdieu et Saint-Martin, 1976). Sans doute cette revendication de manières de table propres aux classes populaires face à l'ordre légitime trouve-t-elle son origine dans l'importance que ce groupe accorde au repas. Maurice Halbwachs remarque ainsi que « L'essentiel de la vie familiale paraît bien être le repas pris en commun avec la femme et les enfants... L'ouvrier sait bien que l'ordre des repas, l'habitude de consommer certaines nourritures et le prix qu'on attribue à chacune d'elles sont de véritables institutions sociales » (Halbwachs, 2011).

Au sein du bidonville, la pratique de l'abattage animal illustre cette possibilité de réactiver une emprise sur la nourriture. La transformation des carcasses en mets alimentaires représente des moments intenses de vie collective. La viande tirée de ce travail s'intègre aux relations d'échange et participe à donner forme au collectif d'habitants. Elle est le support de la reproduction de pratiques similaires à celles qu'effectuaient les habitants dans le village de Bărbu-

lești. C'est d'ailleurs pour cette raison que Yvonne Verdier disait de l'abattage du porc que « les faits et gestes qu'il engage mettent en évidence certains des principes essentiels de la vie collective » (Verdier, 1979, p. 23). Ainsi, des activités rurales telles que le débitage du cochon ponctuent plusieurs fois par semaine la vie sur le bidonville. Cette activité génère une animation intense durant laquelle l'ensemble des groupes familiaux sont mobilisés.

Ainsi, le déroulement est à chaque fois le même. Plusieurs hommes se rendent chez l'éleveur avec une remorque. Les habitants ont trouvé un fournisseur leur vendant les animaux à un prix avantageux, 150 € pour une bête d'un peu plus d'une centaine de kilogrammes. À 1,5 €/kg, la somme reste largement inférieure aux 4€/kg minimum que l'on observe dans le commerce. Sur place, le porc est choisi, égorgé puis pendu pour évacuer le sang²³. C'est une fois rentré au bidonville que cette activité prend tout son intérêt pour la collectivité. Le porc est couché au sol dans la forêt. Il est recouvert de pailles de blé à laquelle on met le feu pour brûler les poils. Ensuite, à l'aide d'un long couteau très affûté, un spécialiste du débitage parmi les participants vient raser les poils calcinés. L'opération est répétée cinq à dix fois en fonction de l'épaisseur du poil. Il arrive parfois que cette tâche assez longue et répétitive soit effectuée à l'aide d'un chalumeau. Néanmoins, aux dires de plusieurs habitants, la peau du porc y perd en fumet.

Pendant qu'une ou deux personnes s'activent, une petite dizaine d'individus entourent le porc. Certains d'entre eux boivent de l'alcool en fumant des cigarettes, le tout accompagné de la musique. L'ambiance est généralement très conviviale, en particulier lorsque des membres de la famille élargie vivants à l'extérieur du bidonville viennent débiter un cochon. La peau du porc grillé par le feu est découpée et partagée entre chacun des individus présents, en particulier celle des joues, la plus grasse et savoureuse. Les enfants en tirent des morceaux à la main et se la partagent les uns avec les autres.

Une fois le porc abrasé, il est installé sur une grande planche de bois. L'opération la plus délicate débute. Il faut ouvrir la bête sans percer la poche urinaire sous peine de salir la viande. Une ligne est tracée pour gagner en précision et délicatesse. Elle part des orifices génitaux du porc puis remonte jusqu'à la cage thoracique. Une fois le ventre ouvert, tout s'accélère. Les femmes s'activent à leur tour et attrapent les viscères de l'animal. Elles séparent les parties consommables de celles à jeter. Le tri des organes dépend du temps et de l'énergie dont disposent les habitants pour transformer la carcasse et s'occuper des abats. Lors des fêtes reli-

23. Ces abattages sont menés de manière illégale pour deux raisons : ils sont réalisés sans étourdissement et en dehors d'un espace agréé. Suite à la directive européenne n° 93/119 du 22 décembre 1993, l'étourdissement de l'animal est obligatoire en France depuis 1997 dans le cas des porcs, ovin et bovin. Depuis 2012, cette action est soumise à autorisation et seul les abattoirs homologués peuvent maintenant y accéder.

gieuses telles que Pâques ou Noël, le tube digestif et la vessie sont lavés avec soin pour servir de boyaux aux saucisses ou être farcis .

Le reste de la carcasse est aspergé et nettoyé. Il faut parfois aller recharger en urgence des bidons d'eau à la borne à incendie pour que l'intérieur de l'animal soit aussi propre que possible. La tête est ensuite sectionnée, puis le corps est séparé en deux au niveau de la colonne vertébrale. Les jambons sont séparés. Les parties de la carcasse se conservant sont pendues aux auvents à l'avant de chaque cabane et recouvertes d'un tissu. Les abats et la tête sont cuisinés directement. Ceux ayant participé au travail de débitage sont ainsi invités à consommer le foie, les rognons et le cœur grillé à la poêle. Le reste de la viande sera consommé durant la semaine.

Les quelques heures que prennent ces activités sont à la fois riches et intenses. Presque tous les habitants viennent donner un coup de main, observer ou discuter. Ils retrouvent des manières de faire, de communiquer et d'exister, spécifiques à Bărbulești. Ces événements rompent surtout avec la vie citadine puisque pour eux le débitage constitue l'une des rares activités produisant un bien qui puisse être consommé collectivement. Le débitage représente donc un double intérêt. D'un côté, il permet de satisfaire à moindres frais les besoins alimentaires spécifiques au bidonville en produisant une nourriture qui soit à la fois chaude, grasse et bourrative. De l'autre, il offre un support ancrant un moment commun pendant lequel les individus donnent sens à ce qu'ils produisent et à ce qu'ils échangent.

4.2.2. « *Manger comme un tzigane* »

Dès lors, on peut dire qu'à « La place », le repas rend visible l'importance que prend la satisfaction des besoins alimentaires pour les habitants ; il amène un sentiment de satiété et de chaleur qui s'oppose aux sensations de froid et d'humidité éprouvant quotidiennement les corps. Ainsi, la quantité importante d'aliments présents à table a pour but de faire oublier le manque et durant les repas, chaque convive est invité à se resservir plusieurs fois, jusqu'à être repu. Le plus souvent, une grande partie de cette nourriture est jetée ensuite.

À « La place », l'absence d'ustensiles et la proximité des corps lors des repas mettent les habitants en contact les uns avec les autres. La nourriture est consommée brute et le débitage d'animaux directement au sein du bidonville rapproche l'homme de la carcasse qu'il ingère. On est alors loin de la distance instituée par la civilisation contemporaine entre l'animal et les hommes (Elias, 2003). En outre, les repas ont une fonction symbolique et rituelle forte, ils instaurent une frontière entre le monde du propre et celui du sale, entre les sexes ou les générations. L'aliment constitue, comme souvent ailleurs, un domaine fondateur primordial de la vie

sociale. En effet, « qu'il soit perçu comme un signe, un emblème, un symbole, l'acte alimentaire insère et maintient par ses répétitions quotidiennes le mangeur dans un système de significations. C'est sur les pratiques alimentaires, vitalement essentielles et quotidiennes, que se construit le sentiment d'appartenance et de différenciation social. C'est par la cuisine et les manières de table que s'opèrent les apprentissages sociaux les plus fondamentaux, et qu'une société transmet et permet l'intériorisation de ses valeurs. C'est par l'alimentation que se tissent et s'entretiennent les liens sociaux » (Poulain, 2013, p. 177). L'ensemble des pratiques relatives à ce domaine constitue ainsi pour Jean-Pierre Poulain un « espace social alimentaire ».

Chaque repas débute par un passage au bidon d'eau pour venir y nettoyer les mains. Autour de la table, les hommes sont assis sur des chaises tandis que les femmes et les enfants restent debout. En fonction de l'importance accordée aux croyances évangéliques du père de famille, une prière remerciant Dieu pour le repas précède la restauration collective. Lors des bénédictions, les plus âgés ont les yeux fermés et penchent leur tête vers la table. Les plus jeunes échangent pendant ce temps des regards complices et moqueurs, faisant faussement semblant de se rappeler à l'ordre. La nourriture est ensuite ingurgitée rapidement. Alors que tous les convives se restaurent et piochent dans un des plats, des morceaux de nourriture sont jetés au sol, comme pour signaler l'évidente abondance de nourriture. Pour Florin, il s'agit d'une manière de considérer qu'à ce moment-là « *tu ne penses pas à tes problèmes* ». Malgré tout, Constantin rappelle qu'« *on le fait pas partout. Mais ici, on s'en fout, c'est toujours sale, tu peux lancer par terre, c'est pas grave* ».

Mis à part lors d'événements spécifiques, en particulier religieux, ou lorsqu'un invité prestigieux se présente, l'accès aux plats se fait avec la main. Quelques fourchettes peuvent être posées sur la table lorsqu'il s'agit d'un plat chaud sans qu'elles soient nécessairement assignées à une personne. Le pain sert à attraper la viande dans les plats et à absorber la sauce. Le partage des plats et l'alimentation avec les mains sont revendiqués comme une pratique propre au groupe. Adi confie ainsi qu'« *À la cantine du travail, les autres collègues ils nous regardent bizarrement parce qu'on mange avec les mains. Moi j'aime pas les fourchettes et les couteaux, j'y arrive pas, donc on prend avec les mains. Tu verrais la tête qu'ils font ! Ils me disent, "toi t'es un sacré Adi !" Je m'en fous, j'aime bien comment on mange. C'est notre façon à nous. On mange tous comme ça dans les mêmes plats avec les mains* ».

Toutefois, la manière dont sont ingurgités les aliments montre que si les plats sont collectifs, les aliments touchés par un individu sont immédiatement considérés comme impropres. Ainsi, une fois l'aliment sorti du plat commun, il ne sera pas replacé dans celui-ci, mais déposé directement sur la table ou sur un morceau de pain. Chaque convive mange alors le mor-

ceau sorti jusqu'à l'avoir complètement ingéré ou laissé posé devant lui. Grigore m'interroge ainsi sur ce qui apparaît comme un mystère pour lui : « *Je ne comprends pas pourquoi les Français sont sales comme ça. Quand il mange, ils remettent dans les plats ou dans leur assiette des aliments qu'ils ont touchés. J'ai vu ça à la télévision, ça ne va pas, c'est dégueulasse. Nous quand on mange, on prend avec les mains, mais on jette ce qu'on ne mange pas, on ne le remet pas pour les autres !* ».

Au début de mon terrain de recherche, les soupçons pesant sur moi et les rumeurs concernant mes pratiques sexuelles ont conduit certaines familles à me laisser manger dans des assiettes à part des plats communs. Les rumeurs ont évoqué ma contamination potentielle par des « microbes » pouvant être transmis lors des repas. Comme me l'explique un jour Florin, « *au début, j'avais pas confiance en toi. Je me disais que t'étais pas propre alors je voulais pas manger avec toi. Surtout que toi tu manges avec les mains comme nous alors j'avais pas envie de partager mon assiette avec toi. En plus tu sais ce qu'on disait sur toi... [rire]* ». L'acceptation de ma présence autour de la table s'est également accompagnée de ma socialisation progressive aux bonnes manières de table.

Comme on peut le voir, les manières de table portent au plus profond d'elles-mêmes une fonction identificatrice puissante. Elles relient les individus les uns aux autres et assurent la formation d'un sentiment d'appartenance par l'un des actes anthropologiques les plus élémentaires. L'apprentissage de ces manières de faire est alors un vecteur puissant de socialisation et d'intégration au monde du bidonville.

4.3. Un espace à part

4.3.1. « Comme au village »

Pour les habitants de « La place », le sentiment de sécurité partiel qu'offre le bidonville découle d'une occupation collective de l'espace. Ce lieu de vie constitue un cadre matériel sur lequel viennent s'appuyer des pratiques culturelles communes. En l'habitant, les individus recréent un univers de sens et de pratiques pourvoyeurs d'appartenance. Abdelmalek Sayad le remarquait déjà lorsqu'il analysait les parcours des migrants maghrébins dans les années 1970 : « On habite là où l'on peut trouver un toit ; mais ce toit, on le trouve précisément là où l'on est appelé, où l'on est recommandé, là où l'on a déjà un appui, une complicité, une connaissance ou des connaissances avec qui partager une pièce commune. Et c'est ce mécanisme, cette logique, qui préside à la structuration des bidonvilles » (Sayad, 2008, p. 25). La

matérialité fixe les pratiques et maintient un support commun permettant d'ancrer la vie collective.

Ceci est d'autant plus vrai que la forte interconnaissance des habitants les conduit à reconstituer un environnement proche de celui laissé au pays. Ainsi, dans le bidonville de « La place », les habitants reproduisent la vie à Bărbulești en miniature. Cette ambiance villageoise est démultipliée par le cadre naturel. L'isolement, l'encastrement dans la forêt et le couvert végétal donnent au bidonville un caractère champêtre, à distance de la vie urbaine.

Durant les soirées et tôt le matin, des grands feux sont allumés. Les habitants se rejoignent autour pour veiller et se raconter des histoires, des anecdotes et des souvenirs. C'est l'occasion de démontrer sa capacité d'orateur en se mettant en scène dans des histoires rocambolesques ou en expliquant des passages de la Bible illustrés par des exemples tirés de la vie courante.

La vie collective permet de retrouver les réflexes ainsi que les pratiques inscrites dans les corps et les mémoires. Les coupures d'électricité engendrées par la défaillance du branchement illégal ne sont pas sans évoquer aux plus anciens les coupures imposées par le régime communiste à l'époque de Ceaușescu. Lorsque les branchements font défaut et que le bidonville se retrouve plongé dans le noir, on peut entendre des cris venant des cabanes demandant à Ceauscecu de « *remettre l'électricité* », provoquant ainsi des éclats de rire collectifs. Nicolae m'explique un jour qu'« *au moment de la dictature, les communistes avaient l'habitude de couper l'électricité sans prévenir. Alors à Bărbulești, tout le monde sortait dans la rue et criait pour qu'ils nous remettent l'électricité* ».

La vie villageoise se retrouve par la réactivation de certaines pratiques rurales. À la fin de la période estivale, des petits groupes s'organisent pour aller glaner des prunes, des pommes ou des poires. On y retrouve l'excitation collective que prenaient ces moments lorsque les habitants se trouvaient encore à Bărbulești. L'ensemble de ces activités, un peu à la manière du ramassage de fleurs en lisière de forêt, le débitage d'un porc ou d'un mouton, représentent d'intenses moments de vie commune.

Ces pratiques trouvent, par le biais de l'espace matériel, un support pour s'activer et participent à l'élaboration d'un petit monde familial. La complicité entre les habitants facilite l'inscription individuelle en offrant un ancrage, un support permettant d'inscrire des manières de faire partagées. Les migrants peuvent ainsi retrouver des façons de parler et d'agir spécifiques à la vie villageoise du sud de la Roumanie.

En outre, en fonction de leur proximité, les individus peuvent réinscrire des rôles et des identités personnalisés les renvoyant à la vie au village. Les surnoms que les habitants se

donnent les uns aux autres sont souvent hérités de ceux qui étaient les leurs au village. Ils font référence à des petites anecdotes de la vie ou des caractéristiques individuelles. Ainsi, Viorel est surnommé « pantă » (« la pente ») pour son grand nez. Ion est « alună » (« la noisette ») pour l'aspect chétif qu'il avait lorsqu'il était plus jeune. Florin quant à lui est surnommé, « mutan » puisqu'il mendiait près des magasins du même nom lors de son arrivée à Nancy. Ovidiu est « Bobino », car il était l'un de ceux partis à Bobigny au début des années 1990. Emil est « Gratar » (« Barbecu ») à cause de ses compétences en boucherie. Nicolae est de son côté surnommé « meetica » pour sa passion pour les femmes et par extension pour le site de rencontre Meetic. Grigore est « dor » (« désir ») du fait de son attrait pour la bonne vie, la nourriture et la boisson. Florin et Marian, le père et le fils, sont surnommés respectivement « Joe » et « Van Damme » à cause de l'admiration qu'ils portent pour les États-Unis et les acteurs hollywoodiens. Ces surnoms s'appliquent dans une moindre mesure aux femmes. Ainsi, Victoria est surnommée « lumină » (« la lumière ») pour sa conversion récente à la religion évangélique. Néanmoins, le plus souvent, les surnoms sont des diminutifs ou des transformations proches des prénoms.

L'espace du bidonville permet donc d'ancrer une continuité entre le village de Bărbulești et l'agglomération nancéienne. Il fixe des repères qu'investissent les individus pour leur attribuer des significations collectives. Une majorité des gens présents à « La place » sont originaires de la même rue à Bărbulești. Les interpellations d'une cabane à l'autre s'établissent donc dans la continuité des manières d'habiter à Bărbulești.

4.3.2. Ancrage par le jeu

En outre, « La place » est un espace ludique. Les habitants se servent ainsi de cette caractéristique pour accroître le particularisme du bidonville vis-à-vis de l'extérieur. En effet, Johan Huizinga a montré que le jeu est une activité spécifique à la vie sociale. Selon lui, les activités ludiques constituent une pratique libre que l'on exécute en imitant des comportements prenant normalement sens dans un autre contexte. Néanmoins, le jeu est un moment en dehors de la vie courante, il absorbe le joueur sans qu'il en obtienne nécessairement un gain ou un profit. Ainsi, il s'inscrit dans un espace déterminé et des règles délimitent l'ordre des actions (Huizinga, 1988).

À « La place », les habitants ont créé des terrains de jeux dont les règles structurent l'espace. De longues parties de « tennis » animent les trottoirs à l'avant du bidonville. Deux rectangles ont été dessinés sur les dalles de goudron. Les parties se jouent en dix points et par équipes de deux. Le but est de renvoyer avec les pieds un ballon de football dans l'espace de

l'équipe adverse sans qu'il touche plus d'une fois le sol. Lorsque la partie est terminée, l'équipe perdante sort et une nouvelle équipe prend sa place. On passe ainsi une bonne partie des soirées d'été sur ce trottoir à critiquer le jeu des autres et à se moquer des perdants. Si ce sont souvent les plus jeunes qui occupent le terrain, les plus âgés les rejoignent parfois en se targuant d'être de bien plus fins techniciens.

Les femmes ne sont pas en restes et investissent également l'avant du bidonville pour jouer à la marelle. Les enfants circulent sur des petits vélos en se faisant régulièrement rappeler à l'ordre quand des voitures passent.

La spécificité des activités ludiques vient de la distance au réel qu'elles instaurent. Elles créent un espace d'activités libres dans lequel l'Homme édicte par lui-même les contraintes encadrant son action. La saveur procurée par le jeu émane de la maîtrise qu'il offre sur la vie, « en dehors de l'enceinte, comme avant et après la partie, on ne s'occupe plus de ces règles définies à plaisir. L'extérieur, c'est-à-dire la vie, est comparativement une sorte de jungle, où il faut s'attendre à mille périls » (Caillois, 1988, p. 209-210). Les pratiques ludiques produisent donc du social dans une situation spécifique, c'est-à-dire dans une sphère faisant volontairement abstraction de la réalité extérieure. Face à la déprise sur le réel, le jeu fait donc particulièrement sens dans le bidonville. À travers lui, les habitants peuvent écarter les contraintes irrémédiables du quotidien en instaurant une trêve momentanée.

Ces activités ludiques prennent parfois une tournure de jeu général. Comme lors de l'organisation de cache-cache collectif durant lesquels tous les habitants de moins de 25 ans se dispersent pour ne pas être vus par le joueur cherchant les autres. C'est alors l'ensemble de l'espace du bidonville qui est investi et sert de terrain de jeux. Chaque mur et chaque cabane sert ainsi de cachettes potentielles. Les habitations ne sont plus alors seulement l'expression de la pauvreté, ils deviennent des supports pour bâtir autre chose.

Les bornes à incendie servent également à alimenter le caractère ludique du bidonville. Durant l'été, elles sont utilisées pour remplir des « piscines » d'eau et se baigner. De grands cubes de plastique récupérés sur le quartier permettent de contenir plusieurs centaines de litres d'eau. Chacun à leur tour, les enfants alternent dans le bain d'eau pour se désaltérer. Parmi ces jeux, l'un d'eux consiste à se battre avec l'eau des bornes en détournant le jet à l'aide de planche en bois. Les mètres cubes d'eau se déversent alors sur le sol et les pompiers menacent régulièrement de couper l'arrivée d'eau après ces batailles.

Le choix des jeux varie régulièrement. Durant six mois par exemple, le Rummikub est devenu l'activité favorite des habitants. Très rapidement, plusieurs familles se sont ainsi équipées de boîtes de jeux achetées en brocantes. Néanmoins, le fonctionnement des parties en

elles-mêmes change encore plus rapidement. Les règles du jeu sont souvent matière à discussions et elles changent généralement plusieurs fois par mois. C'est ainsi qu'il arrive que d'une semaine à l'autre le déroulement du jeu ait été nettement transformé sans que personne ne s'en émeuve particulièrement.

Le caractère flottant des règles ne signifie pas pour autant que les habitants n'accordent aucun sérieux à ces pratiques. C'est d'autant plus le cas qu'il est important de faire bonne figure, d'apparaître comme un beau joueur, c'est-à-dire comme « celui qui possède assez d'équanimités pour ne pas confondre les domaines du jeu et de la vie ; celui qui montre, même quand il perd, que pour lui le jeu reste jeu, c'est-à-dire un délassement auquel il n'accorde pas une importance indigne d'un cœur bien né et pas les hasards duquel il tient pour indécent de se laisser abattre » (Caillois, 1988, p. 209). Mais toutefois, la triche fait partie intégrante de la relation ludique. Elle est acceptée tant qu'elle n'est pas trop flagrante et qu'elle n'impacte pas outre mesure la partie. En réalité, la falsification des règles reflète surtout les hiérarchies internes au bidonville et elle dépend du statut du tricheur. Elle sera bien plus décriée si celui-ci est jeune que s'il s'agit d'un ancien ; les plus vieux peuvent en effet imposer leurs règles quand cela les arrange et ils choisissent de trancher les controverses lorsqu'une situation porte à contestation. Ainsi, lors d'une partie de Rummikub entre ma compagne et plusieurs habitants du bidonville, ces derniers ont commencé à transformer les règles à leur avantage en tentant de jouer sur le statut de novice de la nouvelle participante. En réponse à cela, Madeleine a décidé malicieusement de tricher de façon ostentatoire, ce que les autres joueurs n'ont pas pris le risque de contester. La partie a alors très vite tourné à l'absurde alors que parallèlement chacun tentait de ne pas être décontenancé par cette évolution et essayait de maintenir le caractère fédérateur de ce moment de partage collectif.

Le jeu dépasse la création d'un espace autre puisqu'il mène les individus à prendre conscience d'eux-mêmes en se découvrant de nouvelles manières d'interagir avec le réel. En cela, les pratiques ludiques sont la preuve de la liberté anthropologique dont disposent toutes formes de vie (Graeber, 2015 ; Kropotkine, 2015). Au-delà de ces observations, on peut remarquer que le jeu opère une jonction entre les pratiques collectives inscrites dans la matérialité du bidonville et les actions individuelles (Caillé, 2015). Il assure la persistance des échanges non utilitaires entre les individus tout en fournissant au groupe une représentation de lui-même. Le jeu ne fait primer ni le collectif sur l'individuel, ni l'individuel sur le collectif, il s'agit plutôt d'un liant permettant à ces deux entités de se maintenir l'une avec l'autre.

Sur le bidonville, les pratiques ludiques animent les soirées. Elles aident à assurer le lien entre les habitants malgré les journées les mettant à l'épreuve physiquement et socialement. Le jeu est donc un ciment assurant la cohérence du monde intérieur face à l'extérieur.

4.3.3. *La fête*

4.3.3.1. Transformer et actualiser

Le bidonville n'est pas seulement un espace de quotidienneté, épisode qu'illustre le jeu et durant lequel les liens entre les habitants se tissent sans profondément remettre en question les structures collectives, il ancre également des moments d'exception transformant les relations et l'organisation sociale. En effet, le quotidien laisse ponctuellement la place à des épisodes mobilisant intensément le sentiment d'appartenance et les solidarités collectives. Ces événements sont entre autres ceux des fêtes.

À « La place », ces dernières peuvent survenir à n'importe quelle occasion, parfois tous les jours, parfois de manière plus espacée. Le plus souvent, c'est plusieurs fois par semaine que des tables sont dressées au centre du bidonville pour accueillir de grands plats de nourriture dans lesquels les habitants ainsi que leurs invités viennent puiser. Ces événements peuvent durer quelques dizaines de minutes ou plusieurs jours d'affilée. La nourriture occupe toujours une place centrale et elle représente le point culminant de l'émulation festive.

Quelques invités sont prévenus, mais en général, ces épisodes s'organisent avec les personnes présentes sur place. Les raisons justifiant l'organisation d'une fête sont extrêmement variables. Cela peut être aussi bien pour venir marquer une réussite économique, un mariage, l'achat d'une nouvelle voiture, le rétablissement d'une maladie, la réconciliation entre deux familles, etc. Chacune de ces raisons légitime l'organisation d'un rassemblement collectif. Néanmoins, l'intérêt profond de ces épisodes est de sortir les habitants de l'ordinaire et de la lassitude dans laquelle s'empêtre souvent la vie dans le bidonville.

Dans la continuité des travaux de Durkheim sur le sacré et le profane, la fête a souvent été perçue comme un événement à part de la société. Elle est intégrée au reste de la vie sociale, mais elle s'en détache en mettant momentanément en pause les institutions sociales. Comme dans le cas des phénomènes liés au sacré, elle est un épisode d'effervescence, d'ébullition durant lequel le collectif humain prend conscience de lui-même et où la substance du social s'extrait des individus ; autrement dit, la société met ses règles entre parenthèses, se dérègle, pour s'offrir une représentation d'elle-même (Caillois, 1988). D'une certaine manière, la fête réordonne le réel. Elle participe à lui donner un sens partagé par les habitants, renforçant alors l'appartenance collective du groupe et l'appartenance commune des habitants. Elle porte plus généralement une représentation de la société véhiculant une forme de nostalgie liée à un refus désespéré du changement (Eliade, 1989).

La référence à Bărbulești reste primordiale et la très grande majorité des convives sont gé-

néralement eux aussi originaires de ce village. Pour la communauté établie à Nancy, les fêtes agissent comme des repères dans le calendrier collectif du bidonville. Elles constituent un ancrage reliant les mémoires. Surtout, par l'enchaînement et la répétition des actes qu'elles nécessitent, elles participent à la construction d'une mémoire collective (Halbwachs, 1997 ; Samuel, 1985). Les festivités axent les mémoires vers les moments communs, retravaillent les souvenirs de Bărbulești et les adaptent aux conditions d'existence en France. La portée de ces instants est d'autant plus forte aujourd'hui qu'ils sont souvent filmés à l'aide de téléphones portables puis postés sur les réseaux sociaux, où ils sont visionnés les jours suivants et comparées à d'autres fêtes, que cela soit à Bărbulești ou ailleurs à l'Ouest. On peut ainsi dire que les fêtes s'inscrivent dans un réseau d'événements survenant parfois à plusieurs milliers de kilomètres de distance les uns des autres.

4.3.3.2. Maintenir l'équilibre

Il n'est toutefois pas possible de réduire les caractéristiques de la fête à cet aspect. C'est ce que montre Georges Bataille pour qui la fête et le sacré sont profondément liés : ils constituent tous les deux une réponse à la mise en ordre des choses et à la stabilisation du monde et agissent comme des forces allant à l'encontre de l'asservissement de l'homme à sa condition anthropologique et au monde social, aux hiérarchies et aux déterminations. La fête solutionne le problème de l'injonction posé à l'être humain d'être une chose et en même temps de s'extraire de cet enfermement. Elle offre aux groupes humains un cadre retenant le déchaînement trop soudain et radical des individus tout en répondant à la nécessité anthropologique de jaillir en dehors de soi : « La fête assemble des hommes que la consommation de l'offrande contagieuse (la communion) ouvre à un embrasement toutefois limité par une sagesse de sens contraire : c'est une aspiration à la destruction qui éclate dans la fête, mais c'est une sagesse conservatrice qui l'ordonne et la limite » (Bataille, 1976, p. 313). La fête met donc nécessairement face à un risque d'explosion des limites sociales. Elle ouvre la porte à une frénésie faisant resurgir les conflits, les jalousies, les colères et les détestations. En cela, l'organisation d'une fête nécessite de veiller à conserver des équilibres précaires. C'est sa capacité à maintenir uni les groupes humains tout en les faisant sortir d'eux même qui rend la fête exaltante. Le prestige de l'organisateur d'une fête vient justement de ce travail subtil d'assemblage.

À « La place » comme ailleurs, l'organisation d'une fête nécessite un équilibrage minutieux. Pour l'organisateur, il convient de ménager les susceptibilités de chacun et de prendre garde à ne pas laisser certains conflits refaire surface trop violemment. Il faut donc faire en sorte qu'aucun groupe ne se retrouve dans une position défavorable. Le risque encouru est qu'une partie des habitants boudent la fête, préfèrent rester enfermés dans leur habitation ou

partent tout simplement du bidonville. Un équilibre mal trouvé peut très facilement atteindre le prestige de l'organisateur. En effet, la fête met en jeu l'honneur de l'individu et si « la moindre fête élève celui qui régale » (Laé et Murard, 1985, p. 87), encore faut-il que celle-ci n'entraîne pas une désagrégation du groupe y participant. Plus l'organisateur investit son capital économique, social et culturel, plus la fête aura des chances d'être somptueuse. Toutefois, le capital mobilisé peut se retourner contre son possesseur et aller à l'encontre de ce à quoi il était destiné. La « dépense » (Bataille, 2011), le surplus d'énergie nécessairement consommé par les sociétés, peut s'extraire du cadre dans lequel la fête tente de la circoncrire et conduire au déchirement du collectif.

Le cas de Viorel illustre ce difficile travail d'équilibrage. En effet, depuis son mariage et la naissance de son fils, Viorel a connu de multiples disputes avec ses parents. Après un ultime conflit, Viorel souhaite acter la séparation entre les deux cellules familiales par l'organisation d'une grande fête pour l'anniversaire de son fils. Il prépare l'événement plusieurs jours à l'avance et en profite pour inviter ses frères ainsi que plusieurs de ses cousins. Le jour même, la fête est remise en question par un accident survenu sur « La place ». Nicolae a marché sur un clou, sa voûte plantaire a été perforée et il a été emmené d'urgence à l'hôpital. Viorel maintient néanmoins le rendez-vous.

Pour veiller à ce que tout le monde puisse avoir à manger et à boire, il emprunte de l'argent à plusieurs personnes de son entourage. En fin de journée, les habitants du bidonville sont soulagés d'apprendre que Nicolae a été soigné et qu'il reviendra au sein du bidonville en début de soirée. Plusieurs de ses neveux ont fait le trajet pour aller à son chevet à l'hôpital. Ils sont ensuite venus attendre son retour sur le bidonville. Viorel en profite pour inviter toutes les personnes présentes à manger. Vers 19h, Nicolae arrive et il est accueilli par une ovation de la part des habitants. Plusieurs barbecues sont allumés. Viorel veille à apaiser les tensions entre son cousin et le fils de Nicolae, les deux hommes sont en froid après une transaction spéculative ayant mal tourné. Il apporte également de la nourriture à Grigor. Ce dernier ne veut pas sortir de chez lui, car certains convives ont accusé son petit-fils d'avoir volé la femme d'un autre. Nous tentons de le convaincre de sortir, mais rien n'y fait.

Une fois la viande prête, Viorel me charge de transmettre de la bière et de la nourriture à tous ceux à qui il n'adresse plus la parole. La guérison de Nicolae pousse les convives à célébrer ensemble cette bonne nouvelle à la table de Viorel. Dans un contexte ordinaire, ils auraient très probablement refusé, mais l'événement est exceptionnel et chacun met de l'eau dans son vin. Viorel offre de la bière à tout le monde, chose assez rare sur le bidonville, ce qui apporte un aspect sensationnel et inattendu à cette fin d'après-midi d'été.

Finalement, les invités partent au fur et à mesure. La fête a été une réussite pour Viorel. Elle lui a permis d'acter son autonomie vis-à-vis de ses parents tout en mettant à sa table un grand nombre de personnes. Il a pu accroître nettement son capital symbolique sans que le moindre conflit affecte celui-ci.

En outre, les festivités rendent incandescents des pans entiers du monde social. Ce qui est « brûlé » durant la fête ne l'est toutefois pas nécessairement pour rien. La fête permet aux collectivités humaines de s'extraire du « normal » et d'atteindre un mode existence où chacun sort de son rôle social et ouvre un autre champ des possibles. Il ne s'agit pas simplement de l'exaltation de la substance sociale, mais plutôt d'une redéfinition de celle-ci puisque « la fête implique une irruption hors du système constitué, une découverte des instances qui agissent sur l'homme en dehors de la prégnance des institutions qui le maintiennent dans un ensemble structuré » (Duvignaud, 1992, p. 219). La fête acte et participe à la transformation des collectivités humaines. Ainsi, les festivités confrontent le groupe à une nouvelle image de lui-même, plus ou moins fortement en fonction des événements. Mais surtout, les célébrations induisent une reconnaissance tacite de l'identité du groupe par ses membres. La fête facilite la transformation de l'organisation sociale et l'adaptation à un nouveau contexte social.

Le rôle de fête est donc particulièrement important pour les migrants. Il est de faciliter les rouages du changement tout en conduisant à une prise de conscience communautaire moins brutale des identités sociales renouvelées. À « La place », sous les appareils de la célébration du caractère inaltérable du groupe, la fête réagence à chacun des événements les solidarités collectives. Elle rend finalement silencieux des changements inéluctables au sein de la communauté, en préservant malgré tout une représentation collective ayant un goût d'intemporel.

4.3.4. Un autre rapport au temps

En outre, le monde du bidonville dispose de son propre temps. À l'intérieur, la vie s'organise autour d'une autre manière d'organiser la succession des événements. À « La place », les contraintes temporelles spécifiques à la vie urbaine restent relativement peu présentes. On y trouve plutôt une gestion du temps du type villageois. Le bidonville libère les corps des engrenages mécaniques des échéances programmées et de l'accélération capitaliste du temps (Rosa, 2010) : les horaires y sont extensibles et peu soumis aux contraintes temporelles.

En effet, loin d'être une simple donnée naturelle s'imposant à l'Homme, le temps est un élément pouvant être socialisé, approprié et détourné. D'après Raymond Ledrut, le temps et l'espace sont les résultats des comportements humains : ils servent de support à l'action humaine et ils sont fabriqués par les pratiques sociales (Ledrut, 1996). Actions humaines, temps et es-

pace s'imbriquent l'un dans l'autre (Montulet, 2000), et de la même manière que la « spatialisation », la « temporalisation » dépend donc d'agencements culturels spécifiques à chaque groupe social. Néanmoins, deux types de temps s'opposent ; un temps conçu et aliéné par les cadres sociaux ; un temps individualisé et approprié (Lefebvre, 2017 ; Lefebvre et Régulier, 1985).

En effet, l'organisation collective assure à chacun la possibilité de vaquer à ses occupations même lorsque des horaires ont été fixés. Il est ainsi rare d'avoir le sentiment d'attendre quelqu'un. Les rendez-vous sont pris approximativement et, souvent, celui avec qui a été fixé un horaire peut finalement être parti pour la journée au dernier moment. On en profite alors pour discuter avec d'autres habitants ou participer aux tâches collectives. Les activités économiques des habitants obligent assez peu à respecter des contraintes temporelles puisqu'elles laissent une grande autonomie aux individus. Les horaires de travail sont déterminés en fonction des besoins monétaires et des obligations familiales ou sociales. Le temps de travail dépend plus du cadre social dans lequel il s'insère que des exigences inhérentes à l'activité elle-même.

Cette liberté laissée au temps contraste avec le traitement que lui réserve la société moderne depuis l'avènement de la grande ville (Simmel, 2013). Le besoin de rationalisation qu'exige la complexification sociale amène à l'apparition d'une « pensée du temps » pour veiller au fonctionnement de la vie collective de « l'agrégation d'un si grand nombre d'hommes aux intérêts si différenciés » (Park, 2009, p. 65). Toutefois, si la ville produit un temps commun homogénéisateur, elle permet également la juxtaposition de multiples rythmes urbains, le plus souvent spécifiques à chaque groupe, institution ou individu (Boulin, 2002 ; Paquot, 2001).

Le temps sur le bidonville est donc un temps qui favorise la vie collective et la rencontre. Il n'est pas dénué de découpage ou de temporalité déterminés, toutefois il s'organise de manière à ce que ce soit le temps commun qui prime sur le temps individuel. Le temps réservé à l'échange et à la rencontre s'impose sur le temps réservé au travail ou aux obligations personnelles. Ainsi, les accélérations et les ralentissements des interactions au sein du bidonville correspondent aux passages entre les différents temps de la vie collective. Les temporalités individuelles s'ancrent à ces temps et elles en sont, par extension, fortement dépendantes.

4.4. *Le domestique envahit*

L'occupation collective de l'espace du bidonville ne met pas pour autant de côté l'appropriation individuelle des habitations. En effet, habiter l'espace, c'est faire de celui-ci le sien.

C'est agir par des gestes et des habitudes, de telle manière que les cabanes ou les caravanes se transforment pour devenir des lieux où l'on se sent chez soi. L'investissement de l'habitation possède ainsi une dimension fondamentalement active. C'est le « faire » qui permet de maintenir un espace habitable et en même temps de ne pas se voir dépossédé de celui-ci par la détérioration du temps. Si les habitants investissent avec différentes intensités leur lieu de vie, il n'en reste pas moins que chacun se bricole un foyer. Sur ce point, les femmes jouent un rôle fondamental même si les hommes ne sont pas en reste.

Comme l'a décrit Olivier Schwartz (2012), dans les classes populaires, l'espace domestique est central dans le maintien d'une sphère de familiarité, à distance de l'espace public. La promiscuité et le manque d'intimité rendent cette distance beaucoup plus difficile à maintenir. L'investissement de certains habitants dans la création d'un espace personnel – au-delà de la nécessité d'avoir un chez-soi – est le reflet d'un besoin de maintenir un espace d'intimité. L'appropriation de son chez-soi s'intègre alors à une logique de distanciation des autres habitants. La fragilité du chez-soi au sein du bidonville passe tout autant par la question de la difficulté des conditions de vie que par le caractère commun de l'espace troublant le sentiment d'appropriation.

4.4.1. L'expansion de l'échange généralisé

4.4.1.1. Don généralisé

À « La place », le foyer constitue l'unité centrale de la vie collective quotidienne et les différents groupes familiaux s'organisent autour de cet espace. Pour bien comprendre les particularités du foyer vis-à-vis du reste de l'espace social du bidonville, il est nécessaire de s'intéresser au type de relations qui s'y tissent et notamment aux formes prises par la réciprocité des échanges.

Marchal Sahlins schématise les différents espaces de la réciprocité en identifiant des sphères concentriques d'échanges au sein des sociétés primitives, c'est-à-dire les sociétés « aux cultures sans États, sans corps politiques constitués, et seulement là où la pénétration historique des États n'a pas modifié le procès économique et les relations sociales » (Sahlins, 2017, p. 300). Du centre vers l'extérieur s'érige un continuum de réciprocités allant de la réciprocité généralisée à la réciprocité négative en passant par la réciprocité équilibrée. Ce continuum n'interdit pas la rencontre ou la superposition entre différents types de réciprocité. Sahlins schématise néanmoins des modalités d'engagement des individus. Il montre que l'organisation de ces échanges dans les sociétés primitives suit une évolution concentrique.

Il est possible de faire un parallèle entre ces travaux portant sur des sociétés primitives, assez éloigné de la modernité urbaine, et l'organisation sociale du bidonville. En effet, à « La place », les relations au sein de du foyer sont caractérisées par une recherche de protection mettant à l'abri du manque et une réciprocité généralisée des échanges dont la forme principale est le don de nourriture. La question de l'alimentation illustre bien le caractère fragile de la frontière entre le foyer et l'extérieur. Comme l'observait déjà Janet Carsten, à l'intérieur des maisons le partage de la nourriture est constitutif de la parenté (1997). Si tous les habitants sont théoriquement susceptibles de s'installer à la table familiale, seuls ceux appartenant au foyer cuisinent ou se servent dans les placards directement sans passer par la responsable de l'unité domestique. Néanmoins, l'ensemble des consommables se trouvant à l'intérieur du foyer sont susceptibles d'être donnés. Les dons alimentaires appartiennent à un circuit d'échanges dépassant largement le domaine de la nourriture. En effet, ces dons appellent des contre-dons pouvant prendre des formes aussi diverses qu'une invitation à table, l'emprunt d'un kilogramme de farine, de l'aide pour démonter un moteur, un trajet en voiture, etc. Un grand nombre d'éléments matériels sont intégrés à ce schéma de fonctionnement dans le bidonville. L'essence, les vêtements, les cigarettes, l'alcool, le maquillage sont des exemples parmi d'autres. Ainsi, une partie importante de ce dont disposent les habitants est susceptible d'être donnée. Il n'est pas rare de voir disparaître un outil ou un ustensile sans que les habitants s'alertent ou cherchent à le retrouver sur le moment. Ils seront souvent eux-mêmes amenés à les réemprunter chez les autres le jour où le besoin s'en fera sentir.

Pour autant, les formes de prédation et les vols ne sont pas inexistantes, mais elles sont généralement mises sur le compte de la simple perte. C'est ce qui peut expliquer que les portes des cabanes et des caravanes sont très rarement fermées par des cadenas, même si, généralement, un membre de chaque unité familiale tente de rester en permanence au sein du bidonville et les voisins veillent sur les habitations des autres. Il faut néanmoins noter qu'au moment où s'est approché le début du programme de la résorption, les familles ont commencé à poser des cadenas sur leurs portes.

Au-delà de ces biens matériels, la réciprocité généralisée concerne plusieurs types de services économiques ou domestiques pour lesquelles aucune compensation directe n'est attendue. Elle passe évidemment par des petits gestes quotidiens tels qu'un service rendu pour charger un morceau de fonte dans un camion, pour changer une pièce auto ou aider à laver un gros tapi. Mais les compétences individuelles sont également mises à profit puisque chaque habitant partage son savoir-faire lorsque c'est nécessaire. Florin est, par exemple, spécialisé dans l'utilisation de la tondeuse et la coupe des cheveux de l'ensemble des hommes du bidonville, reprenant ainsi le métier de coiffeur qu'il a un temps exercé en Roumanie. De son côté,

Émil fait automatiquement office de boucher quand un cochon doit être découpé. Victoria est appelée lorsqu'il s'agit de soigner un blessé ou un malade tandis que Stephan partage sa bonne maîtrise de la lecture ou ses connaissances dans les métaux.

À la base de la réciprocité sur le bidonville se trouve donc l'obligation pour les individus de maintenir l'échange en donnant à leur tour. On peut trouver ici la triple obligation à l'origine du lien social mise en évidence par Marcel Mauss : celle de donner, recevoir et rendre (Mauss, 2012), c'est-à-dire la nécessité de maintenir la relation d'échange entre les individus pour éviter la guerre. Dans la continuité de ces travaux, Alain Caillé a tenté d'élargir la portée du propos de Mauss en montrant le caractère politique, moral et social du don. Il apparaît selon lui que le don est caractérisé par quatre pôles : la liberté, l'obligation, l'intérêt et le désintéressement (Caillé, 2007). Contrairement au don primitif, le don moderne aurait ainsi la particularité de laisser une plus grande liberté de choix aux individus (Godbout, 2007).

En outre, le don tel qu'il prend forme à « La place » renvoie à un type d'échange différé, appartenant à une dimension sous-jacente de la vie sociale et dépendant de temporalités indéfinies. L'aspect flou du don dépend le plus souvent des situations sociales même si certains événements bouleversent les relations coutumières et rendent visible des réciprocités habituellement invisibles. Selon René Girard « les échanges matrimoniaux ou bien les échanges de biens de consommation ne sont guère visibles en tant qu'échanges. Quand la société se détruit, par contre, les échéances se rapprochent, une réciprocité plus rapide s'installe » (Girard, 1982, p. 23). Traditionnellement, la famille reste abritée du caractère conditionnel des échanges produit par les dysfonctionnements sociaux. Elle tend alors à se replier sur elle-même et à limiter les formes de réciprocité généralisées avec l'extérieur (Sahlins, 2017).

On observe ainsi qu'au sein du bidonville, la sphère du don irrigue les relations entre les habitants. Elle participe à créer un « petit monde de la réciprocité » maintenant une forte intensité des échanges. Comme l'explique Remus, sur le bidonville « *si tu donnes tu existes, si tu donnes pas tu n'existes pas* ». La solidarité entre les habitants passe par un soutien général aux familles affectées par les difficultés matérielles, économiques ou familiales. Toutefois, un mouvement contre-balance cette tendance à la diffusion de la réciprocité généralisée. La vie collective ne fait pas complètement disparaître la recherche d'autonomie et les unités familiales éprouvent constamment la tentation de se replier sur elle-même.

4.4.1.2. Les frontières de l'échange

Sous bien des aspects, les solidarités au sein du foyer sont en concurrence directe avec les solidarités communautaires. La promiscuité amène en effet à la fragilisation de la limite entre

la sphère de la réciprocité généralisée dédiée communément à la famille et la sphère de la réciprocité restreinte englobant les relations sociales de proximité. Les différentes unités familiales maintiennent toutefois la limite entre ces deux grandes sphères de la réciprocité en posant des freins à la réciprocité.

C'est particulièrement le cas des individus disposant de ressources en dehors du bidonville pour qui la séparation des sphères s'avèrent efficaces pour limiter les obligations de don et les demandes permanentes de soutien formulées par les autres habitants. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne l'emprunt d'argent. Les gens de « La place » tentent d'échapper au circuit de prêt interne au bidonville en nouant des liens en France avec d'autres groupes ou en mettant en place des circuits alternatifs (cf : section 2.3.2.1, p.132). Les multiples sollicitations incitantes auprès des travailleurs sociaux ou des bénévoles associatifs reflètent également le besoin de se donner du lest vis-à-vis du circuit de réciprocités généralisées en accédant à d'autres sphères d'échanges.

Parfois, les unités familiales préfèrent cacher certains de leurs biens dans le but de les extraire de la sphère du don. Les denrées consommables onéreuses font notamment l'objet d'un écartement de la sphère collective. C'est ce qui explique qu'à plusieurs reprises, certaines familles m'ont chargé de prendre sur moi des aliments ou des boissons dans le but de les soustraire à la vue des autres habitants. À l'intérieur des cabanes, des stratagèmes se jouent dans le but d'éviter d'éveiller l'attention des voisins et de profiter d'un moment d'entre-soi familial.

Les foyers disposent donc d'une maîtrise limitée quant à la frontière entre les domaines de la réciprocité généralisée, équilibrée et négative. Cette situation participe à mettre en tension les équilibres familiaux. L'autonomie de la famille nucléaire est remise en cause par les solidarités au sein de la famille élargie. Les conflits surgissent alors régulièrement et mettent en scène la tension entre les différentes unités nucléaires constituant le cercle familial large. C'est particulièrement le cas entre les parents et les enfants mariés vivant encore au sein du groupe familial. Chez les Cîrciu, le sujet de l'intégration d'Adi et sa famille au sein du groupe élargi revient régulièrement. Le désir d'autonomie du jeune homme mène ponctuellement à des disputes avec son père lorsqu'il formule la volonté de passer une soirée en ville seulement avec sa femme et ses filles. Le poids de la promiscuité se fait d'autant plus sentir qu'au cours des dernières années, un troisième ménage composé du deuxième fils d'Ion et de sa femme est venu se greffer au groupe pour épauler les parents.

On retrouve la même situation chez les deux sœurs Bănescu et Ilescu. Alors qu'elles ont mis en commun leur lieu de vie, le retour de Sandu Bănescu et de sa famille ainsi que le mariage de Christi a déséquilibré les échanges familiaux au sein du foyer partagé. Après plu-

sieurs disputes, Emil a fini par ériger un mur de bois entre les deux espaces de vie et a installé une nouvelle cuisine, séparant ainsi matériellement les deux foyers. Finalement, les difficultés économiques et administratives ainsi que l'intervention d'un médiateur pour réconcilier les deux familles ont conduit à nouveau à une mutualisation partielle des espaces de vie. On trouve le même problème chez les Stoian ou les Gîngioveanu.

La recherche d'autonomie familiale s'exprime également par les formes d'échanges non généralisés que le foyer génère. Les sorties dans les centres commerciaux correspondent à ce type de moment d'extraction de la famille du circuit des échanges généralisés. La réciprocité négative qu'induit la relation marchande permet aux individus de se libérer de l'obligation de donner et de rendre pour se consacrer à la recherche de leurs intérêts et profits. Le faible accès au marché des habitants participe à leur enfermement à l'intérieur de circuits d'échanges du bidonville et au maintien de leur dépendance mutuelle. En effet, la réciprocité des échanges dans des milieux fermés comme celui du bidonville peut parfois produire autant d'aliénation que de solidarité (Fontaine, 2014). Le circuit marchand permet aux individus de réduire leur implication dans le circuit d'échanges et de se maintenir en dehors d'une densité sociale productrice de dépendances lorsque l'intensité devient trop importante.

Malgré tout, les comportements économiques marchands ne sont pas absents du bidonville puisque dans le cas de certaines activités, il arrive que les habitants se vendent les uns aux autres des carcasses de voiture à débiter, des jantes de voiture en aluminium ou qu'ils se rémunèrent pour certains services. Stefan a de son côté mis en place un petit commerce sur le bidonville. Il y vend à crédit des boissons énergisantes, des cacahuètes ou des biscuits apéritifs. En tant que père de cinq garçons quasiment tous émancipés, sa situation lui laisse plus de liberté pour mener ce type d'activité. Il est moins confronté à la dépendance que les autres habitants du bidonville et il peut instaurer la distance nécessaire à ce type de relations marchandes. C'est surtout une manière de réguler la réciprocité généralisée puisque l'origine de ce petit commerce vient de l'exaspération de Stefan « *de donner toujours à tout le monde sans jamais que l'on me rende* ».

4.4.1.3. La consommation

Pour les habitants de « La place », s'inscrire dans le monde de la consommation permet de s'extraire momentanément du bidonville. La consommation marchande ne se restreint pas au domaine de la subsistance. Elle possède un aspect intégrateur, participant à faire d'eux des membres à part entière de la société (Lazarus, 2006). Richard Hoggart a montré que la consommation dans les milieux populaires était prise dans un paradoxe entre la satisfaction

immédiate et la difficulté à planifier ses dépenses (Hoggart, 1970). En effet, la perspective constante du manque amène à profiter de la liberté offerte par la consommation aussitôt qu'elle se présente.

On peut comprendre ainsi l'intérêt des familles pour les sorties commerciales. Elles ouvrent la voie à un autre type de lien social : « Dans l'acte d'acheter, outre l'acquisition, entre, pour une grande part, la puissance que confère le versement de la monnaie, le geste de payer. Le plaisir de la possession se double toujours du plaisir d'acheter et sans lui s'affaiblit » (Pétonnet, 2012, p. 357). Les familles passent ainsi de longues heures à flâner dans les rayons de l'hypermarché, à comparer les prix et à essayer les produits en démonstration. La plupart des habitants se rendent tous les jours au Auchan à proximité du bidonville. Une fois rentré dans le magasin, le chef de famille pousse le charriot roulant dans les allées en observant attentivement les promotions. S'ils comparent les produits les uns aux autres, les habitants effectuent néanmoins toujours les mêmes achats : quelques baguettes de pain blanc, un morceau de viande en promotion et des packs d'eau. En effet, la majorité des petits achats sont plutôt effectués au Lidl, le supermarché discount sur la route entre l'hypermarché et « La place ».

On peut voir dans la pratique du vol un prolongement de ce rapport à la consommation. Si le vol permet de subvenir aux besoins fondamentaux, c'est également une manière d'acquérir des biens inscrivant l'individu dans la société de consommation sans nécessairement passer par un circuit de réciprocité. En outre, il convient d'observer que les vols dans les magasins répondent à des modalités multiples et résultent d'action allant du calcul prémédité à l'improvisation en fonction des opportunités. Le vol de montre ou d'appareil électronique préalablement repérés se différencie de « l'oubli » d'un carton de viande lorsque la caissière ne fait pas attention. Les pratiques de vol sont ainsi majoritairement du ressort de cette deuxième situation. Elles correspondent à des manières de faire exploitant les limites du cadre marchand. La satisfaction à la sortie du magasin découle de la sensation d'avoir réussi à dépasser le contrôle exercé par l'institution. Le vol résulte donc de ces deux types de comportements, l'un cherchant à s'inscrire dans la société de consommation, l'autre à subvenir aux besoins familiaux en démontrant sa capacité à être plus malin que l'institution.

En outre, les habitants développent des compétences, des connaissances et une expertise qu'ils essayent de maintenir dans la sphère familiale. Comme le montre Jean-Michel Servet, la consommation chez les pauvres relève toujours d'une certaine forme de méfiance les conduisant à craindre d'être floutés. Ceci les amène à fréquenter toujours les mêmes lieux sans chercher à comparer les prix ou à profiter des meilleures offres (Servet, 2002). Marie-Louise Bonvicini retrouve quant à elle le même type de comportement chez les femmes immigrées, préférant les magasins caractérisés par une forte interconnaissance aux grands supermarchés où

règne l'anonymat (Bonvicini, 1992). Pour les familles du bidonville, les achats sont généralement toujours les mêmes. Ils n'hésitent toutefois pas à faire jouer la concurrence entre les supermarchés discount et les grandes galeries commerciales. Surtout, loin d'être des consommateurs inconsiderés, les habitants du bidonville hiérarchisent leur consommation et privilégient certains types de dépenses en mettant en place des « stratégies de survie organisées » (Laé et Murard, 1985).

Ainsi, la consommation marchande des habitants du bidonville tente de se limiter à la sphère familiale. Elle est représentative de l'autonomie que cherche à acquérir l'unité domestique en s'inscrivant dans un espace de réciprocités négatives.

4.4.2. *Le foyer à distance du monde*

Pour contrer la promiscuité, les habitants investissent des micro-espaces d'intimité pouvant aller d'un coin personnel dans une cabane collective, une place abritée du vent ou un espace en dehors du bidonville. Christi passe par exemple une grande partie de ses soirées dans la voiture de son père. À l'intérieur, il peut y écouter sa musique, téléphoner à des copines et être coupé de l'agitation du bidonville (Marchal, 2014), « *ici t'es tranquille. T'es pas avec les enfants et les familles qui crient. Quand je veux sortir je me mets à côté de la voiture. Il y a de l'eau, du coca, à manger [rire]. Des fois il y a des gens qui passe, mais généralement on vient pas me faire chier* ». Néanmoins, pour la majorité des habitants, c'est à l'intérieur des habitations que se bricole un « espace à soi ».

4.4.2.1. La personnalisation du logement

Chez les classes populaires plus que dans tous les autres groupes sociaux, l'appropriation du foyer permet une mise à distance du monde extérieur et la création d'un refuge protégeant des aléas de la vie. Il constitue une résistance fragile face à la profonde vulnérabilité à laquelle sont confrontés les pauvres.

À « La place », la décoration de l'habitat joue un rôle prépondérant dans la construction d'un chez-soi. La plupart de ces éléments de décoration ont été trouvés dans la rue ou achetés en brocante. Ils sont le résultat des nombreuses années passées dans l'agglomération de Nancy. Surtout, ils apportent de la chaleur et du confort au foyer. Ce qui retient l'œil au premier regard est sans aucun doute les multiples tableaux et images aux styles dépareillés qui recouvrent les murs. Chez Emil, à côté de représentations du Christ à la couronne d'épines et au visage recouvert de sang, on trouve des paysages bucoliques d'automne ou un verset en arabe

du coran peint en noir sur un miroir. Ce n'est pas tellement l'unité qui est recherchée, mais plutôt une addition de décorations qui viennent remplir l'espace du foyer.

Des tissus et des étoffes décorent également les habitations. Dans les caravanes des familles Iliescu et Bănescu, des dentelles blanches cachent les placards accrochés au-dessus des lits. Les bandes de tissus, mesurant deux mètres de longueur et de vingt centimètres de hauteur, pendent du plafond auquel ils sont attachés par des punaises. On retrouve le même type de décoration chez Victoria. La matriarche a suspendu aux auvents plusieurs mètres de tissu satiné bleu-émeraude et pailleté qu'elle a trouvé en brocante. Plus discrète, la cuisine de chez Nicolae et Ilena a été décorée de plusieurs types de tissus au-dessus de la petite gazinière trônant dans la minuscule cabane.

Néanmoins, un maximum d'attention est accordé aux rideaux. Plus que tout autre élément de décoration, ils apportent le sentiment « d'englobement » nécessaire à la construction du « cocon ». Ils sont exubérants, décorés de motifs de fleurs et de formes en dentelle parsemant les draps de satin ou de coton. La plupart du temps, ils sont tirés sur toute la longueur de la fenêtre. Parfois, alors qu'une personne passe sur l'espace central du bidonville, un pan de rideau se soulève et une main fait signe de rentrer. Les rideaux sont en partie transparents et laissent passer un peu de lumière à l'intérieur des habitations obscures tout en cachant l'intérieur. Les rideaux ont donc une double fonction, ils sont à la fois des éléments à part entière de la décoration intérieure des cabanes et ils participent à masquer l'intimité familiale des regards extérieurs. Ainsi, ils permettent d'observer sans être vu. Les rumeurs du bidonville sont nourries par les regards portés sur les autres familles par-derrrière les rideaux.

C'est sans doute pour cette raison que les familles et les femmes en particulier accordent autant d'importance à la décoration des fenêtres. Il s'agit d'ailleurs de la première chose que les femmes ont anticipée à l'approche du déménagement vers les appartements. Au fil des mois, le plus souvent le dimanche, ou les jours suivants, les brocantes et vide-greniers, j'ai eu le droit à la présentation des grands morceaux de tissu, unis en couleur ou en motif si possible .

Parmi toutes les femmes du bidonville, Victoria est sûrement celle accordant le plus d'importance à l'aménagement d'un espace de vie qui soit le plus confortable possible pour sa famille. Ainsi, elle s'investit énormément dans les préparatifs du déménagement vers les appartements. Son futur appartement représente pour elle la possibilité de construire un espace correspondant à ses attentes, mais surtout un endroit où elle puisse investir tout son talent de décoratrice. À la différence d'autres femmes du bidonville, Victoria et son mari possèdent seulement d'une petite maison en mauvais état à Bărbulești, alors que d'autres, telles que Christina

Băsescu, Mariana Gîngioveanu ou Ioana Iliescu, ont construit et aménagé de grandes résidences richement décorées et gardent la quasi-totalité des ressources collectées en France pour leur lieu de vie en Roumanie (Segaud, 2009, 2010). Victoria, quant à elle a préféré investir de manière à privilégier son foyer en France.

4.4.2.2. Les meubles

Les meubles sont un bon exemple des différentes stratégies d'investissement déployées par les familles pour s'approprier leur espace de vie. Au fil des années, de nombreux meubles se sont accumulés sur le bidonville. La plupart sont issus de la récupération. À mesure que de nouvelles trouvailles viennent remplir l'espace, les habitants brûlent les excédants ou envoient les plus belles pièces directement en Roumanie. Il y a ainsi un turn-over régulier des meubles dans le bidonville. Durant les 18 mois sur le terrain, une bonne moitié des canapés et des fauteuils installés en extérieur, sous les auvents, avaient été changés. La majorité des habitations sont trop petites et l'espace est trop précieux pour que ce type de meuble vienne encombrer l'intérieur. L'hiver et le soir, nous nous asseyons tous ensemble sur les lits ou sur des chaises de jardin. Les canapés et fauteuils restent toutefois en extérieur et les conditions climatiques entraînent leur dégradation rapide. C'est ce qui explique en partie leur changement régulier. Le hasard des trouvailles dans le quartier ou en ville participe également au changement ce qui demande une certaine logistique.

L'accumulation des meubles est le résultat des trouvailles aléatoires, mais également la preuve de la capacité de débrouille de chacun des habitants. L'arrivée d'un beau butin, en particulier un canapé, est l'occasion d'un rituel lors duquel on s'enfonce à plusieurs dedans. On en profite pour commenter abondamment le nouveau meuble. L'intérêt particulièrement vif porté aux canapés au-delà de l'aspect esthétique vient de l'impression de confort qu'ils procurent. Lorsqu'on est enfoncé dans les gros coussins, il offre un sentiment de sécurité et de chaleur.

Aux gros canapés et fauteuils s'ajoute tout un tas de petits meubles plus mobiles, en particulier les chaises et tables de jardin. Si chacun de ces meubles appartient à une famille, ils voyagent la plupart du temps d'une cabane à l'autre. Les tables servent ainsi aux grands banquets collectifs pendant les fêtes ou les cérémonies évangélistes. Les chaises circulent encore plus. Lors des discussions entre hommes ou entre femmes, chacun ramène la sienne ou envoie les enfants en chercher une chez soi ou au dernier endroit où on l'a laissé. Les meubles de jardin ne sont pas assignés à un espace particulier dans le bidonville. Leur but est de circuler d'un endroit à un autre en fonction des besoins. Les meubles au sein du bidonville répondent à une double obligation de facilité d'usage et de qualités esthétiques. Ils participent à apporter

quelques éléments de confort qui permettent au chez-soi de prendre forme. Leur fragilité face aux conditions météorologiques les insère dans un cycle alimenté constamment par les nouvelles arrivées. Ils sont donc des supports fragiles pour réussir à construire un habitat perdurant dans le temps.

4.4.2.3. La télévision

Objet de toute l'attention familiale durant les longues soirées d'hiver, la télévision est sans conteste l'instrument qui participe le mieux à créer un sentiment de chaleur au sein des foyers du bidonville (Grignou et Neveu, 2017). Dès l'arrivée de l'électricité, on voit dans chacune des baraques s'allumer les écrans qui illuminent durant toute la soirée les habitations. Installée au centre des cabanes et caravanes, la télévision est un des éléments principaux de l'aménagement intérieur. Comme les meubles, beaucoup d'entre elles ont été trouvées dans la rue ce qui explique les fissures sur les écrans de certaines ainsi que des modèles pas toujours récents ou adaptés à la taille des habitations. La télévision apparaît indispensable au bon fonctionnement du foyer. L'animation qu'elle procure manque péniblement aux familles lorsque le budget ne permet pas d'allumer le générateur.

Des petites antennes posées sur le poste servent à capter les programmes français. Durant les derniers mois de « La place », lorsque les moyens des familles se sont améliorés, certaines d'entre elles ont commencé à acheter des antennes satellites pour capter les chaînes de télévision roumaines. Dirigés vers le sud, les ronds blancs sont venus ainsi décorer les arbres. Pour une cinquantaine d'euros, Marian a acheté son antenne chez un taxiphone du quartier. Il justifie son achat par rapport à ses parents : *« Ils ne parlent pas bien français et c'est important pour eux d'avoir la télévision pour être tranquilles le soir. Alors avoir la télé roumaine c'est bien, ça fait que ma mère elle peut suivre les émissions et les films »*.

La télévision constitue une expérience partagée entre tous les membres de la famille. Ils commentent abondamment les différents rebondissements, font savoir leurs désapprobations ou leurs enthousiasmes vis-à-vis des choix scénaristiques (Berjaud, 2016 ; Morley et Brunsdon, 2015 ; Poels, 2015). Surtout, la télévision donne accès à un extérieur tout en demeurant protégée par le foyer. Elle permet d'observer et de découvrir un monde éloigné quand bien même celui-ci est spatialement proche. Pour les enfants, c'est le moyen d'accéder aux dessins animés et aux émissions pour jeunes publics dont ils discutent avec les enfants et adolescents de leur âge sur le quartier ou à l'école. La télévision est l'une des seules activités pour lesquelles les enfants n'ont pas à sortir et où ils ne gênent pas les plus âgés dans leurs différentes tâches. Pour les parents, la télévision est donc un moyen de se libérer de l'inquiétude de veiller

sur les enfants en déléguant la tâche aux écrans.

Si devant l'écran, tous les regards sont fixés dans la même direction, la télévision n'empêche toutefois pas les discussions et la vie de continuer (Heurtin et Cardon, 2016). Ainsi, pour suivre un programme, la seule solution est de se rapprocher le plus possible de l'écran. Malgré un volume sonore au maximum, la capacité du poste de télévision ne permet pas le plus souvent de couvrir le bruit des voix. Le père de famille rappelle souvent tout le monde à l'ordre au moment de son programme. Comme dans beaucoup de foyers, la télévision fait l'objet de multiple conflit dans le choix des programmes (Gauntlett et Hill, 1999 ; Morley, 1986).

Le poste de télévision s'éteint lorsque le générateur arrive à bout de sa réserve d'essence et les membres de la famille s'endorment tous à la lumière et au son du poste de télévision. Celui-ci procure une présence, il couvre les bruits inquiétants de la forêt, des voitures roulant en trombe sur la chaussée à côté du bidonville ou encore les cris des détenus dans la prison voisine. La télévision participe à donner une certaine maîtrise du foyer par une saturation de son et de lumière.

Face aux problèmes monétaires que pose la consommation énergétique de la télévision, les enfants du bidonville ont développé des stratégies pour accéder à des programmes durant la journée. Il n'est pas rare de tomber dans un vide grenier sur un ordinateur portable usagé ou de vieux lecteurs DVD portables. Sur le bidonville, durant l'après-midi, les enfants ont très vite compris la possibilité qu'ils avaient de brancher les petites clés USB remplies de films que j'apportais sur les lecteurs DVD portables. Mieux, par un astucieux bricolage, Mihai réussit à brancher l'antenne TNT de la télévision familiale pour capter les programmes durant l'après-midi sur le lecteur DVD portable. Ces moments sont l'occasion pour eux de choisir les types de programmes qu'ils souhaitent regarder et de se créer un espace de confort à eux, à distance de l'agitation et du bruit du bidonville. La place que les habitants du bidonville réservent à la télévision, loin d'être juste une activité abrutissante telle qu'elle est souvent définie, est plutôt synonyme de chaleur et de détente en commun dans un environnement stressant et éprouvant.

Conclusions

Le bidonville est un lieu « familial ». Il s'agit souvent du premier ou du seul espace d'accroche à la ville de ses habitants et il leur permet de disposer d'un refuge pourvoyeur d'un sentiment de protection. L'organisation de l'espace du bidonville laisse apparaître la volonté de créer un cocon, la recherche d'une bulle protectrice. Plus qu'un espace conçu, le bidonville est avant tout un espace vécu. Il correspond à un type d'urbanisme que Françoise Choay nomme

« espace de contact » (Choay, 1994, 2006). En effet, l'architecture du bidonville favorise les relations entre les habitants et l'espace est orienté de manière à entretenir un circuit d'échange interrompu. Cette vie sociale intense participe à la socialisation des habitants et en particulier à l'intégration des nouveaux venus. Surtout, elle amortit les chocs tels que ceux de la mort, des agressions, de la maladie, etc. En ancrant certaines pratiques villageoises dans l'espace urbain, les individus instaurent un espace à distance de la ville. Toutefois, le transfert de ces pratiques œuvre également à leur transformation, les pratiques alimentaires par exemple s'adaptent aux produits accessibles et disponibles sur place, tout comme les pratiques ludiques ou festives. Par la transformation de ces pratiques, c'est le groupe lui-même qui est amené à partiellement changer et à s'adapter.

Finalement, le bidonville est le lieu d'une appropriation politique de l'espace et de la résistance aux formes normatives de l'habiter dans lesquelles la ville moderne tendrait à contraindre les habitants. En effet, Colette Pétonnet constate que « le nouvel urbanisme impose à toute une population un seul et même modèle d'habiter : l'appartement normatif. Les besoins des hommes y ont été métriquement définis, et leur responsabilité déléguée à un responsable » (Pétonnet, 2012, p. 143). Face à cela, « Le bidonville, dans son ensemble, représente un phénomène de résistance globale contre un autoritarisme qui ne tolère plus aucune singularité de l'habiter » (*Ibid*, p. 133). Si l'appropriation de l'espace du bidonville est une résistance en acte face à la vulnérabilité de l'habitat, c'est également une forme « infrapolitique » de résistance à l'ordre urbain (Lion, 2015 ; Scott, 2009).

L'appropriation de l'espace du bidonville est ainsi l'expression collective de la résistance des habitants. Les familles du bidonville sont bien conscientes de la confrontation politique dans laquelle elles se trouvent. Malgré tout, il ne faut pas surévaluer celle-ci. Au contraire de certains SDF dont la volonté est de rester dans la rue pour préserver leur indépendance (Damon, 2012), pour les habitants du bidonville de « La place », ce type d'habitat est un choix faute de mieux. En effet, il les maintient dans un agencement et une configuration collective déconnectant le foyer et le logement, l'espace du chez-soi et celui de l'intime.

Pour autant, il apparaît difficile de voir derrière l'intensité de la vie collective une intimité individuelle qui serait plus « forte que dans les immeubles modernes où campe une classe moyenne éloignée du monde et de la vie », tel que l'observait Jean Duvignaud (1992, p. 39). L'orientation vers l'intérieur des habitations et l'invisibilisation partielle de la vie familiale par l'installation de rideaux illustrent les tentatives fragiles pour mettre à distance le bidonville et instaurer un espace qui ne soit pas envahi par le collectif. Cette mise à distance de la vie communautaire reste vulnérable puisque la frontière entre espace individuel et espace collectif est largement perméable. Cette présence amoindrit l'une des particularités du chez-soi, celle d'être

un espace personnalisable et individualisable. Les habitants disposent d'une faible emprise pour déterminer les niveaux d'accès du collectif à l'espace privé. Cette situation limite l'appropriation de l'espace du bidonville. En effet, la notion de chez soi ne peut être séparée de celle d'espace privé et d'intimité. Si le bidonville offre un « chez-soi », il ne fournit qu'en partie un espace privé puisque sans être tout à fait un « espace privé visible », il n'est pas complètement un « espace privé caché » (Dambuyant-Wargny, 2004).

La promiscuité dépossède l'individu de son intimité. C'est à ce niveau que le rôle protecteur du bidonville apparaît limité puisqu'à mesure que les habitants s'intègrent à la ville, la forte proxémie (Hall, 2014) conduit à un sentiment d'enfermement. Or, comme l'avait déjà remarqué Colette Pétonnet dans les années 1970, « lorsqu'un habitant cesse de percevoir le bidonville comme sécurisant et protecteur pour ne plus ressentir que le poids des frustrations qu'il impose, sa durée de passage arrive à terme et il provoque son départ [...] Lorsqu'on n'a plus besoin de lui, il devient frustrant, et c'est parce qu'il entrave la liberté qu'il fait naître le désir de s'en libérer, désir qui conduit à se fondre dans la société plus lâche qui entoure le noyau » (Pétonnet, 2012, p. 125). La surpopulation constitue donc le penchant négatif de cette protection minimale. Elle illustre la tension entre les fonctions de sas et nasse du bidonville, car à la protection permise par le collectif s'oppose le poids de la promiscuité et les limites posées à l'émancipation individuelle. La forte stigmatisation pesant sur les habitants du bidonville découle en partie de cette situation.

Chapitre 5. La race : la disqualification ethnique

« les refus que subit le Juif en raison des préjugés et de son exclusion contribuent à lui faire prendre conscience, de manière aiguë, de sa condition séparée. Il découvre que les non-juifs ne veulent pas l'accepter en tant qu'individu, mais tiennent absolument à lui faire porter, ainsi qu'à ses enfants, l'étiquette de "Juif" qui est mal vue des gens sans se soucier du fait qu'il ne se sent pas plus membre de son peuple qu'eux-mêmes ne le considère comme membre de leur groupe. Il se tient sur la frange de deux mondes sans se sentir chez lui dans aucun des deux. Son soi est partagé entre le monde qu'il a abandonné et un monde qui le refuse »

(Wirth, 2006, p. 220).

Comme je l'ai signalé dans la partie introductive de ce travail, à partir du milieu des années 2000, les résidents de ce qui était alors appelé campement ou bidonville ont fait l'objet de multiples discours médiatiques ou politiques. Dans les plus hautes instances de l'État comme à l'échelon local, les représentants institutionnels se sont succédé pour dénoncer le « problème rom ». La construction contemporaine de la « question rom » découle néanmoins de logiques complexes. Deux priment tout particulièrement : le culturalisme et l'humanitarisme.

Le traitement institutionnel des bidonvilles a conduit à une instrumentalisation électoraliste d'un problème social européen (Amselle, 2011 ; Balibar, 2011 ; Rancière, 2011 ; Wahnich, 2011). C'est ainsi que de Nicolas Sarkozy à Manuel Valls, en passant par Brice Hortefeux, plusieurs représentants politiques ont cherché à afficher leur fermeté face aux agissements des populations pauvres et marginalisées identifiées comme Roms. Ainsi, le Premier ministre socialiste Manuel Valls, alors qu'il évoque la solution des « villages d'insertion », observe dans un entretien pour *Le Figaro*, le 14 mars 2013, que « *cela ne peut concerner qu'une minorité, car hélas les occupants des campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays, pour*

des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution ». Dès lors pour lui, les Roms auraient une « vocation » culturelle à rentrer en Roumanie.

C'est donc avant tout une raison culturelle qui serait à l'origine du maintien des bidonvilles en France. Surtout, la culturalisation de la « question rom » apparaît être une manière commode de dépolitiser un débat qui selon certains acteurs institutionnels n'en serait pas un. En effet, « passer d'une politique à l'égard de populations roms à une "question rom", c'est dénier la responsabilité des responsables. Le problème viendrait de la réalité elle-même, comme si la politique n'y jouait aucun rôle : au lieu de reconnaître que la "question" est posée par des acteurs politiques, tout se passe comme si elle se posait d'elle-même. Ainsi s'éclaire le culturalisme revendiqué par Manuel Valls : au fond, c'est chez les Roms qu'il faudrait chercher la clé de la "question rom" » (Fassin et al., 2014, p. 15).

Dès lors, a priori, la gestion par l'État de la question rom serait avant tout « technique » et « managériale ». Les choix et les décisions prises pour gouverner les bidonvilles n'auraient donc rien à voir avec l'origine culturelle des habitants. Pourtant, en maintenant volontairement ou non les résidents des bidonvilles dans des conditions de grande précarité, les politiques gouvernementales participent à l'association entre Roms et certains attributs de la pauvreté. Les occupants des bidonvilles sont alors assimilés à la saleté, la puanteur, la pollution, etc. (Olivera, 2015 ; Potot, 2018). L'action ou l'inaction de l'État et des collectivités territoriales engrangent ce qu'elles sont censées combattre : elles aggravent certains aspects qui caractériseraient culturellement et prétendument ces populations.

L'État est un acteur essentiel de la naturalisation de certaines caractéristiques attribuées aux Roms en menant des politiques publiques informelles visant spécifiquement cette population. En effet, le traitement qu'encaissent les habitants des bidonvilles conduit à la constitution d'un « Autre » radical, ce qui a comme conséquence indirecte la racialisation de ce groupe au sein de la société française. La technologie gouvernementale des « auto-expulsions » incarne ainsi le levier principal de cette « politique de la race » (Fassin et al., 2014).

Toutefois, plus qu'à l'échelle nationale, où aucune décision concrète n'est énoncée, ces mécanismes prennent forme au niveau local, dans la mise en scène de la relation entre habitants des bidonvilles et « riverains ». Les bidonvilles occasionneraient, selon les discours relayés par les élus locaux et certains militants associatifs, des gênes et des tracasseries engendrés par la présence de cet Autre, dont à lui seul le nom permet de cibler le problème. Surtout, les politiques municipales participent à reproduire perpétuellement ce problème et finalement maintiennent dans la représentation qu'on lui assigne « l'habitant rom des bidonvilles » (Nacu,

2010b ; Sigona, 2011). Plus que le résultat d'un racisme biologique, les bidonvilles seraient donc la traduction « d'un racisme culturel » relayé par certaines institutions de l'État.

À côté de la gestion culturaliste de la question rom, il en apparaît une seconde : le traitement humanitariste des migrants roumains identifiés ou s'identifiant comme Roms. L'arrivée massive en France de ces migrants à partir des années 1990 est apparue à bon nombre d'acteurs institutionnels ou associatifs comme l'illustration des problèmes politiques et sociaux rencontrés dans leur pays de départ. Dès 2009, les présidents de Médecin du Monde, du Secours populaire et de la fondation Abbé-pierre ont signé une tribune dans Libération intitulée « Roms : crise humanitaire en France » (Libération, 28 juillet 2009). Le parallèle avec le travail effectué par les organisations non gouvernementales dans les situations de crises majeures est explicite : « *Le matériel utilisé est celui habituellement mobilisé pour les urgences internationales. Pour la première fois, un camp de "déplacés européens" est ainsi mis en place aux portes de Paris* ».

La comparaison entre ces deux situations est-elle néanmoins pertinente ? L'apparition de la question humanitaire au 17^e siècle montre à l'origine une volonté d'accroître la gouvernance sur les peuples. Au fondement de la relation humanitaire se trouve une volonté politique de mettre à l'écart et de contrôler « des pauvres, des malades, de tous ceux auxquels la misère confère une paradoxale et dangereuse liberté » (Rufin, 1994, p. 26). L'intervention d'un « gouvernement humanitaire » se fixe donc comme premier objectif « d'éviter les désordres » (Agier, 2008) en conservant une emprise sur des populations extraites de leur situation d'origine.

Ce type de gouvernance renvoie les populations visées à un rôle de victime absolue : humain en partie seulement, car considérées en réalité comme altérée, diminuées ou imparfaites (Agier, 2010 ; Rancière, 1995). L'entreprise humanitaire n'est pas seulement une action de contrôle, c'est également une façon d'identifier l'Autre en le réduisant au statut « d'être vivant indistinct » (Agamben, 1997). La constitution d'un autre subalterne, à travers la relation humanitaire, s'est étendue depuis les dernières décennies à l'échelle mondiale. Ainsi, une partie de l'humanité est rattachée au « Monde » uniquement à travers cette mise en « récit humanitaire » (Agier, 2013c). Le déploiement de ce processus dans les situations de crises politiques, sanitaires ou économiques, aussi bien dans les pays du Sud que dans les sociétés occidentales, participe à la généralisation d'une politique de la compassion mettant au premier plan les sentiments moraux et les émotions (Fassin, 2018).

La vision portée sur les pays dont sont originaires les migrants identifiés comme Roms est constitutive de ce phénomène « d'humanitarisation ». Au vu de certains discours, l'histoire et

la situation géopolitique de la Roumanie, la Bulgarie ou les pays d'ex-Yougoslavie expliqueraient la fuite d'une partie de leurs populations vers l'Ouest. Se perpétue alors ici une certaine vision orientaliste de l'Europe de l'Est, à la fois sauvage, exotique et sous-développée (Said, 2005). Autrement dit, l'émigration importante s'expliquerait par les contraintes économiques et politiques dans leurs pays d'origine : « La promesse initiale qui leur [les Roms] a été faite, celle de l'obtention de libertés démocratiques et de la reconnaissance tant désirée de leur identité ethnique, a vite tourné à l'aigre. Au lieu de cela, on les a abandonnés à la logique impitoyable d'une économie de marché balbutiante, au sein de laquelle ils ont vite été jugés superflus ; au désert moral d'un interrègne légal au sein duquel ils ont été livrés, sans défense, à une flambée de racisme meurtrier ; ainsi qu'à des gouvernements démocratiquement élus que laissent indifférents ces électeurs sans pouvoir électoral » (Guy, 2002).

Les deux logiques venant d'être décrites mènent donc à un déshabillage identitaire des résidents des bidonvilles au profit d'un costume culturel préfabriqué ou d'une nudité victimaire déshumanisante. On retrouve néanmoins un même effet de dépossession individuelle de soi commun à la culturalisation et à l'humanitarisation. Pourtant, comme les chapitres précédents l'ont évoqué, vue de l'intérieur du bidonville, la construction d'un sentiment d'appartenance est un processus actif. Le bidonville participe même à renforcer celui-ci en aidant à mettre à distance le monde social extérieur.

Pour comprendre cela, il est nécessaire de revenir sur la façon dont les classes populaires et les collectifs humains en général produisent des entités sociales en délimitant un dedans et un dehors. En effet, pour Fredrik Barth, la frontière entre le « nous » et le « eux » structure en profondeur le caractère ethnique du sentiment d'appartenance (Barth, 2008). Ainsi, dans le contexte des sociétés de classes, on a longtemps pensé que les pauvres étaient dépossédés de cette capacité de délimitation du monde social. Toutefois, l'école des « *cultural studies* » a décrit avec précision la façon dont, malgré les contraintes matérielles, les classes populaires parviennent à énoncer et à donner sens aux hiérarchies sociales entre le « eux » de ceux d'en haut et le « nous » de ceux d'en bas (Hebdige, 2008 ; Hoggart, 1970 ; Skeggs, 2015 ; Willis, 2011b). Olivier Schwartz parle de son côté de la conscience sociale triangulaire qui marquerait la société française contemporaine (Schwartz, 2009). Il désigne par cette expression la manière dont certaines parties les plus stables des classes populaires dénigrent aussi bien des élites « du haut » et les plus précaires des pauvres « d'en bas ».

Ces frontières édictées par les groupes sociaux ne sauraient néanmoins être considérées comme stables et uniques. Comme le rappelle Michel Agier, dans les situations urbaines, elles prennent des formes flottantes pour répondre aux facettes multiples du sentiment d'appartenance (Agier, 2015). L'ethnicité est donc un jeu mouvant à l'intérieur duquel les individus en-

treignent entre eux des relations évolutives et contextuelles.

Dès lors deux questions se posent. Tout d'abord, quelles sont les catégories auxquelles sont affectés les habitants du bidonville de « La place », qui les définit et comment se sont-elles imposées ? Deuxièmement, de quelle façon détournent-ils, s'approprient-ils et revendiquent-ils des catégories d'appartenance leur permettant de s'identifier ou de se démarquer des autres groupes sociaux ? C'est ce à quoi ce chapitre cherchera à répondre.

5.1. Minoritaire parmi les Roumains...

5.1.1. Entre tradition et modernité

Dans le bidonville de « La place », les habitants revendiquent expressément leur « tsiganéité ». Toutefois, cette dernière fait avant tout référence à leur appartenance à Bărbulești même si elle peut également englober d'autres groupes identifiés comme tsiganes. Il est donc nécessaire de prendre quelques précautions quant au regard à porter sur l'utilisation que les habitants font de cette catégorie. En effet, le rattachement à l'identité tsigane doit être replacé dans le contexte particulier qu'est celui de Bărbulești et plus largement de la Roumanie.

En outre, la signification de la tsiganéité a pris une nouvelle facette avec sa transposition au contexte français. Si, les habitants importent une conception commune et collective de la catégorie d'appartenance « tsigane », celle-ci a été remodelée, retravaillée, éprouvée par la rencontre avec la société française et les groupes qui en sont constitutifs. Après plusieurs années passées dans le bidonville, la conception de la tsiganéité des habitants du bidonville s'est reconfigurée à l'interface de deux catégories ethniques aux histoires et aux significations sous certains aspects extrêmement différents : le « *tsigane* » et le « *țigan* »²⁴.

5.1.1.1. Les trajectoires parallèles des paysans roumains et des Tsiganes

Si le terme roumain de « *țigan* » peut être rapproché de celui de « *tsigane* », en réalité ce qu'il recouvre débordé assez généralement le sens qu'on lui accorde en français. En effet, la figure du « *țigan* » s'est forgée au cours de l'histoire nationale roumaine, elle a impacté de tout son poids l'imaginaire social du pays et son importance s'est révélée à chacune des grandes ruptures politiques du 20^e siècle (Durandin, 1994). En effet, en roumain, le mot « *țigan* » désigne moins une réalité ethnico-historique comme cela peut l'être dans les pays d'Europe de

24. En français, deux orthographes se côtoient, celle de tsigane et celle de tzigane. J'ai fait le choix de la première puisque c'est celle qui est aujourd'hui majoritairement utilisée par les institutions.

l'Ouest, qu'un jugement de valeur profondément péjoratif. Les țigans correspondent à des « Autres, souvent sombre de peau, qui mentent, volent, ramassent les ordures, ne travaillent pas, trafiquent ou bien alors, revers de la carte postale, s'habillent comme des sauvages, marient leurs filles avant la puberté, parlent fort dans la rue, se battent tout le temps, pratiquent des métiers archaïques... » (Olivera, 2012). À côté de ces caractéristiques négatives, on trouve également une autre conception du « țigan », plus romantique, liée aux caractéristiques fabuleuses et mystérieuses auxquelles les imaginaires nationaux associent généralement les Tsiganes. Ils sont ainsi représentés comme d'incroyables débrouillards, d'excellents musiciens, mais également des orateurs de génie ou des artistes accomplis. Les représentations auxquelles fait référence le terme de « țigan » oscillent entre ces deux facettes. D'un côté, il serait l'expression emblématique de la déliquescence morale gangrenant la Roumanie depuis sa fondation, de l'autre il renverrait à une incarnation pittoresque perpétuant les modes de vie traditionnels et ruraux de la culture roumaine (Durandin, 1995).

Pour comprendre tout ce qui fait la particularité de la minorité tsigane dans la société roumaine, il est nécessaire de prendre un peu de recul et d'explorer l'histoire des groupes humains identifiés ou s'identifiant comme tel. Cette histoire reste néanmoins difficile à rédiger. Jusqu'à une période récente, la majorité des auteurs dont le travail s'est arrêté sur ce sujet ont souvent cité un petit nombre de sources, reprises d'un auteur à l'autre. L'histoire des Tsiganes en Roumanie se résume alors souvent à un récit simpliste faisant des groupes désignés par ce terme les victimes d'un système féodal les ayant progressivement réduits en esclavage entre le moment de leur arrivée théorique au 14^e siècle jusqu'à la fin du 19^e siècle.

Comme nous l'avons vu un peu plus haut (cf : section 2.1.1, p.104), durant la période médiévale, les territoires roumains s'organisent à partir du pouvoir que détiennent de petits seigneurs locaux. Au 14^e siècle, alors que les royaumes d'Europe de l'Ouest commencent à fixer spatialement les populations pour accroître la disponibilité en main-d'œuvre, dans les territoires bordant les Carpates, les chefs locaux entreprennent également de réguler l'ancrage des groupes humains installés sur leurs domaines. Toutefois, à la différence des monarchies ouest-européennes, souvent plus peuplées, dans lesquels les populations bohémiennes ont été chassées et renvoyées vers les zones faiblement contrôlées par le pouvoir, dans l'Est, les groupes de Bohémiens sont fixés au territoire dans le but « de conserver par la force et à bon compte, une main-d'œuvre jugée indispensable » (Vaux de Foletier, 1970). Au fil des siècles, l'emprise des seigneurs locaux s'est resserrée jusqu'à devenir pleinement esclavagiste.

De nombreux récits ont fait de l'esclavage l'une des spécificités des Tsiganes de l'Est. En réalité, cet asservissement était le lot d'une grande partie de la paysannerie valaque et moldave. Tout au long de cette période donc, dans les petites seigneuries du sud de la Roumanie,

la destinée des paysans et celle des Bohémiens s'entrecroisent l'une et l'autre. Ainsi, P.N. Panateiscu observe que « the destiny of the tziganes is so closely allied with that of the peasants that it is impossible to speak of th enslavrd Gypsies without mentioning at the same time the enslaved peasants »²⁵ (Panateiscu, 1941).

L'historien français spécialiste des Tsiganes, François de Vaux de Foletier, décrit ainsi ce qui constitue le quotidien, mais en même temps la diversité de la vie des Tsiganes durant l'époque. Les conditions de vie dépendaient énormément des lieux de vie et d'importantes différences existaient entre ceux vivant en ville et ceux à la campagne. En outre, si la plupart ont vécu des métiers des champs, certains bénéficiaient de statuts particuliers leur permettant d'exercer des activités artistiques²⁶.

La condition politique des petites paysanneries roumaines, dont une partie d'entre elles est identifiée comme tzigane, change néanmoins progressivement. À partir des années 1840 commencent à apparaître des revendications « antiesclavagistes ». Celles-ci enfièvrent rapidement la scène politique moldave et valaque. La dénonciation de l'esclavage fait écho à la situation de domination politique des sociétés du sud des Carpates alors qu'à cette époque, les territoires de la future Roumanie sont encore sous la dépendance des empires russe et ottoman.

Parallèlement des revendications nationalistes germent dans toute l'Europe jusqu'aux confins orientaux. Une révolution éclate en 1848 en Moldavie et en Valachie, elle aboutit à l'unification des deux principautés en 1858 jusqu'à ce qu'elles ne prennent pleinement leur indépendance en 1878. Avant cette dernière date, le fonctionnement des territoires est modernisé en profondeur. Une grande réforme agraire aboutit en 1864 et conduit à l'abolition du servage. Des centaines de milliers de paysans et de Tsiganes sont libérés de leur condition. Un certain

25. Le destin des Tsiganes est si étroitement lié à celui des paysans qu'il est impossible de parler des Tsiganes esclaves sans mentionner en même temps les paysans esclaves.

26. « Les tziganes des monastères et ceux des boyards étaient astreints à toutes sortes de travaux, même aux travaux de la terre. [...] Ils étaient utilisés aux besognes les plus diverses : cochers, postillons, charrons, forgerons, maréchaux-ferrants, serruriers, maçons, briquetiers, menuisiers, vitriers, tisserands, tailleurs, pelletiers, cordonniers. Ils travaillaient aux cuisines, cuisaient le pain ; ils étaient porteurs d'eau, domestiques. Logés, nourris et habillés, ils obtenaient souvent, sous forme de pourboires, des gains supérieurs aux gages des domestiques occidentaux. Les femmes étaient servantes, lingères, blanchisseuses [...]. Aux métiers manuels s'ajoutaient les professions artistiques [...] les maîtres remarquèrent ces dons, et enrichirent leur personnel de musiciens attirés. [...] Les tziganes de la Couronne étaient les plus favorisés [du point de vue de la liberté de mouvement]. Moyennant une taxe assez modique payée à l'État, ils jouissaient d'une certaine indépendance, vagabondaient aisément, mendiaient, travaillaient parfois pour leur compte. [Enfin] ceux des tziganes qui vivaient de leurs métiers en ville jouissaient par rapport aux tziganes des campagnes, de privilèges appréciables. Surtout à partir du milieu du 18^e siècle. En 1757 le prince de Moldavie décida que les tziganes dépendant de la Métropole dans la ville de Focsane seraient exempts de la compétence des juges princiers et des juges des boyards » (Vaux de Foletier, 1970).

nombre d'entre eux quitte le pays tandis que les autres restent sur place et continuent à mener leurs activités agraires.

5.1.1.2. Les Tsiganes dans la société roumaine moderne

Cette histoire de la paysannerie roumaine, et surtout le récit qui en a été fait par la suite, a participé à inscrire la figure du tzigane au plus profond de l'imaginaire national. Les Tsiganes ont donc fait pleinement partie du processus de construction du récit national. Toutefois, ils sont également apparus tout au long de ce cheminement comme une menace. En effet, si l'État roumain a acquis pleinement son indépendance dès la fin du 19^e siècle, la construction d'un sentiment d'appartenance nationale a représenté un travail beaucoup plus long et difficile, au cœur des inquiétudes de la classe politique et intellectuelle roumaine durant les décennies qui ont suivi (Durandin, 1995 ; Karnoouh, 2008). La fragilité politique du pays permet d'expliquer l'importance accordée à cette question et les enjeux qui lui sont sous-jacents. Au tournant du 20^e siècle, la situation géographique du jeune État roumain le place au centre des tentatives de prédation des grandes puissances internationales ; que ce soit l'Empire ottoman, l'Empire russe, l'Empire austro-hongrois, voire les puissances occidentales, tous convoitent ce petit territoire au carrefour des grandes voies terrestres et maritimes.

L'affirmation de l'unité nationale est donc au centre des enjeux de souveraineté pour Bucarest. La cohésion de la population roumaine n'a cependant rien d'évident. Les revendications nationales, comme dans beaucoup d'autres pays des Balkans, s'appuient sur une langue commune. Ce point est néanmoins fragile puisque le roumain est un langage récent, formalisé seulement au 19^e siècle à partir des parler populaires des provinces longeant la mer Noire.

En outre, l'histoire d'un peuple roumain reste à écrire. Les débats concernant l'origine de la nation roumaine s'opposent à propos des origines hypothétiques d'un tel peuple. Comme souvent autour de la Méditerranée, l'Empire romain fait figure de point de référence. La genèse du peuplement roumain oppose principalement deux lectures expertes. Pour certains, l'apparition du peuple roumain remonterait à l'arrivée au nord du Danube de l'armée romaine de Trajan à partir 106 jusqu'à 256 après J.-C. La rencontre avec les populations autochtones vivant sur le flanc des Carpates, les Daces, aurait conduit à la constitution d'un nouveau peuple latin le long de la mer Noire. Pour d'autres, les Roumains sont en réalité des populations slaves influencées par des éléments linguistiques latins sporadiques réactualisés à partir de la formalisation grammaticale de la langue au 19^e siècle. Le peu d'éléments tangibles pour étayer ces deux thèses participe à mener les débats essentiellement à partir d'abstractions ; le document le plus ancien en roumain écrit en alphabet latin date de 1521, soit à douze siècles d'intervalle

du départ de l'Empire romain.

À partir de ces éléments, les penseurs roumains ont longuement disserté sur l'essence culturelle de la nation roumaine. Lucian Blagas voyait dans l'esprit de village l'un des fondements de l'esprit roumain tandis que Constantin Noica s'emparait de la relation entre nature et culture pour trouver un lien spécifique à l'identité roumaine entre ces deux pôles. Si l'on peut remettre en question les fondements théoriques de ces travaux, leur utilisation par le régime a eu indéniablement un impact sur la manière dont s'est constitué durant tout le 20^e siècle l'imaginaire national roumain.

Dès lors, à l'instar d'autres États-nations, la relative vulnérabilité du récit national a conduit les minorités ethniques à être rapidement perçues comme une menace pour la solidité et la cohésion du pays (Marchal, 2012). En effet, alors que l'idée d'une identité roumaine partagée par tous trouve difficilement la force de s'imposer, les minorités représentent une remise en cause du récit national. Ces craintes s'exacerbent à mesure que les défaillances de l'État se multiplient. L'incorporation de la Transylvanie à la Roumanie en 1918 aggrave ce problème puisqu'elle provoque le rattachement de plusieurs millions de magyarophone et d'une dizaine de nouvelles minorités linguistiques et culturelles.

À cette fragilité ethnique de l'État-nation s'ajoute également un développement économique, technologique et politique reléguant la Roumanie aux marges de la modernité, à la traîne des « cousins latins de l'Ouest ». Comme le remarque Lucian Boia, « le Moyen Âge commence, dans les pays roumains, au 14^e siècle, alors que l'Occident s'en éloignait pour se diriger vers la Renaissance. Considérable décalage historique : le problème des Roumains a été (et c'est toujours le cas) de réduire graduellement leur handicap. En outre, ils étaient de petits États [...]. Cette condition assez modeste, non seulement par rapport à l'Occident, mais aussi par rapport aux voisins, a généré dans la conscience moderne des Roumains un complexe d'infériorité et, de manière logique, diverses tactiques de compensation » (Boia, 2003, p. 80-81). C'est dans certaines campagnes et petites villes du sud de la Roumanie que ce retard prend sa forme la plus exacerbée. Au contraire, le nord-est du pays jouit d'un développement plus avancé grâce à sa proximité géographique et historique beaucoup plus importante avec l'Ouest.

Ainsi, dans l'histoire de l'imaginaire national roumain, la figure du tzigane a incarné cette double fragilité à la fois ethnique et économique, « À l'époque [la fin du 19^e siècle] où le mot "tsigane" prend en France et dans d'autres pays d'Europe occidentale une dimension savante qui, on l'a vu, abstrait les populations réelles des contextes locaux pour en faire une pure construction "logique", son homonyme roumain, le țigăn devient l'alter ego réprouvé du Rou-

main moderne, celui-ci craignant que cette part intime de lui-même ne (re)prenne le dessus » (Olivera, 2012, p. 102). Encore aujourd'hui, les Tsiganes du sud de la Roumanie incarnent dans les représentations collectives et médiatiques cette figure du pays à rebours de la modernité et de l'unité nationale.

5.1.1.3. Institutionnalisation de la tsiganéité

Au-delà de ses représentations traditionnelles, la figure du tsigane, telle qu'elle est évoquée dans les médias ou les discours institutionnels roumains, est souvent antinomique. À partir d'un échantillon d'article de presse, Katarina Matei montre que le regard porté par les journalistes sur les Tsiganes varie de la bienveillance aux attitudes « négatives, injurieuses, calomnieuse, voire paroxystiques d'"incitation au pogrom" ». Il lui apparaît que « dans les articles ayant une attitude négative et très négative, on ne cherche jamais des explications, on ne fait pas d'analyses, les auteurs utilisant automatiquement les stéréotypes. Ces articles ne traitent pas les problèmes des Tsiganes, mais le problème des frustrations des non-Tsiganes : "nous sommes pauvres", "nous vivons dans l'incertitude et l'insécurité" ; les Tsiganes sont les coupables pour toutes ces choses. Les Tsiganes sont seulement le prétexte qui permet de décrire tous les manques et les malheurs des non-Tsiganes » (Matei, 1993).

Malgré cette situation contrastée, ce sont les observateurs extérieurs qui dépeignent la vision la plus sombre de la condition des Tsiganes et du traitement qui leur est réservé en Roumanie. Bon nombre d'institutions internationales se sont ainsi inquiétées de la place réservée à cette minorité au sein de la société roumaine depuis la révolution de 1989. Ces alertes ont donné naissance à de nombreuses initiatives pour venir en aide à cette minorité considérée comme la plus démunie du pays. Le plus souvent financées par de grandes organisations non gouvernementales (ONG) ou par les institutions européennes, ces structures de défense et de promotion des minorités tsiganes ont contribué à faire d'une pluralité de groupes très distincts une entité sociale à part entière, cohérente et homogène. En Roumanie, le travail de ces organisations s'est traduit par la création de multiples organes représentatifs, le financement d'un commissariat veillant au respect des droits des Tsiganes, la promulgation de lois protégeant la spécificité culturelle de cette minorité, la nomination de représentants issus de la « communauté » au sein des institutions étatiques et la création en 2005 de l'*Agentiei Nationale pentru Romi* (l'Agence Nationale pour les Roms) chargée de faciliter l'intégration des Roms au sein de la société.

Au fil des années, la prise en charge institutionnelle de la condition tsigane en Roumanie a eu comme effet de remplacer l'utilisation du terme de « *țigan* » pour ceux de « *Rrom* » ou

« Rom ». Elle a également fait de cette question, non pas un problème spécifique à la Roumanie, mais plutôt un sujet européen concernant l'ensemble des membres de l'UE. Le traitement contemporain de la minorité tsigane en Roumanie a donc en partie été défini par des institutions extérieures.

En outre, l'État roumain a mis en place depuis les années 1990 des modalités spécifiques pour mesurer et prendre en compte la minorité tsigane. Si des controverses continuent d'opposer les responsables publics aux ONG sur les critères à adopter, le recensement de la population a intégré l'appartenance ethnique rom aux choix proposés. Les institutions européennes ont néanmoins pointé du doigt les difficultés de mise en place d'un tel recensement puisque le caractère discriminant de la catégorie d'appartenance tsigane peut conduire certains individus à préférer se déclarer Roumains. Les institutions continuent donc à s'écharper sur le nombre de Tsiganes en Roumanie. Alors que le recensement de 2011 dénombre 619 000 « Romi » (Comisia Centrală pentru Recensământul Populației și Locuințelor, 2012), le Centrul Romilor pentru Interventie Sociala si Studii (le centre pour l'intervention sociale et l'étude auprès des Roms) continue à estimer leur nombre à deux millions.

Comme on peut le voir, la place occupée par la minorité tsigane en Roumanie a profondément évolué depuis 1989, elle s'est institutionnalisée, elle est devenue plus visible et des organisations promeuvent maintenant la spécificité culturelle tsigane (Nacu, 2010a). Ceci ne peut masquer toutefois la place structurante que continue d'occuper la figure du tsigane dans l'imaginaire national roumain, ce qui fait dire à Lucian Boia que « Les Tsiganes sont, aujourd'hui, la principale obsession des Roumains » (Boia, 2003, p. 298). Cette figure incarne encore, trente ans après la fin du régime communiste, les limites de la construction de l'unité nationale ainsi que les ratés du processus de démocratisation qui avait promis l'accession générale à la société de consommation (Karnoouh, 2005).

5.1.2. *Tsiganéités roumaines*

À « La place », le « nous » désigne avant toutes choses l'ensemble des populations originaires du village de Bărbulești. Celui-ci constitue un support solide de reconnaissance mutuelle maintenu malgré l'éclatement de la diaspora dans l'ouest de l'Europe. La frontière avec le « eux » s'édifie face à l'ensemble des autres populations auxquels sont confrontés les habitants du bidonville. Toutefois, le sentiment d'appartenance au village de Roumanie reste peu nommer. Il est renvoyé au terme vaste de « *la noi* » (« *chez nous* »). Au-delà de ce mot, un nom peut difficilement être attribué à ce groupe de référence. Cette appartenance continue à être un fort vecteur de sens dans la mesure où la distinction entre le « nous », de Bărbulești, et

le « eux » reste très fort.

5.1.2.1. Roms contre modernes

En outre, une opposition entre modernes et traditionnels parcourt la conception de la tsiganité portée par les habitants de « La place ». Cette tension se retrouve dans leurs discours et ils n'auront de cesse durant mon travail ethnographique de me préciser que, plus que des « *Tsiganes* », ils sont des « *Tsiganes modernisés* ». Ils opposent ainsi leurs pratiques à des modes de vie jugés beaucoup plus archaïques que les leurs et dont la représentation la plus emblématique est incarnée par les Tsiganes ruraux vivant dans des conditions de dénuement beaucoup plus importantes que la leur dans le sud de la Roumanie. C'est ce que précise Ioana : « *Il y a deux sortes de Tsiganes chez nous. Les traditionnels qui vivent dans les villages très pauvres, ne font pas attention à eux et travaillent dans les champs. Et les modernisés qui mettent des vêtements comme tout le monde, qui ont de bonnes maisons, des voitures et qui travaillent dans les villes. Nous, on est des modernisés. On fait attention à nous, on parle bien, on ne se fait pas honte comme les traditionnels. On a abandonné ce mode de vie là, maintenant on est moderne* ». À travers la distinction entre traditionnels et modernes, les habitants mettent en avant leur proximité avec une certaine conception que la société roumaine se fait d'elle-même, une société proche de l'occident et de ces modes de vie.

Les habitants du bidonville font ainsi état de quatre aspects caractérisant les Tsiganes archaïques : des conditions de vie rudimentaires, conduisant certains à vivre sous tente, des robes très amples et colorées montrant une conception de la féminité en dehors du cadre normatif de la vertu revendiqué par les femmes de Bărbulești, des tenues du corps très relâchées, des manières de parler beaucoup plus rustique. Au contraire, selon eux, les Tsiganes modernisés peuvent être reconnus grâce à certains traits principaux de leur mode de vie : un habitat élaboré fait de maisons en dur confortables, des robes féminines droites aux couleurs sobres, une tenue du corps ferme, un langage plus tenu et une meilleure maîtrise du roumain.

La situation particulière de Bărbulești peut éventuellement expliquer la distinction opérée par les familles entre modernes et archaïques. Bărbulești est un village industriel dans lequel les services de l'État ont été très présents durant la période communiste. La politique menée contre les Tsiganes par l'administration Ceausescu y a été particulièrement prégnante. Parmi les plus anciens du bidonville, beaucoup se souviennent encore des slogans anti-tsiganes préférés par le régime communiste. Le vieux Grigor se remémore ainsi les déclarations des fonctionnaires concernant l'appartenance relative selon eux des habitants de Bărbulești à la « *nation roumaine* » : « *Pour eux, on a une "langue d'une autre nation", on mène "une vie de ca-*

fard" et on est "des étrangers parmi les Roumains" ». Certains des plus anciens se souviennent ainsi de la répression brutale menée contre ceux identifiés comme Tsigane. C'est le cas de Nicolae : « Pendant le communisme, la moindre chose que tu faisais tu finissais en prison ou on te battait. Si la police t'attrapait en train de boire ou ne rien faire, ils t'emmenaient et ils te battaient. Ils étaient très racistes à Bărbulești, c'est toujours contre les Tsiganes qu'ils faisaient des punitions et jamais les Roumains ».

Les nouveaux modes de vie importés d'Europe de l'Ouest depuis la révolution expliquent également la différenciation qu'opèrent les habitants entre modernes et traditionnels. Les changements opérés à l'intérieur du village ont produit des transformations importantes entre les générations, mais également entre les groupes, participant à distinguer les plus opulents possédant les moyens d'adopter pleinement le mode de vie moderne, des plus archaïques devant continuer à mener une vie indigente.

La réappropriation par les habitants de l'opposition entre modernes et traditionnels est ainsi une manière pour eux de se distinguer d'une représentation arriérée de la condition tzigane. Elle les intègre au processus de modernisation. En opérant la distinction entre deux modalités de l'être tzigane, les habitants de Bărbulești essayent de négocier le stigmate faisant d'eux l'une des causes du retard civilisationnel que connaîtrait la Roumanie.

La frontière entre modernes et traditionnels est néanmoins mince et pas toujours évidente à tracer. Un soir lors duquel nous regardons la télévision chez les Cîrciu, une douzaine de personnes observent le spectacle et s'interrogent sur le candidat d'une émission roumaine de télé-crochet. L'homme d'une cinquantaine d'années est édenté, habillé d'un costume traditionnel blanc décoré de motifs rouges et verts, accompagné d'une veste noire. Il monte sur scène pour jouer un morceau de flûte en sautant de droite à gauche. Interpellé devant le spectacle un peu burlesque, Ana se demande s'il s'agit d'un Tsigane ou non. Les spectateurs débattent longuement pour déterminer si son costume est effectivement un costume tzigane ou si son accent trahit une appartenance quelconque. Finalement, ils finissent par conclure qu'il s'agit probablement d'un Tsigane traditionnel des montagnes, ce qui expliquerait son comportement fruste. Malgré tout, un doute persiste. Ovidiu se demande s'il ne s'agirait finalement pas d'un Tsigane moderne se faisant passer pour un traditionnel pour être sélectionné à la prochaine étape de l'émission.

On retrouve également l'opposition entre moderne et traditionnel sur le bidonville. Les soirées passées avec les plus anciens à boire, manger et chanter mènent souvent à des reproches de la part de certains habitants lorsque les festivités commencent à se faire un peu trop tardives et bruyantes. Parfois, les esprits s'échauffent et il est souvent reproché aux noctambules

de se comporter comme des « *Tsiganes dégénérés* ». Pour les personnes incriminées, ces condamnations sont la marque de ceux ayant « *oublié comment vivre, qui se prennent pour des gaje alors qu'ils sont toujours des Tsiganes sans éducation* » comme l'explique un soir avec amertume Grigore.

L'affection très vive des habitants pour le film de Tony Gatlif, *Gadjo Dilo*²⁷, illustre bien l'opposition entre la conception du « *Tsigane modernisé* » et celle du « *Tsigane traditionnel* ». Dans ce film, l'acteur français Romain Duris interprète un jeune musicien à la recherche d'une chanteuse dont il possède une cassette audio. Il se lie alors d'amitié avec un vieux Tsigane très pauvre qui l'emmène vivre chez lui. Les conditions de vie y sont très rudimentaires puisqu'une partie importante de la communauté vit sous des tentes. L'attachement des habitants de « La place » pour ce film vient sûrement de la présence de dialogue en romani, chose rare au cinéma. Surtout, le film montre une certaine représentation très archaïque des Tsiganes du sud de la Roumanie. Il expose les conditions de vie que connaissent certaines communautés près de Bărbulești, comme l'atteste le travail de Raluca Muresan (2003). Le film, plus qu'un témoignage authentique de la vie des Tsiganes de Roumanie joue sur une certaine conception de la tsiganéité en Roumanie et l'un de ses pendants les plus typiques : la figure du vieux Tsigane archaïque aux mœurs conviviales, mais inscrites dans une autre époque.

5.1.2.2. Tsiganéités roumaines

La médiatisation de la « question rom » a confronté les habitants à une représentation, très nettement partagée au sein des médias et de la classe politique, associant Roms et bidonvilles. La mise en forme de cette question en tant que « problème rom » (Lascoumes et Galès, 2012) renvoie ainsi les familles de « La place » à une identité rom dans laquelle ils ne se reconnaissent qu'en partie. Si la tsiganéité peut être mobilisée en tant qu'entité fédératrice dans le cas des interactions avec d'autres groupes roumains ou français, les migrants de Bărbulești maintiennent une frontière entre eux et la figure ethnique du Rom.

Sur le bidonville, le terme de Rom est généralement mobilisé de manière péjorative. S'ils peuvent accepter d'être nommés par cette appellation, en particulier devant les travailleurs sociaux, à l'intérieur du bidonville, le terme de Roms ne sert à aucun moment de catégorie d'identification. Au contraire, il est utilisé le plus souvent pour désigner les tares de certains individus. Revenant avec « Viorel » sur une dispute qu'il venait d'avoir avec son voisin Emil, je l'interroge sur son utilisation du mot rom durant l'altercation : « *C'est un sauvage, comme les Roms. Il faut se méfier d'Emil, il ment et il fait des choses dans ton dos. Ils sont comme ça*

27. Film sorti le 8 avril 1998 en France.

les Roms, tu ne peux jamais leur faire confiance ». Il m'est ainsi arrivé à plusieurs reprises de me faire qualifier de « sale Rom » lors d'altercation avec certains habitants ou à des moments où mon comportement était jugé inapproprié.

Les habitants renvoient à l'identité rom tout un panel d'individus vivant dans la saleté de manière archaïque et dont les vices sont multiples. En outre, la catégorie de Roms ne désigne pas seulement des résidents d'Europe de l'Est comme c'est souvent le cas dans les discours politiques et médiatiques. Lors de reportages à la télévision montrant les conditions de vie déplorable dans certains campements de migrants du nord de la France, certaines familles m'ont affirmé avec certitude que les individus vivant dans ces conditions ne peuvent être que des Roms. Plus généralement, face aux images de bidonville dans les médias, ce qui différencie les conditions de vie des Roms et celle de « La place » est l'absence de boue, l'espacement des constructions et la propreté des habitants.

L'opposition mobilisée par les habitants du bidonville entre la « tsiganéité moderne » et la « tsiganéité archaïque » sert ici à exclure la catégorie de Roms de leur sphère d'identification. La différenciation entre les « Roms » vivant dans des conditions de vie dégradées et le « nous » vivant de façon plus modernisée induit ainsi une hiérarchisation entre les habitants de « La place » et les individus vivant de façon plus ou moins similaire dans des bidonvilles. Elle permet une distinction tout en induisant un déplacement du stigmatisme vers des populations se rapprochant de la représentation médiatique du « Rom des bidonvilles ». En cela, pour les habitants, la figure du Rom crée un « autre ». Elle participe à la construction d'une entité tierce se positionnant de façon subalterne à côté du « nous » de Bărbulești, et du « eux » des classes dominantes.

La notion de Roms sert ici à rejeter le stigmatisme associé à l'identification à la catégorie ethnique de tzigane. Elle est mobilisée pour qualifier les groupes dont les conditions d'existence sont considérées comme insuffisantes pour être rattachées au « nous ». Elle permet en outre de renforcer le sentiment d'appartenance des habitants en créant un « eux » subalterne. Ce mécanisme a été décrit par Norbert Élias et John Scotson dans leur étude portant sur les communautés ouvrières de Leicester dans le nord de l'Angleterre (Elias et Scotson, 1997). Les deux auteurs montrent que les ouvriers de la ville les plus dotés en ressources mobilisent celles-ci pour transférer les stigmates véhiculés par les groupes dominants sur les groupes d'ouvriers subalternes. C'est ce même phénomène que l'on retrouve dans le bidonville de « La place ». Les habitants mobilisent en effet leur situation matérielle plus avantageuse que dans beaucoup d'autres bidonvilles pour justifier la distinction avec les groupes subalternes. Les populations confrontées à un dénuement plus important et plus net sont ainsi renvoyées à une catégorie d'appartenance désignée par le terme de Roms.

5.1.2.3. Le bricolage local de la tsiganéité roumaine

Dès leur arrivée sur l'agglomération de Nancy, les migrants de Bărbulești sont très vite rentrés en contact avec d'autres groupes identifiés ou s'identifiant comme Tsiganes roumains. À cette époque, un groupe originaire d'un petit village à proximité de Timișoara, à l'ouest de la Roumanie, est déjà installé sur l'agglomération. Les membres de ce groupe sont arrivés dès le début des années 1990 à Nancy. Ils y ont progressivement développé leur réseau économique et la plupart d'entre eux sont déjà bien ancrés localement lorsqu'arrivent les migrants de Bărbulești.

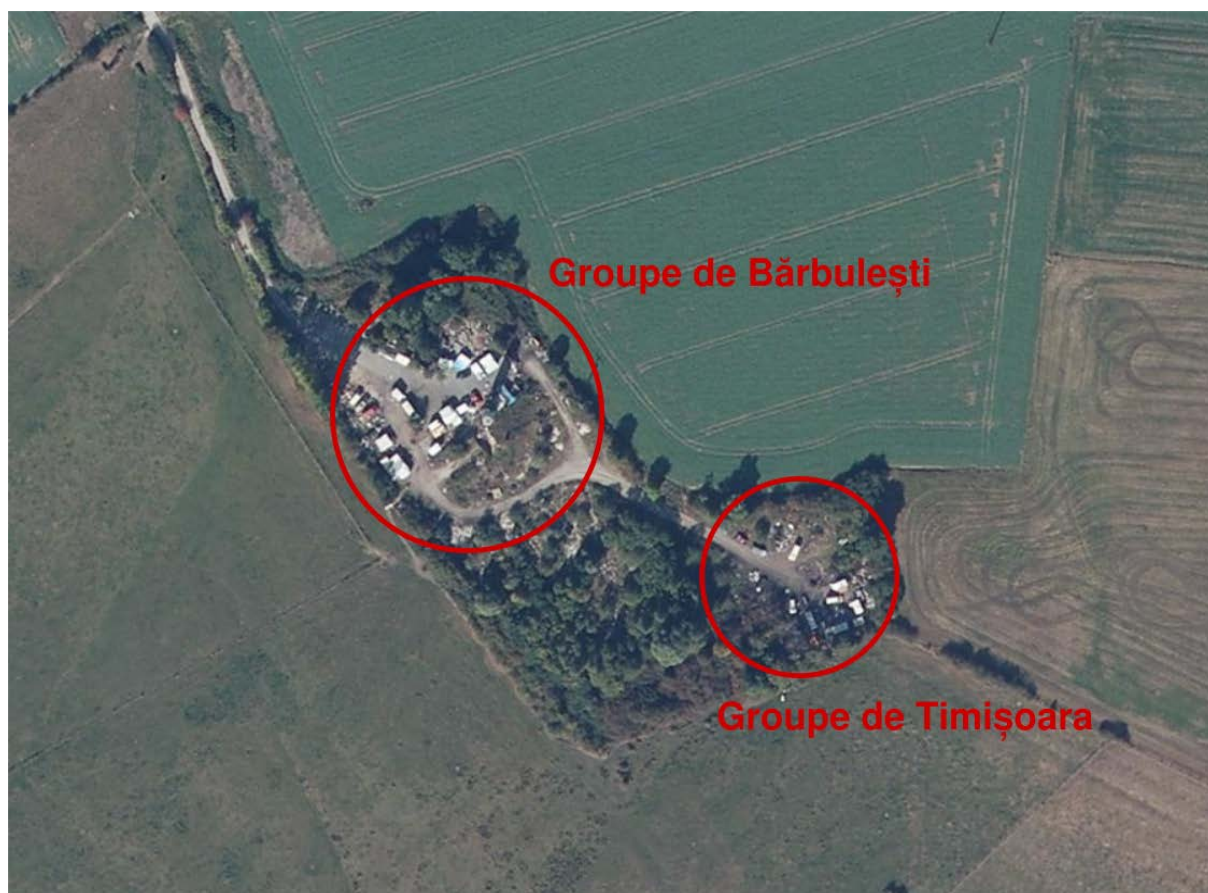


Illustration 29: Photo aérienne du bidonville de Laneuveville-devant-Nancy en 2010.
Source : GoogleMap. Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Parmi les migrants de cette première vague, la majorité est logée « en dur ». Un petit nombre d'entre eux continue toutefois à vivre dans des caravanes et des cabanes. Au moment de l'ouverture du bidonville de Laneuveville-devant-Nancy, ce groupe vient s'installer avec les migrants de Bărbulești. Les communautés vivent néanmoins séparées l'une de l'autre et une certaine méfiance persiste de chaque côté. Les photographies satellites prises à l'époque montrent qu'elles maintenaient une séparation nette au niveau spatial. Mihai raconte qu'« Ils

ne nous aimait pas trop parce qu'on faisait un peu trop mafias pour eux. Certains étaient déjà devenus chrétiens alors que pas encore trop chez nous. En plus, ils avaient peur qu'on vole leur travail à Nancy ».

Les souvenirs des familles et des travailleurs sociaux reflètent également l'existence de deux bidonvilles séparés. Henry Alexandre, le président de l'association « La gamelle » signale que *« c'était deux campements différents. Chacun des deux était bien délimité et ils étaient séparés l'un de l'autre par un petit chemin. Les familles ne se mélangeaient pas. Je me souviens que quand on y allait, on s'arrêtait d'abord une première fois avec le premier groupe, puis une deuxième fois avec le second groupe. Les familles n'avaient pas tellement de problèmes entre elles, mais elles préféraient rester dans leur communauté. C'est les Roms, vous savez. Il préfère rester avec ceux qu'ils connaissent ».*

Si la séparation est confirmée par les habitants de Bărbulești, ils évoquent cependant les liens qui se sont créés au cours des années. Dany, par exemple, vivait dans la plus petite partie du bidonville de Laneuveville. Il a continué par la suite à entretenir des relations avec les migrants de Bărbulești. Il les aide à s'occuper de la revente de ferraille et il rend des services de temps à autre aux habitants de « La place ». C'est un personnage bourru qui s'énerve facilement. Pour faire peur aux enfants, les parents expliquent que s'ils continuent à faire des bêtises, ils seront obligés d'appeler Dany. Au moment de notre rencontre, il s'est fiancé à une Française, membre d'une association humanitaire qui l'héberge chez elle. Malgré quelques disputes mises sur le compte du mauvais caractère de Dany, les relations avec les habitants du bidonville sont très chaleureuses. Les familles reconnaissent à Dany la qualité d'avoir toujours été là lorsqu'elles en avaient besoin.

Inversement, plusieurs habitants m'ont fait part du rôle qu'ils ont joué lorsque les habitants originaires de Timisoara du bidonville de Laneuveville ont rencontré des ennuis avec d'autres familles de Roumanie. En effet, la proximité entre les deux groupes a fait apparaître de nouvelles formes de solidarité. En me relatant une histoire cherchant à démontrer les exploits physiques des hommes de Bărbulești, Adi m'explique la teneur des liens qui se sont noués entre les familles de Bărbulești et celles du deuxième groupe d'habitants du bidonville de Laneuveville-devant-Nancy :

« Il y avait une fille très bête sur le platz. Elle venait d'une famille très riche et très puissante de l'ouest de la Roumanie, d'un petit village. C'était pas un gros village comme Bărbulești, mais eux, ils étaient reconnus là-bas. Les gens de tous les villages aux alentours en avaient peur. La fille a rencontré le gars qui vivait sur le bidonville lorsqu'ils étaient en Roumanie. Elle est tombée amoureuse direct. Mais lui, il était très pauvre, il lui a dit que ça servait à rien, qu'il n'aurait pas d'argent pour faire la dot. Elle ne l'a pas écouté et elle est partie de chez ses parents.

Elle est venue à Laneuveville vivre avec lui. Toute la famille du gars lui a dit qu'il fallait qu'elle parte parce que ce n'était pas un bon endroit pour vivre. Le père du gars a même appelé le père de la fille pour lui expliquer qu'il ne voulait pas de problème, que c'était la fille qui ne voulait pas partir. Elle est restée là quelques semaines et elle a commencé à dormir avec le gars. Lui, il n'était pas très intelligent non plus, il est tombé amoureux de la fille. Il me demandait toujours "Adi, comment je vais faire avec cette fille-là, j'ai pas envie de mourir".

Seulement, il y a le père et les frères de la fille qui sont venus la chercher. Nous, on était à l'entrée, et les autres au fond, il fallait passer par un petit chemin. Déjà, quand ils sont arrivés, ils ont fait un truc qui nous a pas plu. Ils avaient des grosses voitures et ils sont arrivés en roulant vite alors qu'il y avait des enfants partout. Là, ils sont sortis avec des bâtons et direct ils ont commencé à chercher des problèmes alors qu'on avait rien à voir avec ça. Ils nous ont mal parlé. On a rien dit, juste qu'il fallait voir avec l'autre groupe. Ils sont allés chercher la fille, mais elle ne s'est pas laissée faire. Ils ont commencé à lui taper dessus et à la tirer par les cheveux.

La famille du gars ne voulait pas de problèmes et elle a rien dit. Le gars qui était amoureux, il a voulu la défendre, alors ils ont commencé à lui mettre des coups de pied. Nous on a vu ça, ça nous a fait mal au cœur, c'est normal. Le gars on le connaissait bien depuis qu'on vivait ensemble au platz. Les autres par contre, ils s'étaient pas comportés bien avec nous. Donc on s'est mis à plusieurs et on leur a mis une raclée. On est allé les voir en leur disant qu'ils pouvaient pas faire ça chez nous, parce qu'il y avait des enfants qui regardaient et qu'on ne voulait pas de problème avec la police. Ils nous a dit de nous occuper de nos affaires.

Sauf que ce qu'ils ne savaient pas c'est que nous on est de Bărbulești. On vient d'un grand village et il faut se méfier de nous parce qu'on est bon à la bagarre. On s'est tapé, et vu qu'on était plus nombreux, ils ont dû partir en courant. On a éclaté leurs voitures. Il y en a une qui n'avait plus de vitre. Ils ont dit qu'ils reviendraient pour se venger, mais on ne les a jamais revus. Ils étaient pas fous non plus. Tu peux pas t'en prendre à des gens de Bărbulești comme ça. Si tu le fais, il y a tous les gens du village qui vont te tomber dessus. C'est comme ça chez nous, on est très solidaire. »

Depuis le milieu des années 2010, un troisième groupe originaire de Murgeni, à l'est du pays, à la frontière moldave, est venu s'ajouter aux deux premiers. Les relations sont encore distendues entre les migrants de Murgeni et ceux de Bărbulești. Pour ces derniers, alors qu'ils ont tissé des liens de confiance au fil des années avec les migrants de Timisoara, le groupe de Murgeni suscite la méfiance et apparaît extérieur au petit monde des « Tsiganes roumains de Nancy ».

5.1.2.4. Des différences persistantes

Au-delà de l'interconnaissance plus ou moins récente entre groupes roumains, les habitants du bidonville catégorisent de façons très différentes les migrants de Timisoara et ceux de Murgeni. Le groupe de Murgeni est décrit comme sale, grossier et inadapté à la vie urbaine. L'ori-

gine très rurale de ce village peut expliquer en partie les incriminations formulées par les habitants du bidonville. Au contraire, les familles originaires de Timisoara sont élevées au statut de « Tsiganes modernes et civilisés », tout en continuant à générer de la méfiance malgré tout. S'ils sont perçus comme plus insérés dans la vie urbaine et économique, certains habitants de « La place » leur reprochent d'être condescendants et de faire preuve d'un sentiment de supériorité. Cette perception s'exprime au plus juste dans les luttes de pouvoir à l'intérieur de la communauté Évangéliste.

Néanmoins, à mesure que s'élargit le cercle de l'interconnaissance au sein de l'agglomération, que ce soit avec des individus considérés comme Tsiganes ou non, les habitants de « La place » tendent à faire référence de plus en plus à leur identité roumaine et plus seulement tsigane. Ceci est particulièrement le cas depuis la diffusion des pratiques et des croyances évangéliques chez certaines familles. Ces dernières côtoient alors d'autres croyants roumains ou non et lient avec eux de nouveaux contacts. Ceci les amène à présenter une nouvelle image d'eux-mêmes (Barth, 2008).

La tsiganéité des groupes identifiés ou s'identifiant comme Tsiganes à Nancy n'est absolument pas acquise. C'est en réalité un processus en élaboration constante, changeant en fonction des évolutions économiques ou sociales et du départ ou de l'arrivée de nouveaux groupes se revendiquant ou identifiés comme tsiganes. Les habitants du bidonville se reconnaissent ainsi dans les autres groupes tsiganes dans la mesure où ils sont porteurs de pratiques communes.

Ainsi, les habitants du bidonville se retrouvent avec les migrants de Murgeni lors de l'organisation de tournois de football, alors qu'avec les migrants de Timisoara, ce sont les pratiques religieuses qui rassemblent les deux groupes.

Néanmoins, le rattachement au village de Bărbulești continue de faire sens et prime généralement sur l'appartenance à la tsiganéité roumaine. La concurrence ou les désaccords avec les autres groupes de migrants de l'agglomération amènent souvent les habitants de « La place » à rejeter cette appartenance commune. Ils font alors primer d'autres rattachements identitaires, ceux relatifs à la tsiganéité française, au quartier ou à la race sociale. La tsiganéité roumaine représente donc un support d'identité (Marchal, 2012)), mais un support contextuel qui ne saurait s'imposer sur les autres ressources identitaires que développent les gens du bidonville.

5.2. ... marginaux parmi les Français

Les références que les habitants de la place font à la tsiganéité résonnent bien différemment dans le contexte français. En effet, au sein de l'Hexagone, la figure du tzigane résulte d'une double construction à la fois scientifique et juridique dont l'aboutissement est aujourd'hui la catégorie administrative de gens du voyage. Cette dernière illustre la relation ambivalente qu'entretient la société française avec les populations désignées par le terme de tzigane ainsi que le traitement désethnicisant de la question tzigane par l'État français.

5.2.1. La tradition folkloriste

5.2.1.1. À la recherche des origines

Avant le 19^e siècle, ce sont principalement des explications locales ou régionales qui servent à donner sens à la présence d'une multitude de populations hétérogènes identifiées comme tsiganes ou non. Plusieurs récits plus ou moins fabuleux servaient alors à la construction du mythe sur l'origine de minorités marginalisées parfois nomades. Leur ascendance pouvait être reliée aussi bien à « l'idée de simples vagabonds errants ou de troupe de mercenaires, des descendants de Cham ou du forgeron des clous de la Croix, des pèlerins venus d'Égypte, des Sarrasins, Tartares ou Maures, des survivants de l'Atlantide... »(Olivera, 2012, p. 47-48).

C'est à partir des grands mouvements d'affirmation nationale qui ont traversé l'Europe au milieu du 19^e siècle que la question de la place dédiée aux minorités et en particulier de celle des groupes identifiés comme tsiganes est devenue cruciale. Durant cette période, les élites politiques et intellectuelles, à la recherche de socles permettant d'unifier les espaces politiques nationaux, font de la différenciation culturelle l'une des caractéristiques justifiant l'institution d'entités étatiques. Des sociétés savantes se réunissent alors au sein des territoires européens pour étudier, décrire, relater et formaliser des mythes, des géographies ou des systèmes langagiers communs aux groupes nationaux. L'école devient durant cette période l'un des vecteurs principaux de l'unité nationale. En France, en Roumanie et dans bien d'autres régions, des figures mythiques comme celle du Gaulois ou du Dace deviennent des éléments constitutifs de l'imaginaire national. Dès lors, dans ces embryons d'États-nations, les populations minoritaires font courir le risque d'un affaiblissement de l'unité collective et il apparaît urgent de donner sens à leur présence en les rattachant à l'histoire commune.

C'est à cette époque, en particulier en France, que se constituent une histoire et une géographie des peuples tsiganes. Celles-ci se fédèrent autour d'une origine et d'une langue com-

mune : l'Inde et le romanès. Dans le but de comprendre la particularité des populations identifiées comme tsigane, une importante littérature s'est développée dès le 19^e siècle. Très vite, elle associe ces groupes à plusieurs vagues migratoires en l'Europe à la fin du Moyen Âge. Cette hypothèse perdure encore aujourd'hui comme le démontre la définition de « tsigane » dans certains dictionnaires : « Tsigane : Ensemble de populations originaires de l'Inde, apparues en Europe au 14^e siècle, dont certaines mènent une vie nomade en exerçant divers petits métiers » (Le Robert, 2003). D'autres sont plus précis encore : « Ensemble de peuples vivant dans le monde entier, surtout en Europe (où ils sont environs 8 millions, dont environs 2 millions dans l'Union européenne). Les Tsiganes ont migré depuis l'Inde par vagues successives à partir du 9^e siècle, se différenciant en plusieurs groupes : les Roms ou Roma, les Manuš ou Sinti (Manouches), les Calé (Gitans) ; certains se reconnaissent simplement sous le nom de Voyageurs. Nomades, semi-nomades ou sédentarisés, ils partagent une identité marquée par les persécutions (depuis l'exigence d'assimilation jusqu'au génocide perpétré par les nazis). Ils se sont dotés d'organisations représentatives pour la défense de leurs droits et de leur culture. Ils sont chrétiens (avec progression du pentecôtisme) et de langue indo-européenne » (Larousse, 1998).

La question de l'origine des Tsiganes est la pierre angulaire de l'ensemble de la littérature tsiganologique qui s'est construite depuis le 19^e siècle. En effet, l'unité d'un « peuple » tsigane dépend de l'idée d'une diaspora dont la dislocation est nécessairement liée à un élément déclencheur. Les explications théoriques se multiplient très rapidement : famine, guerre, épidémie, massacre, surpopulation, etc. C'est pour cette raison que, du point de vue de ce paradigme, seul un lieu de départ originel permet de rattacher des groupes aussi hétérogènes que nombreux dispersés aux quatre coins de l'Europe. À la manière des orientalistes, les tsiganologues se sont attelés à relier les populations en étudiant les structures linguistiques pour déduire le lieu et le moment historique à partir duquel serait intervenu le dispersement de la diaspora. August Friederich Pott fut l'un des précurseurs de cette approche. Il publie en 1845 un ouvrage dans lequel il démontre la parenté directe entre des idiomes du nord de l'Inde et les langues tsiganes. Les travaux se multiplient alors pour confirmer ou informer cette théorie. Que les tsiganologues reconnaissent ou non l'origine indienne des Tsiganes, toujours est-il que le but de leur travail est alors de reconstituer le tracé de l'éclatement d'un groupe supposé extérior à l'Europe, « Aujourd'hui, nombre d'observateurs renvoient à l'origine indienne des groupes roms/tsiganes comme à une évidence fondatrice : cela est à leurs yeux une preuve de ce que, malgré leur grande diversité, les Tsiganes sont bien un seul et même "peuple". Dès lors, qu'il soit Gitan de Séville, Manouche d'Auvergne, Traveller du Pays de Galles, Rom slovaque ou Sinti du Piémont, le Tsigane est avant tout... un Tsigane, ou un "Rom" selon le nou-

veau vocabulaire » (Olivera, 2012, p. 47).

5.2.1.2. Marginalité scientifique

Le processus de définition de l'altérité tsigane s'accompagne alors nécessairement d'une recherche de classement, de hiérarchisation et d'arborescence. Ces catégorisations sont discutées au sein de cercles savants et chacun d'entre eux se fait le spécialiste de tels ou tels groupes tsiganes. En outre, les descriptions savantes se sont agrégées au fil des décennies autour de plusieurs revues et groupes de chercheurs que le terme de tsiganologie a fini progressivement par désigner. Ainsi, la tsiganologie s'est constituée depuis ses origines comme une discipline à l'écart du monde académique au point de devenir une sorte de « ghetto invisible », pour reprendre l'expression de Leonardo Piasere. Du fait du relatif dédain des anthropologues pour ce champ de recherche, préférant les « terrains plus exotiques », la connaissance ethnographique des populations tsiganes « accumula ainsi des retards de plusieurs décennies par rapport à la pensée anthropologique [...]. Elle prit place au sein d'une "tsiganologie" qui se présentait, et se présente encore en partie, non pas tant comme un ensemble d'études interdisciplinaires que comme un "fourre-tout" tsigane. Marginalisée au niveau académique, tout comme l'est son "objet" au niveau social, la tsiganologie est arrivée à se tailler un territoire intellectuel exclusif » (Piasere, 1994). Surtout, la tsiganologie est restée à l'écart des évolutions méthodologiques qui ont marqué les sciences sociales depuis le 20^e siècle.

Les considérations culturalistes, défendues par ce champ d'études, se sont ainsi propagées au sein du monde social au point qu'aujourd'hui bon nombre de discours émanant d'associations, d'organisations non gouvernementales ou de partis politiques mobilisent encore une conception folkloriste des Tsiganes. Si les acteurs valorisant le discours tsiganologique peuvent encore s'opposer sur le champ sémantique que recouvre le terme de tsigane et les populations concernées, ils s'accordent néanmoins sur l'existence d'une entité « tsigane » possédant une unité historique, sociale, culturelle et linguistique. Tout le paradoxe de ces approches se dévoile à mesure que les connaissances se précisent et se multiplient, lorsque la frontière de ce qui est relatif au tsigane ou non s'émiette et que la pertinence d'une telle catégorie finit par se dissoudre dans des débats sur l'essence culturelle des Tsiganes.

5.2.2. *Judiciarisation de la question tsigane*

Si ce désir de nommer et de représenter les populations se retrouve un peu partout au 19^e siècle, quels que soient les contextes et les populations visées, ces manières d'appréhender les cultures a depuis laissé la place à des conceptions beaucoup moins essentialistes des groupes

humains. Les Tsiganes font toutefois exception à cette règle et ces manières culturalistes d'évoquer leur situation ont perduré. En outre, ils continuent de représenter une altérité, en dehors du contexte national français, persistant à faire figure d'intrus, dont la compréhension, voire le recensement, apparaît encore comme une nécessité pour la sécurité et la sûreté nationale.

La judiciarisation de la question tzigane en France s'est fait parallèlement durant le Moyen Âge à celle de la pénalisation croissante de la mendicité et du vagabondage. Jusqu'au 14^e siècle, « l'image du pauvre mendiant errant s'incarne encore le plus souvent dans le pauvre chrétien, recevant l'aumône et jouant le rôle d'intercesseur auprès de Dieu pour ses donateurs » (Kitts, 2008). Néanmoins, dès le 15^e siècle, cette image se dégrade et une stigmatisation croissante s'abat sur ceux que l'on considérerait jusqu'alors comme des messagers divins. Le rejet des mendiants et de l'errance trouve son origine dans l'imposition par les seigneuries du travail et de la sédentarité comme valeurs normatives (Castel, 1995). Les marginaux sont considérés progressivement comme des êtres oisifs et inutiles au monde tandis que leur absence d'attaches communautaires ou territoriales suscite la méfiance.

À partir du 16^e siècle, l'Ancien régime produit de nombreux textes visant à mieux contrôler les populations en marge d'un État essayant d'imposer son pouvoir sur le territoire royal. Robert Castel considère qu'une des premières expressions de ces tentatives est une ordonnance de François Ier de 1534 concernant : « tous vagabonds, oisifs, gens sans aveu et autres qui n'ont aucun bien pour les entretenir et qui ne travaillent ni labourent pour gagner leur vie » (Cité par Castel, 1995, p. 141). Si le vagabond est dans un premier temps reconnu par son absence d'assignation à un travail et d'appartenance à une communauté territoriale, la privation de logement s'ajoute progressivement à ces caractéristiques avant d'en devenir l'une des principales.

Un édit royal du 27 août 1701 notifie que « déclarons vagabonds et gens sans aveu ceux qui n'ont ni profession, ni métier, ni domicile certain, ni bien pour subsister, et qui ne sont avoués, et ne peuvent certifier de leurs bonnes vies et mœurs, par personnes dignes de foi » (Grand, 2002, p. 124). Au milieu du 18^e siècle, la notion de « chômage » apparaît dans la législation et elle a pour but de différencier les individus oisifs de ceux n'ayant pas occupé un travail depuis plus de six mois. Suite à la révolution, le Code pénal commence également à définir la notion de mendicité à partir de la jurisprudence. Il s'agit ainsi d'un acte consistant à « s'adresser à la charité ou à la bienfaisance, dans le but d'obtenir un secours tout à fait gratuit et pour lequel on n'offre en échange aucune contre-valeur appréciable » (Renaut, 1998).

Tout au long de cette histoire durant laquelle on voit se mettre en place une caractérisation

juridique minutieuse des mendiants et des vagabonds, le pouvoir royal puis républicain a tenté de venir à bout des « populations surnuméraires » dans l'optique de maintenir la sécurité publique. Progressivement, la répression des comportements de mendiant et de vagabond s'est durcie jusqu'à l'octroi de peines de galère aux individus reconnus coupables. Durant le Premier Empire, un décret du pouvoir napoléonien portant sur « l'extirpation de la mendicité », déclare la mendicité interdite sur le territoire. Ainsi, « tout individu qui sera trouvé mendiant dans ledit département sera arrêté d'après l'ordre de l'autorité, et par les soins de la gendarmerie ou de toutes autres forces armées. Il sera aussitôt traduit au dépôt de mendicité » (Kitts, 2008). À la suite de cette décision, les peines de prison prononcées peuvent aller de trois à six mois et s'étendent parfois jusqu'à cinq ou dix ans lorsqu'il est prouvé l'existence de circonstances aggravantes.

À partir du milieu du 19^e siècle, la philosophie libérale valorise une conception de l'individu responsable de son existence. Selon celle-ci, c'est au pauvre de faire preuve de prévoyance et de se prémunir du manque. Parallèlement, « un ensemble de mesures de contrôle social, conciliant pratiques philanthropiques et dispositifs répressifs vient surveiller les mouvements de population et frapper les déviances » (Damon, 1998). Les autorités locales sanctionnent abondamment le délit caractérisé de vagabondage et de mendicité. Toutefois, un débat commence à s'amorcer entre juristes et défenseurs de la morale concernant la dépénalisation de la mendicité. Les premières voix s'élèvent pour réclamer la réduction des peines contre les marginaux à de simples contredanses. Le discours politique de cette époque mobilise pleinement la terminologie hygiéniste pour justifier les mesures prises contre le vagabondage.

S'ajoute à cela l'inquiétude des pouvoirs publics concernant l'arrivée d'un grand nombre de vagabonds venant des pays du sud de l'Europe dans les années 1890. La décision est alors prise de mettre en place un carnet anthropométrique dans le but de mieux maîtriser la présence de groupes humains considérés peu à peu comme indésirables. Ainsi, une circulaire du ministère de l'Intérieur de 1904 demande aux forces de l'ordre d'identifier et de photographier « *chaque fois qu'ils en auront légalement la possibilité, les vagabonds, nomades et Romanchels* ».

Suite à cette première circulaire, une loi est adoptée le 16 juillet 1912 visant spécifiquement les nomades et non pas les vagabonds. Elle confère un statut aux non-sédentaires et les définit comme des individus « exerçant une profession, une industrie ou un commerce ambulante ». Elle inscrit définitivement les nomades dans un cadre juridique et contraint les individus concernés à obtenir l'autorisation de stationner de la part des autorités communales. Sur-tout, « Cette nouvelle législation provoque un sentiment de peur et d'instabilité chez les nomades. Elle a d'importantes conséquences sur l'équilibre économique des familles (rejet crois-

sant des populations côtoyées sur leur parcours) et sur l'organisation communautaire devenue de plus en plus difficile à maintenir (dislocation des "bandes" par les forces de l'ordre, limitation des espaces permettant d'accueillir le groupe entier, etc.) » (Robert, 2007).

La loi de 1969 met fin au carnet anthropométrique pour un carnet de circulation destiné aux commerçants ambulants, les "caravaniers" et les nomades ne disposant que de ressources aléatoires. En rattachant les gens du voyage obligatoirement à une commune grâce au carnet de circulation, le texte de 1969 cherche également à favoriser la sédentarisation des familles. C'est durant cette période que commencent à apparaître des aires d'accueil spécifiques aux individus que l'on commence à nommer « gens du voyage ». La loi Besson de 2000 rend la présence de telles aires finalement obligatoire pour les villes de plus 5000 habitants.

Parallèlement à cette histoire des vagabonds et des nomades en France, s'écrit celle des populations identifiées ou s'identifiant comme tsiganes. La construction de la catégorie de bohémien, de tsigane ou de gens du voyage dans les textes juridiques se met en place parallèlement à la pénalisation progressive du vagabondage et de la mendicité. En 1647, une mesure est prise par le gouvernement de Louis XIV pour condamner les « bohémiens » à la galère et une déclaration pour intensifier le contrôle des Bohémiens est promulguée en 1682. C'est cependant à partir du 18^e siècle que la répression menée par l'État s'amplifie réellement. Une déportation des « bohémiens du Poitou » est organisée en 1724 vers la Martinique. À partir du 19^e siècle, un appareil de contrôle étatique et bureaucratique des populations étiquetées spécifiquement comme nomade et bohémienne de France commence à se construire. Un premier recensement est mené en 1895 par le ministère de l'Intérieur pour comptabiliser tous les Tsiganes de France. La loi de 1912, relatif au contrôle des nomades, fait ainsi explicitement référence aux individus identifiés comme Tsiganes puisque le texte vise à « aboutir, tout au moins en ce qui concerne les bohémiens et les romanichels, à armer les pouvoirs publics contre un fléau social dont se plaignent les populations des campagnes... » (Druesne, 1971). Durant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement de Vichy édicte un certain nombre de critères pour définir l'appartenance des individus à la catégorie de tsigane, ceci dans le but de mener une politique d'enfermement et ainsi réguler les circulations sur le territoire. Néanmoins, contrairement aux prisonniers politiques ou aux Juifs, Vichy ne recourt pas à la déportation des Tsiganes dans les camps de concentration en Allemagne.

Après guerre, la catégorie administrative de tsigane disparaît. Toutefois, si le texte de 1969 ne fait pas explicitement référence aux populations tsiganes, la catégorie de « gens du voyage » continue d'être associée à ce groupe. L'administration française, à travers son histoire, a progressivement construit l'association entre d'un côté une série de règles juridiques et de l'autre un groupe social identifié à l'origine comme bohémien.

Parallèlement, le travail scientifique de construction de « l'entité tzigane » a joué un rôle dans la complexification de la catégorie de gens du voyage. D'un côté, la catégorie administrative de gens du voyage tente de circonscrire et d'encadrer un certain nombre de pratiques, jugées déviantes par les acteurs institutionnels, de l'autre, le travail de découpage scientifique participe à la différenciation d'une myriade de sous groupes à l'intérieur de cette catégorie sans reconnaissance juridique pour autant. Cette double construction participe à brouiller les cartes puisqu'elle est le résultat de deux types de catégorisations, en partie complémentaires, en partie antagonistes.

Comme le montre Bruno Latour, si la fabrique du droit cherche à rattacher les entités du monde social à un même code de règles régissant les comportements, au contraire l'action scientifique multiplie les entités sans nécessairement chercher à leur attribuer une place au sein d'une cosmologie commune et globale, « Alors que le savant peut se satisfaire d'une information partielle parce qu'il sait que le pouvoir de ses instruments permettra à d'autres, plus tard, d'affiner le savoir et d'allonger les chaînes référentielles, le juge doit s'assurer que les trous sont ravaudés maintenant, les déchirures aussitôt rapiécées, les vides comblés, les affaires résolues, les arrêts rendus, les querelles éteintes. Si le tissu des sciences s'étend partout, mais peut être partout vide, comme une dentelle, celui du droit doit tout couvrir sans hiatus, sinon sans couture. Deux façons, totalement différentes, de couvrir le monde » (Latour, 2004, p. 258-259).

Cette tension se traduit par l'apparition d'une entité dont la définition est soumise à un double mouvement : d'un côté, un découpage scientifique arborescent différenciant les groupes tziganes les uns des autres, de l'autre, une législation multipliant les règles servant à rattacher au statut de gens du voyage les individus pratiquant le nomadisme, souvent associés par extension à la catégorie ethnique de tzigane.

5.2.3. *La marginalité tzigane des migrants roumains*

5.2.3.1. Des statuts incertains

Pour les acteurs institutionnels, cette double histoire de la catégorie de gens du voyage les oblige à constamment revoir la manière dont ils situent, délimitent et différencient les groupes identifiés comme tziganes. Les discours prononcés en 2010 par Nicolas Sarkozy sur les campements démontrent les frontières floues de la tziganéité telles qu'elles sont conçues par les acteurs institutionnels ainsi que les amalgames possibles entre les différentes entités sociales, culturelles et administratives qu'elles délimitent (Cossée, 2011). Le 20 juillet 2010, durant le

discours de Grenoble, l'ancien président intègre au sein d'un même groupe, désigné alternativement par les termes de Roms ou de gens du voyage, les migrants roumains identifiés ou s'identifiant comme Roms et les ressortissants français dépendant du statut administratif de gens du voyage.

Néanmoins, cet aspect ambivalent des entités relatives à la tsiganéité peut également être mobilisé comme une ressource. À Nancy, du côté des associations de défense des Tsiganes, la promotion de la connaissance tsiganologique sert à extraire cette problématique de son aspect purement juridico-administratif. Elle ouvre la possibilité de donner une portée beaucoup plus culturelle à la thématique des Tsiganes. Pour autant, cela n'empêche pas ces acteurs de mobiliser la catégorie de gens du voyage pour rappeler les droits que peuvent revendiquer ces populations et faire en sorte de les aider à maintenir un mode de vie souvent perçu comme traditionnel.

Pour les habitants des aires d'accueil eux-mêmes, revendiquer l'appartenance à la catégorie administrative de gens du voyage peut être une manière de se différencier des groupes sociaux ethnicisés. Cette catégorie permet de mobiliser le nomadisme comme une caractéristique administrative, voire technique et non pas comme une donnée culturelle ou ethnique. Elle les distingue alors des autres groupes identifiés culturellement comme tsiganes. Ainsi, le nomadisme est souvent utilisé par ces groupes pour mettre en avant leur particularisme, ils se revendiquent alors voyageurs et non pas Tsiganes. Au contraire, lorsque l'ancrage culturel est recherché, les individus font référence aux différentes sous-catégories ethniques les rattachant à l'ensemble plus vaste et souvent presque mythique de l'appartenance tsigane (Bizeul, 1989, 2000).

Pour les habitants de « La place », cette double logique sous-jacente à la catégorie de gens du voyage leur a permis de se glisser dans un interstice institutionnel. Au niveau des institutions locales de l'État, le rattachement à cette catégorie de gens du voyage s'est vite construit en se basant sur la similarité des modes de vie des familles françaises du voyage et celles des migrants roumains. En effet, au moment de la stabilisation sur l'agglomération, certains migrants de Bărbulești ont adopté la vie en caravane. Dans un premier temps, les pouvoirs publics, encouragés par les associations, ont adopté une posture similaire à celle optée face aux campements illégaux de gens du voyage. Cette attitude est apparue d'autant plus naturelle qu'en moyenne une dizaine de ces campements séjournent sur l'agglomération. Les migrants de Bărbulești ont ainsi bénéficié de procédures spécifiques, parfois même des formes d'aménagement ou de tolérances concernant l'aide ou l'accompagnement fournis par certaines institutions. En effet, pour bons nombres d'acteurs impliqués sur cette question, la perspective répressive apparaît souvent vaine face à la mobilité de ces installations.

Cette frontière floue entre ces deux catégories fut ainsi décisive dans la décision du tribunal de Nancy de casser l'ordre d'expulsion du bidonville de Maxéville. Le maire de Maxéville prône alors le déplacement des familles du bidonville vers l'aire d'accueil des gens du voyage. Le fait que la très grande majorité des familles vivent dans des caravanes joue en faveur de leur rattachement à la catégorie de gens du voyage.

Le manque de clarté concernant le nomadisme des familles du bidonville conduit à une controverse entre l'avocat les défendant et le juge en charge de l'affaire. *L'Est républicain* rapporte ainsi que : « *Maître Dupond explique que "les Roms ne sont pas des gens du voyage, or la législation qu'on leur applique s'attache uniquement aux gens du voyage". La présidente n'a visiblement pas la même lecture de la loi. De même, "pour ne pas mourir idiot" elle demande à l'avocate de préciser : "Qu'entendez-vous, quand vous dites que les Roms ont été sédentarisés de force ? Ils sont tout de même ici dans de l'habitat mobile, et circulent de ville en ville, non ?". "Ce sont des ressortissants européens qui circulent librement. Ils ne demandent qu'à avoir des logements" rétorque l'avocate. Le chef de bureau "opération sécurité" de la préfecture est venu argumenter, expliquant qu'il s'agissait d'une procédure très classique. "Nous sommes en présence de deux risques : celui lié à la mobilisation de la borne à incendie, et l'autre lié à l'alimentation électrique, dont on ignore la provenance". Finalement, le tribunal a décidé de casser l'arrêté préfectoral*» (Dollet, 2011).

Le tribunal administratif de Nancy prend alors la décision de ne pas considérer les installations du bidonville comme relevant des textes de loi encadrant la circulation des gens du voyage. La demande d'expulsion est donc rejetée.

En outre, le rattachement des migrants de Bărbulești à la tsiganéité française a été facilité par la présence dans le nord du département de familles de gens du voyage s'identifiant et identifiées comme Roms. Selon certains acteurs associatifs, ces groupes dits « Roms français », qualifiés également de « Hongrois », établissent par leurs coutumes et leur couleur de peau foncée un pont entre les « Tsiganes français » et les « Tsiganes roumains ». D'après les explications formulées par plusieurs militants associatifs, les Roms français seraient une branche de la diaspora anciennement installée dans l'Empire austro-hongrois et arrivée lors de vagues migratoires précédentes. Si leur migration est ancienne, ils auraient néanmoins connu un parcours similaire à l'ensemble des groupes tsiganes roms. Plus généralement, ils appartiendraient au grand mouvement de diffusion de la diaspora vers l'Ouest. Pour Christian, militant au sein d'une association du quartier du Haut-du-Lièvre, « *Les Roms de Longwy sont les mêmes que ceux de la Place. Ce sont des anciens Tsiganes installés en Europe de l'Est, mais ils sont partis plus tôt, vers la fin du 19^e siècle. Ils partagent beaucoup de choses encore avec les Roumains, le romanès se ressemblent et ils ont beaucoup de rites qui se rapprochent, avec*

les morts notamment. Des choses que tu ne retrouves pas chez les Manouches par exemple. Après, les Roms de Longwy, ils sont français. Ils ne manquent pas de le rappeler, surtout lorsqu'il s'agit de se différencier des Roms roumains ! ».

Pour un certain nombre d'experts locaux de la question tsigane, les habitants de « La place » incarnent une nouvelle branche de l'arborescence tsigane en France. Selon Muriel, salariée dans une association du quartier, *« ce qui fait la particularité des Roms de Maxéville chez les Tsiganes, c'est qu'ils ne sont pas encore bien intégrés dans le système des gens du voyage en France. C'est normal aussi, en Roumanie chez les Tsiganes ça ne fonctionne pas pareil. Après, forcément il y a des conflits entre les groupes, il y en a toujours eu et il y en aura toujours. Mais si tu veux, il faut qu'ils prennent leurs marques avec les autres groupes tsiganes ».*

Les migrants de Bărbulești occupent donc une place en marge du « monde tsigane nancéien ». En effet, leurs modes de vie restent relativement éloignés de ceux des résidents des aires d'accueil de gens du voyage, considéré comme plus central au sein de la « tsiganéité française ».

Comme on peut le voir, la catégorie de gens du voyage délimite partiellement le champ de la tsiganéité en France. Si elle donne un cadre juridique à la pratique du nomadisme, elle sert également de repère à un certain nombre d'acteurs locaux pour positionner les groupes tziganes les uns par rapport aux autres. Elle constitue un ancrage conceptuel dont le revers est de produire une hiérarchisation des groupes, certains se retrouvant de manière plus centrale que d'autres au sein de cette catégorie. Ainsi, le positionnement dans la tsiganéité est partiellement défini en fonction du rapport au nomadisme, du rattachement à la catégorie de gens du voyage ainsi que de la nationalité.

Les habitants de « La place » se trouvent donc foncièrement en marge du monde tsigane en France. Ils se positionnent à la frontière entre le statut de gens du voyage et celui de migrant. Ni vraiment dans l'un, ni totalement dans l'autre, ils se confrontent à une situation de flou statutaire. Ils s'inscrivent à l'intermédiaire, à l'interstice, de deux registres sans néanmoins pouvoir être clairement rattachés à l'un ou à l'autre.

5.2.3.2. Bons « Tsiganes français », mauvais « Tsiganes roumains »

Comme avec les autres migrants roumains de l'agglomération ce sont avant tout des pratiques communes qui réunissent les gens du voyage et les habitants de « La place ». Lors de la rencontre entre ces deux groupes, les modes de vie ont dans un premier temps permis d'adosser ce rapprochement, notamment par le rachat de caravanes. Depuis, des liens ont continué à

se nouer par l'intermédiaire de la récupération de ferraille ou la vente de matériels, mais surtout grâce à la pratique commune de l'évangélisme.

En outre, les travailleurs sociaux ont grandement participé au rapprochement entre les deux groupes. Les animateurs de l'aire d'accueil de gens du voyage ont régulièrement intégré les enfants de « La place » lors des sorties au paintball ou au parc d'attractions, tandis que l'école mobile a également permis d'établir des ponts avec les enfants du voyage et ceux du bidonville.

La mobilité caractérisant les deux groupes rend toutefois ces relations fragiles et mouvantes. Les liens qu'entretiennent les résidents des aires d'accueil, des campements illégaux ou des bidonvilles évoluent rapidement en fonction des résidents présents dans chacun de ces lieux de vie. À « La place », la proximité avec l'aire d'accueil de gens du voyage de Maxéville (figure 23, p.171) n'empêche pas la variabilité des relations. Les rapports avec certaines familles évangéliques sont très cordiaux, celles-ci apportent souvent des vivres ou des vêtements et veillent à ce que les chrétiens du bidonville puissent pratiquer leur culte dans de bonnes conditions. Au contraire, avec certaines familles du voyage, les relations sont beaucoup plus tendues.

Je relaterai un peu plus bas les événements ayant eu lieu en 2012 lorsqu'un groupe de gens du voyage est venu incendier le lieu de vie des migrants roumains après que l'une de leurs caravanes a été volée (cf : section 5.3.3, p.301). Si ces tensions se sont apaisées depuis, la proximité entre le bidonville et l'aire d'accueil a contribué à maintenir des frictions entre les groupes. Ainsi, des adolescents de l'aire d'accueil viennent régulièrement provoquer les familles du bidonville en lançant des cailloux la nuit sur les cabanes.

Ces relations tendues s'expriment également à travers les insultes dont font l'objet les habitants du bidonville de la part des gens du voyage. Lors de discussions avec les travailleurs sociaux, certains habitants de l'aire d'accueil se plaignent de la présence du bidonville. Ils suspectent ainsi les migrants roumains d'être porteurs de maladies, de voler les gens du quartier ou de volontairement participer à la dégradation de l'image des Tsiganes dans l'agglomération.

Le lien entre les habitants de « La place » et les résidents de l'aire d'accueil est donc profondément instable. Parmi ces événements, l'un d'eux, survenu le jour d'un mariage, apparaît comme représentatif de ce lien ambigu entre les deux communautés.

Durant un dimanche matin de fin décembre, Florin Stoian et moi rasons un cochon au tranchoir en buvant du whisky. Le bidonville est en pleines préparations du mariage de Christi. Un groupe de l'aire d'accueil de gens du voyage du quartier arrive d'un pas déterminé. Florin a gardé son grand couteau aiguisé à la main et se donne un air menaçant. À la vue du tranchoir,

l'un des visiteurs nous menace aussitôt de sortir son couteau à son tour. Avec Adi, nous calmons le jeu et nous leur expliquons que nous préparons une grande fête.

Les visiteurs sont là pour discuter d'un problème survenu au marché le matin même : une vieille dame de la communauté s'est fait voler alors qu'elle retirait de l'argent au distributeur. La matriarche aurait reconnu une Tsigane roumaine souvent sur le quartier. Les habitants du bidonville proposent que la vieille dame vienne faire le tour pour vérifier que la femme l'ayant volée ne se trouve pas sur place.

Les discussions s'apaisent très vite. Si les visiteurs souhaitaient donner un air impressionnant à leur entrée, ils avouent très vite qu'ils connaissent leurs faibles chances de trouver la responsable sur le bidonville. L'un d'entre eux est d'ailleurs un habitué des lieux puisqu'il vient régulièrement déposer du pain aux familles.

La discussion dévie très vite vers la théologie. Chacun des deux partis reconnaît à l'autre le statut d'évangéliste respectable. Les responsables du vol sont ainsi renvoyés au caractère déviant de leurs mœurs ainsi qu'au triste destin de leurs âmes dans les abîmes. Ovidiu Gîngioveanu évoque la forte probabilité que la voleuse soit « Roms », ce qui signifie selon lui qu'il s'agit de gens aux manières de vivre très éloignées de celles des habitants de « La place ».

L'un des visiteurs rappelle le traitement défavorable que font subir les « gadje » aux Tsiganes. C'est donc, selon lui, d'autant plus une raison de se serrer mutuellement les coudes et de ne pas se faire de coups bas. L'appartenance à une même communauté doit primer et il est nécessaire, autant que possible, d'éviter les conflits qui enveniment les relations entre les différents groupes. Finalement, la discussion se termine par quelques bénédictions envoyées mutuellement les uns aux autres avant que chacun retourne à ses occupations.

Extrait du journal de bord, 20 décembre 2015

Cet extrait de journal de bord illustre le travail d'élaboration, d'agencement et de négociation d'un « nous » intégrant les résidents de l'aire d'accueil de gens du voyage et les habitants du bidonville. Bien que précaire, celui-ci s'édifie à partir d'une représentation commune de l'altérité, en l'occurrence la société française et d'autres groupes tsiganes marginalisés. Dans les deux cas, ce processus se bâtit sur un mécanisme de hiérarchisation et de différenciation des groupes, renversant ainsi le rapport dominant/dominé dans un cas, accentuant la marginalisation des plus stigmatisés dans l'autre.

5.3. La fabrique locale de l'ethnicité rom

Une fois définis les effets qu'ont pu avoir les discours nationaux sur la construction de la figure ethnique du tsigane, et ses reconfigurations contemporaines, il convient maintenant d'observer la façon dont se fabrique au niveau local, loin de ces controverses nationales et englobantes, l'ethnicité des habitants du bidonville. En effet, les individus mobilisent en situation cette catégorie ethnique sans pour autant en faire un étendard identitaire. Je me centrerai donc ici sur les relations ethniques au sein du quartier du Haut-du-Lièvre et la manière dont les familles du bidonville y ont trouvé leur place.

Cette fabrication de la « romanité » passe également par l'image que les médias et les représentants institutionnels locaux véhiculent des habitants du bidonville et des groupes identifiés ou s'identifiant comme Roms. Ces acteurs jouent un rôle important dans ce processus de construction puisqu'à travers la mobilisation de ces catégories ethniques, ils participent à l'identification des habitants du bidonville en tant que Roms. Cette désignation a souvent comme conséquence d'être reprise par un cercle plus large d'individus comprenant les populations locales voisines du bidonville.

À Nancy, l'*Est républicain* représente le principal média local²⁸. L'analyse des 58 articles traitant du sujet des Roms dans l'agglomération de Nancy depuis 2008 montre trois caractéristiques récurrentes du discours porté sur les populations identifiées comme telles.

5.3.1. Le misérabilisme

Les conditions de vie des individus identifiés comme Roms sont souvent décrites par des adjectifs appartenant au champ lexical du dénuement, dans un style proche de celui des romans et témoignages du 19^e siècle.

Un article du 29 août 2010 (Thiesse, 2010) décrit le campement de Laneuveville-devant-Nancy comme un lieu où « *des épaves éventrées jonchent un sol de crasse, noirci par le brûlage des câbles de récupération, ordures ménagères et autres carters de boîtes de vitesse qui ont craché leur huile. Au pied d'un tas d'immondices fumantes, un gamin de trois ans fait ses besoins sous la surveillance de sa mère. D'autres, montés sur des vélos, sillonnent le camp en se jouant des flaques d'eau noires et visqueuses* ». La mise en scène de la misère passe ici par la description d'un environnement apocalyptique où les enfants et les femmes se retrouvent

28. L'*Est républicain* est rattaché en 2017 au groupe Est Bourgogne Rhône-Alpes, propriété du Crédit mutuel. Il tire chaque jour près de 120 000 exemplaires.

face à la plus crasse des misères. Cet article, comme beaucoup d'autres, met ainsi de côté les espaces de vie des habitants, au sein desquels la souillure est évacuée par un long travail de nettoyage (cf p.230).

Dans le même article, le journaliste se pose la question du futur des habitants : « *À ce rythme-là, les Roms étoufferont peut-être, encerclés par leurs propres déchets. À moins que l'apparition d'une épidémie ne se charge de la santé des quelque 90 adultes et 30 enfants de tous âges qui survivent là. À l'abri des regards d'une population qui, en empruntant la petite route départementale entre Art-sur-Meurthe et Laneuveville, n'a d'autre vision de la misère rom que ce nuage de fumée noirâtre qui s'élève au-dessus du campement* ».

Le froid et les conditions climatiques sont montrés dans les articles comme un fléau contre lequel les familles du bidonville peuvent difficilement se prémunir. Ainsi, dans un article du 25 février 2012, la journaliste met en avant l'impact de l'hiver sur les familles : « *Le froid de fin de journée s'abattait doucement sur les familles, chargées parfois de nourrissons et encombrées de paquets disparates* » (Ganousse, 2012a). Un autre article publié la veille de Noël en 2010, déplore qu'après l'inondation, les habitants du bidonville de Laneuveville-devant-Nancy soient maintenant confrontés au froid : « *Dame météo a de nouveau fait des siennes et une vague de froid s'est installée, accompagnée d'importants épisodes neigeux. Autour du camp, l'eau réinvestissait lentement et inexorablement les lieux. Et si une partie des caravanes brinquebalantes a été reprise par leurs propriétaires, nombreuses sont celles qui ont reçu le coup de grâce, l'eau ayant tout emporté* » (Vernini, 2010).

Le caractère misérabiliste des descriptions des familles participe à construire une représentation où faisant de « mauvaise fortune bon cœur », les habitants ont accepté leur condition et subissent les aléas de la vie de façon positive. L'image du pauvre vaillant et valeureux est illustrée par un article du 4 janvier 2009. Dans celui-ci, le journaliste observe qu'« *Ils n'ont rien. Ils sont riches. Riches de leur sourire. Riches de leur rêve universel d'aspirer à une vie meilleure. Riches de leur statut d'être humain alors qu'ils vivent presque comme des bêtes. Reclus, caché. Au bout d'un chemin de terre chaotique qui ne mène nulle part. Si ce n'est à leurs abris de fortune érigés dans les taillis [...] Une menace. Mourir d'une intoxication à l'oxyde de carbone ou dans l'incendie [...] À les entendre, les taillis heillecourtois auraient des allures d'eldorado. Pas une plainte. Pas une larme sous les corps en guenilles. Que de la dignité. Et pourtant.* » (Thiesse, 2009).

5.3.2. *Un groupe aux limites floues*

La question des bidonvilles dans l'agglomération est généralement désignée par le terme

de « dossier rom ». Néanmoins, cette désignation inclut un groupe de populations aux contours variables. L'association entre bidonvilles et la catégorie ethnique de Roms font l'objet d'un travail progressif de définition auquel participent les journalistes, mais également les individus concernés ou les pouvoirs publics.

Plusieurs encadrés sont insérés dans les articles publiés par l'*Est républicain* pour préciser la définition des termes. L'édition du 10 septembre 2012 précise ainsi dans une note que « *Le terme tzigane désigne en France des populations nomades. Les Tsiganes d'Europe de l'Est sont appelés Roms, ceux originaires des pays germaniques et de l'est de la France sont appelés Manouches et ceux de la péninsule ibérique sont appelés Gitans. Le terme rom (ou Rrom) a été adopté en 1971 lors du congrès mondial tzigane à Londres par l'Union romani internationale (IRU) issue de ce congrès. Il désigne selon l'URI un ensemble de populations qui ont une origine indienne commune et l'usage commun de la langue romani. L'URI représente les Roms auprès de l'ONU et du Conseil de l'Europe. Le terme « Gens du voyage » a été établi par l'administration française pour désigner les populations Tsiganes* » (Schmitt, 2012). Un entretien avec l'ethnologue Martin Olivera est également proposé dans la même édition. Il y précise la situation des populations identifiées comme des Roms roumains dans leur pays.

Toutefois, malgré cette volonté didactique du journal, une définition claire de la catégorie de Roms reste absente dans la majorité des articles. Ainsi, le groupe de Laneuveville-devant-Nancy est désigné alternativement comme roumain ou Roms. Un article du 24 décembre 2010 différencie ainsi les habitants roms et les habitants roumains du bidonville de Laneuveville (Vernini, 2010).

Mais l'ambivalence la plus nette en termes de définition de la catégorie de Roms vient de l'association faite par le journal entre populations françaises et roumaines. Plusieurs articles regroupent ainsi dans un même ensemble les catégories de gens du voyage et de Roms d'Europe de l'Est. C'est le cas par exemple d'un article du 23 juillet 2011. La journaliste observe que « *toute la journée, la vingtaine de Roms a guetté l'arrivée des policiers. Un arrêté remis par la préfecture jeudi en soirée leur ordonnait dans les 24 heures de quitter leur camp : un couloir d'herbe et de rails entre des murs tagués surmontés de barbelés [...] l'avocate Claude Dupond a pu recourir à la dernière minute au référé de suspension au tribunal, leur laissant ainsi un peu de répit. Soulagement aussi pour les militants, venus soutenir dès l'aube les gens du voyage* » (Baret-Idatte, 2011).

L'assimilation entre les populations identifiées comme Roms et les gens du voyage amène des membres de ce dernier groupe à prendre la parole dans les médias pour dénoncer les

amalgames. En octobre 2013, l'affaire Leonarda²⁹ a réactivé les tensions entre les deux communautés. Ainsi, l'édition du 21 octobre 2013, cite un homme se déclarant appartenir aux gens du voyage, « *"En ce moment, dans la presse, à la télé on parle sans arrêt des gens du voyage pour évoque l'affaire Leonarda. Et on fait l'amalgame avec nous. Nous sommes Français depuis sept ou huit générations : malgré les discriminations, jamais nous ne nous serions permis d'insulter le président de la République"*, souligne-t-il, fustigeant l'attitude du père de la jeune collégienne. Cet habitant du Lunévillois ne comprend pas la mobilisation d'élus et d'associations autour des Roms arrivés nouvellement en France. Il pointe du doigt l'accueil qui leur est proposé par la ville de Maxéville et dénonce deux poids, deux mesures dans le traitement »(C.S.-C., 2013).

Suite à l'altercation ayant opposé les gens du voyage et les familles du bidonville en 2012, un journaliste rencontre un individu se présentant comme celui ayant incendié les caravanes des familles roumaines. Il reprend ainsi les propos de « Steve » dont les déclarations « *véhiculent un discours extrêmement virulent qui atteste des fameuses « tensions » évoquées par le maire de Maxéville entre les deux communautés. L'incendiaire n'hésite pas à pointer les Roms d'origine roumaine, qu'il accuse de contribuer à la stigmatisation de sa propre communauté, "française". "Le problème, c'est qu'on nous met tous dans le même lot ! Et quand des reportages montrent la mafia qui, chez eux, exploite leurs femmes et leurs gosses, ça nous défigure totalement, nous aussi ! C'est pour ça qu'on est très remonté. Et qu'on n'en restera pas là."* » (Ganousse, 2012b). Cette controverse relative à la distinction entre gens du voyage et Roms conduit progressivement le journal à différencier plus nettement les deux populations. C'est alors le terme de Roms qui est définitivement adopté à partir de 2013.

5.3.3. *Des relations tendues aux riverains*

La relation entre les habitants du bidonville et le voisinage est une troisième récurrence marquant le traitement médiatique local de ce sujet. C'est majoritairement le terme de riverain qui sert à nommer les populations des alentours du bidonville. Pour Éric Fassin, le terme de riverain, à la différence de celui de voisin, renvoie à la relation entre un groupe social et une « chose naturalisée » plutôt qu'entre deux groupes sociaux. On est ainsi le riverain de quelque chose et non pas de quelqu'un (Fassin et al., 2014).

29. En octobre 2013, l'expulsion du famille rom kosovar produit un important retentissement médiatique. L'arrestation de l'une des filles mineures de la famille devant l'établissement où elle étudie oblige les services l'immigration à se justifier face de ce type de pratique. L'affaire vire à la crise politique, dans un contexte d'élection à court terme, lorsque la Présidence de la République autorise la jeune fille à revenir étudier en France sans sa famille.

La distinction soulignée par Éric Fassin semble opérante dans le cas de la presse locale sans que l'on puisse conclure toutefois à un traitement radicalement naturaliste de la part du journal. Ainsi, un article du 24 septembre 2010 rapporte que « *le maire de Laneuveville s'était fait le porte-parole de ses concitoyens, "lassés par une série de désagréments causés notamment par des feux. Destinés à extraire des métaux de récupération, ils dégagent des odeurs et une fumée épaisse très gênante pour les riverains. Nous venons d'ailleurs d'effectuer des prélèvements d'air à des fins d'analyses"* » (Braconnot, 2010). La réponse apportée par le représentant politique local illustre un rapport chosifié aux habitants du bidonville puisque l'indésirabilité de leur présence est justifiée par des tests chimiques et biologiques. Un autre article évoque les allées et venues entre un parking dans lequel les familles ont trouvé refuge et leur ancien lieu d'habitation. Il décrit les passages réguliers des familles dont la présence « *commence à agacer et à exaspérer sérieusement les riverains* » (Vernini, 2011). Ainsi dans ces articles, c'est la pauvreté et les activités économiques des habitants du bidonville qui sont à l'origine du ressentiment des riverains à l'encontre des « Roms ».

Toutefois, si le terme de riverain fut abondamment mobilisé dans les articles au moment du campement de Laneuveville, au contraire, dans le cas de « La place » à Maxéville, c'est essentiellement le terme de voisinage qui est utilisé. Ainsi, alors que les tensions sont importantes entre les habitants du bidonville et les gens du voyage, un article rend compte de la situation sur place telle qu'elle est perçue par les populations et les pouvoirs locaux, « *pour l'instant, aux yeux du maire, l'expérience marche. "Il y a même des habitants qui avaient lancé une pétition contre eux au départ, qui ont participé à des opérations de nettoyage à leurs côtés au cours de cet hiver", se félicite Henri Bégorre. Les Roms sont toutefois encore loin d'être acceptés par l'ensemble de la population. Les plus rétifs sont les voisins les plus proches, en l'occurrence les gens du voyage installés juste en face* » (C.G., 2012).

Le journal interroge également la présence des familles en termes d'impact politique au niveau local. Ainsi, le succès du Front national aux élections cantonales de 2011 dans les communes voisines du bidonville est expliqué par la présence du bidonville : « *Art-sur-Meurthe est en ébullition avec la proximité d'un camp de Roms : 29 % pour le FN. Sa voisine Laneuveville-devant-Nancy donne aussi la première place au FN* » (Doliet, 2011). L'exaspération face à la présence de ce type d'installation est érigée à Maxéville comme l'un des facteurs ayant contribué à la défaite du maire en 2014. Pour l'ancien maire, si son arrêt cardiaque avant l'élection a participé à affaiblir son score, il pense tout de même « *devoir sa défaite aussi à sa politique en faveur de l'assimilation des ROMS* » (Ganousse, 2014). La présence d'un bidonville a eu selon les journalistes un impact direct sur les élections politiques des communes concernées. Ces récits ont participé à la construction du « facteur rom » comme un élément

négatif de la vie locale.

Plus généralement, on voit que la représentation des habitants du bidonville a progressivement évolué en une dizaine d'années. De groupe informel et naturalisé, cette représentation est devenue celle d'une population identifiée comme Roms et appartenant à un réseau de relations institutionnelles stabilisées. L'« épisode rom » se termine néanmoins sur une construction beaucoup moins marquée par le sceau du misérabilisme et de la nocivité de populations mal identifiées. En outre, la fermeture du bidonville fait l'objet d'un article intitulé « *Un heureux dénouement pour les familles roms* ». Le journaliste y relate le succès du projet de résorption du bidonville et du travail effectué par les institutions.

Toutefois, les familles du bidonville sont décrites comme bénéficiaires plus que comme acteur du projet, « *c'est l'aboutissement d'une intégration réussie. Le fruit d'une vraie volonté politique. L'intégration des populations roms n'est pourtant pas toujours si simple. De régions ont expérimenté les villages d'insertion. Maxéville en a décidé autrement. Une dizaine de familles occupaient depuis plusieurs années un campement insalubre, synonyme de grande précarité* » (Sans auteur, 2016). Ces considérations démontrent le maintien d'une représentation culturaliste des populations identifiées comme « Roms ». Dans les articles plus récents, la différence ethnique continue à être la principale explication de l'exclusion et de la pauvreté des conditions matérielles d'existence des familles.

5.3.4. *Les représentants institutionnels de la romanité*

Les travailleurs sociaux et les associations jouent un rôle important dans la mise en relation entre les habitants des bidonvilles et le voisinage. Comme nous l'avons vu, plusieurs associations ont pris en charge le soutien matériel des familles dès la fin des années 2000. Cette présence sur le long terme a permis aux familles de construire un lien de confiance avec des institutions et les travailleurs sociaux, ce qui fut primordial dans la construction du programme de relogement. Surtout, les salariés et les bénévoles de ces associations ont participé à créer le lien avec les décideurs politiques. Ce travail est passé par de multiples présentations portant sur les conditions de vie en Roumanie et la culture des familles du bidonville.

Si ce sont les associations d'aide aux sans-abris qui sont intervenues les premières auprès des familles, c'est une association d'aide aux gens du voyage qui a joué le rôle principal de mise en récit de la vie des habitants du bidonville. Cette association a participé à la « romanisation » des familles de Bărbulești ainsi qu'à la distinction entre gens du voyage et migrants roms d'Europe de l'Est.

Fondée dans les années 1950 par un prêtre du quartier du Haut-du-Lièvre, cette association s'est progressivement construite autour de trois objectifs principaux : 1) défendre les populations tsiganes en militant auprès des institutions, 2) sensibiliser à la culture tsigane, 3) œuvrer auprès des familles en les accompagnant dans les démarches administratives et scolaires. L'arrivée des familles du bidonville a toutefois posé un certain nombre de problèmes à l'association quant à la définition de ses objectifs et à son champ d'intervention. En effet, l'action des travailleurs sociaux est financée par le Conseil général et les statuts définissant leur cadre d'intervention désignent les gens du voyage comme bénéficiaires attitrés de l'accompagnement mis en place par les professionnels de l'association. L'arrivée de populations roumaines étiquetées comme Roms a conduit à réinterroger la portée de leur action puisque leur champ d'intervention se limite statutairement à une population moins large que celle que l'association souhaite défendre. À plusieurs reprises, la question de la responsabilité de l'association concernant les Roms d'Europe de l'Est a ainsi été posée.

Une des bénévoles de l'association et un travailleur social sont intervenus sur le terrain dès l'installation du bidonville de Laneuveville. C'est principalement à partir de l'arrivée des familles sur le plateau du Haut-du-Lièvre que l'association va s'investir pour sensibiliser à la culture rom. Le directeur de l'association s'investit dans la mise en place d'un projet de relogement des familles du bidonville. Le camion de l'école mobile rattaché à l'association et à l'intérieur duquel travaillent des instituteurs de l'éducation nationale se rend également régulièrement sur le bidonville pour participer à la scolarisation des enfants. Sandrine, une des travailleuses sociales de l'association, sera également recrutée lors du lancement du projet final de résorption du bidonville mis en place par la commune de Maxéville. Plusieurs réunions d'information sont organisées sur le thème des populations roms. Des universitaires sont invités à présenter leurs travaux et des films ou documentaires sont projetés sur ce sujet.

Parallèlement à l'action de cette association, Éric, un travailleur social rattaché au Centre communal d'action sociale (CCAS) de la mairie de Maxéville a joué un rôle important dans la représentation des familles du bidonville. Issu d'une famille de gens du voyage, celui-ci a été éducateur sportif avant d'être muté en tant que travailleur social et animateur sur l'aire d'accueil de Manitas de Plata, à proximité du bidonville. En 2013, alors que la directrice de cabinet du maire de Maxéville se déclare dépassée par la charge de travail en termes d'accompagnement pour les familles, il fut chargé de s'occuper de la relation avec les familles et de la bonne tenue du bidonville. Du fait de ses différentes missions, Éric a également pu accéder à une formation sur la question des gens du voyage dispensée par la Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les Gens du voyage (FNASAT). Sur le terrain, il mobilise régulièrement les connaissances acquises à l'occasion de cette formation pour

justifier son travail auprès des familles du bidonville ainsi que pour mettre en place une relation de confiance entre les familles du bidonville et les populations voisines.

Plusieurs événements sont organisés autour de la question des minorités ethniques et notamment à l'Institut régional de travail social (IRTS) situé à quelques centaines de mètres du bidonville. Plusieurs soirées de débats sont organisées avec les habitants du quartier pour valoriser les « caractéristiques tsiganologiques » des Roms. Les habitants du bidonville sont présentés le plus souvent sous l'angle ethnique et rattachés au groupe culturel des Roms ainsi qu'au sous-groupe des « usari », c'est-à-dire des montreurs d'ours. À plusieurs reprises, des habitants du bidonville, maîtrisant le mieux le français, sont invités à venir présenter les particularités de leur culture et à rendre compte de leur expérience de l'extrême pauvreté dans leur pays ainsi qu'en France. Durant l'une d'elles, Adi fut encouragé à présenter son expérience d'habitant rom de bidonville devant le public d'un grand amphithéâtre.

Avant la soirée à L'IRTS, les deux conférenciers venant de publier un ouvrage sur le traitement médiatique des populations identifiées comme Roms profitent de l'événement pour visiter le bidonville de Maxéville. Ils font le tour des cabanes et des caravanes et discutent avec les habitants. Plusieurs familles choisies par Éric présentent ainsi leur condition de vie ainsi que leur parcours en France. Plusieurs d'entre elles ont nettoyé leur logement pour l'occasion et portent des vêtements des grandes occasions.

Les visiteurs se rendent ensuite au repas qui a été préparé pour eux à l'IRTS. Une fois le cortège parti, nous discutons avec Christina de cette visite. Elle m'explique qu'il est normal d'accueillir ces visiteurs correctement au vu de ce que font les travailleurs sociaux pour elle et sa famille. Je retourne ensuite à l'institut. L'amphithéâtre est presque rempli. La conférence débute. Adi et Éric viennent s'installer dans des fauteuils en milieu de salle. Une fois le propos terminé, quelques questions sont posées avant qu'Éric interpelle la salle pour amener Adi à témoigner de sa situation. Un micro est remis au jeune homme qui balbutie quelques mots pour expliquer les mauvais traitements que subissent les Roms en France. Il évoque également la prise en charge des familles du bidonville par la mairie de Maxéville.

La salle se vide finalement et nous nous retrouvons avec Adi. Il m'explique qu'il n'a presque rien compris à la conférence, les intervenants parlaient vite et dans un langage soutenu. Il m'explique qu'il était un peu stressé par la présence d'autant de monde. Il souhaitait néanmoins faire plaisir à Éric et le remercier pour l'aide qu'il apporte à sa famille. Il regrette d'avoir autant schématisé sa situation, mais il aurait été trop compliqué d'expliquer d'où il vient, quels sont les problèmes à Bărbulești. Il n'en avait d'ailleurs pas envie.

Extrait du journal de bord, 8 avril 2015

Des exemples comme celui-ci se trouvent facilement. Durant un festival de courts-métrages, Marian et Marte, dont le français est beaucoup plus approximatif que celui d'Adi, sont invités à commenter un documentaire traitant de l'extrême pauvreté de familles identifiées comme Roms dans la région parisienne. Les intervenants les encouragent à interpréter les manières de vivre des familles du documentaire et à les comparer aux leurs en insistant sur les similarités qui les réuniraient au sein d'une même culture rom.

Au-delà de cet aspect de promotion culturelle, les travailleurs sociaux ont mis en place de multiples dispositifs de valorisation de l'image des habitants du bidonville pour aider au rapprochement avec les gens du quartier. Des enquêtes de voisinage réalisées par les employés municipaux ont servi à prendre la mesure du désagrément causé au voisinage. Celles-ci ont révélé que le sentiment de gêne était faible. Seule l'image d'un entre-soi que renvoyait le bidonville a semblé déranger les populations du quartier.

La médiation des travailleurs sociaux a joué un rôle important dans l'appréhension et l'acceptation des habitants du bidonville à Nancy. Plus généralement, à l'instar des médias locaux, les travailleurs sociaux et les militants associatifs incarnent un intermédiaire entre les catégories ethniques véhiculées par les discours politiques ou médiatiques nationaux et les habitants des bidonvilles. Ces acteurs traduisent ces deux réalités pour constituer la « question rom » au niveau local. Cette dernière, loin de se restreindre aux débats nationaux, dépend également de l'agencement local et de la manière dont un certain nombre d'acteurs sociaux se la réapproprient. Journalistes et travailleurs sociaux constituent des acteurs privilégiés sur cette question et participent de manière centrale à la construction de l'image locale des habitants des bidonvilles.

5.4. *Bricolages identitaires*

Le positionnement social des habitants dans le quartier du Haut-du-Lièvre est largement déterminé par la ou les catégories ethniques auxquelles ils sont assignés. Qu'elles soient tziganes, roms ou roumaines, ces catégories participent à la hiérarchisation et la différenciation des individus. Surtout, elles sont productrices de racialisation, elles enferment les habitants des bidonvilles dans une identité collective considérée comme subalterne et extérieure à la société.

Toutefois si ces catégories se construisent par le haut à travers des discours politiques et médiatiques, elles s'élaborent également par le bas, dans les interactions quotidiennes entre les individus. En effet, le racisme n'est pas seulement lié à une apparence ou à une appartenance,

il découle également de rapports sociaux à l'intérieur desquels les individus sont identifiés, classés et hiérarchisés. La racialisation des habitants des bidonvilles est un processus quotidien auquel participent des multiples d'acteurs, parfois eux-mêmes racisés.

Il convient donc d'interroger la manière dont s'élabore le rapport à l'Autre dans le bidonville pour comprendre comment les habitants reçoivent, intègrent et négocient le racisme. Cela passe par un jeu d'échelles multiples dont chacune porte des formes de racialisation spécifiques.

5.4.1. *La race du quotidien*

5.4.1.1. Distance au stigmat

La relation des habitants de « La place » à la société française est fortement marquée par les effets de la racialisation. Elle les renvoie régulièrement à leur rôle subalterne et de minorité ethnique. Cette situation se comprend en grande partie à la lumière de ce qui la fonde : les effets des discours et des assignations racistes. Ces derniers s'appuient sur une remise en cause profonde de l'idéal égalitaire entre les hommes tel qu'il est porté par la société moderne. Ils s'élèvent contre la conception « intellectuelle » de la commune humaniste pour faire appel « au "parler-vrai", aux "certitudes" contre les "artifices" de la vie sociale. C'est cette "certitude" primordiale de soi et du monde, des "racines" et des "frontières" (en fait, les discours sur les racines et les frontières "naturelles") que l'idéal de l'égalité, en tant que régime général des relations entre les individus, remet justement en question » (Martuccelli, 2017, p. 393). À cette logique « inégalitariste » visant à séparer socialement les individus se couple une logique « différentialiste » démontrant les altérités communautaires (Wieviorka, 1991). Le racisme porte en lui la hiérarchisation de l'inégalité entre les groupes sociaux. Il fait de la différence un principe organisateur du monde sur lequel se bâtit une classification de l'essence biologique ou culturelle des êtres humains.

Le racisme s'inscrit donc principalement dans des discours et il cherche à rendre visibles les différences physiques ou culturelles, individuelles ou collectives ; « Le racisme est malléable : il ne s'appuie pas sur des différences objectives et fixes, mais, au contraire, sur des traits culturels et physiques particulièrement variables, qu'il isole en fonction de contextes sociaux et historiques différents. Il fabrique des différences là où elles ne sont pas évidentes ou claires et vise souvent les populations les plus proches » (Lapeyronnie, 2008, p. 336-337). Autrement dit, la différence physique est un caractère construit par le racisme pour marquer la séparation entre deux groupes puisque « La différence physique réelle n'existe que pour autant

qu'elle est ainsi désignée, en tant que signifiant, par une culture quelconque » (Guillaumin, 2002, p. 96). Si, comme le précisait Jean-Paul Sartre, le juif est fabriqué par l'antisémitisme (Sartre, 1985), de la même façon, c'est le racisme qui produit le racialisé. La racialisation s'inscrit dans un processus plus large de construction du rapport à l'Autre. Le racisme participe à l'édification d'une frontière entre la société et les groupes d'individus, mais cette frontière reste perméable et évolutive, car, si les discours nationaux tendent à s'imposer aux individus, ces derniers conservent les moyens de négocier localement le stigmate pesant sur eux.

Bien que le racisme marque une grande partie des relations sociales avec l'extérieur des habitants de « La place », celui-ci prend des formes variables en fonction des contextes. De par la position sociale et géographique du bidonville, des habitants sont en interaction constante avec des groupes eux-mêmes marginalisés, ethnicisés et racialisés. Cet environnement n'a rien de singulier, il est caractéristique des banlieues françaises contemporaines (Boucher, 2010 ; Kokoreff et Lapeyronnie, 2013 ; Lepoutre, 2001 ; Marwan, 2011 ; Truong, 2013 ; Wacquant, 2006). En conséquence, les catégories ethniques et raciales peuvent bien plus aisément être détournées et bricolées pour s'adapter aux agencements sociaux, même si elles continuent d'être façonnées par la hiérarchisation.

La manière dont les habitants vivent et racontent le racisme fait toutefois l'objet d'une mise en récit très variable. On entend très peu les habitants faire état du racisme de la société à leur rencontre. Par exemple, les représentants politiques médiatisés énonciateurs de discours sur les Roms ou sur les habitants des bidonvilles ne sont pas en eux-mêmes considérés comme porteur de racisme. Le contexte politique français est par ailleurs souvent lu à travers les lunettes des divisions politiques roumaines. Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux suscitent ainsi l'admiration d'Ovidiu pour leur fermeté face aux étrangers alors que Manuel Valls le rend méfiant puisque comme « *tous les socialistes, c'est un mafieux* ». Néanmoins, les positions de ce dernier concernant les étrangers sont qualifiées de « *normales* » par Nicolae puisque « *tous les étrangers ne peuvent pas rentrer. Par contre, on ne peut pas leur en vouloir d'essayer* ». Malgré tout, en règle générale, ces représentants politiques suscitent principalement l'indifférence.

La notion de racisme n'est toutefois pas absente du vocabulaire des habitants. Celle-ci leur sert à dénoncer les comportements déviants d'autres habitants ou des travailleurs sociaux. Elle renvoie alors à la différence de traitement dont un individu considère faire l'objet. Ainsi, Adi qualifie Marian de raciste lorsque celui-ci refuse de lui prêter sa voiture ; Éric le travailleur social est critiqué pour son racisme lorsqu'il oublie de distribuer des sodas aux enfants de la famille Cîrciu ; le pasteur Tama est collectivement stigmatisé pour son racisme lorsqu'il tente d'évincer Moro, le pasteur de Bărbulești ; je suis visé par le terme de raciste lorsque je refuse d'apporter des films un soir de fatigue. Comme on peut le voir, le racisme renvoie avant tout

pour les habitants à l'expérience qu'ils peuvent en faire et pas nécessaire à un concept relatif à des processus sociaux structuraux.

5.4.1.2. « Vous les Français »

Le racisme n'est pas simplement une opinion pour certains et une expérience pour d'autres, il s'intègre au contraire à l'ensemble des relations sociales et leur donne forme. En effet, les discours fournissent une image, une représentation, une chaire, une incarnation au racisme, mais, ce sont les agencements sociaux qui structurent l'expérience qui en est faite par les individus : « Plus les individus sont isolés, moins ils ont de contacts avec l'extérieur, plus ils ont le sentiment d'une société intégralement raciste et d'une pratique généralisée de la discrimination ; inversement, plus leurs liens avec le monde extérieur sont développés, plus l'image qu'ils ont de la discrimination et du racisme est complexe » (Lapeyronnie, 2008, p. 363). À « La place », ce sentiment de coupure s'illustre par l'expression de « vous les Français ».

Cette expression s'associe à une autre, celle de « gajo ». Longtemps perçu comme l'expression d'un rapport culturel au monde, spécifique aux populations tsiganes (Formoso, 2000 ; Olivera, 2012 ; Williams, 1993, 2000), le terme de « gajo » et ses différentes déclinaisons (gaje, gadje, gazo, gadjo, etc.) peuvent également être saisies comme une réponse des populations romanophones à leur marginalisation et à leur positionnement subalterne au sien des rapports sociaux, ainsi que plus généralement à la distance que la société instaure entre elle et eux (Bizeul, 2000). Au sein de l'entre-soi de « La place », les termes de « vous les Français » ou de « gajo » renversent la hiérarchisation sociale par le biais d'une formalisation discursive de la distanciation perçue et ressentie par les habitants. Dès lors, si le sentiment d'exclusion s'exprime de manière détournée, le racisme n'en constitue pas moins une expérience dont les effets sont mis en discours par les habitants du bidonville.

Alors que le racisme est peu nommé, tout du moins dans sa conception sociologique, on rencontre néanmoins, au tournant d'une anecdote ou d'une histoire, l'évocation par les habitants d'expériences de violences sociales liées à leur assignation à la « romanité ». Ils convoquent alors la figure du Français « fou » (« nebul » en roumain), individu indifférencié dont la caractéristique est de sortir du cadre des comportements sociaux sensés. La rencontre avec ces individus illustre l'expérience du racisme tel que le rapportent les habitants. Les remarques, les insultes ou les agressions sont ainsi traduites par le caractère dément de la personne incriminée.

Régulièrement, le soir, de retour sur le bidonville, les histoires des uns et des autres racontent leur rencontre furtive avec ce type d'individus. Grigore évoque un jour en riant l'expé-

rience de sa journée : « *Je travaillais [la mendicité] lorsqu'un gars est venu m'emmerder. Je ne comprenais rien alors ça l'énervait encore plus. Il a fini par me laisser tranquille, mais pas moyen de travailler pendant dix minutes. Un vrai taré* ». À d'autres moments, les altercations se font moins directes, plus dissimulées. Elles s'expriment par des regards, des gestes. C'est par exemple le cas d'anecdotes comme celle d'Ioana : « *Elle me regardait depuis un moment cette folle. À un moment elle m'a tourné le dos et elle a commencé à faire un geste de la main devant son nez pour dire aux autres que je sentais. Personne n'a réagi vu comment elle faisait peur* ». La mobilisation de la folie ouvre la possibilité d'instaurer une frontière entre soi et l'agresseur. Elle permet de contenir les individus marqués par la folie en dehors du monde social.

Les récits de ces déconvenues sont relatés avec réprobation, mais souvent également sur le ton de l'hilarité. Le rire aide à mettre à distance l'expérience du racisme (Goldstein, 2013), c'est une façon de « tracer une frontière marquant le contraste entre les uns et les autres, sécurisant l'individu et l'arrachant à l'indifférenciation, à la confusion toujours possible. Le rire est une affirmation de dignité personnelle » (Lapeyronnie, 2008, p. 83).

Ainsi, la formulation « vous les Français » énonce l'ambivalence du rapport des habitants à la société. Si cette expression renvoie effectivement à une altérité formalisant la distanciation, elle objective également la relation des habitants avec l'extérieur. Surtout, elle permet de préserver sa dignité, de garder la face malgré le racisme et la marginalisation (Becker, 2012 ; Goffman, 1974).

Plus généralement, la signification que les gens du bidonville donnent au racisme renvoie finalement peu à la conception abstraite que peut lui prêter la sociologie. Sans mobiliser la notion de « société », la position subalterne des individus identifiés comme tsiganes en France est effectivement perçue par les habitants comme relevant d'une inégalité de traitement. Mais ce ressenti n'est néanmoins ni expliqué, ni compris par la convocation d'une entité sociale transcendante discriminant les individus. C'est plutôt par les caractéristiques, voir les essences, individuelles que les habitants s'expliquent les comportements allant à leur rencontre. De plus, l'expérience du racisme ne les empêche nullement de renvoyer le racisme sur d'autres groupes sociaux. Les « clochards », les « putes », les « handicapés », les « Roms », les « noirs » incarnent ces entités sociales dont les habitants cherchent à se différencier et qu'ils considèrent comme appartenant aux échelons les plus inférieurs de la société.

5.4.2. *Un petit monde d'ethnicité*

5.4.2.1. Hiérarchies et alliances

La présence maintenant longue des familles sur le quartier du Haut-du-Lièvre les a progressivement amenées à nouer des liens nombreux avec les autochtones. Encore une fois, ces relations dépendent et varient d'un individu, d'un groupe ou d'un contexte à l'autre. Quoi qu'il en soit, les habitants de « La place » sont connus et reconnus sur le quartier. Les qualificatifs sont nombreux, mais assez généralement, ils sont identifiés comme les « Roumains du campement » ou les « Roms du bidonville ».

Au sein du quartier du Haut-du-Lièvre, une hiérarchie interne structure les échanges entre les groupes, ils se situent et s'identifient les uns par rapport aux autres en fonction de critères parmi lesquels on peut compter le prestige relatif aux activités économiques ou la taille des communautés. Chaque individu se positionne dans cette hiérarchie en fonction du groupe auquel il est rattaché. Pour les individus, cette place reste néanmoins négociable en fonction des ressources à disposition.

La nationalité et l'origine ethnique constituent les deux principaux critères servant à la différenciation des groupes dans le quartier. Ainsi, les Nord-Africains sont généralement regroupés sous le qualificatif racial d'Arabe. Dans certains contextes néanmoins, c'est la nationalité, marocaine, algérienne, tunisienne, ou l'appartenance ethnique minoritaire, berbère ou kabyle, qui prédominent.

Les habitants du bidonville identifient, interagissent et hiérarchisent une petite dizaine de groupes d'appartenances au sein du quartier. Arabes, Manouches et Albanais occupent les places les plus élevées dans leur typologie. Ces groupes bénéficient d'un capital symbolique plus élevé induit par les activités économiques parfois informelles auxquelles ils sont associés. En outre, l'importance numérique des Arabes participe à en faire l'une des communautés perçues comme la plus puissante. Les Africains subsahariens, les Chinois, les Turcs sont positionnés à un niveau intermédiaire. Ils constituent des communautés peu visibles dont les activités économiques sont considérées comme faiblement porteuses de capital symbolique. Les Roms, les Afghans, les cas sociaux et les clochards occupent les places les plus basses, inférieures à celles que s'attribuent les habitants du bidonville.

Cette hiérarchie suit en partie la logique du « report du stigmatisme sur le dernier arrivé ». Pour autant, l'intégration d'un nouveau groupe sur le quartier ne signifie pas nécessairement que celui-ci repart du bas de l'échelle ethnique. La faiblesse des effectifs d'une communauté ethnique peut être compensée par le prestige des activités économiques qu'elle pratique. Ainsi,

le groupe d'Ukrainiens arrivé sur le quartier en novembre 2015 a été directement intégré aux échelons intermédiaires de la hiérarchie ethnique du quartier. Les rumeurs et les activités délictueuses qui leur étaient prêtées les ont imposés comme un groupe craint par les moins dotés en ressources.

L'échelonnement ethnique n'induit pas pour autant une soumission aux groupes les plus élevés dans la hiérarchie. Les habitants du bidonville disposent des ressources nécessaires pour mobiliser ou remobiliser certains discours retournant le stigmaté. À plusieurs reprises, des heurts sont survenus avec certains groupes de jeunes identifiés comme Arabes par les habitants. L'essence raciale est alors convoquée pour donner sens à l'agression et imposer une distance sociale avec ces groupes. La figure que les habitants de « La place » dépeignent de ces jeunes se superpose de façon très nette à l'image que peuvent véhiculer certains discours politiques ou médiatiques sur les musulmans : « inassimilation », « culture antagoniste », « propension à la violence », etc.

Ainsi, lors d'un après-midi d'avril pluvieux, alors qu'il a approché de manière quelque peu insistante une jeune femme du quartier, Viorel a eu une altercation avec un groupe de jeunes d'origine algérienne. Lui et Marian s'insurgent alors contre le comportement de cette communauté, « *Les Arabes sont des animaux. Ils pourrissent le pays, jamais les Français n'auraient dû les laisser rentrer* » explique Viorel. Pour Marian, « *le problème c'est qu'ils se reproduisent trop vite. Ils sont comme nous, ils font pleins de bébé. Sauf qu'eux, ils ne rentrent pas dans leur pays* ».

5.4.2.2. Palette de couleurs de peau

La différenciation entre les groupes d'individus inscrits dans des éléments matériels et physiques. La couleur de peau occupe un rôle fondamental dans ce processus et plus généralement dans la régulation des interactions sociales (Bonniol, 1992). Les habitants du bidonville font eux-mêmes usage de ce marqueur pour hiérarchiser les individus en instaurant une gradation allant du blanc au noir.

L'importance accordée par les habitants à la couleur de peau découle de critères à la fois visibles et invisibles. Historiquement et au sein du monde social, la signification de la couleur de peau procède en effet de deux dimensions fondamentales : 1/ d'une valeur esthétique caractérisant l'individu, 2/ d'un classement raciste entre les groupes humains (Bonniol, 1995).

La hiérarchisation physique des individus de la part des habitants se traduit de différentes manières. Ainsi, les « *cale* » (les noirs) sont identifiés comme un groupe social foncièrement à part. Ils font l'objet de moqueries et de jugements naturalistes particulièrement radicaux. Au

critère de la couleur, viennent s'ajouter d'autres caractéristiques physiques participant à identifier l'altérité subalterne. Les individus identifiés comme « cale » sont également associés à des caractéristiques « négroïdes » telles qu'elles étaient définies par la littérature occidentale raciste du 19^e siècle. Les grosses lèvres, les cheveux crépus, les pénis de grande taille, le physique et le postérieur imposant font partie des caractères distinguant les « cale » du reste du monde social. Les individus possédant certaines de ces caractéristiques sur le bidonville sont ainsi identifiés à cet autre racisé. Remus a le droit à de nombreuses plaisanteries à cause de son teint foncé et de son pénis plus gros que la moyenne.

La rupture hiérarchique opérée avec les « cale » tend néanmoins à s'estomper avec le temps. À mesure que les habitants entrent en contact avec des groupes à la peau plus foncée que la leur, cette caractéristique finit par devenir un détail secondaire. Malgré tout, les habitants entretenant des liens de proximité avec les « cale » continuent à être visés par les comérages. Le stigmate pesant sur les racisés noirs s'illustre par l'ensemble des moqueries visant Éric, le travailleur social, lorsqu'il fut aperçu à plusieurs reprises avec sa compagne à la peau noire. Lors de la venue de celle-ci sur le bidonville, ces moqueries ne firent que s'amplifier avant de progressivement se taire à mesure que la jeune femme côtoya les habitants.

La très faible proportion d'individus à la couleur de peau noire en Roumanie peut permettre d'expliquer la dureté de la catégorisation opérée par les habitants. Mais surtout, les individus désignés comme Tsiganes et Roms sont identifiés en partie par leur couleur de peau foncée. On retrouve également ce phénomène en France. Pour Victoria par exemple, gajé et Tsiganes se différencient par le physique particulier de ces derniers et notamment leur couleur de peau. L'étendue de cette gradation une fois arrivée en France conduit au positionnement des habitants à un échelon intermédiaire de cette hiérarchisation raciste. Il leur devient alors possible de renvoyer le stigmate pesant sur eux en Roumanie sur d'autres groupes racisés.

La manière dont les gens du bidonville mobilisent la couleur de la peau reflète leur intégration aux systèmes de classement raciste du quartier et plus généralement de la racialisation que la société française opère sur eux. Néanmoins, il est possible d'observer que le racisme n'est pas simplement subi par les habitants, mais qu'ils s'en emparent également pour positionner d'autres groupes à l'intérieur de la hiérarchie raciale et sociale. Ils se positionnent eux-mêmes à l'intérieur de celle-ci à un niveau inférieur à la couleur blanche, mais néanmoins moins anathématisé que les peaux noires.

En outre, la hiérarchie pigmentaire classe esthétiquement les individus en fonction de leur couleur de peau. Alors que les femmes au teint le plus pâle sont considérées comme les plus attrayantes esthétiquement, au contraire, les individus à la peau la plus foncée sont déconsidérés.

rés. Ainsi, lors de la naissance de Nicu, le fils de Remus, la couleur foncée de l'enfant a gentiment provoqué les moqueries de la famille et des habitants. C'était alors une manière de taquiner Rémus à propos de prétendues relations sexuelles entre Adriana et des « cale ».

5.4.3. *Porosité des frontières*

La hiérarchisation entre les groupes n'empêche toutefois pas les alliances momentanées. En effet, le quartier est un lieu d'interconnaissance participant à offrir une place aux minorités racisées. Les habitants du bidonville ont été intégrés à ce système de mixité ethnique. Ils mobilisent dans leur langage de tous les jours des expressions en arabe, en turc ou en chinois, le plus souvent pour s'amuser, mais parfois plus sérieusement. Ils échangent régulièrement quelques mots avec des habitants du quartier, participant ainsi à créer une proximité linguistique.

Le marché du dimanche matin révèle durant quelques heures la complexité des échanges sociaux au sein du quartier du Haut-du-Lièvre (Dahhan, 2016). Sur l'esplanade centrale du quartier, des dizaines de stands sont dressés pour y vendre des légumes, des plats cuisinés, des vêtements, des produits rares, etc. Une grande partie des acheteurs viennent surtout y retrouver des proches ou des membres de la même communauté religieuse ou culturelle. Le marché refonde momentanément un espace au sein duquel les groupes linguistiques, nationaux ou ethniques se côtoient, se confrontent, se mêlent les uns aux autres, s'affectent une place sociale et symbolique. En outre, s'il est un moment de rencontre et de mise en relation des communautés, il est également un lieu où se reproduisent et se structurent les hiérarchies communautaires.

L'intégration des habitants de « La place » dans le quartier passe également par l'élaboration de relations spécifiques avec certains groupes. Ainsi, les jeunes hommes du bidonville ont développé des liens privilégiés avec certains membres de la communauté algérienne. Adi et Remus fréquentent de temps à autre la mosquée. Ils jouent sur la proximité de leurs traits physiques avec ceux des populations Nord-Africaines pour construire une appartenance commune. Il leur arrive ainsi de se faire passer dans le centre de Nancy pour des Algériens. Remus m'explique en exagérant un peu qu'il se sent « *plus Arabe que Roumain maintenant. À force de traîner avec eux, c'est normal* ».

Encore une fois, les travailleurs sociaux et les acteurs du monde associatif ont joué un rôle dans le rapprochement entre les différents groupes du quartier. C'est le cas notamment d'Éric dont le travail a participé à améliorer la relation entre des jeunes du quartier et du bidonville. L'organisation de matchs de foot a constitué un vecteur d'ouverture mutuelle particulièrement

puissant. Il rapporte ainsi qu'« à l'origine les jeunes du quartier étaient assez... véhément par rapport aux Roms de "La place". C'est normal quand tu sais ce qu'ils vivent, ils reportent ce qu'on leur fait subir sur les plus pauvres qu'eux. Du coup, il avait un langage super dur par rapport aux jeunes et il y avait eu quelques altercations. Donc je suis allé sur le quartier et je les ai attrapés, car je les connais bien. Je leur ai doucement fait la morale en leur expliquant que ces jeunes-là il était comme eux et que ce n'était pas en s'en prenant à eux qu'ils arrêteraient de passer pour des cons quand ils vont en boîte ou essayent de rencontrer des nanas en ville. Donc j'ai organisé un match de foot sur le quartier. J'avais réservé le terrain pour l'après-midi. Je savais un peu ce que je faisais parce que les Roms, ils n'aiment pas courir, mais ils sont super bons techniquement. Du coup, ça a joué comme ça toute l'après-midi. Les mecs du quartier ont pris une belle branlée. Après ils ne regardaient plus du tout les Roms de la même façon. Depuis, ils se disent bonjour. Certains traînent un peu ensemble ».

En outre, les traits physiques et certaines pratiques culturelles participent à créer des rapprochements parfois inattendus. Ainsi, un samedi après midi, le mauvais temps nous oblige à rester sous les auvents à discuter entre hommes jusqu'à ce qu'un événement nous pousse à sortir de la léthargie.

Une BMW arrive en trombe devant le portail du bidonville et s'arrête en faisant dérapier les pneus dans les graviers. Trois hommes sortent, l'un d'entre eux mesure au minimum deux mètres. Son crâne rasé et ses sourcils froncés le rendent particulièrement inquiétant. Deux hommes sont avec lui moins impressionnants, mais tout aussi menaçants.

Ils viennent vers nous avec l'air de vouloir régler une affaire sérieuse. Arrivés devant nous, ils nous expliquent que Ionuț, un ancien résidant du bidonville, a accumulé plusieurs mois d'impayés pour le loyer de son appartement. Paul, loue discrètement un appartement en ville dans le même immeuble pour toucher les allocations logement, alors qu'il est resté sur le bidonville pour bénéficier du projet de relogement. Ionuț est introuvable et les trois hommes sont donc venus demander des comptes à Paul.

Ce dernier emmène l'un des hommes dans sa caravane pour résoudre cette affaire pendant que nous restons avec les deux autres. La discussion se détend. Nous commentons les conditions de vie. Les deux hommes trouvent déplorable que la France laisse vivre des familles dans des conditions comme celles-ci. Ils sont curieux de savoir comment chacun se débrouille sur place.

Le plus grand des deux explique que quand ses parents sont arrivés d'Algérie, ils ont vécu dans un bidonville à Paris. Lui est né plus tard, mais il nous relate les histoires de violences policières qu'ils ont endurées. Il fait alors un parallèle entre le racisme anti-Algériens et anti-Roumain. Ovidiu rebondit sur ces propos pour expliquer que Roumains et Algériens sont faits du même sang, il prend comme exemple la proximité de la couleur de peau et les manières commu-

nautaires de vivre. Le plus petit des deux visiteurs rétorque néanmoins en riant que les Algériens, contrairement aux Roumains, ne mangent pas de cochon. Le second conteste, très sérieusement, la plaisanterie. Il nous explique que la proscription du porc dans sa famille est réalité très récente. Ses grands-parents élevaient et mangeaient régulièrement du cochon lorsqu'ils étaient encore en Kabylie. Preuve est donc faite de la fraternité qui relie Algériens et Roumains.

Enfin la discussion se termine en évoquant la nécessité de maintenir la solidarité entre les deux communautés. Paul ayant réussi à contacter Ionuț et à se décharger de cette histoire d'impayés, nous nous serrons tous chaleureusement la main et les trois hommes repartent.

Extrait du journal de bord, 19 novembre 2015

On voit que la composition d'un « nous » commun entre les groupes du quartier est fragile et doit être pris avec beaucoup de précautions. L'élaboration d'un sentiment d'appartenance partagé s'intègre nécessairement à un jeu d'alliances complexes et mouvant fait d'associations auxquelles participent l'ensemble des habitants du quartier. Quoi qu'il en soit, ce système de relation permet d'identifier et d'être identifié, mais surtout, de se fédérer autour d'un « eux », extérieur au quartier, donnant sens à l'exclusion et au racisme perçus et vécus par les habitants.

Conclusions

Les bidonvilles ont catalysé ces vingt dernières années l'association entre un mode de vie et une appartenance ethnique. Pour expliquer la présence en France de ce type d'habitat, un certain nombre de commentateurs politiques et médiatiques de premier plan se sont appuyés sur des explications ethnicisante et racisante tandis qu'ils ont mis de côté la pauvreté, l'exclusion, les transformations sociales nationales et européennes. Au contraire, c'est la culture et les manières d'habiter spécifiques à un groupe ethnique qui ont servi de grille de lecture pour donner sens à la présence de plus de 15 000 personnes dans les bidonvilles français. Pourtant, lorsqu'on en cherche la genèse, on voit que la catégorie de Roms résulte d'un assemblage complexe émanant de deux contextes nationaux très différents.

D'un côté, elle hérite d'une histoire roumaine la liant aux spécificités de la minorité ethnique identifiée comme tzigane ou rom. Elle regroupe ainsi des populations éparées et hétérogènes dont l'unité est à la fois fragile et artificielle. En outre, la cohérence d'un tel groupe est récente et doit être lue à la lumière des transformations politiques en Europe de l'Est depuis le début des années 1990. Cette situation s'est transposée en France dans un contexte où l'impor-

tante immigration roumaine a fait rentrer en contact des groupes de migrants hétérogènes, mais originaires de Roumanie. La constitution d'une romanité commune dépend ainsi des négociations entre les différents groupes permettant d'élaborer cette nouvelle entité identitaire.

Le développement de l'importance accordée à la catégorie ethnique de Roms prend également cours dans un contexte français où la tsiganéité a été progressivement associée au nomadisme au cours des siècles. Alors que l'État ne reconnaît pas les appartenances ethniques, la catégorie administrative de gens du voyage s'est développée comme un substitut servant à désigner l'appartenance ethnique tsigane. Le recentrement vers la pratique du nomadisme a, néanmoins, conduit à marginaliser les populations dont les modes d'habitat se sédentarisent et s'écartent du voyage.

Les habitants du bidonville, identifiés comme Roms, ont très vite été associés à cette catégorie. Néanmoins, l'évolution des débats les a assignés à une place à part. En dehors du voyage, tout du moins en marge de celui-ci, en tant que groupes subalternes au sein de la conception nationale de la tsiganéité. Toutefois, les liens avec les groupes identifiés ou s'identifiant comme tsiganes et voyageurs se sont noués et persistent malgré les changements de la place accordée aux habitants des bidonvilles.

À l'échelle nancéenne néanmoins, l'élaboration de la catégorie de Roms est soumise à des facteurs multiples et ne dépend pas simplement des débats tels qu'ils se mènent au niveau national. Au contraire, la qualification de Roms découle d'interactions multiples entre acteurs locaux : journaliste, travailleurs sociaux et associatifs, habitants, voisinage et finalement les résidents du bidonville eux-mêmes. Ainsi on voit que la catégorie de Roms est retravaillée en fonction des agencements sociaux, faisant apparaître dans chaque situation une figure inédite. Dans l'agglomération de Nancy, cette dernière prend différentes formes : « nos Roms », « les Roms de Maxéville », « ceux du campement », « les Roumains du Haut-du-Lièvre », etc. Ainsi, la perception des habitants du bidonville des débats sur la romanité est filtrée de façon plus ou moins importante par cet échelon local et intermédiaire.

Si les habitants de « La place » voient à la télévision ou sur internet les controverses animant la « question rom », leur perception de celle-ci est également médiatisée par le travail des acteurs du monde associatif. Leur action est donc ambivalente. D'un côté, ils participent à reproduire l'association entre Roms et habitants des bidonvilles. De l'autre, ils adaptent cette catégorie ethnique aux contextes et agencements locaux, lui donnant donc une forme spécifique, personnalisée et parfois intégratrice.

Tel qu'on peut le voir, les habitants du bidonville n'accordent pas d'importance outre mesure aux mots. Dans le bidonville de « La place », les catégories ethniques d'appartenance ne

sont pas actées de façon définitive. Au contraire, leurs définitions restent marquées par des marges floues et fragiles. Des termes comme ceux de Roms ou de Tsiganes correspondent plus à un moment ou à une situation spécifique. Ils ne reflètent pas nécessairement un « nous » désignant l'entre-soi des habitants du bidonville. La prise en compte de ce décalage entre le sentiment d'appartenance et sa mise en mot apparaît fondamentale pour saisir la mobilisation de l'ethnicité par les habitants.

Au contraire, c'est par les reconfigurations constantes et quotidiennes des multiples sphères d'appartenance que se forme un sentiment d'ethnicité, que se construit une frontière entre un « nous » et un « eux », un dedans et un dehors. Il apparaît qu'à mesure que le bidonville se stabilise, cette frontière gagne en porosité et s'élargit même parfois à d'autres groupes ou à d'autres territoires. Le bidonville peut alors représenter une « ressource ethnique » puisqu'il facilite l'identification des habitants au sein de l'agglomération.

Il exerce malgré tout une forte contrainte d'assignation identitaire, astreignant les habitants à une place subalterne et racialisée, en particulier dans les situations de crispation sociale lors desquelles les individus sont conduits à subir les conséquences des conflits entre groupes ethniques.

Alors que les discours politiques et médiatiques nationaux tendent à imposer la conclusion que ce sont « les Roms qui font le bidonville » ; au regard de la situation locale pourtant, il semblerait que l'inverse prime puisque c'est également « le bidonville qui fait le Rom ». Pour les habitants de « La place », si cette identité ethnique s'impose à eux, transformant ainsi leurs modes d'appartenance, il faut néanmoins remarquer qu'ils peuvent la négocier, la rejeter, la bricoler, la détourner, etc. En la faisant leur, ils réussissent même dans certains contextes à en faire une ressource sociale leurs offrant une place en ville.

Chapitre 6. Le genre : les sexes dans le brouillard

« les rôles sexuels offrent une garantie minimale d'exclusivité dans la jouissance de certains territoires et dans l'accès aux signes de l'identité. La remise en cause de ce rôle et notamment du « masculin » – lequel cesserait d'être « imprenable » sitôt que les femmes accéderaient au métier – s'accompagnerait d'effets de brouillage et de dépossession.

Dans des groupes sociaux déjà dominés, un tel processus prendrait très vite l'allure d'une dépossession supplémentaire. Mettre en crise une identité suppose d'avoir plusieurs légitimités, au moins potentiellement, à sa disposition. Dans le cas contraire, ce sont les rôles sexuels qui offrent la garantie la plus sûre d'une image de soi et d'une position de maîtrise minimales »

(Schwartz, 2012, p. 184).

Peut-être serait-il un peu rapide de l'oublier, mais derrière les habits raciaux qu'apposent certains discours politiques et médiatiques sur les habitants des bidonvilles, se cachent également discrètement, fragilement des clichés relatifs aux hommes et aux femmes. Domination raciale et domination sexuelle ne sont d'ailleurs pas antinomiques et s'accrochent très bien l'une de l'autre (Fassin, 2010). La racialisation des corps se traduit alors par une marginalisation sexuelle, voire une déssexualisation des individus.

Au sein des quartiers ghettoïsés ou tout du moins dans les quartiers populaires, les assignations hiérarchiques produisent souvent des tensions entre les groupes sociaux et notamment entre hommes et les femmes. Pour contrer les effets de la dépossession produits par la racialisation et la déssexualisation, les individus investissent alors des espaces, sociaux et territoriaux, à l'intérieur desquels ils peuvent réinstituer une emprise sur leur sexualité et leur corps (Corbin, Courtine et Vigarello, 2015 ; Hatzfeld, 2004 ; Zeneidi-Henry, 2004).

Dans les classes populaires, cela s'est souvent traduit par une division de l'espace. Ainsi, à

l'intérieur du foyer s'élabore le domaine des femmes et à l'extérieur celui des hommes. Toutefois, les transformations liées aux modifications des modes de production ont participé à bouleverser cette organisation des rôles sexuels. Le chômage affaiblit l'emprise des hommes sur l'extérieur et les mène souvent au repli dans l'espace domestique. Olivier Schwartz montre dans les travaux la manière dont les transformations du système économique viennent impacter les relations de couples et familiales et redéfinissent les rôles genrés au sein des habitations ouvrières (Schwartz, 2012).

Dans les familles populaires et étrangères, le prix à payer pour le bouleversement de cette organisation spatiale des sexes est d'autant plus grand que le changement du cadre social produit par l'émigration affecte déjà les comportements sexuels. Le repli sur les rôles traditionnels est alors un moyen de garder une emprise sur les identités genrées (Bozon, 2013, p. 76). Les changements dans les rapports de genre et la recomposition qu'induit la migration ne sont toutefois pas toujours au profit des femmes (Catarino et Morokvasic, 2005 ; Dahinden et al., 2007 ; Marsicano, Lydié et Bajos, 2011 ; Maruani, 2005 ; Moujoud, 2008 ; Rigoni et Séhili, 2005). Ainsi, dans certains quartiers populaires, la crispation des relations hommes-femmes s'explique par la déstabilisation de l'organisation des ménages et la faiblesse des ressources mises à la disposition des individus pour élaborer des identités sexuelles faisant sens : *« les hommes et plus généralement les familles puisent dans la tradition, la référence au "bled" ou à la religion, les ressources pour imposer un contrôle sur le sexe des femmes et essayer de maintenir une définition positive d'eux-mêmes. Le ghetto se structure alors autour d'une forte ségrégation des genres, sur une absence de communication entre les sexes et des références normatives aux rôles sociaux traditionnels. »* (Lapeyronnie, 2008, p. 534).

Cette polarisation des identités de genre ne doit pourtant pas faire oublier qu'hommes et femmes ne constituent pas des catégories d'appartenance fixes et binaires, mais qu'ils s'apparentent plutôt à une pluralité d'identités fabriquées individuellement. Ainsi, pour les individus, où qu'ils vivent, les rôles sexuels sont des supports pouvant être investis, bricolés et appropriés. Les identités de genre sont avant tout des pratiques et des actes dont les fondements se trouvent dans l'organisation collective de la sexualité, mais que les individus peuvent détourner et troubler. La sexualité encadre les pratiques individuelles, mais parallèlement ils la transforment par la transgression et la redéfinition des rôles sexuels. Pour Judith Butler « si le genre est une sorte de faire, une activité incessante performée, en partie, sans en avoir conscience et sans le vouloir, il n'est pas pour autant automatique ou mécanique. Au contraire, c'est une pratique d'improvisation qui se déploie à l'intérieur d'une scène de contraintes » (Butler, 2012, p. 13). Le genre s'apparente donc à un type de pratiques participant à redéfinir le cadre d'action à l'intérieur duquel sont définies les identités sexuelles. Les individus

œuvrent par la sexualité à l'élaboration de ces catégories d'appartenances sexuées tout en étant contraints par le cadre social à l'intérieur duquel s'intègrent leurs actions.

Ainsi, il apparaît central de comprendre comment le bidonville reconfigure les identités de genre et plus encore, comment il conduit à instaurer ou renforcer les hiérarchies sociales structurant le rapport entre les rôles sexués et sexuant (Bourdieu, 1990, 2014).

6.1. *Le couple introuvable*

L'espace du foyer constitue pour les individus l'un des lieux à l'intérieur duquel s'élabore, en retrait du monde, la cohérence interne des identités sexuelles. Le couple représente en cela un support facilitant le travail de construction identitaire (Kaufmann, 2017 ; Singly, 2000). Le bidonville remet néanmoins en question cet agencement puisqu'il fragilise l'intimité et donc par extension le couple.

6.1.1. *L'intimité débordée*

6.1.1.1. Promiscuité

La vie collective sur le bidonville est marquée par une forte proximité entre les corps. L'espace disponible au sein de chaque famille dépasse rarement les 5 m²/habitant. À partir de 2014, le départ de plusieurs familles a néanmoins permis d'agrandir certains foyers par la récupération de cabanes, le rachat de caravanes ou de nouvelles constructions dans l'espace libéré. L'espace de chaque foyer reste largement inférieur aux 9 m²/habitant considérés par l'État comme la limite en-dessous de laquelle un logement est considéré comme indécemment.

Groupes familiaux	Lieux de vie isolés et chauffés	Cuisine	Stockage	Auvents	Total isolé par personne	Total par personne
Ovidiu Gîngioveanu (5 personnes)	12 m ²	5 m ²	2 m ²	4 m ²	2,4 m ²	4,6 m ²
Grigore Gîngioveanu (2 personnes)	6 m ²	3 m ²	0 m ²	0 m ²	3 m ²	4,5 m ²
Florin Stoian (4 personnes)	16 m ²	4 m ²	3 m ²	2 m ²	4 m ²	6,25 m ²
Ion Cîrciu (12 personnes)	25 m ²	5 m ²	3 m ²	10 m ²	2,1 m ²	3,58 m ²
Emil Iliescu (4 personnes)	6 m ²	2 m ²	3 m ²	2 m ²	1,25 m ²	3,25 m ²
Paul Bănescu (10 personnes)	20 m ²	2 m ²	4 m ²	4 m ²	2 m ²	3 m ²
Nicolae Cîrciu (2 personnes)	6 m ²	2 m ²	5 m ²	2 m ²	3 m ²	7,5 m ²
Vasile Alecu (3 personnes)	6 m ²	3 m ²	5 m ²	0 m ²	2 m ²	4,7 m ²

Illustration 30: Surface habitable par groupes familiaux

Le faible espace disponible maintient un « esprit de corps » entre les habitants. La promiscuité impose un rapport aux corps divergeant du cadre normatif de la société moderne. En effet, comme l'ont montré les historiens et les sociologues, à mesure que la société industrielle progresse et que le processus civilisationnel s'étend, les corps sont conduits à se libérer du lien qui les reliait à la matière. Ils s'écartent les uns des autres pour produire des individus devenant responsables de la maîtrise d'eux-mêmes (Elias, 2003 ; Leroi-Gourhan, 1965).

Pour Colette Pétonnet, les populations des bidonvilles ont généralement un rapport au corps qui reflète le maintien d'une liberté que le processus civilisationnel tend à restreindre : « *Une certaine simplicité des choses du corps, désormais oubliée, l'expression corporelle et sociale de l'affectivité, aujourd'hui refoulée, des rapports d'homme à homme proches et sans ambages, sont, derrière chaque esthétique sociale, les constantes des sociétés dont la technique encore artisanale n'a pas encore achevé la libération de la main* » (Pétonnet, 2012, p. 300). La majorité des habitants auprès desquels elle a mené son enquête sont originaires de territoires ruraux et ils trouvent dans le bidonville un lieu dans lequel ils peuvent maintenir leur hexis corporelle. Toutefois, de par sa fonction de sas, le bidonville est le vecteur d'un refoulement progressif des pulsions. Il participe à la soumission progressive des habitants à la norme civilisationnelle. Le corps fait l'objet d'une injonction émanant de la société d'accueil pour réguler l'affectivité individuelle.

L'acculturation des habitants du bidonville et leur intégration aux normes portées par le processus de civilisation les conduisent à édifier un mur entre les corps et à renforcer progressivement la maîtrise de soi. Néanmoins, ce mécanisme est freiné par la précarité du corps que maintiennent les conditions d'existence au sein du bidonville (cf : section 4.1.2, p.222).

Dans les cabanes, les lits sont souvent partagés entre les membres de la famille, les enfants dorment jusqu'à l'adolescence avec leurs parents. Il est courant que plusieurs lits soient installés dans la même cabane ou caravane. Alors que la chambre à coucher est devenue dans la société contemporaine l'une des enceintes les plus privées de la vie personnelle (Dibie, 2017), cet espace est complètement absent sur le bidonville. On dort généralement pendant que d'autres s'activent dans le même espace, la télévision reste allumée pendant une partie de la nuit. Les habitants du bidonville sont habitués à dormir alors qu'autour d'eux la vie continue. En journée, il est souvent nécessaire de s'asseoir sur un matelas alors qu'une personne est en train de dormir dessus. Le sommeil n'est pas un moment de l'existence individuelle en dehors de la vie sociale, il fait au contraire partie à part entière de celle-ci. Les habitants passent au lit tout habillé et gardent souvent leurs chaussures pour préserver la chaleur des pieds. En outre, la literie est le plus souvent de mauvaise qualité, les sommiers sont faits d'un empilement de palettes et de planches de bois tandis que les matelas viennent de la rue et ont été déformés

par les années et l'humidité.

L'expérience de la promiscuité est exacerbée par la fonction d'accueil du bidonville qui en fait un lieu de passage. L'arrivée de nouveaux membres de la famille oblige à se serrer afin de permettre à tout le monde de trouver un espace où dormir.

6.1.1.2. Envahissement

Tel que l'explique Elias, la maîtrise du corps induite par le processus civilisationnel passe également par le refoulement des actes rendant visibles les fluides corporels (Elias, 2003, p. 342). Ainsi, le domptage des corps mène à ce que les individus n'exposent plus leurs crachats ou leurs glaires, mais plutôt qu'ils les masquent grâce à un mouchoir ou les expulsent dans les toilettes.

Au contraire, dans le bidonville, on crache dans les cabanes ou dans les caravanes et l'on se mouche avec un doigt appuyant sur une narine le contenu de son nez directement à terre. Pour les plus jeunes, ces pratiques posent souvent problème à l'école, ces déjections sont rarement tolérées dans l'enceinte scolaire. Alors que j'interpelle Constantin à propos de ses crachats directement sur les tapis, il me répond que *« c'est pas grave, c'est trop sale ici, on s'en fout de cracher comme ça. Si on était dans des appartements, je le ferais pas, mais ici c'est pas pareil »*. Plus tard, il me confiera en riant que *« à l'école ça les rend dingues quand je fais ça. Parce que je crache dans la salle et les professeurs me demandent si je fais ça chez moi. Alors je leur dis " bah oui jfais ça chez moi aussi ". Après c'est direct chez la proviseure ! [rire] »*.

D'autres formes d'expression des fluides corporels font également partie de la vie sur le bidonville. Les rots et les flatulences sont courants et ils font l'objet de plaisanterie. Les « choses du corps » sont rendues visibles par la promiscuité, là où la société moderne a cherché à les masquer. Sur le bidonville, il est par exemple difficile de se dérober aux regards des autres lorsqu'il s'agit d'aller aux toilettes.

En 2012, lors de l'installation à « La place », la mairie a fait creuser de nouvelles latrines, environ une pour deux ou trois familles. Mais très rapidement, les familles ne disposant pas de toilettes personnelles se sont creusées elles-mêmes de nouveaux trous. Au-dessus des fosses ont été construites de petites cabanes avec quelques morceaux de planche formant quatre murs et un toit. Au sol des planches limitent la taille du trou et permettent de s'approcher suffisamment de celui-ci sans risquer de tomber dedans. Certaines cabanes, plus évoluées que d'autres peuvent être fermées et sont relativement éloignées des habitations. Elles permettent d'accéder à un court moment de tranquillité et de solitude. Toutefois, ce sont principalement les femmes qui les utilisent.

Une partie des habitants choisissent d'assouvir leurs besoins aux bords du bidonville. Une partie des hommes préfèrent la proximité masculine pour déféquer plutôt que de prendre le risque d'être surpris dans les petites toilettes bordant le bidonville. Ainsi, à côté d'autres hommes certains assouvissent leurs besoins sans que cette proximité ne les gêne outre mesure : « *T'es mieux comme ça au plein air que dans des cabanes qui puent* » explique en riant Mihai.

Dès lors, l'apprentissage de la propreté par les enfants est délicat. Cette situation les amène à faire leurs besoins où bon leur semble. La surveillance collective permet de gronder rapidement les plus jeunes lorsqu'il leur arrive de déféquer dans un endroit inapproprié. La petite Elena a ainsi pris l'habitude de faire ses besoins dans les plates-bandes en face du bidonville, à l'endroit où nous jouons habituellement au football. Ses parents et ses oncles se chargent alors de l'emmener au plus vite à l'orée du bois. Il arrive également à la petite fille d'uriner directement dans la cabane ou la caravane pendant les soirs d'hiver lorsqu'il fait trop froid. La nuit, lorsque les températures deviennent trop basses dans les habitations, les enfants font souvent sur eux. C'est ce que me raconte Adi : « *C'est affreux les hivers ici pour les enfants. Ils sont malades et ils dorment pas bien. Tu vois, moi déjà qui suis adulte je suis mal quand il fait trop froid, mais eux c'est encore pire. Et quand c'est comme ça, ils font pipi dans le lit* ». Lors des moments de grands froids, les Cîrciu laissent ainsi la petite Elena faire derrière le poêle de la cabane de ses grands-parents. Il apparaît difficile aux yeux des parents et grands-parents de lui en vouloir au vu des conditions de vie de la famille. Néanmoins, les réprimandes du doyen de la famille sont selon lui sévères, mais justifiées : « *C'est pour elle que je fais ça. On n'élève pas des animaux ici* ».

Les échanges entre les habitants sont profondément impactés par la proximité qu'oblige la vie dans le bidonville. Le cadre communicationnel mobilise beaucoup plus qu'ailleurs l'ensemble des sens des individus. Il ne se limite pas aux échanges oraux comme dans la plupart des interactions au sein de la société moderne. Pour Edward T. Hall, la communication entre les individus mobilise de façon variable les différents sens et caractéristiques matérielles du cadre d'interaction (Hall, 1984). Ainsi, chaque société développe des règles et des normes régissant le domaine des interactions humaines et des sens mobilisés pour celles-ci. La distance entre les corps est l'une de ces modalités. Les interactions peuvent être catégorisées en fonction de quatre grands types de distance (Hall, 2014) : la distance intime, où « la présence de l'autre s'impose et peut même devenir envahissante par son impact sur le système perceptif », la distance personnelle, qu'il est possible d'imaginer « sous la forme d'une petite sphère protectrice, ou bulle, qu'un organisme créerait autour de lui pour s'isoler des autres », la distance sociale puis la distance publique pour laquelle plus la distance augmente, plus l'échange s'ap-

pauvrit puisque ce sont seulement les modes auditifs et visuels qui peuvent être mobilisés.

La vie dans le bidonville tend à brouiller les limites entre ces quatre types de distance en envahissant les sphères de l'intime et du personnel. Si elle donne à l'individu le sentiment d'être protégé, elle le maintient dans une promiscuité annihilant sa capacité à s'approprier son corps et son intimité. La capacité de communication des individus est amputé par la faible portée offerte au domaine du personnel et de l'intime. Les identités personnelles, en particulier les facettes relatives au genre, sont donc réduites à peu de chose, ce qui participe à accroître l'emprise collective sur les corps.

6.1.1.3. L'entretien du corps

L'envahissement intime du corps se double de difficultés à maintenir celui-ci dans un état d'hygiène tolérable pour les individus. En effet, les soins du corps sur le bidonville sont relativement réduits au vu de la définition que l'on peut donner à ce type d'activité humaine, c'est-à-dire « l'ensemble des pratiques quotidiennes, alimentations, exercices, sexualités, autant d'attitudes générales de sauvegarde, de stratégies conservatrices ou de desseins prédictifs, qui composent ce que l'on nomme l'hygiène de vie. Celle-ci dépasse donc le sens restreint de propreté, entendue sous le terme employé seul d' "hygiène" »(Detrez, 2002, p. 131).

Cependant, sur le bidonville de « *La place* », l'investissement dans l'hygiène du corps semble plus contraint par l'absence d'installations sanitaires que par la faiblesse de l'investissement narcissique du corps. Le corps apparaît même comme un lieu d'investissement extrêmement important. Pour les habitants, s'assurer d'être présentable, au moins dans les moments les plus importants de la vie collective, est primordial pour réussir à contrer l'image que le bidonville leur renvoie d'eux-mêmes. Surtout, les soins apportés au corps constituent un élément central de l'investissement individuel à soi. Ils montrent les zones de résistance, les moments et les domaines de prédilection au niveau desquelles il est porté une importance toute particulière au corps. Ils sont représentatifs de la tension existant entre les contraintes structurelles liées à la vie dans le bidonville et les interstices exploités par les individus. Ainsi, les habitants arrivent, malgré les contraintes, à maintenir une hygiène minimum du corps. Il reste toutefois difficile de s'assurer un moment de tranquillité et il n'est pas rare qu'un œil indiscret surprenne une personne en pleine toilette.

L'absence d'eau courante et d'installations sanitaires limite néanmoins les ablutions à quelques pratiques rudimentaires. Le plus souvent, une bassine d'eau et un peu d'eau chaude servent à faire une toilette rapide entre deux accès à des salles de bain. Durant l'été, des douches sont bricolées dans la forêt. Un seau d'eau percé permet de faire couler de l'eau de fa-

çon régulière et de se laver les mains libres. Le reste du temps, le déodorant est utilisé pour masquer les odeurs. Lorsque celles-ci deviennent trop importantes, les habitants utilisent du parfum.

Une attention particulière est portée aux zones considérées comme odorantes, les aisselles, les parties génitales et les pieds. Un gant de toilette et un peu de savon suffisent à se laver en quelques minutes, acte réalisé d'autant plus rapidement quand la température est basse. Les pieds ont le droit à une toilette spécifique, généralement en fin de journée. Les femmes se chargent ponctuellement de laver les pieds de l'ensemble des membres de la famille dans une bassine partagée. Elles recouvrent ensuite d'une serviette les pieds qu'elles essuient délicatement.

Pour les femmes, les organes sexuels sont fragilisés par l'absence de sous-vêtements féminins, par les protections rudimentaires lors des périodes de menstruations et par les maladies sexuellement transmissibles. Le décès de la fille de la famille Stoian du VIH ainsi que les problèmes liés à des MST comme les hépatites montrent l'impact qu'a pu avoir l'absence de politiques de sensibilisation à la protection sexuelle en Roumanie. Ces éléments participent à renforcer la faible emprise des femmes sur leur sexualité.

Les stratégies sont multiples pour accéder à des équipements et commodités sanitaires plus développés. Certaines familles profitent de la visite chez un proche pour se laver, d'autres se servent des bains-douches du centre-ville. Éric, le travailleur social, organise spécialement des parties de football au stade du quartier pour que les joueurs puissent se servir des vestiaires. Une des familles a noué des contacts avec un travailleur social qui leur prête un appartement dans lequel elles peuvent utiliser les installations sanitaires.

Les délais entre chaque moment où il est possible d'accéder à une salle de bains sont variables et soumis à des contraintes extérieures, cela peut être tous les jours ou toutes les deux semaines. Lorsque l'espacement entre ces moments se double de difficultés économiques ou familiales, l'absence d'hygiène aggrave l'inquiétude et l'angoisse de ne pas savoir comment la famille pourra manger le lendemain. Adi, dont la femme est malade depuis plusieurs semaines, me raconte : *« J'en peux plus, j'arrête pas de courir. Faut que je m'occupe de conduire tout le monde, de mes filles et des courses. Ça fait dix jours que je me suis pas lavé, je colle de partout et je sens mauvais. C'est pas possible. Heureusement que ma mère peut laver les vêtements sinon je sais pas ce que je ferais... Moi je demande pas grand-chose, juste une douche »*.

6.1.2. *Sexualité sous contrôle*

6.1.2.1. Sexualités collectives

À « La place », les alliances familiales en vue de la reproduction jouent un rôle important dans l'encadrement de la sexualité. Une réglementation collective très stricte veille à contrôler et déterminer ce qui est du ressort de la bonne ou de la mauvaise sexualité. Dès lors, les individus ont une emprise restreinte sur leur sexualité au sein de l'espace collectif.

Tandis que dans la société contemporaine la sexualité a été reléguée au domaine de l'intime, coupée du monde et cachée derrière la porte de la chambre parentale, au contraire, dans le bidonville, la promiscuité entre habitants renvoie les pratiques sexuelles vers le domaine du public. Surtout, loin d'être un domaine personnel, la sexualité est maintenue dans le giron du contrôle collectif.

En effet, comme dans toutes sociétés, les pratiques sexuelles sont encadrées par des dispositifs qui définissent les normes à suivre. Toutefois, comme l'explique Michel Foucault, ces formes de bonnes sexualités sont relatives à des structures de pensées, de connaissances et de savoirs dépendant de contextes historiques et géographiques. Ainsi, la sexualité contemporaine occidentale trouve ses origines dans le passage de la société classique à la société moderne, à un moment de basculement menant du dispositif d'alliance vers le dispositif de sexualité. Ce passage traduit une transformation dans la pratique de la sexualité passant de la recherche de la reproduction à la recherche de plaisirs personnels et maîtrisés (Foucault, 1994a). C'est depuis cette période que la sexualité s'organise autour d'un système normatif dont l'hétéronormativité et la satisfaction individuelle des envies sont les piliers centraux.

Toutefois, la sexualité est également le lieu de pratiques individuelles, débordant le cadre collectif, que la communauté essaye malgré tout de maîtriser. L'édiction de frontières nettes séparant le domaine de la sexualité de celui du monde social est alors une manière de se prémunir contre la souillure que peuvent générer les pratiques ne s'intégrant pas aux enjeux de reproduction. En effet, la sexualité constitue « *le lieu privilégié du corps où se soudent la logique de la société et celle des individus* » (Godelier, 2008, p. 173). Les règles régissant la sexualité sont ainsi une manière d'assurer la cohésion entre les envies sexuelles individuelles et les nécessités collectives.

C'est ainsi que dans le bidonville, il est fait précautionneusement attention à bien maintenir séparé l'espace des parties génitales, vecteur de souillure, et les endroits du corps en contact direct avec la nourriture. Ce sont en particulier les fluides sexuels aussi bien féminins que masculins, qui portent le plus dangereusement la contamination. Viorel m'explique que

« quand on baise, il y a le sperme de l'homme et le sperme de la femme qui se mélangent. Ça, faut pas le toucher, c'est dégueulasse. Si tu le touches, t'es mort ». Le « sperme des hommes » et le « sperme des femmes » relient les deux sexes et se mêlent pendant l'acte sexuel. Ces fluides doivent alors être contenus dans la matrice féminine pour éviter la souillure et la pollution. Une fois sorties, ils font courir le risque d'une contamination, d'autant plus que le savon ne peut pas en venir à bout : « Ils sont collés à toi » m'explique Viorel, « une fois qu'on les a, on ne peut pas s'en débarrasser. Ça prend longtemps en tout cas ». Constantin décrit ainsi une substance qui « quand tu la touches, elle se répand sur toi. C'est invisible, mais ça remonte sur ton bras. À la fin t'en as partout sur toi. Tu peux rien faire ».

À sa naissance, moment au cours duquel il est mis en contact avec les zones de souillures, l'enfant fait l'objet d'une attention particulière, il est régulièrement nettoyé et maintenu au plus près de la peau maternelle, « même si le bébé, il sort de sa mère, après il est nettoyé. C'est pas comme les adultes, il peut perdre les saletés, même s'il en garde un peu quand même. Faut que la mère elle fasse bien attention, parce que sinon, il garde la saleté toute sa vie » m'explique Mihai.

La masturbation ou les pratiques bucco-génitales font s'échapper ces fluides en dehors de tout contrôle social et peuvent mener à sa contamination. Ainsi, lorsque l'on évoque la fellation, Marian exprime son dégoût : « C'est pas bien ça. Comment elles font après, elles peuvent pas toucher leur enfant, elles peuvent pas faire à manger, même toi elles peuvent pas te toucher... ». De la même manière, pour Viorel, seul le maintien d'une pratique sexuelle stricte permet de se maintenir dans le monde des hommes, « celui qui est pollué ne peut plus manger avec les autres, embrasser les enfants ni les autres membres de sa famille. Il est personne ».

La frontière entre bonnes et mauvaises sexualités tend donc à rejeter dans la déviance toutes les pratiques n'étant pas associées à la procréation. C'est notamment le cas de la masturbation, la « lungă », autrement dit « se faire la longue ». L'expression se rapproche du terme roumain de « labă » qui signifie « branlette ». Les jeunes garçons font ainsi régulièrement l'objet de moqueries sur les soupçons de masturbation. La « lungă » est considérée comme un acte salissant et dégradant, ainsi que comme une perte d'énergie pour celui qui la pratique.

Surtout, la masturbation est un révélateur de l'incapacité individuelle à se réaliser en tant qu'homme à part entière. Généralement, les hommes mariés affirment ne pas la pratiquer ou même ne l'avoir jamais pratiquée. Seul Remus reconnaît s'être masturbé plus jeune, « avant ouè je me branlais. Mais depuis que je suis marié, je le fais plus. Maintenant, je nique. J'ai plus besoin maintenant, quand j'ai envie je baise ma femme. C'est pas bien quand tu te

branles, après tu touches ton fils ou ta femme, c'est pas bien... ». Comme Adi et Viorel, il insiste néanmoins sur le fait que « *les hommes mariés ne se branlent pas* ».

Pour les adolescents initiés à ce type de pratique, il est délicat de trouver un endroit où se masturber sans être surpris par d'autres membres du bidonville. Les voitures sont parfois un refuge convenable dans la mesure où elles sont suffisamment abritées des regards extérieurs. Certaines situations malencontreuses peuvent toutefois advenir de ce besoin d'intimité des plus jeunes. C'est le cas de Radu, 16 ans, surpris par Claire, la directrice de cabinet du maire, lors d'une séance de masturbation sur les sièges arrière de sa voiture. Très vite, l'ensemble du bidonville a appris l'histoire et depuis des moqueries visent l'adolescent. De violentes disputes ont également éclaté entre Mihai et ses frères à partir du moment où ces derniers ont commencé à le soupçonner de se masturber en compagnie d'un cousin lorsqu'il allait dormir dans l'appartement de celui-ci.

La condamnation de la masturbation et la normativité forte visant les pratiques érotiques montrent la place particulière qu'occupe la sexualité dans la construction de la frontière entre le monde social et naturel. En effet, « *la sexualité est le domaine des règles par excellence, le lieu premier où la culture s'articule à la nature* » (Heusch, 2005, p. 20). À « *La place* », les fluides sexuels sont renvoyés au registre de la souillure et sont opposés au domaine des relations alimentaires ou affectives dont les mains ou la bouche sont les représentants symboliques les plus importants. Systématiquement, les pratiques sexuelles déviantes sont étiquetées comme empiétant sur des domaines extérieurs à la sexualité. Les individus soupçonnés de s'adonner à ce type de pratiques se voient reprocher de polluer le domaine des relations affectives et économiques. Dans le bidonville, l'emprise collective sur la sexualité continue donc à fortement s'exercer même si elle s'effrite petit à petit au contact de la société urbaine (cf : section 6.2.3.1, p.348).

6.1.2.2. Sexualité conjugale

Que ce soit pour les hommes ou pour les femmes, l'entrée dans la sexualité conjugale et procréative est marquée par le mariage. Avant cette étape, les individus aussi bien masculins que féminins sont considérés comme en dehors du monde adulte. La sexualité conjugale marque l'intégration des individus au monde commun et leur offre la possibilité de s'accomplir en tant que membre de la communauté à part entière.

Après quelques jours ou dans la continuité de la cérémonie de mariage, la nuit de noces fait l'objet d'une organisation parallèle de la part de l'entourage masculin du marié, le plus souvent, un ou plusieurs de ses frères. Si le mariage est important, c'est-à-dire s'il unit les enfants

venant de deux familles opulentes, une chambre d'hôtel dans un bel établissement est spécialement réservée. Le couple est emmené dans la soirée hors de l'espace de fête pour être déposé devant le lieu où ils consommeront pour la première fois leur mariage.

Dans le cas contraire, une cabane ou une caravane spécifique sera réservée aux deux jeunes mariés. Le lendemain, certaines familles se réunissent de nouveau pour venir observer le drap de noce et vérifier ainsi qu'une tache rouge est venue marquer le tissu blanc. Une fois la virginité de la jeune femme avérée, les deux familles deviennent officiellement alliées. Ce type de cérémonies tend à disparaître, principalement chez les familles évangélistes.

Parfois, il arrive que le mari soit mis face à l'impossibilité d'assumer son devoir conjugal. C'est le cas par exemple de Radu. Le jeune homme ne réussit pas à prendre la virginité de sa jeune épouse. Son inaccomplissement en tant qu'homme par la sexualité constitue une remise en cause de l'alliance entre sa famille et celle de son épouse. Pour Victoria, Radu est « fermé », « *il ne peut pas faire de bébé à sa femme. Son père pleure beaucoup. Ils ont fait beaucoup de cadeaux à l'église, mais ça ne change rien. Ils vont devoir aller voir Baloro à Bărbulești. C'est triste, pour tout le monde* ».

Pour les couples, la promiscuité fragilise les moments d'intimité auxquels sont normalement associés les relations sexuelles. Durant la journée, les couples montrent peu de traces d'affection et la circulation constante sur le bidonville rend impensables toutes pratiques sexuelles. Toutefois, lorsque les conditions le permettent, la nuit le plus souvent, que les membres de la famille se sont endormis, l'obscurité et le calme laissent au couple la possibilité de se rapprocher l'un de l'autre.

L'acte sexuel se pratique en silence, couché sur le côté. Le coït est court, le temps de satisfaire les devoirs conjugaux et éventuellement les envies masculines. Quand le lit est partagé avec les enfants, il faut réfléchir stratégiquement à la manière de se positionner dans le lit. Remus m'explique les contraintes de la vie sexuelle dans le bidonville.

Remus : Quand t'es marié tu dois niquer. Le problème c'est les enfants à côté. T'es obligé d'attendre qu'ils s'endorment pour baiser. Ça s'est chiant, des fois ils se réveillent, mais bon il faut que tu finisses alors tu fais pas beaucoup de bruit.

JB : Et Ana, ça la gêne pas de faire ça à côté des filles ?

Remus : Nan, elle aime pas. Mais bon... De toute façon, il faut bien qu'on le fasse...

JB : Parce que quand t'étais gamin, c'était pareil chez tes parents ?

Remus : Ba ouè, on dormait tous dans la même pièce. Tous les soirs Ion il la mettait à Victoria ! [rire] Alors nous on entendait, mais on faisait semblant de pas entendre. Mes

frères c'est pareil encore aujourd'hui, c'est pour ça que Mihai il s'accroche à mon père pendant la nuit, c'est pour pas qu'il la mette à Victoria [rire].

Certaines situations permettent toutefois d'avoir suffisamment d'intimité pour pratiquer l'acte sexuel de façon plus sereine. C'est le cas pour les couples qui ont l'occasion d'aller utiliser la salle de bain d'un membre de la famille ou d'un ami. Ces moments font ainsi l'objet de remarques même si en réalité ils sont rarement les moments les plus propices pour l'accomplissement sexuel.

6.1.3. *Fragilité procréative*

6.1.3.1. Contrôle patriarcal

Pour les hommes et les femmes de « La place », la sexualité familiale ne prend finalement sens qu'à la lumière de ce à quoi elle se destine : la reproduction sociale et la mise au monde des enfants. C'est dans ces derniers que s'incarne la portée réelle de la filiation. En effet, plus que dans d'autres classes sociales, les enfants fondent véritablement le couple chez les classes populaires. Ils instaurent le noyau familial pour deux raisons. Premièrement, ils produisent de « l'être » puisqu'ils font des géniteurs les dépositaires d'une puissance féconde en leur donnant accès à des identités sexuelles et sociales. Deuxièmement, ils créent un lien d'identification de l'adulte à l'enfant en faisant de ce dernier le dépositaire d'une essence le liant à son géniteur (Schwartz, 2012). L'enfant est doublement valorisant. Il participe à la construction du prestige de la parentèle dans laquelle s'inscrit l'individu, mais il est également pourvoyeur d'une puissance affective et identitaire dont l'individu tire un bénéfice social important.

Comme on le voit, malgré la précarité, le nombre d'enfants par couple dans le bidonville concorde avec l'idée largement répandue d'une natalité abondante chez les classes populaires. Après la fin du cycle de procréation, le nombre d'enfants par femme est en moyenne de quatre.

Toutefois, il serait trop rapide de croire qu'il existe une prédisposition des mères du bidonville à faire beaucoup d'enfants. Le refus de certaines femmes du bidonville d'accéder à la contraception n'est en rien la volonté de se soumettre aux forces biologiques, mais plutôt le choix d'assumer une identité sociale féminine s'intégrant en totalité dans le rôle de mère. C'est par la procréation que les femmes font la démonstration de leur attachement à ce rôle. Toutefois comme le remarque Olivier Schwartz, « si, donc, leur choix de fertilité est tout le contraire d'une soumission aveugle à la nature, il serait tout aussi simpliste d'y voir l'expression d'une "généreuse fécondité populaire"... Sans nul doute ce choix fait sens pour elles, et

cristallise des investissements beaucoup trop forts pour qu'elles y renoncent aisément. Mais c'est aussi avec inquiétude ou perplexité qu'elles s'y installent, sachant le destin qui les attend au bout de leur choix, s'efforçant de le retarder » (Schwartz, 2012, p. 143).

En outre, la sexualité est marquée par une forte ascendance des hommes sur le corps des femmes et les techniques procréatives. Comme le rappelle Françoise Héritier, l'autorité patriarcale découle de la faible emprise biologique dont disposent les hommes sur la procréation. Par la domination masculine, ils tentent ainsi d'assurer leur filiation en imposant leur statut de géniteur (Héritier, 2012a, 2012b). L'autorité masculine est donc une traduction sociale de la mainmise que l'homme cherche à acquérir sur sa descendance.

Les femmes de « La place » sont également faiblement informées et formées aux techniques de contraception médicalisée³⁰. Ainsi, très peu d'entre elles en utilisent. Au sein du couple, la maîtrise de la natalité s'organise principalement à partir de pratiques non médicales. L'ascèse masculine constitue la forme la plus répandue de contraception. Néanmoins, elle reste très contraignante parce qu'elle nécessite une atténuation du plaisir. Surtout, elle rompt avec la réalisation de soi masculine par l'acte sexuel. Alors que je lui pose la question de la manière dont lui et sa femme font pour éviter d'avoir des enfants, Viorel m'explique, « *Normalement à la fin, tu sors et tu mets ton sperme à côté. Mais moi j'y arrive pas. Quand je suis dedans, je fais bim-bim-bim et je peux pas me retenir. [rire]* ». Les effets de cette pratique, lorsqu'elle est pratiquée correctement, restent également aléatoires et le risque pour la femme de tomber enceinte est élevé.

Quelques jours après son mariage, je pose la question à Christi de savoir s'ils planifient d'avoir un enfant avec sa jeune épouse.

Christi : Non, pas tout de suite les enfants. Plus tard, dans deux ou trois ans. Maintenant il faut qu'on s'installe, qu'on trouve un endroit bien où vivre et avoir de l'argent. Et puis, il faut que ma femme aide ma mère et tout. C'est pas le moment pour les enfants.

JB : Et tu fais comment quand vous... ?

Christi : Bah tu sais... On fait attention..

30. L'interdiction de l'avortement par la régime de Nicolae Ceausescu en 1966, dans le but d'augmenter la natalité et le poids géopolitique du pays sur la scène internationale, a rendu la contraception difficile d'accès en Roumanie, notamment dans les campagnes. Le décret 770 – décret pentru reglementarea întreruperii cursului sarcinii (décret régulant l'interruption de grossesse) – a eu comme conséquence une augmentation extrêmement forte des naissances et la multiplication par trois du taux de mortalité maternelle. Durant cette période, les moyens de contraception restèrent peu nombreux et peu répandus. Ces éléments ont eu pour conséquence de maintenir un nombre d'enfants par famille très élevé et un nombre important d'abandons d'enfants. Le rétablissement de la contraception et sa diffusion progressive après la chute du régime en 1989 va faiblement toucher les régions rurales, ce qui peut expliquer l'absence complète de l'utilisation de contraceptions chez les femmes du bidonville.

JB : *C'est-à-dire, elle prend la pilule ?*

Christi : *Mais non, t'es malade. Nan, je sors avant de spermer. Comme ça, elle est pas enceinte.*

JB : *Ah, OK. Mais t'as pas peur quand même ?*

Christi : *Nan c'est bon, ça marche bien. Et puis on a le dieu avec nous. Alors ça va.*

Deux mois et demi plus tard, la jeune fille de quinze ans annonçait à l'ensemble de la famille sa première grossesse.

Le refus d'une majorité d'hommes à ce que leur compagne accède à la contraception peut être lu comme une volonté de préserver leur ascendance sur la sexualité du couple. Les femmes ayant eu accès à des implants contraceptifs sont ainsi celles dont le conjoint ne disposait que d'une emprise restreinte sur elle. Les séjours en prison, l'absence de belle-famille ou un mariage avec un homme extérieur à la communauté font partie des éléments qui ont facilité leur accès à ce type de dispositif. L'influence extérieure entre en compte de façon importante dans la sensibilisation des familles concernant les pratiques contraceptives.

6.1.3.2. Infécondité

L'infécondité ou la perte de celle-ci fait partie des événements dramatiques pour les couples du bidonville puisqu'elle rend inachevé l'accession au statut de parents. La procréation est l'un des piliers des biographies individuelles et l'impossibilité de pouvoir donner la vie représente une atteinte importante aux identités sexuelles.

Pour les couples dans l'incapacité à procréer, la peine est lourde. C'est le cas sur le bidonville de Marian et Marta. Pour le couple de 23 et 24 ans, marié depuis 8 ans, l'absence d'enfant constitue une épreuve familiale implacable. Après plusieurs années d'essais sans réussite et de nombreuses consultations médicales, ils ont finalement fait une croix sur l'espoir d'avoir un enfant. Le sujet est sensible et lorsque les intervenants médicaux tentent de prendre des nouvelles sur la question, Marian s'empporte vite. En effet, si la fertilité de Marta a fait l'objet de tests à de nombreuses reprises, Marian n'a jamais voulu en faire à son tour. Dès lors, il renvoie sur l'infertilité de Marta la raison de l'inaccomplissement de leur couple. Pour la jeune femme, la situation est douloureuse, mais « *il vaut mieux comme ça plutôt qu'on croie que c'est lui qui ne peut pas faire de bébé* ». En effet, la procréation empêchée est synonyme de statut social inférieur au sein de la communauté ainsi que d'une réalisation de soi abrégée. Si l'ensemble des habitants compatissent à la situation qu'endure le couple, ils participent à les maintenir dans ce statut relégué en les excluant du statut de parents et donc des fonctions ainsi

que des responsabilités qui y sont associées.

Il ne faut pas oublier que les conditions de vie sur le bidonville endommagent les corps et atteignent la fertilité féminine. À mesure que les années passent, la difficulté de faire des enfants se fait de plus en plus ressentir. Ana et Adi, respectivement 21 et 23 ans, souhaiteraient donner vie à un nouvel enfant après avoir déjà eu deux filles. Pour le jeune couple, c'est surtout l'envie d'avoir un garçon qui motive cette décision. Toutefois, malgré des essais constants depuis plusieurs mois, Ana n'arrive pas à tomber enceinte. Au moment où nous évoquons ce problème, la jeune femme commence à sérieusement s'inquiéter. Après six hivers en France dans des conditions difficiles, elle a peur d'être devenue infertile. Elle en parle sur le ton de la blague, mais avec un peu d'inquiétude dans la voix : « *Il va partir si je ne peux pas faire de bébé. On a deux filles, mais lui il veut des garçons. C'est normal, si ta femme elle peut pas te faire de bébés, toi aussi tu partirais* ».

6.1.3.3. Frontière conjugale par l'enfant

L'arrivée d'un enfant est donc vécue comme une fête. Tel fut le cas notamment de l'arrivée de Nicu, le premier fils de Adriana et Remus, et premier petit-enfant masculin de Victoria et Ion.

À l'annonce de la naissance du fils de Remus, très vite le bidonville se transforme en un lieu de fête. Des jus de fruits sont servis au centre de l'espace collectif pour célébrer l'enfant d'un jeune couple que tout le monde apprécie, cela malgré les conflits récurrents des habitants avec les parents de Remus. Les plus proches parents décident de partir en voiture jusqu'à la maternité. Une fois arrivé sur place, on y trouve déjà plusieurs voitures qui attendent. Il fait chaud et beau en cette fin de journée de juin. Les portes des voitures ont été ouvertes pour mieux faire sortir la musique des autoradios. Du vin de rouge est mélangé avec du coca-cola dans de grandes bouteilles. Les hommes dansent en s'embrassant, téléphonent pour annoncer la nouvelle et fument cigarette sur cigarette. Finalement, certains d'entre nous tentent de rentrer dans la maternité. Le gardien les en empêche, il est trop tard pour les visites. Adi, Nicolae et Ilena arrivent néanmoins à se faire passer pour le père et les grands-parents de l'enfant. De notre côté, nous continuons la petite fête jusque tard dans la soirée.

Extrait du journal de bord, 20 juin 2015

La force des festivités liées à la naissance d'un enfant dans les parcours familiaux n'a rien d'exceptionnel. Dans les sociétés urbaines, l'importance de cet événement a pris le pas sur le mariage ou la mort (Collard et Zonabend, 2015). Ce déséquilibre n'est toutefois pas aussi net sur le bidonville puisque ces trois moments du cycle familial gardent chacun une place forte.

Comme je l'ai déjà mentionné, du fait du peu de mariages actés par l'État civil, la plupart des enfants possèdent le nom de leur mère (cf : section 2.1.3.3, p.113). Contrairement donc à une pratique courante dans les milieux populaires, la filiation ne passe pas par la transmission du nom du père à l'enfant (Le Pape, 2005). L'importance du lien de sang ne découle donc pas tant d'un besoin de perpétuer une lignée dont l'expression serait le nom de famille, que de s'inscrire dans le prolongement des générations par la paternité.

Durant ses premières années, les jeunes enfants sont dorlotés en permanence par l'ensemble des femmes du foyer. Ils sont gardés à proximité du corps et bercés à l'aide des bras ou des jambes. Ces techniques de gestion des cris et des pleurs de l'enfant se rapprochent parfois plus du secouage que du bercement. Leur but est de calmer le bébé lorsque ses cris deviennent trop importants, mais elles ont souvent pour conséquences de l'étourdir plus que de le rassurer³¹.

Toutefois, lorsque les enfants deviennent plus âgés, ils sont laissés à la surveillance collective. Quel que soit l'enfant, les cris et les pleurs attireront l'attention de n'importe quel adulte qui viendra s'occuper de lui. Dès lors, ils gagnent très vite en autonomie. L'éducation s'effectue ainsi en partie par les enfants des autres générations qui transmettent les codes et les normes spécifiques à la vie sur le bidonville. Très vite donc, l'enfant se trouve responsabilisé et sa participation à certaines activités économiques découle de ce statut à mi-chemin entre celui de l'adulte et de l'enfant. En cela, on s'éloigne quelque peu de la condition de l'enfant dans la société moderne occidentale. Dans celle-ci, l'enfant dispose d'espaces et de temporalités spécifiques le différenciant de l'adulte (Ariès, 2014). Au contraire, sur le bidonville ce moment et ces temps sont partagés entre les différentes générations ce qui contribue à l'identification des très jeunes aux pratiques et aux rôles sociaux des adultes.

L'éducation communautaire des enfants n'en fait pas pour autant un bien collectif. Les enfants ont une capacité très forte à symboliser les frontières du couple et de la famille. Ainsi, les punitions qui leur sont portées restent toujours à la charge des parents. Par exemple, lors d'un jeu Alberto a renversé Valentin, le très jeune fils de Vasile. Plutôt que de punir le fautif, ce dernier l'amène directement auprès de Christi, son grand frère qui lui assène des gifles résolvant publiquement le problème.

La transgression de cette règle peut mener à des conflits importants entre les familles comme ce fut le cas à de nombreuses reprises avec le fils de Cezar, l'un des neveux d'Ion et

31. Ce type de traitement se rapproche des comportements à risque conduisant aux « syndromes du bébé secoué ». Ceux-ci peuvent provoquer des problèmes de développement cognitif chez l'enfant ainsi que des déficits neurologiques. Si aucun milieu social en particulier n'est touché par ce type de syndrome, il apparaît néanmoins que le stress familial constitue l'un des facteurs explicatif principal (Mireau, 2008).

Nicolae Cîrciu. Un premier conflit opposa alors Cezar à Paul après que ce dernier eut giflé le fils du premier alors qu'il raillait volontairement sa voiture. Les deux hommes ont fini par venir aux mains et le conflit dut être résolu par l'intermédiaire du pasteur évangéliste.

Comme on peut le voir, l'enfant incarne l'une des frontières délimitant l'espace du couple. C'est, à vrai dire, l'un des seuls marqueurs dont disposent les parents pour se construire en tant qu'entité familiale. L'enfant incarne la fragilité du foyer et de la conjugalité. Il permet au couple de se réaliser, de se matérialiser, tout en incarnant la vulnérabilité de la vie intime à deux face à la promiscuité contrainte dans le bidonville.

6.2. *Des masculinités qui vacillent*

Malgré la place prépondérante qu'ils occupent au sein de l'espace collectif, les hommes du bidonville connaissent la fragilité leur identité sexuelle. Cette masculinité poreuse n'est pas le simple fait de la précarité puisqu'à « La place », comme plus généralement dans les milieux populaires, les transformations liées au mode de production, à l'organisation du travail et à la redistribution des rôles sociaux associés à ces modifications ont entraîné une remise en question de la place accordée au masculin (Jamouille, 2008 ; Lapeyronnie, 2008 ; Schwartz, 2012). Toutefois, la vie au sein du bidonville a accéléré et renforcé cette dynamique, et à mesure que se sont dégradées les conditions socio-économiques des familles, les relations entre masculin et féminin ont eu tendance à se crispier. C'est pourquoi à « La place », la masculinité est confrontée à une tension entre d'un côté les identités de genre faisant sens individuellement pour les habitants et de l'autre les projections identitaires véhiculées par certains discours médiatiques et politiques tendant à effacer toutes appartenances de genre. La question sexuelle ne peut donc être séparée de la question raciale dans la mesure où la marginalisation de cette identité masculine y trouve ses fondements et vient alimenter les logiques d'exclusion subies par les habitants du bidonville (Fassin, 2010). La masculinité et la virilité des « hommes sur le fils », comme les appelle Pascale Jamouille, doivent donc être lues à la lumière de la fragilité de leur situation et donc finalement de la vulnérabilité de leur identité de genre.

6.2.1. *Figure patriarcale*

6.2.1.1. *Autorité maritale*

Le père occupe une place centrale dans l'organisation du foyer. Il prend l'ensemble des décisions et dispose d'une autorité pleine au sein de la cellule familiale. Par ailleurs, son emprise

sur les membres de la famille, les femmes et la sexualité est un vecteur d'affirmation masculine.

Comme je l'ai déjà évoqué, l'affirmation patriarcale passe avant tout par une ascendance sur le corps des femmes. L'emprise masculine sur la sexualité du couple peut s'apparenter au processus de maîtrise de la matière mis en œuvre à l'extérieur du bidonville. Paul Willis fait ainsi un rapprochement entre le rapport au monde matériel et les relations à l'intérieur du couple : « *La téléologie même du processus de travail sur la nature ainsi que le pouvoir matériel qu'il implique deviennent, du fait de la conjonction de la masculinité et du travail manuel, une propriété de la masculinité et non de la production. [...] Et si la nature de la masculinité au travail devient un style de téléologie, d'achèvement, la féminité est associée à un état figé. La force du travail féminin est considérée comme un état ontologique et non comme un processus téléologique en devenir. Le travail domestique n'est pas un achèvement, c'est la maintenance d'un état* » (Willis, 2011b, p. 262). Dit autrement, la sexualité prolonge la division sexuelle des tâches, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du foyer, mais également dans la continuité des rapports entretenus par les deux sexes avec la matière et au travail.

L'autorité masculine s'incarne au quotidien, dans les relations entre conjoints. Lorsque le ton monte entre les époux, la discussion se termine parfois par des coups. Ainsi, les violences faites aux femmes ne sont pas exceptionnelles.

Rémus m'explique ainsi que « *mon père aussitôt que ma mère lui dit un truc qui ne lui plaît pas, il se lève, il se retourne et lui met un coup. Ma mère, elle dit rien, des fois elle pleure, souvent elle retourne à ses affaires. Avant quand mon père buvait c'était pire, c'était tout le temps. À chaque fois que ça allait pas, ma mère en prenait plein la tête* ». À plusieurs reprises, j'ai pu entendre ou observer les sanctions infligées par Ion à Victoria. Les marques des coups peuvent rester plusieurs jours sur le visage et Victoria tente de les cacher autant que possible.

Cette violence est tolérée dans une certaine mesure sur le bidonville. Si elle est amenée à devenir trop importante, les autres familles peuvent intervenir, mais cela reste toutefois exceptionnel.

Nous sommes assis avec Viorel et Victor dans le canapé sous les auvents. Daniela, la femme de Viorel se plaint qu'il a oublié de racheter du lait en poudre. Viorel lui dit de se taire et de nous laisser tranquilles. La jeune femme insiste et le traite d'handicapé. D'un coup, Viorel se lève et lui tord le bras. Il n'a pas le temps de la retourner complètement qu'elle le mord à l'épaule. J'essaie de les séparer. Il finit par la laisser partir et elle s'enferme dans la caravane pour pleurer. À côté de moi, Victor n'a pas bougé et ne semble pas surpris du tout par la scène. Viorel se rassoit

dans le canapé et m'explique calmement que « *de toute façon je la taperai quand tu ne seras plus là* ».

Extrait du journal de bord, 29 juillet 2015

Les hommes faisant usage de violence la justifient par l'importance de cadrer les femmes pour leur rappeler quelle est leur place dans le monde. Devant une chemise mal repassée, Adi m'explique que « *tu vois ça, c'est pour ça que j'aurai dû écouter mon père. La femme si tu ne la terrorises pas, si tu la tapes pas, elle fait n'importe quoi. Moi j'ai été trop gentil avec ma femme parce que je voulais pas être comme mon père avec ma mère. Mais finalement je me rends compte que j'aurais dû* ».

Ainsi, lorsque se pose la question de ce qui différencie les hommes et les femmes, Mihai m'évoque la capacité d'interagir avec le monde : « *Les hommes ils sont plus malins, ils savent conduire et bien parler alors que les femmes elles restent entre elles et elles ont peur de sortir du bidonville* ». On retrouve la même opposition à propos des rôles joués dans la sexualité. Pour mes interlocuteurs, essentiellement masculins, les relations sexuelles sont et doivent être à l'initiative des hommes. En cas de refus, ils n'hésitent pas à exiger des femmes qu'elles assurent leur devoir conjugal.

6.2.1.2. Filiation

La taille et la richesse du groupe familial font varier le prestige que les individus tirent de leur rôle de père de famille. Ceci est d'autant plus le cas que le système de filiation du sud de la Roumanie se rapproche de celui que l'on rencontre en Russie et en Ukraine. Il privilégie la famille nucléaire tout en s'appuyant sur une corésidence temporaire des générations dans le lieu d'habitation du père (Cuisenier, 1994, 1998 ; Todd, 2011, 2017). L'identification des individus à une parentèle large est évident même si la représentation de la lignée reste limitée. En effet, la mémoire des ascendants est faible et a souvent disparu après trois ou quatre générations. C'est donc autour d'un petit nombre d'individus que s'érige un « sentiment de filiation ».

Les enfants masculins pourvoient beaucoup plus au prestige de la famille que les filles : ils représentent un accroissement de la force de travail disponible au sein de l'unité domestique et leur mariage se conclut par l'arrivée d'une belle-fille venant œuvrer temporairement à la vie familiale. Un nombre élevé d'enfants masculins développe donc le capital symbolique d'une famille puisqu'il permet d'augmenter le capital social par les mariages ainsi que le capital économique par la multiplication des sources de revenus.

Le statut du patriarche dépend donc en grande partie de sa progéniture masculine. Une fois

mariés, les garçons restent près de leur père pendant les premières années jusqu'à ce que leurs plus jeunes frères aient pris la relève en épousant une femme. Jusqu'à trois ou quatre couples peuvent cohabiter malgré l'exiguïté des habitations. Néanmoins, le désir d'indépendance se fait très vite sentir, en particulier chez les aînés. Toujours est-il que, si la coresidence permet de maintenir unis les revenus familiaux en laissant au patriarche le soin de la gestion des finances, l'absence de capital économique à transmettre peut expliquer le caractère temporaire de celle-ci.

De cette situation découlent de multiples tensions dans la relation du père avec ses fils. Le plus souvent, les conflits apparaissent à la lisière entre désir d'émancipation et soumission à l'autorité patriarcale. Jusqu'à la séparation entre les deux unités familiales, les enfants masculins font valider leurs choix et décisions par leur père. Ils doivent ainsi montrer leur respect à l'autorité patriarcale jusque tard dans la vie. En outre, pour le jeune homme fraîchement marié, le « prix de la mariée » constitue une dette vis-à-vis de leur géniteur.

Au sein du bidonville, les disputes entre père et fils sont fréquentes. Elle concerne le plus souvent le comportement des jeunes, jugé non conforme aux décisions et à la volonté du patriarche. Parmi ce type de comportement, la question de la cigarette et celle des dépenses ostentatoires sont les plus récurrentes. La cigarette est jugée comme une remise en cause symbolique de l'autorité paternelle, geste de transgression que l'on retrouve chez de nombreux adolescents (Memmi, 2014 ; Sahed, 2016). Malgré tout la plupart des jeunes hommes vouent une admiration illimitée à leur père.

6.2.2. *Les marges de la masculinité*

6.2.2.1. Sociabilité masculine dans le bidonville

Sur le bidonville, l'identité sexuelle des hommes s'appuie sur des supports donnant forme à une masculinité virile et ostentatoire. Celle-ci valorise les trois piliers identifiés par Jean-Jacques Courtine comme constitutifs de la virilité moderne : un idéal de force physique, un idéal de fermeté morale et un idéal de puissance sexuelle (Courtine, 2011). Pour Claudine Haroche (2011), la virilité est l'expression d'un « *modèle patriarcal archaïque* » transmis à travers les structures sociales depuis l'émergence de l'humanité et dû selon Françoise Héritier à « *la plus grande valeur [qui est] accordée socialement à ce qui est censé caractériser le genre masculin* » (Héritier, 2010, p. 45-46). Certaines dispositions typiquement masculines seraient ainsi l'expression de ce modèle : la maîtrise de soi, la fermeté et l'endurance.

À « La place », la masculinité s'incarne par des pratiques, des manières de faire, des biens

matériels et des supports symboliques ; c'est par des habitudes et des bricolages que les hommes se construisent une identité sexuelle. L'apprentissage de la masculinité découle de la forte proximité entre les habitants du bidonville. Le temps libre se passe en grande partie à jouer, discuter, manger et boire, tandis que la confiance et la sécurité guident les relations. Cet entre-soi renforce la construction d'un lien puissant de solidarité.

On comprend mieux alors pourquoi la notion de « frère » (« frate ») sert à définir la relation personnalisée qui s'établit entre hommes. Celle-ci donne sens à l'affectivité masculine en valorisant un lien de sang effectif ou fictif les unissant. Dans le langage des gens de « La place », la fraternité, lien de la confiance absolu, se différencie nettement de l'amitié, beaucoup plus lâche et incertaine. Les deux notions correspondent à deux modes de relation différents puisque la première suppose un respect rigoureux des normes et codes régissant le fonctionnement de la communauté alors que la seconde est considérée comme plus fragile et moins fiable. En effet, pour Viorel, *« un ami c'est un mec qui baise ta femme parce qu'il respecte rien. Tu ne peux pas faire confiance à un ami parce qu'au fond tu le connais pas bien. Il faut toujours se méfier de ses amis »*. Au contraire le frère représente celui qui connaît les limites et les respecte, *« Moi j'ai pas d'amis, parce que j'ai ma famille et les autres gars de Bărbulești. Ça c'est des frères, eux ils te font pas des sales coups, tu sais que tu peux compter sur eux. J'ai pas besoin d'amis, pourquoi j'en aurais, j'ai déjà ce qu'il me faut ! »*, poursuit Viorel.

La trahison de ces relations fraternelles rompt le lien entre les individus. C'est ce qui est arrivé lorsque Viorel a couché avec l'ex-femme d'Adi. Bien que Adi se soit remarié, cet acte est considéré comme un manquement impardonnable à la morale régissant les relations masculines. Les deux hommes gardent néanmoins un respect mutuel l'un pour l'autre qu'ils se communiquent de façon indirecte, par l'intermédiaire d'autres hommes.

Les nombreux moments passés ensemble entretiennent une conception commune de l'identité masculine. Les fêtes et les moments de détente sont les expressions privilégiées de cette cohésion entre hommes. Les liens qui se tissent entre eux sont structurés par l'affectivité des relations.

Les hommes sont très tactiles les uns avec les autres. Ils se prennent par la taille, se touchent les fesses, s'embrassent sur les lèvres sans que cela ne représente pas une menace à l'hétérosexualité dominante du bidonville. Depuis qu'il occupe un poste à durée déterminée dans une association d'accompagnement social, à plusieurs reprises. Adi m'explique ses mésaventures lorsque ses collègues lui signalent l'aspect déplacé de ses attouchements : *« Il me traite de pédé »* confie-t-il, *« je mets juste ma main sur l'épaule ou sur le dos, tout de suite ils s'énervent »*. L'ensemble des hommes affectés à un emploi durant le programme de réinsertion

ont fait le constat que « *les Français, mais encore plus les Arabes, ils aiment pas être touchés. Du coup quand ils nous voient ils comprennent pas. Ils pensent qu'on nique tous ensemble* » dit de son côté Nicolae. Le bidonville maintient un espace au sein duquel l'expression des relations affectives entre hommes conserve une forme publique et visible largement tolérée.

En outre, pour les habitants du bidonville, l'homosexualité apparaît comme une réalité vague. Face à la question de savoir si certains hommes se revendiquent leur homosexualité au sein de la communauté à Bărbulești, la réponse est claire : « *Ils existent pas chez nous, il y a pas de pédé. Il n'existe qu'une seule histoire, mais moi je le connais pas le mec. C'était un gars, son père est très riche. Pour son anniversaire, il lui avait acheté une voiture Audi A7 de 40 000 €... Mais un jour le gars a dit qu'il était pédé. Il a dû quitter sa femme et son père l'a banni* » explique Constantin. Les relations tactiles entre hommes ne sont en effet pas intégrées au cadre de la sexualité à proprement parler dans la mesure où elles ne mettent pas à contribution les organes sexuels.

Les coïts entre hommes apparaissent impensables à bon nombre d'habitants du bidonville. Les pratiques homosexuelles sont perçues comme une souillure dégradante. Les relations affectives ne s'opposent donc pas à l'hétéronormativité. Elles s'accrochent de la restriction des pratiques sexuelles à la pénétration vaginale tout en laissant possibles les démonstrations de tendresses libres entre hommes.

Toutefois, à mesure qu'ils s'intègrent au monde masculin extérieur au bidonville, le respect du modèle hétéronormé oblige à réduire la proximité corporelle entre hommes. De plus en plus, les relations tactiles sont regardées avec méfiance et l'homosexualité est identifiée comme une déviance dont il s'agit de se démarquer.

6.2.2.2. Puissance physique et morale

À « La place », l'une des caractéristiques de la virilité repose sur le corps et la force physique. Les activités économiques manuelles, la ferraille ou les travaux dans le bâtiment par exemple, entretiennent la carrure charpentée des habitants. Pour donner néanmoins véritablement forme à leur silhouette plusieurs jeunes hommes pratiquent ponctuellement des exercices de développement musculaire. Ainsi, Marian s'est bricolé de vieux haltères sur lesquels sont scotchés des morceaux de fonte, qu'il utilise à l'arrière du bidonville. Ses exercices consistent principalement à muscler « *les bras [les biceps]. Parce que c'est les seuls muscles où ça se voit quand tu fais de la muscu* ». Avec Viorel et Christî, ils soulèvent ensemble de la fonte, le dimanche matin le plus souvent, lorsqu'ils disposent d'un peu de temps en dehors des obligations familiales ou économiques.

Pour pallier l'irrégularité de leur pratique, Constantin et Adi se sont renseignés quant à eux directement auprès de la parapharmacie de l'hypermarché pour savoir comment prendre de la masse à l'aide de compléments alimentaires. Le prix des produits a fini néanmoins par les refroidir et ils se sont redirigés vers la salle de musculation. Là-bas, après plusieurs essais gratuits, Constantin a lâché l'affaire : « *Ils te font faire que des trucs qui marchent pas. Moi je voulais faire les poids, mais les gars ils voulaient pas, ils voulaient que je fasse des trucs ou tu restes sur les bras [du gainage]. Moi je veux prendre du muscle, je m'en fous d'être le meilleur à la course* ».

L'idéal physique sur le bidonville passe avant tout par une musculature ostentatoire et puissante. On retrouve cette conception de la force physique dans la pratique du football. Pour Viorel, « *nous les Roumains on tape fort, mais on sait pas courir ! Nous on aime pas ça la course, là où on est bon c'est pour taper dans la balle. Courir vite, c'est bien pour les "cale" [les noirs]* ».

Au-delà de l'ostentation, à travers la musculation, Marian, Constantin, Viorel ou les autres tentent également de valoriser leur rigueur morale, un peu à la manière des bodybuilders observés dans les salles de sport par Pascal Duret (Duret, 2005). La puissance morale constitue en effet un autre des piliers de la virilité masculine.

Elle prend forme à travers la capacité de chacun à résister et à affronter les épreuves. Ces éléments sont des motifs que l'on retrouve régulièrement dans le répertoire musical du village de *Bărbulești*. L'endurance morale et la volonté de s'imposer face à des situations dérogeant au bon fonctionnement de la société sont évoquées comme certains des fondements de la vie masculine. Les décès, la maladie, la pauvreté, la tentation sont autant d'événements qui mettent à l'épreuve la résistance et la rigueur morale individuelle.

Certaines figures du cinéma incarnent pour les habitants cet idéal et représentent des exemples sur lesquels se baser. Jean-Claude Van Damme (JCVD) s'est imposé comme l'une des figures les plus appréciées par les habitants du bidonville³². Dans ces films, l'acteur belge incarne différents personnages parvenant à s'extraire des déterminations sociales et à inscrire leur volonté dans un environnement social hostile. C'est en résistant aux contraintes et en traversant les épreuves qui s'offrent à eux que les personnages joués par l'acteur belge se construisent en tant qu'individus. Ainsi, ils donnent sens par eux-mêmes aux forces sociales auxquelles ils s'opposent (Daubeuf, 2018).

32. Comme je l'ai souligné en introduction (cf : p.31), j'ai passé beaucoup de mon temps à distribuer des films durant ma présence sur le bidonville. La majorité des vidéos qui m'était demandée par les hommes du bidonville concernait les films de Jean-Claude Van Damme. Ils connaissaient le plus souvent les titres exacts des films et avaient une idée précise de ceux qu'ils souhaitaient voir.

Pour Christi, ce qui justifie son admiration pour JCVD, c'est qu'« *il est malin, il sait bien y faire avec les problèmes. Il va droit, quand il veut quelque chose, il travaille dur, il s'entraîne fort. Après seulement il se bat, mais d'abord il se concentre dans sa tête* ». Ainsi, pour Mihai, Van Damme « *est comme nous. Quand quelqu'un fait du mal à sa famille et à ses copains, il leur tape dessus. Il ne cherche pas à parler, quand quelqu'un le mérite, il l'attrape et il lui montre qu'il avait tort* ». Ion, quant à lui, est catégorique, « *[JCVD] c'est le plus fort. À côté, tous les autres ne savent rien. Lui, il gagne contre tous* ».

Plus que des exploits belliqueux, c'est finalement la manière adoptée par les personnages de JCVD pour répondre aux épreuves qui leur sont posées – les poussant dans leurs retranchements personnels – qui compte pour les habitants du bidonville. Le jeu d'acteur de JCVD illustre également la manière dont il incarne des personnages traversés par une puissance émotionnelle. Les plans serrés sur son visage aux yeux exorbités et les traits crispés par la douleur ou l'émotion ont fait la marque de fabrique de l'acteur. « *Van Damme il n'est pas comme les autres stars qui ont l'air de rien sentir, lui on sent qu'il est triste* », explique Christi, « *En même temps, avec sa tête, il se concentre et il arrive à être plus fort pour se venger* ».

Ce type de référence à la résistance morale est également mobilisé par les chrétiens évangélistes. Dans les discours et chansons, les mérites du bon Chrétien sont décrits à travers sa capacité à résister aux vices et à lutter pour imposer la pureté de son âme. Les chrétiens évangélistes insistent beaucoup sur le passage des nouveaux arrivants, d'un monde fait de faiblesses morales vers un nouvel état où les pêchés sont effacés et la rigueur morale retrouvée. Le terme de « *pocăit* » par lequel se désignent les membres de la communauté religieuse, traduit de l'expression américaine « *born-again* », en français « *repenti* » ou « *né à nouveau* », reflétant ce passage où l'individu retrouve un état de pureté perdu au cours des méandres de la vie.

6.2.2.3. La virilité marginale

La masculinité ne se limite pas à ses caractéristiques internes au bidonville. Elle s'intègre à un environnement urbain : les activités économiques, les sorties, les réseaux sociaux ou la télévision confrontent les hommes à d'autres types de masculinité, souvent plus légitime que la leur. Si le lien entre les hommes permet de construire une forme commune de masculinité, les sorties à l'extérieur leur ouvrent d'autres perspectives : « *Le privilège de l'extérieur, l'un des plus anciens attributs du masculin dans la division traditionnelle des sexes, ne se définit pas seulement par la faculté d'exercer telle ou telle activité, mais par un droit beaucoup plus général de disposer librement de ses mouvements, donc de se désenfermer, donc aussi de relativi-*

ser les contraintes du quotidien » (Schwartz, 2012, p. 341).

En outre, l'identité masculine des habitants s'élabore et se structure par l'interaction avec d'autres formes de masculinité. Raewyn Connell définit quatre grands pôles permettant de décrire le fonctionnement des interactions au sein de la masculinité : 1/ la « masculinité hégémonique » perpétuant le patriarcat et la domination masculine ; 2/ la « masculinité complice » légitimant la « masculinité hégémonique » sans nécessairement en tirer des bénéfices ; 3/ la « masculinité subordonnée » regroupant les individus exclus de la « masculinité hégémonique » ; 4/ la « masculinité marginalisée » obéissant au contrôle de la « masculinité hégémonique » (Connell, 2014 ; Hagege et Vuattoux, 2014). Ainsi, la virilité a longtemps été considérée comme la forme prédominante de la masculinité. En réalité, il est progressivement apparu qu'elle interagit avec différents types de masculinité qui ne lui sont pas nécessairement subordonnés (Singly, 2013).

Les formes de la masculinité dont s'imprègnent les habitants restent profondément marquées par les codes roumains de la virilité. Ce « style » spécifique aux habitants les mène toutefois à occuper une place subalterne au sein du champ de la masculinité et des interactions sociales dans le petit monde des hommes du quartier.

Malgré la liberté de mouvement et d'accès à l'extérieur dont ils disposent, la relation des hommes avec « l'en dehors » est régulièrement marquée par une violence symbolique marginalisant la masculinité qu'ils bricolent ensemble dans le bidonville. Comme la définit Bourdieu, « la violence symbolique est cette coercition qui ne s'institue que par l'intermédiaire de l'adhésion que le dominé ne peut manquer d'accorder au dominant (donc à la domination) lorsqu'il ne dispose, pour le penser et pour se penser ou, mieux, pour penser sa relation avec lui, que d'instruments qu'il a en commun avec lui » (Bourdieu, 1997, p. 245). Ainsi, la masculinité constitue l'un des instruments à partir desquels les hommes du bidonville rentrent en dialogue avec l'extérieur, mais elle les conduit également à une marginalisation au sein du monde social masculin.

Les hommes du bidonville se servent de différents types de supports pour aller puiser à l'extérieur des ressources à bricoler et à s'approprier. Les stars roumaines du « manele » ou les candidats des télé-réalités françaises, « *Les anges de la télé-réalité* » ou « *Les princes de l'amour* », offrent un point de départ sur lequel s'appuyer et se baser pour élaborer sa propre identité masculine.

Dès lors, ce sont principalement les petits effets ostentatoires qui servent aux hommes à se démarquer les uns des autres. Les téléphones iPhone et Samsung à plusieurs centaines d'euros, les vêtements étiquetés des grandes marques, les montres sont autant d'éléments servant aux

individus à se construire en tant qu'individu sexué. Ils nécessitent souvent de faire de longues économies ou obligent à contracter des crédits sans avoir l'assurance de pouvoir les rembourser.

L'apparence capillaire et pileuse fait l'objet d'une attention particulière. Si les adolescents et les jeunes adultes préfèrent se faire couper les cheveux chez les coiffeurs turcs du quartier, pour les autres hommes, c'est Florin ou Emil qui s'en occupe à l'aide d'une vieille tondeuse. C'est à chaque fois l'occasion d'un attroupement entre hommes. Chacun ajoute ses commentaires et ses conseils destinés autant au coiffeur qu'au coiffé. Les coupes que réalisent les deux hommes sont souvent les mêmes, principalement celles qui étaient à la mode dans les années 1990 en Roumanie.

La tondeuse collective sert également à ôter les poils du torse et pubiens. Christi et Adi m'expliquent que « *c'est comme ça que c'est à la mode en ce moment, les femmes elles aiment pas les poils* ». En plein après-midi, les deux hommes se rasent ainsi le torse et les aisselles au soleil sous le regard des autres habitants.

Ces différents supports de masculinité sont néanmoins éparpillés, disloqués, désarticulés, disjoints. S'ils font individuellement sens, mis bout à bout, ils trouvent difficilement une cohérence indispensable à l'élaboration de l'identité masculine. Internet et les réseaux sociaux laissent la possibilité néanmoins d'élaborer une mise en scène de soi (Cardon, 2009). Sur Facebook, les hommes peuvent s'y confectionner une image d'eux-mêmes libérée des contraintes matérielles et physiques du bidonville, de construire une représentation identitaire qui ne soit pas associée à la pauvreté du bidonville.

La grande majorité des portraits postés sur ces comptes sont pris en dehors du bidonville, en ville ou dans des espaces de nature. Lorsque c'est le cas, ils sont recadrés de telle manière à ce qu'on n'aperçoive que très peu le lieu de vie. La mise en scène installe au centre des clichés les hommes de plain-pied ; les musculatures masculines, la convivialité et les vêtements de marque sont mis en évidence pour accentuer l'esthétique viriliste des photographies.

Sur les pages d'accueil des profils, quelques lignes de texte soulignent les traits de caractère de chaque individu. Sur son compte, Adi mentionne qu'il « ne supporte pas la perversité », Christi écrit quant à lui qu'il « aime sa famille ». D'autres spécifient, comme Nicolae ou Mihai, qu'ils travaillent chez BMW ou chez Louis Vuitton. La comparaison est de mise entre les profils et des applications permettent aux « amis » de voter pour un homme ou un autre.

Facebook est un bac à sable pour s'essayer à la création d'autres types d'images de soi, tout en permettant aux hommes de retrouver la convivialité masculine. Des références à l'évangé-

lisme côtoient des clips vidéos de « manele », des clichés pornographiques ou érotiques, des articles s'indignant de la cruauté faite aux enfants, des photos insolites, des hommes armés dans de grosses cylindrées, des vidéos de fêtes en Roumanie ou en France, des photographies de familles, etc.

6.2.2.4. Supports automobiles

À « La place », la voiture fait partie des supports fondamentaux de la masculinité. Elle s'intègre à la fois à un idéal de mobilité (cf : section 3.3.2.3, p.205) et à une exposition ostentatoire de la richesse personnelle. Une hiérarchie interne structure la valeur symbolique des marques automobiles, Audi, BMW ou Mercedes en tête. Les moteurs puissants et les courbes agressives de ces véhicules les démarquent des autres types d'automobiles beaucoup moins réputées. Parmi les modèles les plus valorisés, la BMW X6, grosse voiture au croisement entre les modèles de sport et les tout-terrain urbains, constitue l'expression la plus aboutie de la puissance virile.

La voiture est l'un des seuls biens matériels pour lequel les habitants du bidonville peuvent accumuler un peu d'argent. Ces véhicules sont donc une source de fierté, ils catalysent l'attention des habitants et ils représentent un support de sens au quotidien (Marchal, 2014).

J'arrive sur le bidonville en début d'après-midi. En ce début de printemps, il fait beau et les hommes sont sur le trottoir en face du bidonville et bricolent leur véhicule. Marian et trois autres hommes s'occupent de poser de la gélatine opaque pour donner un effet vitres teintées à l'arrière de son véhicule. Toutes les portes sont grandes ouvertes et les enceintes crachent les derniers tubes de Florin Salam. Muni d'une bouteille de lave-vitre et d'une petite raclette, Marian chasse les bulles d'air d'entre la feuille et la vitre. Les autres hommes autour de lui commentent, amusés, et donnent un coup de main de temps à autre « quoi qu'il fasse, sa caisse restera quand même pourrie ! Il fallait pas acheter une Peugeot aussi, les voitures de Français, tu peux rien en faire » lance Constantin sur le ton de l'ironie.

À côté de nous, Paul et Christi s'occupent de leur BMW. Ils ont ouvert le boîtier des phares pour y insérer une guirlande lumineuse à LED. Pendant que son père referme les boîtiers plastiques protégeant les ampoules, Christi en profite pour balayer les sols et frotter la carrosserie avec une peau de chamois. Je viens leur donner un petit coup de main. Constantin me suit et compare les deux autos « tu vois ça c'est "beau gosse", c'est le bon moteur. Quand t'es dedans, t'as la classe, c'est pas comme avec la voiture de Marian où t'as l'air d'un clochard ». Alors qu'il vient déjà de nettoyer à grand coup d'eau le capot, Paul le relave à nouveau, « pour qu'elle brille vraiment bien ».

Une fois que nous avons terminé, nous faisons le tour du quartier pour qu'elle sèche complè-

tement. Paul met des coups d'accélérateurs dans les lignes droites. Nous sommes accrochés au siège d'autant plus qu'il slalome entre les dos d'âne. Christi, assis sur le siège passager se prend en photo avec son portable, en mode « beau gosse ».

Extrait du journal de bord, 2 avril 2015

Comme, on peut le voir, l'investissement dans des supports matériels de masculinité permet de mettre à distance la fragilité inhérente aux identités sexuelles dans le bidonville. Ils assurent un minimum de sécurité tout en produisant néanmoins des distinctions hiérarchiques entre les individus.

6.2.3. *Sexualité(s) masculine(s)*

6.2.3.1. Normes sexuelles

C'est un point que j'ai déjà évoqué : le bidonville préserve une conception de la sexualité inscrite dans une perspective procréative. Toutefois, pour les hommes mis en contact régulier avec l'extérieur, cette conception collective liée à la fécondation est mise en tensions avec d'autres formes de sexualité prenant parfois plutôt sens au niveau individuel. Les hommes se trouvent ainsi pris en étau entre l'intérieur et extérieur, à la frontière entre le pôle protecteur et collectif de la sexualité procréatrice, et celui où se trouve l'espace de la liberté individuelle et des fantasmes de la sexualité récréative. Si ces deux formes de sexualité reposent sur des conceptions différentes du corps et de l'usage qu'il peut en être fait, elles ne sont pas irrémédiablement incompatibles. Pourtant, les hommes maintiennent une frontière étanche entre ces deux sphères.

Les scripts sexuels, c'est-à-dire les scénarios des possibles conduisant à l'acte sexuel (Gagnon, 1999), tendent alors à se diviser en deux groupes. D'un côté des scripts en partie dictés par les normes sexuelles traditionnelles, de l'autre des scripts intrapsychiques et interpersonnels valorisant le plaisir sexuel individuel. En ce sens, le bidonville clive la sexualité masculine entre deux formes de représentation de soi et d'exercice de la sexualité. Pour reprendre le vocabulaire de Michel Bozon dans sa théorie des « orientations intimes », la sexualité extérieure s'apparente au modèle du « réseau sexuel » valorisant le lien d'ego à de multiples alters. Au contraire, la sexualité à l'intérieur du bidonville correspond au modèle de la « sexualité conjugale » trouvant son terreau dans la relation entre les deux partenaires mariés (Bozon, 2013).

Cette division dans la sexualité s'apparente à celle rencontrée dans les quartiers populaires

(Whyte, 2012). Elle tend à renvoyer à l'extérieur les signes de la féminité tandis qu'elle déssexualise l'intérieur, c'est-à-dire le monde des mères. Le bidonville participe au maintien des pratiques sexuelles à l'intérieur d'un cadre de significations collectives plus larges. Loin d'en faire un lieu d'appropriation personnelle, il maintient une emprise collective sur les sexualités.

6.2.3.2. La traversée des frontières

La frontière sexuelle entre l'intérieur et l'extérieur n'est pas spécifique au bidonville puisqu'on trouvait déjà celle-ci à Bărbulești. Le bidonville a conduit néanmoins à son déplacement et à son renforcement.

Dans le village, la séparation entre la sexualité domestique et la sexualité purement récréative s'arrête à la frontière du foyer. La virginité féminine symbolise souvent la séparation entre ces deux domaines. Les jeunes filles destinées au mariage sont celles dont la virginité est préservée tandis que les autres sont considérées comme libérées de cette contrainte et à même d'entretenir des relations sexuelles. Lorsque les hommes vivaient encore à Bărbulești, les femmes de ce dernier groupe étaient proches d'eux socialement. Elles appartenaient à la ville, au village ou au quartier d'à côté. Elles étaient elles-mêmes des ouvrières, parlaient roumain et appartenaient à des réseaux proches de celui de la communauté.

Jusqu'au mariage, la sexualité masculine était parfois abondante et les plus anciens relatent régulièrement leurs aventures de jeunesse. Comme le raconte Adi, « *mon père avait des copines partout, tous les soirs [rire]. Dans les villages autour de Bărbulești, t'aurais vu. Nicolas me racontait qu'une fois, mon père s'est retrouvé avec deux à la fois [...] C'est ma mère qui l'a obligé à se marier, parce que lui il ne voulait pas. Elle est allée voir le père de mon père pour lui dire qu'elle voulait se marier avec lui. Du coup, mon grand-père a forcé mon père à prendre ma mère. Il s'est enfui et quand ils l'ont retrouvé, il est monté tout en haut d'un poteau électrique !* ».

Les mariages jeunes des adolescents constituent souvent un frein à la découverte masculine de la sexualité. Cela ne les empêche pas de connaître des histoires extra-conjugales plus ou moins durables. Pour le père de Viorel, Ovidiu, ses aventures l'on conduit à fonder une autre famille : « *Mon père a des enfants avec une autre femme, mais il est toujours resté avec ma mère. Moi j'aurais préféré qu'il nous emmène chez l'autre femme et qu'il laisse ma mère seule. J'ai un frère et une sœur chez cette autre femme. Du coup elle vit toute seule, mais mon père les a toujours un peu aidés. Je les connais pas beaucoup, mais je les aime bien. Mon père a eu d'autres copines à côté, beaucoup* ».

Ainsi, la frontière entre ces deux types de sexualité est bien présente à Bărbulești. Malgré

tout, les histoires extra-conjugales entre familles proches existent et provoquent régulièrement des scandales au sein du village. Deux cas de figure existent. Le premier est relatif aux relations sexuelles avec des femmes non mariées. Lorsque celles-ci sont veuves ou divorcées, l'amant s'expose à des sanctions de la part de l'entourage familial pour avoir atteint l'honneur de la femme. Néanmoins, le plus grave de ces scénarios est le dé-fleurage d'une jeune fille non mariée. Comme je l'ai expliqué plus haut (cf : section 2.4.1.3, p.140), cet acte discrédite définitivement la jeune femme et compromet toutes formes d'alliances avantageuses par le mariage. Les conséquences peuvent alors être désastreuses. À Bărbulești, une histoire telle que celle-ci s'est conclue par un meurtre en 2013.

Le deuxième cas de figure est celui de relations sexuelles avec une femme mariée. Cette situation porte alors gravement atteinte à l'honneur du mari et fait courir le risque d'un règlement de compte violent. Dans les deux situations, ces histoires au sein de la communauté peuvent déstabiliser en profondeur l'organisation sociale collective. Lorsqu'elles entraînent un conflit, leur résolution est arbitrée par des personnalités prestigieuses du village et se solde généralement par un dédommagement entre familles. Ainsi, Christi a été accusé d'avoir entretenu des relations sexuelles avec la femme d'un cousin. Les deux familles ont alors été convoquées après que le mari suspicieux a menacé de brûler la caravane de Paul. Dans ce cas de figure, l'arbitrage collectif a considéré qu'aucune preuve ne démontrait que des relations sexuelles avaient réellement eu lieu. Toutefois, magnanime, Paul a offert un dédommagement monétaire d'une centaine d'euros au mari pour montrer sa bonne foi et aider la famille dans le dénuement.

D'autres règlements de ce type sont plus compliqués. Ainsi, le petit fils de Grigore et Camelia a été accusé d'avoir entretenu une relation avec Florina, l'ancienne femme de Remus. La jeune femme était à ce moment-là remariée à un homme beaucoup plus vieux qu'elle dans le sud de la France. Les frères de la jeune femme ont organisé une descente chez le garçon pour le rouer de coups. Pour éviter les représailles, l'un des hommes prestigieux de Bărbulești est spécialement venu pour s'occuper de l'affaire. Les preuves étaient accablantes et desservait le jeune homme. Sa famille a donc été contrainte de verser plusieurs milliers d'euros au mari de la jeune femme pour le dédommager.

Des histoires comme celles-ci existent par dizaines, elles démontrent que la frontière séparant sexualité domestique et sexualité récréative n'est pas aussi étanche que ce que peuvent en dire les habitants. Quoi qu'il arrive, chacun reconnaît le caractère extrêmement néfaste de ces histoires. Elles déstabilisent en profondeur la vie collective pour des raisons purement charnelles. La commodité de la sexualité externe vient ainsi de l'avantage qu'elle procure de ne pas entacher les alliances familiales.

6.2.3.3. Copines

La vie au sein du bidonville creuse la frontière entre ces deux types de sexualité. La promiscuité accroît la surveillance sur le monde des femmes à l'intérieur du bidonville. À l'opposé, la proximité avec la ville réduit la distance spatiale, mais renforce la distance sociale, avec les femmes de l'extérieur. Ces changements induisent donc une polarisation accrue entre ces deux pôles. Les femmes de l'intérieur sont renforcées dans leur rôle de mère tandis que la sexualisation de celles de l'extérieur est amplifiée. Pour autant, les hommes du bidonville ne perçoivent pas les femmes de l'extérieur de manière homogène. Comme dans le cas du « slum » étudié par William Foot Whyte (Whyte, 2007, 2012), à l'extérieur, trois types de femmes sont identifiées : les copines, les filles faciles et les prostituées.

À « La place », au fil des années, certains hommes ont commencé à entretenir des relations avec des « copines » à l'extérieur. Ces histoires vont du flirt sur internet aux idylles amoureuses, en passant par les rencontres sexuelles régulières. Ainsi, plusieurs jeunes hommes du bidonville affirment avoir eu des copines en France. Viorel m'explique par exemple qu'il a longtemps fréquenté une fille à Bar-le-Duc lorsqu'il allait mendier là-bas : « *Ses parents sont Algériens, mais elle est française. On passait du temps ensemble. Quand je ne travaillais pas, elle me payait des kebabs et on discutait. Des fois, on allait chez elle, et on niquait. On s'est vu deux-trois mois. Après je lui ai dit que j'allais me marier, alors on s'est plus revu* ». L'histoire est souvent identique chez les jeunes hommes. Leurs copines sont généralement des femmes rencontrées lorsqu'ils mendiaient, en dehors de Nancy ou de Bărbulești.

À dix-neuf ans, Adi était déjà marié. Il a eu une aventure de plus d'un an avec une fille. Il venait alors de rentrer en Roumanie après s'être fait arrêter pour un vol de cuivre en France et avoir écopé d'une interdiction de séjour. Il a donc commencé à vendre des vêtements sur les marchés aux quatre coins du pays. L'un de ses territoires de vente se trouvait ainsi à l'ouest, à plusieurs centaines de kilomètres de Bărbulești. Un jour alors qu'il tenait son stand, il a rencontré une jeune fille de son âge. Ils se sont beaucoup vus, elle lui a présenté ses parents et il a commencé à éprouver des sentiments pour elle, « *elle savait que j'étais pauvre, ça ne lui posait pas de problèmes. Ses amis le savaient, ça ne les dérangeait pas non plus, ils étaient ouverts d'esprit. J'aimais bien être avec elle, c'était tranquille, comme entre toi et Madeleine [ma compagne]* ». Ils ont longtemps pu se voir sans que cette deuxième vie à côté de celle de père de famille contraigne Adi : « *À cette époque, les vêtements marchaient bien à Timisoara. Vu que ça rapportait, tout le monde trouvait ça normal que je passe beaucoup de temps là-bas* ». Toutefois, comme l'explique régulièrement en riant Remus, « *Adi avait un deuxième téléphone qu'il cachait. Un jour, il a oublié de l'éteindre et il a sonné. C'est Ana qui a répondu. Tu aurais vu sa tête. C'était la grosse dispute !* ». Aucune des deux femmes n'était au courant

de l'existence de l'autre. Après avoir été démasqué, Adi a arrêté de voir sa maîtresse. Il l'a recontacté plusieurs fois sans que celle-ci ne donne de réponses.

Ces relations peuvent s'inscrire dans le temps. Certaines de ces femmes rendent des petits services matériels et financiers améliorant la vie sur le bidonville. Elles font des cadeaux, des dons de vêtements, de nourriture ou d'argent, sans contreparties formelles.

Parfois néanmoins, la frontière entre aventure sentimentale et prostitution se floute. Ce type de situation concerne particulièrement les hommes jeunes entretenant des relations avec des femmes plus âgées de cinquante à soixante ans. Les trois d'entre eux que j'ai pu croiser sur le bidonville étaient généralement ceux disposant du plus de ressources et des meilleures compétences linguistiques, économiques et sociales.

C'est le cas de Sorin, le frère de Viorel. Il entretient au moment de mon observation des relations avec plusieurs femmes en échange d'argent ou de cadeaux. Alors que nous l'emmenons chez une de ses amies dans le centre-ville, il m'explique : « *C'est une bonne copine tu vois. Elle m'aide, et du coup moi je suis sympa avec elle...* ». Lorsque je lui pose la question de la place de l'argent dans leur relation, il me répond que « *si elle donnait pas, je resterais avec ma femme, c'est sûr. Je fais ça pour ma famille. Je préfère que mes enfants aient de quoi manger et puissent être au chaud. C'est ça le plus important* ». Au moment du décès de celle-ci Sorin a hérité de sa maison et d'une partie des biens, ce qui a généré une relation très conflictuelle avec les enfants de son ancienne maîtresse.

Andrei jongle quant à lui entre plusieurs copines. Il partage avec les autres hommes du bidonville les bénéfices tirés de ces relations extra-conjugales multiples. Pour son anniversaire, plusieurs de ses amies lui ont offert des baskets de marques. Il a alors distribué deux paires aux hommes dont il est le plus proche. Il procure également des conseils, des numéros de téléphone ou il aide les jeunes hommes du bidonville à rencontrer les amies des filles qu'il fréquente.

Certains hommes mettent en place des stratégies pour accéder à ce type de services économico-sexuels (Tabet, 2004). C'est également pour eux une manière de s'initier à la séduction. Adi me raconte l'une de ses sorties avec Sorin, plusieurs années auparavant : « *On allait faire la manche près de Paris avec mon père et Sorin à cette époque. Une fois, on lui a dit qu'on voulait essayer un nouveau coin. Mon père s'en foutait, tant qu'on ramenait de l'argent... En vrai, Sorin m'a emmené voir deux dames. Il m'avait proposé de venir parce que la femme qu'il voyait, elle avait une copine qui cherchait un mec pour niquer. Moi j'étais jeune, j'étais bien à l'époque pas comme maintenant. On est allé à une terrasse et on a bu des verres. Il y avait la copine de Sorin, tout de suite, il a commencé à passer la main sur ses cuisses et à toucher les*

seins, directs. Moi, je savais pas comme ça marchait ! Alors j'ai commencé à faire des yeux [soulevant les sourcils à répétition]. Les filles sont allées aux toilettes, Sorin m'a expliqué qu'il fallait que je touche les jambes et tout. Maintenant, je sais, mais là, j'avais peur, je pouvais pas ! Sorin a accompagné sa copine. Ils sont allés baiser dans une chambre et moi je suis resté à la terrasse avec la dame et mon coca ! Je savais pas quoi lui dire. Quand Sorin est revenu, il m'a filé un peu de ce qu'il avait gagné, pour dire à mon père que j'avais fait la manche. Il est gentil Sorin ».

6.2.3.4. Filles faciles et prostitution

Le caractère fictif ou avéré de ces histoires importe peu, elles s'intègrent à une sphère de la vie masculine, extérieure au bidonville, dans laquelle les hommes peuvent se construire une identité masculine individualisée et appropriée.

Seule une poignée d'hommes a entretenu un réseau amical en dehors des cercles familiaux. C'est le cas par exemple de Viorel : « *Vers 2010, je faisais partie d'une bande qui marchait bien. Moi, je ne vivais pas avec les pauvres dans les caravanes et tout. J'avais un appart, une bonne caisse. Je bossais avec mes frères et d'autres gars. Si j'avais gardé tout l'argent que j'avais à ce moment-là je te jure... C'est pour ça, je connais bien les boites en ville. Tous les week-ends on allait là-bas, même en semaine des fois. On prenait une table et une bouteille. On se mettait bien et on disait aux filles : "venez, venez". On a fait les meilleures boites comme ça, chaque soir on dépensait 400-500€. Le problème c'est que quand ça marchait un peu moins bien le cuivre et qu'on devait faire la manche. Si tu croisais ces filles-là, c'était la honte... ».* Cette vie trouve toutefois rapidement ses limites d'autant plus que Viorel a l'impression que les gens n'en veulent qu'à son argent : « *Ces filles-là, tu peux rien faire, elles ne veulent que ton fric. C'est des putes. Pour les niquer, il faut soit être millionnaire, soit les forcer ».*

Finalement, très peu d'hommes du bidonville ont vécu une « double vie ». Face aux multiples contraintes du quotidien, beaucoup d'entre eux se fantasment néanmoins une vie sexuelle abondante et panachée. Ce domaine fictionnel est généralement celui des « filles faciles », celles avec lesquelles il serait aisé d'obtenir des relations sexuelles alors que dans la réalité pourtant, très peu des hommes du bidonville y parviennent.

Depuis l'arrivée de Facebook sur leur téléphone portable, plusieurs d'entre eux entretiennent des relations avec des femmes par le biais de cette plate-forme. Ces histoires se concluent rarement par des rencontres physiques, d'autant plus que les comptes avec lesquels ils dialoguent peuvent être de faux profils créés par des individus cherchant à obtenir des in-

formations personnelles à exploiter (mots de passe ou numéros de carte de crédit).

Au-delà des quelques jeunes hommes qui ont vécu des bribes de vie urbaine, la plupart des autres habitants ont très peu de relations avec les femmes de l'extérieur. Cette distance à « l'autre féminin » participe à la constitution d'une image de la femme fortement animée par ses désirs et pulsions sexuelles. C'est ce qu'évoque Ovidiu lors d'une soirée où il revient sur ses histoires de jeunesse avec pour but de nous parler des ardeurs féminines. Il nous relate une situation qu'il a connue alors qu'il était technicien agricole à Bărbulești. Une « Roumaine » du village a essayé un jour de l'agresser sexuellement pour satisfaire ses « pulsions féminines ». D'après Ovidiu, le problème de cette femme venait du fait que « *son mari, un ingénieur, partait tôt le matin et revenait tard le soir. Il était harassé par le travail et ne prenait plus la peine de s'occuper de sa femme* ». Il poursuit en expliquant qu'elle avait acquis beaucoup trop de liberté. Le couple n'avait pas fait d'enfants et cette femme n'avait donc personne de qui s'occuper : « *Les pulsions des femmes se développent dans ces moments-là, lorsqu'elles ne sont pas cadrées par l'autorité d'un père ou d'un mari, qu'elles n'ont pas de responsabilités dans leur foyer. C'est pour ça qu'elle s'est permis de voler l'homme d'une autre, de déshonorer et de mettre le désordre dans une famille qui n'est pas la sienne* » explique alors avec beaucoup de sérieux Ovidiu. Il conclut. Selon son expérience, il y a deux choses à savoir sur les femmes. Premièrement, leurs désirs les attirent vers la sexualité. Deuxièmement, elles n'hésiteront jamais à faire dévier les hommes pour arriver à leurs fins.

Le même soir, je me permets d'évoquer ce qui me semble être un paradoxe. Comment peut-on valoriser le fait que les hommes aient des relations extra-conjugales alors que l'on interdit aux femmes de sortir du cadre familial ? Pour Grigore, la réponse est plutôt évidente. Lorsqu'un homme couche avec une autre femme, il le fait avec des femmes de la ville, des femmes qui ne viennent pas de « chez nous » (« la noi »). La femme au contraire ne connaît pas l'extérieur et c'est pour cette raison qu'elle est obligée de coucher avec des hommes proches d'elle. Ce sont alors ces relations en particulier qui posent problème et qu'il faut proscrire.

Ovidiu précise que la femme dans son récit n'était pas une de « chez nous », mais une femme d'Urziceni, une gaji : « *Les femmes de chez nous ne sont pas comme ça, le problème ne se pose pas, parce qu'elles sont "éduquées"* », m'explique à côté de moi Adi. Au contraire, « *les femmes de l'extérieur, à 99,9 % ou plutôt 92 % sont des femmes qui sont prises par leurs pulsions parce qu'elles manquent de maturité et d'éducation* » ajoute Ovidiu. Grigore se pose néanmoins la question de l'attitude à adopter en tant qu'homme face à ce constat, la réponse d'Ovidiu est formelle, il faut savoir « *se comporter* » et « *tenir sa femme* ». Ainsi, par son histoire, Ovidiu naturalise ce qui serait une caractéristique féminine : le désir sexuel. Cette conception de la féminité a sûrement quelque chose à voir avec la conversion d'Ovidiu à

l'évangélisme, néanmoins, elle reflète également un certain rapport aux femmes de l'extérieur.

Pour les hommes de « La place », les tentatives pour rentrer en contact avec des femmes se soldent souvent par des échecs. La faible maîtrise de la langue ou des codes de la séduction en est généralement l'une des raisons. Surtout, les conditions de vie dans le bidonville compliquent toutes formes d'approches possibles.

Cela fait un moment qu'Adi me parle de la caissière de chez Auchan. Il a tissé une relation d'amitié avec la jeune femme blonde d'une vingtaine d'années. Il lui fait quelques blagues et elle lui rend souvent un grand sourire ce qui lui fait dire « qu'elle veut le baiser ».

À chaque fois, que nous allons à la grande surface entre hommes, Adi fait bien attention à ce que nous allions régler nos achats à la caisse de cette jeune femme, tandis que lorsque sa femme et ses parents sont là, nous choisissons la caisse la plus éloignée possible.

Au fil des mois, Adi a élaboré plusieurs plans pour réussir à coucher avec cette femme. Toutefois, à force de creuser, il a appris que l'ancien petit ami de cette jeune femme est un Marocain qu'Adi connaît bien. Il respecte cet homme et le considère comme un « beau gosse du quartier ». Adi m'avoue tout de même qu'il a surtout peur de lui parce qu'il « vend de la drogue et prend de la cocaïne ». Finalement, Adi laissera tomber l'idée de séduire cette jeune femme, il se dédouane en m'expliquant que le moment n'était pas propice. D'après lui, « c'est pas en habitant ici, alors que tu peux pas te laver tous les jours, tu sens mauvais et tes vêtements ne sont jamais propres, que l'on peut chopper des filles comme ça... »

Extrait du journal de bord, 2 décembre 2015

En outre, l'ethnisation de l'identité collective participe à donner le sentiment d'occuper une position subalterne au sein des relations entre sexes. C'est ce que dit un jour Emil, alors que nous marchons dans le centre-ville et que de jeunes femmes en jupe passent devant nous : « *Les filles comme ça, elles veulent niquer, mais jamais avec les Roumains, elle ne nique qu'avec les blancs comme toi. Nous si on les approche elles se mettent à crier. En Roumanie si tu mets une main aux fesses, tu peux discuter, ici, t'as un procès direct !* ».

Le recours à la prostitution reste l'une des possibilités pour accéder à une sexualité en dehors du bidonville. Les prostituées se positionnent dans le prolongement des relations avec les filles considérées comme facile. Elles donnent le sentiment d'accéder au monde des femmes détentrices de la sexualité récréative, elles facilitent surtout la satisfaction des désirs mutuels en offrant un cadre marchand à celui-ci. Encore une fois, fictions et réalités s'entremêlent dans ce domaine. Viorel, Adi, Marian, Remus et les autres m'ont souvent raconté les histoires qu'ils auraient vécues avec des prostituées en France ou en Roumanie, avant généralement de se ré-

tracter ou être démentis par les autres.

Toutefois, le recours à une prostituée peut marquer un moment particulier de la vie d'homme. Ainsi, pour fêter le passage à l'âge adulte, plusieurs jeunes adolescents de « La place » auraient eu le droit à une passe offerte par leurs frères et leurs cousins, lors d'un séjour en Allemagne.

6.3. *Des femmes en repli*

Le foyer constitue l'espace par excellence des femmes du bidonville. À la fois lieux d'assignation et support d'affirmation de la féminité, le chez-soi des femmes est néanmoins exposé perpétuellement au risque d'invasion ou de désertion des hommes. Les femmes jonglent donc entre ces différentes logiques pour réussir malgré tout à se constituer une identité sexuelle.

6.3.1. *Discrétion maternelle*

6.3.1.1. Parcours unique

Au moment où le centre d'attraction des hommes se tourne fragilement vers l'extérieur, l'univers de sens des femmes de « La place » s'oriente au contraire toujours plus vers l'intérieur des foyers. Cette attraction en direction du domestique est en partie un héritage de la société villageoise. Pourtant, avant la révolution certaines femmes ont travaillé dans les entreprises d'État, tandis qu'aujourd'hui une majorité participe aux revenus de la famille en mendiant en ville, mais en réalité, pour beaucoup d'entre elles, le rôle de mère représente en général l'unique programme biographique vers lequel elles se projettent. Il faut comprendre que pour l'ensemble des femmes de « La place » le mariage et la première grossesse sont intervenus très jeunes. Ainsi, après la puberté, le passage du statut d'enfant à celui de jeune fille, puis de mère, s'est très vite enchaîné. La féminité maternelle s'est constituée comme la seule référence à laquelle se rattacher, d'autant plus que ces jeunes femmes avaient vu leurs supports de sens alternatifs s'éparpiller après le départ de chez leurs parents. On peut comprendre, en conséquence, que le mariage et l'enfantement aient constitué un « accoucheur de position sociale » pour reprendre l'expression de Michel Bozon (1990).

Cette caractéristique de la féminité n'est néanmoins pas spécifique aux habitantes de « La place ». C'est assez commun de le répéter aujourd'hui, mais le rôle social des femmes dans les milieux populaires est généralement lié au foyer. La relation avec l'espace domestique est le

résultat de contraintes sociales induites par l'organisation des échanges au sein du couple, mais également d'un repli volontaire, à une période lors de laquelle les références à l'extérieur se font moins nombreuses et que l'avancée en âge progresse. On retrouve ainsi une dynamique d'assignation/appropriation mise en tension par la présence plus ou moins grande de l'homme dans le foyer.

En conséquence, trois engrenages déterminent le rôle de mère dans les milieux populaires selon Olivier Schwartz : 1) la constitution d'un pôle défensif/appropriatif autour du foyer ; 2) la tendance à l'hétéronomie masculine ; 3) l'étroitesse du programme biographique des femmes (Schwartz, 2012). Ces trois logiques permettent de comprendre les logiques de repli dans l'espace domestique des femmes de « La place ».

Dès lors, à côté de la figure autoritaire du père, celle de la mère est associée au consensus et à l'apaisement. Les mères incarnent la stabilité face à un quotidien familial mouvementé en s'inscrivant dans la continuité des destins des femmes les ayant précédées. Ainsi, après avoir grandi chez leurs parents, protégées par leur mère, les jeunes filles sont mariées vers l'âge de seize ans et partent vivre dans leur belle-famille. Dans l'attente du premier enfant, elles sont formées et éduquées par leur belle-mère. Cette dernière leur transmet les valeurs symboliques constitutives du monde féminin en particulier par l'apprentissage du travail ménager (Verdier, 1979). Pour les femmes des milieux populaires, le processus de transmission des connaissances et des compétences est généralement beaucoup moins inscrit dans les traditions et les institutions sociales. Ainsi, elles deviennent « passeuses au *gué* du destin » (Fabre, 1980) en appréhendant par les femmes de leur entourage social d'autres techniques et d'autres gestes que ceux de leur mère. L'ensemble de ces pratiques participe à la constitution d'un monde symbolique définissant la féminité et le rôle de mère. Pour les femmes du bidonville, l'organisation familiale induit une transmission principalement de la belle-mère vers les belles-filles. Toutefois, l'ensemble des femmes de « La place » joue un rôle dans la formation des jeunes femmes en leur apportant des techniques, des compétences et des connaissances nouvelles.

En parallèle des tensions entre le père de famille et ses fils, une ligne de fracture parcourt la relation entre la belle-mère et ses belles-filles. Une fois mariée, cette dernière est à la charge de la matriarche qui a la responsabilité de l'intégrer au fonctionnement du ménage. Durant les premières semaines de cohabitation, la belle-mère met sa belle-fille à l'épreuve. Les belles-sœurs peuvent alors être un soutien rassurant pour les nouvelles venues. Toutefois, pour limiter la perte d'emprise sur ses belles-filles, les belles-mères n'hésitent pas à les mettre en concurrence les unes avec les autres.

Après avoir passé plusieurs années chez leurs beaux-parents, le couple finit par acquérir

son autonomie et fonde à son tour un foyer. Les mères deviennent alors matriarches après le mariage du premier fils ou la naissance du premier petit-enfant. La cheffe de famille est donc au centre de la vie du foyer. Elles doivent veiller à son bon fonctionnement tout en assurant parfois des revenus complémentaires grâce à la mendicité ou aux petits commerces.

6.3.1.2. Respectabilité

Pour les femmes du bidonville, l'entrée dans le rôle de mère s'effectue par le mariage et par la procréation. La maternité est donc un événement central dans leur parcours biographique. La naissance d'un nouvel enfant réactualise et renforce ce statut.

Une fois mères, elles dévouent leur énergie au maintien d'un foyer propice pour élever des enfants. Sur le bidonville, l'énergie à développer pour atteindre la satisfaction du devoir accompli apparaît sans limites. Les heures harassantes dédiées aux tâches ménagères ne permettent jamais vraiment de venir à bout des besoins des nombreux membres de la famille. À partir de 6h du matin, les moments dédiés à la mendicité, la vente de fleur, la cuisine, le nettoyage, les enfants, les courses s'enchaînent jusqu'à tard le soir, au moment de l'extinction des feux. Les femmes sont souvent les premières à se lever et les dernières à se coucher. Quelques pauses ponctuent la journée, mais celles-ci ne s'éternisent jamais.

L'investissement dans ce rôle leur permet de trouver une place au sein du monde social. Comme le précise Beverley Skeggs, « la responsabilité rend respectable : c'est une qualité propre qui contient les sentiments subjectifs essentiels d'estime de soi et de dignité » (Skeggs, 2015, p. 121). En effet, pour les femmes des milieux populaires, se vouer entièrement à leur rôle de mère est une façon d'accéder à une reconnaissance sociale dans un contexte où les ressources sont peu nombreuses.

À « La place », peu d'entre elles ont dépassé le niveau du collègue, leurs perspectives d'emploi sont maigres tandis que le capital culturel dont elle dispose est quasi nul. Le dévouement ouvre donc la perspective de s'inscrire dans un parcours biographique permettant d'accéder à des responsabilités, à un statut d'adulte et finalement à la respectabilité.

L'accession de ces femmes à un rôle social leur demandant de se soumettre au souci de l'Autre les conduit à mettre de côté ce que Michel Foucault appelle le « *nécessaire souci de soi* » (Foucault, 1984), ceci au profit d'un « soi dévoué » valorisant la relation à l'Autre (Skeggs, 2015). La conséquence directe de l'investissement dans le soin des autres est un abandon narcissique, une survalorisation de l'Autre menant à un oubli de soi. Ainsi, la respectabilité féminine dans le bidonville se construit à partir d'une abnégation envers la famille et de la tenue minutieuse du foyer. L'oubli de soi est compensé et se doit d'être compensé par la

satisfaction de voir les besoins quotidiens des membres de la famille assurés.

6.3.1.3. Enfermement

La respectabilité que les femmes tirent de leur dévotion au foyer est avant tout jugée par les autres. Le bidonville multiplie les regards extérieurs. Chaque habitation donne sur l'espace central, à la vue de tous, maintenant un contrôle social implicite faisant reposer sur chaque femme la responsabilité de la bonne tenue de son foyer.

Si les femmes passent la majorité de leur temps libre ensemble, elles se fréquentent pourtant proportionnellement peu en comparaison aux hommes. En règle générale, elles occupent ces courts moments de distraction à discuter sous les auvents ou à observer les activités des autres occupants du bidonville. Néanmoins, les relations sont plutôt distendues, une certaine méfiance les freine, en particulier entre les cheffes de famille. Les belles-filles ont beaucoup plus de facilité à circuler d'une cabane à l'autre. Les enjeux en termes de sauvegarde de l'espace du foyer reposant moins sur leurs épaules, elles peuvent alors nouer des liens plus aisément avec les autres femmes.

Ainsi, les relations tendues entre femmes sont le reflet de l'économie de la respectabilité qui structure la vie dans le bidonville. Le contrôle social entre femmes s'intègre aux enjeux de construction du rôle de mère. Si la respectabilité dans le bidonville permet aux habitantes de se trouver une place et d'élaborer un rôle social valorisant, elle représente également un enfermement dans le sens où elle les soumet à l'autorité collective et les contraint au respect des normes de la respectabilité. Malgré tout, lorsqu'il s'agit de la tenue du foyer, la solidarité s'impose. Un coup de main n'est jamais refusé pour porter les lourds bidons d'eau, étendre un tapis ou vider les grandes marmites d'eau collectives.

Le statut de mère respectable est donc particulièrement vulnérable. Il nécessite un investissement important à l'intérieur du foyer, fragilisant d'autant plus le rapport des femmes avec l'extérieur. Leur perte complète d'aisance en dehors de « La place » montre en quoi leur statut dépend foncièrement de la validation de leur rôle par la collectivité du petit monde du bidonville. En effet, pour Erving Goffman l'aisance correspond à l'adéquation des individus à leur rôle social, la validation de celui-ci par les normes en vigueur et la conviction pour l'individu qu'il se trouve bien à sa place (Goffman, 1973b). Chaque sortie en dehors du bidonville fait apparaître l'inconfort des femmes pour l'environnement étranger. C'est le cas par exemple d'Ana. Alors que nous profitons avec Adi et les enfants d'un festival de musique sous chapiteau, la jeune femme commence très vite à se sentir mal. Elle se replie alors dans un coin caché, assise au sol, les bras autour des jambes. Après cet événement, elle a arrêté de nous ac-

compagner lors de nos sorties.

L'enfermement des femmes dans le bidonville n'est pas seulement subi, il découle également d'une autocontrainte. Comme l'explique Monique Hervo et Marie-Ange Charras, « *Beaucoup de femmes ne sortent pratiquement jamais des bidonvilles, non pas parce qu'elles ne sont pas « évoluées », comme on le laisse trop souvent croire, mais tout simplement, ainsi qu'elles l'expliquent, pour ne laisser aucun enfant « derrière elle » dans la baraque, en leur absence, et cela uniquement par crainte du feu* » (Hervo et Charras, 1971, p. 398).

Malgré tout, la majorité des femmes de « La place » continuent d'aller mendier pour subvenir aux besoins de la famille. Alors que ces sorties offrent aux hommes la possibilité d'étendre leur réseau de contacts, de valoriser leurs ressources et de profiter d'une certaine liberté par rapport au bidonville, pour les femmes, l'absence de maîtrise du français ou des compétences interactionnelles nécessaires limite leur relation avec l'extérieur à quelques habitués lors de la mendicité.

6.3.2. *Désexualisation féminine*

6.3.2.1. Engrenages

La définition normée de la respectabilité induit également une autocontrainte pesant sur les comportements et les choix vestimentaires. Le port du pantalon est le plus souvent rejeté par les matriarches, cristallisant ainsi les tensions avec certaines de leurs belles-filles dont plusieurs ont grandi en France et revendiquent ce type de vêtements.

Quoi qu'il en soit, les tenues portées par les femmes au jour le jour traduisent une conception maternelle et déssexualisée de la féminité. En dehors des périodes de forte chaleur, à l'intérieur comme à l'extérieur du bidonville, elles s'habillent le plus souvent toutes de vieux peignoirs. S'il est avant tout un des seuls moyens trouvés pour lutter contre les courants d'air et le froid, le peignoir matérialise également une frontière posée entre les femmes et le monde social. En cela, en enveloppant et en masquant les formes corporelles, il est l'expression de la déssexualisation des femmes ainsi que d'une revendication de la domesticité et du rôle de mère. Les habitantes endossent alors leurs robes de chambre aussi bien pour aller porter les enfants à l'école, que pour faire les courses, rencontrer les assistants sociaux ou se rendre à l'église.

Cette forme de déssexualisation vestimentaire se retrouve également dans le choix des vêtements pour la mendicité. Chaque femme possède des tenues spécialement dédiées à cette activité. Il s'agit généralement des frifes les plus vieilles et délavées trouvées parmi celles dépo-

sées par les associations devant le bidonville. Un jour d'octobre, tôt le matin, je croise cinq des femmes du bidonville à l'arrêt de bus, chacune attendant pour partir dans sa direction. Je leur demande comment elles ont choisi leurs vêtements, à la fois chauds et dépouillés. Il s'agit pour une majorité d'entre elles de longues jupes abîmées et ternes ainsi que de vieux sweat-shirts troués et gris. Marta me répond alors qu'« *on a pris ceux qui font le plus clochard, c'est comme ça que tu gagnes le plus* », Mariana enchaîne le sourire aux lèvres, « *on n'est pas belle, mais on gagne* ».

En outre, la féminité dévouée accentue la déssexualisation des corps. Elle s'organise autour de l'opposition entre la bonne mère capable de faire preuve d'un oubli de soi au profit de l'Autre, et la mauvaise mère faisant passer ses envies et désirs avant ceux des autres. Pour la première, la sexualité devient synonyme de procréation tandis que la seconde la sexualité répond au désir masculin. La procréation est alors renvoyée au devoir conjugal tandis que la sexualité devient une pratique réservée à un autre type de femme : les maîtresses infâmes. Comme l'observe Beverley Skeggs « pour les femmes des classes populaires investies dans la respectabilité, il est très difficile d'assumer une identité sexualisée (homo- ou hétérosexuelle), car c'est précisément cette sexualisation qu'elles cherchent à éviter dans leur quête de respectabilité » (Skeggs, 2015, p. 268).

Cette conception duale de la sexualité se matérialise spatialement dans le bidonville. On observe alors des dynamiques similaires à celles analysées par Didier Lapeyronnie dans le cas du ghetto : « À travers les propos et les pratiques des habitants, la polarisation consiste à rejeter la féminité, et plus encore les signes de la sexualité, au-dehors du ghetto. Féminité et sexualité sont projetées à l'extérieur, considérées comme "sales", comme une forme de souillure, au profit d'une "purification" matérielle et morale intérieure. La frontière et l'unité du ghetto se construisent ainsi dans le rapport au corps, à leur identité de peau et de sexe » (Lapeyronnie, 2008, p. 547). Cette situation tend à opposer femmes respectables et femmes méprisables, les unes à l'intérieur du bidonville, les autres à l'extérieur.

L'évangélisme joue un rôle ambivalent sur cette question. D'un côté, la conversion d'une partie des habitants à cette religion tend à accentuer l'emprise du contrôle social sur le corps des femmes. L'expression de la sexualité féminine, notamment à travers les vêtements ou la danse, est de plus en plus renvoyée vers l'intérieur des foyers. De l'autre, la pratique religieuse confronte à d'autres groupes de femmes disposant de plus de ressources pour élaborer leur féminité. Les pratiques religieuses participent ainsi au remodelage progressif des formes d'expression de la féminité.

En outre, les travailleurs sociaux, les bénévoles associatifs ou les responsables municipaux

évoquent la disparition des moments durant lesquels les femmes dansaient en groupe autour du feu ou discutaient ouvertement de la sexualité. Ainsi Claire, ancienne directrice de cabinet à la mairie, évoque une journée d'avril durant laquelle elle a passé un long moment avec certaines femmes du bidonville : « *On y était allé avec une stagiaire de la fac de médecine pour faire de la sensibilisation et pour voir s'il n'y aurait pas moyen de leur proposer des implants. Du coup, on a passé l'après-midi avec 2 ou 3 femmes. On avait rigolé comme c'est pas possible ! Un moment ... c'était Claudia... je sais plus... elles commencent à mettre de la musique dans sa caravane et elles se mettent toutes à danser comme ça avec leur robe... Parce que, elles ont leurs habits dégueulasses pour la vie de tous les jours, pour s'occuper des gamins et de la popote tout ça. Mais t'inquiète qu'elles ont quelques habits magnifiques qui sont bien planqués. Alors yen a deux-trois qui commencent à mettre ces vêtements-là. Je nous revois toutes ensemble en train de fumer des clopes en dansant sur la musique au milieu de « La place ». C'était un super bon moment et c'est ces femmes-là qu'on a réussi à convaincre de se faire poser des implants pour être tranquille. Sauf que t'imagines pas le bordel qu'on avait foutu. Il y a les femmes des évangélistes qu'ont commencé à les traiter de salopes et à leur baisser leur robe en public. Même moi ils ont commencé à me traiter de tous les noms. Mais moi je m'en fous, je faisais même un peu exprès d'être provocante, tu vois. Mais là ça a été craignos pour les femmes qui s'étaient lâchées avec nous. Enfin bon, tu vois, à cette époque-là, c'était déjà plus possible sur le campement, les évangélistes avaient déjà obligé tout le monde à se mettre au pas... ».*

L'imposition progressive de la norme évangéliste a bouleversé le rapport à la sexualité en introduisant un contrôle moral renforcé sur le corps des habitants et en particulier des femmes.

6.3.2.2. Féminités normatives

La recherche de respectabilité participe à valoriser la représentation traditionnelle de la femme fertile et en bonne chère. Ainsi, une bonne mère doit avoir les hanches larges pour procréer et les épaules solides pour s'occuper au mieux des multiples tâches ménagères liées à la vie de famille. Malgré son dynamisme Tatiana, la belle fille et Paul et Christina subit les moqueries des autres femmes. La jeune mère de 19 ans est très fine. Sa belle famille l'autorise à porter des jeans ce qui met d'autant plus en avant ces hanches minces, mais provoque les railleries. Elle a eu avec Sandu un fils, Alberto, qui a un problème à la gorge et qui fait souvent des bêtises. Les habitantes disent en riant de lui qu'il a le diable dans le corps. Chez les Cîrciu, un matin lors duquel nous regardons l'espace central du bidonville à travers les rideaux de la cabane, Victoria commente le physique de la belle-fille de Christina, « *elle est pas belle, celle-là. Tu as vu comment elle s'habille et puis elle est trop maigre pour mettre ça ! C'est*

normal qu'elle ait eu un fils déformé si en plus elle mange pas ! ».

Toutefois, le modèle de la minceur s'impose progressivement aux femmes du bidonville. La confrontation avec ce nouveau modèle se fait principalement par le biais de la télévision, des sorties en ville ou au supermarché. Le regard que les hommes portent sur les femmes au physique plus filiforme renvoie les habitantes du bidonville à leur embonpoint. Ainsi, Ana déclare un jour son envie de faire un régime : « *Parce qu'Adi aime les femmes minces* », dit-elle, mi-amusée, mi-gênée. « *En ville, il siffle les autres femmes et il n'arrête pas de les regarder. C'est parce que je ne lui plais plus qu'il fait ça* » ajoute-t-elle en regardant son mari. En face de nous, Adi répond presque naturellement : « *Qu'est-ce que tu veux, je suis un homme, c'est normal d'aimer les belles femmes* ».

Lutter contre les formes du corps disgracieuses apparaît presque impossible pour ces femmes confrontées à une charge de travail à plein temps. Pour Christina, sa surcharge pondérale lui pose des problèmes médicaux graves. Elle a atteint les 115 kg et le médecin lui demande de perdre du poids. Le seul moment dont elle dispose pour faire de l'exercice est le trajet jusqu'à l'école où elle emmène ses deux enfants. Elle est contente d'avoir perdu au moment de notre discussion 3 kg. Réaliste, elle sait néanmoins qu'elle risque de les reprendre rapidement une fois les vacances d'été arrivées : « *J'y peux rien, on est toujours en train de faire quelque chose. Il faut s'occuper de la lessive, faire à manger. Alors on en prend un petit truc à manger et on grossit... Il n'y a rien à faire* ».

Se rapprocher des modèles sociaux de la féminité est extrêmement difficile dans le bidonville. L'alimentation riche et les maternités à répétition ont rapidement fait vieillir les corps. Plus que les hommes, une majorité de femmes sont en surpoids. La confrontation avec la normativité sociale renvoie les femmes à un statut subalterne aggravant la déssexualisation du corps. En effet, « *l'obèse est rejeté dans le hors-sexe, le hors-humanité, par manque de volonté et dérogation aux normes implicites de séduction et de santé. Corps non seulement laissé en friches, non travaillé, mais témoignant d'un abandon moral insupportable* » (Le Breton, 2013b, p. 232). La « *dénarcissisation* » du corps des femmes du bidonville découle donc en partie de la confrontation avec ce modèle (Bourdieu, 1979, p. 226).

La racialisation des corps du bidonville produit également un phénomène de hiérarchisation de la couleur de peau (cf : section 5.4.2.2, p.312). Les femmes au teint le plus clair sont reconnues comme les plus belles. Plusieurs femmes du bidonville limitent ainsi autant que possible leur exposition à la lumière pour éviter d'assombrir le teint de leur peau.

6.3.3. *Résistances féminines*

6.3.3.1. Réappropriations corporelles

Le tableau que je viens de dresser pourrait laisser penser que les femmes sont complètement soumises à l'ordre déssexualisant du bidonville. Les formes de microrésistances sont pourtant nombreuses et vont principalement en direction du corps.

C'est notamment le cas de ce qui concerne la chevelure. En effet, de l'avis des femmes, elle est l'expression par excellence de la féminité. L'attention à cette partie du corps commence très tôt et dès le plus jeune âge un soin particulier est accordé aux cheveux. Durant leur première ou deuxième année, les petites filles sont tondues complètement pour favoriser le développement d'une chevelure épaisse et brillante. Ensuite, une fois que commence la repousse, elles sont coiffées chaque soir pour veiller à garder les cheveux les plus brillants possibles. Les teintures au reflet rouge viennent plus tard valoriser les longs cheveux noirs. En extérieur, parfois malgré le froid, les femmes se mouillent les cheveux à l'eau froide, l'une assise sur une chaise et l'autre avec des gants appliquant le produit. De la même façon, les soins comme l'épilation du visage se font en binôme ou trinôme. Durant les longues journées d'hiver sans électricité, les femmes s'éclairent à la lampe torche pour sculpter à l'aide d'une pince à épiler leurs sourcils. Ainsi, malgré une compétition qui est parfois de mise entre belles-filles, les jeunes femmes sont solidaires les unes avec les autres lorsqu'il s'agit de trouver des moments de liberté pour prendre soin du corps.

Comparées au reste de la famille, les femmes s'achètent peu de vêtements. Les achats en ville sont réservés le plus souvent aux hommes et aux enfants. Durant les sorties dans les grands magasins, les femmes peuvent se laisser aller à essayer des vêtements, mais cela se traduit rarement par des achats. Ces moments restent néanmoins primordiaux pour les habitantes du bidonville puisqu'ils constituent une possibilité de se projeter dans une autre image de soi. Dès lors, les vêtements apportés devant le portail du bidonville par de nombreuses associations sont une ressource extrêmement importante pour les femmes pour s'élaborer une garde-robe. Ces vêtements, dont la majorité est finalement jetée, représentent une des seules ressources dans laquelle elles peuvent puiser pour construire l'image de leur féminité. Ainsi, les nombreux conflits entre femmes lorsque se présente une personne venant déposer des vêtements montrent la place centrale de l'habillement dans la construction de l'identité aussi bien féminine que masculine.

La fin d'une journée d'été ensoleillée se termine. Il est 18h, presque tous les habitants sont présents sur le bidonville ainsi que quelques membres de la famille venus dîner ou passer le

temps. Nous jouons au foot avec quelques hommes sur le trottoir en face du bidonville.

Une voiture vient se garer devant le portail. Tout de suite, Camelia et Daniela Gîngioveanu, dont les cabanes se situent au plus près de l'entrée, viennent se coller à la voiture et observer ce qu'il y a dans le coffre. De gros sacs poubelles apparaissent à travers les vitres. Le conducteur – un homme d'une soixantaine d'années, bénévoles aux « Restos du Cœur » – a tout juste le temps de sortir de son véhicule que le mouvement a donné l'alerte aux autres femmes du bidonville qui viennent s'amasser à la sortie du bidonville.

Viorel et Christ, qui jouaient avec nous, accourent également devant la voiture. Pris de cours par l'attroupement, le conducteur de la voiture demande à tout le monde de se pousser. Il réussit finalement à ouvrir le coffre de sa voiture. La demi-douzaine de sacs poubelle de vêtements sont sortis précipitamment. Chaque habitant tente de s'agripper au plus de sacs possible. Les femmes ayant réussi à attraper un sac partent le déballer sous leurs auvents. Mariana et Ioana se disputent un sac. Les deux femmes crient et tirent à coup sec chacune de leur côté. Finalement, Viorel vient se mettre du côté de sa mère et tire un grand coup. Le sac dérape des mains d'Ioana qui rentre bredouille dans sa caravane.

Chaque sac est vidé au sol, les femmes d'une même famille se regroupent pour trier les vêtements. Elles mettent de côté ce qui convient à chacun des membres de la famille. Tous les vêtements gardés sont ensuite lavés. Certaines habitantes font le tour des tas de vêtements laissés devant les habitations, au cas où l'un d'eux pourrait être intéressé. Les femmes remballent ensuite les tas laissés dans les sacs poubelles avant de lancer ceux-ci dans la grande benne à déchet. Au moment de ranger, je donne un coup de main à Ana et Adriana, les deux femmes explosent de rire. Devant mon incompréhension, Adriana se moque de moi en me disant que ce sont normalement les femmes qui s'intéressent aux vêtements.

Extrait du journal de bord, 12 août 2015

En outre, la sexualité féminine n'est pas inexistante, mais elle est renvoyée dans les espaces interstitiels du foyer et elle est passée sous silence, en particulier devant les hommes extérieurs comme moi. Toutefois, les femmes divorcées ou plus âgées ont plus de facilités à évoquer cette sexualité. Simona, la sœur divorcée de Christina Bacescu, fait ponctuellement référence sur le ton de la blague à ce sujet, de manière assez « métaphorique », et plus ou moins subtile. On a ainsi pris l'habitude de se parler de façon détournée de la « *gogoși* » (« *le beignet* ») et de mon goût présumé pour ceux-ci... Ces discussions, qui avaient le mérite de la faire beaucoup rire elle ainsi que les autres femmes du bidonville, montrent que la liberté d'expression des femmes divorcées est beaucoup moins soumise au contrôle collectif. Les femmes plus âgées se glissent également régulièrement dans ce type de discussion, Camelia et Ștefania n'hésitent pas par exemple à ajouter leur petit mot pour pimenter la discussion.

À « La place », les espaces interstitiels du foyer jouent donc un rôle fondamental dans l'élaboration des identités sexuelles féminines. Dans les cabanes, il se joue des scénarios biographiques alternatifs, remettant en question les contraintes et les déterminations du quotidien. Protégées des regards collectifs, les femmes se projettent alors dans la féminité à travers des mises en scène d'elles-mêmes ou des autres, en dehors du bidonville ou dans des réalités alternatives dans lesquelles le poids de la pauvreté et de la promiscuité n'écraserait pas la sexualité féminine.

La télévision et les feuilletons indiens ou turcs sont des fenêtres sur le monde et des sources d'inspiration pour recomposer une image féminine de soi. On retrouve l'esthétique et les éléments scénaristiques du petit écran dans les histoires d'amour idéalisées, se bricolant dans l'entre-soi féminin. Ainsi, Christina et Tatiana mettent en parallèle leurs histoires familiales et les aventures amoureuses des héros des feuilletons indiens. Elle me relate alors les moments de bravoures de leurs maris respectifs en les comparant à ceux des princes et princesses des fictions.

Victoria et Ana m'évoquent de leur côté les maisons qu'elles s'imaginent avoir une fois qu'elles seront parties du bidonville. Elles décrivent avec précision, les meubles, la décoration et l'agencement de ce qu'elles appellent leurs « palais ». Elles s'inspirent ainsi des émissions de décoration diffusées à la télévision, des candidats et des présentateurs de télévision des émissions à la mode.

6.3.3.2. Tenir son homme

Maintenir les hommes dans le bidonville est une manière pour les femmes de contrer la concurrence de l'extérieur ainsi que de lutter contre l'isolement et le poids du travail domestique. Comme dans le cas des familles ouvrières du nord de la France décrites par Olivier Schwartz « fixer l'homme au foyer, pour les femmes, c'est obtenir de lui qu'il cesse de miser sur la pluralité de lieux s'offrant à lui, et notamment les lieux intermédiaires entre usine et foyer. Ces lieux [...] permettent, à la sortie de l'usine, de différer la réinscription dans le cadre contraignant des responsabilités familiales ; ils autorisent flânerie, liberté, errance » (Schwartz, 2012, p. 133). La présence de l'autre est fondamentale puisqu'elle permet de s'assurer de son investissement dans le foyer et d'amoinrir la force des autres formes de féminité propres à l'extérieur du bidonville. En effet, « chaque partenaire exerce une très forte pression sur l'autre pour l'inciter à réduire ses absences au minimum, et à certifier au maximum le foyer de sa présence. C'est la matérialité du corps de l'autre qui offre la plus sûre garantie de pérennité des liens et de la fiabilité du partenaire. D'où l'importance du cycle régulier du re-

tour. Les tensions déclenchées par la rupture d'un tel cycle sont un bon indicateur des enjeux (et des angoisses) associés à la distance et à l'absence » (Schwartz, 2012, p. 132).

Le téléphone portable permet aux femmes de prendre connaissance régulièrement des activités des hommes et de les rappeler à leurs devoirs familiaux. Alors que dans les premiers temps de l'émigration, les hommes avaient acquis des formes de liberté extrêmement fortes, l'arrivée des femmes sur le bidonville les conduit à limiter cette liberté pour prendre en charge les besoins du foyer. Néanmoins, les occupations masculines en dehors du bidonville restent entourées de flou pour les femmes. Elles sont bien conscientes de la liberté importante que possède leur mari durant leurs recherches de ressources économiques. Internet – Facebook en particulier – représente le type d'espace par excellence dans lequel les femmes arrivent difficilement à acquérir de l'emprise sur les hommes. Beaucoup d'entre elles décrivent la plateforme comme le royaume des « copines » et de l'infidélité masculine et tentent de surveiller par-dessus l'épaule de leurs maris les tchats privés avec de multiples femmes. Certaines s'introduisent à leur façon dans cet espace.

Alors que nous sommes en train de jouer au Rumikub avec Mihai et Ovidiu, je vois Adi partir. Je laisse mon tour à Constantin et je le rejoins dans sa voiture. Il part déposer une tondeuse chez son cousin et va faire quelques courses. Il est de mauvaise humeur, Ana, sa femme, lui a fait un sale coup. Il n'arrête pas de répéter qu'il aurait dû « la terroriser plus. Les femmes si tu les terrorises pas, elle t'écoute pas et elles font n'importe quoi ». Il m'explique finalement la situation. Cela fait plusieurs semaines que Adi discute avec une jeune femme roumaine vivant en Belgique. Celle-ci est mariée, mais elle s'ennuie visiblement dans son couple. Adi avait visiblement réussi à la « charmer ». Ils avaient convenu que la prochaine fois qu'Adi se rendrait en Belgique, il pourrait passer la voir. Elle lui avait même proposé des relations sexuelles dans sa voiture. Adi se défend en m'expliquant qu'il ne l'aurait de toute façon pas fait. Ana a vu les discussions, elle a alors ajouté plusieurs photos de leurs trois filles en sous-titrant « mes princesses ». La femme de Belgique et plusieurs autres femmes ont alors demandé à Adi des explications par rapport à ces clichés alors qu'il leur avait dit qu'il était célibataire. Adi a alors été obligé de leur raconter la vérité. Dépité, il constate que « même là j'ai pas d'espace à moi. J'en ai marre de pas pouvoir vivre ma vie à moi ». Adi, un peu attristé, me demande des conseils pour rencontrer des filles sans avoir à passer par Facebook.

Extrait du journal de bord, 2 février 2016

Certaines jeunes femmes investissent la relation avec leur mari dans une perspective se rapprochant de celle du couple contemporain (Kaufmann, 1997). Tandis que parmi les époux les plus anciens les relations entre hommes et femmes sont marquées par une division traditionnelle du travail domestique, une sexualité principalement procréative et très peu d'affec-

tions publiques, chez les plus jeunes habitants la complicité dans le couple fait partie du fonctionnement du ménage. Certaines jeunes femmes réclament ainsi des relations maritales beaucoup plus marquées par la confiance et laissant la place à l'expression des envies individuelles.

Madeleine m'a accompagné sur le bidonville cet après-midi. Nous avons mangé avec Victoria, Ana et les enfants. Après ça, je m'occupe de traduire des formulaires administratifs pour Victoria. Madeleine joue avec Mihai et Constantin au Rumikub. Les deux adolescents sont surpris qu'une femme sache jouer à ce jeu. Comme avec moi, ils tentent de tricher en inventant des règles. Les pauvres ne savent pas à qui ils ont affaire... Ils n'osent rien dire quand Madeleine retourne leur tactique contre eux et commence à leur imposer ses propres règles ainsi qu'à ouvertement leur voler des points. Nous rejoignons Ana à l'arrière des cabanes où elle étend du linge. Madeleine se lance dans un « jeu du loup » avec les enfants. Essoufflée, elle vient s'appuyer sur moi et me prend par la taille. Aussitôt les enfants s'arrêtent et nous regardent, figés. Ils finissent par baisser les yeux et partent en courant. Ana éclate de rire, elle nous explique qu'ils n'ont pas l'habitude de voir des adultes qui se touchent, alors ils sont gênés.

Quelques jours plus tard. Alors que nous regardons un film sur le lit de la cabane familiale. Je suis surpris de voir Ana venant se glisser derrière Adi et poser sa tête sur son épaule. Je questionne Adi dans la soirée sur ces nouvelles formes d'affection. Celui-ci me répond que « c'est normal, on est un couple moderne... ».

Extrait du journal de bord, 8 avril 2015

Lorsque les marges de manœuvre deviennent nulles, certaines femmes choisissent la fuite. C'est le cas de Florina, la première femme de Remus. Venant tous les deux de familles habitant sur le bidonville, les deux adolescents ont été mariés respectivement à 15 et 16 ans. Rebecca a grandi depuis très jeune en France et a fréquenté l'école durant plusieurs années. Malgré le fait que sa famille se trouve à quelques mètres, la vie chez ses beaux-parents se passe difficilement puisque sa belle-mère lui impose de nombreuses restrictions dans sa manière de s'habiller. Très vite, les relations entre Victoria et Rebecca se dégradent puisque la première la charge de toujours plus de tâches ménagères. Rebecca retourne plusieurs fois chez ses parents, dans la cabane en face de chez les Cîrciu. Après la naissance de son premier enfant, les disputes se multiplient et enveniment les relations entre les deux familles. Finalement, un matin, Rebecca part avec sa fille en ne prévenant personne. Les conflits qui suivront cette fuite obligeront la famille de Rebecca à quitter le bidonville. La jeune femme sera mariée à nouveau avec un homme beaucoup plus vieux qu'elle dans le sud de la France avant de fuir à nouveau. Aujourd'hui, elle est revenue à Nancy. Après plusieurs conflits avec d'autres familles à cause de ses flirts avec des hommes, elle souhaite rester célibataire et élever son enfant seule. Ses

très bons contacts avec les travailleurs sociaux du bidonville lui ont permis d'accéder à des aides. Elle cherche maintenant un travail.

On le voit, le parcours des femmes qui refusent le cadre patriarcal du bidonville les conduit à rompre avec l'ordre social et couper les liens avec beaucoup de membres de la communauté. Les marges de manœuvre des femmes sont extrêmement restreintes. Confrontées à une masculinité polarisée entre l'extérieur et l'intérieur, les femmes n'ont pas d'autres choix que de s'investir massivement dans le bidonville et dans leur foyer pour préserver leur féminité. Les ressources pour s'élaborer une identité de genre satisfaisante sont alors limitées. Celles dont disposent les femmes sont nécessairement liées au foyer.

Conclusions

À « La place », le resserrement des circuits d'échanges, le maintien des solidarités traditionnelles et la fragilisation du corps empiètent au jour le jour sur les modalités de construction des identités sexuelles. La promiscuité restreint l'intimité à une sphère presque inexistante de l'espace du foyer et finit par ne laisser aux individus que des possibilités limitées pour s'approprier leur corps et leur sexualité. À côté de cela, les supports et les ressources nécessaires à la construction d'un rapport personnalisé à soi deviennent figés, pétrifiés et inopérants.

La famille, le couple, les individus se retrouvent enkystés dans l'organisation sociale du bidonville. C'est pourquoi, si la présence collective protège contre l'extérieur, elle exerce en retour un contrôle sur le corps et la sexualité. Les significations collectives finissent par prédominer sur l'appropriation et les bricolages individuels de l'identité tandis que la maîtrise de soi, inhérente à la société moderne, ne s'élabore plus dans le cadre restreint de l'intimité, mais se construit collectivement par la socialisation aux identités sexuelles. Seuls persistent quelques supports épars permettant de maintenir un domaine à soi : l'enfant, la féminité ou la masculinité.

Néanmoins, le bidonville ne fait pas que figer les corps et les sexualités, il les met également en tension. L'environnement urbain confronte directement les individus à d'autres manières de s'approprier et de donner formes aux identités sexuelles. Il redéfinit, il met en branle l'organisation, les normes et les conceptions collectives. La remise en question du genre s'exerce pourtant de façon très variable entre les hommes et les femmes.

La masculinité dans le bidonville prend forme à partir de la cohésion fraternelle, de la virilité ostentatoire et du statut de père acquis jeune. En dehors de cet espace toutefois, la fragilité

masculine resurgit immédiatement. En négatif de la sexualité procréative telle qu'elle se pratique au sein des foyers du bidonville, à l'extérieur, les hommes sont mis face à d'autres pratiques sexuelles et masculinités. Jouir de l'extérieur et en maîtriser les codes constitue une ressource importante, mais le prix à payer est la remise en question des certitudes fragiles qu'offre la masculinité tel qu'elle se bricole à l'intérieur du bidonville. Surtout, elle écartèle les hommes, les plus jeunes particulièrement, entre deux modèles de masculinité difficiles à mettre en cohérence l'un avec l'autre. Bien avant la fin de leur adolescence, les habitants doivent apprendre à accommoder la masculinité des pères et la masculinité des garçons. Cela en conduit certains, généralement ceux disposant du plus de ressources à se créer une deuxième vie, parfois réelle, le plus souvent fantasmée, en dehors du bidonville. Ces aventures créent des « moments de sexualisation » dans les parcours biographie, périodes pendant lesquelles sont essayés d'autres rapports à soi, avant que les hommes ne finissent par réintégrer le foyer.

Les femmes sont quant à elle contraintes d'exploiter au maximum les ressources disponibles à l'intérieur du bidonville. Le resserrement du contrôle social les oblige à s'investir pleinement dans leur rôle de mère et dans l'économie de la respectabilité. Jouer le jeu devient socialement vital puisque sortir de cette logique leur ferait courir le risque d'être marginalisée au sein du monde des femmes. Dès lors, elles se retrouvent enfermées dans une seule et même sphère de référence dont les contours sont édictés par les hommes, mais également par les partisans de la féminité maternelle et domestique. Le dévouement féminin est néanmoins à double tranchant : il laisse peu de marges de manœuvre tout en renvoyant vers l'extérieur les formes sexualisées de féminité. Pour échapper à ces logiques, les femmes déploient alors des stratégies multiples. Elles se cachent dans les recoins du bidonville et les interstices du quotidien pour cultiver des moments dédiés à elles-mêmes, grâce à de micros supports de féminité ; elles enferment dans leur imaginaire des scénarios identitaires ou biographiques dans lesquels elles s'extraient des déterminations, des vulnérabilités et des intrusions du monde social.

Dans le bidonville, c'est donc dans la relation à l'extérieur que se joue la différenciation des genres. À mesure que la masculinité se polarise, les femmes sont confinées dans le bidonville et doivent recréer de l'intérieur leur propre rapport à la féminité. D'un côté, les hommes sont écartelés entre deux formes de masculinité, de l'autre, pour échapper à leurs rôles de mère, les femmes créent des formes de féminités interstitielles ou imaginaires. Ainsi, masculinités et féminités se rejoignent sur une même crête : celle du secret. Les contraintes sociales qu'impose la vie dans le bidonville nécessitent d'invisibiliser les formes appropriées ou individualisées de l'identité sexuelle. Elles gommant l'aspect visible du travail d'appropriation et de détournement de la sexualité et créent ce qu'il serait possible d'appeler des « genres silencieux ».

Conclusion générale

« L'intégration fait voir ce qu'il y a d'organisé dans les segments sociaux, et comment l'organisation interne de ces segments, plus l'organisation générale de ces segments entre eux, constitue la vie générale de la société [...] Cette question de l'harmonie normale des sexes, des âges et des générations, et des divers sous-groupes (clans, castes, classes, confréries, etc.), les uns par rapport aux autres, cette question de l'harmonie intérieure à chacun d'eux et du rapport de ces harmonies diverses à l'harmonie générale et à la morale normale de la société, cette question est disparue de l'horizon sociologique. Or il faut la remettre au premier plan de l'étude et de la discussion »

(Mauss, 1969, p. 13).

Mon propos s'appuyait sur l'envie de comprendre comment se tissait le rattachement des habitants des bidonvilles à la société française. Il s'agissait alors d'analyser la façon dont, malgré les contraintes structurelles fortes pesant sur leur présence au sein du territoire, les épreuves sociales participaient à faire apparaître chez les habitants des bidonvilles un sentiment d'appartenance à la société française. C'était ainsi la teneur et la ténacité du lien citoyen au sein des bidonvilles qu'il paraissait heuristique de questionner. L'un des objectifs de ce travail était ainsi de poser mon regard sur ce qui participe, en dehors des institutions de la République, à l'élaboration d'une commune appartenance. C'est alors en interrogeant la façon dont les individus sont transformés par leurs expériences sociales que j'ai voulu mieux comprendre comment se fabrique le rattachement à la société française dans les bidonvilles.

Revenir sur les épreuves

Durant la description qui a été faite du bidonville de « La place », tout en gardant un regard sur les facteurs multiples d'exclusion, j'ai tenté de décrire et d'analyser les épreuves qui participent à faire se rencontrer les habitants et la société française, menant ainsi à l'élaboration

d'un « lien intégrateur ». Il est alors apparu que, loin d'être complètement déconnectés l'un de l'autre, l'espace du bidonville et la société française partageaient en réalité plusieurs grands types d'épreuves constituant le terreau de leur rapprochement mutuel. Ces épreuves sont autant de points de tension participant à interroger la place des individus au sein d'un monde commun tout en socialisant les habitants des bidonvilles aux contraintes structurant la société française. En outre, ces épreuves sont là pour nous montrer la fragilité des liens du bidonville avec l'extérieur et dès lors de mieux comprendre la faiblesse de certaines formes d'attachement à la France. Il semble alors maintenant important de revenir sur celles-ci pour les saisir de façon plus synthétique.

L'épreuve de la migration

La première épreuve est celle que j'ai tenté de décrire comme une « épreuve de la migration ». Cette situation d'exil ou de scission entre deux mondes, inscrit la présence des migrants au sein de la société française dans une tension constante entre l'acte de rester et celui de partir. Pour les migrants, la relation entre deux espaces de sens et d'appartenance prend des formes différentes selon l'intensité des échanges avec le pays de départ et le territoire d'arrivée. Cette situation induit un questionnement particulier des individus sur eux-mêmes. Il s'agit alors de trouver une cohérence entre deux parties de soi, de maintenir ou non sa présence dans deux espaces de sens pourtant scindés.

À « La place », la proximité sociale et spatiale de Bărbulești fait que le village continue à incarner le lieu de référence central pour les migrants. Ceci est d'autant plus vrai que l'histoire sociale et économique récente de la Roumanie a maintenu d'importantes relations de dépendance au sein même du village. En outre, les migrations massives vers l'Ouest depuis le début des années 1990 ont transformé l'inscription spatiale du village, le faisant passer d'un lieu fixe et centralisé à une organisation en réseau beaucoup plus flexible. Entre la diaspora et le village, les échanges se sont maintenus tout au long des années et à travers toute l'Europe. De nouveaux modes de communication et de transport sont venus renforcer cette relation et ont maintenu Bărbulești comme la centralité de référence pour les migrants. Néanmoins, la proximité géographique n'est pas la seule raison expliquant le lien fort qu'entretient Bărbulești et sa diaspora. En effet, les départs vers l'Ouest ont confronté un certain nombre de migrants à des conditions marquées par la pauvreté et l'exclusion. Le regroupement en petit groupe a ainsi été un moyen de s'assurer une protection collective. Pour les migrants, la référence à Bărbulești n'est pas seulement un repère identitaire, c'est également un refuge collectif face aux difficultés.

La synthèse entre l'appartenance au village de Bărbulești et la société française paraît alors d'autant plus complexe pour les migrants qu'ils dépendent des autres migrants du même village. Pour autant, les migrations participent à un éclatement de la communauté de Bărbulești, créant des spécificités distinguant chacune des implantations. Ces distinctions progressives des groupes mènent les migrants à un questionnement sur eux-mêmes et finalement sur leur appartenance au monde social les environnant. L'inscription des habitants du bidonville au sein de la société française dépend ainsi de la tension s'exerçant entre l'attraction aux villages et l'ancrage dans l'espace migratoire. Néanmoins, le déplacement à la fois social, spatial et identitaire produit par la migration mène les individus à interroger leur culture et la place que celle-ci continue de jouer dans leur vie quotidienne.

L'épreuve de la ville

Dans le déroulement de mon propos, je suis progressivement arrivé vers ce qu'il m'a semblé pertinent de nommer une « épreuve de la ville ». En effet, l'urbain contemporain met en contact les groupes sociaux les uns aux autres et donne aux individus la responsabilité de trouver leur place au sein d'un réseau de relations en constante reconfiguration. Pour autant, cette hétérogénéité de contact ne signifie pas un brassage généralisé des groupes sociaux. Au contraire, la ville urbaine spécialise les espaces et tend à regrouper au sein de mêmes territoires, des populations aux caractéristiques en partie similaires. Pour bon nombre d'habitants de bidonvilles, la ville ne constitue pas pour eux un ancrage social et spatial fixe, mais plutôt le lieu d'une ré-élaboration constante plus ou moins subi des liens qu'ils tissent et du rôle qu'ils s'octroient au sein des agglomérations. Cette situation conduit un certain nombre de migrants à rester mobile à l'échelle régionale, française ou européenne.

Pour les habitants de « La place », leurs parcours urbains les ont conduits à tisser progressivement des liens au sein de l'agglomération, ancrant et stabilisant leur place socialement, spatialement et économiquement. Ce processus s'est déroulé durant de longues années malgré la fragilité des ressources dont ils disposaient en acquérant progressivement des connaissances et des compétences améliorant leur condition de vie. La place acquise à Nancy est ainsi le résultat de multiples connexions stabilisées au cours du temps.

Pour autant, cet amarrage reste foncièrement fragile. Les ressources économiques des migrants de Bărbulești sont soumises à de multiples aléas et les compétences nécessaires pour obtenir des revenus doivent être constamment réévaluées au vu de facteurs dépendants aussi bien du niveau local que mondial. Une tension permanente structure ainsi le quotidien des habitants du bidonville de « La place » et plus généralement des migrants originaires de Bărbu-

lești. D'un côté, la décision de se maintenir dans la mobilité pour accéder à des revenus plus importants et échapper aux expulsions. De l'autre, s'inscrire dans un territoire dans l'espoir de progressivement acquérir des ressources et des compétences donnant accès à une stabilisation de leur condition urbaine. Dans le cas présent, on observe que les décisions prises par les migrants originaires de Bărbulești divergent d'une situation à une autre : ceux disposant du plus de ressources ont parfois fait le choix d'améliorer leur condition en changeant ponctuellement leur lieu d'implantation, d'autres ont préféré investir le lieu dans lequel ils se trouvaient alors pour maintenir les ressources dont ils disposaient. L'épreuve de la ville oblige donc les migrants à réévaluer en permanence leur position au sein de l'espace urbain en fonction des ressources économiques ou sociales ainsi que des autres individus et groupes sociaux, interrogeant par extension la place qu'ils occupent au sein de la société française.

L'épreuve de l'habiter

Durant ce travail, une troisième question interrogeant le fondement même du bidonville est apparu : l'épreuve de l'habiter. L'acte d'habiter induit une appropriation de l'espace, un travail à partir d'éléments naturels et sociaux préexistants pour adapter les fonctions ainsi que les caractéristiques du territoire et faire de celui-ci un « chez-soi ». Dès lors, l'acte d'habiter interroge les individus sur leur capacité à demeurer dans leur être, à se fixer à un lieu les définissant et finalement dire qui ils sont. Néanmoins, il les questionne différemment selon la relation que les individus entretiennent à l'urbain et l'urbanité. Pour les individus ultra-mobiles intégrés à l'urbain mondialisé, l'habitat se résume parfois à quelques points fixes éclatés dans différents espaces du monde, tandis que le logement constitue un enjeu de taille pour une grande partie des classes populaires pour sauvegarder leur existence.

Pour les habitants de « La place », le bidonville est un refuge, un lieu à distance des agressions sociales et symboliques que fait encourir la ville. L'espace collectif ancre des pratiques communes fortement vectrices de sens et assurant à tous une place au sein d'un lieu à habiter. Toutefois, si l'espace du bidonville a pu représenter un territoire dans lequel les migrants ont trouvé à un moment donné un lieu convivial à distance des craintes provoquées par le monde urbain, petit à petit, la présence collective a pu apparaître comme un poids. D'une certaine manière, la normativité forte pesant sur les comportements individuels au sein de « La place » limite les processus d'appropriation de l'espace individuel. Pour autant, cela n'empêche pas les foyers de se créer à l'intérieur des cabanes et des caravanes des espaces investis personnellement et émotionnellement, mais l'espace à la distance des regards tel qu'on le conçoit dans l'acceptation contemporaine de la notion du « chez-soi » reste fortement fragilisé et limité.

Ainsi, « demeurer » sur le bidonville c'est être mis face d'un côté à une dépendance maintenue face à un collectif pourvoyeur de sens à donner à l'espace habité ; de l'autre, c'est une appropriation individuelle de l'espace trouvant des interstices au sein de chaque habitation, mais dont la portée reste limitée. Dès lors, l'expérience mettant les individus face à la nécessité de préserver leur « être », interroge les individus sur le lieu où ils habitent et donc la part qu'occupe la société française dans ce qu'ils sont.

L'épreuve de la race

Le propos avançant, transparaît alors la quatrième étape : l'épreuve de la race. En différenciant et hiérarchisant les groupes humains en fonction de critères physiques ou culturels, le racisme questionne les formes du « nous », il demande aux individus de formaliser leur appartenance collective au sein de la société française et de se définir eux-mêmes.

Depuis que les bidonvilles sont apparus sur le sol français, un certain nombre de discours de représentants politiques et médiatiques ont voulu en faire l'illustration des caractéristiques raciales des populations qu'ils souhaitaient pointer du doigt. Les bidonvilles ont incarné l'idée assimilant les manières d'habiter et de vivre des habitants à leurs caractéristiques culturelles ou biologiques. La période récente ne déroge pas à la règle. La succession d'épisodes politico-médiatique sur la « question rom » a mené à l'apparition d'une nouvelle figure ethnique qui vient s'ajouter à un ensemble de groupes qui composeraient la partie la plus marginale de la société française.

À Maxéville, la confrontation à la notion de Roms interroge la place des habitants au sein de la société française. Que ce soit par les représentants politiques et institutionnels, les résidents du quartier ou les médias, l'utilisation de la catégorie de Roms oblige les habitants du bidonville à se définir collectivement et à donner forme à leur propre identité. Ce travail de caractérisation de l'appartenance des habitants passe par la remobilisation des identités antérieures, mais également par une réappropriation et un détournement de la catégorie ethnique de Roms. La capacité des habitants à donner forme à leur identité collective est alors relative aux ressources dont ils disposent pour interagir avec les autres acteurs sociaux et négocier le stigmatisme associé aux bidonvilles. En outre, cette situation les mène à devoir se positionner vis-à-vis des autres groupes présents sur l'agglomération. Au fil des années, à mesure des rencontres, les habitants ont ainsi construit un répertoire d'identité les définissant collectivement en fonction des contextes et des interlocuteurs.

Ainsi, la tsiganéité, l'évangélisme, la culture de rue, le capital guerrier constitue autant de vecteurs d'identification qui participent progressivement à faire tomber les barrières entre les

groupes racisés et mènent à la création de nouvelles entités sociales au sein desquels les individus peuvent échanger des références partagées. Dans chacun des cas, la citoyenneté des habitants est questionnée puisqu'en définissant leur rattachement, ils se positionnent en fonction des groupes sociaux formant la société française.

L'épreuve du genre

J'ai complété ces quatre épreuves par une cinquième, celle du genre. En effet, tandis que les identités sexuelles sont des constructions sociales transformées et éprouvées par la rencontre avec de nouvelles formes de sexualité, les transformations sociales peuvent remettre en question, à la fois les différences entre les sexes et la façon dont s'organisent les sexualités. Pour les populations migrantes, la confrontation à la société française questionne ainsi la façon dont s'organisent et se structurent les identités sexuelles.

À « La place », la vie sur le bidonville réoriente la relation entre les sexes et la façon dont les individus donnent sens à la sexualité. Comme souvent chez les classes populaires ou les populations migrantes, les espaces vers lesquels les sexes s'orientent se sont clivés au fil des années. Du fait des activités économiques, les hommes ont été conduits à passer à l'extérieur du bidonville beaucoup de temps durant lequel ils ont acquis des libertés en échappant aux regards de la collectivité. Au contraire, les femmes se sont repliées sur l'intérieur du bidonville, entre elles, sous la surveillance collective des unes et des autres. Ce clivage a mené à des dynamiques différentes à l'intérieur des rôles sexuels. Alors que les hommes sont conduits à interagir avec beaucoup d'autres formes prises par la masculinité, au contraire pour les femmes il s'agit souvent du conservatisme qui prime et les amène à s'enfermer dans leur rôle de mère.

Dans le cas des migrants de Bărbulești, le renforcement du clivage entre les rôles sexuels peut en partie être relativisé par l'inscription depuis une longue période des migrations économiques masculines, conduisant alors à un schéma d'organisation des rôles sexuels, en partie similaire à celui du bidonville. La promiscuité entre les habitants renforce néanmoins cette division entre les sexes et mène à un contrôle social accru sur les femmes. Pour autant, la liberté masculine reste limitée dans la mesure où, pour la majorité âgée, les hommes de « La place » ne jouissent finalement que très peu de leur présence plus importante en dehors des portes du bidonville. En l'occurrence, pour la majorité d'entre eux, la relation à l'extérieur s'apparente à celui des femmes, c'est-à-dire qu'il se limite à quelques échanges avec les contacts économiques qu'ils ont noués, aussi bien en ce qui concerne la mendicité que la récupération de ferraille.

Néanmoins, la vie urbaine questionne les rôles sexuels. Que ce soit les hommes ou les

femmes du bidonville, la confrontation de leur identité sexuelle avec celles de la société française interroge la division traditionnelle des rôles et les significations associées aux genres. Elle pose ainsi la question de leur rattachement en tant qu'individu à des identités sexuelles communes.

Trois régimes de sens

Ainsi, comme dans la société contemporaine, il est possible d'observer dans le bidonville des modes de réflexivité servant aux individus à donner sens à leur existence. En effet, tandis que les interrogations que les individus portent sur eux-mêmes pourraient être vues dans cette situation comme les débris d'une culture psychologique de masse telle que la nommait Robert Castel (2011) et qu'il voyait se diffuser dans la société française au début des années 1980, il apparaît que la réflexivité a largement pénétré le monde du bidonville et qu'un certain nombre d'habitants se sont emparés de ces outils de pensée.

Des épreuves que je viens de résumer, il est possible de faire ressortir des types idéaux de la manière dont les habitants donnent sens à la place qu'ils occupent au sein de la société française. Bien que la réalité soit souvent beaucoup plus complexe, ces types idéaux (Weber, 1992) permettent de simplifier la manière dont les individus inscrivent leur présence et leur parcours. Ainsi, chaque habitant se trouve à l'interface de ces régimes, parfois plus dans l'un que dans les autres. Il s'agit donc de support dans lequel les individus viennent puiser pour donner une cohérence à leur situation. Pour le dire autrement, ces régimes de sens sont ce qui permet de maintenir la signification du « monde du bidonville » (Céfaï, 2015 ; Strauss, 1992). Chacun de ces régimes sont ainsi mis à l'épreuve les uns par les autres au sein d'une économie des valeurs morales spécifiques, de telle manière à ce que loin d'être un univers de sens statique, le bidonville est en réalité animé par de multiples tensions internes participant à la redéfinition constante du sens que les habitants attribuent à leur place aussi bien dans leur lieu de vie qu'au sein de la société française. En cela, il est possible d'identifier différents types de « grandeur » servant à justifier chacun de ces régimes (Boltanski et Thévenot, 1991). Trois ordres de signification peuvent ainsi être identifiés : 1) le traditionalisme, dont la grandeur est relative à la fidélité aux valeurs laissées au village de Bărbulești; 2), le communautarisme, mettant en avant une reconfiguration élargie de l'appartenance collective ; 3) le singularisme valorisant la grandeur individuelle et l'émancipation des contraintes collectives.

Les traditionalistes

Parmi les habitants, on retrouve un certain nombre de discours revendiquant une appartenance sans failles au village de Bărbulești. Dans ce régime, le village continue d'incarner l'horizon de sens principal et l'appartenance individuelle ou collective se définit par la place occupée au sein du village dont sont originaires les habitants. Dans le cas présent, le bidonville incarne un poste avancé momentané du village et le retour est considéré comme la principale perspective en attente. Ainsi, pour ce régime de sens accordé à la vie collective sur le bidonville reproduit celle du village. En cela, les valeurs qui soutiennent ce régime de sens sont avant tout celles de la « fidélité aux traditions ».

Ainsi, chaque pratique renvoyant à Bărbulești est chargée d'une forte puissance émotionnelle. Les manières de faire villageoises peuvent prendre aussi bien la forme de festivités, du débitage d'animaux, du visionnage de message et de vidéo diffusé sur les réseaux sociaux, la transmission des codes et des connaissances, etc. Le traditionalisme conserve l'idée d'une organisation sociale structurée par la parenté. En outre, le maintien des relations avec le village permet de maintenir la puissance de cet ordre de grandeur. L'entretien de la maison en Roumanie permet de maintenir la présence des individus là-bas, mais également de faire la démonstration de leur investissement au village.

Néanmoins, cet ordre de grandeur s'exprime de façon différente en fonction des générations. Pour les plus anciens, il s'agit de rester conforme à la vie quittée par contrainte pour tenter de réunir un capital économique à l'ouest et s'assurer une vie décente au village. Pour les plus jeunes, en particulier ceux ayant grandi à l'Ouest, la fidélité aux valeurs traditionnelles est en partie animée par une représentation fantasmée de la vie d'antan au village, la solidarité tzigane et des manières de vivre s'opposant aux contraintes sociales qu'ils rencontrent en France.

Or, certains changements dans l'organisation collective qu'opère la migration peuvent être considérés comme une trahison vis-à-vis de l'ordre traditionnel. On retrouve cette idée dans la critique que peut faire le régime traditionaliste aux autres formes de grandeurs. Ainsi, le traditionalisme reproche au régime communautariste un affaiblissement de la cohérence du système de valeurs villageois au profit d'un nouvel ordre de grandeur édicté par des individus extérieurs, puisque, pour eux, c'est l'unité du système de valeur de Bărbulești qu'ils trahissent. Néanmoins, les deux régimes se rejoignent l'un et l'autre autour de la nécessité de préserver des solidarités collectives fortes.

En outre, le régime traditionaliste s'oppose au singularisme sur plusieurs points également. En effet, le singularisme est perçu comme délaissant l'ordre social structurant l'organisation

sociale au village. Les singularistes tendraient à valoriser la grandeur individuelle au déficit des hiérarchies traditionnelles. Pour autant, singularisme et traditionalisme se rejoignent sur le sujet de la valorisation d'un mode de vie mettant au centre des pratiques l'hédonisme, la bonne chère, les fêtes alcoolisées et l'exubérance.

Les communautaristes

Un deuxième ordre de grandeur renvoie à un régime valorisant le rattachement à un groupe d'appartenance reconfiguré. Le régime communautariste est profondément associé à l'évangélisme et à une communauté de croyants aux limites beaucoup plus souples que dans le cas des traditionalistes. Ainsi, la redéfinition des ordres de grandeur passe par l'intégration d'un certain nombre de pratiques relatives au culte évangéliste. Dans ce cas de figure, il s'agit d'une hybridation entre les valeurs structurant le collectif villageois et les pratiques culturelles évangélistes. Bien que la conversion d'un bon nombre d'habitants du bidonville se soit amorcée en Roumanie, le bidonville accélère l'intégration au sein de la communauté évangéliste locale, se revendiquant tzigane ou non, de nationalité française ou roumaine. Les communautaristes voient ainsi dans l'évangélisme une manière d'accéder à un groupe d'appartenance aux normes et valeurs rééquilibrant le collectif face au basculement de l'organisation sociale villageoise. La diaspora et les installations en bidonville incarnent ainsi l'éclatement du collectif en différents groupes, chacun inséré différemment dans une communauté évangéliste globalisée. Ainsi le communautarisme rattache les habitants du bidonville de « La place » dans un collectif élargi au sein duquel le village de Bărbulești n'est plus la référence principale.

Ainsi, la grandeur centrale définissant ce domaine est l'investissement des individus dans le travail de création de liens dans une communauté renouvelée. La pratique collective du culte partagée avec d'autres groupes confronte à des valeurs nouvelles qu'il s'agit d'intégrer pour maintenir la cohérence entre les collectifs constituant la communauté Évangéliste. Dans ce régime, c'est la capacité des individus à maintenir le lien entre les groupes qui est considérée comme grande. Le pratiquant évangéliste se doit ainsi de créer des ponts et de suivre le dogme en soumettant sa vie à la critique des valeurs promues par le culte. Dès lors, la grandeur au sein du régime communautariste repose beaucoup plus sur la force morale individuelle ainsi que la capacité à respecter les valeurs et les pratiques évangélistes. Le mode de vie promu par la grandeur communautariste s'appuie alors sur la sobriété de la vie du croyant, le refus de l'alcool, de la drogue, des cigarettes, des relations extra-conjugales, des dépenses ostentatoires, de l'exubérance monétaire, etc.

Ainsi ce régime se distingue par la revendication d'une certaine forme de modernisme face

à l'archaïsme qu'incarnerait le régime traditionaliste. La distinction que revendique le communautarisme vient justement de la réactualisation du système de valeurs morales défendues par le traditionalisme pour l'adapter à la nouvelle organisation des migrants au sein de laquelle le collectif ne s'inscrit plus en tant qu'îlot d'appartenance, mais bien plutôt comme un archipel. En outre, le communautarisme revendique un système de valeur cherchant à se prémunir des déviations morales du traditionalisme. Il s'agit ici de dénoncer le consumérisme, les dépenses ostentatoires, l'alcoolisme, la luxure qui aurait provoqué la désagrégation de la communauté villageoise.

En outre, le communautarisme entretient une relation ambivalente au singularisme. Il dénonce l'égoïsme des comportements qu'induit la valorisation des individualités. La mise en avant des singularités individuelles est considérée comme une remise en cause de l'objectif que s'est fixé le communautarisme de veiller à la reconfiguration d'une appartenance collective élargie. En outre, comme dans le cas du traditionalisme, le singularisme pose la question de la place accordée aux jouissances individuelles ou collectives, promptes à déstabiliser l'ordre social. Néanmoins, communautarisme et singularisme se rejoignent sur la question de la place à accorder à l'individu au sein du système de valeur contemporain. Si le communautarisme est prompt à poser des limites à accorder aux individualités, ces deux systèmes de grandeur valorisent néanmoins une responsabilisation accrue des individus. Que ce soit dans l'un ou l'autre cas, les grandeurs individuelles sont attribuées en fonction de la force de chacun à redéfinir le cadre moral collectif. Alors que le traditionalisme tend plutôt à revendiquer une fixité du cadre moral, au contraire communautarisme et individualisme se rejoignent sur la valorisation des initiatives individuelles en tant que ressource enrichissant le système moral collectif.

Les singularistes

Le singularisme pose quant à lui comme référence principale la valorisation des expériences individuelles. Dans ce régime, ce n'est plus le collectif qui constitue le support principal des valeurs, mais au contraire l'individu. Ainsi, c'est par la réalisation existentielle que les habitants peuvent accéder à la grandeur. Il ne s'agit pas seulement de répondre aux attentes du système de valeur collectif, mais de définir par soi-même les éléments constituant ce qui peut être considéré comme grand. Le régime singulariste célèbre la force morale individuelle, non pas comme une capacité à imposer sa place au sein du collectif, mais également comme une manière de se réaliser existentiellement. Les nouvelles technologies offrent ainsi un support à ce travail sur soi, notamment par la mise en mots et en images des moments biographiques.

Les valeurs singularistes passent, en premier lieu, par la mise en récit de ce que les individus déterminent comme étant singulier dans leur existence. Néanmoins, ce type de récits reste assez rare au sein de « La place » puisqu'ils restent avant tout réservés avant tout aux hommes les plus jeunes, conduits à connaître en dehors du bidonville des moments sortant des expériences partagées par l'ensemble des membres du bidonville. Ces épreuves individuelles, loin d'être seulement rattachées aux existences collectives, sont mises en récit par certains des habitants pour en faire l'une des pierres angulaires de leur singularité.

Tandis que dans le cas des régimes de grandeur traditionaliste et communautariste ce sont les qualités collectives qui sont célébrées, dans ce régime ce sont les singularités individuelles qui structurent le système de valeurs. Dans les deux autres régimes ce sont les célébrations réunissant les habitants du bidonville qui valorisent la grandeur du collectif. Au contraire, dans le régime singulariste, c'est la célébration des particularismes individuels qui est le fondement des moments collectifs. En effet, les habitants célèbrent de plus en plus couramment les anniversaires et ils connaissent de mieux en mieux les dates ainsi que les moments importants de leur biographie respective. Les particularismes individuels sont valorisés autant que possible comme des marques de la réussite personnelle.

Comme on l'a vu, le régime de grandeur singulariste trouve des points d'achoppement avec les régimes traditionaliste et communautariste. Néanmoins, les oppositions se font sentir sur plusieurs points. La critique principale adressée à ces deux régimes par l'ordre de grandeur singulariste découle de la faible liberté laissée aux individus dans chacun d'entre eux. Alors que dans le régime traditionaliste c'est la différenciation entre les générations qui structure l'organisation collective, dans le régime communautariste c'est l'investissement dans l'animation de la vie collective qui organise les relations au sein du groupe. Pour le régime singulariste, cette dépendance à des ordres déterminant les positions individuelles constitue un frein à la réalisation existentielle individuelle. C'est pourquoi, pour le régime de grandeur singulariste, le bidonville constitue une amorce pour accéder aux ressources nécessaires à la réalisation personnelle, mais il maintient également les dépendances à l'intérieur de la communauté et soumet l'individu au poids du contrôle collectif.

Citoyens des bidonvilles ?

Au moment de conclure ce travail, peut-on finalement approuver la remarque de Michel Agier lorsqu'il déclare que : « Le mot "bidonville" (ou slum) résonne médiatiquement ou sur le plan politique, mais il ne sert pas réellement sur le plan de la connaissance » (Agier, 2015,

p. 199) ? Il me semble important de nuancer ce propos. Si tout au long de mon travail j'ai tenté de montrer en quoi la notion de bidonville pouvait être un piège pour la réflexion, il me semble néanmoins qu'elle permet de réfléchir une certaine forme d'agencement des épreuves auxquelles sont confrontés les individus. Pour autant, tel que je l'ai précisé en introduction, les épreuves décrites sont les plus saillantes parmi celles d'un « répertoire d'épreuve ». La notion de bidonville m'a permis de réfléchir des agencements particuliers dans la manière dont se construit le rattachement des individus à la société française. Toutefois, je n'ai pas tenté de restreindre la portée de la notion de bidonville à un périmètre délimité. Au contraire, il me semble que c'est en laissant ouvert le répertoire des épreuves qu'il est possible de réfléchir à une condition commune des habitants des bidonvilles.

La citoyenneté en bidonville ?

L'analyse des épreuves constituant la condition sociale au sein des bidonvilles m'a permis d'observer que l'attachement à la société française passait également par des processus prenant sens au niveau individuel. Les cinq épreuves que j'ai décrites sont relatives à des expériences mettant les individus face à eux-mêmes et elles interrogent la manière dont le bidonville questionne les identités. On a ainsi vu que malgré les contraintes structurelles pesant sur eux, les habitants du bidonville se construisent et se trouvent progressivement une place au sein de la société française. Ces observations sont d'autant plus vraies que les bidonvilles ne sont jamais coupés de l'État. Ils continuent d'être confrontés à des représentants des institutions et ne se trouvent pas dans des enclaves renfermées sur elles-mêmes comme dans le cas de certains grands ghettos américains (Wacquant, 2011). Dès lors, si les représentants de la République, placés au plus haut de l'échelle étatique, peuvent agir de manière à rendre le statut des habitants des bidonvilles comme celui de « citoyen de seconde zone », au niveau local, certains acteurs institutionnels, associatifs ou civils maintiennent l'existence de l'idée républicaine et participent à faire des habitants des bidonvilles des citoyens parmi d'autres.

Néanmoins, à un moment où l'on questionne de plus en plus la capacité de l'État à maintenir le rattachement d'une partie de la société à l'idée républicaine, j'ai fait le choix dans ce travail de mettre de côté l'action intégratrice des institutions pour mieux souligner le rôle joué par les épreuves « ordinaires » et « silencieuses ». On a pu ainsi voir que le rattachement à la société française passait par d'autres biais. Ces observations nous montrent que l'intégration ne se construit pas uniquement à partir des institutions, mais également par la relation que créent les individus aux différents mondes sociaux auxquels ils se confrontent. La socialisation à l'expérience commune de la société française passe par des mécanismes spécifiques à la

position des individus au sein de la société.

Néanmoins, dans le cas du bidonville de « La place », j'ai essayé de montrer que les épreuves du bidonville ralentissaient l'accès à une commune appartenance à la société. En effet, la faiblesse des ressources disponibles servant à donner sens et à répondre aux différentes épreuves met en attente l'accès à un sentiment de citoyenneté des habitants du bidonville. On peut ainsi parler d'une « citoyenneté ajournée », dans le sens où le bidonville ne s'oppose pas frontalement à la création de liens entre ses habitants et la société française, mais il ralentit et fragilise la relation se nouant entre ces deux mondes sociaux. Ainsi, les épreuves du bidonville repoussent et mettent en attente les réponses individuelles et les liens tissés avec la société française, enfermant ainsi les habitants dans une même condition sociale et matérielle les contraignant à faire corps collectivement. Pour le dire autrement, en fragilisant la singularisation des individus, le bidonville participe à affaiblir, à mettre en attente leur attachement à la société française. Comme le rappelait Marcel Mauss : « L'attente est l'un des phénomènes de la sociologie les plus proches à la fois du psychique et du physiologique, et c'est en même temps l'un des plus fréquents » (Mauss, 2013, p. 307). Le bidonville maintient ainsi ses habitants dans une certaine forme de statisme matériel, social et identitaire, les reléguant en marge du monde commun. Il fait de l'attente la posture par défaut face au monde extérieur.

En résumé, l'analyse ethnographique du bidonville montre que l'intégration ne fait pas pour autant le citoyen. En conséquence, si le travail de socialisation à la société française continue de fonctionner, la résorption des bidonvilles, et l'intégration de leurs habitants ne pourront sans doute pas fonctionner sans la mise en place de politiques publiques ambitieuses permettant de pallier les défaillances du système de protection sociale français et les difficultés rencontrées par les institutions républicaines.

En outre, on voit que l'échelle nationale continue d'être celle à laquelle les habitants font référence dans leur vie quotidienne. La conscience cosmopolite soulignée par Michel Agier reste relativement faible et c'est plutôt par les médias ainsi qu'internet que les habitants du bidonville se confrontent à l'échelle Monde aujourd'hui. Concevoir les habitants des bidonvilles comme des citoyens d'un espace urbain mondialisé, c'est donc passer à côté des mécanismes d'identification qui continuent à renvoyer leur regard vers l'échelon national plutôt qu'international.

Des territoires à l'épreuve des bidonvilles

Dès lors, trois résultats ont émané de ce travail et méritent d'être réinterrogés à la lumière d'autres situations et groupes sociaux : les types d'épreuves participant à l'élaboration d'un

sentiment d'appartenance élargi, la signification que les habitants des bidonvilles donnent à leur place au sein d'un monde commun, l'idée d'un « ajournement citoyen » d'une partie de la société française.

Dans un premier temps, les épreuves du bidonville qui ont été soulignées ici peuvent être doublement confrontées à d'autres cas d'étude. Tout d'abord par la manière dont elles socialisent et impactent les habitants. Chacune d'entre elles produit des effets sur la relation entre les individus et leur commune appartenance à la société. Néanmoins, ces effets varient en fonction des ressources dont disposent les individus et des contextes dans lesquels ils s'inscrivent. Dès lors, chaque épreuve mérite d'être éclairée face à l'expérience que peuvent en faire d'autres groupes sociaux aussi bien en bidonville qu'ailleurs. Celles-ci peuvent nous permettre de mieux comprendre la façon dont se rattachent silencieusement à la société française les individus se trouvant en marge, fragilisés dans leur rapport à la citoyenneté. Dans un second temps, la manière dont ces épreuves s'agencent les unes par rapport aux autres peut être relue en fonction des contextes et des formes de configurations sociales. En effet, c'est par l'accumulation des épreuves que prend forme la spécificité du bidonville. Ainsi, la relation entre ces épreuves peut permettre de mieux comprendre les distinctions structurant les différentes formes de vulnérabilité et de précarité face à l'habitat. Il est alors possible d'étendre le questionnement amorcé ici à d'autres contextes de bidonvilisation, aussi bien dans les pays du Nord que du Sud.

Dans un deuxième temps, c'est la signification que les habitants donnent à la place qu'ils occupent en France qui peut être interrogée. Cette observation prend d'autant plus sens que les formes prises par les bidonvilles en France sont hétérogènes et éclatées. La condition commune partagée par les habitants roumains ou bulgares identifiés comme Roms dans les grandes agglomérations de métropole, les migrants extraeuropéens dans le nord de la France et l'agglomération parisienne, les demandeurs d'asile comoriens ou surinamais représentent autant de situations dont la similarité des expériences peut être pensée. Cette hétérogénéité des situations apparaît d'autant plus pertinente à analyser qu'elle nous permet de saisir la citoyenneté par ses marges et d'observer comment se fabrique par le bas le sentiment d'appartenance à la société française. La signification que ces différentes populations donnent à leur présence en France peut ainsi être questionnée de telle manière à voir comment se fabrique dans des situations de forte marginalité l'appartenance citoyenne.

Dans un troisième temps, c'est l'idée d'une citoyenneté limitée, ajournée et en attente qui peut être revue à partir de problématiques nouvelles. Ainsi, les dispositifs de résorption des bidonvilles peuvent être analysés à la lumière de leur capacité à générer un attachement citoyen à la société française. C'est ainsi à partir de ces éléments qu'il serait intéressant de saisir le rôle

joué par les acteurs de ces projets, la manière dont ils s'attachent à ces problématiques et la façon dont est prise en considération la conception de la citoyenneté des populations ciblées par ces projets. Si les habitants des bidonvilles forment l'une des figures médiatiques les plus récurrentes pour illustrer la situation des populations en marge de l'idée d'une commune appartenant à la société française, ils ne sont néanmoins pas les seuls à habiter les limites de la République. L'étude des « mondes sociaux » mis face à une « citoyenneté ajournée » nous informe ainsi sur la manière dont se fabrique un sentiment d'appartenance commun à la société française. Surtout, elle interroge le rôle des institutions républicaines, aussi bien en termes de politiques nationales qu'au niveau du rôle joué par les acteurs locaux. Plus généralement, il s'agit de revenir sur les dispositifs mis en place pour intégrer, mais également générer une citoyenneté partagée au sein même des groupes sociaux chez qui le sentiment d'être pris en compte par les institutions républicaines fait défaut.

Épilogue sur la fin de « La place »

En juillet 2018, au moment où ces lignes sont écrites, la situation des familles de « La place » a bien changé. Elles habitent toujours sur l'agglomération nancéenne, mais elles ont quitté le bidonville depuis plus de deux ans et elles vivent aujourd'hui dans des logements sociaux. Depuis cette période, j'ai gardé des contacts avec l'ensemble d'entre-elles. Toutefois, c'est surtout avec quatre familles que j'ai conservé une amitié solide et ce sont elles que j'ai continué à voir très régulièrement, au minimum une fois par mois.

Nos relations ont très vite évolué à mesure que les anciens habitants de « La place » se sont approprié leur nouveau lieu de vie. Il ne s'agit alors plus pour moi de passer à l'improviste comme cela était le cas au moment de « La place », nous nous mettons maintenant d'accord sur l'heure à laquelle je peux venir les voir. J'ai ainsi appris à venir les voir plus tôt, beaucoup d'entre elles préférant être seules après 19h. Les transformations de nos relations illustrent la manière dont l'arrivée au sein des appartements a profondément bouleversé les relations que les anciens habitants de « La place » entretiennent avec l'organisation familiale, mais également la communauté de migrants de Bărbulești, la congrégation évangéliste de Nancy et les institutions de la société française.

L'ensemble des familles du bidonville a été relogé après la fermeture du bidonville le 26 avril 2016. L'attribution des appartements a été réalisée par un comité réunissant les bailleurs, la préfecture, les représentants de la mairie de Maxéville et l'association gestionnaire du projet de relogement. Le choix des logements s'est réalisé en fonction de critères édictés par les dif-

férents acteurs et des caractéristiques de chacune des familles. Ainsi, les ex-habitants du bidonville ont été peu consultés à propos des logements leur ayant été attribués. Deux réclamations principales se sont dessinées au fil du temps. Certaines familles se sont rapidement plaintes de la hauteur à laquelle se trouvait leur appartement, la plupart d'entre elles ont eu du mal à supporter un logement se situant au-dessus du quatrième étage. Un deuxième type de réclamation est venu de l'emplacement des appartements, si certaines familles ont été relogées à proximité les unes des autres, plusieurs d'entre elles se sont retrouvées relativement isolées des autres. En outre, deux familles se sont plaintes du quartier dans lequel elles ont été logées, jugeant que celui-ci était dangereux et réservé à des « cas sociaux ». Plusieurs familles ont alors mis en place des démarches pour changer de logement, ce qui s'est traduit par quelques déménagements un an et demi après la fermeture de « La place ». Certaines ont été relogées dans de nouveaux quartiers et deux d'entre elles dans une autre ville à quarante kilomètres de Nancy.

L'appropriation des appartements a été profondément variable. Tandis que certaines familles ont rapidement pris possession de leur nouvel espace de vie en y installant une décoration abondante et en améliorant le confort mobilier, d'autres, au contraire, ont gardé pendant plusieurs mois les mêmes meubles que dans le bidonville et n'ont qu'assez peu personnalisé leur habitat. L'attachement à l'espace privé et l'intimité retrouvée se sont néanmoins très vite faits sentir. Alors que dans le bidonville chaque partie du logement était accessible au visiteur, petit à petit, certaines pièces ont été protégées du regard des visiteurs extérieurs. La porte de la chambre à coucher ouverte durant les premières semaines ayant suivi l'installation est restée de plus en plus fermée. Le visiteur a été invité à rester le plus généralement dans le salon ou la cuisine. La transformation du rapport à l'espace du logement s'est également matérialisé par des changements dans les postures corporelles. Les corps se sont relevés au fil des mois, ils se sont tenus plus droits et leur manière de se déplacer dans le logement s'est effectuée d'un pas de plus en plus ample, libéré de la gêne provoquée par l'encombrement des meubles, des marches, des bouts de linoléum repliés, des matériaux de construction au sein de l'espace du bidonville.

Parmi les changements opérés à l'intérieur des cellules familiales, l'élément le plus flagrant a sans aucun doute été l'émancipation progressive, mais rapide des noyaux nucléaires. Tandis que jusqu'au moment du départ de « La place » les groupes familiaux continuaient d'entretenir des liens de dépendance forts au sein des foyers, très rapidement, une fois la répartition des appartements effectuée, les différents groupes nucléaires ont pris leur distance les uns par rapport aux autres. Cet éloignement s'est néanmoins produit dans quelques cas avec une certaine tension. Ainsi, dans le cas de groupes familiaux s'organisant à partir du père, de la mère et des

enfants mariés, les mêmes disputes, jusqu'ici inédite de par leur intensité, sont apparues à propos des trop grandes libertés prises par les enfants d'un côté et de l'emprise trop forte que tendraient à maintenir les patriarches et matriarches de l'autre. Néanmoins, différents agencements se sont trouvés au fil du temps. Certaines cellules familiales sont restées plus proches les unes des autres, chacune apprenant à se rendre visite quand cela était souhaité tout en assurant son devoir de solidarité familiale lorsqu'il était nécessaire. À l'intérieur des groupes nucléaires, des changements se sont opérés également dans la relation se déployant entre les générations, le statut des enfants s'est de plus en plus démarqué dans le fonctionnement familial. Cette situation s'est accentuée avec la spécialisation accrue de l'espace et du temps leur étant dédié. Des chambres leur sont spécialement attribuées tandis que le temps réservé à l'école et aux devoirs possède de plus en plus leur autonomie par rapport aux autres moments familiaux.

En outre, le fonctionnement au sein des groupes familiaux a lui aussi profondément évolué. La division des rôles sexuels a connu des changements à mesure que chacun des membres du couple s'est réapproprié les territoires du logement et de l'extérieur. Les femmes ont ainsi pu bénéficier d'une plus grande marge de liberté à mesure que disparaissait le contrôle social qui pesait sur elle au sein du bidonville. C'est d'ailleurs à ce niveau que les transformations ont été les plus importantes. Pour un bon nombre d'entre elles, les premières semaines dans les appartements n'ont pas été les plus évidentes. Beaucoup ont connu un sentiment d'enfermement brutal, alors que le bidonville les mettait en contact constamment avec d'autres femmes. En outre, la charge de travail domestique s'est révélée bien moindre, tant et si bien que la majorité des femmes se sont retrouvées face à des plages horaires d'ennui, une fois l'appartement délaissé par les autres membres de la famille, au moins durant les premières semaines après le relogement. Néanmoins, la découverte ou la redécouverte d'un espace de vie privée et intime s'est traduite par une réappropriation rapide de leur corps et de leur féminité. Là où la majorité avait mis de côté l'attention portée à elle-même, ces moments seuls en appartement ont conduit à une rapide transformation de l'attention que les femmes se sont portées à elles-mêmes. Ainsi, les garde-robes se sont transformées. Beaucoup de femmes ont perdu du poids et elles ont plus de facilité à sortir à l'extérieur, même si l'appartement reste l'unique espace leur fournissant un réel un sentiment de sécurité et d'aisance.

Du côté des hommes, les changements ont été également importants, bien que moins flagrants. L'isolement lié à l'arrivée dans les appartements a été pour eux moins éprouvant que les femmes dans la mesure où ils se retrouvaient quotidiennement au travail dans le cadre du projet d'insertion par l'emploi. En outre, beaucoup ont continué à maintenir un lien avec l'extérieur, soit par la pratique religieuse, soit par les groupes de pairs du même âge fréquentés dans le quartier. Ainsi, les plus jeunes ont commencé à fréquenter les terrains de football au

sein desquels ils ont noué des liens avec plusieurs groupes de jeunes hommes de leurs âges, ainsi que quelques jeunes femmes. Beaucoup ont alors amélioré leur socialisation aux codes de la rue et parmi la « bande des Roumains » quelques-uns ont vécu des romances avec de jeunes femmes. Les plus âgés ont quant à eux continué de fréquenter la salle de prière évangéliste et ils ont renforcé leur investissement dans leur pratique culturelle.

Pour beaucoup de familles, la relation aux institutions s'est détendue. Bien qu'une méfiance assez générale subsiste, les cellules familiales sont maintenant en partie autonomes pour mener les opérations quotidiennes, que ce soit avec les services bancaires, les fournisseurs d'électricité/gaz, le trésor public, les bailleurs sociaux, etc. Le projet de résorption du bidonville mis en place conjointement par la mairie de Maxéville, la préfecture et l'association gestionnaire du projet a ouvert des droits aux familles et leur assure aujourd'hui un revenu garanti pour subvenir à leur besoin en France. Depuis la fin de leur contrat fin 2015, les hommes perçoivent maintenant le chômage. Surtout, ce sont maintenant les femmes qui assurent la part la plus importante des revenus familiaux. En effet, huit d'entre elles ont remplacé les hommes pour des contrats à durée déterminée de deux ans. Elles suivent elles aussi des cours de français et en quelques mois le niveau de maîtrise du français s'est très nettement élevé.

L'ensemble de ces changements a conduit à une évolution sensible des liens entretenus avec Bărbulești. Les relations subsistantes restent nombreuses, notamment parce que certains membres de l'entourage familial y sont toujours ou y sont retournés, mais pour beaucoup d'anciens habitants de « La place », l'idée d'un retour définitif est devenue de plus en plus secondaire et ils se sont faits à l'idée de rester en France autant qu'ils le pourraient. L'évidence qui était déjà là à « La place », mais qui est devenue encore plus criante aujourd'hui, est là : les jeunes de moins de 20 ans ne parlent pas roumain, leur niveau de romani est lacunaire et une grande partie d'entre eux n'a qu'un vague souvenir de leur vie au village ; à Nancy, l'entourage social des familles est de moins en moins lié à Bărbulești; les perspectives en termes de revenus se trouvent maintenant définitivement en France.

J'écris ces dernières pages de mon manuscrit de thèse à Bărbulești, chez une des familles qui nous héberge, très amicalement, ma compagne et moi. Nous fêterons dans quelques jours le baptême du petit neveu de l'Ion et Nicolae Cîrciu. L'ensemble de la famille est venu pour les vacances fêter l'événement ainsi qu'admirer les travaux que viennent de réaliser Ion et Victoria dans leur maison. L'ambiance est aux retrouvailles, l'ensemble du voisinage relate les expériences qui ont marqué l'année venant de s'écouler. Néanmoins, aux histoires passées font bientôt place les récits des événements à venir. On expose les réussites scolaires des enfants qui marqueront très sûrement l'année, la fierté d'avoir un futur diplômé d'un bac professionnel dans la famille, les stages décrochés dans une association par un autre fils encore à la maison,

Épilogue sur la fin de « La place »

un possible changement d'appartement, l'acquisition d'une salle de prière pour les évangélistes roumains de Nancy, l'idée d'un commerce à ouvrir sur le quartier du Haut-du-Lièvre, la soutenance de thèse en novembre d'un ami proche.

Adi résume à sa manière leur nouvelle situation : « *on a le corps en vacances en Roumanie, mais la tête, elle est toujours à Nancy* ». Effectivement, dorénavant c'est en France que se projettent les familles de « La place ».

Bărbulești, 24 juillet 2018

Bibliographie

- Abrams J., (2000), *L'architecture moderne en France de 1889 à nos jours*, Paris, Éditions Picard.
- Adair P., (1985), *L'économie informelle*, Paris, Anthropos.
- Agamben G., (1997), *Homo sacer*, Paris, Seuil.
- Agier M., (1999), *L'invention de la ville*, Amsterdam, Archives Contemporaines.
- Agier M., (2008), *Gérer les indésirables*, Paris, Flammarion.
- Agier M., (2010), « Humanity as an Identity and Its Political Effects », *Humanity*, vol. 1, n° 1, p. 29-45.
- Agier M., (2013a), *La condition cosmopolite*, Paris, La Découverte.
- Agier M., (2013b), *Campement urbain*, Paris, Payot & Rivages.
- Agier M., (2013c), « Espaces et temps du gouvernement humanitaire », *Pouvoirs*, n° 144, p. 113-123.
- Agier M., (2015), *Anthropologie de la ville*, Paris, PUF.
- Aguilera T., (2012), « Gouverner les illégalismes », *Gouvernement et action publique*, n° 3, p. 101-124.
- Aguilera T., (2016), « Normalisation et régulation des bidonvilles », dans Deboulet A. (dir.), *Repenser les quartiers précaires*, Paris, AFD.
- Aguilera T., (2017), *Gouverner les illégalismes urbains*, Paris, Dalloz.
- Allix G., (2007), « Sur une friche de Nancy, la prison comme équipement fondateur de la ville », *Le Monde.fr*, [URL : http://www.lemonde.fr/vous/article/2007/06/02/sur-une-friche-de-nancy-la-prison-comme-equipement-fondateur-de-la-ville_918133_3238.html], consulté le 20 juin 2017.
- Althabe G., (1990), « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain*, n° 14, p. 126-131.
- Amselle J.-L., (2011), « La “« séquence »” rom et l’ethnisation de la société française », *Lignes*, n° 34, p. 41-51.
- Appadurai A., (2013), *Condition de l’homme global*, Paris, Payot.
- Archambault E., Greffe X., (1984), *Les économies non officielles*, Paris, La Découverte.

- Ariès P., (2014, [1960]), *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Points.
- Ascher F., (1998), « La fin des quartiers », dans Haumont N. (dir.), *L'urbain dans tous ses états*, Paris, L'Harmattan.
- Ascher F., (2000), « Quelle civilisation urbaine à l'échelle planétaire? », dans Paquot T., Lussault M., Body-Gendrot S. (dirs.), *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Augé M., (1992), *Non-lieux*, Paris, Seuil.
- Aust J., Crespy C., Epstein R., Reigner H., (2014), *L'État et ses territoires*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- Austin J., (1991, [1970]), *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil.
- Authier J.-Y., (1999), « Le quartier à l'épreuve des "mobilités métropolitaines" », *Espace, populations, sociétés*, vol. 17, n° 2, p. 291-306.
- Baby-Collin V., (2000), *Marginaux et citoyens*, Thèse de doctorat en géographie, Toulouse, Toulouse 2.
- Bachelard G., (2012, [1957]), *La poétique de l'espace*, Paris, PUF.
- Bacqué M.-H., Fol S., (1997), *Le devenir des banlieues rouges*, Paris, L'Harmattan.
- Balibar É., (2011), « Racisme et politique communautaire », *Lignes*, n° 34, p. 135-144.
- Banerjee A.V., Duflo E., (2014), *Repenser la pauvreté*, Paris, Points.
- Banerjee-Guha S., (1997), *Spatial dynamics of international capital*, New Delhi, Orient Longman.
- Banerjee-Guha S., (2009), « Neoliberalising the "Urban" », *Economic and Political Weekly*, vol. 44, n° 22, p. 95-107.
- Baret-Idatte C., (2011), « Indésirables Roms... », *L'Est Républicain*, 23 juillet 2011.
- Baron J.-F., (2002), « La consommation automobile depuis quarante ans », *INSEE Première*, n° 844.
- Barou J., (1997), « En spécificité et droit commun », *Écartés d'identité*, n° 80.
- Barth F., (2008), « Les groupes ethniques et leurs frontières », dans Poutignat P., Streiff-Fenart J. (dirs.), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF.
- Barthe M.-A., (1988), *L'Économie cachée*, Paris, Syros.
- Bass O., (2009), « Aiming for Africa », dans Pillay U., Tomlinson R., Bass O. (dirs.), *Development and Dreams*, Cape Town/Chicago, Human Sciences Research Council.
- Bassand M., Kaufmann V., (2000), « Mobilité spatiale et processus de métropolisation », dans Bonnet M., Desjeux D. (dirs.), *Les Territoires de la mobilité*, Paris, PUF.
- Bataille G., (1976), *Œuvres complètes, tome VII*, Paris, Gallimard.
- Bataille G., (2011, [1933]), *La notion de dépense*, Fécamp, Nouvelles Éditions Lignes.
- Bauman Z., (2013, [2005]), *La vie liquide*, Paris, Fayard/Pluriel.

- Bautès N., Saglio-Yatzimirsky M.-C., Boissinot É., (2011), « Ressources foncières et pression immobilière à Mumbai (Inde) », *Revue Tiers Monde*, n° 206, p. 55-74.
- Baviskar A., (2011), « Spectacular events city spaces and citizenship », dans Anjaria J.S., McFarlane C. (dirs.), *Urban Navigations*, New Delhi, Routledge India.
- Bayat A., (2007), « Radical Religion and the Habitus of the Dispossessed », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 31, n° 3, p. 579-590.
- Beaude B., (2012), *Internet, changer l'espace, changer la société*, Limoges, Fyp.
- Beaude B., (2013), « Synchronisation », dans Lévy J., Lussault M. (dirs.), *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Belin.
- Beck U., (2008, [1999]), *La société du risque*, Paris, Flammarion.
- Becker H.S., (2012, [1963]), *Outsiders*, Paris, Métailié.
- Begag A., (2002), « Frontières géographiques et barrières sociales dans les quartiers de banlieue », *Annales de Géographie*, vol. 111, n° 625, p. 265-284.
- Benarrosh-Orsoni N., (2015), « Prendre la route à bord du microbus », dans Baussant M., Dos Santos I., Ribert É., Rivoal I. (dirs.), *Migrations humaines et mises en récit mémorielles*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest.
- Bergegol R. de, Gowda S., (2014), « L'accès à l'eau entre inégalités urbaines et contraintes techniques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 203, p. 114-135.
- Berenstein-Jacques P., (2001), *Les favelas de rio*, Paris, L'Harmattan.
- Berindei M., Veinstein G., (1987), *L'Empire ottoman et les pays roumains*, Paris/Cambridge, Éditions de l'EHESS.
- Berjaud C., (2016), *Cinq sur Cinq, mi Comandante !*, Paris, Dalloz.
- Berque A., (2009, [2000]), *Écoumène*, Paris, Belin.
- Bhan G., Shivanand S., (2013), « (Un)Settling the City », *Economic and Political Weekly*, vol. 48, n° 13, p. 54-61.
- Bizeul D., (1989), *Civiliser ou bannir*, Paris, L'Harmattan.
- Bizeul D., (1999), « Faire avec les déconvenus. Une enquête en milieu nomade », *Sociétés Contemporaines*, vol. 33, n° 1, p. 111-137.
- Bizeul D., (2000), *Nomades en France*, Paris/Bouguenais, L'Harmattan.
- Blanc G.L., (2009), *L'invisibilité sociale*, Paris, PUF.
- Blanc-Chaléard M.-C., (2016), *En finir avec les bidonvilles*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Blic D. de, Lazarus J., (2007), *Sociologie de l'argent*, Paris, La Découverte.
- Blok A., (2000), *La mafia di un villaggio siciliano 1860-1960*, Torino, Einaudi.
- Boia L., (2003), *La Roumanie*, Paris, Les Belles Lettres.
- Bolay J.-C., Chenal J., Pedrazzini Y., (2016), *Learning from the Slums for the Development of Emerging Cities*, New York, Springer International Publishing.

- Bolivar T., (1987), *La production du cadre bâti dans les Barrios à Caracas*, Thèse de doctorat en urbanisme, Paris, Paris 12.
- Boltanski L., (1971), « Les usages sociaux du corps », *Annales*, vol. 26, n° 1, p. 205-233.
- Boltanski L., Thévenot L., (1991), *De la justification*, Paris, Gallimard.
- Bonniol J.-L., (1992), *La Couleur comme maléfice*, Paris, Albin Michel.
- Bonniol J.-L., (1995), « Beauté et couleur de la peau », *Communications*, vol. 60, n° 1, p. 185-204.
- Bonvicini M.-L., (1992), *Immigrer au féminin*, Paris, Atelier.
- Booth C., (2012, [1889]), *Life and Labour of the People in London*, Ulan Press.
- Botton S., Blanc A., (2014), « Un service public marchand de proximité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 203, p. 106-113.
- Boucher M., (2010), *Les internés du ghetto*, Paris, L'Harmattan.
- Bouillon F., (2002), « À quoi servent les squats ? », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, p. 45-63.
- Bouillon F., (2011), *Le squat*, Paris, Rue d'Ulm.
- Boulin J.-Y., (2002), *La Ville à mille temps*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- Bourdieu P., (1979), *La Distinction*, Paris, Minuit.
- Bourdieu P., (1980a), « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, n° 1, p. 2-3.
- Bourdieu P., (1980b), *Le Sens pratique*, Paris, Minuit.
- Bourdieu P., (1990), « La domination masculine », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 84, n° 1, p. 2-31.
- Bourdieu P., (1994), *Raisons pratiques*, Paris, Seuil.
- Bourdieu P., (1997), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil.
- Bourdieu P., (2000, [1972]), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil.
- Bourdieu P., (2014, [1998]), *La Domination masculine*, Paris, Points.
- Bourdieu P., (2015, [1993]), « Effets de lieu », dans Bourdieu P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Points.
- Bourdieu P., Saint-Martin M.D., (1976), « Anatomie du goût », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 5, p. 2-81.
- Bourdieu P., Sayad A., (1964), *Le déracinement*, Paris, Minuit.
- Bourdin A., (1996), « L'ancrage comme choix », dans Hirschhorn M., Berthelot J.-M. (dirs.), *Mobilités et ancrages*, Paris, L'Harmattan.
- Bourdin A., (2005), « L'individualisme à l'heure de la mobilité généralisée », dans Allemand S., Ascher F., Lévy J. (dirs.), *Les sens du mouvement*, Paris, Belin.
- Bourgeois P., (2013, [1995]), *En quête de respect*, Paris, Seuil.

- Bozon M., (1990), « Les femmes et l'écart d'âge entre conjoints », *Population*, vol. 45, n° 2, p. 327-360.
- Bozon M., (2013, [2002]), *Sociologie de la sexualité*, Paris, Armand Colin.
- Braathen E., Dupont V., Jordhus-Lier D., Sutherland C., (2015), « Introduction », dans *The Politics of Slums in the Global South*, London/New York, Routledge.
- Braathen E., Mascarenhas G., Sørboe C., (2015), « A “City of Exception”? Rio de Janeiro and the disputed social legacy of the 2014 and 2016 sport mega-event », dans Poynter G., Viehoff V. (dirs.), *Mega-event Cities*, Burlington, Routledge.
- Braconnot F., (2010), « Roms : du campement précaire... au durable », *L'Est Républicain*, 24 septembre 2010.
- Bresson M., (1998), *Les S.D.F. et le nouveau contrat social*, Paris/Montréal, L'Harmattan.
- Breviglieri M., (2006), « Penser l'habiter, estimer l'habitabilité », *Tracés*, n° 23, p. 9-14.
- Brodiez-Dolino A., (2016), « Le concept de vulnérabilité », *La vie des idées*, [URL : <http://www.laviedesidees.fr/Le-concept-de-vulnerabilite.html>], consulté le 1 mars 2018.
- Bruneau M., (2004), *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris, Economica.
- Brunet R., Rey V., (2000), *Europes orientales, Russie, Asie centrale*, Paris, Belin.
- Burgess E.W., (2008), « The Growth of the City », dans Marzluff J.M., Shulenberger E., Endlicher W., Alberti M., Bradley G., Ryan C., Simon U., ZumBrunnen C. (dirs.), *Urban Ecology*, Boston, Springer, p. 71-78.
- Butler J., (2012, [2004]), *Défaire le genre*, Paris, Amsterdam.
- Cadavid P.R., (2011), *The impacts of slum policies on households' welfare*, Thèse de doctorat en économie, Paris, École Nationale Supérieure des Mines de Paris.
- Caillé A., (2007, [1998]), *Anthropologie du don*, Paris, La Découverte.
- Caillé A., (2015), « Jouer/donner/s'adonner », *Revue du MAUSS*, n° 45, p. 231-254.
- Caillois R., (1988, [1939]), *L'homme et le sacré*, Paris, Gallimard.
- Calogirou C., (2004), *Sauver Son Honneur*, Paris, L'Harmattan.
- Cardon D., (2009), « L'identité comme stratégie relationnelle », *Hermès*, vol. 53, n° 1, p. 61-66.
- Carlos A.F., Oliveira A., (2004), *Geografias de São Paulo*, São Paulo, Editora Contexto.
- Carsten J., (1997), *The Heat Of The Hearth*, Oxford, Oxford University Press.
- Casilli A., (2010), *Les liaisons numériques*, Paris, Seuil.
- Casilli A., (2012), « Être présent en ligne », *Idées économiques et sociales*, n° 169, p. 16-29.
- Castel R., (1995), *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.
- Castel R., (2011, [1981]), *La Gestion des risques*, Paris, Minuit.
- Castellan G., (1984), *Histoire de la Roumanie*, Paris, PUF.
- Castells M., (1985), *The City and the Grassroots*, Berkeley, University of California Press.

- Castells M., (1998), *L'ère de l'information, tome I*, Paris, Fayard.
- Castells M., (1999), *L'ère de l'information, tome III*, Paris, Fayard.
- Castro P.R. de, (2011), *O Galo Cantou!*, Rio de Janeiro, Editora Record Rio de Janeiro.
- Catarino C., Morokvasic M., (2005), « Femmes, genre, migration et mobilités », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n° vol. 21-n°1, p. 7-27.
- Céfaï, D. (dir.), (2010), *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Céfaï D., (2015), « Mondes sociaux. Enquête sur un héritage de l'écologie humaine à Chicago », *SociologieS*, [URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4921>], consulté le 7 juillet 2018.
- Centre d'information sur l'eau, (2015), « Les usages de l'eau : les usages domestiques », *cieau*, [URL : <http://www.cieau.com/les-ressources-en-eau/en-france/les-usages-domestiques>], consulté le 27 mars 2017.
- Certeau M. de, (1990, [1980]), *L'invention du quotidien, tome I*, Paris, Gallimard.
- Ceterchi I., (1992), « Les problèmes institutionnels de la transition en Roumanie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 23, n° 4, p. 89-125.
- C.G., (2012), « « Un laboratoire social » », *L'Est Républicain*, 10 septembre 2012.
- Chamboredon J.-C., Lemaire M., (1970), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue Française de Sociologie*, vol. 11, n° 1, p. 3.
- Charbit Y., Gaimard M., (2015), *La bombe démographique en question*, Paris, PUF.
- Chevalier L., (1947), *Le problème démographique nord-africain*, Paris, INED.
- Chevalier L., (1994, [1958]), *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Hachette.
- Choay F., (1994), « Six thèses en guise de contribution à une réflexion sur les échelles d'aménagement et le destin des villes », dans Berque A. (dir.), *La maîtrise de la ville : urbanité française, urbanité nippone*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Choay F., (2006), *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Seuil.
- Chombart de Lauwe P.-H., (1956), *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Paris, Centre national de la recherche scientifique.
- Clair I., (2016), « Faire du terrain en féministe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 213, n° 3, p. 66-83.
- Clark K.B., (1966, [1966]), *Ghetto noir*, Paris, Robert Laffont.
- Clerc V., (2005), « Les politiques de résorption de l'habitat informel à Phnom Penh », *Géocarrefour*, vol. 80, n° 3.
- Cohen R., (2008), *Global Diasporas*, London, Routledge.
- Coing H., (1966), *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les éditions ouvrières.
- Coleman J.S., (1994), *Foundations of Social Theory*, Cambridge, Harvard University Press.
- Collard C., Zonabend F., (2015), *La parenté*, Paris, PUF.

- Comisia Centrală pentru Recensământul Populației și Locuințelor, (2012), « Comunicat de presă, privind rezultatele provizorii ale Recensământului Populației și Locuințelor 2011 »,.
- Condominas G., (1994, [1957]), *Nous avons mangé la forêt*, Paris, Flammarion.
- Connell R., (2014), *Masculinités*, Paris, Amsterdam.
- Corbeau, (1995), « L'imaginaire du gras associé à divers types de consommation de gras et les perceptions de leurs qualités », dans Nicolas F., Valcechini E. (dirs.), *Agroalimentaire*, Paris, Inra-Quae.
- Corbin A., Courtine J., Vigarello G., (2015), *Histoire de la virilité, tome II*, Paris, Points.
- Cortado T., (2014), « L'économie informelle vue par les anthropologues », *Regards croisés sur l'économie*, n° 14, p. 194-208.
- Cossée C., (2011), « Les Roms migrants et gens du voyage », *Lignes*, n° 35, p. 167-179.
- Costes L., (1994), « La dimension « ethnique ». Une explication du comportement économique des migrants ? », *Revue française de sociologie*, vol. 35, n° 2, p. 231-249.
- Courtine J.-J., (2011), « Impossible virilité », dans Corbin A., Courtine J.-J., Vigarello G., *Histoire de la virilité, tome III*, Paris, Seuil.
- Cousin G., Legros O., (2014), « Gouverner par l'évacuation ? », *Annales de géographie*, n° 700, p. 1262-1284.
- Coutant I., (2018), *Les migrants en bas de chez soi*, Paris, Seuil.
- Coutard O., Dupuy G., Fol S., (2002), « La pauvreté périurbaine », *Espaces et sociétés*, n° 108, p. 155-176.
- C.S.-C., (2013), « Le désarroi d'un tzigane », *L'Est Républicain*, 21 octobre 2013.
- Cuisenier J., (1994), *Le Feu vivant*, Paris, PUF.
- Cuisenier J., (1998), « Cadets en Roumanie, ou comment hériter en régime socialiste », dans Segalen M., Ravis-Giordani G. (dirs.), *Les cadets*, Paris, CNRS éditions.
- Cuisenier J., (2000), *Mémoire des Carpathes*, Paris, Plon.
- Dahhan R., (2016), « Relations interethniques dans un espace urbain ségrégué », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 32, n° 1, p. 123-145.
- Dahinden J., Rosende M., Benelli N., Hanselmann M., Lempen K., (2007), « Migrations », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 26, n° 1, p. 4-14.
- Dalibert M., Doytcheva M., (2014), « Migrants roms dans l'espace public », *Migrations Société*, n° 152, p. 75-90.
- Dambuyant-Wargny G., (2004), « « Sans toit ni loi » », *Ethnologie française*, vol. 34, n° 3, p. 499-508.
- Damon J., (1998), *Vagabondage et mendicité*, Paris, Flammarion.
- Damon J., (2012, [2002]), *La question SDF*, Paris, PUF.
- Damon J., (2014, [2008]), *L'exclusion*, Paris, PUF.
- Damon J., (2017), *Un monde de bidonvilles*, Paris, Seuil.

- Daubeuf J.-B., (2018), « Le “double impact” de Jean-Claude Van Damme dans le bidonville », *Le périscope*, n° 2.
- Daubeuf J.-B., Marchal H., (2016), « Retour sur le recensement des bidonvilles, campements illicites et squats », DIHAL.
- Daubeuf J.-B., Marchal H., Besozzi T., (2017), *Idées reçues sur les bidonvilles en France*, Paris, Le Cavalier Bleu.
- Davis M., (2007), *Le pire des mondes possibles*, Paris, La Découverte.
- Deboulet, A. (dir.), (2016), *Repenser les quartiers précaires*, Paris, AFD.
- Declerck P., (2003, [2001]), *Les naufragés*, Paris, Pocket.
- Delville P.L., (2005), « Quelques mystères de l’approche de Hernando de Soto », *L’Économie politique*, vol. 28, n° 4, p. 92-106.
- Depaule J.-C., (2006), *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Maison des Sciences de l’Homme.
- Desai A.R., (1990), *Slums and Urbanization*, London, South Asia Books.
- Desai V., (1995), *Community Participation and Slum Housing*, New Delhi, Sage publications.
- Desai V., Loftus A., (2013), « Speculating on Slums », *Antipode*, vol. 45, n° 4, p. 789-808.
- Detrez C., (2002), *La construction sociale du corps*, Paris, Seuil.
- Diab Y., Haijar A., (2017), « L’électricité dans Alep en guerre », *Métropolitiques*, [URL : <http://www.metropolitiques.eu/L-electricite-dans-Alep-en-guerre-un-nouveau-mode-de-gestion-urbaine.html>], consulté le 9 avril 2018.
- Dibie P., (2017, [1987]), *Ethnologie de la chambre à coucher*, Paris, Métailié.
- Dietrich-Ragon P., (2011), *Le logement intolérable*, Paris, PUF.
- Diminescu D., (2001), « Le “système D” contre les frontières informatiques », *Hommes et Migrations*, vol. 1230, n° 1, p. 28-33.
- Diminescu D., (2002), « Stratégies roumaines », *Plein droit*, vol. n° 55, n° 4, p. 13-16.
- Diminescu D., (2003a), *Visibles mais peu nombreux...*, Paris, Maison des Sciences de l’Homme.
- Diminescu D., (2003b), « Introduction », dans Diminescu D. (dir.), *Visibles mais peu nombreux... : Les circulations migratoires roumaines*, Paris, Maison des Sciences de l’Homme.
- Djuvara N., (1989), *Le pays roumain entre Orient et Occident*, Paris, Publications orientalistes de France.
- Doliet C., (2011), « L’effet de loupe sur le scrutin », *L’Est républicain*, 22 mars 2011.
- Dollet C., (2011), « « Les Roms ne sont pas des gens du voyage » », *L’Est Républicain*, 11 octobre 2011.
- Donzelot J., (2009), *La ville à trois vitesses*, Paris, La Villette.
- Donzelot J., Estebe P., (1994), *L’État animateur*, Paris, Esprit.

- Dorel V., (2015), *De la favela à la communauté*, Éditions Universitaires Européennes.
- Doueïhi M., (2011), *Pour un humanisme numérique*, Paris, Seuil.
- Doueïhi M., (2013), *Qu'est ce que le numérique ?*, Paris, PUF.
- Douglas M., (2005, [1966]), *De la souillure*, Paris, La Découverte.
- Druesne J., (1971), « Les origines de la loi de 1912 », *Revue de la police nationale*, vol. 15, n° 85, p. 41-45.
- Drummond, (1993), *Architecte des favelas*, Paris, Dunod.
- Dubar C., (2010, [2000]), *La crise des identités*, Paris, PUF.
- Dubet F., (2002), *Le Déclin de l'institution*, Paris, Seuil.
- Dubet F., (2016, [1994]), *Sociologie de l'expérience*, Paris, Points.
- Dubet F., Lapeyronnie D., (1999, [1992]), *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil.
- Duchêne G., (1983), « Travail Au Noir », *Esprit*, vol. 11, n° 83, p. 60.
- Duneier M., (2006), « Garder sa tête sur le ring ? », *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 1, p. 143-157.
- Dupont V., (2007), « Conflicting stakes and governance in the peripheries of large Indian metropolises », *Cities*, vol. 24, n° 2, p. 89-94.
- Dupont V., (2010), « Création de nomades urbains et appauvrissement. Impact des politiques d'éradication des camps de squatters à Delhi », *Revue Tiers Monde*, n° 201, p. 25-45.
- Dupont V., (2015), « Slum Demolitions in Delhi since the 1990s », *Economic and Political Weekly*, vol. 50, n° 23, p. 7-8.
- Dupont V., Banda S., Vaidya Y., Gowda S.M.M., (2014), « Unpacking participation in Kathputli colony Delhi's first slum redevelopment project », *Economic and political weekly*, vol. 49, n° 24, p. 39-47.
- Dupont V., Landy F., (2005), « Segregation and territory: what do we mean? », dans Gervais-Lambony P., Landy F., Oldfield S. (dirs.), *Reconfiguring Identities and Building Territories in India and South Africa*, New Delhi, Manohar.
- Dupont V., Ramanathan U., (2007), « Du traitement des slums à Delhi », dans Dupont V., Heuzé D.G. (dirs.), *La ville en Asie du sud*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 91-131.
- Dupont V., Vaquier D., (2014), « Slum demolition, impact on the affected families and coping strategies », dans Saglio-Yatzimirsky M.-C., Landy F. (dirs.), *Megacity Slums*, London, Imperial College Press.
- Dupuy G., (1999), *La dépendance automobile*, Paris, Economica.
- Dupuy G., (2000), « "Automobilités": quelles relations à l'espaces? », dans Bonnet M., Desjeux D. (dirs.), *Les Territoires de la mobilité*, Paris, PUF.
- Durandin C., (1994), *Histoire de la nation roumaine*, Bruxelles, Complexe.
- Durandin C., (1995), *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard.
- Durand-Lasserve, A., Royston, L. (dirs.), (2002), *Holding Their Ground*, London, Earthscan.

- Duret P., (2005), « Body-building, affirmation de soi et théories de la légitimité », dans Bromberger C., Duret P., Kaufmann J.-C., Singly F. de, Breton D. le (dirs.), *Un corps pour soi*, Paris, PUF.
- Durkheim E., (2013, [1893]), *De la division du travail social*, Paris, PUF.
- Duvignaud J., (1986), *Hérésie et subversion*, Paris, La Découverte.
- Duvignaud J., (1992), *Fêtes et civilisations*, Arles, Actes Sud.
- Dyos H.J., (1967), « The Slums of Victorian London », *Victorian Studies*, vol. 11, n° 1, p. 5-40.
- Ehrenberg A., (1999, [1995]), *L'Individu incertain*, Paris, Hachette.
- Eliade M., (1989, [1943]), *Le mythe de l'éternel retour*, Paris, Gallimard.
- Elias N., (2003, [1939]), *La civilisation des mœurs*, Paris, Pocket.
- Elias N., Scotson J.-L., (1997, [1965]), *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard.
- Epstein R., (2013), *La rénovation urbaine*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Erdi-Lelandais G., (2013), « Citizenship, minorities and the struggle for a right to the city in Istanbul », *Citizenship Studies*, vol. 17, n° 6-7, p. 817-836.
- Erdi-Lelandais G., (2014), « Right to the City as an Urban Utopia? Practices of Everyday Resistance in a Romani Neighbourhood in Istanbul », dans *Understanding the City: Henri Lefebvre and Urban Studies*, Newcastle-upon-Tyne, Cambridge Scholars Publishing.
- Espinosa K., Massey D., (1994), « Undocumented Migration and the Quantity and Quality of Social Capital », *Soziale Welt*, vol. 12.
- Fabre D., (1980), « Passeuses aux gués du destin », *Critique*, n° 402, p. 1075-1099.
- Fassin D., (2001), « Quand le corps fait loi. La raison humanitaire dans les procédures de régularisation des étrangers », *Sciences sociales et santé*, vol. 19, n° 4, p. 5-34.
- Fassin D., (2018, [2010]), *La Raison humanitaire*, Paris, Points.
- Fassin É., (2010), « Questions sexuelles, questions raciales. Parallèles, tensions et articulations », dans Fassin D., Fassin É., *De la question sociale à la question raciale ?*, La Découverte.
- Fassin É., Fouteau C., Guichard S., Windels A., (2014), *Roms & riverains*, Paris, La Fabrique.
- Fiandaca G., (1994), « La mafia come soggetto politico. Ovvero: la produzione mafiosa della politica e la produzione politica delle mafia », dans Costantino S., Santino U. (dirs.), *La mafia, le mafie. Tra vecchi e nuovi paradigmi*, Bari, Laterza.
- Fine A., Leduc C., (1998), « La dot, anthropologie et histoire », *Clio*, [URL : <http://journals.openedition.org/cliio/343>], consulté le 29 décembre 2017.
- Fischler C., (2001, [1990]), *L'omnivore*, Paris, Odile Jacob.
- Fol S., (2009), *La mobilité des pauvres*, Paris, Belin.
- Fontaine L., (2014), *Le Marché*, Paris, Gallimard.
- Ford J., (1936), *Slums and Housing*, Cambridge, Harvard University Press.

- Formoso B., (2000), *Tsiganes et sédentaires*, Paris, L'Harmattan.
- Foucault M., (1984), *Histoire de la sexualité, tome III*, Paris, Gallimard.
- Foucault M., (1993, [1975]), *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- Foucault M., (1994a, [1976]), *Histoire de la sexualité, tome I*, Paris, Gallimard.
- Foucault M., (1994b), « Des espaces autres », dans *Dits et écrits, tome IV*, Paris, Gallimard.
- Fox J.E., (2003), « National identities on the move », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 29, n° 3, p. 449-466.
- Fox J.E., (2007), « From national inclusion to economic exclusion », *Nations and Nationalism*, vol. 13, n° 1, p. 77-96.
- Freidson E., (1984, [1970]), *La profession médicale*, Paris, Payot.
- Frenzel F., (2016), *Slumming It*, London, Zed Books.
- Freund J., (1998), « Préface », dans Xiberras M. (dir.), *Les théories de l'exclusion*, Paris, Armand Colin.
- Gaboriau P., (1993), *Clochard*, Paris, Julliard.
- Gagnon J.H., (1999), « Les usages explicites et implicites de la perspective des scripts dans les recherches sur la sexualité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 128, n° 1, p. 73-79.
- Gambetta D., (1994), *La mafia siciliana. Un'industria della protezione privata*, Torino, Einaudi.
- Ganousse L., (2012a), « Camp de roms sous la menace », *L'Est Républicain*, 25 février 2012.
- Ganousse L., (2012b), « Tensions sur les camps », *L'Est Républicain*, 26 février 2012.
- Ganousse L., (2014), « Bégorre défait à Maxéville », *L'Est Républicain*, 24 mars 2014.
- Gans H.J., (1982), *Urban Villagers*, New York/London, Free Press.
- Gauntlett D., Hill A., (1999), *TV Living*, London/New York, Routledge.
- Gervais-Lambony P., (2003), *Territoires citadins*, Paris, Belin.
- Gervais-Lambony P., Landy F., Oldfield S., (2005), *Reconfiguring Identities and Building Territories in India and South Africa*, New Delhi, Manohar.
- Ghasarian C., (1996, [1988]), *Introduction à l'étude de la parenté*, Paris, Seuil.
- Giddens A., (2004, [1990]), *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- Gilbert A., (2007), « The Return of the Slum », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 31, n° 4, p. 697-713.
- Gill R., (1994), *Slums As Urban Villages*, Jaipur, South Asia Books.
- Girard R., (1982), *Le Bouc émissaire*, Paris, Grasset.
- Giraud P.-N., Cadavid P.R., (2011), « La politique de réhabilitation des bidonvilles à Mumbai », *Cerna*.

- Girola C.M., (2011), *Vivre sans abri*, Paris, Rue d'Ulm.
- Glaser B.G., Strauss A.L., (1999), *Discovery of Grounded Theory*, New Brunswick, AldineTransaction.
- Gloukoviezoff G., (2005), « Introduction générale », dans *Exclusion et liens financiers*, Paris, Economica.
- Godbout J.T., (2007, [1992]), *L'esprit du don*, Paris, La Découverte.
- Godelier M., (2008, [1996]), *L'énigme du don*, Paris, Flammarion.
- Goffman E., (1973a, [1956]), *La mise en scène de la vie quotidienne 1*, Paris, Minuit.
- Goffman E., (1973b, [1956]), *La mise en scène de la vie quotidienne, tome II*, Paris, Minuit.
- Goffman E., (1974, [1967]), *Les Rites d'interaction*, Paris, Minuit.
- Goldstein D.M., (2013, [2003]), *Laughter Out of Place*, Berkeley, University of California Press.
- Goody J., (1973), *Bridewealth and Dowry*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Gottmann J., (1990), *Since Megalopolis*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- Goubert J.-P., (1986), *La Conquête de l'eau*, Paris, Hachette.
- Graeber D., (2015), « À quoi ça sert si on ne peut pas s'amuser ? », *Revue du MAUSS*, vol. 45, n° 1, p. 44-57.
- Graeber D., (2016, [2011]), *Dette*, Arles, Babel.
- Grafmeyer Y., (2000, [1994]), « Regards sociologiques sur la ségrégation », dans Brun J., Rhein C. (dirs.), *La ségrégation dans la ville*, Paris, L'Harmattan.
- Graham S., (2001), *Splintering Urbanism*, London/New York, Routledge.
- Grand C., (2002), « Le délit de vagabondage au 18e siècle », dans Avon-Soletti M.-T. (dir.), *Des vagabonds aux S.D.F.*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, p. 121-146.
- Granotier B., (1980), *La Planète des bidonvilles*, Paris, Seuil.
- Granovetter M.S., (1973), « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, p. 1360-1380.
- Grignon C., Grignon C., (1980), « Styles d'alimentation et goûts populaires », *Revue française de sociologie*, vol. 21, n° 4, p. 531-569.
- Grignon C., Passeron J.-C., (2015, [1989]), *Le savant et le Populaire*, Paris, Points.
- Grignou B.L., Neveu E., (2017), *Sociologie de la télévision*, Paris, La Découverte.
- Guillaumin C., (2002, [1972]), *L'Idéologie raciste*, Paris, Gallimard.
- Gulyani S., Talukdar D., (2008), « Slum Real Estate », *World Development*, vol. 36, n° 10, p. 1916-1937.
- Guy, W. (dir.), (2002), *Between Past and Future*, Hertfordshire, University Of Hertfordshire Press.

- Hagège M., Vuattoux A., (2014), « Introduction », dans Connell R., *Masculinités*, Paris, Amsterdam.
- Halbwachs M., (1997, [1950]), *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel.
- Halbwachs M., (2011), *Le destin de la classe ouvrière*, Paris, PUF.
- Hall E.T., (1984, [1959]), *Le langage silencieux*, Paris, Seuil.
- Hall E.T., (2014, [1966]), *La Dimension cachée*, Paris, Points.
- Hannerz U., (1983, [1980]), *Explorer la ville*, Paris, Minuit.
- Hardy S., Poupeau F., (2014), « L'auto-organisation de la gestion urbaine de l'eau », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 203, n° 3, p. 86-105.
- Haroche J.-J., (2011), « Anthropologie de la virilité : la peur de l'impuissance », dans Corbin A., Courtine J.-J., Vigarello G. (dirs.), *Histoire de la virilité, tome III*, Paris, Seuil.
- Harvey D., (1989), « From Managerialism to Entrepreneurialism », *Human Geography*, vol. 71, n° 1, p. 3-17.
- Harvey D., (2003), *Paris*, Routledge.
- Harvey D., (2007), *The Limits to Capital*, London/New York, Verso.
- Harvey D., (2011), *Le capitalisme contre le droit à la ville*, Paris, Amsterdam.
- Harvey D., (2015), *Villes rebelles*, Paris, Buchet Chastel.
- Hatzfeld M., (2004), « Habitat des SDF et hospitalité urbaine », dans Marpsat M., Frechon I., Firdion J.-M., Hatzfeld M. (dirs.), *Les SDF*, Nanterre, PUCA.
- Haumont, Lévy J.-P., (1994), « Peuplement ouvrier: la dynamique du changement », dans Deniot J., Dutheil C. (dirs.), *Métamorphose ouvrières*, Paris, L'Harmattan.
- Hebdige D., (2008), *Sous-culture*, Paris, Zones.
- Heemeryck A., (2010), *L'importation démocratique en Roumanie*, Paris, L'Harmattan.
- Heemeryck A., (2011), « Les ONG de démocratisation en Roumanie », *Multitudes*, n° 47, p. 62-70.
- Heemeryck A., (2012), « La démocratisation de l'intérieur », *Journal des anthropologues*, n° 128-129, p. 223-237.
- Heertje A., Barthelemy P., (1984), *L'économie souterraine*, Paris, Economica.
- Heidegger M., (1980), « Bâtir, Habiter, Penser », dans *Essais et Conférences*, Paris, Gallimard.
- Heller P., (2001), « Moving the State », *Politics & Society*, vol. 29, n° 1, p. 131-163.
- Heller P., Evans P., (2010), « Taking Tilly south », *Theory and Society*, vol. 39, n° 3-4, p. 433-450.
- Héritier F., (2010, [2005]), *Hommes, femmes*, Paris, Pommier.
- Héritier F., (2012a, [1996]), *Masculin/féminin, tome I*, Odile Jacob.
- Héritier F., (2012b, [1994]), *Les Deux Sœurs et leur mère*, Paris, Odile Jacob.

- Hervo M., (2012, [2001]), *Nanterre en Guerre d'Algérie*, Arles, Actes Sud.
- Hervo M., Charras M.-A., (1971), *Bidonvilles*, Paris, Maspero.
- Heurtin J.-P., Cardon D., (2016), *Chorégrapheur la générosité*, Paris, Economica.
- Heusch L. de, (2005, [1971]), « Préface à l'édition de 1971 », dans Douglas M., *De la souillure*, Paris, La Découverte.
- Hirschhausen B. von, (2000), *Les nouvelles campagnes roumaines*, Paris, Belin.
- Hirschhausen B. von, (2008), « Les sociétés rurales roumaines face à l'irruption des programmes de développement », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, n° 4, p. 113-141.
- Hivert L., (2001), « Le parc automobile des menages », ADEME-INRETS.
- Hoggart R., (1970), *La Culture du Pauvre*, Paris, Minuit.
- Høigård C., Finstad L., (1992), *Backstreets*, State College, Pennsylvania State Univ.
- Holston J., Caldeira T., (2008), « Urban peripheries and the invention of citizenship », *Harverd Design Magazine*, n° 28, p. 19-23.
- Huchzermeyer M., (2014), « Troubling continuities. Use and utility of the term "slum" », dans Parnell S., Oldfield S. (dirs.), *The Routledge Handbook on Cities of the Global South*, London/New York, Routledge.
- Huizinga J., (1988), *Homo ludens*, Paris, Gallimard.
- Ionescu I., (2007), « La question de la pauvreté en Roumanie », *Pensée plurielle*, vol. 16, n° 3, p. 141-151.
- Jaba E., Iatu C., Pintilescu C., (2007), « Dynamique de la structure économique en Roumanie et l'impact sur le marché du travail », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. novembre, n° 4, p. 609-623.
- Jaglin S., (1997), « La commercialisation du service d'eau potable à Windhoek (Namibie) », *FLUX*, vol. 13, n° 30, p. 16-29.
- Jaglin S., (2005a), « La participation au service du néolibéralisme ? », dans Bacqué M.-H., Rey H., Sintomer Y. (dirs.), *Gestion de proximité et démocratie participative*, La Découverte, p. 271-291.
- Jaglin S., (2005b), *Services d'eau en Afrique subsaharienne*, Paris, CNRS éditions.
- Jaglin S., (2010), « Accès à l'eau, accès à la ville », dans Jacquet P., Pachauri R.K., Tubiana L. (dirs.), *Regards sur la Terre 2010*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 183-191.
- Jamouille P., (2008), *Des hommes sur le fil*, Paris, La Découverte.
- Jessop B., (2002), « Liberalism, Neoliberalism, and Urban Governance », *Antipode*, vol. 34, n° 3, p. 452-472.
- Joseph I., Grafmeyer Y., (2009, [1979]), *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion.
- Jouffe Y., (2014), « La mobilité des pauvres », *Informations sociales*, n° 182, p. 90-99.
- Karnouh C., (2000), *Vivre et survivre en Roumanie communiste*, Paris, L'Harmattan.

- Karnoouh C., (2004), « Entre OTAN et Union européenne », *Outre-Terre*, vol. 7, n° 2, p. 285-299.
- Karnoouh C., (2005), « Histoires de Roumanie », *Outre-Terre*, vol. 12, n° 3, p. 229-241.
- Karnoouh C., (2008), *L'invention du peuple*, Paris, L'Harmattan.
- Kaufmann J.-C., (1997, [1992]), *La Trame conjugale*, Paris, Pocket.
- Kaufmann J.-C., (2007, [2001]), *Ego*, Paris, Hachette.
- Kaufmann J.-C., (2017, [1993]), *Sociologie du couple*, Paris, PUF.
- Kaufmann V., (2002), *Re-Thinking Mobility*, Aldershot/Burlington, Ashgate Publishing Limited.
- Kaufmann V., (2008), *Les paradoxes de la mobilité*, Lausanne, PPUR.
- Kaufmann V., (2013), « Mobilité », dans Levy J., Lussault M. (dirs.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.
- Kennedy L., (2014), « The politics and changing paradigm of megaproject development in metropolitan cities », *Habitat International*, vol. 45.
- Kitts A., (2008), « Mendicité, vagabondage et contrôle social du Moyen Âge au 19e siècle », *Revue d'histoire de la protection sociale*, n° 1, p. 37-56.
- Kokoreff M., (2012), « Les transformations d'un quartier sensible », Nancy, OPH de Nancy/Université de Lorraine.
- Kokoreff M., Lapeyronnie D., (2013), *Refaire la cité*, Paris, Seuil.
- Kropotkine P., (2015), « Jeu et sociabilité dans le monde animal », *Revue du MAUSS*, vol. 45, n° 1, p. 58-60.
- Kundu A., (1999), « Stigmatization of Urban Processes in India: An Analysis of Terminology with Special Reference to Slum Situations », dans Depaule J.-C., Topalov C. (dirs.), *Les Mots de la ville, Inde du Nord*, Aix-en-Provence, MMSH, p. 33-40.
- Kundu A., Pradhan B.K., Subramanian A., (2002), « Dichotomy or Continuum », *Economic and Political Weekly*, vol. 37, n° 50, p. 5039-5046.
- Labbens J., (1965), *La condition sous prolétarienne*, Paris, Bureau de recherches sociales.
- Ladányi J., Szelényi I., (2005), « La formation d'un sous-prolétariat rom », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. no 160, n° 5, p. 66-87.
- Laé J.-F., (1989), *Travailler au noir*, Paris, Métailié.
- Laé J.-F., Murard N., (1985), *L'Argent des pauvres*, Paris, Seuil.
- Lahire B., (2006, [2004]), *La culture des individus*, Paris, La Découverte.
- Lama-Rewal S.T., (2011), « Urban Governance », dans Dupont V., Rewal S. lama- (dirs.), *Urban policies and the right to the city in India*, New Delhi, p. 21-30.
- Landy F., Moreau S., (2015), « Le droit au village », *Justice spatiale*, n° 7.
- Lanzarini C., (2000), *Survivre dans le monde sous-prolétaire*, Paris, PUF.

- Lapeyronnie D., (2008), *Ghetto Urbain*, Paris, Robert Laffont.
- Larousse, (1998), *Le petit Larousse grand format*, Paris, Larousse.
- Lasch C., (2018, [1979]), *La culture du narcissisme*, Paris, Flammarion.
- Lascoumes P., (1996), « L'illégalisme, outil d'analyse », dans Lenoir R., Tsikounas M. (dirs.), *Michel Foucault, « "Surveiller et punir" »*, Paris, CREDHESS.
- Lascoumes P., Galès P.L., (2012), *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin.
- Lascoumes, P., Le Galès, P. (dirs.), (2005), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Latour B., (2004, [2002]), *La fabrique du droit*, Paris, La Découverte.
- Laurent P.-J., (2000), « Le « big man » local ou la « gestion coup d'État » de l'espace public », *Politique africaine*, n° 80, p. 169-181.
- Lăzăroiu S., (2004), « Migration Trends, volume IV », *Sharing Experience: Migration Trends in Selected Applicant Countries and Lessons Learned from the 'New Countries of Immigration' in the EU and Austria*, Vienna, IOM.
- Lăzăroiu S., Alexandru M., (2008), « Romania », dans Hönekopp E., Mattila H. (dirs.), *Permanent or Circular Migration?*, Budapest, IOM.
- Lazarus J., (2006), « Les pauvres et la consommation », *Vingtième Siècle*, vol. 91, n° 3, p. 137-152.
- Le Breton D., (1995), *Anthropologie de la douleur*, Paris, Métailié.
- Le Breton D., (2013, [1990]), *Anthropologie du corps et modernité*, Paris, PUF.
- Le Breton É., (2002), « La mobilité quotidienne dans la vie précaire », Paris, IVM.
- Le Breton É., (2004), « Exclusion et immobilité: la figure de l'insulaire », dans Orfeuil J.-P. (dir.), *Transports, pauvretés, exclusions*, La Tour-d'Aigues, Édition de l'Aube.
- Le Breton É., (2005a), « Mobilité, exclusion, marginalité », dans Allemand S., Ascher F., Lévy J. (dirs.), *Les sens du mouvement*, Paris, Belin.
- Le Breton É., (2005b), *Bouger pour s'en sortir*, Paris, Armand Colin.
- Le Clève A., Peyroux O., (2014), « Diagnostic social Maxéville », FNASAT.
- Le Pape M.-C., (2005), « Mémoire familiale, filiation et parentalité en milieux populaires », *Revue des politiques sociales et familiales*, vol. 82, n° 1, p. 17-32.
- Le Robert, (2003), *Le Petit Robert de la langue française 2003*, Paris, Le Robert.
- Leckie S., (1994), « Forced evictions », *Environment and Urbanization*, vol. 6, n° 1, p. 131-146.
- Ledrut R., (1996, [1979]), *La révolution cachée*, Tournai, Casterman.
- Leeds A., (1969), « The significant variables determining the character of squatter settlements », *América latina*, vol. 12, n° 3, p. 44-86.
- Lefebvre H., (2000, [1974]), *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.

- Lefebvre H., (2009, [1968]), *Le droit à la ville*, Paris, Economica/Anthropos.
- Lefebvre H., (2017, [1992]), *Éléments de rythmanalyse*, Paris, Syllepse.
- Lefebvre H., Régulier C., (1985), « Le projet rythmanalytique », *Communications*, vol. 41, n° 1, p. 191-199.
- Legros O., Vitale T., (2011), « Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes », *Géocarrefour*, vol. 86, n° 1.
- Lehman-Frisch S., (2009), « La ségrégation », *Annales de géographie*, n° 665-666, p. 94-115.
- Lenoir R., (1989, [1974]), *Les exclus*, Paris, Seuil.
- Lepetit B., (2013, [1995]), *Les formes de l'expérience*, Paris, Albin Michel.
- Lepoutre D., (2001, [1997]), *Coeur de banlieue*, Paris, Odile Jacob.
- Leroi-Gourhan A., (1965), *Le Geste et la parole, tome II*, Paris, Albin Michel.
- Lévi-Strauss C., (1967), *Les structures élémentaires de la parenté*, La Haye, Mouton.
- Lévy J., (1996), *Le monde pour cité*, Paris, Hachette.
- Lévy J., (2000), « Les nouveaux espaces de la mobilité », dans Bonnet M., Desjeux D. (dirs.), *Les Territoires de la mobilité*, Paris, PUF.
- Lévy, J. (dir.), (2008), *L'invention du monde*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Lévy-Vroelant C., (2006), « Migrants et logement », *Plein droit*, n° 68, p. 5-10.
- Lévy-Vroelant C., Pasquier D., (2014), « Accueillir, disent-ils... », *Métropolitiques*, [URL : <https://www.metropolitiques.eu/Accueillir-disent-ils.html>], consulté le 23 août 2017.
- Lévy-Vroelant C., Segal J., (2003), « Les roms de Montreuil et d'ailleurs, des immigrés européens particuliers », *Les Temps Modernes*, n° 624, p. 223-230.
- Lewis O., (1966), « The Culture of the Poverty », *Scientific American*, vol. 4, n° 215, p. 19-25.
- Lewis O., (1969, [1966]), *La Vida*, Paris, Gallimard.
- Lewis O., (1978, [1961]), *Les Enfants de Sánchez*, Paris, Gallimard.
- Liebow E., (2011, [1967]), *Tally's Corner*, Rennes, PUR.
- Ligue des droits de l'Homme, (2018), « Racisme et antisémitisme », *ldh-france*, [URL : <https://www.ldh-france.org/sujet/racisme-antisemitisme/roms-gens-du-voyage/>], consulté le 2 juillet 2018.
- Lion G., (2015), *Incertaines demeures*, Montrouge, Bayard.
- Lussault M., (2005), « La mobilité comme événement », dans Allemand S., Ascher F., Lévy J. (dirs.), *Les sens du mouvement*, Paris, Belin.
- Lussault M., (2007), *L'homme spatial*, Paris, Seuil.
- Lussault M., (2009), *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset.
- Lussault M., (2013), *L'avènement du monde*, Paris, Seuil.
- Maccaglia F., (2009), *Palerme, illégalismes et gouvernement urbain d'exception*, Lyon, ENS

éditions.

Malandrin G., Salas P., Sagna L., Servet J.-M., (2002), « Adoption des changements monétaires par les personnes âgées : pratiques des nouvelles technologies monétaires et confiance dans l'euro », *Cahiers de recherche de la MIRE*, n° 13/14, p. 83-88.

Marcel J.-C., Verley E., (2011), « Déclassement et ascension sociale », dans Forsé M., Galland O. (dirs.), *Les Français face aux inégalités et à la justice sociale*, Paris, Armand Colin.

Marchal H., (2010), *La diversité en France*, Paris, Ellipses Marketing.

Marchal H., (2012, [2006]), *L'identité en question*, Paris, Ellipses.

Marchal H., (2014), *Un sociologue au volant*, Paris, Téraèdre.

Marchal H., (2017), « Le “vivre-avec” à l'épreuve des divergences urbaines », dans Benbassa E., Attias J. (dirs.), *Nouvelles relégations territoriales*, Paris, CNRS éditions.

Marchal H., Stébé J.-M., (2010), *La ville au risque du ghetto*, Paris, Lavoisier.

Marchal H., Stébé J.-M., (2014, [2011]), *Les grandes questions sur la ville et l'urbain*, Paris, PUF.

Marsicano É., Lydié N., Bajos N., (2011), « Genre et migration », *Population*, vol. 66, n° 2, p. 313-341.

Martin C., (2000), *Ethnologie d'un bidonville de Lima*, Paris, L'Harmattan.

Martuccelli D., (1999), *Sociologie de la modernité*, Paris, Gallimard.

Martuccelli D., (2006), *Forgé par l'épreuve*, Paris, Armand Colin.

Martuccelli D., (2010), *La société singulariste*, Paris, Armand Colin.

Martuccelli D., (2017), *La condition sociale moderne*, Paris, Gallimard.

Martuccelli D., (2005), *La consistance du social*, Rennes, PUR.

Maruani M., (2005), *Femmes, genre et sociétés, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

Marwan M., (2011), *La formation des bandes*, Paris, PUF.

Marx K., (2007, [1852]), *Le dix-huit brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Flammarion.

Matei K., (1993), « Entre lieux et ailleurs: l'image des tsiganes dans la presse roumaine », *Études tsiganes*, vol. 1, n° 1.

Mathieu L., (1999), « Une mobilisation improbable », *Revue française de sociologie*, vol. 40, n° 3, p. 475-499.

Maurin E., (2004), *Le ghetto français*, Paris, Seuil.

Mauss M., (1969), *Œuvres, tome III*, Paris, Minuit.

Mauss M., (2012, [1925]), *Essai sur le don*, Paris, PUF.

Mauss M., (2013, [1950]), *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF.

Maxim M., (1999), *L'empire ottoman au nord du Danube et l'autonomie des principautés roumaines au 16e siècle*, Istanbul, Isis.

- Médam A., (1993), « Diaspora/Diasporas. Archétype et typologie », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 9, n° 1, p. 59-66.
- Memmi D., (2014), *La Revanche de la chair*, Paris, Seuil.
- Mesnil M., Popova A., (2016), *Les eaux-delà du Danube*, Paris, Pétra.
- Michalon B., (2003a), *Migrations des Saxons de Roumanie en Allemagne*, Thèse de doctorat en géographie, Poitiers, Université de Poitiers.
- Michalon B., (2003b), « De la politique des Aussiedler à la circulation: diversification des pratiques migratoires des Saxons de Transylvanie », dans Diminescu D. (dir.), *Visibles mais peu nombreux...*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.
- Michalon B., Mihaela N., (2010), « Histoire, constantes et transformations récentes des dynamiques migratoires en Roumanie », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, vol. 41, n° 4, p. 5-28.
- Mihăilescu V., (2011), « Comment le rustique vint au village », *Terrain*, n° 57, p. 96-113.
- Mihăilescu V., Nicolau V., (1996), « La transition entre holisme et individualisme », *Journal roumain de sociologie*, vol. 1, n° 6.
- Milbert I., (2006), « Slums, Slum Dwellers and Multilevel Governance », *The European Journal of Development Research*, vol. 18, n° 2, p. 299-318.
- Mills C.W., (2006, [1959]), *L'imagination sociologique*, Paris, La Découverte.
- Mireau É., (2008), « Maltraitance du nourrisson », *Laennec*, vol. 56, n° 1, p. 18-25.
- Mongin O., (2007, [2005]), *La Condition urbaine*, Paris, Points.
- Montulet B., (2000), *Les enjeux spatio-temporels du social*, Paris, L'Harmattan.
- Morley D., (1986), *Family Television*, London, Routledge.
- Morley D., Brunson C., (2015, [1999]), *The Nationwide Television Studies*, London/New York, Routledge.
- Morokvasic-Muller M., (1999), « La mobilité transnationale comme ressource », *Cultures & Conflits*, n° 33-34.
- Mougin V., (2005), *Les SDF*, Paris, Le Cavalier Bleu.
- Moujoud N., (2008), « Effets de la migration sur les femmes et sur les rapports sociaux de sexe », *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, n° 16, p. 57-79.
- Mukhija V., (2001), « Enabling Slum Redevelopment in Mumbai », *Housing Studies*, vol. 16, n° 6, p. 791-806.
- Mukhija V., (2003), *Squatters as Developers?*, Aldershot/Burlington, Routledge.
- Muresan R., (2003), *Les Tsiganes « au marteau »*, Québec/Saint-Nicolas, Presses de l'Université Laval.
- Nacu A., (2010a), « L'émergence de la « question rom » en Roumanie et en Bulgarie », *Tumultes*, vol. 32-33, n° 1, p. 195-216.

- Nacu A., (2010b), « Les Roms migrants en région parisienne », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 26, n° 1, p. 141-160.
- Navez-Bouchanine F., (2002), *La fragmentation en question*, Paris, L'Harmattan.
- Nedelcu M., (2003), « Les technologies d'information et de communication », *Balkanologie*, vol. 7, n° 1, p. 43-63.
- Nedelcu M., (2009), *Le migrant online*, Paris, L'Harmattan.
- Olivera M., (2012), *La tradition de l'intégration*, Paris, Pétra.
- Olivera M., (2015), « Insupportables pollueurs ou recycleurs de génie ? », *Ethnologie française*, vol. 153, n° 3, p. 499-509.
- Orfeuil J.-P., (2000), *Évolution de la mobilité quotidienne*, Arcueil, IFSTTAR.
- Orfeuil J.-P., (2004), *Transports, pauvretés et exclusions*, Paris, Aube.
- Pahl J., (1999), *Invisible money*, Bristol, Policy Press.
- Panateiscu P., (1941), « Gypsies in Wallachia and Moldova: a chapter of economic history », *Journal of the Gypsy Lore Society*, vol. 20, n° 2.
- Paquot, T. (dir.), (2001), *Le quotidien urbain*, Paris, La Découverte.
- Paquot T., (2015), *Désastres urbains*, Paris, La Découverte.
- Park R.E., (2009, [1979]), « La ville comme laboratoire social », dans Joseph I., Grafmeyer Y. (dirs.), *L'école de Chicago*, Paris, Flammarion.
- Parsons T., (2012, [1951]), *The Social System*, New Orleans, Quid Pro.
- Patel S.B., (1996), « Slum Rehabilitation in Mumbai », *Economic and Political Weekly*, vol. 31, n° 18, p. 1047-1050.
- Paugam S., (2013, [1991]), *La disqualification sociale*, Paris, PUF.
- Payne G., Durand-Lasserre A., Rakodi C., (2009), « The limits of land titling and home ownership », *Environment and Urbanization*, vol. 21, n° 2, p. 443-462.
- Péchu C., (1996), « Quand les “« exclus »” passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, vol. 9, n° 34, p. 114-133.
- Péchu C., (2007), *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation. Volume 5*, Paris, Dalloz.
- Péné-Annette A., Garcia S., (2010), « Rancho », dans Topalov C., Coudroy de Lille L., Depaule J.-C., Marin B. (dirs.), *L'Aventure des mots de la ville*, Paris, Bouquins.
- Peraldi, M. (dir.), (2001), *Cabas et containers*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- Pétonnet C., (1991), « Le cercle de l'immondice », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, vol. 53, n° 1, p. 109-116.
- Pétonnet C., (2011), « Des cabanes quand même, encore et toujours », *Techniques & Culture. Revue semestrielle d'anthropologie des techniques*, n° 56, p. 194-199.
- Pétonnet C., (2012, [1979]), *On est tous dans le brouillard*, Paris, CTHS.

- Pezeu-Massabuau J., (2002), *Du confort au bien-être*, Paris, L'Harmattan.
- Piasere L., (1994), « Les "Tsiganes" sont-ils bons à penser anthropologiquement? », *Revue études tsiganes*, vol. 2, n° 4.
- Pichon P., (2010), *Vivre dans la rue*, Saint-Étienne, Presses universitaires de Saint-Etienne.
- Pillay, U., Tomlinson, R., Bass, O. (dirs.), (2009), *Development and Dreams*, Cape Town/Chicago, Human Sciences Research Council.
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., (2015, [1997]), *Voyage en grande bourgeoisie*, Paris, PUF.
- Pinçon-Charlot M., Pinçon M., (2010, [2007]), *Les Ghettos du gotha*, Paris, Points.
- Poels G., (2015), *Les Trente Glorieuses du téléspectateur*, Bry-sur-Marne, INA.
- Potot S., (2003a), *Circulation et réseaux de migrants roumains: une contribution à l'étude des nouvelles mobilités en Europe*, Thèse de doctorat en sociologie, Nice, Université de Nice.
- Potot S., (2003b), « La reconversion des réseaux migrants à Târgoviste », dans Diminescu D. (dir.), *Visibles mais peu nombreux...*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.
- Potot S., (2007), *Vivre à l'Est, travailler à l'Ouest*, Paris, L'Harmattan.
- Potot S., (2018), *Nous les Tsiganes, ou les Roms, comme vous dites, vous*, Rennes, PUR.
- Poulain J.-P., (2013, [2002]), *Sociologies de l'alimentation*, Paris, PUF.
- Ramón Joffre G., (2010), « Barriada », dans Topalov C., Coudroy de Lille L., Depaule J.-C., Marin B. (dirs.), *L'Aventure des mots de la ville*, Paris, Bouquins.
- Rancière J., (1995), *La mésentente*, Paris, Galilée.
- Rancière J., (2011), « Une passion d'en haut », *Lignes*, n° 34, p. 119-123.
- Reeder D., (2010), « Slum », dans Topalov C., Coudroy de Lille L., Depaule J.-C., Marin B. (dirs.), *L'Aventure des mots de la ville*, Paris, Bouquins.
- Remy J., (1996), « Mobilités et ancrages: vers une autre définition de la ville », dans Hirschhorn M., Berthelot J.-M. (dirs.), *Mobilités et ancrages*, Paris, L'Harmattan.
- Remy, J. (dir.), (2000a, [1995]), *Georg Simmel*, Paris, L'Harmattan.
- Remy J., (2000b, [1998]), *Sociologie urbaine et rurale*, Paris, L'Harmattan.
- Remy J., Voyé L., (1992), *La ville*, Paris, L'Harmattan.
- Renahy N., (2010), « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usage d'une notion. », *Regards Sociologiques*, n° 40, p. 9-26.
- Renaut M.-H., (1998), « Vagabondage et mendicité. Délits périmés, réalité quotidienne, Abstract », *Revue historique*, vol. 122, n° 2, p. 287-322.
- Retière J.-N., (2003), « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n° 63, p. 121-143.
- Rey V., Groza O., (2009), « Bulgarie et Roumanie, un "« entre-deux »" géopolitique dans l'Union européenne », *L'Espace géographique*, vol. 37, n° 4, p. 365-378.
- Rey V., Groza O., Ianos I., Patroescu M., (2007, [2002]), *Atlas de la Roumanie*,

Paris/Montpellier, La Documentation française.

Rigoni I., Séhili D., (2005), « Femmes dans la migration », *Migrations Société*, vol. 17, n° 99-100.

Robert C., (2007), *Éternels étrangers de l'intérieur ?*, Paris, Desclée de Brouwer.

Robinson J., (2005, [2002]), *Ordinary Cities*, London/New York, Routledge.

Rodriguez Chumillas I., (2010), « Chabola », dans Topalov C., Coudroy de Lille L., Depaule J.-C., Marin B. (dirs.), *L'Aventure des mots de la ville*, Paris, Bouquins.

Rodriguez-Torres D., (2014), *Au cœur du bidonville de Mathare Valley*, Nairobi/Paris, Karthala.

Rosa H., (2010), *Accélération*, Paris, La Découverte.

Rosanvallon P., (1998, [1995]), *La nouvelle question sociale*, Paris, Seuil.

Rosanvallon P., (2014), *Le Parlement des invisibles*, Paris, Raconter la vie.

Rospabé P., (1995), *La dette de vie*, Paris, La Découverte.

Rouleau-Berger L., (1995), « La ville en friche: précarités, socialisations et compétences », *Futur Antérieur*, n° 3, p. 103-113.

Roy A., (2005), « Urban Informality », *Journal of the American Planning Association*, vol. 71, n° 2, p. 147-158.

Roy A., (2009), « Why India Cannot Plan Its Cities », *Planning Theory*, vol. 8, n° 1, p. 76-87.

Roy A., (2011), « Slumdog Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, n° 2, p. 223-238.

Rufin J.-C., (1994), *L'Aventure humaine*, Paris, Gallimard.

Saglio-Yatzimirsky M.-C., (2002), *Intouchable Bombay*, Paris, CNRS éditions.

Saglio-Yatzimirsky M.-C., (2013), *Dharavi*, Routledge India.

Saglio-Yatzimirsky M.-C., Landy F., (2014), *Megacity Slums*, Imperial College Press.

Sahed I., (2016), « Consommer la cigarette, le cannabis à l'adolescence », *Drogues, santé et société*, vol. 14, n° 2, p. 1-23.

Sahlins M., (2017, [1976]), *Âge de pierre, âge d'abondance*, Paris, Folio.

Sahlins M.D., (1963), « Poor Man, Rich Man, Big-man, Chief », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, n° 3, p. 285-303.

Said E. w., (2005, [1978]), *L'Orientalisme*, Paris, Seuil.

Samuel N., (1985), « Les sociologues et le concept de temps social », *Temps libre*, vol. hiver, p. 19-25.

Sandu D., (2006), « locuirea temporară în străinătate migrația economică a românilor : 1990-2006 », Bucarest, Fundația pentru o Societate Deschisă.

Sandu D., Radu C., Constantinescu M., Ciobanu O., (2004), « A Country Report on Romanian migration Abroad: Stocks and Flows After 1989 », Prague, Multicultural Center

Prague.

Sans auteur, (2016), « Heureux dénouement pour les familles Roms », *L'Est Républicain*, 1 juillet 2016.

Santino U., (1995), *La mafia interpretata*, Soveria Mannelli, Rubbettino.

Sartre J.-P., (1985, [1946]), *Réflexions sur la question juive*, Paris, Gallimard.

Sassen S., (1996), *La Ville globale*, Paris, Descartes et Cie.

Sauvy A., (1984), *Le travail noir et l'économie de demain*, Paris, Calmann-Lévy.

Sayad A., (1985), « Du message oral au message sur cassette, la communication avec l'absent », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 59, n° 1, p. 61-72.

Sayad A., (2008, [1995]), *Un Nanterre algérien*, Paris, Autrement.

Sayad A., (2014, [1999]), *La double absence*, Paris, Points.

Schacht J., (1973), *Anthropologie culturelle de l'argent*, Paris, Payot.

Scheper-hughes N., (1993, [1989]), *Death Without Weeping*, Berkeley, University of California Press.

Schmitt S., (2012), « L'épineux dossier Roms », *L'Est républicain*, 10 septembre 2012.

Schnapper D., (2007), *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Paris, Folio.

Schnapper D., Bordes-Benayoun C., (2006), *Diasporas et Nations*, Paris, Odile Jacob.

Schwartz O., (2009), « Vivons-nous encore dans une société de classes ? », *La vie des idées*, [URL : <http://www.laviedesidees.fr/Vivons-nous-encore-dans-une.html>], consulté le 13 mai 2018.

Schwartz O., (2012, [1990]), *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF.

Sciarrone R., (2000), « Réseaux mafieux et capital social », *Politix*, vol. 13, n° 49, p. 35-56.

Scott J.C., (2009, [1990]), *La Domination et les arts de la résistance*, Paris, Amsterdam.

Segaud M., (2009), « Espaces », dans Stébé J.-M., Marchal H. (dirs.), *Traité sur la ville*, Paris, PUF.

Segaud M., (2010, [1983]), *Anthropologie de l'espace*, Paris, Armand Colin.

Sehgal D.S., (2009), *Exhaustive Guide to the Slum Areas*, Delhi, Universal Law Publishing.

Sen A., (2000), « Social Exclusion », Asian Development Bank.

Serfaty-Garzon, (2003), *Chez soi*, Paris, Armand Colin.

Servet J.-M.G., (2002), « La thune, le flouze, le blé en euro. Analyse socioéconomique des conditions d'une transition monétaire », *Journal des anthropologues*, n° 90-91, p. 231-260.

Sgard J., (2005), « La propriété privée et les lois du capitalisme. Que nous dit Hernando De Soto ? », *L'Economie politique*, n° 26.

Sigona N., (2011), « L'Union européenne et les Roms », *Cultures & Conflicts*, n° 81-82, p. 213-222.

Simmel G., (1991, [1981]), *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF.

- Simmel G., (2011, [1998]), *Les pauvres*, Paris, PUF.
- Simmel G., (2013), *Les grandes villes et la vie de l'esprit*, Paris, Payot.
- Simmel G., (1993, [1988]), *La tragédie de la culture*, Paris, Rivages.
- Simmel G., (1995, [1992]), *Le Conflit*, Belval, Circé.
- Singh S., (2004), « Impersonalisation of electronic money », *International Journal of Bank Marketing*, vol. 22, n° 7, p. 504-521.
- Singly D., (2000), *Libres ensemble*, Paris, Nathan Université.
- Singly F. de, (2003), *Les uns avec les autres*, Paris, Armand Colin.
- Singly F. de, (2013), « Le masculin pluriel », *Travail, genre et sociétés*, n° 29, p. 161-168.
- Skeggs B., (2015, [1998]), *Des femmes respectables*, Paris, Agone.
- Smart A., (2001), « Unruly Places », *American Anthropologist*, vol. 103, n° 1, p. 30-44.
- Snow D.A., Anderson L., (1993), *Down on Their Luck*, Berkeley, University of California Press.
- Soares Gonçalves R., (2016), « Les favelas de Rio de Janeiro : en marge de la ville, en marge de l'histoire ? », dans Deboulet A. (dir.), *Repenser les quartiers précaires*, Paris, AFD, p. 83-91.
- Soja E.W., (2000), *Postmetropolis*, Malden, Wiley-Blackwell.
- Soto H. de, (2010, [2000]), *Le mystère du capital*, Paris, Flammarion.
- Spivak G.C., (1987), « Can the subaltern speak? », dans Nelson C., Grossberg L. (dirs.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Urbana, University of Illinois Press.
- Stahl H., (2005), *Les anciennes communautés villageoises roumaines*, La Tour d'Aigues, Édition de l'Aube.
- Stébé J.-M., (2005), *La médiation dans les banlieues sensibles*, Paris, PUF.
- Stébé J.-M., (2010), *La crise des banlieues*, Paris, PUF.
- Stébé J.-M., Marchal H., (2010), *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin.
- Stock M., (2011), « Habiter avec l'autre », *Le sujet dans la cité*, n° 2, p. 54-65.
- Strauss A., (1992), *Miroirs et masques*, Paris, Métailié.
- Sutherland C., Jordhus-Lier D., Braathen E., Dupont V., (2015), « Conclusion », dans Dupont V., Jordhus-Lier D., Sutherland C., Braathen E. (dirs.), *The Politics of Slums in the Global South*, London/New York, Routledge.
- Suttles G.D., (2008, [1968]), *The Social Order of the Slum*, Chicago, University of Chicago Press.
- Swart K., Bob U., (2009), « Venue selection and the 2010 World Cup: A case study of Cape Town », dans Pillay U., Tomlinson R., Bass O. (dirs.), *Development and Dreams*, Cape Town/Chicago, Human Sciences Research Council.
- Tabet P., (2004), *La grande arnaque*, Paris, L'Harmattan.

- Tarrius A., (1985), « Transports autoproduits : production et reproduction du social », *Espaces et Sociétés*, n° 46, p. 35-54.
- Tarrius A., (1998, [1995]), *Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- Tarrius A., (1999), « Économies souterraines, recompositions sociales et dynamiques des « marges » dans une ville moyenne française », *Sociétés contemporaines*, vol. 36, n° 1, p. 19-32.
- Tarrius A., (2014), « Transmigration et économies souterraines », *Regards croisés sur l'économie*, n° 14, p. 147-158.
- Taschner S.P., Bógus L.M.M., (2001), « São Paulo », *São Paulo em Perspectiva*, vol. 15, n° 1, p. 31-44.
- Thiesse A., (2009), « Leur cabane au fond des bois », *L'Est républicain*, 4 janvier 2009.
- Thiesse A., (2010), « « Comme des rats » », *L'Est Républicain*, 29 août 2010.
- Tissot S., (2005), « Les sociologues et la banlieue », *Genèses*, vol. 60, n° 3, p. 57-75.
- Tissot S., (2007), *L'Etat et les quartiers*, Paris, Seuil.
- Todd E., (2011), *L'origine des systèmes familiaux, tome I*, Paris, Gallimard.
- Todd E., (2017), *La Diversité du monde*, Paris, Points.
- Topalov C., (1991), « La ville, “« terre inconnue »”. L'enquête de Charles Booth et le peuple de Londres, 1886-1891 », *Genèses*, vol. 5, n° 1, p. 4-34.
- Touraine A., (1992), *Critique de la modernité*, Paris, Fayard.
- Trajectoires, (2017), « Habitants des bidonvilles en France », Paris, Secours catholique/Caritas France.
- Tribillon J.-F., (2015), « La notion d'habitat illégal en Afrique et les pratiques de régularisation », *La revue foncière*, n° 4, p. 33-36.
- Truong F., (2013), *Des capuches et des hommes*, Paris, Buchet Chastel.
- UN-Habitat, (2003), *The Challenge of Slums*, London/Sterling, Routledge.
- UN-Habitat, (2016a), *Urbanization and Development*, Nairobi, UN-Habitat.
- UN-Habitat, (2016b), « Almanach des bidonvilles », Nairobi, UN-Habitat.
- UN-Habitat, (2018), « Explore urban open data », *urbandata*, [URL : <http://urbandata.unhabitat.org/>], consulté le 2 juillet 2018.
- Urry J., (2007), *Mobilities*, Cambridge, Polity Press.
- Valenzuela A., Schweitzer L., Robles A., (2005), « Camionetas », *Transportation Research*, vol. 39, n° 10, p. 895-911.
- Valladares L., (2006), *La favela d'un siècle à l'autre*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.
- Valladares L., (2007), « Les trois dogmes de la pensée savante sur la favela », dans Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guérin-Pace F. (dirs.), *Le quartier*, Paris, La Découverte.

- Valladares L., (2010), « Favela », dans Topalov C., Coudroy de Lille L., Depaule J.-C., Marin B. (dirs.), *L'Aventure des mots de la ville*, Paris, Bouquins.
- Varley A., (1998), « The political uses of illegality », dans Fernandes F., Varley A. (dirs.), *Illegal Cities*, London, Zed Books, p. 172-190.
- Vaux de Foletier F. de, (1970), « L'esclavage des Tsiganes dans les principautés roumaines », *Étude tsiganes*, n° 3.
- Veltz P., (2014, [1996]), *Mondialisation, villes et territoires*, Paris, PUF.
- Verdier Y., (1979), *Façons de dire, façons de faire*, Paris, Gallimard.
- Verma G.D., (2003), *Slumming India*, New Delhi/New York, Penguin Books India.
- Vernini Y., (2010), « L'eau et maintenant le froid », *L'Est Républicain*, 24 décembre 2010.
- Vernini Y., (2011), « Roms : le rapport aujourd'hui », *L'Est Républicain*, 6 janvier 2011.
- Vitale T., (2009), « Politique des évictions. Une approche pragmatique », dans Catlla M., Cantelli F., Escoda M.R.I., Stavo-Debaugue J. (dirs.), *Sensibilités pragmatiques*, Bruxelles, Peter Lang.
- Wacquant L., (2000), *Corps et âme*, Marseille/Montréal, Agone.
- Wacquant L., (2005), « Les deux visages du ghetto », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 160, n° 5, p. 4-21.
- Wacquant L., (2006), *Parias urbains*, Paris, La Découverte.
- Wacquant L., (2011, [1999]), *Les Prisons de la misère*, Paris, Raisons d'agir.
- Wahnich S., (2011), « Contre le racisme d'État », *Lignes*, n° 34, p. 124-134.
- Warin P., (2008), « Le non-recours par désintéret », *Vie sociale*, n° 1, p. 9-19.
- Warin P., (2012), « Le non-recours aux droits. Question en expansion, catégorie en construction, possible changement de paradigme dans la construction des politiques publiques », *SociologieS*, [URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4103>], consulté le 31 juillet 2018.
- Warin P., Catrice-Lorey A., (2016), *Le non-recours aux politiques sociales*, Fontaine, Presses Universitaires de Grenoble.
- Weber F., (2009, [1989]), *Le travail à-côté*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Weber M., (1992, [1922]), *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Pocket.
- Whyte W.F., (2007, [1943]), *Street Corner Society*, Paris, La Découverte.
- Whyte W.F., (2012), « Le code sexuel d'un slum », *Genre, sexualité & société*, [URL : <https://gss.revues.org/2248>], consulté le 12 octobre 2015.
- Wieviorka M., (1991), *L'Espace du racisme*, Paris, Seuil.
- Williams P., (1993), *Nous, on n'en parle pas*, Paris, Maison des sciences de l'homme.
- Williams P., (2000, [1984]), *Mariage tsigane*, Paris, Selaf.
- Willis P., (2011a), « Entrer dans la boîte noire de l'école », dans *L'école des ouvriers*,

Marseille, Agone.

Willis P., (2011b, [1977]), *L'école des ouvriers*, Marseille, Agone.

Willmott P., Young M., (2010, [1957]), *Le village dans la ville*, Paris, PUF.

Wirth L., (2006, [1925]), *Le Ghetto*, Grenoble, PUG.

Wittgenstein L., (2014, [1953]), *Recherches philosophiques*, Paris, Gallimard.

Wolcott H., (1975), « Criteria for an Ethnographic Approach to Research in Schools », *Human Organization*, vol. 34, n° 2.

Wresinski J., (1965), « La science, parente pauvre de la charité », dans Labbens J., *La condition sous prolétarienne*, Paris, Bureau de recherches sociales.

Wresinski J., (1983), *Enrayer la reproduction de la grande pauvreté*, Paris, La Documentation française.

Yelling J.A., (1992), *Slums And Redevelopment*, London, Routledge.

Zelizer V., (2005, [1994]), *La Signification sociale de l'argent*, Paris, Seuil.

Zeneidi-Henry D., (2004), « La rue domestiquée. Reformulation de la notion d'espace domestique à ravers l'expérience des SDF », dans Collignon B., Staszak J.-F. (dirs.), *Espaces domestiques*, Rosny-sous-Bois France, Bréal.

Znaniecki F., Thomas W.I., (1998, [1918–1920]), *Le Paysan polonais en Europe et en Amérique*, Paris, Nathan.

Zorbaugh H.W., (1983, [1929]), *The Gold Coast and the Slum*, Chicago, University of Chicago Press.

Annexe 1 : La rénovation du quartier du Haut-du-Lièvre

Construit au tournant des années 1960, le quartier du Haut-du-Lièvre représente selon Joseph Abram un cas typique des mécanismes socio-économiques liés à l'approche « quantitative du logement » (Abrams, 2000, p. 120). En effet, malgré la relative préservation de Nancy durant la guerre, la ville connaît une grave pénurie de logements. Les réserves de logement répondent très difficilement aux demandes et on compte pour l'année 1956 plus de 6 000 demandes non satisfaites. La municipalité prend alors la décision d'urbaniser le plateau du Haut-du-Lièvre. Situés auprès d'une carrière encore en activité, les 33 hectares vierges de toutes formes d'urbanisation représentent une opportunité parfaite alors que la superficie du territoire de la commune est relativement faible. Le programme est ambitieux puisqu'il consiste alors à construire 3 388 logements dans une commune ne comptant alors que 100 000 habitants. C'est Bernard Zehrffuss, lauréat du Grand prix de Rome en 1939, qui est choisi pour diriger ce projet de plus d'un milliard de francs. Cet architecte, né en 1911 et diplômé des Beaux-Arts, s'est formé à l'aménagement tardivement. Il a en effet découvert les travaux de Le Corbusier durant la Seconde Guerre mondiale. Dans un entretien, il revient sur son parcours d'architecte et sur l'évolution de sa profession au milieu du siècle, « Le Mouvement moderne a été pour moi une révélation fantastique. J'ai suivi les CIAM, où j'ai fait la connaissance de Gropius et d'autres grands architectes tels que Neutra, Saarinen, Costa. L'architecture de cette époque était portée par tout un mouvement d'idées... » (Bernard Zehrffuss cité par Abrams, 2000, p. 121).

Le projet de l'architecte est ainsi à la frontière entre d'un côté les principes des « Beaux-Arts » et de l'autre les exigences fonctionnelles de la Charte d'Athènes, « Au départ, j'ai voulu faire une grande composition... c'est mon côté grand prix de Rome... [...] Le terrain qui avait été choisi était bien connu des Nancéiens, mais eu égard aux carrières voisines en exploitation, on n'avait pas encore songé à son utilisation et, du fait de cette sorte de miracle, il était vaste et libre de toute construction. La beauté de ce site, son orientation au midi, les possibilités de liaison rapide avec le centre de la ville, tout cela contribuait à le rendre favorable à l'habitation. Mais plus qu'un quartier d'extension, le Haut-du-Lièvre constitue en réalité une ville satellite de Nancy qui devrait d'ici vingt ans, atteindre 25 à 30 000 habitants. Toute la composition de ce nouveau centre se rattache à la composition classique de Nancy : les deux grands axes perpendiculaires sur lesquels s'appuie la place Stanislas, et la place Carrière, le jardin de la Pépinière et le cours Léopold, ont été repris au Haut-du-Lièvre. Cette composition est donc

volontairement rigide, sévère même. Nancy, ville d'ordre et de tradition n'aurait pu supporter un ensemble baroque à ses portes » (Bernard Zehrfuss cité par Abrams, 2000, p. 121).

Les constructions débutent en 1959 et sont réalisées le long de la falaise, dans l'axe est-ouest du quartier. Elles se constituent principalement de deux barres longues de 300 et 400 mètres et hautes respectivement de 17 et 15 niveaux, soit 716 et 917 logements chacune. Ces deux grandes barres forment les constructions les plus spectaculaires du quartier. Elles donnent la sensation d'un mur s'élevant entre la partie commerciale du Haut-du-Lièvre et le côté boisé du quartier donnant accès à une vue dégagée de l'agglomération. Sur l'esplanade au pied des deux tours, deux centres commerciaux, un centre paroissial, deux groupes scolaires ont été construits le long de la voie d'accès aux immeubles. De l'autre côté des tours, ce sont au contraire des terrasses piétonnes qui sont installées, ce qui participe à l'opposition classique des constructions de la Charte d'Athènes entre espaces piétons et espaces automobiles. L'ensemble des besoins de service sont mis à la disposition des habitants du quartier, dans le but de rendre celui-ci complètement autonome, à la manière d'une ville à part entière.

Les méthodes de construction sont représentatives de celles employées à l'époque. La linéarité du bâti favorise l'emploi des matériaux préfabriqués, tandis que ces derniers utilisent les mêmes matériaux. Ainsi, seulement vingt-quatre moules à béton ont suffi pour réaliser l'édifice. Les pièces sont coulées directement au pied des tours ce qui permet d'accélérer la vitesse de construction. Ces procédés d'industrialisation permettent surtout de réduire les coûts de construction.

La réception par la presse et la population est alors particulièrement enthousiaste. Les responsables mettent en avant la création d'une nouvelle « petite ville » à quelques centaines de mètres du centre de l'agglomération. L'Est Républicain évoque ainsi la construction d'un « nouveau fleuron à la couronne de la cité des Ducs de Lorraine ». La vitesse de construction est elle aussi saluée par la presse et très vite la longueur de la façade est présentée comme « la plus longue d'Europe ».

Dès le début des années 1960, un grand nombre de famille arrive pour s'installer dans les appartements présentant tout le confort moderne pour l'époque. Alors que l'insalubrité touche en Lorraine un grand nombre d'habitations à cette époque, les constructions comme celles du quartier du Haut-du-Lièvre sont une échappatoire appréciable pour les familles. Toutefois, dès le début des années 1970, soit à peine dix ans après les emménagements, les premières critiques de la vie dans le quartier se font entendre. Les habitants soulignent ainsi le « mal-vivre » qui rongerait la vie locale ainsi que le rôle de « cité-dortoir » qu'occupent les habitations pour bon nombre de travailleurs. Apparaît alors un désenchantement vis-à-vis de la « nouvelle ville satellite » que devait être le quartier du Haut-du-Lièvre. Petit à petit, un certain nombre de familles ayant les moyens de s'installer dans d'autres logements partent tandis que d'autres sont contraintes de rester. De 1968 1975 la population décroît irrémédiablement puisqu'elle passe de 12 500 à 10 650. Quinze après l'inauguration du quartier, son architecte constate ainsi l'échec de son projet, « Lorsque le programme du Haut-du-Lièvre a été lancé...

je pensais qu'il était possible de faire sur ce site magnifique autre chose qu'une banlieue... J'ai commencé par faire des plans d'ensemble, qui reprenaient la composition de la place Carrière et de la place Stanislas. D'où l'implantation de la grande barre... le parti est peut-être discutable, je crois cependant qu'il était valable, parce qu'il affirmait la grandeur du site... Les immeubles sont bien orientés... À l'époque, on cherchait surtout à réduire les coûts. Il fallait construire vite... La volonté du Maire était très forte... Ce qui a manqué, c'est un réel programme d'urbanisme. Il y avait des besoins, le carcan du logement social : on ne pouvait pas placer les commerces sous les immeubles. C'est devenu une cité-dortoir... » (Bernard Zehrfuss cité par Abrams, 2000, p. 124).

Au fil des années, les constructions ont subi des dégradations dû à une certaine faiblesse des matériaux. De plus, pour Joseph Abrams, le projet souffrait de défauts de conception qui ont aggravé la situation. Ils y voient trois aspects principaux. 1) la ségrégation des fonctions due à la conception en plan-masse du quartier qui divisait le quartier en deux, l'une ensoleillée, mais sans service ni commerce, l'autre ombragée, mais équipée d'installations. 2) Le manque de surface d'espace vert et une division des espaces trop stricte. Ainsi, selon cet auteur « le problème majeur du quartier du Haut-du-Lièvre, comme la plupart des grands ensembles français, est le traitement du logement comme une valeur d'usage autonome, délivrée en série, mais déconnectée de toutes hiérarchies susceptibles de le rattacher à d'authentiques valeurs urbaines » (Abrams, 2000, p. 125).

Dès 1977, le quartier Haut-du-Lièvre va bénéficier du premier dispositif dédié aux quartiers relégués, « Habitat et Ville Sociale. Suivront ensuite le programme de « Développement social des quartiers » en 1981, les « Contrats de ville » en 1994 ainsi que le « Grand projet de ville » en 2001. En plus de ces programmes cherchant à agir sur la cohésion sociale des quartiers, deux programmes vont être lancés pour intervenir sur la précarité économique locale. L'agglomération crée d'abord en 1996 une Zone de redynamisation urbaine (ZRU), puis en 2004 une Zone franche urbaine (ZFU), dans le but d'attirer des entreprises et des activités économiques sur le quartier.

Toutefois, le quartier du Haut-du-Lièvre va connaître un tournant avec la mise en place d'un projet piloté et financé en partie par l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) à partir de 2007. Celui-ci fait partie des plus grands projets menés par l'ANRU au niveau national, car contrairement à une centaine d'autres projets, dans le cas de l'agglomération nantaise, celui-ci est multisite et couvre des quartiers répartis sur l'ensemble de l'aire urbaine. Sept zones ont été délimitées et ont bénéficié des investissements de l'État. Le projet s'inscrit dans une démarche prospective à 15 ans, avec des travaux s'étalant sur quasiment l'ensemble de la période. Trois objectifs principaux sont fixés par les acteurs du projet concernant le logement. 1) Diversification de l'offre de logement sur les quartiers créant une mixité de logement, fait d'appartements sociaux, d'appartements locatifs non sociaux et de logements privés en accession à la propriété. 2) La dé-densification spatiale et physique du parc de logement par la destruction de 1909 logements, dont 16 bâtiments de grande hauteur. 3) Une nouvelle réparti-

tion des logements sociaux sur l'agglomération. La reconstruction des logements sociaux détruits sur les zones du projet n'étant en effet que partiellement reconstruit sur ceux-ci.

Les conditions de logement sont également visées puisque le projet vise à la résidentialisation de 7961 logements, la réhabilitation de 7665 d'entre eux et l'amélioration de la qualité de service pour 3442 de ces habitations. L'organisation des quartiers a elle aussi connu d'importantes transformations puisqu'une part non négligeable des investissements ont été réalisés pour améliorer l'accès et la desserte des quartiers par la création de voies de bus spécifiques en site propre, ainsi que par la création de nouveaux services publics de proximité et par la rénovation des groupes scolaires.

Dans ce projet, le quartier du Haut-du-Lièvre représente l'une des facettes importantes de la transformation urbaine. C'est en tout cas la partie du projet la plus médiatisée. En 2004, le quartier comptait 12 206 habitants et 4 720 logements. Depuis cette période, plus de 1 100 logements ont depuis été détruits, 2 500 construits et 3 600 doivent être rénovés à terme. C'est Alexandre Chemetoff, grand prix d'urbanisme en 2000 qui est choisi pour s'occuper du projet. Il doit répondre à une double mission, celle de l'élaboration des schémas directeurs, du suivi des démolitions, des réhabilitations, des constructions neuves et des programmes d'activité ; et celle de la maîtrise d'œuvre des espaces publics majeurs du Plateau de Haye. L'architecte pense ainsi la réhabilitation du quartier Haut-du-Lièvre, comme celle de l'inscription de l'habitat existant et de celui en cours de construction au sein de l'espace public. Le rôle des espaces verts est pour lui primordial puisqu'ils doivent permettre de « transformer cet espace de grand ensemble en grand ensemble d'espace public » (Allix, 2007). Les barres d'immeuble de Zehrfuss font l'objet du traitement le plus spectaculaire puisque la plus longue d'entre elles est en partie coupée pour laisser la place à un important jardin public. Plusieurs tours sont également démolies. L'autre construction importante du quartier est celle d'une prison à l'extrémité nord-est du quartier. Alexandre Chemetoff pense l'inscription de cet édifice dans le paysage en créant d'importantes bandes d'espace vert. Il souhaite « *créer tout autour un véritable paysage, avec de la verdure et un grand canal* ». L'architecte considère que la prison a pleinement sa place dans l'environnement urbain, « je suis favorable à l'inscription de la prison dans la ville, je ne veux ni la renvoyer à l'extérieur ni la dissimuler. Le centre pénitentiaire devient un élément fondateur du développement urbain et de construction du paysage du plateau ».

Les acteurs du projet ont quant à eux comme optique de créer une ouverture du quartier sur le reste de la ville tout en luttant contre l'image de ghetto qui y a été associée au fil des années. C'est d'ailleurs ce que définit la convention ANRU signée par l'État et les partenaires territoriaux : « *La stratégie de rénovation urbaine de l'ensemble de ce site intercommunal et de ses quartiers s'intègre dans un processus de reconquête urbaine et d'intégration territoriale à l'agglomération nancéienne. La finalité recherchée consiste à enclencher un véritable changement d'image du Plateau de Haye à l'échelle de l'agglomération, tout en améliorant durablement les conditions de vie et d'habitat pour ses habitants* ». La revitalisation commerciale et économique est le deuxième volet du projet. Cela passe par la création d'un nouveau pôle

commerciale ainsi que la revitalisation du tissu déjà existant. Le but affiché est de créer un nouveau cœur de quartier qui soit le foyer d'une trame urbaine renouvelée. Les accès au quartier sont renouvelés avec l'arrivée d'une nouvelle voie de bus rapide menant directement au centre de Nancy ainsi que l'aménagement d'un échangeur autoroutier plus accessible. La voirie à l'intérieur du quartier fait l'objet d'un traitement appuyé avec la création de plusieurs voies dédiées aux différents modes de mobilité (cyclable, piéton, automobile, transport en commun, etc.).

En 2015, le projet de rénovation urbaine est renouvelé dans le cadre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Les objectifs restent globalement inchangés même si un volet écologique et d'économie d'énergie fait son apparition. Le périmètre d'intervention est élargi pour intégrer l'extrémité du plateau qui n'était jusqu'ici pas concerné par le projet de renouvellement urbain. Ce nouveau projet souhaite faire du quartier un véritable pont entre la ville de Nancy et la forêt de Haye couvrant toute la périphérie ouest de l'agglomération (11 000 hectares). Le but de ce nouveau projet est donc de pousser l'amélioration de la mobilité sur le plateau et des habitants. Ces actions doivent permettre de terminer de désenclaver le quartier en faisant de lui un axe de passage central entre le centre et le nord-est de l'agglomération.

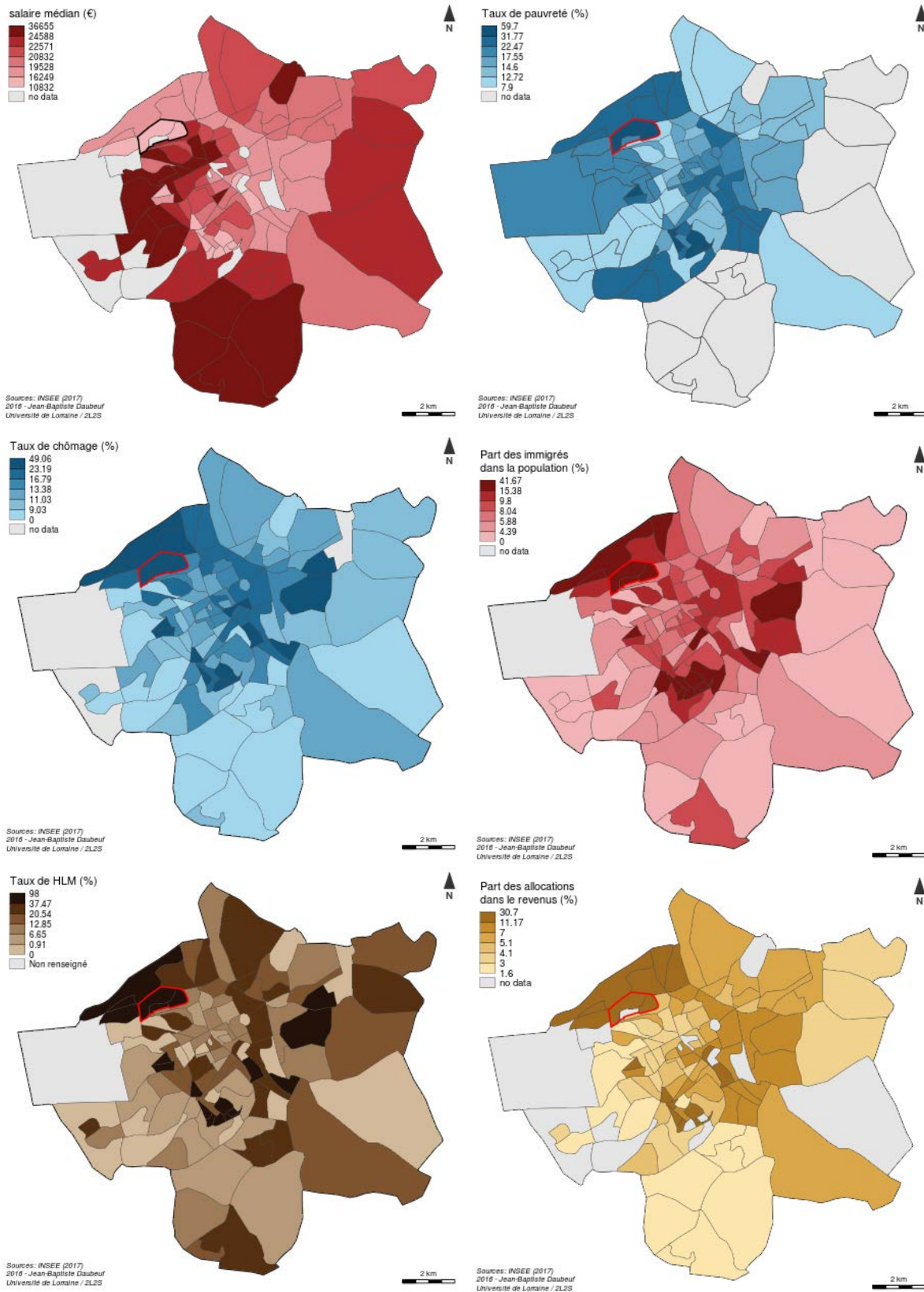


Illustration 31: Quartier du Haut-du-Lièvre en fonction de différents indices sociaux.
Source : INSEE. Auteur : Jean-Baptiste Daubeuf.

Annexe 2 : Lettre au préfet de Meurthe-et-Moselle

IL GENERAL
de
IE-ET-MOSELLE

Le 1er JUILLET 1964

4/7

Monsieur le Préfet,

Bien qu'en cure à CHALLES, comme vous le savez, je reste en relation constante avec NANCY et je suis de très près les affaires dont je m'occupe personnellement, et plus particulièrement celles de la SOLOREM.

Vous savez, Monsieur le Préfet, combien je vous tiens en haute estime, c'est pourquoi je vais me permettre de vous entretenir à coeur ouvert d'une question qui ne peut vous laisser insensible.

Mon Directeur de la SOLOREM vient de me faire parvenir copie de la lettre que vous avez adressée le 25 Juin dernier, réf. 2424, à M. Martial DIRMANN, Administrateur de la S.C.I de la Nouvelle Californie, 8, rue de l'Atrio à NANCY, et également Secrétaire de Mairie à JARVILLE.

Je constate d'abord que cette lettre (réponse) vous a été présentée à la signature le 25 Juin alors que M. DIRMANN, sur mon conseil, vous a écrit le 21 Janvier 1964.

5 mois pour répondre à une correspondance qui a toute son importance Permettez-moi, Monsieur le Préfet, de ne pas vous dissimuler mon étonnement, et, il faut bien le dire, mon mécontentement.

Mais ce retard n'est pas le plus important dans cette affaire. La réponse, elle, transforme mon mécontentement en véritable fureur.

5 mois, 5 mois pour me dire : " adressez-vous aux Tribunaux, car il n'est pas possible de procéder à l'expulsion des Nord-africains, implantés sur un terrain propriété de la SOLOREM à JARVILLE, sans qu'une décision du Juge Judiciaire soit intervenue."

Ce genre de réponse, qui ne vient pas de vous, Monsieur le Préfet, je ne puis l'admettre.

Vous n'ignorez pas tout le mal que je me donne pour mener à bien la rénovation du quartier Saint-Sébastien, et vous avez le droit, au titre de Commissaire du Gouvernement à la tête de la SOLOREM, d'être fier d'une opération qui marche normalement dans ce Pays", dicit M. MAZIOL dans une lettre très amicale qui date de 2 mois.

./.

J'ai pris des risques terribles sur le plan financier, tout en restant dans la légalité, pour acquérir ce terrain à JARVILLE, sur lequel je vais lancer la construction de 800 logements H.L.M. et P.S.R. pour pourvoir au relogement de toutes les familles qui se trouvent encore à l'intérieur du périmètre du quartier.

Après d'innombrables difficultés pour obtenir l'accord préalable (accord que j'espère avoir enfin sous 48 heures) - j'ai dû consulter tous les Services : Ponts et Chaussées, Navigation, j'en passe et des meilleurs - voilà qu'une autre embûche se fait jour à travers votre lettre du 25 Juin.....

Monsieur le Préfet, je ne puis attendre le bon vouloir des Tribunaux qui vont d'ailleurs se mettre en vacances. J'ai besoin du terrain immédiatement et pour le libérer je vais me voir dans l'obligation d'utiliser les méthodes employées dans le quartier Saint-Sébastien il y a deux ans .

J'ai failli me faire éventrer à coups de couteau par de pareils indésirables et n'ai jamais eu le secours de la Police, mais je suis parvenu à chasser les Nord-Africains qui occupaient sans droit ni titre les immeubles appartenant à la SOLOREM.

Avec ces gens là, Monsieur le Préfet, la seule solution est la Force.

Je vais donner aux démolisseurs des instructions pour raser les ruines dans lesquelles s'est agglutinée toute une racaille.

Je regrette les incidents qui peuvent éclater, mais je n'ai pas d'autres moyens.

De toute façon dans des affaires de ce genre - et je commence à avoir l'habitude - une décision du Tribunal ou rien..... " c'est du pareil au même ".

Entre construire des logements pour reloger des femmes et des enfants qui vivent dans des taudis depuis des décades, et l'expulsion par la force de Nord-africains occupant le terrain indûment, mon choix est fait depuis longtemps, et rien ne m'arrêtera, pas même le scandale, s'il le faut.

Je regrette aussi, Monsieur le Préfet, que votre jeune stagiaire M. LEPINE, qui a instruit cette affaire et s'est intéressé à l'Urbanisme, n'ait pas cru devoir se renseigner auprès de moi, avant de présenter à votre signature cette lettre du 25 Juin.

Sur le plan administratif, elle est parfaite. Sur le plan de l'efficacité, malheureusement, elle n'apporte strictement rien.

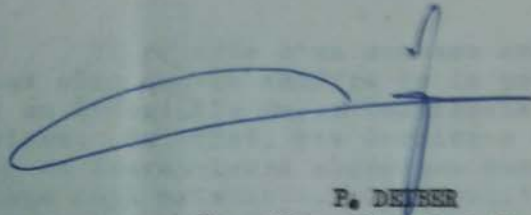
Croyez que je ne mets pas en cause vos Services avec lesquels j'entretiens les meilleures relations, et je vous connais suffisamment homme d'action pour comprendre mes problèmes et ne permettre de compter entièrement sur vous.

- 3 -

Veillez excuser la vivacité des termes de cette lettre, mais je tenais à vous faire toucher du doigt toute l'importance de cette affaire, si je veux réussir une opération qui ne marche pas aussi vite - et j'en suis sûr - que je le voudrais.

Dans l'attente de vous lire,

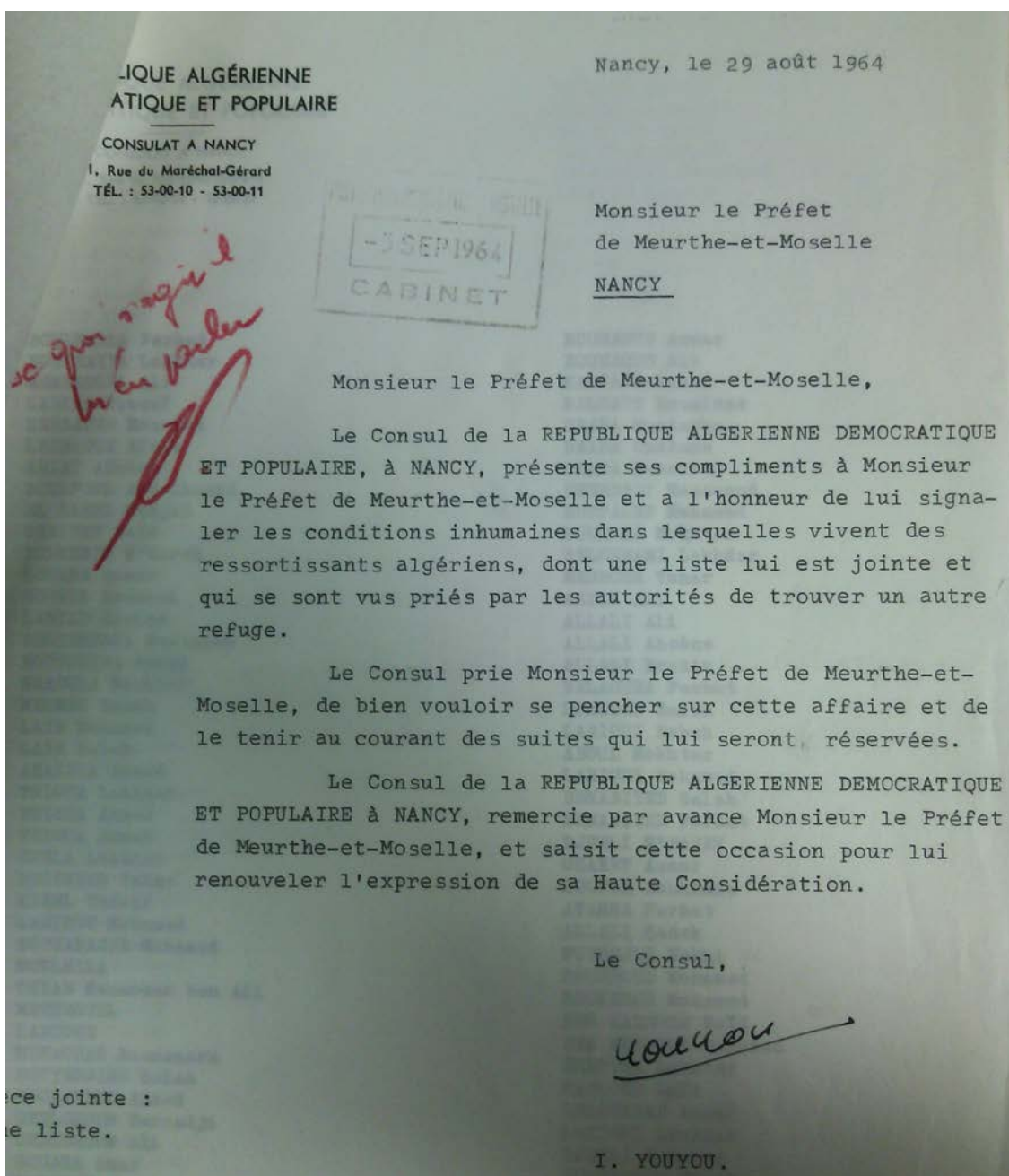
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments distingués.



P. DEIBER
Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle
Adjoint au Maire de Nancy
Directeur Général de la SOGEBEM

Monsieur Jean GERVAIS
Préfet de Meurthe-et-Moselle
NANCY.

Annexe 3 : Courrier du consul d'Algérie



Index des illustrations

<i>Illustration 1: Plan du bidonville de « La place »</i>	40
<i>Illustration 2: Familles de « La place »</i>	42
<i>Illustration 3: Urbanisation et bidonvilles dans le monde.</i>	64
<i>Illustration 4: Nombre d'habitants dans les bidonvilles par pays en 2005.</i>	65
<i>Illustration 5: Proportion d'habitants dans les bidonvilles urbains par pays en 2005.</i>	66
<i>Illustration 6: Variation de la proportion des bidonvilles urbains par pays entre 1990 et 2007.</i>	67
<i>Illustration 7: Variation du nombre d'habitants dans les bidonvilles par pays entre 1990 et 2007.</i>	68
<i>Illustration 8: Évolution des types d'installations recensées par la DIHAL.</i>	71
<i>Illustration 9: Expulsions de personnes identifiées comme Roms vivant en squats ou en bidonvilles.</i>	78
<i>Illustration 10: Profil des communes sur lesquels sont implantés les bidonvilles en France entre juin 2013 et novembre 2016.</i>	85
<i>Illustration 11: Profil des communes sur lesquelles ont été menées des expulsions entre 2012 et 2016.</i>	87
<i>Illustration 12: Distance moyenne entre les communes des bidonvilles et le centre géographique des agglomérations entre juin 2013 et novembre 2016.</i>	88
<i>Illustration 13: Distance moyenne entre les communes des expulsions et le centre géographique des agglomérations entre juin 2013 et novembre 2016.</i>	89
<i>Illustration 14: Représentation schématique de l'économie de la pauvreté d'après Barnerjee et Duflo.</i>	91
<i>Illustration 15: Carte topographique de la Roumanie et des grandes régions historiques.</i>	104
<i>Illustration 16: Le village de Bărbulești et la ville d'Urziceni.</i>	109
<i>Illustration 17: Comparaison du taux de croissance urbaine annuel entre la Roumanie et</i>	

<i>l'UE.</i>	111
<i>Illustration 18: Organisation initiale du début de partie d'un "jeu" de crédit.</i>	134
<i>Illustration 19: Début de partie d'un "jeu" de crédit après réorganisation suite au décès d'un des participants initiaux.</i>	135
<i>Illustration 20: Les liens de parentés des habitants de « La Place ».</i>	136
<i>Illustration 21: L'agglomération de Nancy et les deux principales aires d'installations des familles de Bărbulești.</i>	164
<i>Illustration 22: Carte des installations à proximité du bidonville de Laneuveville-devant-Nancy.</i>	168
<i>Illustration 23: Quartier du Haut-du-Lièvre et les implantations de bidonville entre 2011 et 2016.</i>	171
<i>Illustration 24: Taux de chômage des IRIS de l'agglomération de Nancy en 2016.</i>	173
<i>Illustration 25: Taux d'allocation des IRIS de l'agglomération de Nancy en 2016.</i>	173
<i>Illustration 26: Évolution du prix de la ferraille entre 2009-2017.</i>	178
<i>Illustration 27: Évolution du prix de la ferraille entre 2009-2017.</i>	179
<i>Illustration 28: Évolution du prix de la ferraille entre 2009-2017.</i>	180
<i>Illustration 29: Photo aérienne du bidonville de Laneuveville-devant-Nancy en 2010.</i>	282
<i>Illustration 30: Surface habitable par groupes familiaux</i>	322
<i>Illustration 31: Quartier du Haut-du-Lièvre en fonction de différents indices sociaux.</i>	424